



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Visite de travail de S.E.M. Paavo Lipponen, Président du Parlement finlandais



M. Paavo Lipponen signe le Livre d'or de la Chambre des Députés

Le jeudi 19 janvier 2005, le Président de l'Eduskunta de la République de Finlande, S.E.M. Paavo Lipponen, s'est rendu en visite de travail à Luxembourg. Il a entre autres été accueilli à l'Hôtel de la

Chambre des Députés par M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés.

Au cours de l'entretien entre les deux Présidents de Parlement, M. Lucien Weiler s'est renseigné au-

près de son homologue finlandais sur les expériences de la Finlande en matière de difficultés budgétaires, ce pays nordique ayant été confronté dans le passé à des problèmes similaires à ceux que connaît le Luxembourg actuellement. En matière européenne, M. Paavo Lipponen a donné un court aperçu sur les préparatifs de la future Présidence finlandaise du Conseil de l'Union européenne au deuxième semestre 2006. Il a également invité le Président de la Chambre des Députés à Helsinki afin d'assister à la séance solennelle du Parlement finlandais à l'occasion du 100^e anniversaire de l'Eduskunta le 1^{er} juin 2006.

M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, a également eu un échange de vues avec M. Paavo Lipponen. Les discussions ont porté notamment sur les relations entre les Parlements nationaux et le Parlement européen.

6^e Conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce

«Modestes résultats et programme chargé pour l'avenir»



M. Charles Goerens et M. Claude Adam

Telle est l'appréciation de M. le Député Charles Goerens qui, avec M. le Député Claude Adam, a pu accompagner les négociations pour une libéralisation du commerce, qui se sont tenues du 13 au 18 décembre à Hong Kong en Chine. La délégation ministérielle était composée du Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, M. Nicolas Schmit, du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, M. Fernand Boden et du Ministre de la Coopération et de l'Aide humanitaire, M. Jean-Louis Schiltz.

«Il faut déplorer que beaucoup de questions, concernant notamment les produits industriels et les services, n'aient pas été tranchées et aient été reléguées à 2006. L'accord sur le démantèlement des subventions aux exportations agricoles de l'Union européenne jusqu'en 2013 constitue cependant un pas en avant, et ceci dans le respect du paquet financier ficelé par la Commission européenne.» Tels ont été les propos de M. Charles Goerens, qui a exprimé son souhait de voir la Chambre des Députés nouer des liens plus étroits avec les services de la Commission européenne, afin de mieux préparer les changements à venir.

M. le Député Claude Adam a souligné que la libéralisation du commerce ne devrait pas être une fin en soi, mais un moyen pour parvenir à un développement durable, à

un accès généralisé à la nourriture et au respect de l'environnement naturel. Les 149 États représentés à la Conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce disposent chacun d'une voix et sont en principe égaux.

Selon M. Claude Adam, les pays les plus pauvres ne disposent cependant pas de la même expertise que les plus riches face à la complexité des traités et des questions soulevées. Ainsi, un quart de la population du Burkina Faso dépendrait du marché du coton et souffrirait du fait que le Gouvernement des États-Unis ne serait pas prêt à revoir ses trois milliards de dollars de subventions aux 20.000 producteurs du Texas et de l'Arkansas.

La Conférence de l'Organisation Mondiale du Commerce a vu les pays émergents, tels que le Brésil ou l'Inde, s'affirmer mieux que par le passé. Les pays les plus pauvres ont obtenu un accès libre aux marchés des pays du Nord pour 97% de leurs produits.

Énormément de questions sont cependant restées ouvertes; après les échecs de Doha et de Cancún, le cycle de Doha est loin d'être terminé.

Finalement, MM. les Députés Claude Adam et Charles Goerens ont encore salué l'échange qui a pu avoir lieu avec les représentants des nombreuses organisations non gouvernementales accréditées à Hong Kong.

Réception de Nouvel An au Palais grand-ducal



Les membres du Bureau de la Chambre des Députés reçus par LL.AA.RR. le Grand-Duc et le Grand-Duchesse héréditaire à l'occasion du Nouvel An

(de gauche à droite) M. Henri Grethen, M. Michel Wolter, M. Robert Mehlen, M. Niki Bettendorf, M. François Bausch, M. le Président Lucien Weiler, S.A.R. le Grand-Duc, M. Alex Bodry, S.A.R. le Grand-Duchesse héréditaire, M. Lucien Clement, M. Jos Scheuer, M. Claude Frieseisen, Secrétaire général, M. Laurent Mosar, M. Ben Fayot
(Photo: Carlo Hommel)



Séance plénière du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

Échange de vues entre parlementaires de la Grande Région

Le Conseil Parlementaire Interrégional s'est réuni en séance plénière le vendredi 13 janvier 2006 à Mayence sous la présidence de M. Christoph Grimm, Président du Landtag de Rhénanie-Palatinat. Des mots de bienvenue ont été adressés par la Présidente du Conseil Rhénan, Mme Christine Baumann, membre du Landtag de Rhénanie-Palatinat, et par l'invité d'honneur, le Ministre-Président de Rhénanie-Palatinat M. Kurt Beck.

Les délégués des cinq assemblées membres (Conseil Régional de Lorraine, Landtag de Sarre, Landtag de Rhénanie-Palatinat, Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg et Parlement wallon) ont discuté sur différents sujets à caractère transfrontalier, dont le développement de la Maison de la Grande Région et l'aide aux toxicomanes, et ont adopté des recommandations y afférentes.

Sur proposition de la Commission «Enseignement, formation, recherche et culture», la séance plénière a adopté une recommandation sur le programme d'action communautaire Comenius visant à promouvoir les partenariats entre établissements scolaires. La Chambre des Députés était représentée par M. Ali Kaes, Président de la Commission «Environnement et agriculture» du CPI, M. François Maroldt et M. Aly Jaerling.



(de gauche à droite) M. Aly Jaerling, M. Ali Kaes, M. François Maroldt

NOUVELLES LOIS

5146 - Projet de loi modifiant

1. différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance

2. les articles 12, 92 et 97 du Code des assurances sociales

3. la loi du 25 juillet 2005 modifiant

1) le Code des assurances sociales;

2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension

4. la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension

Le présent projet de loi a pour objet de modifier la loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance qui se caractérise par la mise en place des dispositions suivantes:

- création d'une assurance obligatoire couvrant le risque de dépendance;

- création au profit des personnes protégées d'un droit prioritaire à des prestations en nature et subsidiairement à des prestations en espèces pour leur permettre de se procurer des aides et soins dans les actes essentiels de la vie auprès de tierces personnes;

- institution d'un système d'évaluation, d'orientation et de prise en charge des personnes dépendantes;

- organisation des relations avec les prestataires d'aides et de soins dans le cadre du maintien à domicile et en établissement;

- institution d'un système de financement mixte afin de créer une assise financière à la nouvelle forme d'assurance.

D'une façon générale, le projet de loi tente de recentrer un certain nombre de dispositions sur les quatre principes directeurs de la loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance, à savoir:

- la priorité des mesures de réhabilitation avant la prise en charge de la dépendance;

- la priorité au maintien à domicile avant l'hébergement en institution;

- la priorité aux prestations en nature avant les prestations en espèces;

- la continuité dans la prise en charge de la dépendance.

Ces principes, pas plus d'ailleurs que les éléments fondamentaux de la loi, n'ont été remis en question dans l'évaluation du fonctionnement de l'assurance dépendance.

Compte tenu de ces antécédents, les points saillants du projet de loi se présentent comme suit:

Le projet de loi intègre de façon explicite le thème particulièrement important de la qualité des aides et soins, mettant l'accent non seulement sur le contrôle mais aussi sur l'aspect de la promotion de la qualité des aides et soins tant dans le chef des soignants professionnels que pour les aidants informels.

Dans cet ordre d'idées, le texte initial prévoyait l'instauration d'une commission de la qualité des prestations, appelée à définir les normes et standards de référence dont l'application serait contrôlée par la cellule d'évaluation et d'orientation. Estimant que l'idée d'une telle commission était à revoir dans le cadre général de la transposition de la décision du comité quadripartite de mettre en place un conseil scientifique, l'actuel Gouvernement, dans ses amendements du 14 avril 2005 supprima l'article en question. Suite aux observations exprimées par le Conseil d'État et les différentes chambres professionnelles et après une nouvelle prise de position du Gouvernement, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a réintroduit en version modifiée l'article concernant la commission de la qualité des prestations par voie d'amendement parlementaire.

Parallèlement, la première version du projet de loi entendait abroger l'article relatif à l'action concertée de l'assurance dépendance. Le Gouvernement, convaincu de l'importance de ce «comité de pilotage» a proposé un amendement maintenant l'article en question dans sa version actuellement en vigueur.

Pour ce qui est de l'accès aux prestations, le projet de loi introduit une certaine flexibilisation: à l'instar de ce qui se pratique pour les aides techniques, le nouveau texte prévoit une dérogation au seuil minimum de trois heures et demie de soins requis pour la prise en charge des adaptations du logement et pour les projets d'actions expérimentales. Le projet amendé revient par ailleurs sur l'abrogation prévue de l'article rendant possible

la définition du temps requis de manière forfaitaire pour certaines maladies et déficiences.

Par une modification de l'article 353 CAS, le projet rend possible le dépassement de la limite de vingt-quatre heures et demie prévue dans le cadre des prestations en nature en cas de maintien à domicile dans les cas de gravité exceptionnelle dûment constatée par la cellule d'évaluation et d'orientation. Dans un tel cas, la prise en charge peut être portée jusqu'à trente-huit heures et demie.

Quant à la détermination des prestations requises, le projet de loi précise les différentes étapes à respecter ainsi que les pièces nécessaires et les documents utilisés aux différents stades de la procédure.

Concernant les relations avec les prestataires d'aides et de soins, le projet de loi prévoit la conclusion de conventions cadres, négociées par l'Union des Caisses de Maladie avec l'organisme représentant les prestataires et s'adressant respectivement aux réseaux agissant dans le cadre du maintien à domicile, aux établissements d'aides et de soins à séjour continu et aux établissements d'aides et de soins à séjour intermittent.

Une modification importante introduite par voie d'amendement gouvernemental a trait à la prestation en espèces remplaçant les prestations en nature et revenant à l'aidant informel. En effet, les prestations en espèces sont actuellement liées à la valeur monétaire rémunérant les prestations en réseaux et atteignent actuellement le niveau élevé de 25 euros. Le projet propose de geler le montant de la prestation en espèces à sa valeur actuelle.

Dépôt par M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 20.05.2003

Rapporteuse: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

10.11.2005 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et

de l'avis du Conseil d'État

17.11.2005 Échange de vues avec une délégation de la COPAS (Confédération luxembourgeoise des prestataires et ententes dans les domaines de prévention, d'aide et de soins aux personnes dépendantes a.s.b.l.)

Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

24.11.2005 Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État

15.12.2005 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.12.2005

Loi du 23 décembre 2005

Mémorial A, N° 215, page 3370

en tant que vecteur du patrimoine culturel, des arts du spectacle, des pratiques sociales, rituels et événements festifs, des connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers, ainsi que des traditions artisanales». (<http://portal.unesco.org>)

Le Luxembourg souhaite faire partie des premiers trente pays membres de l'UNESCO à ratifier la Convention.

La procession dansante d'Echternach

Le Conseil de Gouvernement a décidé de proposer la procession dansante d'Echternach pour inscription sur la future «Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'Humanité». Un groupe de travail ad hoc a déjà entamé la préparation d'un dossier de candidature en vue de sa présentation pour la future «Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'Humanité». L'inscription sur cette liste devrait normalement coïncider avec les festivités prévues pour l'«Année Willi-brord» (2008).

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.05.2005

Rapporteuse: Mme Martine Stein-Mergen

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

12.12.2005 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

14.12.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.12.2005

Loi du 23 décembre 2005

Mémorial A, N° 220, page 3708

5478 - Projet de loi

portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, le 17 octobre 2003

Le projet de loi a pour objet d'approuver la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée le 17 octobre 2003 par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris. Ce texte est en fait un complément à la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, signée à Paris, le 23 novembre 1972. La nouvelle Convention «traite des traditions et expressions orales, y compris la langue

Ordre du jour

1. Hommage à la mémoire de M. Jean-Pierre Schank, ancien Député
2. Communications
3. Dépôt d'une résolution par M. Marco Schank
4. Dépôt d'une motion par M. François Bausch
5. 5437 - Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection
5302 - Proposition de loi modifiant la loi du 3 avril 1996 portant création d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile
(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur le projet de loi 5437 - Présentation de la proposition de loi 5302 - Discussion générale - Vote sur les amendements - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Retrait du rôle de la proposition de loi 5302 - Vote sur la motion)
6. Résolution de M. Marco Schank relative à la politique de l'Iran
(Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen, Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

■ **M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Hommage à la mémoire de M. Jean-Pierre Schank, ancien Député

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegeen, ech hunn déi traureg Flicht lech den Doud vun engem fréieren Deputéierten, dem Här Jean-Pierre Schank vun Éilwen, matzedeelen, dee viru kuerzem am Alter vun 92 Joer verstuerwen ass. Viru bal engem hallwe Jorhonnert, vun 1956 bis 1958, war hien als Norddeputéierten an de Reie vun der CSV hei an der Chamber tätég, an huet sech virun allem fir d'Belange vun den Handwierker an de Geschäftsleit agesat.

Säi Wierken op kommunalem Niveau vun 1970 bis 1981 ass bis haut bei senger Matbierger onvergess. Als laangjährege Geschäftsmann a senger Heemechtsstad war hien als e joviale Mënsch bekannt, deen de Kontakt mat de lokale Veräiner gesicht a gefleegt huet. Säi Besuch zu senger Matmënschen huet sech net nëmmen op dat reng Gesellschaftlecht beschränkt. Säin onermiddlechen Asaz bei de Pompjeeën, a virun allem bei der Protection civile, huet hien zu enger iwweraus geschätzter Perséinlechkeet gemaach, un déi mer eis gären erënneren, an déi mer an Erënnerung wëlle behalen.

Dem Jean-Pierre Schank senger Famill wëll ech am Numm vun der Chamber mäin opriichtegt Bäileed ausdrécken. Loosse mer ee Moment opstoen, fir deem Verstuerwenen ze gedenken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 16 décembre 2005, le projet de loi N°5522 portant réglementation de la visite de véhicules et portant modification du Code d'instruction criminelle.

3. À la demande de Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Madame Octavie Modert, Secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement, a déposé en date du 19 décembre 2005 le projet de règlement grand-ducal N°5523 portant modification du règlement grand-ducal du 14 novembre 2002 concernant la participation du Luxembourg à la Mission de police de l'Union européenne (MPUE) en Bosnie-Herzégovine.

4. Par sa dépêche du 15 décembre 2005, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Greffe de la Chambre des Députés les documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 14 au 17 novembre 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil modifiant l'accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) en vue de permettre à celle-ci de financer des opérations en Mongolie;

- résolution sur la dimension sociale de la mondialisation;

- résolution sur «Vaincre le changement climatique planétaire»;

- résolution sur le sixième rapport annuel du Conseil établi en application du point 8 du dispositif du code de conduite de l'UE en matière d'exportation d'armements;

- résolution sur la non-prolifération des armes de destruction massive: un rôle pour le Parlement européen, et

- résolution sur l'Iran.

Den Här Schank huet d'Wuert gefrot, fir eng Resolutioun ze déposieren. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

3. Dépôt d'une résolution par M. Marco Schank

■ **M. Marco Schank (CSV).** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech proposéieren den Dépôt vun enger Resolutioun

de Mëtteg, an zwar am Kontext mat de rezenten Äusserunge vum iranesche President, dem Här Ahmadinejad. Virun ongeféier 14 Deeg hu mer eng Resolutioun gestëmmt, déi de Charel Goerens abruecht hat, well d'Existenzrecht vun Israel a Fro gestallt gi war. Ech muss soen, datt deen Här elo nach eng dropgeluecht huet an effektiv gesot huet, datt den Holocaust e Mäerche vum Weste wier, fir vum eigentlechen Thema ofzelenken, nämlech der Ënnerstützung vun de Palästinenser.

Souguer op d'Gefor hin, datt d'Reaktioun vum Westen d'Positioun vum President am Iran stäerkt, well vill Leit bei him soen: Majo, hie bréngt et fäerdeg sech vis-à-vis vum Westen eng gewësse Stäerkt ze ginn, mengen ech awer, datt mir, a virun allem d'Lëtzebuerg Chamber, dat, wat gesot ginn ass, net einfach esou däerfe stoe loossen. An anere Wieder, ech wollt an där Resolutioun proposéieren, datt een d'Äusserunge vum iranesche President schäerfstens géif condemnéieren: Éischstens, d'Negatioun vum Holocaust, an zweetens, d'Existenzrecht vum Stat Israel. Ech mengen, déi Äusserunge vun engem President vun engem Stat, dee Member ass vun der ONU, sinn onvereinbar.

Duerfir wollt ech den Dépôt maachen. Ech sinn och frou, datt d'Kolleegeen an d'Kolleegeinne vun deene fënnef Fraktiounen déi Resolutioun matdroen.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

- *alarmée au plus haut degré par les affirmations scandaleuses du Président de la République islamique d'Iran concernant le droit à l'existence de l'État d'Israël;*

- *estimant qu'en particulier, la négation de l'holocauste par le président d'Iran constitue un précédent inqualifiable;*

- *considérant que les déclarations négationnistes formulées par le chef d'un État membre de l'Organisation des Nations Unies sont aussi inacceptables que répréhensibles;*

- *réaffirmant son soutien à l'État d'Israël et son attachement au droit d'Israël de pouvoir fonctionner normalement et démocratiquement, en paix avec les États islamiques de la région;*

- *condamne sans réserves les propos du Président de la République islamique d'Iran relatifs à la négation de l'holocauste ainsi qu'au droit d'existence de l'État d'Israël, propos témoignant d'une attitude absolument incompatibles avec l'exercice des fonctions de chef d'un État membre de l'Organisation des Nations unies;*

- *charge son Président de transmettre cette condamnation sans équivoque à l'Ambassade de la République islamique d'Iran à Bruxelles.*

(s.) Marco Schank, François Bausch, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Paul Helminger.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Schank. Mir kommen dann zu dem éischte Punkt vun eisem Ordre du jour.

(Interruptions)

Oh pardon, den Här Bausch.

4. Dépôt d'une motion par M. François Bausch

■ **M. François Bausch (DÉ GRÉNG).** - Här President, ech wollt eng kleng, enfin, net Modification

de l'ordre du jour ufroen, mä am Fong eng Question préalable stellen am Zesummenhang mat engem Projet de loi, deen de Mëtwoch de Moien um Ordre du jour ass, an zwar dem Projet de loi N°5504 iwwert d'Quellesteier.

Dir wësst, datt mer an deene leschte Woche vill Diskussiounen hate ronderëm d'Quellesteier, an an där leschter Finanzkommissioun hu mer dee Projet finaliséiert. Dunn ass eigentlech vun der Regierung, op Ufro vun dem Fraktiounschef vun der Sozialistescher Partei, gesot ginn, datt eigentlech dee Projet, dee mer elo virleien hu vun der Quellesteier, nëmmen den éischte Schratt soll sinn a Richtung vu méi enger gerechter Besteuerung insgesamt zu Lëtzebuerg.

Virun allem wat d'Verhältnis zwëschen der Besteuerung vu Loun a Gehalt par rapport zur Besteuerung vu Revenuen op Kapital ugeet, an datt donc d'Regierung wëllt déi nächst Joren op deem dote Wee weiderfuere, nämlech déi 10%eg Quellesteier, wou de Moment d'Base imposable dovun nëmme virgesinn ass op e ganz beschränkten Deel vu Revenuen sur les capitaux, mä datt eigentlech de Gros vun de Revenuen op dem Kapital ausgeschloss wäeren, an datt een donc misst op deem Wee weidergoen.

Doropshin huet de Finanzminister geäntwert, dat wär e Wee, deen ee sécherlech effektiv misst oder sollt weidergoen, an datt effektiv och dee Projet, dee mer des Woch um Ordre du jour vun der Regierung hätten, an deem Sënn geduecht wier, als een Astieg an eng Quellesteier fir Résidenten zu Lëtzebuerg.

Vu datt dat awer net esou kloer ervirgeet aus dem Exposé des motifs vun deem Gesetz an och aus den Diskussiounen, déi mir ronderëm dat Gesetz haten, mengen ech, datt et awer wichteg ass, datt een duerfir am Virfeld Kloerheet huet, datt d'Deputéierte wëssen, wa se de Mëtwoch bei deem Gesetz ofstëmme, iwwer wat se eigentlech ofstëmme, wat d'Marschroute do vun der Regierung ass. An datt mir duerfir d'Question préalable géinge stellen, esou wéi se an eisem Reglement virgesinn ass ënner dem Punkt g) bei den allgemenge Froen an eisem Reglement, bei „Des questions préalables“, wou ënner dem Punkt (1).5 virgesinn ass, datt een eng Motioun oder eng Resolutioun kann op den Ordre du jour setze loossen, déi dozou bäidréit, datt eigentlech d'Marschroute vum Gesetzesprojet als sollech clarifiéiert gëtt.

An deem Sënn hu mer als gréng Fraktioun eng Motioun gemaach, déi eigentlech näischt aneschtens zum Zil huet wéi, fir Kloerheet ze suergen, wat dann d'Marschroute vun der Regierung op deem heite Gebitt fir déi nächst Joren ass. Ech wëll déi am Numm vu menger Fraktioun duerfir elo hei déposieren.

Dann hätt ech eben och gären, datt e Mëtwoch de Moien, wa mer iwwert d'Gesetz diskutieren, iert d'Gesetz ofgestëmmt gëtt, fir d'éischt iwwert déi Motioun ofgestëmmt gëtt en fonction vum Reglement, wéi et virgesinn ass bei „Des questions préalables“.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *constatant une disparité toujours grandissante entre les recettes budgétaires provenant des impôts retenus sur les traitements et salaires et ceux retenus sur les revenus de capitaux et fortunes;*

- *considérant que les dispositions actuelles du projet de loi 5504 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière, ne vont guère générer de revenus supplémentaires;*

- *considérant que par ces dispositions la base imposable d'une retenue à la source libératoire de 10% sur les intérêts payés au Luxembourg, exclut de ce fait la plus grande partie de revenus provenant de placements sur capitaux;*

- *rappelant l'engagement du Gouvernement de rendre notre régime d'imposition de revenus de capitaux plus efficient et socialement plus équilibré;*

- *considérant que l'introduction d'une retenue à la source libératoire de 10% sur les intérêts payés au Luxembourg ne répond pas à ces critères d'efficacité et d'équité sociale;*

invite le Gouvernement

- *à présenter au courant de la législature un projet de réforme des impôts garantissant un rééquilibrage entre les impôts sur les revenus des salaires et traitements et les revenus de capitaux et fortunes.*

(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Bausch. D'Propositiounen, déi den Här Bausch gemaach huet, entsprechen exactement den Dispositiounen vum Artikel 36 vun eisem Reglement. Deementspriedend proposéieren ech, dass mir iwwert déi Motioun hei, nodeems se ausgedeelet ginn ass, de Mëtwoch de Moien am Laf vun den Debatte respektiv beim Vote vum Projet de loi ofstëmme wäerten.

Voilà, mir kommen dann zum éischte Punkt vum Ordre du jour vun dëser Woch. Mir diskutieren de Projet de loi 5437 iwwert d'Asylrecht. An deem Kader gëtt ebenfals d'Proposition de loi 5302 vum Här Jacques-Yves Henckes presentéiert. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen, déi Hären: Mosar, Bettel a Braz. Ech géif bieden, dass déi aner Fraktiounen, déi nach Riedner hunn, och solle mellen, wie vun hinnen a wéi laang e wëlles huet d'Wuert ze ergräifen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydie Err. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

An ech géing elo schonn ëm Opmierksamkeet bieden, well mer en extrem wichtige Sujet haut de Mëten hunn, dee komplizéiert ass, an duerfir der Rapporteur, der Madame Err, all eis Opmierksamkeet ze schenken.

5. 5437 - Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

5302 - Proposition de loi modifiant la loi du 3 avril 1996 portant création d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur le projet de loi 5437

■ **Mme Lydie Err (LSAP), rapporteuse.** - Merci, Här President. Asyl, Dir Dammen an Dir Hären, ass e Mënschrecht a mat deene soll ee keng Politique politicienne maachen. Dat ass besonnesch dann de Fall, wann ee weess, dass dräi vu véier grouse Parteien mat dëser Problematik ze dinn hate respektiv ze dinn hunn, an also deementspriedend Verantwortung iwwerholl hunn an ze iwwerhuelen hunn.

Bëlleg Polemik ass also net ubruucht; eng Polemik, déi ech selwer probéiert hunn ze évitéieren,

sief et als Deputéierte vun der Majoritéit oder aus der Opposition respektiv aus der Regierung eraus.

(Coups de cloche de la Présidence)

Vill Leit, déi ni am Liewe perséinlech mat engem Flüchtling ze dinn haten, hunn eng ganz fixéiert Meinung zu dëser Problematik, a si ass net ëmmer duerfir fondéiert, och dann, wa se ganz haart ausgedréckt gëtt.

Ech selwer kann zum Beispill soen, dass eist éischt Gesetz, wat 1996 iwwert d'Prozedur zu Lëtzebuerg komm ass, op eng Initiativ vu mir zréckgeet, déi leider net wéi gewénscht aboutéiert ass. Ech hat just d'Éier, dass den Exposé des motifs vu mengem Text an den Text agefloss ass, den Text a sech awer en anere ginn ass. Mä dat si Realitéiten, mat deenen ee muss liewen. Dat ass eng vu méi Frustrationen oder Enttäuschungen, déi een erlieft, wann ee sech mat der sou genannten Flüchtlingpolitik ofgëtt, sief et als Privatpersoun, als Member vun enger ONG, als Affekot oder als politesche Verantwortlichen.

Haut gëtt wahrscheinlech deen éischte Vote zu dësem neien Asylgesetz geholl, wat och oft „Neit Réfugiésgesetz“ genannt gëtt. Eleng an deem éischte Saz ginn dräi Froen opgeworf an zwar, éischters déi: Wat bedeit Asyl? Zweetens: Wat ass e Flüchtling? Drëtens: Wat heescht nei par rapport zur aktueller Situation?

Ier ech also zum Gesetzesprojet a sech kommen, wëll ech ganz kuerz déi dräi Begrëffer hei erklären. Éischters, Asyl ass e Mänschrecht. Mä wat bedeit dat Wuert u sech? Asyl heescht, dem Dictionnaire no, „Zufluchtsort“, e Refuge an heescht op Latäin „Asylum“, wat eleng scho beweist, dass et dat och scho bei de Réimer ginn ass. Hautdësdags bedeit dat, eng staatlech Prärogativ, Leit, déi aus hirem eegene Land geflücht sinn, bei sech opzehuelen a se bei sech selwer ze integréieren.

Zënter 1948 steet an der Mänschrechtsdeklaratioun vun der UNO: Am Fall vu Verfolgung, huet all Mänsch d'Recht Asyl ze froen a Schutz an engem anere Land ze fannen. 1951 gouf zu Genf d'Convention de Genève ënnerschriwwen, d'Häerzstück och haut nach a Saachen Asyl, besonnesch wat d'Artikelen 1 an 33, de Principe de non-refoulement, ubelaangt. Et ass wichteg ze soen – och haut hei –, dass et um internationale Plang keng regelrecht Definitioum vum Réfugié gëtt. Den Artikel 1, Alinéa 2 vun dëser Konventioun definéiert just d'Ursaachen an d'Émstänn, duerch déi ee kann de Statut vum Réfugié kréien. An eisem Gesetz ass am Artikel 1 de Réfugié op Basis vun dëser Definitioum vun 1951 probéiert ginn ze definéieren.

Iwwregens ass déi richteg Bezeichnung „e Flüchtling“, an net, wéi oft fälschlecherweis gesot gëtt, „e Réfugié politique“. Well, fir als Flüchtling oder als Réfugié unerkannt ze ginn, kann een och aus anere wéi politeschen Ursaache verfollegt ginn, wéi zum Beispill aus Grënn, déi zesummenhänke mat der Rass, mat der Relioun, mat der Nationalitéit oder mat der Zougehéiregkeet zu engem spezielle Grupp oder zu enger spezieller Ethnie. Et bleift allerdéngs richteg, fir ze soen, dass all Verfolgung fir eng vun dësen Ursaache meeschtens aus politeschen Ursaachen eraus passéiert.

Ervirzesträiche bleibt, dass een, fir de Statut ze kréien, net onbedéngt bewiese muss, dass ee verfollegt ass oder ginn ass, mä et muss ee bewiese kënnen, dass een zu Recht fährt, aus enger vun deenen opgezielten Ursaachen eraus, verfollegt ze ginn.

Zum zweete Punkt: Wat ass e Flüchtling? Fälschlecherweis gëtt bei eis jiddfere „Réfugié“ oder „Flüchtling“ genannt, ob hien an der Prozedur ass, an an deem Fall

ass et eigentlech en „Demandeur d'asile“, oder awer och schonn ofgewisen ass, an an deem Fall ass et en „Déboute“, an net nëmme déi Leit, déi eigentlech de Statut vu Genf scho kritt hunn.

Vill Leit froe bei eis Asyl un, mä laang net all, well se perséinlech verfollegt sinn, aus Ursaachen, déi ech elo grad opgezielt hunn, mä well se bei sech selwer doheem keng Méiglechkeet hunn oder keng gesinn hiert Liewen ze maachen, an och, a virun allem, well et ganz oft keng aner Méiglechkeet gëtt, fir den Otto Normalverbraucher iwwer een anere Wee regelrecht an d'Land ze kommen, an hei säi Liewen ze maachen.

Dat awer, Dir Dammen an Dir Härren, si keng „Flüchtlingen“, dat si „Migranten“, sief et „Emigranten“, fir déi, déi kommen, an „Immigranten“, fir eis, déi mir se opzehuelen. „Emigratioun“ an „Immigratioun“ sinn och zu Lëtzebuerg bekannte Wieder a fir all Bierger e Begrëff, „Emigratioun“ haaptsächlech am Zesummenhang mat Amerika an „Immigratioun“ am Zesummenhang mat Italien, Portugal an eisen aneren Nopeschlänner.

E puer Zuelen, wéi se sech de Moment zu Lëtzebuerg presentéieren. Vun 1999 un, bis an d'Joer 2005 – bis de Moment also –, hunn zu Lëtzebuerg ronn 9.000 Leit de Statut de réfugié ugefrot. An zwar e bësseleche méi detailléiert, 1999: 3.000, wat relativ evident war, do war de Krich am Kosovo. 2004, do war et manner evident, an duerfir ass d'Zuel och dunn op 1.600 erofgaangen, also praktesch d'Halschent vun 1999. An 2005 op 780, dat heescht, nach eng Kéier d'Halschent par rapport zu 2004.

Wann een eng gutt Erklärung fënn fir d'Erofgoe vun der Zuel vun 3.000 op 1.600, esou ass et manner evident ze erklären, wéi sou 2005, wou d'Chamber aktiv un dësem Projet schafft, d'Halschent vun den Demanden nëmme erakomm sinn, wéi déi Jore virun. Ech schätzen – ouni dass ech dat ka beweisen –, dass dat deelweis domat ze dinn huet, dass en neit Gesetz ënnerwee ass, wat sécherlech manner Latitudé léisst, wéi dat, wat mer haut hunn, a wat évitéiert, dass Leit, fir déi mir virun attraktiv waren, dat haut net méi esou emfannen.

Vun deenen 9.000 Leit hunn der grosso modo 100 de Statut de Genève kritt. Dat heescht also, eppes méi wéi 1%, während 360 aus Raisons humanitaires hunn dierfen hei bleiwen an 340 aus Toleranzgrënn, dat heescht well se net refouliéert konnte ginn, hei bleiwen. Dat sinn der also a siwe Joer genau 700, grosso modo 100 pro Joer. Dat heescht also, dass den Undeel u Réfugiéen a vun deenen, déi ee kann assimiléieren, well se soit de statut de tolérance oder aus Raisons humanitaires konnten hei bleiwen, e ganz, ganz klengen Deel vun der auslännescher Bevëlkerung zu Lëtzebuerg ausmécht, déi entre-temps bal 40% unhëlt. D'Zuel vun de Flüchtlingen oder deenen, déi assimiléiert sinn, ass also verschwindend kleng par rapport zu deenen Zuelen hei.

Et ass duerfir och relativ kloer, dass mir mat dësem Gesetz net d'Problematik am Ganze kënnen léisen. Mir kënnen just fir muer eventuell besser Resultater hunn, wat d'Demande-d'asilen ubelaangt. Et bleift awer ganz kloer, dass mir doriwwer eraus en Immigrationsgesetz brauchen, dat heescht en neit Schaus-Gesetz vun 1972, wat wierklech reformbedürftig ass, an och eng Integratiounspolitik, déi Kont hält vun deem ganz héije Prozentsaz vun Netlëtzeburger, déi bei eis am Land wunnen, net emol déi Frontaliere matgezielt, déi all Dag nach derbäikommen.

Zum Ofschluss vun dëser Alee-dung, wëll ech ganz kuerz déi nei Punkten aus dësem Gesetzestext opzählen.

1. D'Aféieren, nieft deem normalen an deem temporäre Statut, déi mer zënter 1996 respektiv 2000 hunn, vun zwee neie Statuter, an zwar de Statut subsidiaire an de Statut humanitaire. Wat dat bedeit, dorobber kommen ech herno zréck.

2. D'Aféierung vun enger Méiglechkeet während der Procédure d'asile ënner gewëssene Konditiounen enger bezueltener Beschäftigung kënnen nozegoen. Dat ass den Artikel 14, op deem ech och zréckkommen.

3. Dat ass och e wichtige Punkt vun dësem Gesetz – d'Verkürzung vun der Prozedurdauer, an zwar iwwer verschidde Weeër. Dozou muss ee soen, dass dat haaptsächlech och déi Dispositiounen sinn, déi an engem Text vun 2003 scho virgesi waren, a vun deem een also kann ausgoen, dass och déi deemoleg Regierungsparteien zu dësen Dispositiounen stinn.

4. Punkt ass, dass doriwwer eraus an dësem Projet d'Transpositiounen vu verschidde europäeschen Direktive mat iwwerhol ginn, an dat am Hibleck op eng progressiv Harmoniséierung bis 2010, wéi dat den Den-Haag-Programm am November 2004 virgesinn huet.

5. D'Schafung vun engem Centre de rétention ass och en neit Element an dëser Gesetzgebung. Dat, mengen ech, muss een och als Verbesserung gesinn vun där Situatioun, wéi se haut ass, well dee Centre de rétention déi Léit ophëlt, déi haut am Prisong landen. Et ass ganz kloer, dass par rapport zum Prisong och e Centre de rétention eng besser Léisung ass. Viraar-bechten zum Programm vun Den Haag si geleescht ginn zënter 1999, sief dat um Sommet zu Tampere, iwwert de Wee vun den Accords vu Schengen, iwwert d'Konventioun vun Dublin an och den Amsterdamer Vertrag, an deem fir d'éischt eng Kéier stoung, dass d'Asylrecht eng gemeinsam europäesch Kompetenz ass.

D'lescht Woch, den 1. Dezember, huet de Vizepräsident vun der Europäescher Kommissioun, den Här Frattini, sech félicitéiert iwwer eng décisiv Etapp, déi d'Unión en matière d'asile geschafent hätt. Ech mengen, dass et net émsoss ass, fir ze soen, dass dee Progrès, deen d'lescht Woch zu Bréssel op en Enn komm ass, säin Nidderschlag an enger Direktiv fënn, deen och dësen Text schonn deelweis émsesetzt.

Zum Fong vum Gesetz méi am Detail.

1. Elementer déi d'Prozedurdauer verkürzen. Amplaz dass ech lech elo erklären, wou d'Differenz sinn, huet et mer geschéngt, dass et méi interessant wier, mat engem konkrete Beispill hei ze demonstréieren, wéi d'Gesetz de Moment funktionéiert, éischer wéi d'Gesetz vun 1996 hei an der Theorie ze erklären. Ech wollt lech dann do e konkrete Fall, deen et richteg gëtt, mat e puer Datumen hei soen an doraus probéieren, e puer Konkusiounen ze zéien, fir dann op déi nei Dispositiounen vun eisem Gesetz an dëser Hisiicht zréckzekommen.

Ech schwätzen hei vun engem Fall vu Leit, déi an der Mëtt vun Joer 2000 zu Lëtzebuerg ukomm sinn, eng bestuete Koppel, deemools ouni Kanner, Leit, déi allen zwee ausgebildt waren an déi, soubal wéi se hei waren, eng Demande d'asile déposiert hunn. Déi éischt Décisioun vun Minister ass am Oktober 2003 komm, dat heescht ongeféier 40 Méint nodeem déi Demande deposiert ginn ass.

En éischte Recours, e Recours gracieux, ass direkt no dëser Décisioun komm, an zwar am Délaï wéi en am Gesetz steet. Dat war am Dezember 2003 wou och de Recours gracieux ofgelehnt ginn ass.

De Recours gracieux, an ech wëll dat kuerz erklären, dee gëtt et och an deem neie Gesetz nach, mä contrairement zu der Situatioun, déi mer haut hunn, ass e Recours gracieux am neie Gesetz net méi suspensiv, dat heescht, et kann een e maachen, mä déi Délaïen, déi par ailleurs lafen, déi ginn do-duerjer net ënnerbrach. Dat ass ee vun deene groussen Énnerscheeder.

Den éischte Recours contentieux ass an deem hei Fall am Februar 2004 komm an déi éischt negativ Décisioun vum Geriicht ass dann och zwee, dräi Méint drop komm. Duerno ass Appel gemaach ginn, an du ware mir schonn um Enn vun Joer 2004. Dunn hätt theoretisch nach kënnen en zweete Recours gracieux komme fir nach eng Kéier dräi Méint Zäit gewannen ze kënnen. Dat war awer net de Fall, mä et ass direkt en Appel gemaach ginn, deen och ofgelehnt ginn ass.

Duerno ass eppes anescht probéiert ginn, an och dat ass keng Exceptioun. Et ass eng néi Demande agereecht ginn, fir à titre principal eng Autorisation de séjour an à titre subsidiaire e Statut de tolérance zu Lëtzebuerg ze kréien.

Och déi Demande vun Enn 2004 ass 2005 vum Geriicht an enger éischer Instanz ofgelehnt ginn an duerno och am Appel. Du ware mir Mëtt 2005. Duerno koum en zweete Recours gracieux, an nach während der Vakanz 2005 ass d'Annulation vum Refus vun der Autorisation de séjour gefrot ginn. Och déi Demande ass natierlech ofgewise ginn, well wann een hätt kënnen dovunner ausgoen, fir eng Autorisation de séjour ze kréien, wier et jo onlogesch gewiescht, fir d'éischt Asyl ze froen ier een dës zweet Prozedur wëllt.

Dorobber huet sech en anere Recours grefféiert; e Recours fir en Eftet suspensiv vun der Prozedur ze kréien, dat heescht fir ze froen, net ausgewisen ze ginn esou laang wéi net déi leschten ugefrotten Décisioun gesprach ass. Mir hunn also, wann ech elo richteg zesummenzielen, an dëser Affär zéng Recoursé gehat an Zäit vu grosso modo 70 Méint. Zéng Recoursen, déi net nëmme Zäit kascht hunn, déi Leit beschäftegt hunn, déi Sue kascht hunn an déi natierlech och e ganz Lous vu Frustrationen op verschidde Plaze mat sech bruecht hunn.

Ech probéieren déi heite Geschicht fir d'éischt aus der Vue vun den Demandeurs d'asile ze kommentéieren. Fir déi war et sécherlech eng frustrant Geschicht fir während esou vill Joren Démarchen ze ënnerhuelen, ouni Satisfaktioun ze kréien, an d'Gefill ze hunn net verstanen ze ginn, schlecht logéiert ze sinn, a vill Schererie mat hiren Affäre gehat ze hunn. Well se net hun duerfen schaffen goen während der ganzer Zeit waren sie praktesch derzou condemnéiert ofzewarten an d'Gefill ze hunn, dass kee fir hir Situatioun Verständnis hätt.

En passant sief gesot, dass déi Leit entre-temps och zwee Kanner kritt hunn zu Lëtzebuerg, déi also, wa mir net d'Blutrecht hätten, zwee Lëtzeburger Kanner gewiescht wären, wat net de Fall ass a wat – an dat mengen ech ass och interessant ze soen – am Fong déi ganzen Zäit fir si als verlueren Zäit unzekucken ass, well d'Leit forméiert waren a soumat net profitéiert hunn, fir déi eng oder déi aner Formatioun ze maachen.

Mir schéngt et awer och esou ze sinn, dass, wa 40 Méint verstrach sinn, bis se déi éischt Äntwert kruten, eleng d'Ofschafung vun de Recours-Méiglechkeeten net duer wäert goen, fir déi Délaï massiv ze kieren.

Et bleift och an dësem Kontext viles ze soen iwwert den Accueil, wouriwwer mir lo virum Weekend den Avant-projet de règlement

grand-ducal kritt hunn. Mir haten als Kommissioun keng Zäit dorop anzegoen, wat mer awer an den nächsten dräi Méint sécherlech wäerte maachen, well mer jo dovunner mussen ausgoen, dass dee Vote hei haut keen definitiven ass, mä e provisoereschen, well jo bis elo de Statsrot am Fong seng Opposition-formellen oprechterhalen huet a mir dofir domadder rechne mussen, dass mer keng Dispens vum zweete Vote kréien.

Et ass näischt esou schlecht, dass et net fir eppes gutt ass. Mir hunn also dann Zäit, déi Reglementer, déi extrem wichteg si fir d'Uwendung vun dësem neie Gesetz, nach eng Kéier op de Leescht ze huelen an ze kucken ob wierklech doranner déi Saache sinn, déi fir déi wierklech Liewensqualitéit vun den Demanduren ubruucht sinn.

Do geet ënner anerem Rieds iwwert d'Konditiounen, ënner deenen se logéiert sinn, wéi se traitéiert ginn, wéi vill Suen dass se kréien an Ähnlech. Ech mengen, dass op deem Punkt wierklech d'Liewensqualitéit vun de Leit, wéi se haut zu Lëtzebuerg sinn, substanzieel misst kënnen verbessert ginn, besonnesch wa mer dovunner ausginn, dass d'Zuel vun deenen, déi hei Asyl ufroen, erofgeet, dass d'Émstänn also misste méi einfach ginn, fir dësen Openhalt bei eis am Land, wéi kuerz oder wéi laang deen och ëmmer dauert, esou agräabel, esou gutt wéi méiglech ze maachen.

Datselwecht ass och ze soen iwwert de Règlement grand-ducal zur Formatioun, wou zréckzebehalen ass, dass am Gesetz, contrairement zum Text vun der Regierung, elo e Recht op Formatioun steet an dass nëmme d'Konditiounen, ënner deenen dat Recht kann exzeréiert ginn, iwwert d'Reglement kënnen fixéiert ginn.

Zum Reglement selwer ass ze soen, dass en och verbesserungswürdeg ass, well et nämlech net einfach ass, sech ermëzefanne bei de Formatiounsméiglechkeeten, fir Leit, déi nach schoufflichteg sinn – a bei deene stellt sech d'Fro jo eigentlech net, et sief dann, si sinn iwwer 16 Joer a si maachen eng Léier – an Erwuessener, déi soit an enger Formation tout court oder an enger Formation professionnelle sinn.

Ech wëll ee Moment zréckkommen op dat praktesch Beispill fir ze probéieren dat och aus der Siicht vum Lëtzeburger Stat ze kommentéieren. Mir hunn et an deem Beispill dann ze di mat zwee, de Moment véier Leit, déi sech während 70 Méint zu Lëtzebuerg an engem Foyer opgehale hunn an dat ouni kënnen enger Beschäftigung nozegoen an net emol hiert eegent lesse preparéieren. Si sinn eigentlech während 70 Méint hirer eegener Verantwortung enthuewe ginn an hunn doriwwer eraus all Mount e Betrag ausbezuelte kritt, deen zwar kleng ass, mä a 70 Méint awer e grouse gouf. Fazit: grouse Käschtepunkt a grouse Onzefriddenheet.

D'Situatioun ass also wierklech net roseg, sief et aus der Siicht vun Demandeur d'asile, sief et vum Lëtzeburger Stat, deen déi Séjourn do organiséiert, déi Leit encadréiert, etc. Ech mengen dofir, dass et evident a wichteg ass, d'Prozedurdauer souwäit ze kieren, dass esou Situatiounen net méi kënnen passéieren. Et ass evident, dass ee sech an Zäit vu fënnef Joer – och da wann ee sech net iwwert d'Aarbecht kann integréieren – iwwert d'Kanner an iwwert d'Zesummeliewen an enger Gemeinschaft forcément, gewollt oder ongewollt, deelweis integréiert huet, an dat mécht et natierlech net méi einfach, keng Hoffnungen opkommen ze loossen duerch d'Zäitdauer eng Aussicht ze hunn, definitiv kënnen hei ze bleiwen.

Et ass och nach dozou ze soen, dass déi Leit zréckgefuert goufen ënner Konditiounen, déi net ëmmer zefridde stellend waren. Mir hunn

och am Gesetz, dat elo hei virläit, am Artikel 72. Méiglecheete virgesinn, dass dee Rapatriement, dee Retour forcé, wann deen da komme sollt, muss enner Ëmstänn stattfannen, déi mënschewierdeg sinn an am Respekt notament vun der Recommandatioun vum Conseil de l'Europe, déi geholl ginn ass.

Mir hunn eis awer geiert mat der Plaz wou dat heiten drasteet, well do wou et steet, géllt et nëmme fir Leit, déi enner dem Statut subsidiaire sinn. Et ass awer evident, dass dat muss fir all Leit gëllen, déi zréckgefuert ginn.

Ee Wuert nach, Dir Dammen an Dir Härren, zu de Règlements grand-ducaux. An där éischter Sëtzung am Januar hunn ech bei der éischter Virstellung vun deemem Projet gesot, dass dee Projet hei net géif definitiv gestëmmt ginn, ier mer net d'Exekutiounsbestëmmungen derbäi hätten. Mir hunn elo Texter, déi en Avant-projet sinn, déi kengesfalls op alle Punkten ausserhalb vun aller Diskussioun sinn. Ech mengen duerfir, dass mer déi Zäit, déi elo kënn, mussen notzen, fir net nëmme definitiv Texter virleien ze hunn, déi schon duerch e Regierungsrat waren, mä och Texter virleien ze hunn, déi mir virdrun d'Geleeënheet haten, an deenen zoustännege Kommissiounen ze diskutieren, notament déi zwee ganz wichteg Reglementer iwwert den Accueil, iwwert d'Formatioun an och iwwert d'Aarbecht.

Ech wollt lech iwwerens soen, dass zu deem Punkt, deen d'Méiglecheet ubelaangt, fir während der Prozedur enner gewëssenen Ëmstänn kënnen schaffen ze goen, ganz kloer e Fortschrëtt ass par rapport zu där Situatioun, déi mer elo hunn. Mir wëssen alleguerten heibannen, dass dat dote keng revolutionär Moossnam ass, esou wéi den Artikel 14 libelléiert ass, mä dass et op jidde Fall net kann esou sinn, dass och iwwert d'Reglement déi Limitatiounen, déi am Gesetz selwer schon drastinn, nach géife gekierzt ginn.

Mir wësse schon, dass d'Préférence communautaire beispillsweis dran ass, dass een nëmme kann eng Autorisatioun kréie wann een néng Méint mindestens am Land schon ass, ouni eng éischt Äntwert vum Minister ze kréien, dass déi Autorisatioun nëmme géllt fir ee Patron a fir eng Period vu sechs Méint, déi ka prolongéiert ginn, an aner Detailler op déi, wéi ech unhuelen, och de President vun der Aarbechskommissioun nach wäert agoen, well mir hunn den Avis aus deser Spezialkommissioun op deem Punkt am Projet hei integral iwwerholl.

Ech wollt lech dann och nach soen, dass mir als Kommissioun zu deemem Gesetz vill Avisé kritt hunn, net nëmme déi, déi mer hu misse kréien, wéi déi vum Statsrot, mä och vun ONGen, ganz besonnesch och vun ONGen, déi sech op Eegeninitiativ zu deemem Projet gemellt hunn. All deenen, déi dat gemaach hunn, wëll ech vun hei aus Merci soe fir déi fondéiert Avisën, déi mer kritt hunn:

Notamment déi vum Lëtzebuurger Flüchtlingsrot, déi vum UNHCR, déi net nëmme een, mä zwee schrëftlech ganz detailléiert Avisé gemaach hunn, d'Commission consultative des droits de l'homme, den Ombudscomité fir d'Rechter vun de Kanner, de Conseil national des Étrangers, mä och dee méi informellen Avis vun der AG Migration, deen iwwer Internet un d'Membere vun der Kommissioun erausgaangen ass, den Avis vun der ASTI, deen zwar och schon am Lëtzebuurger Flüchtlingsrot dran ass, mä déi ganz zum Schluss och nach en Avis ginn hunn, a schlussendlech den Avis vum Lëtzebuurger Barreau, dee fir Kleeschendag genee ukomm ass, awer dee Moment am Fong ze spéit, fir dass en nach hätt kënnen ernimmt ginn am schrëftleche Rapport.

Ech wëll duerfir e bësselche méi detailléiert op deen Avis agoen, well souwiso an deem Avis Kritiken drastinn, déi sech och an aneren Avisën erëmfonnt hunn. Nieft deenen Avisën, déi mer an der Kommissioun studéiert hunn, sinn och nach aner Instruktiounsmesurë geholl ginn am Kader vun der Kommissioun.

Notamment hunn ech mer mat der Sekretärin e Centre d'accueil ugekuckt, ech hu mat de Leit geschwat, mam Personal wat do schafft, etc. Ech war op de Ministère an ech war – an dat war eng erbaulech Zeen, déi villes aus menger Optik geännert huet – bei engem éischten Entretien vun engem Demandeur d'asile derbäi an hat och bei därsewlechter Geleeënheet, zesumme mam Jacques-Yves Henckes, en Entretien mat der Police judiciaire, déi am Accueil jo probéiert, d'Leit ze empfänken, ze identifizieren a se opzuleschten.

Ech kommen dann elo, ouni an den Detail ze goen, op d'Haaptkritiken zu deemem Projet zréck, déi am Laf vun der Prozedur zur Sprooch komm sinn, an ech wëll lech dann och erklären, wat fir enge Kritike mir Rechnung gedroen hunn a wat fir enge mer keng Rechnung gedroen hunn, an ech wëll lech dann och erklären, aus wat fir engen Ursachen.

Eng Kritik, déi ëmmer erëmkomm ass, dat war déi, dass systematesch sollen Empreintes digitales, Fangerofdréck geholl ginn an och Kierperfuillë virgeholl ginn. Mir hunn dorobberhin den Text iwwert d'Fouille-corporell geännert an derbäigesat, dass d'Fouille corporelle am Fong nëmme da soll virgeholl ginn, wa se néideg ass, an dann, wann dat de Fall ass, am Respekt vun der Dignitéit vun de Leit, déi concernéiert sinn.

Bei den Empreintes digitales hu mer keng Exceptioun gemaach, well et ganz einfach aus eisen internationalen Engagements eraus extrem wichteg ass, kënnen feststellen, ob déi Leit, déi bei eis eng Demande ufroen, net schon an engem anere Land dat gemaach hunn, eventuell ofgewise gi sinn, oder ob se eventuell hätte missen eng Demande an engem Land maachen aus der Europäescher Unioun, an deem se ukomm sinn, ier se zu Lëtzebuerg waren.

Dann ass ganz vill kritiséiert ginn d'Institutioun vun engem Centre de rétention, d'Cas-d'ouverturen an och d'Dauer vun deem Séjour, deen am Gesetz fir dese Centre drasteet.

Zum Centre de rétention ass eppes ze widerhuelen, wat ech aganks scho gesot hunn. Dat ass sécherlech keng Performance a sech, e Centre de rétention opzemaachen. Et muss een awer wëssen, dass déi Leit, déi elo muer oder iwwermuer, wa mer dann een hunn, an de Centre de rétention kommen, och haut net alleguerte fräi sinn, mä haut fanne se sech am Prisong erëm, a par rapport zum Prisong ass sécherlech och de Centre de rétention eng besser Léisung wéi dat haut de Fall ass.

Doriwwer eraus gétt de Centre de rétention eis d'Méiglecheet, net nëmme aner Konditiounen ze hu fir dee Séjour, well béid Séjoure sinn eng Privation de liberté, mä de Regime vun deenen engen a vun deenen anere ka wierklech en anere sinn, an ech mengen och, dass dat am Intérêt ass vun deene Leit, déi sech an deem Centre de rétention wäerten erëmfinden.

Och eng vun deene Froen, déi ganz vill Oprou zu Lëtzebuerg geschafent hunn, war déi vun de Retour-forcéen. Dass d'Leit moies fréi bei Sonnenopgang mat der Polizei doheem ofgeholl ginn, fir rapatriéiert ze ginn, wäert ophéieren, wa mer e Centre de rétention hunn, well deen huet och d'Vokatioun fir d'Leit ze empfänken, déi sollen zréckgefuert ginn, an amplaz se

da moies fréi enner net ëmmer agréablen Ëmstänn heem en présence vun de Kanner sichen ze goen, kommen déi Leit een oder zwee Deeg éischter an dee Centre de rétention a si ginn do encastréiert vu Personal, wat sech wierklech fir se asetzt, esou dass dee Retour da kann och stattfannen enner bessere Konditiounen, wéi dat bis elo de Fall war. Also och dat ass, mengen ech, en Argument, wat fir d'Aféierung vun deem Element am Gesetz schwätzt.

Et ass dann och déi Dauer kritiséiert ginn, fir déi ee kann an dee Centre de rétention do kommen. Am Regierungstext war eng Maximaldauer vu sechs Méint virgesinn. Eng Maximaldauer, wou e gewëssene Moment gefrot ginn ass, fir déi generell op zwee Joer ze hiewen, wou mer dann no villem Hin an Hier op eng Konkusioun komm sinn, déi Maximaldauer op ee Joer festzesetzen, mä nëmme a ganz spezifische Fall.

De Moment gesäit den Text vir, dass deen Délai vun engem Joer nëmme an enger eenzeger Hypothese ka spillen, an zwar an där Hypothese, wou d'Identitéit vum Demandeur d'asile net kloer ass, well hie beispillsweis seng Fangerspëtzen traitéiert huet, dass hien net méi doriwwer ze identifizieren ass, dass hien – wéi bal ëmmer – keng Pabeieren hat aus deenen ee kënn schléissen, wien hie wier. Well net onbedéngt emol gewosst ass, aus wat fir engem Land se kommen, wat mat sech bréngt, dass öfters Transporter hei mat Demandeurs d'asile op Bréissel musse stattfannen, op Ambassaden, wou festgestallt soll ginn, ob déi Leit aus deem Land kommen, wou se behaupten, dass se komm sinn. A wann da festgestallt gétt, dass dat net de Fall ass, da wësse mer zwar entre-temps vu wou se net kommen, mä mer wëssen nach ëmmer net, vu wou se sinn a mat wem mer et ze dinn hunn.

Dat lescht Argument, wat ech zu deemem Délai wëllt soen: Deen Délai vun engem Joer war net meng Iddi, mä ech mengen, dass ee muss kënnen domadder liewen, wann ee weess, dass déi Leit, déi hei geméint sinn, déi kënnen während engem Joer am Centre de rétention zréckgehalte ginn, am Fong et an hirer eegener Hand hunn, fir fräizekommen. Si brauchen am Fong just dee Moment Elementer ze ginn, déi et erlaben, festzustellen, mat wem mer et an der Prozedur ze dinn hunn. Oder ass et net logesch, dass, wann iergendeen eng Demande mécht, deen, deen deen Dossier traitéiere muss, soll wierklech wëssen, mat wem hien et ze dinn huet?

Wann dat net de Fall ass, ass et reng onméiglech dass déi Prozedur ka weidergoen, an duerfir mengen ech och, dass deen Délai do, deen exceptionnellen Délai an enger eenzeger Hypothese sech an der Praxis justifizéiert.

Dann hu mer ganz vill Kritike kritt op deem Punkt iwwert d'Suppressioun vum duebelen Degré de juridiction, an ech kommen dann do méi detailléiert op den Avis vum Barreau zréck, well en fait déi Kritike vum Barreau déiselwecht sinn, wéi déi aus deenen de Statsrot seng Opposition-formellen erauszitt, an déi sech praktesch och an allen Avisën, dat heescht deene vum UNHCR an deene vun aneren ONGen, déi ech ugeschwat hunn, och vun der Commission consultative des droits de l'homme, erëmfinden.

Zur Prozedur! Hei gétt gesot, et wär inacceptabel, dass am Fall vun enger Procédure accélérée am Kader vum Artikel 20 et kee Recours gétt. Dat ass géint e Prinzip vun der Décisioun iwwert d'Procédure accélérée, well et am Prinzip géint

all Décision administrative eng Recoursméiglecheet misst ginn.

Dozou kann ee soen, dass, wann et souwiso esou ass, dass et ëmmer e Recours ka ginn, dat och am Fall vum Artikel 20 net ausgeschloss ass, mä dass dee Recours dann nëmme zesumme mam Recours um Fong komme kann. Esou dass een – och wann dat dann net no engem Prinzip ass, deen ech meeschtens uwenden, an zwar deen: „Ce qui va sans dire va mieux en le disant“ – hei ka soen: Mä wann et souwiso esou ass, da muss mer et jo net soen; et ka jo dann awer an der Praxis gemaach ginn. Esou dass déi Kritik um Artikel 20 a mengen Aen an där Hiicht net fondéiert ass.

Et gétt eng zweet Kritik iwwert d'Fehle vum duebele Recours am Fall vun Incompétences an Irrecevabilitäten, wou mer een eenzege Recours hunn, mä e Recours en réformation. Et steet am Gesetz dran, dass dat e Recours „en premier et dernier ressort“ ass. Dat ass effektiv da keen duebelen Degré de juridiction, mä et gétt am Text vun der Regierung – an dat gétt och net bestridden an den Avisën, déi mer par ailleurs kritt hunn – net bestridden, dass an deenen Hypotheseen, wou eng Irrecevabilitéit oder eng Inkompetenz hei ass, jo forcément deen Dossier nach op enger anerer Plaz muss gekuckt ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Wann d'Lëtzebuurger Riichter oder de Lëtzebuurger Immigrationministère inkompetent ass oder d'Demande irrecevabel ass, well se beispillsweis hätt missen an engem anere Land gemaach ginn, da geet et sécherlech duer, dass mir hei zu Lëtzebuerg ee Recours hunn, well et jo evident ass, dass op enger anerer Plaz iwwert déiselwecht Demande en anere Recours ka kommen. Mir hunn also do och en duebelen Degré de juridiction, och wa mer en net onbedéngt hei zu Lëtzebuerg op der ganzer Prozedur hunn.

Dann ass nach kritiséiert ginn, dass bei der Décision au fond den zweete Recours, also den Appel, e Recours en annulation ass. Dat wier critiquable, well bei engem Recours en annulation nëmme d'Legalitéit gekuckt gétt an net d'Faiten analyséiert ginn.

Elo ass et awer evident, an doriwwer gétt et Jurisprudenz vum Tribunal administratif, déi soen, wou d'Riichter selwer erklären, dass dee Moment, wou se iwwert d'Legalitéit statuieren, se dat natierlech nëmme da kënnen maachen, wa se d'Faité mat a Considération huelen. Well eng Legalitéit ze appréciieren ouni de Kontext ze appréciieren, an deem e sech ofspillt, ass eng Saach vun der Onméiglecheet. Esou dass ee ka soen, dass deen zweete Recours hei zwar e Recours en annulation ass, mä dass och dee Recours en annulation net ouni eng Analys vun de Faité geet. Esou dass a mengen Aen op jidde Fall – an dat soen ech och als Juristin – dem Prinzip vum duebelen Degré de juridiction hei Satisfaktioun ginn ass.

Da soen Affekoten, oder vläicht méi richtig, den Här Bettel,...

(Interruption)

...et wier net akzeptabel, dass nëmme ee Mémoire de part et d'autre kéint échangéiert ginn. Evidenterweis aus der Ursach eraus, fir net onnéideg d'Prozeduren an d'Längt ze zéien. Et gétt gesot, dat wier e Skandal. Dat ass och a priori net erferelech.

Wann also elo en Affekot oder Représentant vum Ministère freet, wéinst engem neien Element nach eppes dévellopiieren ze kënnen, da sinn ech sécher, dass kee Riichter géng soen, dass bei engem Prinzip keng Exceptioun méiglech wier.

Ech mengen deemno, dass et dem Tribunal an der souveräner Appréciatioun vun all Riichter iwwerlooss

ass, eng Exceptioun op e Prinzip ze maachen ouni doduerch d'Mënscherechter vun deene schwächste Gruppen aus eiser Gesellschaft zu Lëtzebuerg ze verletzen. Dat, Dir Dammen, Dir Härren, ganz kuerz zu de Kritiken a menger Argumentatioun dozou, déi ech dorobber ginn.

Da wëll ech ganz kuerz zréckkommen op de Projet, wéi en 2003 vun der viregter DP-CSV-Regierung déposéiert ginn ass, an lech erklären, wat an deem stoung a wat an deemem Projet hei besser ass wéi an deem éischten. An der Hoffnung – ouni allze vill grouss Hoffnung –, dass déi Leit, déi mat deem schlechteren Text d'accord waren, och hiren Accord haut géife ginn, fir en Text, deen, a mengen Aen jiddefalls, largement verbessert ginn ass zënter dem Joer 2003.

Déi éischt Verbesserung par rapport zum Text vun 2003 ass déi, dass contrairement zu deem originalen Text de Maintien vum Interpret a vum Affekot bäibehale ginn ass, net nëmme um Geriicht, mä och während der Procédure administrative.

Dat ass, Dir Dammen an Dir Härren, determinant, well den Dossier ass, wéi ëmmer, esou gutt wéi d'Instruktioun ass. Wann d'Instruktioun bâcléiert ass a se gemaach ginn ass enner Ëmstänn, déi Zweifel iwwreg loossen, wat d'Verständnis ubelaangt etc., da kann näischt Guedes derbäi erauskommen. Wa mer hei vun Ufank un all Garantië bäibehalen, déi mir elo hunn, dat heescht den Affekot an den Interpret och an der Prozedur um Ministère, da mengen ech, dass dat e ganz seriöse Progrès ass par rapport zum Text vun 2003, wéi e virläit.

D'Assistance judiciaire ass och virgesinn, an zwar net nëmme an der Procédure judiciaire, mä och an der Procédure administrative. Dat ass aus deeneselwechten Ursache wéi an deem viregte Beispill ee substanzuelle Progrès fir den Respekt vun de Mënscherechter vun deenen Demandeurs d'asile.

Da gesäit deen Text, deen haut zur Ofstëmmung kënn, d'Schafung vun engem Centre de rétention vir, deen net am Text vun 2003 war. A wa mir wëssen, dass déi Leit, déi net an de Centre de rétention kënnen kommen, an de Prisong kommen, da mengen ech, muss een agesinn, dass och d'Institutioun vum Centre de rétention eng substanzuell Verbesserung ass par rapport zum Text vun 2003.

Doriwwer eraus, Dir Dammen an Dir Härren – besonnesch déi vun der DP –, setzt dese Projet zwee nei Statuten an d'Welt, an zwar de Statut subsidiaire, dat heescht et Statut fir déi Leit, déi net genau d'Kritäre vum Artikel 1 vun der Genfer Konventioun erfüllen, déi awer trotzdem bewisen hunn, dass se verfolgegt sinn. Si kënnen zwar net de Statut vun der Konventioun vu Genève kréien, mä de Statut subsidiaire deen och mat gewëssene Garantië verbonden ass. Och dat ass also menger Meinung no e substanzuelle Progrès.

Deen Text, deen elo virläit, gesäit de Centre de rétention vir, deen net am Text vun 2003 war. A wa mir wëssen, dass déi Leit, déi net an de Centre de rétention kënnen kommen, an de Prisong kommen, da mengen ech, muss een agesinn, dass och d'Institutioun vum Centre de rétention eng substanzuell Verbesserung ass par rapport zum Text vun 2003.

En anere Progrès ass d'Méiglecheet vum Artikel 14, no enger gewëssener Zäit am Kader vum Statut subsidiaire och kënnen enger bezueltener Beschäftegung nozegoen, an endlech opzehale mat deem, wat een als déi schwéierst Mënscherechtsverletzung kéint ugesinn, déi passéiert, an deem ee Leit während Jore quasi derzou condamnéiert näischt

ze maachen ausser d'Zäit doutzeschoen. Och dat, mengen ech, misst ee kënnen soen, ass e Progrès.

En anert Element, wat eng Verbesserung duerstellt par rapport zum Text vun 2003, ass de Statut de tolérance. Dese Statut, deen et elo net gëtt obschonn den Minister aus Raisons humanitaires Leit, déi ofgewise sinn, erlaben kann heizbleiwen. Elo gëtt aus dene Raisons humanitaires e wierkleche Statut, esou dass et kloer ass, dass déi Leit, déi dee Statut hunn, genau wesse wou se dru sinn, hiert Liewe kënnen weinstens méttelfristeg plangen a soumat am Fong eng Perspektiv kréien, déi hinnen haut an deeneselwechte Situatioun verwiert ass.

An deemselwechte Kontext ass och d'Protection temporaire als Verbesserung ze gesinn. Et gëtt se zwar schonn zënter dem Gesetz vun 2000, mä ouni e klore Statut.

Dat sinn esou wäit déi Verbesserungen, déi an deem Gesetz vun der Regierung komm sinn, par rapport zu deem Text, dee virun deene leschte Chamberswahlen vun der CSV-DP-Regierung presentéiert ginn ass. Doropshi sinn an der Kommissioun nach Amendementer ausgeschafft ginn, op déi ech ganz kuerz nach wëll agoen, ier ech ophalen.

Fir d'éischt ass de Begrëff vun der Famill e bësselche méi wäit gefaast ginn, wéi dat an enger eischter Fassung war. An zwar hu mer elo – och als Rapporteur kann ech mer net verknäifen ze soen, dass dat eng Definitioun ass, mat där ech nach ëmmer net zefridde sinn – ...

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Mme Lydie Err (LSAP), rapporteuse.** - ...als Famill net nëmmen déi Leit, déi bestuet sinn, mä och déi Leit – steet elo am Text –, déi an hirem Pays d'origine en enregistriert Partenariat agaange wieren. Dat ass a mengen Ae Makulatur, wa mer wëssen, dass et d'Unerkennung vu Partenariaten a ganz weinege Länner gëtt a praktesch a kengem vun deene Länner, wou eis Demandeur-d'asilen hierkommen.

Mä, Här Minister, lauschtert mer wann ech gelift ganz genee no. Mir hunn en Artikel an deem Gesetz, an zwar den Artikel 45 iwwert d'Unité familiale. Am Rumm vun der Unité familiale huet de Minister eng Marge d'appréciation iwwert dat wat Famill heescht, déi de Minister méi large kann interpretéieren wéi dat an deser Definitioun de Fall ass. „Il dispose de la possibilité que d'autres parents proches qui étaient au pays d'origine à charge du demandeur“ kënnen mat als Familljemembere considéiert ginn. Et bleift also net nëmmen un deem enken Text hänken, mä de Minister behält eng Appréciationsméiglechkeet op deem Punkt.

Ech erwaarde mir also vun lech, Här Minister, dass Dir d'Notioun vun der Famill esou interpretéiert wéi et ubruecht ass, well eis Definitioun och am Widersproch steet mam Artikel 8 vun der Europäescher Mënscherechtkonventioun – droit au respect de la vie privée et familiale –, deemno een d'Famill net nëmmen als dat betruichte kann, wann d'Leit, déi zesummeliewen, offiziell bestuet sinn.

En zweete Punkt vu Verbesserungen aus der Kommissioun ass, dass de Prinzip vum Tuteur fir all Mineur, deen eleng hei ass, total bäibehalen, dat heescht dass all Jonken niift dem Affekot och een Tuteur kritt.

Ech wëll hei de Responsable recommandéieren, sech ëm d'Formation vun den Tuteuren ze këmmen, well et evident ass, dass een Tuteur nëmmen dann eppes ännert fir d'Mënscherechter vun deene Kanner, déi eleng zu Lëtzebuerg den Asyl ufroen, wann déi

Leit forméiert sinn an op der Héicht sinn, fir deene Kanner bäizestoen. Et geet net duer, dass am Text steet, dass Kanner ënner 18 Joer een Tuteur kréien, Tuteure mussen och wesse mat hinnen ëmzegoen, fir hinne bäizestoen.

Dann hu mer eng Verbesserung gemaach wat d'Fouille corporelle ubelaangt. Déi kann nëmmen da gemaach gi wann se néideg ass, an an deem Fall am volle Respekt vun der Dignité humaine.

An der Chamberskommissioun ass och mat Hëllef vun der Aarbechtskommissioun den Artikel 14 verbessert ginn, dat heescht deen Artikel, deen et soll méiglech maachen, dass d'Leit och während der Prozedur kënnen schaffe goen. Deen Délai ass op zwielef Méint gewiescht, an all Mënsch, dee sech ausgedréckt huet, huet deen Délai ze laang fonnt. Et ware Propositionen do, et soll een deen op sechs Méint reduzéieren. Dat war net méiglech, a wéi meeschtens ass e Kompromiss erauskomm, an zwar dee vun néng Méint. Néng Méint also muss een hei sinn an nach keng Décisioun vum Minister kritt hunn, fir d'äerfen – net schaffen ze goen, Dir Dammen an Dir Hären –, eng Demande ze stellen, fir eventuell kënnen schaffen ze goe während sechs Méint bei ee prezise Patron an an engem prezisen Domän, à condition dass d'Préférence communautaire respektéiert ass.

Dat sinn – wéi Dir alleguerten heibanne sécherlech kënn rodren – Konditiounen, déi aus deem schéinen, wichtege Punkt aus deem Gesetz wierklech eng Hypothees maachen, déi menges Erachtens net allzevit oft passéiere wäert. Mä et ass vläicht e gudden Ufank a vläicht erweist et sech jo och an der Praxis, dass et méi gescheit ass, Leit, déi waarden, eppes Nützelech mat hiren Zäit ufänken ze loosse an eventuell en Deel vun hirem Liewensënnerhalt selwer verdéngen ze loosse, wéi se einfach waarden ze loosse, dass d'Zäit eriwuer geet, an hinnen all Méiglechkeet ze huelen, selwer fir hiert Liewe Verantwortung kënnen ze iwwerhuelen.

Zum Schluss bleiwe mir am Fong nach just dräi Saachen ze soen, déi ënner anerem zur Verkierzung vun der Prozedurdauer bäidroen an déi am Fong ganz weineg Opmierksamkeet fonnt hunn an deenen Avisën, déi mer vun, net Jenni a Menni, mä vu villen ONGen, Organisatiounen kritt hunn, an ech wëll déi just kuerz ernimmen.

Den Artikel 6 seet, dass all Demandeur d'asile, deen ukënn, deem seng Identitéit a seng Demande opgehall ginn ass, muss eng Élection de domicile maachen. Dat ass eng extrem wichteg Dispositioun, besonnesch fir déi Leit, déi responsabel si fir d'Zoustellunge vun den Décisiounen, well et kloer ass, dass elo net nach Zäit verluer d'äerf ginn doduerjer, dass beispillsweis een, deen eng Demande gemaach huet, geplënnert ass, ouni dat gemellt ze hunn, d'Notificatioun net kritt, en neien Délai ueget an am Fong dat en Duerchernee gëtt an d'Zäit an d'Längt zitt.

Doduerch dass eng Élection de domicile obligatoresch ass, a wa keng Adress ugi gëtt, ass et esou, dass de Ministère de l'Immigration selwer den Domicile ass, esou dass och do déi Délaië vun der Prozedur kënnen gestrafft ginn.

En zweete Punkt, deen zweifels-ohne dozou bäidréit, dass d'Dossieren éischer zouginn, ass de Re-trait implicite vun der Demande an der Hypothees wou en Demandeur sech net méi presentéiert oder net déi Piëcen eragëtt, déi hie versprach huet, à moins dass hien e Fait nouveau kann invoquéieren. Dat wäert erlaben, eng ganz Zuel vun anscheinend honnerten Dossieren, déi op sinn an déi net konnten zougemaach ginn, well d'Leit einfach an der Landschaft verschwonne sinn, kënnen offiziell ze clôturieren.

Ech mengen, dat wieren déi Hauptpunkten, déi nach dozou bäidroen, ausser der Straffung vun de Recoursën, dass déi Zäit, déi mer elo an de Prozeduren hunn, méi kuerz gëtt, wéi déi, déi mer elo hunn. Ech mengen mat all deenen Explikatiounen, déi ech elo hei probéiert hunn, zesummenzedroen, et nach ëmmer net garantéiert ass, dass ech all Mënsch iwwerzeegt hunn, d'ëst Gesetz matzestëmmen.

Wann ech awer feststellen, dass an der Kommissioun eng Partei dergéint gestëmmt huet, well d'Gesetz ze streng ass, an eng aner Partei dergéint gestëmmt huet, well et net streng genuch ass, mengen ech, kann een dovunner ausgoen, dass dat heiten de gëllene Méttelwee ass, mat deem een, wann ee mat guddem Gewëssen, mat guddem Wëllen un d'Saach erugeet, am Fong a Fridde ka liewen, och da wann ee sech bewosst ass, dass d'Realitéit net ëmmer dat hiertgëtt, wat ee sech an enger méi fruchtbarer Imaginatioun kënn virstellen.

Wann d'ONG-Vertrieder, wéi se weinstens a private Gespréicher gesot hunn, mat deem Text liewe kënnen, esou kann ech lech soen, dass ech ouni Hésitatiounen deenen Text hei wäert stëmmen an ech wëll och dozou den Accord vu menger Fraktioun bréngen an hoffen, dass deen een oder deen anere sech vun deser Argumentatioun nach konnt ëmstëmmen loosse.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Err. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Jacques-Yves Henckes, dee seng Proposition de loi 5302 presentéiert an am Numm vun der Fraktioun vum ADR och Stellung zum Projet de loi bezitt. Här Henckes!

Présentation de la proposition de loi 5302

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR), auteur.** - Här President, Merci fir mer d'Wuert ze ginn. Ech wëll fir d'éischt der Madame Rapportrice Merci soe fir hire mëndlechen a schrëftleche Bericht, well ech muss ervirsträchen, dass déi Aarbecht hei enorm war, wann een eleng schonn de Volume vun den Dokumenter gesäit, déi hei ons, der Chamber, geliwert gi sinn an déi mer hu missen analyséieren. Bei mir doheem mécht dat e Pak aus vu bal 50 cm, ouni déi aner Dokumentatioun, déi mer nach hu misse verschaffen. Ech mengen, dat beweist, dass hei an der Chamber kann eng ganz gutt Aarbecht gemaach ginn.

Fir Matmënschen, déi an hiren Heemechtsstäte verfollegt ginn, ass a soll Lëtzebuerg en Zufluchtsort bleiwen, mä och Lëtzebuerg muss d'Realitéten unerkennen. Och Lëtzebuerg muss sech à même setzen, fir d'Integratiounsstréim kontrolléieren an dirigéieren ze kënnen.

Déi ablécklech gültig Gesetzgebung gëtt zënter Joren als eng ofen Dier fir illegal Immigratioun mësbrauch. Effektiv sinn d'Asyl-demanden hei am Land explodéiert, dat ouni iergendee besonnesche Konflikt, deen d'ëst kéint erklären.

Erlaabt mer just nëmmen e puer Zuelen unzeféieren, déi mech och zu der Proposition de loi gefouert hunn: Am Joer 2000 hate mir 621 Demandé vu Flüchtlingen; 2003 schonn huet sech déi Zuel mat 1.549 Demandeur verduebelt. Dat ass och esou weidergang: 2004 hate mer der 1.577. Et ass eréischt d'ëst Joer, wou et zréckgeet. Ronn 4.000 Leit hänken nach an de Prozeduren, an eng 1.000 Flüchtlinge sinn temporaire hei am Land.

Op eis Bevölkerung gerechent – an et ass dat, wat mech motivéiert huet eng Proposition de loi ze déposéieren – war deen Ablack Lëtzebuerg an Europa dat Land wat pro 1.000 Demandeur déi drëttmeescht Leit hat. Deseen Ustuerm huet sech erkläert, well an allen anere Länner ronderëm Lëtzebuerg an a ganz Europa d'Flüchtlingszuelen zréckgaange sinn ëm iwwer 20%. Och mir hei zu Lëtzebuerg hu misse reagéieren.

Wuerfir sinn d'Leit hei op Lëtzebuerg komm? Ma dat ass, well d'Flüchtlinge ganz séier erausfonnt haten, dass, wann et am Ausland ee Joer oder zwee Joer gedauert huet, fir d'Prozeduren duerchzekréien, hei am Land zwee bis fënef Joer d'Regel waren, an esouguer nach heiansdo iwwer fënef Joer, wéi d'Madame Rapportrice dat richtig ervirgestrach huet.

Doduerjer ass och d'Demande d'asile op eng Kéier zu enger irregulärer Immigratioun ëmfonctionnéiert ginn. Et huet och dozou gefouert, dass allméiglech Leit vun deene Largessen, déi mir hei am Lëtzebuergesche Stat haten, abuséiert hunn, an dass mir och doduerjer feststelle konnten, dass eng Zuel vun deenen Asylanten aus verschiddeenen afrikanesche Länner notament ganz staark herno an d'Drogenzeen verweckelt waren. Et brauch een nëmmen déi offiziell Donnéeë vun der Police aus der Stad Lëtzebuerg erunzezéien, no där 126 Demandeurs d'asile aus Westafrika innerhalb vu sechs Méint verhaft gi sinn.

Dat huet och dozou gefouert, dass dee ganzen Asyl-Shopping onertraglech ginn ass, an dass een huet misse reagéieren. Wéi ech de 17. Februar 2004 déi Proposition de loi déposéiert hunn, déi Dir kennt an déi ech elo soll presentéieren, ass natierlech vill doriwuer debattéiert an diskutéiert ginn, an den deemolege Justizminister, deen en charge war vun der Asylpolitik, huet och reagiert. Sechs Woche méi spéit ass hien higaangen an huet sengersäits ee Projet de loi déposéiert, dee menger Proposition ugeglaach huet wéi eng Dréps Waasser där anerer.

Et war also ganz kloer, dass mir doduerjer eng Debatt provozéiert hatten, déi ganz positiv war, an op déi och Reaktiounen komm si bis an d'Wahlcampagne eran, a bis dann och an déi nei Regierung.

Déi Debatten, déi gefouert gi sinn an der zoustänneger Kommissioun, weisen, dass mir alleguerte versicht hunn, fir dat Beschtméiglech ze maachen, fir dass mir dat Objektiv, wat mir ons alleguerte ginn haten, dat heescht fir kuerz Prozeduren ze kréien, realiséieren. Kuerz Prozedur sinn noutwendeg, well mir mussen onbedéngt deene Leit, déi Demandeur sinn, esou séier wéi méiglech soen, ob si ee Recht hunn, fir hei zu Lëtzebuerg Asyl ze kréien oder net, oder ob si sollen ausgewise ginn a wéi d'Prozedur sinn. Dat heescht, déi Onsécherheet ass op jidde Fall schlecht. Mir wëssen och, dass bei den Demandes d'asile iwwer 95% no de Statistiken, déi mir vum Ministère kritt hunn, als net fondéiert ugesi ginn.

Meng Proposition de loi, déi ech déposéiert hunn, huet sech ganz kloer an de Kader vun eisen internationalen Engagementer ageschriwwen. Meng Proposition de loi war vum Wëlle gekennzeechent eng Harmoniséierung mat deenen aneren nationale Législatiounen an der Unioun a Saachen Arees an Openhalt vu Bierger vun Drëttstäten ze erreechen.

Meng Proposition de loi vum 17. Februar 2004 war och inspiréiert vun enger proposéierter EU-Direktiv, déi minimal Norme fir den Erhalt an d'Oferkennung vum Statut vun engem Flüchtling virgeschloen huet. Meng Proposition de loi war inspiréiert vun der Gesetzgebung an eisen Nopeschlänner, besonnesch der franséischer an och der hollännescher, wou d'Asylprozedur

banne sechs Méint muss ofgeschloss ginn, Ausweisung abergraff.

Duerfir war ech och frou, dass ech, wéi ech d'Proposition de loi ausgeschafft hunn a wéi ech herno de Projet de loi gesinn hu vun der Regierung – esou wéi deen déposéiert ginn ass –, ganz vill Identitéiten erëmfonnt hunn.

(**Interruption**)

Ech schwätze vun deem abléckleche Projet de loi, wéi deen elo virläit, an an deem ech ganz vill Identitéite gesinn.

Ech hunn a meng Proposition de loi véier juristeschen an administrativen Filteren agebaut, fir déi Asyldemanden ze eliminéieren, wou evidenteweis Abus gedriwwen gëtt, oder wou den Abus héchstwahrscheinlech ass. Deen alen an deen neie Regierungsprojet gesinn et genau sou.

Deen éischte Filter ass den Eurodac-System. Am éischte Filter ginn déi Demanden eliminéiert, déi net begrënn sinn, well den Antragsteller schonn an engem aneren europäesche Land eng Asyldemande erabruucht huet. Den Eurodac-System, deen zanter dem 13. Januar 2003 besteet, erlaabt d'ëst. Den Demandeur gëtt an dat Land iwwerwise respektiv direkt a säin Heemechtsland zréckgefouert, wa seng Demande am éischte Land schonn ofgewise gouf.

2003 ware 7% vun de Leit, déi an onsem Land een Asylantrag gestallt hunn, an deem Fall. Haut sinn et där méi. Den Här Minister kann ons vläicht soe wéi vill, mä ech wëll just ervirsträchen, dass déi Donnéeën hei schonn eng zimlech kloer Sprooch schwätzen.

Deen zweete Filter ass dat sécher Drëttland. A menger Proposition de loi féieren och déi Notioun un. Dat sécher Drëttland ass eng Notioun, déi sech fir d'éischt an enger Resolutioun vum Europäesche Ministerrot vum Dezember 1992 erëmfënnt, an duerno och am Ministerrot vun den Affaires intérieures vum November 2002. Eng Demande d'asile vun enger Persoun, déi aus esou engem Land kënn, ass irrecevabel.

Wat kann ee sécher Drëttland sinn? Däitschland huet do zwee Länner zum Beispill ugefouert: d'Schwäiz an Norwegen.

Däitschland, Dänemark, Finnland, England, Holland hunn des Notioun an hirem Asylrecht zréckbehalen. An Däitschland huet esouguer missen, fir dat ze erméiglechen, seng Verfassung änneren.

Dës Lëscht, esou gesinn de Projet de loi, dee mir elo diskutéieren, an och meng Proposition de loi et vir, misst iwwer Règlement grand-ducal fixéiert an adaptéiert ginn. Do sinn also d'Proposition de loi, déi ech erabruucht hunn, an de Regierungsprojet – deen ablécklechen – absolut an der Approche identesch.

All Demande, déi ënnert déi zwee éischt Filter fält, ass irrecevabel. An d'Prozeduren, déi administrativ ewéi déi juristesche, fir esou eng Demande ofzeweisen, sinn extrem kuerz, an de Recours beim administrativen Geriicht ass e Recours en annulation, dat heescht de Fong gëtt net méi gekuckt. A menger Proposition de loi an am Regierungsprojet ass d'Approche identesch.

Drëtte Filter ass d'Idi vum sécheren Herkunftsland, vum Pays d'origine sûr. Des Notioun kënn aus dem europäesche Recht, a genau aus dem Protokoll iwwert d'Asylrecht, genannt Protokoll Aznar. Déi Länner, déi als sécher Herkunftsland definéiert ginn, sinn d'Länner, wou d'Mënscherechter respektéiert ginn, wou et demokratiesch Strukturen gëtt an de Rechtsstat respektéiert ass an esou weider.

Wann en Asylanter aus esou engem Land kënn, gëtt ugehall, dass seng Demande offensichtlech net be-

grënnt ass an datt se duerfir accélérieréiert a méi einfach administrativ a juristeschen Prozeduren duerchlaf kann. Mä et ass dem Antragsteller méiglech geltend ze maachen, datt a sengem spezifesche Fall hien awer Urecht op Asyl huet. All Demande kann a muss individuell gekuckt ginn, mä den Antragsteller muss de Beweis untrieden, datt hien an engem Ausnahmefall ass: Hie muss et also fäerdeg bréngen, fir déi Présomptioun, datt him näischt geschitt ass, émzegeheien.

Frankräich an Däitschland ginn am Ablack zwielf esou Länner un: de Bénin, Bosnien, d'Kapverdesch Inseln, Kroatien, Georgien, Ghana, Indien, de Mali, d'Île Maurice, d'Mongolei, de Senegal an d'Ukraine.

D'Lëscht, esou wéi se am Projet de loi an a menger Proposition de loi virgesinn ass, soll iwwer Règlement grand-ducal fixéiert an adaptéiert kënnen ginn. Hei ass d'Approche tëschent dem Regierungsprojet a menger Proposition de loi absolut identesch.

Véierte Filter: déi Asylmandanten, wou den Antragsteller offensichtlech Mäercher verzielt oder d'Leit fir domm verkeeft, deen all Tricker probéiert fir seng Identitéit, säin Alter, säin Herkunftsland ze verstopen, dee seng Fangerofdréck net ofgëtt an esou weider. Do ass och d'Méiglechkeet geschafte ginn, fir datt deen ënner Procédure accélérée fällt.

Wéi mer bei der Police judiciaire waren, hu se ons de Fall gesot vun enger Persoun, déi erzielt huet, si wier mam Schëff aus Afrika fortgefuert a si wier dunn an der Péitrus gelant a si géng Johnnie Walker heeschen. Et ass ganz evident, wann een esou Saachen erzielt kritt, datt et da relativ schwéier ass, fir dann nach ze gleewen, datt dat dote sech ëm reell Asylmandanten handelt.

(Interruptions)

An et ass do wou och muss den Hiewel ugesat ginn, an all Demande vu Flüchtlingen op Asyl, déi ënnert déi zwee lescht Filtere fällt, fällt ënnert d'Procédure accélérée.

D'Prozeduren an der Procédure accélérée, déi administrativ wéi déi juristesche, fir esou eng Demande unzehuelen oder ofzeweisen, sinn net extrem kuerz, mä kuerz. An de Recours beim administrative Geriicht ass a menger Proposition de loi e Recours en annulation während am Regierungrot e Recours en réformation virgesinn ass, dat heescht, wou de Fong vun der Affär gekuckt gëtt. Mä domadder kann ech awer ganz gutt liewen, well an deene béiden Texter awer festgehale ginn ass, datt d'Prozeduren extrem kuerz mussen sinn – an et ass dat wat essenziell ass – an datt och a béide Fäll keen Appel zougelooft gëtt.

D'Regierung seet eis, datt, wann dees véier Filteren agesat ginn, dat dozou féiere kéint, datt 50% vun den Demandé kënnen an deene Filteren do zréckbehale ginn. Vlächcht ginn et der souguer nach méi. Perséinlech mengen ech, datt mer souguer wäerten nach op héijer Tauxen do kommen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

A menger Proposition de loi hunn ech net de Statut subsidiaire an de Statut de tolérance abordéiert, well dat net den Objet vun der Proposition de loi war a well och de Projet vun der Direktiv op deem Gebitt eréischt, wann ech gutt informéiert sinn, no menger Proposition de loi arrétéiert ginn ass, am Laf vum Joer 2004, mä ech wëll awer direkt soen, datt ech mat deenen zwou Orientatiounen, déi am Projet de loi vun der Regierung sinn, absolut d'accord sinn a meng Fraktioun bien entendu och.

Ech wëll elo fënnf Froen a Problemer diskutéieren, déi enger klären der Diskussioun bedierfen. Dat ass: Ginn d'Prozeduren wesentlech verkierzt? Brauche mir en double

degré de juridiction, jo oder neen? Sollen Asylanten no néng Méint schaffen an eng Formatioun kënnen kréien? Brauche mir e Centre de rétention? Wat kascht d'Asylpolitik?

Ginn d'Prozeduren wesentlech verkierzt?

Dat ideaalt Zil soll sinn, datt een déi ganz Prozeduren, déi administrativ an déi juristesche, no sechs Méint kéint ofschléissen. Dat ass wéinstens dat, wat ons den Haut Commissariat pour les réfugiés als Idealbeispill uginn huet, mä wou een awer muss unhuelen, datt, wann een dat wierklech am Respekt vun de Mënscherechter wëllt realiséieren, a wann een och der Tatsaach Rechnung dréit, datt villes an der Längt vun der Prozedur dovunner ofhänkt, wéi vill Demanden do sinn, da kann ee schonn zefridde sinn, wann een déi Prozedur do innerhalb vun zwielf Méint kann op en Enn bréngen.

Ech hunn a menger Proposition de loi der Administratioun Délaie gesat an deene se misst eng administrativ Décisioun huelen. Mä soss leien déi Délaie, déi ech a menger Proposition de loi proposéiert hunn, an de Regierungsprojet um juristesche Gebitt, wat de Recours ueget, absolut op enger Wellängt.

D'Dauer vun der administrativer Prozedur hänkt, wéi ech scho gesot hunn, vun der Zuel vun den Demandeurs d'asile an och vun der Zuel vu Beamten of. Och do muss ech soen, datt meng Proposition de loi eppes beweegt huet, well 1999 waren nach nëmmen néng Beamten an deem Service, an Enn 2004 gouf déi Zuel op 23 gehéicht. Ech mengen, datt dees Regierung se souguer nach e bësse gehéicht huet. Dat huet natierlech dozou gefouert, datt och déi administrativ Behandlung elo méi kuerz ginn ass.

Mä nach muss ee soen, datt déi Délaie, déi heiansdo maximal konnten erausgeschloe ginn, mat deene Prozeduren, déi mer zum heitegen Zäitpunkt kennen, an déi konnte bis iwwer fënnf Joer goen, op jidde Fall mat deenen neie Prozeduren, souwuel deene vu menger Proposition de loi wéi deenen, déi mer elo am Gesetzesprojet hunn, ganz staark zréckgoe wäerten. Et muss ee mat engem Joer rechnen.

Villes hänkt natierlech vun der Zuel an och vun der administrativer Dauer vun de Prozeduren of. Dat ass eng Saach, wou d'Regierung hir Responsabilitéit muss droen, datt dat geet. Dees Regierung huet elo d'Chance, datt d'Zuel vun den Demandé vun 2005 ganz staark zréckgaangen ass. A menger Proposition de loi hunn ech also ähnlech Délaie virgesi wéi an dem Regierungsprojet. A wann een déi an der Praxis additionnéiert huet, da war et en fait nach genau eng Differenz vun engem Mount, bei der Procédure normale.

Do wou mer eng kleng Differenz hatten, dat ass, datt ech bei der Notificatioun, déi gemaach gëtt, proposéiert hat, datt déi kennt par tous les moyens gemaach ginn, dat heescht, datt ee se kennt entweder dem Flüchtling zoustellen op sengem leschten Domicile connu oder sengem Conseiller juridique oder op d'Adress vum dernier conseiller juridique connu. D'Regierung gesäit vir, datt, wann een eng Persoun, e Flüchtling net erreche kann, deen Ablack et eng Significatioun, eng Notificatioun am Ministère gëtt, an datt dann herno en Affichage vun 30 Deeg héchstwahrscheinlech an den Zeitunge muss erfollegen. Dat ass e bësse méi komplizéiert, do gëtt et e puer esou kleng Differenzen, mä ech géing awer net unhuelen, datt se wesentlech sinn.

Do wou et am Gesetzesprojet wäert héchstwahrscheinlech fir d'Administratiounen e puer Schwierigkeeten ginn, dat ass wa se elo an Zukunft mussen de Flüchtling informéieren, net méi

oder exklusiv net méi iwwert d'Resultat vun deem wat décidéiert ginn ass, mä och iwwert den Inhalt vun der Décisioun, dat heescht, och iwwert d'Begrënnung.

Dat mag an engem Rechtsstat absolut normal erschéngen, mä dat ass awer an der Praxis net esou einfach, well jo hei Leit sinn, déi aus all méiglechen Häre Länner kommen, a souguer an deene Länner och nach verschidden Dialekter geschwat ginn, wat net onbedéngt wäert zur Vereinfachung féieren, wann et ëm méi seelen Dialekter geet, oder wa mer net déi néideg Interpreten en nombre et en qualité zur Verfügung hunn. Ech wënschen der Regierung do mat deem Text, mat deem se sech d'accord erkläert huet, eng gutt Hand fir deen Ablack dee praktesche Volet do ze meeschteren.

Da gëtt et nach eng kleng Curiositéit, wou ech awer elo hoffen, datt se net littéralement interpretéiert gëtt vun den Affekoten, mä datt se esou interpretéiert an diskutéiert gëtt wéi se an aneren Dispositiounen vum Artikel virgesinn ass, dat ass am Artikel 6, wou gesot gëtt: „Le demandeur a l'obligation de se présenter auprès du Ministre en vue de la prolongation de l'attestation de séjour“. Ech hat fir d'éischt geduecht, do misst „agent du Ministre“ stoen, mä et ass héchstwahrscheinlech an deem Sënn, wou et geduecht ass. Ech hoffe just, datt déi 4.000 Leit, déi am Ablack an deem Statut sinn, sech net all puer Méint mussen bei dem zoustännege Minister in persona virstelle goen.

Da kéint et héchstwahrscheinlech an der Praxis nach e Risiko gi bei enger Definitioun, déi mer festgehalten hunn, an dat ass déi vum Regroupement familial. Ech war fir d'éischt och mat där Interpretation d'accord, datt dat misst large gefaasst ginn, mä ech hunn awer elo aus dem Frankräich an aus engem rezenten Uerteel erausfonnt, datt dat derzou gefouert huet, datt an engem Fall vu Polygamie den zoustännege franséische Préfet huet misse siwe Frae mat 39 Kanner iwwert dee Wee do an d'Land mat eranhuelen.

Hei an onsem Projet de loi gesi mer vir, datt de Minister d'Méiglechkeet huet, fir dat ze apprécieieren, datt en den Ordre public kann invoquéieren. Mä nach fäerten ech, wann esou ee Fall kennt, datt dat net geregelt ass an onsem Gesetz, weder an där normaler Gesetzgebung nach hei an deeser Prozedur, well et deen Ablack och um Minister ass ze entscheiden, wat fir eng vun deene Familjen, a wat fir eng Zort vu Kanner hien deen Ablack mat eranhält, oder ob e se alleguerten hält.

Ech wënschen dem Här Minister, wann en eng Kéier esou eng Fro kritt, ganz vill Freed, fir dee Problem do ze léisen. Hie ka sech vlächcht do u senger franséische Kollegen inspiréieren.

Den zweete Problem, deen ech wollt ugoen, ass dee vum double degré de juridiction. Hei geet et drëm politesch richtig ze kucken. Et muss ee wëssen, wat ee wëllt. Wann een d'Prozedur verkierze wëllt, da versteet een dorënner, datt een d'Prozeduren och muss verkierzen an den Délaie, an datt ee Recoursinstanz muss évitéieren, wéi den Appel virun enger Cour administrative, deen net néideg ass.

Esou een Appel ënnert der ablécklecher Prozedur, esou wéi et virgesinn ass, ass e supplémentairen Délaie vu wéinstens dräi Méint. An et ass dowéinst, wou et op jidde Fall bei deene Prozeduren eng Procédure accélérée gëtt, wou d'Demande irrecevabel ass an esou eppes sech absolut net justifiéiert. Ech hat an der zoustänneger Kom-

missioun virgeschloen, fir eventuell en anere Wee ze goen, an zwar fir déi sou genannte Commission consultative pour la protection internationale an eng éischt administrativ Instanz ëmzefonctionnéieren, zumools déi Kommissioun duerch e Riichter presidéiert gëtt. Den Appel wier deen Ablack nure beim Tribunal administratif gewiescht, an dat fir sämtlech Prozeduren. Mä et war keng Begeeschterung do fir dees Iddi, déi awer a Frankräich d'Realitéit ass.

Deen zweete Punkt, deen an der Diskussioun war, ass deen, ob d'Asylanten, ob d'Flüchtlingen no néng Méint schaffen däerfen oder eng Formatioun kënnen kréien. Déi Direktiv gesäit zwielf Méint vir, mä et kann een natierlech och méi generéis sinn. D'Debatte sinn an der Kommissioun gelaf, ob sechs oder zwielf Méint. Et ass dunn zu engem Compromis an der Mëtt komm, zu néng Méint.

Dës Fro ass effektiv eng ganz seriö Fro, mä ech sinn awer frou, datt am Projet de loi e puer Prinzipie festgehale ginn. Éischtens huet de Minister d'Recht ze analyséieren, ob esou eng Mesure iwwerhaupt am Kader vum Aarbechtsmaart kann erfollegen, datt heescht, wann de Chômage net ze héich ass. Zweetens muss d'Préférence communautaire spillen.

Wat bréngt also dees Dispositioun an der Praxis? Mir hu vun der Regierung zwee Avant-projets de règlement grand-ducal kritt. Domadder kann een eng Base de discussion féieren, ier et zum zweete Vote constitutionnel hei an der Chamber kennt, well viraussichtlech jo de Conseil d'État wäert seng Opposition-formellen zréckbehalen.

Mir mengen, datt do nach eng Debatt an Erklärungsbedarf noutwendeg ass. Mir sinn awer scho frou, datt et an deem Avant-projet de règlement grand-ducal net méi virgesinn ass, datt Flüchtlingen a Beschäftigungsmoosname kommen. Ech mengen, dat ass eppes, wat vun onser Säit aus op jidde Fall gesinn, ganz positiv ass, well mer generell géint déi Beschäftigungsmoosname sinn a mengen, datt se net sollte vum Stat subsidéiert ginn, respektiv wa se subsidéiert ginn, datt dann och normal Betreiber dovunner kéinte profitéieren.

Drëtt Fro: Centre de rétention, jo oder neen? Fir ons ass et ganz kloer, datt de Centre de rétention eng besser Léisung ass wéi e Prison. En ass néideg, fir an de Prozeduren och déi Leit kënnen op enger Plaz zesummenzehalen, déi refuséieren hir Identitéit erauszeginn.

Ech hunn an enger Question parlementaire un de Justizminister – wou ech bis elo nach keng Äntwert kritt hunn, obwuel dat elo schonn e Mount hier ass – gefrot, firwat et net méiglech ass während der Prozedur bei den Asylanten nozekucken, wann een d'Fangerofdréck schonn ofhëlt, ob se net an engem anere Land gesicht gi wéinst kriminellen Dote, ob net ee Mandat d'arrêt européen géint se virläit; well mir hu keng Identitéit a mir hu keng Donnéeën. Or, mir hunn awer an der Praxis gewise kritt, datt mer do, wou Arrestatiounen vun Demandeurs d'asile waren, an dat waren der awer elo e puer honnert a leschter Zäit, datt do, wann een d'Fangerofdréck geholl hätt, ee se direkt hätt kënnen identifzéieren, an an déi Länner zréckféieren, wou no hinne gesicht gouf.

Et ass effektiv méi richtig, wann een hei die Spreu vom Weizen trennt. Et ass net richtig, datt déi Leit, déi ouni Pabeieren heihinner

kommen, déi am Misère sinn, well se keng aner Méiglechkeeten hunn, datt déi zesummesat ginn an an eene Dëppe mussen gehäit gi mat deene Leit, déi bewosst, well se wëssen, datt se an engem anere Land wéinst kriminellen Dote gesicht ginn, hei op Lëtzebuerg kommen, ënnert dem Prétexste fir Asyl ze froen, a fir deen Ablack och direkt nees kriminell tätég ze ginn. Dat kënnen mer net méi toleréieren, an do muss och reagiert ginn.

Mir si frou, datt elo de Wee iwwert de Centre de rétention zréckbehale ginn ass. Ech wënsche just der Regierung eng gutt Hand, wa se ons d'Plaz aussicht, wou se dee wëllt hindinn, wou se dee Centre de rétention wëllt etabléieren. Vlächcht huet d'Regierung schonn eng Décisioun an deem Sënn geholl, an da kéint se ons dat matdeelen. Wann net, da wäerte mer dat héchstwahrscheinlech an nächster Zäit awer gewuer ginn.

Anere Problem: Wat kascht d'Asylpolitik? Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee versicht erauszefannen, wat um Niveau vun dem Asyl un Ausgabe sinn, ob se duerginn, ob se net duerginn, dann ass dat onméiglech.

Ech hunn eng Question parlementaire an deem Sënn gestallt. Do huet ee Minister mer drop geäntwert, dat war de Ministère de la Famille, d'Ministesch huet awer drop higewisen, datt déi aner Donnéeën zwar zur Verfügung sténgen („...), mais qu'elles n'ont pas pu être recueillies, faute de temps. Elles pourraient être fournies ultérieurement.“ Elo ass ee Joer erlaanscht an ultérieurement war et nach net méiglech, fir dat erauszefannen.

Ech hat ënner anerem gefrot gehat, wat dann an den eenzelne Ministère ausgi gëtt. Dat ass anscheinend net ze fannen. Wann een dann e bëssen an de Rapport-annuelé vun den eenzelne Ministère kuckt, da gesäit een, datt d'Méiglechkeete besti fir dees Informatiounen ze kréien, mä net iwwerall an net komplett. Och de Käschtepunkt, zum Beispill um Niveau vun der Sécurité sociale, ass net auszerechnen.

Dat gesot, wëll ech als Schlussfolgerung soen, datt ech natierlech frou gewiescht wier, wa meng Proposition de loi hätt kënnen eng grouss Majoritéit fannen, mä vu datt d'Regierung e Projet de loi erabruecht huet, och a senger modifizierter Form, dee wesentlech dozou bäidréit,

- fir d'Prozeduren ze verkierzen;

- well et e Projet de loi ass, deen dat beschtméiglech Resultat ass;

- well et och dorëmmer geet, fir hei als Chamber kloer ze soen, datt déi dräi Opposition-formellé vum Conseil d'État keng Raison d'être hunn an datt d'Chamber sech soll doriwuer ewechsetzen;

- well och déi Règlements grand-ducaux, wou mir Bedenken hatten iwwert d'Aart a Weis wéi nach soll geschaff ginn, nach alleguerten zur Diskussioun stinn;

- a well mer hei am Kader vun engem éischte Vote sinn, hu mer ons als ADR dozou d'accord erkläert, fir Jo zu deesem Projet de loi ze soen.

(Interruptions)

Ech wëll awer och nach eng Kéier soen, datt mer also bereet sinn, de Projet de loi ze stëmmen, mä mir déposéieren awer och nach eng Motioun, an där mer d'Regierung opfuere, fir all Joer e Rapport annuel ofzeginn à partir vun deem Datum wou de Projet de loi hei effektiv eng Loi gëtt, wou alleguerten déi Informatiounen, déi elo an deenen eenzelne Ministère sinn, regroupéiert ginn, d'autant plus wann dees Gesetz a Kraaft trëtt, datt deen Ablack net nuren déi abléckleche Informatiounen sollen zur Verfügung stoen, mä och datt

ee soll wëssen, wéi vill Leit vun der Protection temporaire profitéieren, wéi vill Leit an Aarbechtsverhältnissen oder a Formation sinn, wéi laang déi Formation sinn. Do gëtt et eng etlech Informatiounen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il est nécessaire de disposer d'un document d'information complet sur la politique d'immigration et d'asile afin de permettre une transparence accrue et un débat public régulier sur la mise en application de la législation existante, sur les problèmes éventuels rencontrés et sur les orientations du Gouvernement en la matière;

- considérant qu'il y a lieu d'établir à cette fin un rapport annuel indiquant notamment

- le nombre d'étrangers ayant obtenu le statut de réfugié ou le bénéfice de la protection subsidiaire, ainsi que celui des demandes rejetées;

- le nombre des différents titres de séjour accordés et celui des demandes rejetées et des renouvellements refusés;

- le nombre d'étrangers admis au titre du regroupement familial;

- le nombre d'étrangers ayant fait l'objet de mesures d'éloignement effectives comparé à celui des décisions prononcées;

- les moyens et coûts liés à la politique d'asile dans les divers ministères concernés et les moyens et coûts pour lutter contre l'entrée et le séjour irrégulier des étrangers;

- les actions entreprises avec les pays d'origine pour mettre en oeuvre une politique d'immigration fondée sur le développement et le partenariat;

- l'état des accords de réadmission et des directives européennes en matière d'asile et d'immigration;

demande au Gouvernement

- d'établir un rapport annuel „Immigration et asile“ reprenant les données et informations citées ci-dessus.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf, Robert Mehlen.

Well dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, dréit der heuteger Situatioun Rechnung, mä dat wëllt net heeschen, datt eng Gesetzgebung wéi déi hei net muss oder net kann an zwee oder dräi Joer nees eng Kéier revidéiert ginn, jee nodeem wéi d'Situatioun evoluéiert oder wa mer eventuell sollten erausfannen, datt déi eng oder déi aner Dispositioun falsch applizéiert gëtt oder net déi Resultater bréngt, déi mer ons geduecht haten.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Henckes. Als Nächsten huet den honorablen Här Laurent Mosar d'Wuert. Här Mosar!

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, viru gutt fénnef Joer stoung ech hei op darselwechter Plaz fir der Chamber mäi mëndleche Rapport iwwert dat deemools neit Asylgesetz virzeleeën. Dëst Gesetz sollt op déi Erausforderungen agoen, déi sech Enn den 90er Jore gestallt hunn duerch den deemolege massiven Afflux vu Flüchtlingen aus Exjugoslawien.

Meng Konklusioun war deemools folgend, an ech zitieren lech se nach eng Kéier: „Le projet de loi finalement retenu améliorera d'une part certainement sensiblement la situation des réfugiés en général et contribuera d'autre part à une accélération de la procédure. (...) Ce texte devra faire ses preuves dans la pratique et la Commission juridique propose de le soumettre à un réexamen deux ans après son entrée en vigueur pour savoir s'il y

a lieu de modifier éventuellement certaines de ses dispositions.“

Och deemools war also d'Haaptobjektiv vun deem Projet de loi dat, fir d'Prozedur ze verkierzen. Leider Gottes hu mer misse feststellen, dass et awer zu kenger substantzieller Verkierzung vun den Délaien duerch d'Gesetz vum 18. März 2000 komm ass. Mir haten och deemools scho gesot, den Text soll spëitstens no zwee Joer op de Leescht geholl ginn, wat awer och net geschitt ass. Eréischt am Ufank vum Joer 2004 huet den zoustänneg Justizminister, de Luc Frieden, e Projet de loi iwwer eng substantziell Reform vum Asylgesetz an der Chamber deponéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet, iwwert dee mer haut diskutieren, huet also eng laang Virgeschicht, déi d'Rapportrice, déi honorabel Madame Lydie Err, in extenso an hirem schrëftlechen an och elo an hirem mëndleche Rapport nach eng Kéier an Erinnerung geruff huet. Ech géif och wëlle vun der Geleeënheet profitéieren, der Madame Err fir hiren detailléierte schrëftlechen a mëndleche Rapport Merci ze soen. D'Madame Err huet sech, wéi mir dat vun hir gewinnt sinn, mat ganz vill Sachkenntnis mat allen Aspekter vun der Flüchtlingsproblematik befaasst an huet och mat grousem Engagement versicht, déi vill positiv Suggestiounen, déi an deenen diversen Avisé formuléiert gi sinn, an den definitiven Text anzebauen.

(Interruptions diverses)

Den Text, iwwert dee mer haut diskutieren...

(Interruption)

Här Bettel, lauschtert no!

... an d'Madame Err huet et ënnerstrach -, huet also haaptsächlech zwee Objektiv: Éischtens, d'Prozedur substantziell ze verkierzen, an zweetens, eng Rei vun europäeschen Direktiven ëmzesetzen. Ech wëll net méi op all eenzel Dispositiounen vum Projet agoen; d'Madame Err huet dat op eng ganz akribesch Manéier gemaach. Ech géif mech also a menger Analys drop limitéieren, fir e puer Punkte méi genau ze belichten.

ler ech awer zu der Analys vum Projet selwer eriwwer ginn, erlaabt mer verschidde Virbemierkungen.

Fir d'alleréischt wëll ech hei nach eng Kéier op d'Wichtigkeet vun enger europäescher Harmonisatioun, ganz besonnesch an deemem Beräich, insistéieren. Sait den Accordé vum Tampere sinn dann och wuel positiv Schrëtt op europäeschem Plang gaange ginn, déi sech ermënnen am Programme pluriannuel vu La Haye. An et ass dann och am Objektiv vun deem Programme pluriannuel, wou dësse Projet de loi sech aschreift.

Nach muss een awer ënnersträichen, dass trotz enger Rei vun Efforten et nach gravéierend Ënnerscheeder um Niveau vum Traitement a vum Encadrement vun den Demandeur-d'asilen an der Europäescher Unioun gëtt. Soulaang mer et hei net fäerdeg bréngen, wierklech Neel mat Käpp ze maachen an eenheetlech Bestëmmungen ze adoptéieren an der gesamter Europäescher Unioun, wäert dee Phenomeen vum Asyl-Shopping nach schéin Deeg viru sech hunn.

Zweet Observatioun: D'Asylpolitik ass e wichtige Volet, mä d'Immigrationspolitik ass mindestens gradesou wichtig, an hei vermëssen ech e bësselchen déi frësch an innovativ Impulser vun dëser Regierung. Ech wëll do un de Rapport vu mengem Fraktionskolleg Marcel Glesener erënnere, deen eng Rei vun interessante Pisté beinhalt huet, deen awer bis elo nach keng weider Suité kritt huet.

An Zäiten, wou dat Wuert Kompetitivitéit erëm Héichkonjunktur huet, wär et sënnavoll, wann d'Regierung an d'Chamber sech seriö Gedanken

gëife maachen, wat fir eng Immigrationspolitik mir kuerz-, mëttel- a laangfristeg an deemem Land brauchen, fir justement d'Kompetitivitéit vun eisem Standuert ze verbessere. Mir kommen dann och net derlaanscht, d'Gesetz vum 1972 iwwert d'Entrée an de Séjour vun Ausländer op de Leescht ze huelen, well mer elo schonn an enger ganzer Rei vu wirtschaftleche Beräicher keng Aarbechtskräfte méi fannen, souguer net an der Groussregioun.

Drëtt Observatioun: Déi Flüchtlingen, mat deenen eis Administratioun et haut, also am Joer 2005, ze dinn huet, sinn anerer wéi déi aus den 90er Joren. Si sinn anescht, well se fir d'alleréischt aus verschidde Länner mat anere Kulturen an Traditionen kommen. Si sinn awer och anescht, well et sech ëmmer méi ëm Jongesellen handelt an net méi ëm Familijen, wéi dat de Fall fir d'Flüchtlingen aus Exjugoslawien war. D'Politik am Allgemengen an d'Asylpolitik am Spezielle muss sech op dës aner Kategorie vu Flüchtlingen astellen, an ech géif behaupten, dass dat Gesetz, wat mer haut an eischer Liesung wëllen adoptéieren, besser Äntwerten och op déi nei Erausforderunge gëtt.

Véiert Observatioun: Mir liewen och haut nach an enger Welt, wou d'Mënscherechter verletzt ginn a wou vill Mënsche wëinst hirer Hautfaarf, hirer Relioun, hire politeschen, gewerkschaftlechen Iwwerzeugung verfollegt, gefoltert an ëmbruecht ginn. All dës Mënsche gesinn als eenzeg Rettung den Asyl an engem anere Land. Eist Land muss weiderhin en oppent Land bleiwe fir all déi Mënschen, déi egal wou op dëser Welt verfollegt ginn.

Leider Gottes kommen déi meeschte Flüchtlinge bei eis an d'Land fir dem wirtschaftleche Misär an der totaler Perspektivlosigkeit an hire Länner ze entkommen. Och wann ee muss Versteesdemech fir déi Beweggrënn vun deene Leit hunn, fir hir Liewensbedéngungen ze verbessere, esou ass et dach inacceptabel, dass dës Persounen d'Genfer Konvention respektiv op Lëtzebuerg ze kommen.

De Problem vun der Perspektivlosigkeit a ville Länner vun der Drëtter Welt - mä net nëmme vun der Drëtter Welt - muss mer léisen um Niveau vun enger méi effizienter a geziilter Entwécklungspolitik, an do géif ech nach eng Kéier en Appel un de Kooperationsminister maachen, fir d'Efforté vun eiser Entwécklungspolitik nach méi an deene Länner ze konzentréieren, vu wou Flüchtlingen an eist Land kommen.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech dann elo op déi wesentlech Punkte vum Projet de loi agoen a mech fir d'alleréischt mat der Verkierzung vun de Prozedur beschäftegen.

Dëst ass sécherlech d'Häerzstück vum initiale Projet, deen och de Justizminister Luc Frieden schonn am Joer 2004 eragereecht hat an deen eigentlech oui gréisser Émännerunge vum aktuellen Immigrationsminister, dem Här Jean Asselborn, iwwerholl ginn ass. Ech wëll hei net méi dat alles widderhuelen, wat d'Rapportrice schonn dozou ausgefouert huet, mä nach eng Kéier ënnersträichen, dass d'Dauer vun där Prozedur, déi sech elo ka bis zu dräi oder véier Joer hinzéien, net nëmme géint internationaalt an europäesch Recht verstéisst, mä einfach och inacceptabel ass fir déi Leit, déi sech an esou enger Prozedur befannen. Esou laang Délaie sinn deene Leit net zouzemmuden, well se op där enger Säit scho längstens bei eis am Land integréiert sinn, an op där

anerer Säit et schwéier fir si ass, Erëm an hirem Ursprungsland Fouss ze faassen.

Une voix. - Très bien.

M. Laurent Mosar (CSV). - Fir awer kënnen dës Délaie substantziell ze verkierzen, muss op där enger Säit d'Zuel vun de Leit, déi um Immigrationsministère d'Instruktioun vun den Demandé maachen, verstärkt ginn, an op där anerer Säit d'Délaie vun der Prozedur verkierzt ginn.

Wat deen éischte Punkt ubetrëfft, ass jo schonn d'Zuel vun deene Leit, déi am Ministère schaffen, substantziell an d'Luucht gesat ginn, an d'Délaien um Niveau vun der Prozedur wäerten duerch d'Gesetz, wat mer haut fir d'éischt stëmmen, och sensiblement erfogegat ginn.

Duerch dëst Gesetz gëtt a sech fir d'alleréischt déi sou genannte Procédure accélérée agefouert, wéi hei jo scho vun der Madame Err explizéiert ginn ass, esou dass ech net méi brauch am Detail dorobber anzegoen. Befasse wëll ech mech just nach eng Kéier mat der Ofschafung vum duebele Juridictionsdegré um Niveau vun deenen Décisiounen, déi d'Recevabilitéit an d'Kompetenz betreffen, an net deenen, déi op de Fong ginn.

Bis dass d'Diskussiounen iwwert den duebelen Degré de juridiction, dee besonnesch fir Juristen e schwierigen ass, eriwwer sinn, wëll ech hei prinzipiell och d'Meenung deelen, dass eigentlech bei all Prozedur misst esou en duebelen Degré de juridiction virgesi ginn.

Mir haten duerfir och am virgenannte Projet de loi, deen zum Gesetz vum 18. März 2000 gefouert huet, a sech vun der deemoleger Regierung d'Ofschafung vum duebelen Degré de juridiction virgeschlo kritt. Deemools huet awer d'Commission juridique sech dergéint ausgeschwat.

Haut, fénnef Joer méi spéit, muss ech agestoen, dass dëst e Feeler war, well mer deemools schonn hätte misse den deschwierigen Décision huelen. Dëst hätt warscheinlech dann och dozou gefouert, dass d'Délaien an der Prozedur schonn entre-temps wesentlich verkierzt gi wäeren. Mä och deemools huet d'juristesche Kommissioun net einfach gemaach an huet d'Bäibehale vum duebelen Degré de juridiction am Gesetz festgeschriwwen.

Firwat haut elo, Dir Dammen an Dir Hären, kënn Dir lech froen, dee Volte-face?

Ech gesinn hefir haaptsächlech dräi gutt Grënn:

Éischtens, wann ee wierklech wëllt d'Prozedur verkierzen, kënn een net derlaanscht fir en duebelen Degré de juridiction ofzeschaffen, an ech kann och net mat deenen averstane sinn hei an der Chamber, déi behaupten, et hätt een och mam Bäibehale vun esou engem duebelen Degré de juridiction d'Prozedur trotzdeem kënn substantziell verkierzen. Ech deelen nämlech net d'Meenung, dass en Appel hätt kënnen innerhalb vun engem Mount ofgehaakt ginn, ausser et wär een iwwert d'Rechter vun der Verdeedegung ewechgaangen.

D'Délaie fir d'Introduktioun oder fir d'Beantwortung vun engem Mémoire esou ze reduzéieren, dass eng anstänneg Instruktioun vun deem Dossier iwwerhaupt net méi méiglech gewiescht wär, hätt mat sech bruecht, dass mer eis haut an hei enger ganz anerer Kritik ausgesat hätten, nämlech där vum Netrespekt vun de Rechter vun der Verdeedegung.

Zweete Grond: Och an enger Rei vun europäesche Länner besteet den duebelen Degré de juridiction net méi um Niveau vun der Asylprozedur. Ech wëll hei ganz besonnesch Frankräich zitieren, e Land,

dat jo net nëmme d'Wéi vun de Mënscherechter ass, mä ganz besonnesch och vun de Rechter vun der Verdeedegung am Kader vun Gerichtsprozeduren. Souguer Frankräich huet am Kader vun den accélérierte Prozeduren dës duebelen Degré de juridiction ofgeschafft a bréngt et also fäerdeg, dass dee gréissten Deel vun dësen Demanden innerhalb vu sechs Méint am Moment evakuéiert kënn ginn.

Drëtt Argument: Dësen duebelen Degré de juridiction gëtt ofgeschafft just bei deenen Demanden, déi manifest irrecevable sinn oder wou d'lëtzebuergesch Juridictionen inkompetent sinn, fir iwwer déi Demanden ze statuieren. Et geet also hei fir d'alleréischt ëm d'Demandeur-d'asilen, déi hir Demande hätte misse an engem anere Land vun der Europäescher Unioun stellen. Déi zweet Kategorie vun Demandeur-d'asile sinn déi, wou den Demandeur entweder déi vun him verlaangten Informatiounen an Dokumenter net produzéiert oder sech emol iwwerhaupt net an den Entretien beweegt huet, deen him vum zoustänneg Beamte proposéiert ginn ass.

Hei geet et also ëm Leit, déi manifest sech an enger Situatioun befannen, wou hir Demande net kann uegoholl ginn. Hei handelt et sech also meeschtens ëm Demandeur-d'asilen, déi entweder schonn an engem aneren EU-Memberland ofgewise gi si respektiv einfach nëmme refuséieren, fir déi Renseignements ze ginn, déi eben nun emol vum Gesetz virgeschriwwen sinn. Dës Leit wëllen also mat alle Mëttele probéieren, iwwert de Wee vun enger Asylprozedur Zäit ze gewannen a sech méiglechst laang an eisem Land opzehalen, an der Hoffnung vläicht herno awer iergendwéi eng Kéier kënn reguläriséiert ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dass et also an dës Fall wierklech net noutwendeg ass, den duebelen Degré de juridiction bäizebehalen, fir dës Leit hir Rechter op eng uegemoosse Verdeedegung ze garantéieren, dat ëmsou méi wéi an enger ganzer Rei vun dësen Fäll hir Demande an engem aneren EU-Stat wäert in extenso examinéiert ginn.

Wat elo d'Recoursën ubetrëfft, wat de Fong vun enger Demande ueget, esou bleift hei de Prinzip vum duebelen Degré de juridiction bestoen, och wann eng Rei vun Aménagementen kommen, déi d'Rapportrice virdrun explizéiert huet.

Ënnersträiche wëll ech awer hei nach eng Kéier, dass an Zukunft just nach an engem Recours souwuel iwwert de Fong vun der Affär tranchéiert gëtt, wéi iwwert den Uerder, eisen Territoire ze verlossen. An dës Dispositioun schéngt mer ganz besonnesch wichtig ze sinn, well si évitéiert, dass mer nach an Zukunft wäerten där sou genannter Retours en cascade kréien, wéi mer se bis elo kann hunn, a wou et deenejéinegen Demandeur-d'asilen einfach just nëmme drëm gaangen ass, fir zousätzlech Zäit ze gewannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann awer och vun dëser Plaz aus en Appel un de Statsrot maachen, fir sech nach eng Kéier ze iwwerleeën, ob hien der Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel wëllt refuséieren, wëinst dem Ofschafe vum duebelen Degré de juridiction.

(Interruption)

Ech menge wierklech, dass et hei gutt Argumenter gëtt, Här Bettel, fir op dee Wee ze goen, deen d'Rapportrice virgezecht huet. Ech appelléieren och hei un d'Responsabilitéit vum Statsrot, well et einfach net glécklech ass, wa mir nach méi Zäit verléieren, iert dëst Gesetz da kann a Kraaft treden, an dëst ganz besonnesch am Interesse vun deene betraffene Flüchtlingen.

Ech mengé jiddfereen an dësem Haus, awer och am Statsrot souwéi an deenen interesséierten Associatiounen ass sech eens fir mat mir ze soen, dass déi aktuell Situatioun einfach net méi haltbar ass, an dofir wär et och schwéier nozevollzéien, dass duerch d'Bäibehale vun der Opposition formelle dëst Gesetz nëmme mat ganz vill Verspéidung kënn a Kraaft trieden.

An der zoustänneger Kommissioun, Här President, huet d'DP-Fraktioun ugekënnegt, si géif sech weinst der Ofschafung vum duebelen Degré de juridiction beim Vote enthalten. Ech kommen dann allerdéngs net derlaanscht, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kolleginnen an de Kollegen aus der DP-Fraktioun nach eng kéier an d'Gewëssen ze rieden.

(Interruption)

D'Ofschafung vun deem duebelen Degré de juridiction war schonn am urspréngleche Gesetzesprojekt vum Justizminister Luc Frieden enthalten, an deen ass jo awer – lauschtert no, Här Bettel! –...

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

...schlussendlech vun där viregter Regierung deponéiert ginn.

(Interruptions)

Ech ginn also dovun aus, Här Bettel, dass och deemools d'DP mat dëser Ofschafung averstane war, an duerfir kann ech mat beschtem Wëllen dëse Volte-face net novollzéien, dass déiselwecht DP, déi dat deemools matgedroen huet, elo domat schrecklech Problemer huet.

Och wann ech kann novollzéien, dass et engem heiansdo an de Fangere kribbelt, fir an der Opposition emol eng total aner Position ze vertieden, wéi déi, déi een eemol an der Regierung vertrueden huet, esou géif ech dach un d'Verantwortungsbewusstsi vum der DP appelléieren, fir an engem esou wichtege a sensibelen Domän...

■ Une voix.- Wéi an der Stad!

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - ...net haut elo emol de Contraire ze soe vun deem, wat een nach virun annerhallwem Joer mat zwou Hänn ënnerschriwwen huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kéim dann zum zweete Volet, deen ech hei wollt uschneiden, nämlech dee vun der Réention an enger zouener Anstalt. Ech géing emol fir d'alleréisch am Numm vu menger Fraktioun begréissen, dass d'Gesetz iwwerhaapt emol de Prinzip vun deem Placement an engem Centre de rétention fir Flüchtlinge virgesäit. Mir kennen nämlech alleguerten d'Situatioun an eisem Prisong zu Schraasseg, an et ass net glécklech, dass all déi Flüchtlingen, déi um Enn vun hirer Prozedur ukomm sinn, a wou Fluchtgefor besteet, am Moment zu Schraasseg ënnerbruecht sinn.

■ Une voix.- Da sot emol, Dir géingt se...

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Et kënn awer och nach derbäi, dass et net acceptabel ass, dass Flüchtlingen, och wa se um Enn vun hirer Prozedur ukomm sinn, sech zesumme mat Condamnéierten ënner deem selwen Daach befannen. Duerfir ass et och wichteg, dass de Bau vun deem geplangte Centre de rétention esou schnell wéi méiglech ugefaange gétt. Ech wär frou, herno vun zoustänneger Minister vlächent eng Rei vun Erklärungen ze kréien, wat de Site, mä awer haaptsächlech den Délai, an deem dëse Centre soll fäerdeg gestallt ginn, ugeet.

Dat gesot, wéll ech dann op d'Dauer vun där Réention agoen, déi eis jo och laang an der zoustänneger Kommissioun beschäftegt huet. Am ursprénglechen Text war virgesinn, dass d'Demandeur-d'asilen héchstens kéinte

während zwou Periode vun dräi Méint an esou engem Centre de rétention festgehal ginn. Meng Fraktioun ass awer der Meenung gewiescht, dass dat net géing duergeen an deem Fall, wou ee mat Demandeur-d'asilen ze dinn hätt, déi keng oder einfach falsch Informatiounen iwwer hir Identitéit, hir Nationalitéit ginn, an déi oft einfach hir Identitéitspabeieren zerstéiert hunn.

Hei geet et also ëm Leit, déi sech iwwer alles ewechsetzen, an déi mat alle Mëttele versiche vun der Asylprozedur ze profitéieren a se ze abuséieren, fir sech hei am Land opzehalen. Dës Leit wäerten also an Zukunft bis zu zwielef Méint kennen an deem Centre de rétention festgehal ginn. Betoune wéllt ech allerdéngs, dass dës Réention direkt opgehuewe gétt, wann déi Leit déi Informatiounen bréngen,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...déi erlaben hir Identitéit an hir Nationalitéit festzustellen.

Och op dësem Punkt huet de Statsrot eng formell Opposition formuléiert, well hien der Meenung ass, et kéint ee kee während esou enger laanger Dauer an engem Centre de rétention festhalen. Meng Fraktioun an ech kënnen op dësem Punkt d'Position vum Statsrot net novollzéien, well et jo hei net ëm den éierlechen a braven Demandeur d'asile geet, dee mat den Autoritéiten zesummeschafft, mä ëm deen, deen intentionnellement refuséiert iergendwéi mat den zoustännegen Autoritéiten zesummeschaffen.

Wann een dann och nach weess, dass et sech net nëmme, mä awer oft ëm Leit handelt, déi vun hirer a während hirer Prozedur profitéieren, fir illegalen Aktivitéiten nozegoen, schéngt et mir normal ze sinn, dass de Stat mat der ganzer Häert, déi d'Gesetzter him ginn, och géint dës Leit ka virgoen. Perséinlech sinn ech dann och iwwerzeegt, dass mer mat dëser Disposition sécherlech wäerten eng ganz Rei vun esou Leit an Zukunft ofhalen nach an d'Land ze kommen, well se genau wëssen, dass se riskéiere fréier oder spéider am Centre de rétention ze landen. Ech sinn duerfir och iwwerzeegt vum Ofschreckungseffekt vun dëser Disposition.

Och hei géif ech nach eng kéier een Appel un de Statsrot riichten, mat sech zu Kouer ze goen, an dëser, eiser Meenung no, berechtigter Disposition gréngt Licht ze ginn, an domadder och seng Opposition formelle opzehiewen.

Här President, ech wéll nach kuerz op e leschte Punkt agoen, dee vum Accès op de Marché de l'emploi. D'Madame Err ass och schonn do am Detail drop agaangen. Meng Fraktioun begréisst, dass mer deen am ursprénglechen Text virgesinnenen Délai vun zwielef op néng Méint erofgesat hunn. Och wann ee sech soll bewusst sinn, dass et an der Praxis äusserst schwierig wäert ginn, fir Flüchtlingen op den normalen Aarbechtsmarché ze kréien, esou schéngt et eis als Fraktioun dach wichteg ze sinn, mat dëser Ouverture, déi mer am Gesetzestext maachen, e Signal a Richtung Opmaache vum Aarbechtsmarché fir Flüchtlingen ze ginn.

Schlussendlech wéll ech dann ënnersträichen, dass mer de Projet vun engem groussherzogleche Règlement eréischt de leschte Freideg als éischt Mouture kritt hunn, obschon eigentlich den zoustänneger Minister sech engagéiert hat eis déi esou schnell wéi méiglech zoukommen ze loossen. Meng Fraktioun – genau wéi d'Madame Err – bedauert dat. Mir géifen hoffen, dass déi Reglementer elo esou schnell wéi méiglech nom definitive Vote vum Gesetz and wäerten der Kommissioun ënnerbreit ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder zu

menger Konklusioen. De Projet de loi, deen eis haut hei virgeluecht gétt, ass en équilibréierten Text. Mir sinn iwwerzeegt, dass dësen Text säin Haaptobjektiv wäert erreechen, nämlech d'Reduktioun vun der Dauer vun der Asylprozedur.

Nach ass et awer eleng mat der Adoptioun vun dësem Projet de loi net godoen. Ech wéll nach eng kéier erënneren – wéi ech dat och schonn am Ufank vu menger Interventioun gemaach hunn – un d'Noutwendegkeet, onbedéngt um Niveau vun der Harmonisatioun vun den Asylprozeduren an der EU virunzuekommen, an awer och esou schnell wéi méiglech d'Gesetz vun 1972, iwwert d'Entrée an de Séjour vun Auslänner, op de Leescht ze huelen, an eis ganz seriö Gedanken ze maachen, wat fir eng Immi-gratiounspolitik mer och fir dëst Land an deenen nächste Jore wëlen.

Dëst gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech dann den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Ech soen Iech Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

Et huet ee säi Brëll hei vergiess.

(Hilarité)

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Dat ass mäin. Merci. Ech hunn dee scho gesicht, Här Bettel.

■ **Une voix.** - Dem Här Bausch säi Brëll.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Ech hunn dee schonn de ganze Mëtteg gesicht.

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, eppes hunn all meng Virriedner gesot, an ech schlësse mech deene Wieder un: Et ass néideg, eppes an där ganzer Procédure vun der Demande d'asile ze maachen. Mir selwer – dat krut ech hei jo virdu virgeworf –, d'Demokratesch Partei, hätte jo 2003 e Projet de loi, deen den Här Frieden déposéiert hätt, matgedroen.

Ech wéll just dem Här Mosar als Introduktioun soen: Et ass net well d'Regierung eppes déposéiert, dass d'Chamber et stëmmt, Här Mosar. Ech wéll jo awer nach ëmmer hoffen, dass mir an de Kommissiounen an am Plenum kënnen iwwer Saachen diskutéieren, a wa mer net averstane sinn als Législateur, mir der Regierung kënnen soen, dass mer net averstane sinn. Soss si mir Kopfnicker, an da brauche mer och keng Chamber. Éischt Saach.

Déi zweet Saach ass, Här President, ech si just...

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Et wonnert een awer just, dass déi deemoleg Regierung, wéi och Är Partei, eng aner Meenung zu där Problematik hat.

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech war net an där Regierung, an déi...

■ **M. Niki Bettendorf (DP).** - Dee Projet ass ni an d'Chamber komm, Här Mosar.

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - An, Här Mosar, entre parenthèses: Dir hutt nach keng Regierungserfahrung, well Der eben net wollt an d'Regierung kommen!

(Hilarité)

Dir wollt jo net an d'Regierung kommen – haut bereit Der et vläch

–, mä deemools, Här Mosar, musst Der wëssen, dass an der Regierung eng Décisioun konnt ofgestëmmt ginn, an dass d'DP keng Majoritéit an deem Conseil de Gouvernement hat, wann elo haart op haart hätt missen ofgestëmmt ginn.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Passt op, den Här Grethen gétt geschwé rout.

■ **Plusieurs voix.** - Oohh Mamm! Oohh! Oh Mei!

(Coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.** - Da kommt, berouegt Iech emol all.

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - Déi aner Saach ass, ech hunn et schonn deemools gesot, ech war zimlech iwwerrascht, dass d'CSV bei de Koalitiounsverhandlungen de Sozialisten net nach e Statssekretär fir de Prisong ginn huet, well et en zimlech épineusen Dossier ass. An ech kenne jo den Här Asselborn. Den Här Asselborn huet do keen einfachen Héritage kritt. An ech sinn iwwerrascht iwwert déi Pirouetten, déi en hei muss maachen, iwwert déi Saachen, wou e muss schwätzen. Well ech kenne jo den Här Asselborn vun 1999 bis 2004, wou ech jo och hei an der Chamber souz a wou den Här Asselborn jo awer aner Positionen hat, wéi op jidde Fall haut an dëser Regierung mat der CSV.

Op jidde Fall, Här Asselborn,...

(Coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.** - Här Bettel, Dir musst Iech un d'Chamber adresséieren.

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech adresséieren...

(Hilarité)

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Hien ass amgaangen, Här President.

■ **M. le Président.** - Neen, hien nennt permanent Deputéierten a Ministere mam Numm. Hie soll sech un d'Chamber adresséieren.

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir kënn dann dem Här Asselborn dat matdeelen, wat ech elo just gemengt hunn.

Komme mer elo zum Projet de loi, Här President,...

■ Plusieurs voix.- Aaah!

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - ...wou mer wierklech der Iwwerzeugung sinn, dass eppes muss gemaach ginn. Wann een den Text huet, da kann een deen akzeptéieren, esou wéi deen ass – dat ass jo dann de Fall, wéi gesot gétt, dass ee just als Chamber dat mécht, wat d'Regierung gären hätt –, oder et kann ee selbstverständlech kucken en Text ze modifiéieren.

Ech wäert bei dësem Text op véier verschidde Punkten agoen, déi mir hei um Häerz leien, an déi fir mech ganz, ganz wichteg sinn. D'Madame Err ass schonn drop agaangen: Fir wien ass den Text geduecht? Ech ginn hei op déi spezi-fesch Fro vum Partenariat a vun den homosexuelle Koppelen an. Den Artikel 2 gesäit vir am Punkt k) a): „le conjoint du bénéficiaire du statut de protection internationale ou son (sa) partenaire non marié(e) engagé(e) dans une communauté de vie reconnue par le pays d'origine de l'un des partenaires“.

De Conseil d'État war méi wäit gaangen an hat gesot: „...ou son partenaire non marié engagé dans une relation stable“. Mir wollten awer net esou wäit goen – also d'Majoritéit wollt net esou wäit goen, well ech ka mech erënneren, dass den Här Braz an ech op jidde Fall dee Punkt net matgestëmmt hunn.

An da gétt renvoyéiert op de Punkt 45. De Punkt 45, esou wéi d'Ma-

dame Err et ganz richtig seet, gétt dem Minister d'Méiglechkeet verschidde Situatiounen unzeerkennen. Am klänge 4 muss ech awer soen, do steet: „...le ministre peut refuser, limiter ou retirer les avantages qui y sont visés pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public.“

Ordre public, dat seet mir nach eppes, Här President, vun enger Question parlementaire, op déi den Här Frieden geäntwert huet, dass eng Unerkennung vun engem Partenariat aus Holland konträr zum Ordre public hei zu Lëtzebuerg wär. An et ass jo awer nach déi Regierung, an dat Wuert ass genau dat, wat den Här Frieden hei an där Question parlementaire geäntwert hat: den Ordre public. Hei am Text steet datselwecht Wuert: Ordre public.

Dunn hat ech eng Question parlementaire gestallt, fir ze wëssen, wéi et dann elo wär. Dorobber krut ech vun der Regierung gesot, et wier elo souwisou mat deem neien Text, wat d'Chamber jo d'lescht Joer gestëmmt huet, alles an der Rei. Duerch d'Gesetz vum 9. Juli 2004 misst jo dat Gantz geännert ginn, well mir jo elo Partenariaten hätten.

Mä dann, wat eng Iwwerraschung, Här President, wann ech dann eng Décisioun vum 21. Februar 2005 vum Ausseministère gesinn, deen awer de Fall vun enger Hochzäit vun engem Belsch mat engem afrikanesche Ressortissant net akzeptéiert huet, an dem Malgache gesot huet, hie misst nees heemgoen.

Wat hat d'Affekotin vun deem Belsch an deem Malgache geschriwwen? „Il soutient en premier lieu que ce serait à tort que le ministre n'aurait pas reconnu les effets de son mariage célébré en Belgique avec Monsieur X et lui aurait refusé l'autorisation de séjour au pays. Il estime en effet que même si le Grand-Duché de Luxembourg ne reconnaissait pas le mariage homosexuel, il ne devrait pas porter atteinte de façon discriminatoire et disproportionnée au droit au respect de la vie privée et familiale et à la substance même de ce droit, à savoir le droit au mariage des homosexuels garanti par les articles 8, 12 et 14 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, (...)“.

■ Une voix.- Très bien!

(Hilarité)

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - „Il soutient ensuite que la décision ministérielle de refus de l'autorisation de séjour constituerait une ingérence dans sa vie privée et familiale au regard des dispositions de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales (...)“.

Här President, déi Leit hu missen op d'Gericht goen, well si am Februar 2005, dat heescht aacht Méint nodeem d'Gesetz jo soi-disant dann den Ordre public opgehuewen hat, dat net unerkannt kritt hunn.

Deemools ass gesot ginn, dass dat jo dann net richtig wär. Fazit, den Tribunal administratif seet: „Il ressort des éléments du dossier soumis à l'appréciation du tribunal que le demandeur s'est marié le 26 juin 2004 en Belgique devant l'officier de l'état civil de la Commune d'Aubange avec un ressortissant belge de même sexe,“.

(Hilarité)

„...ainsi que cela est documenté par la production de l'acte de mariage...“

■ **M. le Président.** - Kann ech wann ech gelift ëm Opmierksamkeet fir dem Här Bettel seng Ausféerunge bieden?

(Interruptions diverses)

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - „...et d'un extrait du registre aux actes de mariage de la Commune d'Aubange en Belgique,“.

Ech weess, dass verschidde Sujeten hei op der rietser Sait net esou gären nogelauschert gëtt, mä da gitt lech e bësse Méi!

(Interruptions diverses)

An dann, Här President, wann Der erlaabt, d'Uerteel seet: „Dans la mesure où le Grand-Duché de Luxembourg a, par la loi précitée du 9 juillet 2004, décidé de reconnaître et de protéger juridiquement les communautés de vie de personnes autres que le mariage en permettant à des couples de sexe différent ou de même sexe de faire une déclaration de partenariat, il ne saurait refuser le séjour au conjoint d'un ressortissant belge, établi au Luxembourg et ayant des attaches personnelles, professionnelles et sociales étroites au pays pour y séjourner et travailler depuis une dizaine d'années...“, etc.

Dowéinst, Här President, insistéieren ech op dee Punkt, well mir kréien haut gesot, dat wier kee Problem, mä wa mir den Text am Juli 2004 stëmmen, an ech liesen, dass am Februar 2005 d'Regierung seet, dat géif nach ëmmer net goen, da wier ech frou – ech hunn et zwar scho vum Här Ausseminister an enger Question parlementaire géantwert kritt – nach eng Keier eng Confirmation ze kréien, dass dann haut déi Position vum der Regierung net diktiert ginn ass vum der Audienz vum 3. Oktober 2005 vum Tribunal administratif, mä op jidde Fall se da vläicht influenziert huet.

Här President, zweete Punkt: Mir hu vum der Procédure accélérée geschwat, wou jo dann de Minister d'Méiglechkeet huet, déi Prozedur anzeféieren. Dat ass luewenswäert an dat soll och gemaach ginn, dass ee ka méi séier toiséieren a verschidde Circonstancen.

Mä de Punkt 5, Här President: „La décision du ministre de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée n'est susceptible d'aucun recours.“

Dat heescht, esou wéi d'Madame Err et gesot huet, dass et mat deem engen Text do jo eng Kontradiktion gëtt. Well, d'Gesetz am Artikel 2 Paragraph 2 vum 7. November 1996 seet: „Le recours au tribunal administratif (...) est admis même contre les décisions qualifiées par les lois ou règlements de définitives ou en dernier ressort.“

Wat ass d'Konklusion? Ech zitieren lech hei den Avis vum Barreau, d'Konklusion ass: „Si l'accélération des procédures d'asile est de l'intérêt de tous – tant des demandeurs d'asile qui seront fixés sur leur sort dans un délai rapproché que du droit d'asile lui-même qui retrouvera une efficacité qui faisait souvent défaut par le passé – elle ne doit cependant pas se faire au détriment des droits de la défense les plus élémentaires.“

Ech mengen, Här President, dass dat doten eppes ganz eng Wichtiges ass. Hei huet keen eng Méiglechkeet e Recours ze maache géint eng Décision vum Minister, déi unilatéral ass. Duerfir erlaabt, dass ech hei een Amendement déposieren, deen och vum Här Braz ënnerschriwwen ass.

Amendement 1

Remplacer à l'article 17 „les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel.“

Principalement par „contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai d'un mois à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel.“

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz.

Et sinn am Moment nëmmen zwou Ënnerschrëften drop, Här President. Ech weess net, ob aner Leit heibanne vun deenen anere Fraktionnen och darselwechter Meinung sinn, dass een an engem Rechtsstat op jidde Fall op deem heite Punkt misst en double degré hunn, oder Affekote wéi de Maître Mosar oder aner Leit, déi awer wëssen, wat den double degré de juridiction ass, net och der Meinung sinn, dass hei op d'mannst d'Méiglechkeet fir ee Recours administratif misst bestoen. Ech hoffen, dass dat esou ass an dass déi Leit och wëllen hir Ënnerschrëft néierleeën, mä wann net wäert ech der och scho fënnel fannen. Hei ass deen éischten Amendement.

Här President, dann den drëtten Punkt, dat ass deen iwwerhaupt vum der Suppression vum Degré de juridiction. Wann ech den Här Mosar hei héieren, Här President, soen, dass mat engem Appel keng Méiglechkeet wier, fir een anstännege Mémoire ze schreiwen! Ech mengen, en Affekt mécht seng Arbecht schonn anstänneg an der éischter Instanz. An hie schreift säi Mémoire an der éischter Instanz. An hien hëlt do d'Argumenter vun deenen hie mengt, dass se wichtig wieren, fir kënnen an der éischter Instanz duerchzekommen.

Ech zitieren lech just eppes. Ech sinn nämlech e bësse lénks a riets kucke gaangen, wat een esou fënnel iwwert den double degré de juridiction, Här President.

Dir hutt um Site vum Ministère de la Justice a Frankräich ee Saz, an deen ass just, fir ze résumieren, firwat et heiansdo keen double degré de juridiction gëtt, dat ass: „La loi prévoit des cas dans lesquels il n'est pas possible de faire appel, lorsqu'un jugement est rendu en 'premier et dernier ressort', pour des litiges où l'intérêt en jeu est de faible importance.“ Dat hu mir hei och! Dat ass op der Justice de paix, wann Dir kleng Affären hutt, da kritt Dir keen Appel. Da jugéiert de Richter en premier et dernier ressort.

Ass dat hei e faible Intérêt fir déi Fäll, wou hei den double degré de juridiction net ass? Dat wier eng Fro, déi d'Regierung da vläicht misst beäntweren.

Den Här Bo Vesterdorf huet beim 10^e Anniversaire vum Tribunal de première instance, vun deem hien de President war, deemools gesot bei den europäeschen Instanzen: „Le principe du double degré de juridiction, garantie essentielle des justiciables dans une communauté de droit...“.

Ech sinn nach méi wäit gaangen, Här President, well ech wollt awer kucken, wéi et och am Ausland da wär, well et gëtt jo ëmmer gesot, mir wieren hei vill méi large. An der Belsch hutt Dir: „Si la demande d'asile est déclarée recevable, suit alors un examen au fond, notamment afin de vérifier si le demandeur d'asile peut être reconnu comme réfugié. (...) Le commissariat général aux réfugiés et aux apatrides effectue d'abord un examen au fond. Contre une décision négative de ce commissariat, un recours est possible auprès de la Commission permanente de recours des réfugiés. Contre une décision négative de la Commission permanente de recours des réfugiés, seul un recours en annulation et suspension introduit auprès du Conseil d'État est possible.“

A Frankräich, Här President: „La Commission des Recours des Réfugiés – CRR genannt – „est la juridiction administrative compétente en France, pour examiner les recours formés contre les décisions prises par l'Office de protection des réfugiés et apatrides portant sur les demandes d'asile.“ Dat heescht, hei sinn elo just zwee Länner, an deenen et dat awer gëtt.

Ech si souguer méi wäit gaang, Här President, an ech hu souguer Länner gesicht, wou ee sech da ka soen, vläicht gëtt et do keen

double degré de juridiction. An iwwert d'Justice am Bénin hunn ech souguer fonnt, dass: „Le principe du double degré de juridiction permet une bonne interprétation de la loi et le rattrapage éventuel d'erreurs du premier degré. Il garantit également une bonne justice.“ Am Bénin! A mir sinn hei zu Lëtzebuerg!

(Interruption)

Also, den Avis vum Statsrot ass och ganz ganz kloer, Här President. Ech wëll op deem Punkt den Avis vum Barreau zitieren, an deem de Statsrot justement och zitiert gëtt: „Le souci de rapidité ne peut toutefois légitimer la suppression des garanties de l'État de droit de manière aussi fondamentale dans un domaine touchant aux droits de justiciables particulièrement vulnérables. Si la réduction des délais de recours et la fixation de délais endéans lesquels les juridictions sont invitées à statuer peuvent constituer des mesures que le justiciable doit accepter dans certaines situations, il en est autrement de la décision de supprimer le double degré de juridiction. Le Conseil d'État observe que la possibilité d'interjeter appel n'a pas entraîné de blocages de l'institution. Les affaires sont traitées dans des délais très brefs.“

Dann zitieren ech weider aus dem Avis vum Barreau: „Au cas où le projet en question aboutit dans sa teneur actuelle, une avancée fondamentale pour les droits de la défense en matière administrative serait remise à néant pour une catégorie particulière de justiciables; les demandeurs d'asile. À côté du fait qu'il s'agit en l'occurrence de justiciables particulièrement vulnérables, tel que l'a retenu à juste titre le Conseil d'État, il y aurait de la sorte un précédent dangereux ouvrant une brèche dans l'application généralisée du double degré de juridiction. Comment justifier par des seules considérations d'opportunité – un hypothétique gain de temps dans l'aboutissement de la procédure d'asile – (...)“.

Här President, et gëtt verschidde Saachen: Et soll een et méi séier maachen, mä et soll een et net egal wéi maachen. Hei si Grondrechter an engem Rechtsstat, déi net respektéiert ginn. Et huet ee Recht an engem Rechtsstat, en zweete Prozess ze kréien, wann ee mat der éischter Instanz net averstanen ass. Wa mengem Noper seng Heck ze héich ass, kann ech an Appel goen. Bei esou Saache kann ech. Ausser, wéi gesot, bei „affaires de petite valeur“. Wann dat hei eng „petite valeur“ ass, Här President, da muss Der eis entschëllegen, dass mir déi Position op jidde Fall net deelen an duerfir och Amendementer zu där Proposition, zu deem heite Punkt maachen.

Mä mir hunn zweeërlee Amendementer fir all Amendement. Deen éischten Amendement ass einfach, dass mer eis op dat baséieren, wat et elo schonn am Text gëtt. Dat heescht, dass een e Mount Zäit huet, fir Appel ze maachen, an dass een e Mount Zäit duerno. Et ass och keng Réplique, keng Duplique; dat heescht, dass een nëmmen ee Mémoire ka schreiwen. Dat ass déi éischt Proposition, fir dass et eng Harmonisatioun vun den Texter gëtt, dass een net verschiddeen Délaien huet.

Mir sinn awer averstanen, bei der Mesure accélérée ass et pluttôt délicat. Dofir hu mer dann „subsidiäremment“, wann Der mat deem „principalement“ net averstane wäert, proposéiert, dass een en Délai d'appel vu fënnel Deeg huet. Ech kenne jo d'Argumenter duerch déi éischt Instanz firwat ech gären hätt, dass déi Persoun e Recht soll kréien, kënnen hei ze bleiwen. An da kann ech ganz gutt a fënnel

Deeg en Acte d'appel ofginn. Da muss d'Regierung kucken, Här Minister, dass si séier äntwert. Wann en Affekt am Appel fënnel Deeg nëmmen huet, dann hânt et un der Regierung. Wann Dir séier maacht, dann ass et souguer manner wéi e Mount fir e Mémoire eranzeginn.

De Commissaire de Gouvernement, also en Délégué fir d'Regierung huet jo dann nach ëmmer, Här President, déiselwecht Argumenter, déi hie jo an éischter Instanz hat. D'Argumenter ännere jo net! Mä et kann ee jo awer soen, dass e Richter éischtens, sech géiert huet an zweetens, net averstanen ass. Mat enger Décision an engem Rechtsstat soll dat garantéiert ginn.

Dat sinn dann hei dës Amendementer, dat heescht fir den Artikel 17, fir den Artikel 20 (4) an den Artikel 23 (3), sechs Amendementer am Ganzen, Här President, déi ech lech ofginn.

Amendement 2

Remplacer à l'article 17 „les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel“.

Sinon subsidiairement par „contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai de cinq jours à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel.“

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz.

Amendement 3

Remplacer à l'article 20 (4) „les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel“.

Principalement par „contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai d'un mois à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel.“

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz.

Amendement 4

Remplacer à l'article 20 (4) „les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel“.

Sinon subsidiairement par „contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai de cinq jours à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel.“

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz.

Amendement 5

Supprimer le point (5) à l'article 20: „la décision du ministre de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée n'est susceptible d'aucun recours.“

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz.

Amendement 6

Remplacer à l'article 23 (3) „les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel“.

Principalement par „contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai d'un mois à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel.“

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz.

Amendement 7

Remplacer à l'article 23 (3) „les décisions du tribunal administratif ne sont pas susceptibles d'appel“.

Sinon subsidiairement par „contre les décisions du tribunal administratif appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation. L'appel doit être interjeté dans le délai de cinq jours à partir de la notification par les soins du greffe. Le délai d'appel et l'appel introduit dans le délai ont un effet suspensif. Par dérogation à la législation en matière de procédure devant les juridictions administratives, il ne pourra y avoir plus d'un mémoire de la part de chaque partie, y compris la requête d'appel.“

(s.) Xavier Bettel, Félix Braz.

Här President, da kënt nach dee leschte Punkt, dat ass de Centre de rétention. Den Här Mosar seet, et wiere Problemer, si wieren net gutt am Prisong, si wieren net gutt hei an do. Ech mengen, de Justizminister ass frou, wa se fort sinn, well hien huet keng Plaz am Prisong.

Kommt mir sinn éierlech, mir schwätzen elo scho jorelaang – eis Partei, d'Madame Brasseur, huet scho viru 15 Joer gesot –, dass en zweete Prisong sollt gebaut ginn. Viru 15 Joer! Haut hu mer ee Prisong, wou alles beienee läit. A wann een d'Aktualitéit vun deene leschten Deeg kuckt, wou d'Mineuren elo bei d'Frae kommen...

(Hilarité)

Här President, dat heescht, ech hat dat deemools gesot, well ech hunn nämlech an engem Interview, Här President, gesot: Wann den Här Frieden géif mengen, dass déi Mineure géifen am Prisong eng nei Mamm fannen, da wier dat vläicht net déi adequaatst Persoun fir d'Education vum Kand ze kréien.

(Hilarité)

Du krut ech gesot, an dat war déi Diskussioun, den Här Mosar huet dat jo och beim Här Wolter op enger Pressekonferenz gesot: Bei der DP wësse mer net wat d'Position ass,...

(Hilarité)

...well déi eng soe si wieren dofir, déi aner soe si wieren dogéint, a mir kommen do net no!

Ma, Här President, mir waren dogéint, dass d'Regierung Richter spillt. D'Regierung huet net ze decidieren, fir een iwwer eng Pist vun zielef Méint – ma selbstverständlech gëtt et e Recours administratif – an de Prisong ze setzen! Eng Privation de liberté ass du ressort vun engem Untersuchungsrichter oder vun engem Juge du fond am Droit pénal. Dat ass e Grondprinzip an engem Rechtsstat!

Dat ass net un engem Fonctionnaire, an dann nach. Et ass jo net, dass mer kee Vertrauen an d'Fonctionnaires hunn, Här President, loin de là,...

(Interruptions)

...mä wann drasteet „estime“ oder „probable“, dat ass Knätschgummi! Fir deen een ass et probabel, fir deen aneren ass et net probabel. Den Här Henckes huet elo e Beispill geholl vum Johnnie Walker, dee mat der Péniche an der Péitrus ukënn. Okay, do si mer eis eens.

Mä Dir hutt awer verschidde Leit, wann een lech seet, hien hätt iergendeng Aktivitéit oder iergendee Fait, wann Der gesitt, dass Leit a verschidde Länner lapidéiert gi sinn, well se gescheet waren, also et ass jo schrecklech, Här Minister, wann ee kuckt, wat et a verschidde Länner gétt, wéinst sexuellen Orientatiounen, wéinst Reliounen, wéinst politeschen Iddien, an da ka jo awer ee Beamten et gleewen an deen aneren et vläicht net gleewen. An deen ee Beamten huet vläicht méi eng Sensibilitéit fir deen ee Sujet, an deen aneren net.

Dowéinst ass am Ufank an deem Text gesot ginn, en Trouble à l'ordre public, da kéint een ee bis zwielef Méint an de Prisong setzen, also an dee Centre de rétention; dat ass jo geännert ginn, op zwielef Méint. Mä domat si mir net averstanen! Well dat ass am Fong ze soen, d'Chambre du Conseil um Geriicht, déi loossen d'Leit ze séier lafen. An dat war jo och d'Argumentatioun, déi mer vun der CSV matgedeelt kritt hunn, et wier geduecht fir all déi Dealeren, déi am Park Droge verkaufen an déi do gepézt ginn an da vun der Chambre du Conseil lafe gelooss ginn.

Mä, Här President, mir hunn dach e Prisong, mir hunn en Droit pénal, mir hunn Untersuchungsriichter, mir hunn e Parquet: Déi mussen hir Aarbecht maachen. Een, deen eng Strofdot mécht, passt an de Prisong, emol net an e Centre de rétention, wann hien eppes gemaach huet, wat géint d'Gesetz geet. De Centre de rétention ass elo net eng Plaz fir wa se am Prisong net Plaz genuch hunn, ze soen, da fällt hien énnert déi zweet Kategorie, wann en Droge verkaaft huet. Dat ass dach falsch, Här President! Esou kann een dach net an enger Demokratie liewen.

Mir sinn awer selbstverständlech ganz averstanen, dass een, deen Droge verkeeft, een, dee sech hei eppes erwaart vun eisem Land, hie kéint jo heihinner fir de Refuge ze kréien, well hie jo a sengem Land poursuivéiert gétt, soubal hien eppes gemaach huet, bestrooft muss ginn. Do si mer eis ganz eens. Awer mir hunn en Droit pénal, an deen Droit pénal muss seng Aarbecht maachen, an an deem heiten Text hate mer am Ufank esou eng Konditioun, mä déi ass jo awer elo geännert ginn.

Här President, zur Konklusioon. Ech énnensträchen nach eng kéier, dass, wann all Fall – wann ee kuckt, an d'Madame Err huet et gesot – 40 Méint fir eng Äntwert vun der Regierung ze kréie brauch, dat net normal ass. Jiddferen huet eng gewësse Verantwortung, mä da muss een de Leit d'Moyene ginn. De Service am Ministère hat net genuch Leit. Si mussen méi Leit kréien. Bon, an den Tribunal administratif wäert dann och froe fir méi Leit ze kréien, d'Police judiciaire wäert méi Leit brauche vum Service des Étrangers. Mä entweder wëllt een eng anstänneg Immigrationspolitik maachen oder et wëllt ee keng anstänneg Immigrationspolitik maachen. Ech hunn lech op jidde Fall...

(Interruption)

Eng Demande d'asile, pardon, eng Flüchtlingspolitik anstänneg maachen oder net anstänneg maachen.

Här President, ech hunn hei just op verschidde Punkten insistéiert, déi fir mech an engem Rechtsstat mussen garantéiert ginn. Éischtens, d'Recht eng Mesure vun enger Regierung, déi unilatéralem geholl gétt, ze contestéieren, éischte Prinzip. Zweete Prinzip, Här President, deen och ganz, ganz wichteg ass, dat ass d'Recht kennen en Uerteel ze contestéieren.

Eis Partei huet dës Amendementer eraginn. Wann eng Majoritéit vun dëser Chamber mat deene Prinzipien, déi an engem Rechtsstat solle fonctionnéieren, averstanen ass, wäerte mer och eisen Accord zu deem heite Projet ginn. Wa keng

Majoritéit heibannen ass, Här President, kënne mer dësen Text net stëmmen. Da wäerte mer eis enthalen, well mer eis iwwert de Besoin an d'Nécessitéit vun esou engem Text bewosst sinn, eise Verantwortungen net wëllen hei entgoen, mä wéi gesot, mat deene Prinzipien, esou wéi se hei am Text drastinn, kënne mer net averstane sinn.

■ **Mme Colette Flesch (DP).** - Très bien!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Bettel. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen haut iwwer en Text, dee sech mat engem Problem beschäftegt, dee kee Lëtzebuerger Problem ass. Mir hunn haut vill Considérationen nogelauschtert an héieren, déi mat der Innenpolitik ze dinn hunn, mä mir schwätzen hei net vun engem Lëtzebuerger Phenomeen. Mir schwätze vun engem Phenomeen, deen et op der ganzer Welt gétt, de Phenomeen vun de Réfugiéen, ob dat elo ass aus Grénn vu politescher Verfolgung oder aus Grénn vun ekonomesche Constraints oder och – an dat gétt vläicht an Zukunft och méi akut – Leit, déi aus ekologesche Grénn hiert Land mussen verloossen, Stéchwuert Kyoto, wat jo an der Lescht vill an der Diskussioun ass.

Och dat si Phenomeenen, déi op sämtleche Kontinente vun der Welt ëmmer méi zur Dagesuerdung gehéieren, an et muss een och soen, dass den europäesche Kontinent, vun dem gesamte Phenomeen vun de Réfugiéen, dee Kontinent ass, dee weltwäit am mannsten domadder beschäftegt ass, an zwar mat Ofstand am mannsten domadder beschäftegt ass. Et ass an deene Regiounen vun der Welt, wou de Misär grouss ass, et ass an deene Regiounen vun der Welt, wou et Flüchtlinge gétt, wou och Nopeschlänner de Gros vun deene Leit ophuelen.

Dat sinn déi Länner, déi selwer viru gewaltege Schwierigkeete stinn, an dat soll een awer, menge mir, am Hannerkapp behalen, wann een iwwer Flüchtlinge schwätzt, dass mir net amgaange sinn, de Gros vun deem Problem ze léisen, dass mir net amgaange sinn, de Misär vun där ganzer Welt bei eis opzehuelen, wéi dat ëmmer nees duergestallt gétt, an dass d'Leit aus der ganzer Welt, déi a Misär sinn, net wëllen an dat klengt Lëtzebuerg erakommen, fir hei vun iergendwellechen Avantagen ze profitéieren. Wann een dat esou duerstellt, da schwätzt ee laanscht d'Realitéit, et verkennt een d'Realitéit, a vläicht mécht een et souguer bewosst.

Lëtzebuerg huet mat deem Problem vun de Réfugiéen eréischt viru ronn enger Dose Jore méi konsequente Kontakt kritt, an zwar zu engem Zäitpunkt, wou an Zentral-europa, um Balkan, e Krich amgaange war, an aus deene Regiounen vun Europa natierlech Leit an déi Länner ronderëm gaange sinn. Dozou huet dann och Lëtzebuerg gehéiert.

Et muss ee soen, wéi et ass: Mir waren net virbereet. Lëtzebuerg war ganz einfach dorobber net virbereet. Mir hunn do fir eis Verwaltungen, fir eis Politik eppes Neies an d'Land kritt, mat deem mer am Ufank net richtege wossten émezoen, a wou mer eis am Ufank haaptsächlech d'Fro gestallt hunn, ob mer net amgaang wäeren dat Falsch ze maachen, an deem Sënn, dass eventuell Generositéit just géing oppen Diere bedeiten an en zousätzlechen Afflux vu Leit géing mat an d'Land bréngen.

Mir hunn du während e puer Jore bis zum éischte Gesetz 1996 méi oder wéineger Pilotage à vue ge-

maach. A wéi dat oft esou ass, wann d'Politik eppes net am Grëff huet, da mécht se Parteipolitik. Wann ee keng prezis Léisungen huet, wann ee keng prezis Konzepter huet, wéi ee mat deene Leit hei am Land muss éngoen, vum éischten Accueil iwwert d'Behandlung vun den Demanden, d'Ennerbréngung an d'Betreiung vun deene Leit, bei den Erwuesenen ass dat anescht wéi bei de Kanner, da mécht d'Politik nawell gare Parteipolitik.

Mir hunn och hei zu Lëtzebuerg während ganz laange Joren, an eigentlech nach bis haut, bis an dës Debatt eran, méi Politik mam Asyl gemaach, wéi dass mer Asylpolitik gemaach hätte fir déi Leit, déi an deem Fall sinn.

Fakt ass awer och, dass mer, wat d'Zuele vun den Demanden betrëfft, zwou Saache mussen feststellen. Éischtens emol ass et esou, dass déi Zuel vun Demanden, déi an d'Land erakommen, réckleefeg ass. Den Här Henckes huet sech virdrun évertuéiert éischter am Beräich vun 2003 wëllen hänken ze bleiwen, wou mer e bësse méi héich Zuelen haten. Mä, Här Henckes, Fakt ass awer, dass déi Zuele réckleefeg sinn ouni en neit Gesetz. An ech gleewe kaum, dass dem Här Frieden, dem viregten an aktuelle Justizminister, säi Projet an deene Länner gelies gi wär. Déi Leit sinn also net dowéinst net méi op Lëtzebuerg komm, well...

(Interruption)

...do iergendeng Proposition de loi déposiert gi wär, mä do sinn aner Phenomeener, déi spillen. An déi spille massiv an där doter Matière. Duerfir soll een och vläicht deen dote Fakt am Kapp present hunn, wann dës Matière diskutéiert gétt. Och ouni dëst neit Gesetz sinn déi Zuelen zu Lëtzebuerg an och an den anere Länner réckleefeg.

En zweete Phenomeen, deen een awer och soll am Kapp present hunn, ass deen, dass de Phenomeen vun de Flüchtlingen en dauerhafte wäert sinn. An et ass déi Logik, déi och emol vun de Kolleege vum ADR an hirer Argumentatioun gebraucht gétt, wëllen unzedeiten, dass ee mat ganz vill strenge Prozeduren a ganz vill strenge Gesetze en Taux de réfugiés zéro kéint ustriewen.

Éischtens emol, wéi wann dat en ustriewenswäert Zil wier – wat eiser Meenung no net de Fall ass –, hei schwätze mer vu Verdeele vu Laaschten, déi et op dësem Kontinent an och op de Kontinenter ronderëm gétt.

A virun allem ass et och fir eis ganz kloer, dass dat doten erëm eng kéier laanscht de Sujet rennt. De Problem vun de Réfugié wäert an Europa, wéi an anere Kontinenter, nach iwwer Jorzéngten en dauerhafte Phenomeen sinn. An dass mer an deem enge Joer der 1.300 hunn oder 700, ännert näischt dorunner, dass mer mussen politesch wéi administrativ capabel sinn eng bestëmmten Unzuel vun Demanden hei zu Lëtzebuerg opzehuelen an an engem Délai ze behandelen, dee verstänneg ass.

Wann ee vun engem verstännegen Délai schwätzt, da si mir Gréng och der Meenung, dass et wichteg ass, dass een déi Demanden an engem raisonnablen Délai probéiert ze beäntwerten, fir déi Leit erauszekréien, déi tatsächlech eng bestëmmte Protektioun brauchen, an awer och fir déi Leit dann erauszefannen, déi net aus deem dote valabele Grund vun eiser Gesetzgebung hier op Lëtzebuerg komm sinn.

Mä och dat beäntwert da schlussendlech d'Froen awer net all, och wa mer elo feststelle wéi vill Leit da probéieren iwwer eng Gesetzgebung an d'Land ze kommen, déi ei-

gentlech net fir si do ass, d'Gesetzgebung vun der Genfer Konvention, de Statut vum Réfugié. Mir gesi jo och, wann ee seet, hei zu Lëtzebuerg gétt dat ze streng gehandhaabt mat eisem 1%, dee mer accordéieren. Komm mir soen och nach, mir géingen dat labber handhaben. Op wat kéime mer dann? Op 3%? Vläch 4%?

Mir gesinn awer, dass, egal wéi, e ganz groussen Undeel vun de Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, an déi Gesetzgebung eigentlech net eragehéieren. Trotzdeem gétt et dee Phenomeen an eis Länner eran. An trotzdeem hu mir an Europa, net nëmme zu Lëtzebuerg, och als dauerhafte Phenomeen e Besoin fir legal Immigratioun an d'Land eranzekréien.

Déi Zuelen, déi mer hunn, och bei den Demandeurs d'asile, soen eis eppes anescht. Nämlech – an net nëmme zu Lëtzebuerg, och an deenen aneren europäesche Länner –, dass eis Gesetzgebungen, fir déi legal Immigratioun ze organiséieren, défaillant sinn. An op dat, wat haut previsibel ass, op all halbwegs seriöse previsibelen Délai no vir gekuckt, brauche mir Immigratioun an den europäesche Länner, well d'Population résidente an hirer Demographie réckleefeg ass, a mir kënnen net och vum wirtschaftleche Standpunkt hier, an den nächste Jorzéngten eng Ekonomie an eng Gesellschaft wëllen opbauen, déi ouni Immigratioun probéiert auszekommen.

Duerfir mussen mir eis also net nëmme mat deem Phenomeen vun der legaler oder illegaler, der konformer oder net konformer Demande bei der Convention de Genève beschäftegen. Mir müssen eis domadder beschäftegen, wéi mer dann deene Leit, déi mer an Europa och brauchen, e Kader kënnen ginn, fir se am Kader vun enger legaler Immigrationspolitik an eis Länner eranzekréien. Dat ass och e Phenomeen, dee mer am Kapp sollen hunn, wa mer déi heite Saachen hei diskutéieren, och aus dem méi klengen Lëtzebuerger Bléckwénkel, dee schlussendlech manner wéi eng Dréps vun gesamte Phenomeen ze bewältegen huet. All aner Duerstellung ass ganz einfach falsch. Si trëfft ganz einfach net zou.

Dat Gesetz, wat mer haut diskutéieren, huet eis an der Kommissioun elo relativ laang a relativ intensiv beschäftegt. A mir Gréng wëllen och actéieren, dass mer an der Kommissioun probéiert hunn eng gutt Aarbecht ze maachen. Mir sinn och der Meenung, dass deen Text, dee mer haut um Dësch leien hunn, en Text ass, dee par rapport zu der bestoender Gesetzgebung, en däitlech besseren ass. En huet natierlech och den Avantage, dass e bal néng Joer méi spët komm ass, no eisem Gesetz vun 1996, wou mer ganz kuerzfristeg reagiert hunn op dee Phenomeen, dee mer ufanks den 90er Joren eréischt entdeckt hunn.

Haut hu mer eng gewëssen Erfahrung gesammelt, net nëmme zu Lëtzebuerg, mä och an Europa. An déi Erfahrung fléissen och an dëst Gesetz eran.

Mir sinn och als Gréng domat d'accord, dass probéiert gétt, hei am Wesentlechen europäesch Äntwerten ze fannen. Wann een dat seet – an d'äers si mer eis bewosst –, muss een natierlech och akzeptéieren, dass een dann och als Lëtzebuerger d'Spillregelen, déi gemeinsam festgehal ginn, muss respektéieren. Et kann een net mat där enger Hand soen, mir hätte gär europäesch Léisungen, an da wëlle mer eis awer net mat där anerer Hand an der Opdeelung vun de Chargé bedeelegen oder awer bei alle Passagé vum Gesetz eegen national Äntwerten erwaarden. Dat wëlle mer net matmaachen, well dat hale mer och fir falsch. Mir sinn och Demandeur fir europäesch Léisungen an där heiter wesentlecher Matière.

Duerfir si mer och der Meenung, dass dëst Gesetz net nëmme besser ass, wéi dat Gesetz, wat mer elo hunn, mä et ass virun allem vill besser, wéi dat Gesetz, wat mer hätte kënnen kréien, nämlech de Projet de loi, dee vum Minister Frieden déposiert ginn ass. An dat wëlle mir als Gréng och gären der neier Regierung, a besonnesch dem neien zoustännege Minister a sengem Statssekretär actéieren, dass dëst Gesetz...

(Interruption)

Pardon, dem delegéierte Minister, entschëllegt Här Schmit.

...dass mer dësen Text als wirklech e besseren Text considéieren, wéi deen, dee mer hätte kënnen kréien.

Duerfir wonnere mer eis och iwwert de Volte-face vun de Kolleege vum ADR...

(Interruption)

...dee mer haut de Mëtte mat enger gewëssener Iwwerraschung...

■ **Une voix.** - Jo!

■ **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - ...zur Kenntnis geholl hunn, nodeems den Här Henckes an der Kommissioun nach géint deen Text plädéiert huet, well e fonnt huet, dass deen Text, deen um Dësch läit, mat der Approche vum ADR wéineg ze dinn hätt. An ech kann dat och bestätegen. Dësen Text huet contrairement zu deem, wat Dir de Mëtte probéiert hutt hei wëlle weiszemaachen, net vill mat Ärer Approche ze dinn.

Är Approche war déi vum Minister Frieden sengem Projet de loi. An dee Projet de loi huet, grad wéi Ären Text, Här Henckes, sech ganz eenzeg an eleng mat engem Aspekt beschäftegt, nämlech dem Aspekt vun der Ausweisung a vun der Verkierzung vun der Prozedur.

Elo si mer eis heibanne jo eens, dass d'Verkierzung vun der Prozedur e wesentlechen Aspekt ass, mä Asylpolitik eenzeg an eleng op de Punkt vun Verkierze vun der Prozedur wëllen ze reduzéieren a schlussendlech vun der Expulsioun, dat ass eng Approche, déi dësen Text net huet, well dësen Text huet déi Direktiven, déi mëttlerweile vun europäeschen Niveau ausgehandelt gi sinn, probéiert mat méi oder manner Erfolleg – doriwier si mer net komplett enger Meenung –, mä en huet awer probéiert déi wesentlechen Aspekter vun deenen Direktiven, déi et gétt, a Lëtzebuerger Recht émssetzen an doduerch d'Asylpolitik endlech an e bësse méi e breede Kontext ze stellen, wéi nëmme de Volet Verkierze vun der Prozedur a schlussendlech Expulsioun.

Et gehéiere ganz vill aner Saachen zu enger seriöser Asylpolitik, vun all demokrateschem Land, vun all Rechtsstat, dee sech respektéiert, den Accueil vun de Leit, wéi mer se behandelen, wa se hei sinn, wéi se ënnerbruecht ginn, wat hir Rechter sinn, dat se net nëmme enger Willkür ausgelievert sinn. Déi Leit hu Rechter, dat si Mënschen an déi mussen mer och esou behandelen, an déi Direktiven, déi et gétt, déi halen dat och fest op ville Punkten.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

An dësen Text – an ech wäert herno nach zu de Kritik kommen – huet awer déi Approche do gewielt, fir de Volet Prozedur, de Volet Expulsion awer och ze verbannen an ze kombinéieren mam Volet vun de Rechter vun de Leit, déi en cause sinn, mat de Voleten, déi an den Direktive behandelt ginn.

An déi Duerstellung, Här Henckes, déi Dir de Mëtteg hei gemaach hutt, déi entsprécht eiser Aschätzung no ganz kloer net der Realität. Mir hunn éischter de Verdacht, dass Dir wëllt d'Leit dobausse gleewen doen, dass den ADR an dëser Matière eng wichteg Roll spillt. Mä den ADR spillt an dëser Matière keng wichteg Roll, well dee

politesche Konsens, deen hei fonnt ginn ass op deene meeschte Punkte vun deem Gesetz, ass net deen, deen Dir wollt.

Et ass och net deen, deen de Minister Frieden a sengem Projet de loi wollt. An och wann déi Annéierung vun där aler op déi nei Regierung net esou ausgefall ass, wéi et eis a leschter Analys géng virschwiewen, wëlle mer awer och do gären actéieren, dass et net datselwecht ass! Et ass net datselwecht wéi deen Text, dee mer vum Här Frieden op den Dësch geluecht kritt hunn.

Et ass och net déi Approche, déi den ADR a senger Proposition de loi hat, déi an deem Text zréckbehalte ginn ass, an dofir huet den ADR keng wichteg Roll an deem Dossier do gespillt.

Elo nach ze versichen, no enger tatescher Berodung an Ärer Fraktioun schlussendlech dësen Text wëlle matzestëmmen, fir ze maachen, wéi wann Dir do iergendee Mérite dorunner hätt, stëmmt ganz einfach net.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Hei an deem Haus fällt keen drop eran, an et wäert och, mengen ech, duerch d'Berichterstattung vun der Press dobaussen am Land dozou kommen, dass och am Land keen op déi dote Rattenfängertricken erafällt.

(Interruption)

Dir hutt eng Approche an der Asylpolitik, déi glécklecherweis an deem Land vun den Allermannste gedeelt gëtt, an dat ass eng Entwécklung, déi eis zefridde stellt.

Dësen Text huet wéi gesot Punkten, déi positiv sinn, a Punkten, déi negativ sinn. Et gëtt der och e puer, déi dertëschent leien. Déi positiv Aspekter si mat Sécherheet, dass mer déi nei Statuten och kréien: Le statut temporaire, le statut de tolérance, dat sinn Avancéee par rapport zum viregten Text.

Positiv ass och, dass déi Leit alleguerter wäerte weiderhin – an dat war jo a Fro gestallt gi vum Minister Frieden – e gratis Interpret an och e gratis Affekot an der gesamter Prozedur kënnen zur Verfügung gestallt kréien.

Positiv bleift och, dass déi Aide sociale awer vum éischten Dag u kann attribuéiert ginn, dass mer eng Léisung fonnt hunn, wéi mer vum éischten Dag u kënnen mat deenen Ziedelen, déi engem an de Grapp gedréckt ginn, trotzdeem do schonn assuréieren, dass d'Aide sociale ouni Lach wäert assuréiert ginn.

Mir sinn och frou, dass aus dem Regierungstext déi Nuance erausgeholl ginn ass, dass eng Differenz soll gemaach ginn tëschent Mineur vum 16 Joer an erop, an deenen aneren, déi ënner 16 Joer leien. Och dat fanne mer elo besser geléist, dass mer eis am Sënn vun der Kannerrechtskonvention net de Luxus leeschten, Ënnerscheeder ze maachen tëschent de Mineuren. Et ass een entweder Mineur oder Majeur, an dertëschent gëtt et näischt. Dat ass elo am Text esou verankert an dat ass och gutt esou.

Mir sinn och frou, dass déi Voleten, déi mat der Formatioun ze dinn hunn, elo méi kloer als Recht verankert gi sinn, an net nëmmen, wéi et virdu war, als eng méi sibyllinesch Formulatioun, wou een dat eent hätt kënnen dra liesen awer och sai Contraire. Elo hu mer eng kloer Formulatioun, déi vun engem Recht schwätzt, wat déi Leit hunn am Beräich vun der Formatioun.

Mir sinn zum Beispill och frou, dass dee Passus vun der Fouille corporelle elo esou ofgeännert ginn ass, dass et just nach an Ausnahmefäll praktikéiert gëtt an dass och do elementar Spillregele musse respektéiert ginn. Wëssend dass dat am Alldag komplizéiert wäert ginn, fir do e Beweis ze erbréngen, fir dat eent oder fir dat anert, mä zu-

mindest hu mer emol eng Rechtsgrundlag, déi awer eng ass, déi et méiglech mécht, wann anzwousch eng Fouille corporelle net no den normalen Anstandsregelen duerchgefouert gi wär, fir awer ze probéieren, zumindest där Saach do kënnen nozegoen. Dat hale mer och fir wichteg, ouni iergendengem eng Ënnerstellung wëllen ze maachen. Mä et muss esou sinn, dass d'Gesetz seet, dass d'Fouille corporelle, wa se gemaach ginn, esou gemaach ginn an eben net anescht, oder nëmmen ähnlech, wéi dat, wat do steet.

Woumat mer net ganz zefridde sinn, dat ass natierlech dee Volet vun Regroupement familial, deen deelweis Avancéee mat sech bréngt, deen awer och deelweis duerch seng Definitioun – den Här Bettel huet dat och virdu scho gesot –, déi zréckbehalte ginn ass, eiser Meinung no onglécklech ass.

Wann ee verlaangt, dass et e Partenariat enregistré an deene Länner muss sinn, dann ass et zum Beispill kloer, dass déi Leit, déi eng Relation homosexuelle hunn, mat Sécherheet beim Regroupement familial hei zu Lëtzebuerg am Kader vun der Asylgesetzgebung benodelegt sinn. Déi Länner op der Welt, déi déi Relatioun legal unerkennen, kann een enger Hand ofzielen, esou dass mer hei ganz kloer an eiser Gesetzgebung eng ënnerschiddlech Behandlung hunn tëschent deene majoritäre Familieverhältnisse – fir se emol esou ze nennen –, an deene Leit, déi an enger homosexueller Relatioun sinn. Déi kommen an där heiter Gesetzgebung mat Sécherheet anescht ewech; se komme méi schlecht ewech an dat ass ganz kloer eng Diskriminatioun, déi hei praktikéiert gëtt en fonction vun der Orientatioun sexuelle, an dat ass fir eis natierlech net akzeptabel.

En zweete Punkt ass dee vum Accès au travail, eng wichteg Avancéee; d'Direktiv huet et dofir virgesinn. D'Direktiv huet jo net deen Accès au travail virgesinn, well et schlecht wär – schlecht wär fir déi Leit, déi e kënnen beanspruchen, oder schlecht fir déi Länner, déi e géingen attribuéieren. D'Direktiv huet et virgesinn, well et eng positiv Saach ass. Positiv fir béid. Et ass eng klassesch Win-win-Situatioun, déi mat deem Accès au travail sollt geschafte ginn.

Leider hu mer duerch déi ganz vill Nuancen, déi deen Artikel 14 elo entouréieren, dat net richtig erméiglecht. An do ass fir eis nach déi Debatt vun de sechs, néng oder zwielef Méint vläicht dee mannste Problem. Mir hätten et selbstverständlech léiwer gehat, well et eng gutt Saach ass, dass béid méi fréi an de Genoss dovunner komm wäeren. Mir hätten et selbstverständlech begréisst, wann et no sechs Méint stattfonnt hätt. Et ass elo no néng Méint.

Dat ass a Kompromëss, bon, jee! Et dierf een net ze vill hannerfroer mat wéi engen Argumenter en zustan komm ass. Et ass éischter en arithmetesche Kompromëss, menge mer, wéi e Kompromëss an der Saach.

Mä virun allem sinn et déi aner Aspekter, déi bei deem Artikel dobäi stinn, déi vill Nuancen, déi drastinn, déi eis dozou bréngen ze soen, dass mer hei leider et schlussendlech wäerten éischter mat engem virtuelle Recht ze dinn hunn. Mir wäerte kaum vill Leit fannen, déi en Accès au marché du travail wäerte kréien, an et wär awer gutt gewiescht.

Dofir bedauere mer dat, well och do hu mer schlussendlech kuerz virun der Arrivée eng kleng Crispation verspuert an de Regierungsparteien, déi leider déi Dier, déi grouss opstoung am Intérêt vu béiden, wesentlech zougemaach hunn. Elo gëtt et éischter nach au compte-gouttes, dass Leit wäerten déi Dier kënnen passéieren. Dat ass schued. Mir hunn eng Chance, déi opgemaach gi war a sämtlechen europäesche Länner, schlussend-

lech net genotzt, oder nëmmen um Pabeier genotzt. Et bleift e virtuell Recht a kee reellt Recht, an dat kënnen mir natierlech nëmme bedauern.

Problematesch ass och fir eis dee ganze Volet vun der Réflectioun. Net de Prinzip u sech, selbstverständlech muss an enger Gesetzgebung wéi där heiter och e Volet Réflectioun dra sinn. Dat bestreit keen. Och déi Associatiounen net, déi sech ganz vill mat där heite Matière beschäftegen.

Wat par contre bestridde gëtt, dat sinn déi Aspekter vun där Verlängerung bis hin zu engem Joer. An do kann ech och nëmmen dat bestätegen, wat anerer scho gesot hunn. Am Rechtsstat gëtt et aner Instrumenter, déi mussen applizéiert ginn, déi ganz normal Instrumenter vum Rechtsstat bei Leit, déi sech net un d'Gesetz halen; an dass mer probéiere bei enger bestëmmter Kategorie vu Leit, Problemer iwwer een aneren neie Wee ze léisen, deen awer schlussendlech nëmmen am Wesentlechen an der Hand vun der Administratioun vun der Exekutiv läit, dat ass fir eis net eppes, wat dem normale Stand vun engem Rechtsstat entsprécht.

D'Privation de liberté ass eng absolut Ausnahm – absolut Ausnahm! –, déi hei zu Lëtzebuerg nëmmen a ganz raré Fäll kann a Fro gestallt ginn, nämlech am Beräich vun der penaler Gesetzgebung ënner der Kontroll vun engem Riichter, an nach nëmmen an dräi ganz präzise Fäll: dem Obscurcissement de preuve, dem Danger de fuite an dem Danger de récidive. Hei weide mer dat aus, an dat ass fir eis bedenklech.

Ech wëll awer gäre gutthalen, wéi d'Madame Err et virdu probéiert huet ze erklären, dass mer hirer Aschtzung no schlussendlech ënner dem Stréch bei ganz Weinege wäerte landen, déi wierklech méi laang wéi dräi Méint an der Réflectioun wäerte sinn. Haut ka jiddferen da seng Prognosen do maachen; schlussendlech wäerte mer alleguerter mussen ofwaarden a kucken, wat a sechs Méint oder engem Joer oder annerhallwem Joer mat der Applikatioun vun deem dote präzise Paragraph dobäi erauskomm ass.

Dat wäert mat Sécherheet ee vun deene Punkte sinn, déi mir wäerte ganz enk suivéieren, nämlech wéi laang d'Leit an der Moyenne an der Réflectioun wäerte sinn, wat déi maximal Durée ass, déi verschidde Leit an der Réflectioun wäerte verbréngen. Da wäerte mer jo gesinn, ob dat Instrument en Alldagsinstrument ginn ass, wat der Verwaltung Bequemlechkeet verschafen huet, oder ob d'Verwaltung sech mat ganz präzisen a strengen eegene Virgabe probéiert esou ze behuelen, dass dat Instrument wierklech just d'Ultima Ratio bleift, auquel cas dat vertriebar wär. Mir hunn awer do seriö Bedenken, dass et esou wäert sinn, wéi d'Madame Err dat ugekënnegt huet, mä dans le bénéfice du doute hale mer eis elo emol nach zréck. Mir wäerten da gesinn, wat dobäi erauskënn.

Dee fir eis wichtegste Punkt, an dat ass och deen, deen eis dozou bréngt, fir d'Gesetz net ze stëmmen, ass dann awer d'Ofschafe vun deene Recoursën op verschidde Plazen am Gesetz an och dem double degré de juridiction. Déi Gréng hunn zesumme mat der DP op all deene Punkten Amendement eragerecht. Den Här Bettel huet se virdu beim Président déposéiert. Ech ka mer dat also spueren, dat ass ganz gutt gemaach ginn.

Och do muss ech soen, ech hunn dem Här Mosar an der Madame Err opmierksam nogelasscht bei hiren Erläuterungen. Ech hu si schlussendlech net kënnen verstoen

an deem Sënn, dass d'Fro bei mir zréckbliwwen ass: Firwat schreibe mer d'Gesetz esou wéi et ass? Wann dat esou ass wéi d'Madame Err erkläert huet, dass mer jo souwisou kënnen en toute matière iwwer een oder zwee Émweeër awer dozou kommen, dass Recoursën an Double-degréen assuréiert bleiwen, mä dann eng ganz simpel Fro: Firwat schreibe mer dann, dass se net méiglech sinn?

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Et hunn och aner Juristen, déi vum Statsrot, déi vum Ordre des avocats, an eng ganz Partie aner Leit och nach, mat awer och novollzébaren a vill méi einfachen, vill méi allichtende juristesche Begrënnunge gesot, bis hin zum Statsrot, deen d'Opposition formelle do opwerft, dass dat doten e Broch ass mat engem Lëtzebuurger Rechtsprinzip.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - An en ass ëmsou méi bedauerlech, well en eiser Meinung no déi ganz Prozedur plus, minus ëm e Mount hätt kënnen verlängeren. Ee Mount! Ee Mount, Här Minister, fir op där anerer Säit de Broch vun engem Rechtsprinzip, deen hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer gëllt, ze hunn, dat ass eng schlecht Affär fir dëst Land! A mir definéieren eigentlech, duerch eisen Émgank mat deene Leit op deem dote Punkt, eis selwer. Mir definéieren eisen eegene Rechtsstat. Mir schwätzen a Wierklechkeet net vun deene Leit a vun hirer Prozedur, wa mer eis mat dëser Fro beschäftegen, mir schwätze vun eiselem Selbstverständnis wéi mir e Rechtsstat konzipéieren.

An dee Gain, deen Der do wëllt realiséieren, vun e puer klenge Wochen an e puer Deeg nach hannendrun, fir op där anerer Säit esou e Rechtsprinzip ze brieche, dat ass eng ganz schlecht Affär fir dëst Land, dat bréngt et net. Dir hätt besser gehat dorop ze verzichten, a wann den Här Mosar seet, de Statsrot soll mat sech selwer zu Kouer goen a seng Meinung änneren, ma mir soen him de Contraire. Hie soll mam Här Mosar a mat senger Partei a mat anere Regierungsparteien zu Kouer goen a si probéieren ze iwwerzeegen, dach nach déi dote Saachen aus dem Gesetz erauszehuelen, well dat wat mer do maachen eiser Meinung no a kengem Verhältnis steet mat deem escomptéierte Resultat.

Mir maachen dat mat Leit, déi op der sozialer Leeder net um leschten Trétt stinn. Si stinn drënner! Si stinn drënner, ënner dem ënneschten Trétt. An dass mer et bei deene Leit akzeptéieren, dass een et do ka maachen, dat fanne mer net richtig. D'autant plus wou et eiser Meinung no net noutwendeg ass, et bréngt an der Prozedur vun der Verkierzung net dat Wesentlech. Et ass net dat Wesentlech.

Duerfir hoffe mer, dass d'Chamber déi Amendement, déi den Här Bettel an ech gemaach hunn, de Mëtten hei och wäert stëmmen. Dat géng dann tatsächlech d'Chancé verbesseren, fir beim Statsrot d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze kréien.

Am Wesentlechen aus deem dote Grond wäerte mer dëst Gesetz net stëmmen, och wa mer – an dat wëll ech dann nach eng Kéier gären och hannendru soen – fannen, dass d'Gesetz op villen anere Punkte besser ass wéi dat, wat mer hunn, an ech soen et nach eng Kéier, vill besser ass wéi dat, wat mer hätte kënnen kréien, wa mer d'Logik vum Här Frieden a vum ADR befollegt hätten, wat mer jo glécklecherweis net gemaach hunn.

Dräi lescht Remarquen zum Ofschluss.

Déi éischt betrëfft de Volet Accès au marché du travail. Elo hu mer d'Gesetz esou wéi mer et hunn. Mir hunn awer rezent d'Beispill vun der Stad Zürich méi no bruecht kritt duerch d'Aarbecht vun enger Associatioun, déi ASTI heescht, déi an dëser Matière zënter Joren eng ganz wäertvoll Aarbecht leescht, mä déi net vun all de Leit à sa juste valeur appréciéiert gëtt. Si zéie vill Roserei op sech duerch hiren Engagement, an dat verdéngen se net. Si maache fir eis Gesellschaft, an net nëmme fir déi Leit, déi se verteidegen, eng ganz wäertvoll Aarbecht, déi mir och vun dëser Plaz aus eng Kéier wëllen esou honoréieren, grad bei dësem Dossier, wéi se et verdéngt.

Déi Associatioun huet eis, wéi gesot, viru kuerzem d'Beispill vun der Stad Zürich méi no bruecht, e Beispill, wou ee gesäit, wann ee vun Accès au marché du travail schwätzt, dann huet ee vläicht souguer schonn e grousst Wuert an de Mond geholl. Do gi Leit, déi an där Prozedur sinn, beschäftegt mat nützlechen Aufgabe fir d'Allgemengheet, si kënnen domadder aus hirer Oisivetéit erauskommen an hiert Selbstwäertgefill och steigern. Si ginn och e bëssen dofir entlout.

Dat ass e Wee, dee mir als extrem prometteur ugesinn. Duerfir wäere mir frou, wann et op deem dote präzise Punkt méiglech wier, dass d'Regierung bei de Reglementer – mir wäerte jo d'Geleeënheet kréien, iwwert d'Reglementer ze schwätzen, an déi Leit, déi sech domadder beschäftegen, kenne jo alleguerter de Modell – et géng fäerdig bréngen, e gewëssene Fräiraum ze schafen, fir där doter Mesuren, och hei zu Lëtzebuerg, méi llicht méiglech ze maachen an den nächste Wochen a Méint. Mir wëllen net d'Wuert an de Mond huele vun engem drëtten Marché du travail, et wär keen; also solle mer ganz séier domat ophalen, dat Wuert an de Mond ze huelen.

Net, well dat d'Léisung wier fir all Problemer an där Matière, mä well et awer en Instrument ass, wat tatsächlech e grousst Potenzial huet an och vill Akzeptanz bei de Leit dobausse ka schafe fir d'Problematik vun den Demandeurs d'asile, wou ee sech géng méi no kommen; an engem géigesäitegen Intérêt, wéi dat am Moment de Fall ass, wou mer nach vill cloisonnéiert bleiwen.

Eng zweet, an domat och zweetlescht Remarque, déi betrëfft d'Repartitioun vun den Demandeurs d'asile hei zu Lëtzebuerg. Och do hunn déi Gréng scho viru e puer Joer proposéiert, dass mer sollen ophalen déi Leit wëllen a grousse Infrastrukturen ënnerzebréngen. Mir sinn net fir wéineg grous Infrastrukturen. Mir si fir ganz, ganz, ganz vill individuell Infrastrukturen.

Och do huet d'Schwäiz eis eppes vir gemaach. Och do weist d'Schwäiz, dass et méiglech ass, déi Leit mat enger korrekter Repartitioun esou ënnerzebréngen, dass et néierens méi e Problem schafft. Mir hunn, bon an, mal an, an der Moyenne, komm mir soen och nach 1.000 Leit, 1.200 Leit an där Prozedur. Wann een eng Moyenne géng zéien, komm mer schwätze vun 1.000 Leit, bon an, mal an.

Mir hunn 116 Gemengen. Wa mer déi ënnerbréngen an deene Gemengen, dann ass dat net fir eng eenzeg Gemeng en notable Phänomeen. Et ass kee Problem fir Kanner vun eng, zwou oder dräi Familje mussen an enger Schoul ënnerzebréngen. Wann een natierlech ganz vill Leit op enger Plaz regroupéiert, dann ass dat éischten, fir déi Leit do keng wierdeg Ënnerbréngung, an et ass och fir déi Gemeng, déi se ophëlt, ënner Ëmstänn e reng quantitative Problem, fir mat deene Kanner eens ze ginn, wann ee se muss an d'Schoul bréngen, fir den Transport ze assuréieren an nach aner ganz kleng a praktesch Beispiller.

Duerfir plädéiere mir duerfir, dass d'Regierung sech do d'Moyenë gëtt, fir duerfir ze suergen, dass d'Gemege sech allegueren um deem nationalen Effort do – et ass e Solidaritéitseffort, deen d'Land do leescht – solle bedeelegen. Dann hätte mer 90% vun den Diskussiounen net méi, a mir kënnen eis an deenen Diskussiounen, déi verbleiwen, déi Rescht 10%, mat deem beschäftegen, wat wichteg a wat wesentlech ass, an net mat deem, wou mer spillen, een deem aneren Ansght ze maachen an engem klengen innenpolitesche Kontext. Well dat ass jo dat, wat mer déi lescht Jore leider an där doter Matière vill ze vill haten.

An dann, drëtt a lescht Remarque ass déi, dass mer natierlech net oft genuch kënnen ennersträchen, dass trotz all Gesetzgebung, trotz all Gesetz, ënner dem Stréch nëmme genuch administratiivt Personal kann duerfir suergen, dass d'Prozedur korrekt an an engem rasonnablen Délaï oflafen. Do sinn an de leschte Jore jo Effortë gemaach ginn. Mir wäere frou, wann do d'Regierung och nach kéint Perspektiven opmaachen, wou se mengt, dass mer nach kéinte Leit relativ kuerzfristeg zousätzlech derbäikréien. Well ouni genuch administratiivt Personal ass dat bescht Gesetz an der Praxis awer nach net applicabel, wa mer d'Leit net hunn, déi en quantité suffisante déi Demanden, déi virleien – souguer wa se réckleefeg sinn an der Zuel –, kënnen beäntweren.

Dat gesot, wëlle mer nach eng Kéier zum Schluss der Madame Err Merci soe fir hire Rapport an och fir hir Aarbecht an der Kommissioun. Si huet och perséinlech probéiert duerfir ze suergen, d'Gesetz ze verbessern. Mir wäerten, wéi gesot, mat Nee stëmme bei deemem Gesetz, esou wéi mer dat och an der Kommissioun scho gesot hunn; aus deene Grënn, déi mer elo développéiert hunn.

Ech soen lech domadder Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Braz. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här delegéierten Ausseminister, den Här Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration. - Här President, loosst mech do ufänken, wou de viregte Riedner opgehale huet. Ech wëll och der Madame Err villmools Merci soe fir hire Rapport, dee schréftlechen, mä och dee mündlechen. Ech wëll och all deene Membere vun der Kommissioun Merci soe fir déi konstruktiv Mataarbecht, déi ons an heiansdo schwierigen Diskussiounen trotz allem zu engem équilibréierten Resultat gefouert huet. Ech wëll och all deenen Organisatiounen, och deenen, déi kritesch mat deemem Projet ëmgaange sinn, Merci soe fir hir Suggestiounen, fir hir Virschléi. Ech mengen, si waren déi ganzen Zäit am Dialog, net nëmme mat der Kommissioun vun der Chamber, mä och mat der Regierung zesummen. Zesumme mam Minister Asselborn hu mer vill mat hinnen och iwwert dese Projet geschwat.

Mir dierfen aus där Lëtzebuurger Debatt dat Wesentlech net vergiessen. Et huet ee gesot, d'Asylproblematik ass net eleng eng Lëtzebuurger Problematik. Et ass virun allem emol net nëmme eng Lëtzebuurger Problematik! Wa mer kucken, wat an deene leschte 15 Jore geschitt ass: Et sinn honnert-dausende vu Mënschen aus hirem normalen Ëmfeld, aus hirem Haiser, aus hirem Heemecht gerappt ginn, verjot ginn. Dat ass d'Realitéit. Si si verfollegt ginn aus reliéisen, politeschen, ethneschen Ursachen.

Déi Kricher um Balkan – also an Europa – hunn déi Saachen erëm opliewe gelooss, wou mer gemengt haten, dass se säit 1945 vun onsem Kontinent definitiv verschwonnen wieren: Rassismus, den

Doud vu Männer, Fraen a Kanner eleng wéinst hiren ethneschen Originen, wéinst hiren reliéiser Zougehéieregkeet. Srebrenica ass elo just zéng Joer hier. Dat sinn also d'Basen, déi mer ni dierfe vergiessen. Ethnesch Säuberungen, Genoziden am Ruanda, politesche Ënnerdrückung, Mëssuechtung vun de Mënscherechter an dat op alle Kontinenter. Dat ass d'Aktualitéit, mat där mer och nach haut ëmzegeen hunn.

Lëtzebuerg huet hei seng Flicht gemaach. Mir hunn an deene leschte 15 Jore dausende Mënschen – eng Zuel vun 9.000 ass mentionnéiert ginn –, besonnesch aus dem Balkan, déi Protektioun ginn, déi si gebraucht hunn, ganz néideg gebraucht hunn.

2004 hate mir 3,5 Demandeurs d'asile op 1.000 Awunner; mir waren no Zypern, déi och eng spezifesch Geographie hunn, wäit iwwer der Moyenne an der EU. D'Moyenne war 0,6, d'Fransosen haten 1, déi Däitsch 0,4, d'Belsch 1,5. Et ass richtig an et muss een dat och kloer soen, dass d'Zuel vun den Demandeurs d'asile vun 2004 op 2005 drastesch erofgaangen ass. Mir si grosso modo vun 1.570 op d'Halschent, ëm déi 800 dëst Joer, zréckgaangen.

Mä hannert deenen Zuelen, hannert deene Statistiken dierf ee besonnesch d'Schicksaler vun de Mënschen net vergiessen. Zerrappte Familjen, torturéiert Mënschen, Hoffungslosegkeet stinn hannert deene Schicksaler. Mënschen, déi ons Protektioun batter néideg haten. A mir hu richtig gehandelt, fir hinnen ons Protektioun ze ginn. Mir Lëtzebuurger sollen och do mat Modestie houfreh sinn, dass mir onsen Undeel un dem Asylrecht an Europa geholl hunn, dass mir déi Solidaritéit bewisen hunn.

Dës Politik war méiglech, vläicht och e bëssen aus eegener geschichtlecher Erfahrung, well mir u wesentlech Wäerter gleewen, well mer déi Wäerter vu Mënschlecheit a vun der Onverletzbarkeet vun der mënschlecher Persoun wëlle verteidegen a protegéieren. Mir hunn also onse Bäitrag gelescht a mussen och bereet sinn an der Zukunft, well leider ass dat trauregt Kapitel vun torturéierte Mënschen an der Welt net ganz eriwuer, ons Responsabilitéiten hei kloer ze huelen.

Mä d'Recht op Asyl fir déi Mënschen, déi et néideg hunn, brauch effikass Prozeduren. D'Asylpolitik ka leider net nëmme aus gudder Gefiller bestoen. Mir mussen effikass Prozeduren hunn, déi gerecht an esou kuerz wéi méiglech sinn. Mënschlech mussen se och sinn, well si jo grad deene Schutz ginn, déi verfollegt ginn an déi dee Schutz brauchen.

Si mussen awer gläichzäiteg mat enger gewëssener Fermetéit op déi reagéieren, déi aus welleche Grënn och ëmmer, d'Recht op Asyl wëllen hannergoen oder souguer méissbrauchen. A wann et och nëmme ass, fir einfach eng Autorisation de séjour iwwert dese Wee ze kréien. Asylpolitik ass an där d'uefere keng verkappten Immigrationspolitik ginn.

An ech soen dem honorabelen Här Mosar: Dës Regierung wëllt och, notamment à la suite vun deem interessante Rapport vun Här Gleesener, eng aktiv Immigrationspolitik maachen. En eischte Schritt ass gemaach ginn. Mir hunn den CES gefrot, fir en Avis ze maachen. Mir wäerten och mat der Chamber an en neien Dialog iwwert déi Problematik antrieden. Mir mussen ons Gedanken maachen, wat mer mat där Derogation maache fir déi acht nei Memberstaten, wat d'libre circulation ubelaangt.

Mä loosse mer Asylpolitik an Immigrationspolitik ganz kloer trennen. Et wier eng Dénaturatioun vun der Asylpolitik; et wier souguer eng Schwächung vun de Prinzipien, déi an der Genfer Konventioun kloer

ageschriwwen sinn, an et ass ons Flicht déi Prinzipien absolut ze verteidegen, an dofir dierfe mer net en Amalgam do opkomme loosse.

Mir erliewe sécherlech – fir eng Sekonn bei deem Thema ze bleiwen – eng tragesch Evolutioun, wou honnert-dausende Mënschen och aus Verzweiflung eraus, an andeem si all Zorte vu Risiken huelen, esou deen, d'Rees net ze iwwerliewen, fir dem totale Misär ze entkommen, sief dat iwwert d'Waasser, sief dat iwwert d'Barrière wëlle kommen, fir ee klengen Undeel un onsem Wuelstand ze huelen.

D'Billen vun Ceuta a Melilla – Dir kennt Si allegueren –, d'Billen vun de Schëffbréchegegen an de spueneschen an italeschen Küsten, dat si Saachen, déi ons net kënnen indifferent loosse. Mä d'absolut Aarmut brauch aner Léisunge wéi d'Asylpolitik. D'absolut Aarmut, wéi dat och hei gesot ginn ass, brauch eng Entwécklungspolitik; si brauch méi eng gerecht Weltwirtschaftsordnung; si brauch d'Schafung vun Aarbechtsplazen, fir déi Mënschen do ze halen, fir hinnen do Perspektiven ze ginn, wou se liewen, a se net ze obligéieren hiert Liewen ze risquéieren, fir hei an Europa, oder wou och ëmmer an déi entwéckelt Welt ze goen.

Ech wëll elo op e puer Punkten, déi och besonnesch hei op dëser Tribün vun deene verschiddene Riedner kommentéiert gi sinn, agoen, déi méi spezifesch mam Gesetz ze dinn hunn.

Ech sinn e bësse verwonnert, datt e puer Kritiken, besonnesch wat den double degré de juridiction ubelaangt, verfälscht ginn. Et huet een d'Impressioun, datt heiansdo den Text net am Detail gelies gëtt oder besonnesch och den Text an de Kontext e bëssen op d'Säit geluecht ginn.

Mir kréie mat deemem Gesetz eng Asylprozedur, déi virun allem deenen Demandeurs d'asile, déi wirklech Schutz an Hëllef brauchen, méi schnell a mat der voller Garantie vun hire Rechter, déi am Gesetz ageschriwwen sinn, dese Statut weider wäert ginn. Dat hunn ech net oft genuch hei héieren.

Et gëtt ëmmer gemaach, wéi wann et hei nëmme méi eng Procédure accélérée géif ginn. Neen, hei gëtt et och eng normal Prozedur, a mir hoffen, datt vill Leit, déi meeschte Leit an déi normal Prozedur kommen, well dat sinn déi, déi wirklech d'Chance hunn, de Statut als Réfugié ze kréien. Mat deem Gesetz iwwerhuele mer, an et ass och virdu scho gesot ginn, eng Rei vun europäeschen Regelen, an zwar Direktiven aus dem Asylberäich.

Mir kënnen net op där enger Säit soen, mir hätte gär méi europäesch Harmoniséierung, an op där anerer Säit awer ëmmer verpassen, déi europäesch Texter an d'Lëtzebuurger Recht ze iwwerdreien, heiansdo – an ech mengen, Här Bettel, Dir hutt dat jo elo schon an enger Fro opgeworf – mat engem Retard vun net engem, mä e puer Joer. Hei brénge mer et esouguer fäerdeg, eng Direktiv an onst Recht ze transposéieren, déi virun e puer Wochen eréischt definitiv vum Conseil adoptéiert gouf.

Mir sinn ouni Zweifel fir eng méi wäit gehend europäesch Harmoniséierung; engersäits, fir d'Asylrecht an Europa besser ofzesécheren, well mer wësse ganz genau, datt et a verschiddene Länner Attacke géint d'Validitéit, géint d'Effikasitéit vun dem Asylrecht gëtt, anersäits wéinst dem berühmten „asylum shopping“, deen och do dra besteet, besonnesch fir déi, déi eigentlech wëssen, datt si kee Recht op Asyl hunn, awer ëmmer emol do ze probéieren, wou et hinne schéngt, datt d'Prozedur méi einfach, oder besonnesch méi laang kann daueren, an dofir u

sech emol eng Situation de fait ka kreéiert ginn.

Mir si konfrontéiert mat dem Problem vun Dublin. Dir wësst, wat dat heescht: Déi Persounen, déi schonn an anere Länner eng Asyls-demande gemaach hunn. D'Zuel vun deene Persounen geet staark erop. 324 Demandeurs d'asile vu 782 dëst Joer ware sou genannt Dubliner. Dat heescht, dat ware Leit, déi schonn an iergendengem anere Land eng Demande d'asile gemaach haten.

Solle mer deenen en double recours ginn? Wat ass de Sënn vun engem double recours fir Leit, déi eigentlech entweder déboutéiert gi sinn oder iergendwéi schonn an enger Prozedur an engem anere Land sinn?

Ech mengen, hei mécht een double recours vun enger Lëtzebuurger Juridictioun wierklech kee Sënn. Dee richtegen Demandeur d'asile, deen no der Genfer Konventioun Schutz brauch, wëll eng kuerz Prozedur, fir dat Statut mat deene Rechter, déi mat deem Statut verbonne sinn, ze kréien, a si sollen dat och an engem kuerzen administrativen Délaï kréien.

M. le Président. - Här Minister, erlaabt Dir eng Zwëschefro vum Här Bettel.

M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration. - Jo, mä da musst Der mir déi Zäit awer erëm uren.

M. le Président. - Jo, ech rechnen déi un. Kee Problem.

M. Xavier Bettel (DP). - Guer kee Problem. Här President, ech wollt just de Minister eppes froen. Hie seet hei, dass, wann een en Uerteel aus dem Ausland schonn huet, een hei zu Lëtzebuerg keen Appel mécht. Ech wëll wëssen, ob hien dann och der Meenung ass, dass den Här Frieden soll e Projet de loi eraginn, fir dass d'ganz Exequaturpolitik dann hei zu Lëtzebuerg och geännert gëtt, well haut en Uerteel aus dem Ausland hei zu Lëtzebuerg muss exequaturéiert ginn. Do huet een eng Décisioun aus dem Ausland, an do kann een e Rappel maachen.

M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration. - Ech mengen, Här Bettel, do vermëscht Dir eng Rei Saachen. Do vermëscht Dir eng Rei Saachen!

Mir hunn e Reglement Dublin, an dat gesäit vir, datt een, wann een an engem Land eng Demande d'asile gemaach huet respektiv an engem Land eng Demande d'asile gemaach hat, an et krut ee se verwerf, kee Recht méi huet an engem aneren europäeschen Land eng Demande ze maachen. Dat ass dat, wat mir hei zu Lëtzebuerg mussen applizéieren.

Mir ginn deene Leit awer d'Recht géint esou eng Décisioun e Recours ze maachen, deen net suspensiv ass, dat heescht, deen net heescht, datt déi Leit net an dat Land kënnen zréckgefouert ginn. Ech gesi just do de Sënn net an, firwat een deenen en double degré vu Recours sollt ginn.

(Interruption)

Ech mengen, dëst Gesetz mécht eng kloer Distinction zwëschen der normaler Prozedur an der Procédure accélérée, an zwar ass déi nëmme fir déi, déi objektive Kritären nom Artikel 20 entsprechen. Dat heescht Leit, wou e groussen Zweifel besteet, datt si eigentlech ee Recht op de Statut vum Réfugié kréien. Dat ass ee vun deene wesentleche Punkten.

An ech muss hei kloer soen, datt dat dat ass, wat an deene meeschten anere Länner an Europa – och wann Dir ons hei de Bénin zitéiert hutt, wat e bëssen zwar zur allgemeiner Erheiterung ka bäidroen – mä an Europa d'Regel ass. Well,

wann ech kucken, wéi an Holland, wéi a Frankräich haut, wéi an der Belsch d'Prozedure fonctionnéieren – an Dir hutt et selwer ganz interessant gesot –, wann do eng Demande iwwerhaupt emol recevabel ass, dann ass et gutt gaang. Bei ons ass all Demande recevabel. Mir hunn net eng Question préliminaire, wou et heescht: Deng Demande ass recevabel an deng ass et net. Dat hunn aner Länner wéi zum Beispill d'Engländer; dat hunn aner Länner wéi zum Beispill d'Hollänner, wou een an e puer Stonnen, an 48 Stonnen heiansdo, gesot kritt, ob déi Demande, déi een agereecht huet, recevabel ass oder net.

Dat hu mir net, mir hunn eng Procédure accélérée, déi trotz allem verbonnen ass mat enger seriöser administrativer Analys; déi verbonnen ass mat engem seriösem Recours, an zwar net egal wat fir engem Recours – dat gëtt och ëmmer e bësse verschwiegen –, et ass nämlech e Recours en réformation. Dat heescht, wann den Tribunal der Meenung ass, datt d'Administration sech géiert huet, och am Fall, wou ee klasséiert ginn ass an eng Procédure accélérée, da kënt een Tribunal net nëmme dat annulléieren, e ka souguer reforméieren. Dat heescht, déi Persoun, déi iertümlecherweis no dem Tribunal schlecht klasséiert ginn ass an d'Procédure accélérée respektiv bei där net all Elementer en considération geholl gi sinn, bei där Persoun kënt den Tribunal déi Décisioun reforméieren. Ech mengen, dat ass e wesentlechen Aspekt, deen een net soll negligéieren.

Ech mengen, mir dierfen déi Debatt iwwert d'Asylrecht net hei op e Prozedurkrich reduzéieren. An ech mengen, d'Madame Err huet hei déi Situatioun gutt duergestallt, wou jorelaang no Prozeduren a Prozedur Leit eigentlech an der Onsécherheet sinn, a wou et dann natierlech extrem schwierig gëtt, wann et heescht, elo huet hien déi lescht Décisioun kritt an déi ass negativ; elo no sechs Joer muss mer déi Leit dann zréckféieren, wou si eigentlech all Relatioun mat hirem Heemechtsland esou wäit wéi méiglech verluer hunn. Dat ass eng Situatioun, déi net akzeptabel ass an déi muss mer korrigéieren, an ech mengen dat Gesetz hei geet an déi richteg Richtung.

An nach eng Kéier: Déi normal Prozedur bleift weider fir déi Demandeur bestoen, déi net engem Kritär vum Artikel 20 korrespondéieren. Fir déi bleift den duebele Recours absolut bestoe beim Tribunal administratif an duerno eventuell virun der Cour administrative.

Fir déi aner, mengen ech, hunn ech eng Rei vun Argumenter ginn, firwat mer absolut op deen double recours kënnen verzichten. An ech stellen och fest, datt den HCR, deen ons punktuell an deemem Gesetz kritiséiert, op deem do Punkt eigentlech näscht seet an ons och net kritiséiert.

M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Wann ech glift, erlaabt Dir eng kleng Zwëschefro?

M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration. - Ja?

M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Ech wëll awer dozou soen, dass den HCR lech do net kritiséiert, well den HCR grondsätzlech net a sengen Attributiounen huet, sech weltwäit doriwwer auszeloossen, ob an engem Land en double degré muss bestoen oder net. Dat gehéiert net zu sengen Attributiounen, dofir kritiséiert en lech net, nëmme dofir, a fir soss näscht anesch.

M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration. - Dat wollt ech lech soen, Dir hutt mer et vireweg geholl: Et gëtt nämlech keng international Obligatioun, no där mer hei

an dësem Fall missten deen double recours aféieren.

(Brouhaha général)

An ech muss lech eppes soen, Dir hutt d'franséisch Situatioun zitëiert. Do muss ech soen, datt déi franséisch Situatioun wahrscheinlech déi schlechtesten ass, well bis een eventuell als Demandeur d'asile bis bei de Conseil d'État géif kommen, do muss ee vill Suen hunn, vill Gedold a wierklech Affekoten, wou ech net ëmmer sécher sinn, ob et déi iwwerall gétt, déi bereet sinn, sech dofir ze sacrificéieren.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Här Bettel, loosst elo den Här Minister schwätzen.

M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration. - Et ass also keen Argument, menger Meenung no och, hei vun der Exceptioun vun der Procédure accélérée ze soen, dat wier eng Vergewaltigung vun onsem Verwaltungsrecht. Ech mengen, et muss een awer och ganz kloer unerkennen, an dat besteet jo och an all deenen anere Länner, datt d'Asylrecht an d'Asylproblematik net eng normal Matière sinn an datt sech hei musse och kënne spezifesche Regelen applizéieren.

Zweete Punkt, d'Rérentioun. Ech weess, datt de Conseil d'État hei eng Opposition formelle prononcéiert huet. De Projet – an och souguer dee vum Här Frieden – hat sechs Méint virgeschloen. D'Chamber huet da gemengt, a ganz spezifesche Fäll, déi limitéiert sinn – wéi den Här Mosar dat gesot huet – op de berühmte Paragraph f, dat heescht fir Leit, déi alles gemaach hunn, fir hir Identitéit, hir Origine ze verstoppen, kënn déi exceptionnel bis op ee Joer goen.

Dozou kann ech dat heite soen: An anere Länner gétt et dat och! Mir sinn hei net en extrem repressiivt Land, wat elo dat erfondt huet. Däitschland kéint praktesch bis néng Méint goen. Éisträich souguer iwwer ee Joer ewech. A Frankräich si mer och bei engem Joer. Et ass also net esou, datt et hei eng absolut Exception luxembourgeoise géif ginn.

Ech hunn heizou zwee wichteg Punkten ze soen:

Éischtens, d'Rérentioun muss ëmmer d'Exceptioun sinn. D'Rérentioun kann net d'Situatioun normale sinn. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass: De Séjour am Centre de rétention, dee soll esou kuerz wéi méiglech sinn, well mir wëssen alleguer, dass Leit iwwer Méint laang an esou e Centre anzespären, extrem Gefore bréngt, an et huet keen en Intérêt, déi Durée vun esou enger Rérentioun iwwer den absolute Minimum eraus daueren ze loossen.

Dobäi kënn, datt et fir eis ganz sécher ass, datt et ni dierf esou sinn, datt Kanner, Famillje mat Kanner an esou e Centre dierfen iwwer eng Period kënnen agespaart ginn, ausser vläicht fir déi ganz kuerz Period ier se d'Land verloossen.

Ech soen och hei ganz kloer, datt mer Regele brauche fir d'Gestioun vun deem Centre de rétention, datt mer déi Regele wäerte mat der Chamber diskutéieren, datt mer ugefaangen hunn, mat ONGen déi Regelen ze diskutéieren, ëmmer ënnert dem double aspect: Mënschlechkeet a Fermetéit, do wou se absolut noutwendeg ass.

Zum Recht op Aarbecht. Et ass eng schwierig Diskussioun, wat déi néng Méint ubelaangt. Et ass e bëssen einfach ze soen, dat géif fir keen zoutreffen, dat wier eigentlech just e symbolescht Recht. Ech muss soen, éischtens, déi normal Procédure d'asile kann nach ëmmer méi wéi néng Méint daueren, wann et eng Rei vu Problemer gétt, also besteet ëmmer d'Méiglech-

keet – besonnesch wann et sech ëm d'Administratioun oder Schwieeregkeete bei der Administratioun handelt –, datt eng Persoun, déi an der normaler Prozedur ass, kann den Accès op eng Occupation temporaire kréien.

Zweetens, all déi Leit, déi an enger Protection subsidiaire sinn, déi eng Toleranz hunn, déi dierfen elo schaffe goen, déi brauchen net méi op de Schwaarzmaart ze goen an do iergendwéi ënner oft net ganz korrekten Émstänn hir Servicer unzebidden. Dat ass also och e ganz kloer Fortschritt, deen ee muss ervirhiewen.

Finalemment, d'Protektioun gétt erweidert op aner Domänen, déi iwwer d'Genfer Konventioun erausginn. Haut sinn net nëmme Leit menacéiert vu Staten; si sinn heiansdo och menacéiert vun Organisatiounen. Si si menacéiert a Regionen. All dat ass an der Genfer Konventioun net esou virgesinn. Mir liewen an enger Zäit, wou terroristesch Organisatiounen Leit bedroen. Mir hunn also d'Protection subsidiaire an dese Projet ageschriwwen.

E weidere Punkt ass dee vun der Rapatriement. Ech mengen, hei ännert sech am Prinzip net ganz vill, ausser datt mer effektiv eng eenzeg Décisioun virgesinn hunn, datt een net engersäits géint déi éischt Décisioun, déi een débouteiert, plädéiere ka goen, an dann nach eng Kéier plädéiere ka goen, wann d'Décisioun kënn, fir ee vum Lëtzebuurger Territoire ze éloignéieren.

Ech mengen, dat ass eng Simplificatioun, an dat ass net am Désintéret vun de Persounen; et muss einfach hei méi schnell kënnen agéiert ginn.

Et gétt och keng Asylpolitik ouni Méiglechkeet, déi heemzeféieren, déi manifestement net de Konditiounen vum Asyl oder anere Forme vun der Protektioun entsprechen. D'Asylrecht dierf net bradéiert ginn, et dierf net zu iergendenger anerer Form vun Immigratiounspolitik ginn.

Ech mengen, déi ze Rapatriéierend musse mat Mënschlechkeet traitéiert ginn. Et muss gekuckt ginn, wou effektiv d'Dignitéit, den Intérêt vun de Mënschen en cause ass, mä et kann net hei eng Solution à la carte oder à la tête vum Client ginn. An datt Mënschlechkeet hei applizéiert ginn ass, dat kann ech lech just soen. Mir hunn 2004 219 Humanitären ausgeschat. 177 waren et der 2005. Toleranzen hate mer der 2004 88. Mir hate der 365 – haaptsächlech wéinst dem Kosovo – dëst Joer. Mir gesinn also, datt d'Mënschlechkeet net friem ass an där Politik, och wat d'Rapatriement ubelaangt.

Ech si mat all deenen d'accord, déi soen, datt méi Harmoniséierung, méi Accords de réadmission, besonnesch déi vun der EU négociéiert ginn, eng Noutwendegkeet besonnesch fir Lëtzebuerg sinn. Och wa mäi Kolleg, de Jean Asselborn, e Succès am Nigeria kritt huet, heescht dat awer, datt d'EU an deem Beräich muss méi aktiv ginn.

(Interruption)

De leschte Punkt ass d'Applikatioun vun dem Gesetz. Dat schéngt mer e wesentleche Punkt ze sinn. Mir hunn zwee Avant-projeté déposiert, déi och kënne mat der Chamberskommissioun weider diskutéiert ginn, obwuel deen iwwer d'Accès à la formation scho mat der Chamberskommissioun diskutéiert ginn ass.

Mir hunn eis bis elo zréckgehal an anert Reglement iwwer d'Pays sûrs oder d'Pays tiers sûrs ze huelen. Ech mengen, och do soll een emol kucken, wéi déi europäesch Entwécklung weidergeet, wou ech mer awer bewosst sinn, datt et net einfach ass, do grouss Fortschritter an enger noer Zukunft ze maachen.

D'administrativ Capacitéit ass wesentlech. Mir sinn hei vun dräi

Beamten ufanks der 90er Joren op 27 Beamten haut gaangen. A wann de Besoin sech weist, da musse mer och hei ons déi néideg Mesurë ginn.

Mir wëllen och – an dat ass mäi lescht Wuert – d'Leit besser informéieren, d'Demandeurs d'asile besser informéieren, andeem mer eng Broschür maachen, wou hir Rechter, awer och hir Flichte genau festgeluecht ginn, wou se sech also kënne bewosst sinn, wéi d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg ass.

Ech mengen, mir hate hei zu Lëtzebuerg e grouse Konsens iwwer d'Asylpolitik, iwwer déi Solidaritéit mat deene Leit, déi eigentlech am meeschte leiden ënner all deene Konflikter an der Mëssuechtung vun de Mënscherechter. Et ass wichteg, dese Konsens ze halen. Mir halen dese Konsens awer nëmme dann, wann et och kloer ass, datt déi, déi Abus maache vum Asylrecht, bestrooft ginn a wëssen, datt se hei zu Lëtzebuerg keng Plaz hunn.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zu de Voten. Den honorabelen Här Bettel huet siwen Amendementen zu deem Projet abruucht, a mir musse elo iwwer déi Amendementen ofstëmme.

(Interruption)

Jo, Här Braz, d'Fro ass elo fir d'éischt, den Här Bettel huet déi Amendementen hei déposiert, an déi droen de Moment Är Ennerschrëft an déi vum Här Bettel. De Moment si se nach net recevabel, mir brauchen nach Ennerschrëften. Den Här Gira, d'Madame Flesch an – gitt lech eens hei – d'Madame Loschetter. Très bien.

Da komme mer zu den Ofstëmmungen iwwer d'Amendementen.

Amendement 1

Fir d'éischt den Amendement Nummer 1, betreffend den Artikel 17 vum Gesetz.

Vote

Den Amendement 1 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmme, bei 17 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Collette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Amendement 2

Zu deemselwechten Artikel huet den Här Bettel en Amendement abruucht à titre subsidiaire fir de Fall, wou d'Chamber den éischten Amendement net géif unhuelen. Vu datt deen éischten Amendement rejtéiert ass, ass den Amendement 2 elo drun, eng Proposition subsidiaire.

Mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote

Den Amendement 2 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmme, bei 17 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Collette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par M. Patrick Santer), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Den Artikel 17 bleift also an där Form bestoen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Amendement 3

Mir kommen dann zum Amendement Nummer 3, betreffend den Artikel 20 (4) vum Projet de loi.

Vote

Den Amendement 3 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmme, bei 17 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Collette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Amendement 4

Den Amendement Nummer 4 ass och en Amendement subsidiaire, par rapport zum Artikel 20 (4). Vu datt den éischten Amendement ofgelehnt ginn ass, komme mer elo zum Vote iwwer den Amendement subsidiaire Nummer 4.

Vote

Den Amendement 4 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmme, bei 17 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Collette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Domat ass och den Amendement 4 ofgelehnt an den Artikel 20 (4) bleift an där Form bestoen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Amendement 5

Mir kommen dann zum Amendement Nummer 5, betreffend den Artikel 20 (5).

Vote

Den Amendement 5 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmme, bei 17 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Collette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot,

Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Den Artikel 20 (5) bleibt also, grad wéi déi aner och, an där Form bestoen, wéi den Text vun der Kommissioun dat virgesäit.

Amendement 6

Dann den Amendement Nummer 6, betreffend den Artikel 23 (3).

Vote

Den Amendement 6 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmme, bei 17 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich),

rich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Amendement 7

Och den Amendement Nummer 7 ass nees eng Kéier en Amendement subsidiaire par rapport zu dem Amendement Nummer 6. Et geet nach eng Kéier ëm den Artikel 23 (3), eng zweet Proposition.

Mir stëmme doriwier.

Vote

Den Amendement 7 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmme, bei 17 Jo-Stëmme, esou datt och den Artikel 23 (3) an där Form bestoe bleibt, wéi d'Kommissioun e virgeschloen hat.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich),

Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Domat hu mer d'Amendementen alleguerten ofgestëmmt. Mir kommen dann zum Ofstëmme iwwert de Projet de loi selwer.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5437 ass uegheoll mat 43 Jo-Stëmme, 7 Nee-Stëmme an 10 Abstentiuonen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Retrait du rôle de la proposition de loi N°5302

Nom Vote vun dem Projet de loi wéll ech den honorabelen Här Henckes froen, ob hien domat averstan ass, seng Proposition de loi als evakuéiert ze considéieren.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Jo, Här President, ech sinn d'accord, datt déi Proposition de loi zrëckgezu gëtt.

■ **M. le Président.**- D'accord.

Motion 1

Da stëmme mer elo of iwwert d'Motion, déi den Här Henckes déposéiert huet.

Vote

D'Motion 1 vun Här Henckes ass ofgelehnt mat 44 Nee-Stëmme, bei 5 Jo-Stëmme an 11 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement (par Mme Nancy Arendt), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen),

Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

6. Résolution de M. Marco Schank relative à la politique de l'Iran

Mir hunn dann nach d'Resolutioun, déi den honorabelen Här Schank haut de Mëtteg abruucht huet. Ech denken, dass an dëser Chamber grous Unanimitéit besteet iwwert déi Resolutioun. Kënne mir elo nach iwwert déi ofstëmme? Par main levée?

(Assentiment)

Vote

Ech gesinn, déi Resolutioun ass à l'unanimité uegheoll. Ech wäert dann, esou wéi ech chargéiert gi sinn, dës Resolutioun der Ambassade vun der République islamique d'Iran iwwermittelen.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Moien um néng Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.24 heures)

Ordre du jour

5504 - Projet de loi portant

1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;
2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques;
3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote sur la motion 1 - Vote sur les amendements - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Vote sur la motion 2)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Lucien Lux, Ministre.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

■ **M. le Président.**- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre.**- Neen, Här President.

■ **M. le Président.**- Dir Dammen an Dir Hären, op eisem Ordre du jour vun haut de Moie steet de Projet de loi 5504 iwwert d'Zënsbesteuerung. D'Riedezäit ass nom

ratoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques;

3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

■ **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.**- Merci, Här President. Gudde Moien, Kolleeginnen a Kolleegen, am Virfeld vun där Debatt vun haut gouf et nawell e sëllege Gedäisch. Wéi mer d'lescht Woch hei iwwert de Budget diskutéiert hunn, hätt ee sträppweis kënne mengen, et wier een an engem anere Film. Op eemol war dem Stat säi finanzielle Fahrplan fir dat anert Joer Niewesaach an d'Afféierung vun enger Quellesteier op verschidde Spuerprodukter den Haaptsubjekt ginn. Datt Eenzelner de

Moment net erwaarde konnten, fir sech mat dësem Gesetz auserneen ze setzen, léisst drop schléissen, datt dee Projet d'Gemiddler iwwert d'Moosse beschäftegt. Mir däreifen eis also dofir haut op eng animéiert Debatt freeën.

Déi Opreegung, och dobaussen am Land, huet natierlech hir Grënn. Een dovun ass wuel deen, datt d'Iddi fir dësse Projet eigentlech zwee Päpp huet, wat jo u sech schonn aussergewéinlech ass. Deen ee Papp ass d'Regierung, deen aneren ass de Comité fir d'Entwécklung vun der Finanzplaz, ofgekierzt Codeplaf genant. Dat ass dee Gremium an dem sech d'Spëtzt vun der CSSF – déi kennt Dir jo – a Vertrieeder vun der Finanzplaz d'Käpp doriwier zerbréchen, wéi et am beschte soll weidergoe mat eise Banken an hirem Émgréits.

Ongeféier déiselwecht Zäit sinn aus deene béide Kanäl Bestriewunge komm, déi méi oder wéineger op déiselwecht Konklusiounen erauslafen, obschonn hir Zilsetzung grondverschiedde waren.

Déi eng Initiativ huet als But, d'Lëtzebuerger bei der Zënsbesteuerung mat deenen aneren Europäer gläichstellen an an engem och déi an d'Keess ze bieden, déi bis elo e bësse vergiesserlech waren, wann et ëm hir Steierklärung gaangen ass. Déi aner Initiativ ass dorobber aus bessergestallten

Ausländer als Steierzueler an d'Land ze huelen. Do wou déi zwou Iddie sech begéinen ass – Dir hutt et geroden – bei der Besteuerung.

A senger Erklärung zur Lag vun der Natioun am Mee 2003 hat eise Premier uegekënnegt, datt d'Regierung virhätt, d'Spueren doduerch méi attraktiv ze maachen, datt si eng Zënsbesteuerung nom europäesche Modell awer mat engem Saz vun nëmmen 10% aféiert.

Déiselwecht Iddi daucht dann am Koalitionsaccord vun Summer 2004 op a féint sech och an der Regierungserklärung vun 4. August d'lescht Joer erëm, wou et éischtens heescht: „Fir déi Leit, déi hei am Land wunnen, bleibt d'Bankgeheimnis bestoen an et gëtt eng Quellesteier vun 10% op verschidde Kapitalerträg agefouert. Dës Quellesteier ass libératoire. Klengspuerer falen net ënner si an am Gégenzuch entfält d'Vermögenssteier fir d'Privatleit.“

Domat war de Wee fir dësse Projet de loi virgezeechent. Datt en dann eréischt den 19. Oktober dëst Joer vun Budgets- an Tresorminister virgeluecht konnt ginn, hat mat der EU-Présidence am éischten Hallefjoer ze dinn, déi jo de Gros vun eise Regierungskräfte accapariert hat.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Finanzplazstrategie vu Codeplaf haten, wéi gesot, eppes

aneschters an der Nues wéi d'Regierung. Si hate sech e bëssen iwwert d'Grenzen ëmgekuckt an hunn do festgestallt, datt eis Bankplaz wuel nach ëmmer d'Steierparadies ugehaange kritt, mä datt déi, déi esou gâr mam Fanger op eis weisen, selwer amgaang si sech als Steierparadies opzespillen.

Wéi zum Beispill eis belsch Frënn, déi bannent kierzester Zäit mat hirer spezielle Steierdispositionen dausenden – dat heescht 60.000 – vu räiche Fransousen an nach eng Kéier dausende vun Hollänner ugelackelt hunn, déi mat hirem Verméige bei eisen Noper geplënnert sinn.

Den Aarbechtsgrupp, dee sech am Codeplaf mat deem an och mam Dossier iwwert déi nei Société européenne befasst huet, déi mir gâr op Lëtzebuerg zéie géifen, koom zum Schluss, et missten eng Rei vu Mesuren – natierlech um steierleche Plang – geholl ginn, fir eis déi néideg Attraktivitéit als Standuert erëm ze ginn.

Dozou huet och d'Ofschafe vun der Verméigenssteuer gehéiert. A well déi op där anerer Säit och op der Lee vun der Regierung stoung, war och schonns d'Bréck tëscht deene béiden Iddie geschloen. Allerdéngs net nëmmen dat, béides ass ipso facto an een an datselwecht Dëppe geschmass ginn, wat natierlech zu enger gehéierlecher Confusioun an esou manche falschen Ausleeunge gefouert huet.

Deeselwechten Owend, nodeem de Minister Luc Frieden säi Projet deponéiert hat, huet schonns eng Konferenz vun enger Bank stattfonnt op där e Steierexpert engem Lëtzebuenger Publikum erkläert huet, wat fir eng Avantagen dat neit Gesetz, net de Lëtzebuenger, mä den Ausländer géif bréngen, an zwar deenen Ausländer, déi een am neie Jargon „high net worth individuals“ nennt. Wien ass dat?

Et heescht, datt een, fir an dee sélecté Club vun den HNWIen opgeholl ze ginn, op d'mannst zéng Milliounen schwéier misst sinn. Et sinn dunn och gläich Simulatioune gemaach ginn, wat ech éischer als Spekulation ugesinn, fir erauszefanne wat déi HNWIen eiser Finanzplaz an eise Land kéinte bréngen. Do goug Rieds vu bis zu 8.000 där HNWI-Immigranten an deenen nächsten zéng Joer, deenen hir Aktivitéiten eise PIB ëm 1,2 Milliarden Euro pro Joer beräicheren an eleng dem Fisc eng hallef Milliard bréngen géifen. Schéi wier et!

D'Promoteure vun der HNWI-Schinn hunn natierlech gläich e puer Kniet fonnt am Gesetzesprojet, deen hinnen nach laang net wäit genuch gaangen ass. Esou hätte si gâr eng Abezierung vun den Dividenden, déi jo elo mat 20% un der Source besteiert ginn, an déi 10%eg Quellesteier gehat an och eng Ofschafung vun der lerschaftssteuer, net nëmmen an direkter mä och an indirekter Linn, plus eng weider Steierbefreiung dës Kéier vun de Plus-waluen op der Cessioun vu Participatiounen, déi iwwer 10% leien.

Firwat feelt dat alles an der Regierung hirem Projet? Mä ganz einfach, well mat deem Projet e ganz anert Zil verfollegt gëtt. Dëst Gesetz ass an éischer Linn fir d'Lëtzebuenger an net fir räich Immigrante geduecht. Datt déi och un eiser niddereger Quellesteier an un anere Virdeeler, wéi der deem nächst ofgeschafter Verméigenssteuer, interesséiert sinn, ass net auszuschléissen, mä dat wier dann eng erfreeslech Begleeterscheinung, awer kengesfalls den éische But vun dëser Operatioun.

Déi nei Quellesteier ënnerscheet sech asoufern vun deenen aneren, datt si „libératoire“ ass, dat heescht, als definitiv ugesi gëtt, wat ënner anerem mat sech bréngt, datt déi entsprechend Revenuen net méi beim Gesamtkommen an der Steierklärung deklaréiert ginn, well se jo schon ofgegollt sinn. Domat gëtt en-

d'däitsch Televisioun gekuckt – grad an engem Ablack wou mir all de Rimm zouzëie mussen. An et gouf och vun enger Invasioun vu frieme Millionäre geschwafelt, déi sech wéi Heesprénger op eisen Immobiliemaart stierzen an eis schonn iwverhëtzte Wunnungspräisser nach méi an d'Luucht dreuwe géifen. Et kann ee bal mengen, do géif versicht mat all méigleche Gruselgeschichten de Projet muedebëtze ze maachen.

Duerno sollt mir ganz séier zrëck op den eigentleche Projet kommen an op dat, wat d'Regierung an alleréischer Hisiicht domat beabsichtigt, nämlech op där enger Säit d'Lëtzebuenger a puncto Besteuerung vun de Spuerertråg gradou ze behandele wéi déi aner Europäer an zweetens si op där anerer Säit vun enger Steier ze befreien, déi iwwerholl ass an déi et dofir och anerwärts net méi gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Iddi vun enger Quellesteier ass deemools opkomm, wéi Lëtzebuerg sech mat Hänn a mat Féiss dergéint gewiert huet, der europäescher Steierharmoniséierung säi Bankgeheimnis ze afferen. Iwwert de Sënn an den Zweck vun Bankgeheimnis kann ee grouss philosophesch Iwwerleeungen ustellen, mä wourëms et leschten Enns geet ass, datt ee sech als Finanzplaz net an den Abseits drécken an dozou zwéngen léisst eppes ofzeschaffen un deem d'Konkurrenz festhält.

Dofir huet eis Regierung am Juni 2000, wéi d'Engländer um Sommet vu Feira mordicus d'Kontrollmatdeellungen tëscht de Steierverwaltungen duerchdrécke wollten, sech net ginn, bis si d'Quellebesteuerung als Alternativ duerchgesat hat an domat och d'Bankgeheimnis gerett hat.

Dat heescht, säit dem 1. Juli huet jiddfer Europäer, dee seng Sue bei enger Lëtzebuenger Bank stoen huet, 15% Quellesteier, déi vu sengem Zënsrevenu abehale ginn, wuelgemierkt jiddfer Europäer mat Ausnahm vun de Lëtzebuenger. Mir versteiere weiderhin eis Zënsrevenue bis elo mat eise aneren Akomes, wat mat sech bréngt, datt mir dorop, jee no Akommeshéicht, 20%, 25% oder souguer 30% Steiere bezuelen, well d'Progressioun vun eise Akommessteierbarème, ënnert deen déi Revenuen falen, bis erop op 38% geet.

D'Lëtzebuenger Regierung huet decidéiert, och fir hir eege Steierzueler eng Quellesteier anzeféieren. Engersäits fir eise Steiersystem un den europäesche Modell unzepassen, anerersäits awer virun allem, fir d'Benodeelung vun de Lëtzebuenger vis-à-vis vun deenen aneren Europäer bei der Zënsbesteuerung ofzeschaffen. Domat suergt si net nëmme fir méi Steiergerechtegkeet, mä si encouragéiert an engems och d'Spueren, well si setzt déi Lëtzebuenger Quellesteier bei nëmmen 10% un, wougéint déi europäesche elo am Ufank bei 15%, spéider bei 20% an um Enn souguer bei 35% läit.

Kolleeginnen a Kolleegen, eng Quellebesteuerung ass un a fir sech näischt Neies fir eis Lëtzebuenger. Mir hu scho laang eng Quellesteier bei den Dividenden, op deene gläich bei der Ausschëddung 20% abehale ginn. A mir hunn eng Quellesteier op eise Léin, déi direkt vun Patron abehalen an un d'Steierverwaltung iwwerwise gëtt. Mä béid Quellesteiere sinn eigentlech nëmmen en Acompte op déi geschëllte Steier, déi via Steierklärung eemol d'Joer um globalen Akomes ermëttelt an da verrechent gëtt.

Déi nei Quellesteier ënnerscheet sech asoufern vun deenen aneren, datt si „libératoire“ ass, dat heescht, als definitiv ugesi gëtt, wat ënner anerem mat sech bréngt, datt déi entsprechend Revenuen net méi beim Gesamtkommen an der Steierklärung deklaréiert ginn, well se jo schon ofgegollt sinn. Domat gëtt en-

gersäits de Verwaltungsofstand manner grouss, ouni datt awer op där anerer Säit d'Bankgeheimnis beréiert gëtt. An net ze vergiessen: Bei deem System kommen och déi drun, déi sech bis elo laanscht d'Besteuerung vun hire Spuerrevenue geschlach hunn.

Domat kéime mer bei deen anere Volet vum Gesetz, nämlech bei d'Ofschafung vun der Verméigenssteuer. Wann, wéi mir elo grad gesinn hunn, duerch de libératoire Charakter vun der Quellesteier de Steierzueler esouwuel mat sengen Zënssteieren, wéi och mat dem Kapital, op deem d'Zënsen ugefall sinn, anonym fir de Fiskus bleibt, mécht et wuel kaum nach Sënn, datt een op där anerer Säit dat Kapital dach nach deklaréiere muss, nëmme well een nach eng Verméigenssteuer do huet.

Dat ass awer net de Grond, deen den Ausschlag ginn huet, fir d'Verméigenssteuer ofzeschaffen, genau sou wéineg wéi d'Tatsaach,...

(Interruption)

...datt mir déi Steier am Krich vun de Preisen opgezongene kruten, wat jo un a fir sech schonn Ursach genuch gewiescht wier, fir se erëm ofzeschaffen.

Den eigentleche Grond, fir sech vun der Verméigenssteuer ze trennen ass deen, datt se einfach iwwerholl ass, an net méi an eis Zäit passt. Ofgesinn dovun, steet dat, wat si ofwërf a kengem besonnesche Verhältnis méi mat dem Opwand, mat deem d'Erhiewung vun där Verméigenssteuer verbonnen ass; net ze schwätze vun der Kontroll, déi quasi net existéiert, well se esou schwéier duerchzéien ass. Et kënn och duerfir net vun ongeféier, datt zum Beispill eis belsch an och eis däitsch Nopere scho längst mat där Verméigenssteuer opgehale hunn.

D'Verméigenssteuer gëtt bekanntlech, esouwuel um beweeglechen, wéi um immobile Verméigen erhuewen, an dat zu engem Saz vu 5% oder 0,5%. Allerdéngs weit se ganz ënnerschiddlech, jee nodeem et sech ëm Valeurs mobilières, wéi Aktien an Obligatiounen, handelt, déi no hirem richtegen, no hirem effektive Wäert besteiert ginn, oder ob et sech ëm Immobilien handelt, déi op engem Eenheitswäert vun Anno Tubak taxéiert ginn. Dat bréngt da mat sech, datt Appartements an Haiser mat knapp 1% vun hirem eigentleche Wäert agegat an entsprechend besteiert ginn.

Do stellt sech d'Fro, wat dat Ganz nach soll, besonnesch wann op där anerer Säit Ausländer duerch déi verstëbste Steier eventuell dovun ofgehale ginn, sech hei am Land néierzeloossen an hei hir Steieren ze bezuelen. Duerfir huet d'Regierung beschloss, d'Verméigenssteuer ofzeschaffen, allerdéngs nëmme fir d'Privatpersounen. D'Verméigen, wat enger Gesellschaft oder engem Betrib gehéiert, gëtt, wéi bis elo, besteiert.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Afféierung vun enger Quellesteier op de Spuerrevenueen eegent sech ganz gutt, fir mat der Ofschafung vun der Verméigenssteuer verknäppt, kombinéiert ze ginn. Wuerfir? Mä ganz einfach, well d'Quellesteier dem Stat zousätzlech Suen abréngen dierf, déi dann den Ausfall kompenséieren, deen op där anerer Säit duerch d'Ewechfale vun der Verméigenssteuer entsteet. Dat Ganz dierf deemno als Opération blanche op d'mannst kontabelméisseg endegen.

Mä zrëck zu eiser Quellesteier. Den Taux ass eng Saach, de Spektrum vun de Revenuen, op déi e sech uwent, ass eng aner. Datt d'Regierung sech beim europäesche Modell géif inspiréieren, louch op der

Hand. Et wier net ganz gescheit gewiescht en neie Modell ze erfannen, zumools d'Banken elo hir Informatikssystemer op déi europäesch Quellesteier agestallt hunn an net vir un ufänke mussen, fir déi Lëtzebuenger Quellesteier ofzewéckelen.

Allerdéngs hunn d'Auteurs vum Projet sech net 100%eg un d'europäesch Virlag gehat. Wuel hunn och si d'Assurancéprodukt an d'Dividenden erausgelooss, mä si hunn och all Investmentfongen ausgeklammert, an net nëmmen déi, déi majoritär oder ganz an Aktien investéieren, wéi dat am europäesche Modell de Fall ass. Déi Décisioun bréngt et natierlech elo mat sech, datt de Parallelismus mat dem europäesche Modell net méi esou ganz perfekt ass a virun allem, datt d'Basis vun der Besteuerung ee Stéck schrompt.

Et hätt ee sech theoretesch virstelle kënnen, datt d'Fongen, déi jo als Spuerform ëmmer méi beléift ginn, och mat abezu gi wäeren. Dat hätt allerdéngs bedeit, datt d'Steierbefreiung vun de sou genannte „Fonds de capitalisation“, déi bis elo géllt, ofgeschaf an domat eng zousätzlech Steier iwwert dese Wee agefouert gi wär. Dat wollt d'Regierung aus verständleche Grënn net, woumat elo déi Hannerdier iwwert déi esou beléifte Fongen oder SICAVE weider op bleift. Allerdéngs dierf een net vergiessen, datt déi Hannerdier net ouni Risqué fir de Spuerer, an esouwuel d'Aklamme wéi och d'Ausklammen aus de Fongen net gratis ass.

Ënnert d'Quellesteier falen also elo just nach déi Revenuen, déi op Spuerkonten à vue oder à terme oder op Obligatiouncouponen ufalen an och déi Zënsen, déi beim Bauspueren ufalen, an déi vun elo u mat 10% besteiert ginn, an net méi, wéi bis elo, mat 20% oder 30%, dat heescht iwwert d'Assiette besteiert goufen. Op deenen erwähnte Revenuen hält d'Bank nom 1. Januar 2006 10% an, déi se dann un d'Steierverwaltung iwwerweist, en bloc an anonym. Dobäi gëtt der Einfachheet halber keen Ennerscheid gemaach, ob et sech ëm Privat- oder Betribskonten handelt, wat mat sech bréngt, datt Entreprises, déi d'Quellesteier agehale kruten, herno op hirer Steiererklärung déi ofgehale Montanten uféiere mussen, an da kréien se se mat hirer globaler Steierschuld verrechent.

Als ee vun de kriddelechste Punkten, wann net dee kriddelechsten, sollt sech deen am Originaltext vum Projet festgehale Fräibetrag erweisen. Esou wéi vum Premier bei der Virstellung vum Regierungsprogramm versprach, sollt de Klengspuerer net ënnert d'Quellesteier falen. Duerfir gouf dunn en Abatement an d'Gesetz agebaut, deen op den übleche Fräibetrag fir Kapitalrevenuë calquéiert war an, genau wéi deen, op 1.500 Euro festgesat gouf. Dat war gutt gemengt, mä et huet net esou richtig mat deem spezielle Charakter vun där neier Aart vu Besteuerung iwwereneegestëmmt, nämlech mat deem befreienden, deem libératoire Charakter vun dëser Steier, déi op Däitsch net vun ongeféier „Abgeltungssteuer“ an op Englesch „final tax“ heescht.

Well „libératoire“ och „anonym“ bedeit, huet sech d'Fro gestallt, wéi een dann elo mat deem Abatement ëmgoe soll, ouni mam Bankgeheimnis uneneen ze geroden. Duerfir gouf och déi éischte Léisung direkt fale gelooss, nämlech déi, déi d'Banken zwéngen wollt der Steierverwaltung Clientslëschten zoukommen ze loosse, fir datt déi hätt kënnen kontrolléieren, ob keen den Abatement zweemol oder nach méi dacks an Usproch geholl huet.

An engem zweeten Ulaf sollt dann de Banke virgeschriwwen ginn, jiddfer Client e Certificat iwwert déi abehale Quellesteier ausstellen, mat deem de Client da säin Abatement bei der Steierverwaltung

hätt kënnen geltend maachen. Domat awer wär d'Verwaltung an och d'Beruffskammer vum öffentlechen Déngscht net d'accord, well dat, a virun allem de Remboursement vun där Steier – mer kenne jo aner Remboursementsformulen, notament vum der TVA –, déi ënnert dem Abatementspflang, dat heescht ënner 150 Euro, läit, en enormen Opwand bedeit hätt, dee beim aktuelle Personalbestand vun der Steierverwaltung net ze meeschtere gewiescht wär.

D'Finanz- an d'Budgetskommisioun huet sech doropshi misse agestoen, datt deen Abatement keng Léisung wier, an datt eppes aneschters misst fonnt ginn. No viler Siche gouf sech dorop géeneegt, einfach déi Exemptioun, déi scho fir d'Kannerspuebicher am Projet virgesi war, esou ze erweidern, datt och d'Klengspuerer dorënner géife falen. De Seuil gouf dunn op 250 Euro festgeluecht, wat bei engem Zënsstand vun 2% engem Kapital vun 12.500 Euro oder enger hallwer Millioun aler Lëtzebuenger Frangen entsprécht.

Am Kloertext heescht dat, datt een, deen am Ablack zum Beispill mat senger besserer Halschent e Compte joint mat enger Millioun ale Frangen huet, dorop null Steieren ofgeknappt kritt. Wien awer elo der Usicht ass, eng Millioun, dat wär Peanut – där Leit gëtt et – an deen dofir de Klengspuerer zum Beispill bei dräi Milliounen usetze wëllt...

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Schwätzt Dir vu Frangen?

■ **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Ech schwätze vu Frangen, selbstverständlech. Ech soen ëmmer al Lëtzebuenger Frangen.

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Ech war elo lichts erschreckt.

(Hilarité)

■ **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Ben, et sinn och Leit...

■ **Une voix.** - Den Här Grethen hat scho gemengt, hie wär och bal e Klengspuerer.

(Hilarité)

■ **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Ech wollt elo soen! Also Här Grethen, sidd net erféiert, Dir sidd net an der Kategorie vun de Klengspuerer, esou wéi ech lech kennen.

(Hilarité)

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Lauter Scholden!

■ **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.** - Also, wie mengt, e misst déi bei dräi Milliounen ale Lëtzebuenger Frangen usetzen, dee sollt bedenken, datt esou en „Klengspuerer“ op deem Kapital 150 Euro, also 6.000 aler Frange vu senge 60.000 Frang Zënsen ofgehale kritt. Just fir ze weisen, vu wéi enge Montanté mer hei schwätzen.

D'Exemptioun, egal wéi héich se ass, ass gewëss keng ideal Léisung, a sief et nëmmen, well d'Gefor besteet, datt d'Luusspäteren an d'Luussgiedele méi Konten opmaachen, fir méi dacks vun där Exemptioun ze profitéieren. Mä egal wéi ee sech dréit oder kéiert, et ass keng Léisung ze fannen, déi zugläich einfach an net ze opwändig ass an dobäi och nach jiddfer Abus ausschléisst.

D'Méiglechkeet, méi Konten opzemaachen, besteet, mä et gëtt nëmmen eng Exemptioun pro Persoun a pro Bank. Bleift nach déi, gläich bei enger hallwer Dose Banke Spuerkonten opzemaachen, mat allem wat dat u Fraisé bedeit, an dat nëmme fir laanscht déi 25 Euro Quellesteier ze kommen.

Do gëtt et och nach déi, déi sech net domat ufrënnen kënnen, datt op 250 Euro Revenu 0 Euro Quellesteier erhuewe gëtt, bei 260 Euro awer 26 Euro. Dat ass fir si eng Ongerechtegkeet. Mä dat ass bei Seuilen, wéi mer een hei hunn,

oder och bei Palieren, wéi mer se am Steuerbarème hunn, net ze éviéieren.

Et kënn een de Problem gewëss ëmgoen, andeem ee jiddfer Spuerer einfach 25 Euro noléisst, egal wéi vill Zënse hien akasséiert. Mä dat géif dann erëm eng nei Ongerechtkeet vis-à-vis des Kéier vun de Klengspuerer bedeiten, an et géif en plus och nach de Fisc net ganz glécklech maachen.

En anere kriddeleche Punkt am Gesetz ass dat, wat am Artikel 9 ënnert deem e bëssen enigmatésche Begrëff „Liquidation du passé“ festgehale gëtt. Hei geet et drëm ze verhënnere, datt iwwert de Wee vun der...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Här Rapporteur, Dir musst elo zum Schluss kommen.

M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. - Dat wäerte mer gläich maachen, Här President.

(Hilarité)

M. le Président. - Jo, et ass d'Fro, wat een ënner „gläich“ versteet.

(Interruptions)

Neen, ech muss oppassen. Dir sidd elo geschwënn dräi Minutten iwwert d'Zäit.

M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. - Här President, dat hei ass esou e komplizéiert Gesetz: Wéi soll een dat an esou kuerzer Zäit erklären, fir datt och jiddereen et versteet? Souguer an deem Haus, mengen ech,...

Plusieurs voix. - Ooohhh!

M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. - ...ass e gewëssene Bedarf un Informatioun.

Une voix. - Très bien.

(Interruptions diverses)

M. le Président. - Gutt, Här Rapporteur.

M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. - Voilà. Also, ech schwätze vun der „Liquidation du passé“. Hei geet et drëm fir ze verhënnere, datt iwwert de Wee vun der Quellesteier Informatiounen fir d'Steierverwaltung kënnen erausprangen, déi dann zu Nofuerschunge verleede kënnen.

(Coups de cloche de la Présidence)

An deem Kontext ass awer e bësse séier vu Steieramnestie geschwat ginn, grad wéi wann elo schwaarz Suen op ee Coup doduerch wäissgewäsch géifen, datt se ënnert d'Quellesteier falen. Op jidde Fall gëtt mat deem heite Gesetz déi bestehend Steiergesetzgebung net ausser Kraaft gesat, no där de Fisc nach fënnef Joer zréck d'Originé vu Verméigenswäerter kontrolléieren an de Steuerzueler eventuell nodréiglech zur Keess biede kann.

Munches, wat bei Ausaarbechtung vun deemem Projet Kappzerbrieches bereet huet, hânt domat zesummen, datt mir hei eigentlech Neiland betrieden. Mir hu bis elo keng libérateur Quellesteier kennt, déi a gewësser Hisiicht e Broch mat eiser traditioneller Besteuerung bedeit. De Statsrot huet zu Recht dorop higewisen, wéi hie gemengt huet, et hätt ee sech méi Zäit solle loosse, fir ze kucken, ob dëse Quellesteier-Modell sech net méi breet géif uwende loosse. Et sollt een déi Iddi opräifen a sech a Rou Gedanken doriwwer maachen, awéifern déi Quellesteier sech op aner Kapitalertråg zum Beispill ausdehne léisst.

Déi Motioun, déi ech lech elo d'äer iwwerreechen, Här President, geet an déi Richtung.

M. le Président. - Merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi portant introduction d'une retenue à la source libérateur sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière constitue une étape intéressante dans l'évolution de notre fiscalité;

- estimant en particulier que la retenue à la source, déjà largement utilisée dans notre pays pour les salaires, traitements, pensions et rentes, est un procédé d'une grande efficacité administrative permettant de réduire la charge administrative et de libérer ainsi les fonctionnaires des Contributions pour les tâches de contrôle et de poursuite des fraudeurs;

- considérant que cette même retenue à la source permet un traitement équitable de tous les contribuables et élimine ainsi les possibilités de fraude, source d'injustice fiscale et sociale;

- considérant en outre que le caractère libérateur de cette retenue contribue également à simplifier le travail de l'administration et ajoute à la transparence de l'opération fiscale;

- rejoignant le Conseil d'État dans ses considérations selon lesquelles il serait intéressant de „redéfinir dans son ensemble les revenus susceptibles d'être soumis à une retenue à la source libérateur et de procéder à un „examen approfondi et objectif de l'état des lieux“, étant donné „les comportements de non-déclaration d'impôt de capitaux ou de revenus sur capitaux par beaucoup de contribuables dans le passé“;

- constatant que l'abolition de l'impôt sur la fortune des personnes physiques constitue le corollaire de l'introduction de la retenue à la source de certains revenus de capitaux;

invite le Gouvernement

- à procéder à un examen approfondi de la situation des revenus de capitaux des contribuables résidents, actuellement soumis à l'impôt sur le revenu par voie d'assiette, en vue d'étendre la retenue à la source libérateur à ces revenus;

- à évaluer les effets de la loi à la fin de l'exercice fiscal 2006;

- à analyser si le montant de l'abattement de 250 euros fixé par la loi suffit à libérer effectivement les petits épargnants de la retenue à la source;

- à présenter, le cas échéant, des amendements au vu des conclusions de cet examen.

(s.) Lucien Thiel, Ben Fayot, Norbert Haupt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar.

M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. - Op alle Fall wär den Exercice, fir sech méi breet Gedanken ze maachen, d'Méi wäert, well d'Ofgeltungssteuer versprécht gläich an duebeler Hisiicht Remédur ze schafen: Engersäits doduerch, datt se de Verwaltungsofstand staark reduzéiere kënn, an anerersäits, well se fir eng Besteuerung géif suergen, déi à la fois méi gerecht a méi effikass wier, well se der Steierhannerzëiung keng Chance méi loosse géif.

Här President, et gouf scho gesot, datt déi ganz Operatioun, ëm déi et hei geet, a budgetärer Hisiicht eng Nulloperatioun gi soll, well dat, wat op där enger Säit mat der Verméigenssteuer verluer geet, op där anerer iwwert d'Quellesteier erëm erakënn. Deen Déchet,...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Dir Damen an Dir Hären, wa mer dem Rapporteur schonn esou vill Zäit ginn, da loosse mer em och no-lauschteren.

(Hilarité)

(Interruption)

Dir vläicht, Här Grethen, anerer awer net.

(Interruption)

M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. - Merci, Här President.

Deen Déchet, mat deem duerch d'Ofschafe vun der Verméigenssteuer gerechent gëtt, soll sech op 22 Milliounen Euro belafen. Am Budget fir dat anert Joer stinn dofir ënnert der Rubrik „Verméigenssteuer“ nëmme méi 100 Milliounen Euro – dat sinn déi Recetten, déi weiderhi vun de Betriber kommen.

Eng zweet Moins-value wäert doduerch entstoen, datt d'Zënseve-nuen net méi bei der Akommessteuer ufalen. Do gëtt mat engem Ausfall vu 15 Milliounen gerechent. Dat mécht zesumme 37 Milliounen Euro.

Deem stinn op där anerer Säit déi 40 Milliounen géigeniwwer, déi de Budgetminister als Erwaardung un déi nei Quellesteier ageschriwwen huet, esou datt dat Ganzt sech plus ou moins ausgläiche wäert.

Natierlech handelt et sech bei deenen erwaarte 40 Milliounen ëm eng Schätzung, well et ass schwéier am Virus ze soen, wat vu Quellesteier erakënn. E puer Milliounen wäerten et op jidde Fall sinn, well déi komme jo elo schonn iwwert de Wee vun der Steiererklärung eran. Beim Rescht misst et sech dann ëm d'Quellesteier op deenen Zënse-revenuen handelen, déi bis elo ni erfaasst goufen, well se a kenger Steiererklärung opgedaucht sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn am Ufank gesot, déi relativ grouss Opreegung, déi dëse Projet ausgeléist hätt, wär op seng verschidden Originen an Zilsetzungen zréckzeféieren. Mä et gëtt gewëss nach en zweete Grund fir dat villt Gedeessems ëm dëst Gesetz, e Grund, deen allerdéngs net gären agestane gëtt. Déi sëllegen Opreegung deit nämlech dorop hin, datt et hiner nach ewell méi si kënnen, déi iwwert d'Quellesteier elo an d'Keess gebiede ginn, nodeem se jorelaang derlaanscht komm sinn, well se ëmmer erëm vergiess hunn, hir Spuerrevenuen unzeginn. De Budgetminister huet bestëmmt näischt dergéint, an Är Chamber wuel och net,...

Une voix. - Neen!

M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. - ...an déi vill éierlech Steuerzueler am Land scho guer net, wann elo iwwert dëse Wee fir méi Steiergerechtkeet gesuergt gëtt an de Stat zu deem kënn, wat him zousteet.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Oh, sot nach „très bien“!

M. le Président. - Merci, Här Rapporteur. Den éischte Riedner, deen ageschriwwen ass, ass den honorablen Här Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Dat do kënnen den Här Glesener an den Här Spautz einfach esou alles mat ënnerschreiwem...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Här Gibéryen, soll ech lech nach eng Kéier aschreiwem?

M. Gast Gibéryen (ADR). - Jo, mä et huet missen direkt gesot ginn.

(Hilarité)

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi iwwert d'Quellesteier an d'Ofschafung vun der Verméigenssteuer huet an deene leschten Deeg a Woche fir vill Wellen, net nëmme an deem Haus, mä och dobaussen, gesuergt. Vill falsch Informatiounen, Onwouren a Verdréiunge sinn an d'Welt gesat ginn, an ech wëll haut an hei...

(Coups de cloche de la Présidence)

...vun der Geleeënheet profitéieren, eng Rei vu Punkte kloerzestellen.

De Rapporteur vum Projet, mä Fraktiounskolleeg Lucien Thiel, huet souwuel a sengem schrëftleche wéi mëndleche Rapport eng Feinanalyse vun der Situatioun gemaach, an ech géif him och wëllen am Numm vu menger Fraktioun eise Merci ausriichte fir déi Aart a Weis, op déi en eng komplex Matière einfach duergestallt huet a jiddferengem déi Neierungen, déi an deem Gesetz festgeschriwwen solle ginn, verständlech gemaach huet.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. Laurent Mosar (CSV). - Här President, ier ech op déi méi kriddelech Punkte vun deemem Projet de loi aginn, erlaabt mer zwou Virbemierkungen.

Éischtens wëll ech nach eng Kéier op den Historique vun deemem Projet agoen, deem seng Origine – an de Rapporteur huet et schonn ënnerstrach – a sech schonn an der Deklaratioun zur Lag vun der Nation vum 20. Mee 2003 läit. An där Deklaratioun hat de Statsminister ugekënnegt, datt d'Spuere vun haut an d'Consomméiere vu muer steierlech méi gënschteg géife gestallt ginn. Hien hat deemools ugekënnegt, datt nom A-Kraaft-Triede vun der europäescher Quellesteier och spéitstens am Joer 2005 eng national Quellesteier sollt agefouert ginn. Am Koalitiounsaccord vun 2004 respektiv an der Regierungserklärung vum 4. August 2004 ass op d'Noutwendegkeet vun enger nationaler Quellesteier op verschiddene Kapitalertråg higewise ginn.

Firwat nach eng Kéier op deenen Historique zréckverweisen? Mä einfach fir dëse Projet a sai richtige Kontext ze setzen. Ech wëll drun erënnere – an de Rapporteur huet et virdrun och scho gemaach –, datt am Moment eigentlech all Zënsertråg am Prinzip mam duerschnëttleche Steiersaz besteiert ginn, deen zwëschen 10 an 38% läit. Säit dem 1. Juli 2005 hu mer eng europäesch Quellesteier, déi sech elo emol bis 2007 op 15% beleeft, op 20% bis 2010, an duerno op 35%.

D'Situatioun ass also elo déi, datt säit dem 1. Juli vun deemem Joer Netrésidenten op hiren Zënsertråg an der Moyenne wesentlech manner Steiere bezuelen, wéi de Steuerzueler, dee sai Wunnsätz hei zu Lëtzebuerg huet. An dëst, Dir Dammen an Dir Hären, ass dann och eng vun den Ursachen, firwat d'Regierung esou eng national Quellesteier wëllt aféieren. Et geet also drëm, fir ze vermeiden, datt Steuerzueler, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, fiskalesch manner gutt behandelt ginn, wéi Steuerzueler, déi nëmme Bankkonten an eisem Land hunn, awer net hei wunnen. Dës ongläich Behandlung ass vun enger Rei vu Riedner am Kader vun der Diskussioun zum Projet de loi iwwert d'europäesch Zënsebesteuerung och hei opgeworf ginn.

Et muss een deemno ëmsou méi verwonneren, datt elo op gewëssene Bänken esou gemaach gëtt, wéi wann ouni eng besonnesch Noutwendegkeet d'lëtzebuergesch Regierung kuerz virun de Feierdeeg emol decidéiert hätt, eng national Quellesteier anzeféieren. Et geet also virun allem emol drëm, duerch dëst Gesetz de Steuerzue-

ler zu Lëtzebuerg net méi héich ze besteieren, wéi deejéinegen, dee just seng Konten hei huet, ouni awer an deem Land ze wunnen.

Zweet Bemierkung, zum Ofschafe vun der Verméigenssteuer: De Rapporteur huet a sengem schrëftleche Rapport en Historique iwwert d'aféiere vun der Verméigenssteuer fir Privatpersounen gemaach, déi a sech op d'Besatzung vun 1940 duerch Nazi-Däitschland zréckgeet. Dës Verméigenssteuer gëtt am Moment mat engem Taux vun 0,5% um besteierbare Verméigen erhewen.

Ënnert dës besteierbar Verméige fale fir d'éischt dat Verméigen, wat an eng landwirtschaftlech Exploitatioun investéiert gëtt; zweetens, déi onbebauten oder bebauten Immeublen, déi net ënner esou eng landwirtschaftlech Exploitatioun oder eng aner kommerziell, industriell Entreprise fale respektiv an de fräie Beruf; drëttens, d'Kapital, dat an esou eng Entreprise investéiert ginn ass, a véiertens all mobiliär Gidder, déi net duerch eng speziell Dispositioun vun dëser Steuer exonéiert ginn. All dës Elementer falen also an d'Assiette vun der Verméigenssteuer.

Vun dëser Verméigenssteuer ass also net, wéi dat esou oft duergestallt gëtt, nëmme de Groussgrundbesëtzer oder de Patron vun enger Entreprise betraff, mä och de kleng Rentner, dee Propriétaire vu sengem Haus ass an deenen an de leschte Jore vun engem grouse Wäertzuwuess vun allen Immobilien profitéiert huet. Et ass also falsch, fir ze behaupten, d'Verméigenssteuer géif nëmme déi sou genannt verméigend Leit trefen an net déi manner bemittelt Bierger.

Wann ech elo méi genau hannerfroen ginn, wat fir eng Länner an Europa iwwerhaapt nach eng Verméigenssteuer hunn, esou sinn et der vun deene 15 ale Memberlänner op den Datum vum 1. Mee 2004 nach ganz genau sechs gewiescht. Niewent Lëtzebuerg nach Spuenien, Finnland, Frankräich, Griichenland a Schweden.

Dobäi muss ee wëssen, datt d'Finnen nach am Laf vun deemem Joer hir Verméigenssteuer wäerten ofschafen, sou datt um Enn vun deemem Joer nach ganz genau véier Länner iwwerhaapt eng Verméigenssteuer wäerten erhewen.

Et kënn derbäi, datt Enn Oktober eng Frankräich d'Verméigenssteuer esou reduzéiert huet, datt och net méi vill dovun iwwreg bliwwen ass.

A souguer a Schweden sollen d'Ierfschaftssteuer an d'Schenkungssteuer komplett ofgeschaft ginn an d'Verméigenssteuer substanzuell reduzéiert ginn.

An Däitschland gëtt par ailleurs d'Verméigenssteuer net méi opgehewen, säit d'Verfassungsgericht vu Karlsruhe déi ënnerschiddelech Bewäertung vun deene verschiddene Verméigensarten als verfassungswidrig bewäert huet an domat och de facto der Verméigenssteuer hir legal Basis entzunn huet.

Firwat ass an all dëse Länner d'Verméigenssteuer ofgeschaft gi respektiv gëtt se net méi ugewennt? Hei gëtt et eng Rei vu Grënn.

Éischtens ass d'Verméigenssteuer eng Steuer, déi en enorme Käschtepunkt um Niveau vun der Gestiou huet, deen net a Relatioun steet mat hirem Rendement. Zweetens ass et eng Steuer, déi d'Flucht vun Kapital encouragéiert, an drëttens ass et och nach eng fiskalesch ongerecht Steuer, well se eng Rei Privatpersounen oder Entreprisé steierlech beongënschtegt. Ech hu virdrun d'Beispill vun klengem Rentner ginn. Datselwech gëllt och fir Entreprisen, déi, ouni datt se iergendwéi géifen en Euro Benefiss maachen, trotzdeem misste Verméigenssteuer bezuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech hei elo wollt eng komparativ Analyse maachen, esou

ass dat fir ze beweisen, datt et bei der Ofschafung vun dëser Steuer iwwerhaapt net drëm geet, fir vermiegend Leit steierlech manner ze beläschten, mä eis einfach dem europäeschem Ëmfeld unzepasien. Ech kann dofir och absolut net déi Kritiken novollzëien, déi d'Ofschafung vun der Verméigenssteuer als eng sozial ongerecht Moossnam wëllen duerstellen, déi d'Regierung nach géif a budgetär méi schwierigen Zäiten huelen. Datt dat net wouer ass, bewiese jo all déi Beispiller, déi ech lech virdu virgedroen hunn, wou Regierunge vun alle méigleche politesche Faarwen an engem wesentlech méi schwéiere budgetären a finanziellen Ëmfeld dës Steuer ofgeschafft hunn.

Wann dës Mesure als Nieweneffekt huet, eng Rei vun auslännesche Matbierger mat hirem Kapital op Lëtzebuerg ze zëien, ass dat sécherlech am Interessi vun enger proaktiver Nischepolitik vun eiser Finanzplaz.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech elo mat verschiddene Kritike befaassen, déi an de leschten Deeg ëmmer erëm géint verschidden Dispositione vun dësem Projet ugefouert gi sinn.

Eng éischt Kritik, déi am vehementeste vu verschiddene Säiten an d'Feld gefouert gëtt, ass déi, datt elo géif d'Regierung deene sou genannte kleng Spuerer op de Pelz réckelen. Ech géif heimat net méi wëllen op d'Ursaachen agoen, firwat den ursprüngelech virgesinnenen Abatement um 1.500 Euro schlussendlech net méi zréckbehale ginn ass: De Rapporteur huet dat in extenso gemaach. Ech wëll just nach emol betounen, datt a sech d'Finanzkommissioun mat der Regierung eens war, wéinst deem enorme personellen Opwand um Niveau vun der Steierverwaltung, op deen Abatement ze verzichten an no anere Weeër ze sichen, fir de Klengspuerer net steierlech ze beläschten, an ech muss lech soen, datt déi Léisung, déi mer fonnt hunn, eng kloer, einfach an och administrativ net ze vill schwéierfällg ass.

Eng éischt Feststellung, déi een hei muss maachen, ass, datt mer bis elo an eiser Steiergesetzgebung nach keng Definition hunn, wat e kleng Spuerer ass, wou en ufänkt a wou en ophält. D'Gesetz huet elo emol de Mérite, dës kleng Spuerer ze definéieren, andeem et vun engem steierfräie Betrag um 25 Euro Zënse schwätzt, wat am Moment mat deem normalen Zënssaz e Kapital vun 12.500 Euro oder 500.000 al Lëtzebuurger Frang ausmécht.

Wann een dovun ausgeet, datt zum Beispill eng Koppel zwee esou Konten huet, brauch se also an Zukunft bis zu engem Betrag vun 2 x 500.000, also enger Millioun al Lëtzebuurger Frang keng Steieren op den Zënssatz ze bezuelen. Déi jeene Koppel, déi zesummen iwwer eng Millioun al Lëtzebuurger Frangen op deenen zwee Konten huet, bezilt dann am Fall, wou deen een da 500.000 an deen anere 750.000 d'aler Frang op engem Kont huet, ganz genau 37,50 Euro Steiere pro Joer.

Bis elo war et esou, datt all Steierzueler huet missen dës Zënse op senger Steierdeklaratioun deklaréieren, déi dann och an d'besteierbar Assiette gefall sinn, an dës Steierzueler huet dann zwéischen 10 oder 38% Steieren heirobber bezuelt, also an der Moyenne wesentlech méi wéi dat, wat se muer wäerten op dës Zënse bezuelen. Et ass also net, wéi dat elo versicht gëtt duerzestellen, datt déi Leit mat kleng Spuerkonte méi schlecht an Zukunft wäerte steierlech behandelt ginn, wéi dat bis elo de Fall war, mä just de Géigendeel ass richtig.

Ech wëll d'Fro hei opwerfen, wéi vill Steierzueler, déi zum Beispill méi wéi eng Millioun al Lëtzebuurger Frang op hire Spuerkonten hunn, bis elo keng Steieren op dës

Zënse bezuelt hunn. Et wär emol interessant, hei méi genau Zuelen doriwier ze kréien. Ass et net vläicht esou – an de Rapporteur huet et virdrun och scho gesot –, datt vill vun dësen Zënssätz bis elo laanscht d'Steier geschleist gi sinn?

Fir meng Fraktioun – an duerfir ënnerstëtze mir déi Motioun, déi och virdu vum Rapporteur hei erageerecht ginn ass – ass et allerdéngs wichteg, datt een e Bilan mécht no engem Joer, fir ze kucken, ob dee Fräibetrag vu 25 Euro duergeet an ob een deen net eventuell misst à la hausse nei definéieren. Mir wäerten duerfir och déi Motioun stëmmen.

Ech wëll dann och an deem Kontext ënnersträichen, datt aner Kapitalrevenue steierlech net méi begünstegt sinn, wéi d'Spuerkonten, esou wéi een dat och aus enger Rei vu Kritike kann erauslesen. Wat zum Beispill d'Bauspueren ubetrëfft, ass et jo esou gewiescht, datt ganz am Ufank d'Bauspuere sollt ënnert d'Quellesteier falen, duerno ass se awer erëm erausgeholl ginn, an dat op Wonsch vun deene concernéierte Kreesser. Elo ass et awer erëm esou, datt mer decidéiert hunn en fin de compte, datt mer trotzdeem d'Bauspuerkonten ënnert d'Quellegesetz géife fale loossen.

Do gëtt elo zu Onrecht vu verschiddene Säiten argumentéiert, déi Bauspuerkonten géifen elo méi schlecht ewechkommen, wéi normal Spuerkonten. Duerfir sinn dann och eng ganz Rei vu Kritike formuléiert ginn. Ech kann duerfir awer déi Kritik, besonnesch vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, net novollzëien, déi an hirem leschten Avis behaupt hunn, dës Spuerkonte géifen elo vill méi schlecht wéi all aner Kapitalertrag a Spuerkonte behandelt ginn.

Dëst, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass ganz einfach faktesch falsch. D'Bauspuerkonten ginn an Zukunft genausou favorabel behandelt, wéi all aner Spuerkonten. Wann allerdéngs d'Fuerderung déi sollt sinn, datt dës Zort vu Spuerkonten iwwerhaapt net steierlech erfaasst sollt ginn, da soll een dat kloer an däitlech zum Ausdruck bréngen. Da kann d'Antwort, zumindest vu menger Fraktioun, nëmmen déi sinn, datt mer esou eng steierlech Extrabehandlung vu Bauspuerkonten net kënnen akzeptéieren, well dat jo eng riseg Ongerechtheet par rapport zu all anere Spuerkonte géif duerstellen.

Wat elo déi steierlech Behandlung vun anere Kapitalertrag ubetrëfft, esou wëll ech ënnersträichen, datt am Géigesaz zu deem, wat och ëmmer erëm esou duerch d'Landchaft colportéiert gëtt, d'Dividenden enger Quellesteier vun 20%, also genau deem duebele Steiersaz, ënnerleien, wéi d'Zënssatz op Spuerkonten. Och d'Plus-valùe vu majoritäre Participatiounen a Gesellschaften ënnerleien enger wesentlech méi héijer Besteuerung. Et ass also net esou, datt hei nëmmen Zënssatz géifen enger Steier ënnerleien an all déi aner Kapitalertrag net.

Wat elo d'SICAVen ubetrëfft, esou ass et richtig, datt just d'SICAV capitalisantes, wéi se am Fachjargon genannt ginn, net besteierbar sinn, wann ee se méi wéi sechs Méint a sengem Portefeuille hat. All aner SICAVe falen ënnert déi normal besteierbar Assiette.

Ech wëll duerfir och warne virun all deene Publicitéiten, déi een an deene leschten Deeg an de Medie kann héieren, an déi d'SICAVen alleguerten an datselwecht Steierdéppe geheien, an de Leit dobaussen d'Illusioun vermëttelen, datt se, wa se hirt haart erspuert Geld heiranner géifen investéieren, vun all Steierlaascht befreit wäeren. Dëst ass also formell net richtig, well et sech just op déi sou genannte „SICAV capitalisantes“ bezitt, an nach nëmmen, wann ee se also mindestens sechs Méint a sengem

Portefeuille titres hält. A souguer da muss ee jo awer wëssen, datt am Géigesaz zu den Zënssätz op classesche Spuerkonten de Wäert an d'Ertrag vun esou SICAV capitalisantes vun der Entwécklung op eisen Aktiemäert ofhängeg sinn, esou datt dës Form vu Kapitalertrag net ouni Risiko ass, am Géigesaz zu deene classesche Spuerkonten.

Här President, e lescht Wuert zu der Liquidatioun vum Passé, esou wéi se am Artikel 9 festgeschriwwen ass. Och hei ass et net esou, datt d'Besëtzer vu sou genannte schwarze Konten, elo duerch d'Bezuele vun där 10% eger Quellesteier um steierleche Plang géife komplett wäissgewäsch ginn. Dëst Verbuet, fir Informatiounen iwwer ugefallen Zënssatz weiderzeginn, spillt nëmmen a ganz eleng fir déi Zënssatz, déi ugefalle sinn. Dat bedeit, datt d'Steierverwaltung dës Zënssatz net méi ka retroaktiv besteieren. Dëst heescht allerdéngs net, datt de Steierzueler vun enger kompletter Steieramnestie, fir déi net deklaréiert Fonge géif profitéieren, mä d'Steierverwaltung kann zum Beispill den Ursprung vun dësen Fongen hannerfroen, mat alle Konsequenzen, déi sech heirauser fir de Steierzueler kënnen erginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen domadder zum Schluss. Meng Fraktioun wäert dës Projet stëmmen, well mir dovun iwwerzeegt sinn, datt et e gudde Projet ass:

1. Well en de Steierzueler hei zu Lëtzebuerg net méi schlecht behandelt, wéi deejéinegen, deen net an eisem Land leeft, an nëmmen hei e puer Bankkonten ënnerhält;
2. well e fir déi grouss Majoritéit vun de Steierzueler eng substanzuell Erliichterung par rapport zu der aktueller Situatioun duerstellt;
3. well en eng kloer Definitioun vum Klengspuerer gëtt, deen dann och fräigestallt gëtt vun all Steier op den Zënse vu senger Spuerkonten;
4. well en eng antiwirtschaftlech Steuer, nämlech d'Verméigenssteuer, ofschaft a sech domadder där iwwergrousser Majoritéit vun aneren europäesche Staaten uschléisst;
5. fir all Bierger hei am Land weider d'Bankgeheimnis ofséichert, a
6. – an dat ass fir mech a meng Fraktioun wuel dee wesentlechste Grund –, well en a Zukunft, duerch d'Afëiere vun der Quellesteier, deen éierleche Steierzueler net méi wäert benodeelege par rapport zu deem, dee virgezunn huet seng Spuerkonten der Steierverwaltung an domadder der Steier virzëenthalen.

Eleng aus deem leschte Grund eraus kann ech mer eigentlech net virstellen, datt iergendeng Fraktioun, déi et eescht hält mat der Steierlecherleechkeet, géint dës Projet wäert stëmmen.

Ech soen lech Merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Mosar. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Claude Meisch. Här Meisch!

M. Claude Meisch (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no laangen Diskussiounen hei an dësem Haus, an der Öffentlecherleechkeet, ganz besonnesch intensiv am Laf vun deene leschten zwee Méint, zënter de Projet hei déposiert ginn ass, kënnst et dann elo zur Diskussioun an zum Vote vun deem Projet. E bëssen erstaunt kann een awer sinn, wann ee feststellt, datt hei vun der Majoritéit vun der Regierung e Projet am Oktober an d'Chamber kënnst, deen da soll am Dezember gestëmmt ginn, a

gläichzäiteg d'Majoritéitsparteien...

(Coups de cloche de la Présidence)

... eng Motioun maachen, wou se schonn d'Zweifelen dorun äusseren, ob dee Projet da wierklech esou gutt ficeléiert ass, wéi ee sech dat kéint oder hätte missen erwaarden. Dat ass sécherlech net üblech an dësem Haus.

Duerfir froen ech mech eigentlech och, firwat deen dote Wee elo gewielt gëtt, fir direkt eng gewëssen Incertitude erëm mat ze séinen. Incertitude, déi mat Sécherheet groussgeschriwwen ginn ass am Laf vun deene leschte Wochen, bei all deem, wat iwwert dës Projet gezielt a geschriwwen ginn ass. Bei all deene kontroversen Diskussiounen an deene Behauptungen, déi virun allem och net gestëmmt hunn, déi an der Öffentlecherleechkeet einfach esou emol geäussert gi sinn, dréit dës Motioun mat Sécherheet net derzou bäi, datt d'Verauen an dat, wat mer hei gemaach hunn, an d'Verauen och an d'Finanzpolitik an an d'Steierpolitik vun der Regierung méi grouss ginn.

Mir wëssen awer, wa mer am Perimeter vun der Finanzplaz eppes un der Besteuerung änneren, datt et do ganz besonnesch wichteg ass, datt d'Leit dobaussen, hei am Land an an anere Länner, kënnen Vertrauen an dat hunn, wat d'öffentlech Hand op deem Niveau do mécht.

Näischtdestotrotz wësst Der, datt d'Demokratesch Partei zu dësem Projet an zu der Grondiddi steet. An ech wëll och besonnesch dem Rapporteur Merci soe fir seng Explikatiounen, souwuel déi am schrëftlechen, wéi och am mëndleche Rapport. Hien ass dorop agaangen, datt dat heite jo eng gewësse logesch Suite ass vun der Quellesteier, déi mir fir d'Netrésidenten agefouert hunn, wou mer elo bei engem Taux da vu 15% leien, dee jo awer nach iwwert déi nächst Jore wäert eropgoen.

Wa mer da wëssen, datt mer haut eng duerchschnëttlech Besteuerung nach iergendzwousch tëschent 10% an 38% vun de Kapitalertrag vun de Résidenten hunn, da gesi mer ganz, ganz schnell, datt d'Résidenten eigentlech hei déi sinn, déi momentan désavantagéiert sinn, an datt dorauer eleng schonn e gewëssenen Handlungsbedarf besteet, fir och eng Solutioun fir d'Résidenten ze fannen.

Den Objektiv vun der Grondiddi vun dësem Projet, dee mer hei diskutéieren, ass, fir ënner anerem och d'Spueren ze erliichteren an ze favoriséieren. Et ass sécherlech net schlecht, wann d'Leit, dee kleng Spuerer an och dee grouse Spuerer, et méi einfach gemaach kréien, an en Ureiz kréien, fir Geld op d'Säit ze leeë fir méi schlecht Zäiten, fir hir Nokommen; eng vun deenen Iddien, déi vläicht bei der Diskussioun ëm dës Projet bis ewell ze kuerz komm ass.

En anert Argument, firwat ee mat dësem Projet kann d'accord sinn, ass, datt och de Rapatriement vu Gelder a vu Kapital, déi bis elo am Ausland placéiert waren, op Lëtzebuerg favoriséiert a vläicht méi einfach doduerch gemaach gëtt; datt et gläichzäiteg dann och évitéiert gëtt, datt d'Kapital, dat momentan hei bei eis am Land placéiert ass, sech e Wee an d'Ausland sicht, an datt mer gläichzäiteg dann awer och probéiert hunn, mat dësem Projet d'Bankgeheimnis ze wahren. Mir hunn also e Wee fonnt, eng Quellesteier anzeféieren, ouni datt dee geréngsten Doute um Bankgeheimnis herno kéint bestoen. An da war et jo awer och d'Zil – an och dat, mengen ech, soll een offe soen –, fir vläicht eng nei Nisch fir d'Bankplaz opzemaachen, fir nei zousätzlech Clientë kënnen fir d'Bankplaz Lëtzebuerg ze gewannen.

Déi Solutioun, déi eben do fonnt ginn ass an déi deenen ënner-

schiddlechen Objektivter Rechnung dréit, ass d'Aféierung vun enger Retenue à la source libérateur vum 10% op Kapitalertrag, dat fir déi physesche Persounen, a gläichzäiteg d'Ofschafung vun der Verméigenssteuer, dat – wéi gesot – och fir déi physesche Persounen, woubäi besonnesch dat jo e Punkt ass, dee ganz ideologesch diskutéiert gëtt, mä woubäi dat jo awer och e Punkt ass, wou mer – wa mer, mengen ech, wéi et de Rapporteur richtig gemaach huet, d'Analys maachen: Wou besteet nach eng Verméigenssteuer an Europa a wou besteet se schonn net méi? – eigentlech déi Diskussioun manner ideologesch kéinte féieren an dat och roueg an engem europäesche Kontext kéinte gesinn, an och an engem konkurrenzuelle Kontext mat anere Länner. Wa mer wëllen, datt weiderhi Kapitalien hei zu Lëtzebuerg placéiert bleiwen an datt si sech net lues a lues an aner Länner verflüchtigen, dann ass dat sécherlech de richtige Wee.

Et ass eben elo emol festgehale ginn, fir déi Retenue à la source do op d'Zënssatz ze limitéieren. Ob dat richtig ass oder net, dat soll da jo och nach eng Kéier diskutéiert ginn. Et ass ebe gläichzäiteg och festgehale, datt dee kleng Spuerer besonnesch avantagéiert gëtt bei dësem Projet de loi, datt eben d'Zënssatz bis 250 Euro net besteiert solle ginn, an datt eben och an engem gewëssene Sënn eng Liquidation du passé an dësse Projet mat agefloss ass, dat eben och fir de Rapatriement e Stéck ze erliichteren, woubäi mer jo wëssen – an den Här Mosar huet et gesot –, datt déi Liquidation du passé och hir Limitéiert wäert hunn an datt dat kee Fräifahrtsschäin ass fir all déi, déi sech an der Vergaangenheet net esou richtig un dat eent oder dat anert gehalen hunn.

Dësse Projet de loi wäert jo och seng Implikatioun op de Budget hunn. Bei de Budgetdiskussiounen si mer schonn dorobber agaangen. Et stoung jo och schonn am Budget fir 2006, d'Ofschafung vun der Verméigenssteuer wäert eng Moins-value ausmaache vun 22 Milliounen Euro, woubäi een awer gläichzäiteg do muss soen, datt grad d'Andreiwéi vun der Verméigenssteuer och extrem opwändig war, an datt dat jo awer dann och manner Aarbecht, manner Opwand wäert bedeiten an Zukunft, datt do Leit, déi sech bis elo mat deenen Dossiere beschäftegt hunn, eigentlech aneschtens kënnen agesat ginn.

Dat wat bis elo jo aus Zënse vu Kapitalertrag versteiert ginn ass, well et dann deklaréiert ginn ass vun deene Leit, déi éierlech waren an hir Zënssatz deklaréiert hunn, dat fällt jo dann an dësem Sënn ewech. Dat wäerten eng 15 Milliounen Euro gewiescht sinn, wa mer dat zesummerechnen, eng Moins-value vu 37 Milliounen Euro. Do dergéint huet de Budgetminister am Budget eis an Aussicht gestallt, datt déi nei Retenue à la source da fir d'Résident 40 Milliounen wäert erabréngen, datt dat also ënnert dem Stréch opgeet, woubäi een natierlech muss soen, datt déi Indikatiounen do ganz, ganz vag sinn, well haut eben nach kee weess, wéi d'Leit wäerten an Zukunft reagieren.

Ob Leit, déi bis ewell hir Suen am Ausland placéiert haten, se zréck op Lëtzebuerg wäerte bréngen; ob Leit, déi elo vläicht hir Suen an en Zënssatz placéiert haten, en anere Produit wäerte sichen, deen dann elo eben nach net ënnert d'Quellesteier fällt; ob effektiv Leit, wéi se virdrun nach genannt gi sinn „high net worth individuals“, dann de Wee op Lëtzebuerg fannen, sech hei als Résident umellen an dann hirt Geld och hei placéieren, wat dann erëm zu méi Recetté bei där Retenue à la source wäert féieren, hannerun all deem steet nach e grouss Fragezeichen. Dat wäerte mer dann och an der Realitéit eréischt déi nächst Jore ganz konkret erkennen.

Wa mer also mat der Grondiddi vun dësem Projet de loi d'accord sinn, well d'Iddi éischters emol gebuer ginn ass am Joer 2003, wou d'DP mat Verantwortung an der Regierung gedroen hat, well et och eng Iddi ass, déi mer an eisem Wahlprogramm 2004 mat vertraueden hunn an och zënterhier ëmmer erëm mat vertraueden hunn, esou muss een awer soen, dass eng Rei vun handwierklech net ganz gud-den Approchen hei gewielt gi sinn, fir de Projet da schlussendlech an d'Realitéit ëmzesetzen.

De Projet de loi ass déposéiert ginn am Joer 2005 am Oktober, an elo si mer am Joer 2005 am Dezember, an elo soll en hei gestëmmt ginn. Also innerhalb vun zwee Méint hunn d'Chamber an all déi aner Instanzen, déi sech domadder beschäftegt hunn, misse sech iwwert dee Projet knéien. Eigentlech hätt een dat kënnen éischer ugoen, well schonn de Premierminister am Mee 2003 dës Iddi lancéiert hat hei an dësem Haus, a senger Deklaratioun deemools zur Lag vun der Natioun.

Et freet ee sech eigentlech, fiwat datt d'Regierung net éischer op dee Wee gaangen ass an d'Chamber mat engem Projet de loi befaasst huet. Dann hätt een och nach ëmmer kënnen de Stéichdatum vum 1. Januar 2006 anhalen, wou dee Projet jo soll a Kraaft treden, a mer hätten eis awer méi Zäit kënnen huele bei der Berodung. Dann hätt ee wahrscheinlech net missen eng Motioun hei areeche, déi gläichzäiteg esou munches, wat elo hei gemaach gëtt, erëm a Fro stellt, eppes wat also d'Leit, déi dobaussen an deem Secteur, am Bankesektor tätég sinn, Leit, déi och wëllen hiert Geld placéieren, erëm zousätzlech wäert veronsécheren.

Duerfir wäere mir eigentlech och frou ze wëssen, wéi déi Motioun gemengt ass, wat domadder konkret gemengt ass. Wann ech zum Beispill liesen: „à évaluer les effets de la loi à la fin de l'exercice fiscal 2006“, sinn déi Leit, déi déi Motioun ënnerschriwwen hunn, der Meinung, dass zum Beispill och kënnen erëm Verschlechterungen antriede par rapport zu där Situation wéi se haut gestëmmt gëtt? Ech mengen, dass een dat awer dann och de Leit dobaussen elo soll soen. Mir fannen et net gutt, wa mer esou munches, wat mer hei maachen, erëm mat engem grouse Fragezeichen auskleeden, well mir brauche Sécherheet fir de Bankesektor, mir brauche Sécherheet vun de Spuerer hei am Land an och am Ausland.

De Projet ass, well e relativ schnell duerchdiskutiert ginn ass, dann och mat Sécherheet net richtig erkläert ginn, esou datt dat zu esou munchen Mëssverständnisse gefouert huet: Mëssverständnis ëm de Fräibetrag, wou et jo e ganzen Hickhack ginn ass, wou eng Kéier dann e Fräibetrag fir déi ganz kleng Spuerer sollt sinn, dann ass eng Solutioun an der Diskussioun gewiescht fir 1.500 Euro fräizestellen, elo si mer bei 250 Euro, wou ee mat Sécherheet och kann domadder d'accord sinn, a wou meng Fraktioun och an der Finanzkommissioun gesot huet: Deen dote Wee kënnen mer matgoen.

Mä alles dat, wat do no bausse gedrongen ass, huet mat Sécherheet net zur Akzeptanz vun dësem Projet bäigedroen, mä eigentlech dozou bäigedroen, datt d'Leit och dat, wat ganz positiv fir deen eenzelne Spuerer, mat Sécherheet och fir dee kleng Spuerer, un dësem Projet ass, net esou gesi gouf.

Well mat dësem Projet soll – an ech hunn et gesot – jo och d'Spueren encouragéiert ginn, a well et jo eigentlech och e Projet ass fir méi Steiergerechtheet, wou deen, dee bis elo éierlech war, dann och op e selwechten Niveau herno wäert besteiert ginn, wéi deen, dee bis ewell méi onéierlech war. Et ass eigentlech dat och déi ganz grouse Reform, déi mer hei wäerte fäerdeg bréngen mat dësem Projet.

Wa mer nëmmen zwee Méint Zäit haten, fir am Detail doriwwer ze diskutieren, dann ass och ze verstoen, dass deen een oder deen anere seet: Eigentlech ass den Dialog net esou gefouert ginn, wéi en hätt misse gefouert ginn. Ech denken och do un d'Reaktiounen vun zum Beispill de Steierbeamten, déi Reaktiounen, déi zousätzlech eben och nach eng Kéier zu där Verwirrung do bäigedroen hunn.

Wat ech awer och an där ganzer Diskussioun an och am schrëftleche Rapport net richtig verstanen hunn, dat ass, dass een elo e bëssen d'Impressioun huet, mir schummen eis eigentlech, eppes fir d'Finanzplaz ze maachen. Wann ech am schrëftleche Rapport ee Saz liesen, dann ass dat eigentlech schonn direkt e Widdersproch zu engem anere Saz.

Ech liesen do zum Beispill: „La Commission tient toutefois à souligner que l'objectif primaire du projet de loi n'est pas d'attirer foule d'étrangers fortunés.“ Virrun hunn ech dann awer scho gelies: „Le but est d'attirer au Luxembourg les grosses fortunes à la recherche d'un environnement fiscal avantageux.“ Also eigentlech e Widdersproch. Mir sollen eis schonn eens ginn, wat mer wëllen, an ech mengen net, wann een eng Kéier dat eent behaupt an engem Text an da gläich drop erëm eng Kéier dat anert, dass dat zur Kloerheit bäidréit.

M. le Président. – Här Meisch, erlaabt Der eng Zwëscherfro vum Här Thiel?

M. Claude Meisch (DP). – Jo, selbstverständlech.

M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. – Merci, Här President. Ech wollt just dem honorabele Kolleg soen – hien huet et selwer elo gesot –, dass et eng Kéier do heescht, et ass och e But fir Ausländer op Lëtzebuerg ze zéien, mä op där anerer Säit heescht et, et war net deen éischte But. Hien huet et selwer gesot. Also ech mengen déi Nuance, déi misst een awer berücksichtigten an net direkt e Widdersproch doraus maachen.

M. le Président. – Wéi war Är Fro, Här Thiel?

(Hilarité)

M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur. – Ob de Kolleg domat d'accord ass?

(Hilarité)

M. Claude Meisch (DP). – Net esou ganz, Här President, kann ech domadder d'accord sinn. Also wann een deen Text do liest, da spiert een awer iergendzwoosch, dass gezéckt ginn ass fir kloer no bausse ze soen: Jo, mir maachen hei eppes fir d'Bankeplaz. Mir hätte léiwer och gehat, dass awer kloer d'Kand beim Numm genannt gi wär.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Et versteet een awer, dass de Rapporteur do ganz besonnesch virsiichteg huet misse sinn, well mer jo awer wëssen, dass grad bei dësem Projet d'Unanimitéit innerhalb vun de Majoritéitsparteien net besonnesch grouss war. Virun allem d'LSAP war virun de Wahle jo géint dës Iddi – net onbedéngt géint de Projet, mä géint dës Iddi – ganz massiv an d'Feld gezunn. Grad meng Partei ass do duergestallt gi wéi wa mer eppes wëlte maachen, wat wierklech dem Land näischt géing bréngen, an elo stelle mer awer fest, dass dann d'LSAP genau datselwecht muss maachen. Duerfir versteet een, dass de Rapporteur dann och emol eng Kéier dat eent a genau de Contraire muss a säi Rapport eraschreiwene.

Net richtig verstanen hunn ech eigentlech och dat Zitat vum Här Fayot, dee gesot hu soll, dass dëse Projet gutt ass fir d'Finanzplaz, awer net gutt ass fir Lëtzebuerg.

Ech denke mer awer, dass d'Finanzplaz esou eng grouss Importenz huet fir eist Land, fir eis Ekonomie, fir eisen Aarbechtsmarché, dass, wann eppes gutt ass fir d'Finanzplaz, et eigentlech dann och gutt ass fir Lëtzebuerg. An dee Widdersproch do, deen een also am Här Thiel sengem Rapport kann erauslesen, dass ass dann och dee Widdersproch, dee selwer an der LSAP schéngt ze herrschen, wou een net richtig gewillt ass zouzegeen, dass, wa mer eppes Positives fir d'Finanzplaz maachen, dat gläichzäiteg positiv ass fir Lëtzebuerg.

Mir müssen awer zouginn, dass d'Finanzplaz eben emol de wirtschaftleche Motor vun eisem Land ass an dass et eben hei och drëms geet, fir nei Clienté fir déi Finanzplaz kënnen ze iwwerzeegen op Lëtzebuerg ze kommen. Et geet drëms, dass mer dee schonn attraktive Kader, dee mer op der Finanzplaz hunn, nach ëm dat eent an ëm dat anert Element vervollstännege, dass mat der Ofschafung vun der Verméigenssteuer, mat enger lerschaftssteuer, déi net oninteressant ass am internationale Verglach, a mat enger Retenue à la source vun 10%, déi libérateur ass a woubäi et jo, wann déi Prognose vum Budgetminister stëmmen, esou ass, dass et de Stat herno net méi wäert kaschten.

Et kann eigentlech herno och nach, wann et da wierklech esou ass, dass da Leit doduerjer hiert Geld hei zu Lëtzebuerg placéieren, dem Stat weider Recetté bréngen. Dat ass dann och dat wat deen een oder deen aneren, och besonnesch vläicht an der LSAP, net verstanen huet, dass een eben och mat méi niddregen Tauxen, mat méi niddrege Steiersätz herno kann insgesamt méi am Statssäckel hunn.

(Interruption)

Wat d'Bankeplaz ubelaangt, do wësse mer jo, dass mer no deem Dall, dee se am Ufank vun dësem Jorzéngt duerschtratt huet, eigentlech erëm besser Perspektiven hunn. Dat wëllt awer net heeschen, dass net nach munches ze maache bleift. Mir hunn nach ëmmer 157 Banken hei zu Lëtzebuerg.

En enormt Steieropkommes kënn aus de Banken. Aus de Banken direkt sinn et 768 Milliounen Euro, dat ouni dat ganz Personal, wat do schafft, déi och Steiere bezuelen, dat ouni déi Secteure ronderëm, déi och nëmmen an deem Mooss fonctionnéieren, well d'Bankeplaz eben och gutt rullt. An et sinn 23.000 Aarbechtsplazen, déi direkt vun de Banken ofhänken, och dat erëm eng Kéier ouni déi aner Secteure ronderëm, ouni de Commerce, ouni den Handwiersksector, ouni d'Gastronomie, déi jo och grad duerch eis Bankeplaz ugedriwwen ginn.

Dëse Schrëtt, deen also haut gemaach gëtt, ass och e kleng Schrëtt a Richtung vu méi Attraktivitéit fir eis Bankeplaz, mä mir wëssen, dass nach eng Rei vun aneren Hausaufgaben ze maache sinn. Mir wëssen, dass nach ëmmer gefaart gëtt, dass mer awer hei am Land e Schratt ze wäit reglementéieren, iwwerreglementéieren, par rapport zu deem, wat an europäeschen Direktive gefuerdert gëtt. Mir wëssen och, dass mer nach mussen Efforte maachen, méi Efforte mussen maachen, fir direkt bei der Aushandlung vun Direktive mat derbäi kënnen ze sinn an Afloss ze huelen.

Mir wëssen och, dass, wat d'Duerstellung vun der Finanzplaz no bausse ubelaangt, nach esou munches muss geschéien, ka geschéien, wou Ustrengunge gemaach gi sinn, déi awer mussen weidergoen, fir d'Promotioun vun

der Finanzplaz am Ausland virun allem nach méi cibléiert kënnen ze gestalten.

Mir wëssen, dass mer dat eent an dat anert méi schnell och mussen ëmsetzen, fir der Finanzplaz e kompetitiven Avantage ze ginn, an dass ganz villes och nach ze maachen ass am Beräich vun der Formation, vun der Weiterbildung an och vun der Fuerschung am Ëmfeld vun eiser Finanzplaz, dass do nach esou munch Hausaufgaben ze erfëlle sinn, fir weiderhin ze garantéieren, dass d'Finanzplaz och dee Motor vun eiser Ekonomie ka bleiwen, dee se war.

Dat heiten ass, wéi gesot, een éische Schratt an déi dote Richtung, an och duerfir, nieft all deenen aneren Aspekter, déi ech a mäi Virriedner opgezielt hunn, seet d'Demokratesch Partei Jo zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix. – Très bien.

M. le Président. – Ech soen dem Här Meisch Merci an als nächste Riedner ass den Här Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP). – Här President, ech wollt am Ufank dem Rapporteur Merci soe fir säin interessante schrëftlechen an och mëndleche Rapport. D'Gesetz iwwert d'europäesch Quellesteier huet zu Lëtzebuerg de grouse Publikum kaum interesséiert. Dat war eng Diskussioun vu Spezialiste vun der Finanzplaz. Ëmsou méi interesséiert déi Lëtzebuurger Quellesteier d'Leit alleguer. Et geet nämlech ëm hir eege Spuergröschchen. An dach – dat ass hei schonn e puermol gesot ginn – hänken déi zwou Zorte Quellesteieren enk zesammen. Dofir wëll ech awer e bëssen zrëckkommen op déi europäesch Quellesteier.

Firwat gouf déi europäesch Quellesteier den 1. Juli 2005 Realitéit, gouf se den 1. Juli 2005 agefouert? Bekanntlech gëtt et an der Europäescher Unioun de fräie Kapitalverkéier. Doduerch kann d'Kapital vu Land zu Land fräi zirkuléieren an doduerch kënnen awer och d'Kapitalertrag der Steier entkommen. Dofir gouf jo och gesot, dass am Fong geholl all Land vun der Europäescher Unioun e Steierparadies fir Netrésidenté wär, also fir Leit, déi net an deem Land liewen.

Duerch déi Steierevasioun, déi mer am Zuch vun fräie Kapitalverkéier an der EU konstatéiert hunn, ass fir all eenzelt Land vun der Europäescher Unioun eppes entstan, wat déi meeschte Länner net méi wollten hinhalen: Hir Steierbasis ass hinnen zum Deel ewechgebrach, op jidde Fall wat d'Kapitalsteieren ugeet. Si hu Steiere verluer, déi se brauche fir hir Sozialsystemer ze finanzéieren. Datselwecht ass jo elo amgaange mat de Betriebssteieren an dem Dumping fiscal. An deem Zesammenhang gëtt jo och probéiert an der Europäescher Unioun, deem Dumping fiscal en Enn ze setzen. Wéi bei der Kapitalbesteuerung, bei der Quellesteier wäert dat och do ganz schwéier ginn.

D'Steiergerechtheet besteet och net méi, wann et nëmmen d'Aarbecht ass, déi besteiert gëtt, an net d'Kapital. Op laang Dauer müssen dann déi indirekt Steiere gehuewe ginn, déi jiddferen ouni sozial Considératioun treffen. Dofir gouf et säit dem Enn vun den 80er Joren e staarken Drock an der Europäescher Unioun, fir och d'Kapitalertrag ze erfassen a steierlech ze belangen. Dat ass da mat där europäescher Quellesteier, wéi gesot, vum 1. Juli 2005 un, Wierklechkeet ginn, déi jo och dann zu Lëtzebuerg a Kraaft ass.

Nu wësse mer awer, dass déi grouss Schwieregkeet fir Lëtzebuerg bei där europäescher Quellesteier d'Bankgeheimnis war an och nach ëmmer ass. Lëtzebuerg brauch d'Bankgeheimnis fir seng Finanzplaz. Dofir huet Lëtzebuerg

mat der Belsch a mat Éisträich eng aner Regelung wéi déi aner 22 Länner vun der Europäescher Unioun. Vun deenen dräi Länner gëtt et keng Informatiounen iwwert d'Bankkonte vun Nonrésidenten, mä nëmmen en Ofzuch vun der Steier an der Quell, dat heescht, bei der Bank selwer. An dat, wéi mer déi europäesch Quellesteier hei diskutéiert hunn, gouf vu kenger Fraktioun an dëser Chamber contestéiert, fir keng Fraktioun heibanne stoung dat Bankgeheimnis zur Dispositioun.

Mat anere Wierder kann ee soen: Lëtzebuerg wëllt de glieserne Steierzueler net. Lëtzebuerg wëllt net, dass eng Steierverwaltung an de Banken oder vun de Banken Informatiounen iwwert d'Bankkonte vun de Contribuables kritt. Dat war richtig fir d'Netrésidenten, an ech mengen, dass ass och richtig fir d'Résidenten.

Här President, dofir ass déi Quellesteier, déi mer haut diskutéieren, an der Kontinuitéit vun där europäescher Quellesteier. Si ass an der Logik vun där Steier, déi dora besteet, fir méiglechst vill Kapitalertrag steierlech ze erfassen. Firwat ass dat esou? Et muss een dat nämlech genee hannerfroen a kloerstellen, well ebe just do den Ulass zu manchen Kritiken a Mëssverständnisse läit.

Fir d'LSAP – wann ech dat emol esou soen –, programmatesch oder ideologesch, ass eng progressiv Akommessteuer mat enger breeder Entlastung fir kleng a mëttel Einkommen déi sozial gerechtst Steier. Ënnert déi Akommessteuer sollten all d'Revenue vun de Steierzueler falen. Nu gëtt dee Prinzip duerch dës Quellesteier vun 10%, also vun enger sou genannter „flat rate“, a Fro gestallt.

D'Arbeiterkammer huet zum Beispill gesot, dass eng Retenue libérateur vun 10% sozial net gerecht wär, well doduerch de Prinzip vun enger manner héijer Besteuerung vum Kapital wéi vun der Aarbecht agefouert géif. Dat kann een esou gesinn. Et kann ee souguer domat d'accord sinn. Et ass awer nëmmen zum Deel richtig!

Am Prinzip si jo all Kapitalertrag bis elo steierpflichtig mat deene verschiddeenen Ausnahmen, déi mer kennen, an zwar no dem Tarif vun der Akommessteuer. De Fräibetrag fir d'Zënsen ass dobäi jo iwwereng relativ héich, sou dass vill Leit och op den Zënsen keng Akommessteuer brauchen ze bezuelen.

Anerersäits wësse mer awer, dass d'Imposition par voie d'assiette vu Kapitalertrag zwar schéin um Pabeier steet, a Wierklechkeet ebe wéinst dem Bankgeheimnis net nozevollzéien ass. Ech hunn awer néierens gelies, och bei der Arbeiterkammer net, dass d'Bankgeheimnis soll opgehuewe ginn, a mer zu Lëtzebuerg ebe just dee besagte glieserne Steierzueler aféiere wëllen. D'Steierverwaltung huet zu Lëtzebuerg keng Méiglechkeet, fir ze kontrolléieren, wat deen Einzelnen effektiv huet.

Nu gëtt kritiséiert, Här President, de kleng Spuerer, deen eigentlech net soll touchéiert ginn, géif elo zur Oder gelooss ginn. Et gi jo nëmme Spuerbicher a Spuerkonten an net aner Kapitalertrag touchéiert. Dorop ass natierlech ze äntwerten – dat ass jo scho gemaach gi vum Rapporteur an och vu mengem Virriedner –, dass a leschter Minutt e Fräibetrag vun 250 Euro Zënsen agefouert gouf, wat engem Steierbetrag vu 25 Euro entsprécht. Op deem Zënsbetrag ass also keng Steier ze bezuelen. Dat ass e Kapital vun 12.500 Euro.

Ech weess net, ob dat e kleng Spuerer ass oder net; doriwwer gi jo d'Meenunge wäit ausenaner, wat elo e kleng Spuerer ass oder net. Déi wesentlech Fro awer ass déi, ob e Steierpflichtegen, dee Kapital besetzt – dat ass déi éischt Fro, da kommen déi aner hannendrun –, ob also e Steierpflichtegen, dee Kapital besetzt, op den Ertrag dovunner Steiere bezuele soll oder net.

An elo emol ofgesi vun der Héicht vun Kapital, fannen ech et gerecht als Sozialist, dass jiddferen, deen esou e Revenu huet, och prinzipiell dorop Steiere bezuele soll. Dat ass fir mech als Sozialist eng Fro vun Équité fiscale et sociale, dat heescht, vu steierlecher a sozialer Steiergläichheet. Esou wéi jiddferen op Loun, Gehalt, Pensioun a Rente bezilt, soll et dach och fir d'Kapitalertråg gëllen. Et kann dach net sinn, dass esou Revenuë vun der Steuer ausgeschloss solle ginn.

Mat anere Wieder, et ass gerecht, dass d'Kapitalertråg grad wéi Léin a Renten der Steuer ennerleien. Natierlech gëtt dee Prinzip duerch Fräibeträg oder Abschlagsméglechkeete manner haart, esou dass besonnesch bei méi klengen Revenuen d'Steier och méi kleng ausfällt respektiv ganz ewechfällt.

Wat constatéiere mer awer an der Wierklechkeet? Mir si jo hei elo an der realer Welt, net an der ideologescher Welt. Ech muss an deem Zesammenhang op de Rapport vun Jeannot Krecké, deemolegen Deputéierten, iwwert d'Fraude fiscale zu Lëtzebuerg zrëckkommen, deen aus dem Joer 1997 staamt an eigentlech ni vun iergendengem contestéiert ginn ass.

Iwwert d'Besteuerung vu Kapitalertråg, also vun Zënse op Spuerbicher, Comptes à terme oder à vue, zitiiert den Här Krecké e Steierexpert, den Här Alain Steichen. Ech zitiiere: „À l'heure actuelle, l'imposition des revenus de l'épargne participe davantage à la nature d'un don des citoyens épris de civisme fiscal, plutôt que d'un impôt prélevé en vertu d'une loi.“ Mat anere Wieder a méi brutal ausgedréckt: Et gëtt massiv bei der Erklärung vun Zënse un d'Steieramt gefuddelt.

Et besteet eng wäit verbreet Meinung ënnert de Leit, dass d'Kapitalertråg kee Revenu sinn an also net misse deklaréiert ginn. Déi breet Meinung gëtt et bei klengen a bei grousser Spuerer. A wann déi Meinung och verbreet ass, ass se menger Ansicht no nach laang net richtig – ob se elo vun engem klengen oder engem décke Spuerer kënnt.

Ënnert dem Schutz vun Bankgeheimnis – mir kommen ëmmer erëm dorobber zrëck, Här President! – kann ee seng Kapitalertråg uginne oder net. Déi, déi se uginne, maachen et aus Civisme fiscal. Fir déi aner ass et ouni Gefor, well d'Steierverwaltung – seet de Jeannot Krecké a sengem Bericht weider –, ech zitiiere hien: „ne fit jamais usage des pouvoirs d'investigation que lui conférerait le paragraphe 175 de l'AO“ c'est-à-dire vun där Abgabenordnung vun 1940, déi mer deemools vun de Preisen imposéiert kruten. Déi hu mer nom Krich weidergefouert.

D'Quellesteier, déi mat deem Gesetz agefouert gëtt, ass also eng Mesure d'équité fiscale et sociale, an deem Sënn, dass déi Leit, déi bis elo keng Kapitalertråg uginne hunn, an Zukunft gradesou Steiere bezuele mussen wéi déi, déi dat bis elo brav an éierlech gemaach hunn. Dat seet de Koalitiounsprogramm mat de Wieder, ech zitiiere den Saz: „dans un souci de rendre notre régime d'imposition de revenus de capitaux plus efficient et socialement plus équilibré“.

Ech sinn also der Meinung, dass dëst Gesetz a senger Prinzipiell sozial a steierlech gerecht ass. Ob de Fräibeträg vun 250 Euro héich genuch ass, fir de sou genannte klengen Spuerer net ze treffen, kann een diskutéieren.

Et soll een, an dat steet jo an der Motioun, déi mer gemeinsam mat der CSV virgeluecht hunn, no engem Steierjoeer evaluéieren, ob dat dann esou e Fräibeträg ass, dee pertinent ass an en dann eventuell adaptéieren. Ech mengen, et soll een dat no engem Steierjoeer maachen, fir dann am Joer 2007 déi Adaptatioun virzehuelen.

Et muss een allerdéngs och dobäi soen, dass dee Fräibeträg, dee mer elo agefouert hunn, pro Person a pro Bankkonto zielt, dass also an engem Stot all Member vun där Famill dee Fräibeträg zegutt huet, an et muss ee sécher och mat der Kreativitéit vun de Banken zu Lëtzebuerg rechnen, fir d'Quellesteier ze vermeiden. Dat ass jo schonn déck amgaangen.

Mä wichteg ass fir d'éischt emol de Prinzip vun der Steiergerechtheet fir jiddferen, déi mer leider net iwwert de Wee vun der normaler progressiver Akommessteuer duerchsetze kënnen. Dofir fanne mer dëst Gesetz en interessanten Astieg an eng nei Entwécklung vun onser Steiergesetzgebung, fir méi Steiergerechtheet ze kréien.

Här President, politesch gëtt sech driwwer opgereegt, dass mat deem Gesetz Spuerkonten a Spuerbicher generell besteiert ginn. D'Opreegung kënnt aus zwou Ursaachen.

Engersäits mussen d'Leit, déi bis elo keng Steieren op hiren Zënse bezuelen, d'Quellesteier bezuelen, dat sinn déi Leit, déi keng Steiererklärung gemaach hunn an dofir och hir Spuerertråg net uginne hunn. Och si gi mat der Quellesteier erfaasst, wann hiren Zënsertråg dann iwwer 250 Euro läit.

Anerersäits ass de Fräibeträg – dat ass eng aner Kritik – vu 1.500 Euro net méi wéi bis elo 1.500 Euro bei der Akommessteuer, well do eben de Steiersaz vill méi héich ass, a bis 38% gaangen ass. Dëse Fräibeträg vu 1.500 Euro bei der Akommessteuer verschwénnt natierlech net fir déi aner Kapitalertråg, souwäit se da besteierbar sinn an déi natierlech och weider mussen opgefouert ginn.

Grouss Opreegung verursaacht dann och de Champ d'application, dat heescht, déi Kapitalertråg, déi heimat viséiert ginn. Nach eng Kéier: Dat si jo bekanntlech Comptes à vue, Comptes à terme a klassesch Spuerbicher. Dat gëtt vu munchen als ze vill enk ugekuckt. Do gëtt gefrot, firwat dass nëmme déi erfaasst ginn an all déi aner Produiten net. Bon, d'Regierung äntwert jo dorop, dass sech beim Champ d'application vun der Lëtzebuerg Quellesteier un déi europäescher ugelehnt ginn ass.

(Interruptions)

■ **M. François Bausch** (DÉ GRÉNG).- Dat stëmmt.

■ **M. Ben Fayot** (LSAP).- Dee Champ...

■ **M. François Bausch** (DÉ GRÉNG).- Et steet och am Rapport vun Ärem Rapporteur dran.

■ **M. Ben Fayot** (LSAP).- Dee Champ d'application sollt méiglechst enk sinn, am Interessi vun der Bankeplaz. Och sollt dat net besteiert ginn, wat bis elo och net besteiert war. Dat heescht, Obligatiounen, déi och vu ville klengen Spuerer kaaft ginn oder Dividenden, bei deene schonn eng Retenue à la source vun 20% virgeholl gouf.

Dëst ass fir vill Leit dobaussen net nozevollzéien, an duerfir si mir mam Statsrot averstanen – den Här Bausch huet mech jo scho gëscht zitiiert hei aus der Kommissioun, dat soen ech och haut nach –, mir si mam Statsrot averstanen, dee freet, dass d'Regierung emol en Inventaire vun alle Kapitalertråg soll maachen, fir dann och ze kucken, wéi een déi kënnt besteieren iwwert de Wee vun enger Quellesteier.

Da stellt d'Fro sech, an déi ass och berechtigt: Hätt ee solle waarde bis den Inventaire gemaach gi wär, an dann eréischt en allgemengt Gesetz maachen? Dat wär sécher eng besser Method gewiescht. Et hätt och déi Hetz erspuert, déi mer an de leschten Deeg erlieft hunn. Et hätt och vläicht erlaabt dat Ge-

setz handwierklech besser ze maachen, an et hätt erlaabt d'Kommunikatioun ze verbessern.

Op där anerer Säit muss ech awer soen, kann een dëst Gesetz als en Astieg an eng fundamental richteg nei Richtung vun onser Steiergesetzgebung gesinn, fir méi Steiergerechtheet, also och fir méi sozial Gerechtheet. Dat ass d'Saach, Här Bausch, vum Glas, wat hallef voll oder hallef eidel ass.

■ **M. François Bausch** (DÉ GRÉNG).- Dat hei ass zimlech eidel.

■ **M. Ben Fayot** (LSAP).- Neen, ech mengen dat net.

(Interruption)

En anert Thema, wat jo och politesch staark belaaucht ass, ass d'Ofschaffung vun der Verméigenssteuer. Do gesäit och zum Beispill d'Arbeiterkammer, déi jo en zimlech sechen Avis gemaach huet, net d'Opportunitéit. Si ass bei der Verméigenssteuer relativ douce, muss ech soen, well si seet just: Mir gesinn net d'Opportunitéit, fir déi Steier ofzeschaffen. Si seet awer zugläich, dass de reelle Wäert vun der Fortune, besonnesch vun der Fortune immobilière net besteiert gëtt. Ech mengen, dat bréngt et jo op de Punkt.

Zur Verméigenssteuer huet iwwergens och de Jeannot Krecké a sengem Rapport errechent, dass d'Basis vun der Verméigensbesteuerung vun de physische Personnen zu Lëtzebuerg extrem enk ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Firwat ass déi Basis, dat heescht, déi Assiette vun der Verméigenssteuer esou enk, an also d'Resultat vun der Steuer selwer esou kleng? Ech zitiiere do de Jeannot Krecké: „À l'origine de cette assiette générale ridiculemment basse, on trouve un problème de fraude fiscale dû à la simple non-déclaration de biens et de valeurs faisant partie du patrimoine du contribuable“, an e bësse weider nach en Zitat: „les montants récupérés au titre de revenus de capitaux (...) laissent supposer qu'une quantité importante de capitaux échappent à l'imposition aussi bien au titre du revenu qu'à celui de la fortune“.

Elo gëtt et och hei net de Wëllen an d'Akzeptanz, fir an der Privatsphäre vun de Steierzueler ze sichen, wat dann elo déi eigentlech Fortune ass. Ech mengen, déi Akzeptanz vum gleserter Steierzueler gëtt et zu Lëtzebuerg net.

Eng aner Ursaach och, firwat déi Base esou enk ass, ass jo d'Manier wéi d'Fortune immobilière festgeluecht gëtt. D'Aschätzungsmethod vun der Verwaltung huet näischt mat der Realitéit ze dinn. D'Aschätzung vun der Fortune foncière no den Einheitswäerten vun 1941 ass, fir och do de Jeannot Krecké nach eng Kéier erbäizehuelen an ze zitiiere: „désuète, irréaliste, voire contraire au principe de l'équité fiscale“. Fin de citation, a Fin des citations de Monsieur Jeannot Krecké.

Här President, iwwergens iwwert déi Geschicht vun den Einheitswäerten, erënneren ech dorun, dass jo 1983 e Projet abruucht gi war, fir déi Einheitswäerten unzepassen. Dee Projet ass 1990 vum Rôle vun der Chamber erofgeholl ginn. An Däitschland iwwergens huet d'Bundesverfassungsgericht 1995 d'Aschätzung vun den Einheitswäerten an Däitschland als verfassungswidrig erkläert.

Ech fannen et also akzeptabel, dass d'Verméigenssteuer op de physische Personnen ofgeschafft gëtt, well och hei erëm déi Brav an Eierlech getraff ginn, an déi aner net. Och gëtt nëmme en Deel vun

der Fortune mobilière getraff, also an der Haaptsaach Kapitalertråg. D'Fortune immobilière gëtt nëmme ganz geréng besteiert. Wann also d'Quellesteier op der Fortune mobilière agefouert gëtt, an domat jiddferen erfaasst ka ginn, kënnen mer d'Verméigenssteuer ofschafen. Domat spueren mer der Steierverwaltung Aarbecht an erlaben de Beamten, déi déi Steier agedriwwen hunn, aner Aarbechten ze maachen. Ech mengen, dass en plus de Stat iwwer e méi effikasse Wee déi Suen erëmkrutt, op déi en an der Verméigenssteuer verzicht.

Här President, et ass och vill iwwert déi sou genannt Amnestie geschwat ginn, fir déi, déi hir Suen am Ausland hunn, a se elo ouni Problem rapatriéieren kënnen, an och fir déi, déi se bis elo net deklaréiert haten. Déi Quellesteier ass nämlech extrem gënschteg par rapport zur europäescher Quellesteier. Den Taux bleift ëmmer bei 10%, also nettement ënnert dem europäeschen Taux.

Lëtzebuerg, déi hir Suen an der Schwäiz oder an anere Länner vun der EU hunn, ausser Belgien an Eisträich, falen also schonn elo ënnert d'Informationspflicht. Dat heescht, dass hir Bank am Ausland d'Lëtzebuerg Steierverwaltung doriwwer informéieren muss. Si hunn also Interessi drun, déi Suen erëmzibréngen. Dat ëmsou méi, wéi den Taux vun 10% niddreg ass. Ech mengen, d'Land hätt och Interessi drun, dass Kapital rapatriéiert gëtt.

Här President, méi allgemeng erwaart d'Finanzplaz sech vun deem Gesetz en neie Créneau fir de „private banking“. Dat ass jo hei och breet duergeluecht ginn. Iwwerleeeunge vun der Finanzplaz aus dem Joer 2003, wéi och vum Rapporteur vum Budget vun 2005, dem Här Laurent Mosar, haten d'Hoffnung ausgedréckt, dass een enges Dags grouss Fortunen op Lëtzebuerg kënnt unzéien, esou wéi d'Belsch, d'Schwäiz a Monaco dat gemaach hunn a maachen.

Ech hat deemools, Här Meisch – ech wëll dat nach eng Kéier rappelléieren –, hei an der Debatt vum Budget 2005, net an der Opposition, mä an der Majoritéit, also als Majoritéitsdeputéierten, dogéint reagéiert, well ech der Meinung war, an och nach sinn, dass mer mat deem Gesetz an der Haaptsaach eng Moderniséierung an eng Verbesserung vun onser Steiergesetzgebung fir Résidenten ustriewen: fir méi Steiergerechtheet géint d'Fraude, fir d'Steierverwaltung ze entlaaschten an eventuell Lëtzebuerg Kapital, wat am Ausland ass, erëm op Lëtzebuerg ze kréien.

An deem Zesammenhang war jo och deemools gemengt ginn, fir räich Netrésidenten och op Lëtzebuerg ze kréien, misst ee Critères de fortune bei der Erdeelung vun Openhaltsgenehmegungen aféieren. Ech wëll hei soen, dass dat fir ons net akzeptabel ass. Ech hunn et schonn eng Kéier hei gesot an ech fannen et och nach ëmmer inakzeptabel. Ech wëll kee Lëtzebuerg Monaco.

Här President, et ass jo och fir den Abléck net virauszugesinn, wat d'Lëtzebuerg Finanzplaz mat deem Gesetz genee mécht, mä d'Haaptzilssetzung leie fir ons um Plang vun der Evolusioun vun onsem Steierrecht fir Résidenten.

Dann, schlussendlech, sinn och nach eng Partie Kritik während der Gestatioun vun dem Projet virbruecht ginn. Eng dovunner betrëfft natierlech deen Hin an Hier mat dem Fräibeträg. Eng aner huet och déi administrativ Mëttele betraff, déi een hätt misse virgesinn, fir de Steierzueler déi maximal 150 Euro erëmzeginn. A schliesslech ass och natierlech de finanziellen Impakt vun deem Gesetz schwéier virauszugesinn. D'Regierung schätzt, dass 15 Milliounen Euro pro Joer opgrond vum Ewechfale vun de Steiereinnahmen op Kapitalertråg an der Akom-

messteuer, an 22 Milliounen duerch d'Ofschaffung vun der Verméigenssteuer, feelen. Also insgesamt 37 Milliounen, déi duerch 40 Milliounen Quellesteier ersat solle ginn.

Dat ass natierlech e bësse e Pari sur l'avenir – sinn ech d'accord –, well kee genee weess, wéi vill Kapital dann op deene Konte steet, déi heivunner betraff sinn, oder wéi vill Kapital dann elo op aner Produiten iwwerschwengt, déi net vun der Quellesteier fir den Abléck betraff sinn. Oder och wéi eng Efforté gemaach ginn, fir déi Quellesteier ze minimiséieren oder ganz ze ëmgoen.

Mä ofgesinn dovunner, gëtt et natierlech méi déif gräifend Froen, déi ënner anere och de Conseil d'État gestallt huet.

(Interruption)

Hie mengt mat Recht, dass et ubruucht wär en Inventaire vun all den Zorte Kapitalertråg opzestellen, déi der Quellesteier ennerleie géifen. Duerfir solle mer no deem éischten Usaz an deem Gesetz weiderdenken. An duerfir hu mer jo och déi Motioun virgeschloen, déi de Rapporteur virbruecht huet, duerch déi d'Regierung opgefouert gëtt, emol en Inventaire vun allen Zorte Kapitalerträg ze maachen, an ze kucken, ob een de System vun der Quellesteier net weider ausdehne kann. Well et ass jo ebe gewosst, dass wuel all Kapitalerträg op der Akommessteuer muss deklaréiert, ugefouert ginn, mä wéi dat geschitt am Einzelnen ass jo héchst fragenswäert.

E weidere Punkt ass och fir ze gesinn, wat dann elo d'Auswirkunge vun deem Gesetz am éischten Exercice fiscal 2006 sinn. Mir mengen, dass no deem Exercice fiscal déi Auswirkunge solle kloer analyséiert ginn. Besonnesch soll dobäi och ënnersicht gi wéi den Abatement vun 250 Euro sech dann auswirkt, ob en héich genuch ass, fir déi kleng Spuerer vun der Quellesteier ze befreien. An ech mengen, déi Evaluatioun kann et dann eventuell schonn am Joer 2007 erlaben – also no där Evaluatioun – Amendementer zu deem Gesetz virzibréngen, wann dat sech da soll als néideg erweisen.

Här President, et ass hei diskutéiert ginn, dass elo d'Majoritéit géif eng Motioun abréngen. Ech fannen, dat ass e gutt parlamentarescht Recht, dat ass kee Mësstrauensantrag vis-à-vis vun der Regierung, dat ass den Ausdruck vun enger parlamentarescher Reflexioun vun där Aarbecht, déi och an der Finanzkommissioun an natierlech och an de Fraktiounen gemaach ginn ass. An dofir mengen ech, ass dat nëmme eng natierlech Manier vu Parlamentarier, fir mat esou eppes ëmzegen.

Dat gesot, Här President, wëll ech soen, dass meng Fraktioun dëst Gesetz wäert stëmmen, well mer och mat dëser Motioun eng Partie Apaisementer kréie fir weider un dëser schwieriger Matière ze schaffen, fir eben déi Steiergerechtheet zu Lëtzebuerg ze kréien, déi mer brauchen, Gläichheet vun allen an och e sozial gerecht Steierrecht.

Merci, Här President.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien.

■ **M. le Président**.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Bausch.

■ **M. François Bausch** (DÉ GRÉNG).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, et ass aleedend ze soen, datt et interessant ass, wéi vill elo de Moien hei vu Steiergerechtheet op eemol geschwat gëtt, vun engem méi gerechte Verhältnis vun der Besteuerung tëschent Aarbecht a Kapital a vun neien Iwwerleeeungen, déi ee muss maachen an deenen nächste Joren, fir do e bessert Verhältnis ze kréien.

Ech stellen op alle Fall fest – an dat ass dann awer scho mindestens

emol eppes Positives –, datt, no deenen Diskussioun ronderëm de Budget an och ronderëm dës Projet, hei an dëser Chamber ee Konsens ze si schéngt – zumindest bei groussen Deeler – an datt et e Mëssverhältnis gëtt bei der Besteuerung tëschent Aarbecht a Kapital. An ech ka jo dann dovunner ausgoen, datt mer, wann déi Feststellung hei esou breet gedeelt gëtt, do nach spannend Diskussionsionen an deenen nächste Jore wäerte kréien.

Här President, ech mengen, dass et wichteg ass ze rappelléieren, datt et dat Mëssverhältnis do gëtt, well mir als gréng Fraktioun si scho laang der Meenung, datt et do eent gëtt. Ech hunn och beim Budget gesot: Mir musse sécher iwwert d'Dépensé vum Stat schwätzen, mä mir mussen och iwwert d'Recetté vum Stat schwätzen an iwwert d'Problemer, déi mer bei de Recetten hunn.

Ech hu virun enger Woch hei gesot, datt mer eigentlech an enger Phas vum Héichkonjunktur wäeren – 4 bis 5% Wuesstum vum PIB – an awer feststellen, datt d'Recetté ganz wéineg eropgi bei verschiddeenen a mer a verschiddeene wesentleche Recetté-Beräicher stagnéieren. A wa mer donc hei en Discours féieren, datt d'Lëtzebuurger Vollek de Rimm misst méi enk schnallen a mer misste méi lues tréppelen op verschiddeenen Niveaue, et dann natierlech relativ schlecht ausgesäit wa mer op de Wee ginn, fir e Projet eranzeginn, wéi deenen heiten, wou dann elo um Enn vum der Diskussioun – dat war am Ufank net de Fall – op eemol d'Steiergerechtheet an de Vierdergrond gestallt gëtt an awer um Ursprung heivunner éischter ganz aner Iwwerleeungen am Vierdergrund stoungen.

An ech muss och soen, wann een dee Projet hei wëllt verkafen als ee gerechten oder een Astieg – loosse mer soen – a méi Steiergerechtheet bei der Besteuerung tëschent Aarbecht a Kapital, oder fir dann iwwerhaapt alles dat emol méi ze erfaassen, wat virun net erfaasst ginn ass, dann ass et awer e bësselchen erstaunlech, wann een esou ufänkt wéi dës Regierung mat deem Projet do de Problem ufänkt, datt si nämlech ufänkt net sech elo emol Suergen ze maache fir déi Beräicher oder fir déi Kategorië vu Leit, wou wierklech dat grousst Geld verdéngt gëtt, mä éischter sech ufänkt Gedanken ze maache bei Kleng- oder Mëttelspuer a bei de classesche Spueranlagen.

Dat heescht, eigentlech ënnen ufänkt den Hiewel unzesetzen, amplaz, wéi ech oder meng Fraktioun awer mengen, et méi Sënn géing maachen, datt e géing wierklech uewen ufänken, nämlech bei deenen ufänken, déi wierklech massiv Fraude gemaach hunn oder sech laanscht d'Steiere gedréckt hu mat héije Revenuen.

A wann ech do nëmme kucken, wat an dësem Projet steet, wéi d'Base imposable ass, datt mer – an do wëll ech lech soen Här Fayot – emol net de Courage haben dat unzeweiden, wat an der europäescher Direktiv bei der Richtlinn fir d'Zënsbesteuerung fir Non-résidenten drasteet – iwwerengs huet de Rapporteur et och a sengem Rapport erwähnt –, wou zumindest en Deel vu SICAVen zum Beispill erfaasst ginn a mat erageholl gi sinn, da kann een awer elo net hei kommen an dat heite verkafen, wéi wann dat heite Gesetz eigentlech als Haaptzënn an -zweck hätt, fir méi an d'Richtung ze goe vu Steiergerechtheet.

Wann ee kuckt, wat d'Base imposable réelle heivunner ass a wat fir eng Leit herno hei wäerten drënner falen, da kann ee locker soen, datt de Gros vun de Leit mat wierklech héije Fortune a Revenuë sécherlech net wäerten drënner falen. Da soll een och elo net hei ziele kommen, dat dote wär en Astieg, wéi gesot, a méi Steiergerechtheet.

Guer net dovun ze schwätzen, datt mer dobäi nach eng Rei Mechanismen en plus hunn, déi souguer maachen – souguer wa mer eenzel Produkten hei mat abezunn hätten –, datt eigentlech do, wou dat grousst Geld verdéngt gëtt, déi awer net géingen drënner falen.

Zum Beispill déi Regel, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, wann een Aktie keeft oder sech a Fonge Parté keeft an et hält ee se méi wéi sechs Méint, datt dann um Produit dovunner, deen een eventuell huet, wann ee se erëm verkeeft no sechs Méint, guer keng Steieren erhuewe ginn. De Rapporteur beschreift dat hei e bësselche salopp mat, dat wär am Fong d'Beloung, déi ee krit, wéinst dem Risiko bei der Spekulation, deen ee géing droe bei där dote Regelung.

Et muss ee sech awer bewosst si wat sechs Méint fir e kuerzen Délai ass. An et muss ee sech och bewosst si wat fir eng Ekonomie, datt ee fördert, wann ee vu vireran drop aus ass, datt Gelder, déi placéiert ginn, esou kuerzfristeg erëm kënnen ofgezu ginn. Ass een dann dorobber aus ass fir d'reell Ekonomie ze ënnerstëtzen oder ass ee wierklech nëmmen dorobber aus, fir datt eenzel Leit mat héijem Verméige relativ séier iwwer Spekulation zum groussen Geld kommen?

Dat heescht, wann ech d'Base imposable kucken, da stellen ech fest, wéi gesot, datt de Gros vun deene Leit, déi eigentlech missten erfaasst ginn iwwert déi 10% Quellesteier hei, net wäerten erfaasst ginn an dass donc och dofir een immense Widersproch ass, net nëmmen an der Argumentation, mä och am Projet selwer an och an den Explikationen, déi am Rapport vum Projet drastinn.

Dobäi musse mer jo wëssen, datt mer souwisou scho fir Leit mat héije Revenuë bei der Steierreform 2001 en zolitten Hoff gemaach hatten, wéi mer de Spëtzesteiersaz op ee Coup vu 46 op 38% reduzéiert hunn. Also wa mer elo doriwwer schwätzen – an et ass jo hei vill doriwwer diskutéiert ginn iwwert d'Imposition, iwwert d'Assiette –, da wësse mer jo, datt mer do 2001 schon 8% op ee Coup de Spëtzesteiersaz gesenkt hunn, dat heescht en „Effort“ gemaach hunn hei als Stat, fir Leit mat héije Revenuen ze belounen, dee wierklech enorm war an a kengem Verhältnis stoung – dat hunn ech schon deemools gesot – zu deem, wat zum Beispill Leit mat klengen oder souguer mëttlere Revenuen hatten.

Da kommen ech zu deem Punkt wa gesot gëtt – et gëtt zwar elo hei méi zweetrangeg an de Vierdergrond gestallt oder méi verstoppt gesot, an ech behaupten awer, datt, an dat kann een och souguer nollisen, wéi déi Iddi hei lancéiert ginn ass éischter dat den Haaptzweck war, deen am Vierdergrond stoung –, mir maachen dat heiten e bësselche fir d'Finanzplaz, fir de Geschäftsbereich, de „private banking“ erëm e bëssen opzepäppelen. Mir kucken hei eng nei Nisch ze schafe fir d'Finanzplaz a mir erwaarden eis einfach doduerjer, datt mer elo räich Leit aus dem Ausland kréien, déi zu Lëtzebuerg Résident ginn, an datt dat géing dozou féieren, datt dann natierlech d'Geschäftslag insgesamt vun de Banke géing besser ginn, wat dann natierlech eng indirekt Implikation hätt op d'Finanzplaz, op d'Aarbeitsplazen an esou weider am Finanzsecteur.

Éischters muss ee soen, datt ee gréissten Zweiwel kann dorunner hunn, well et muss een emol gesinn, op alle Fall mir hunn eis gréissten Zweiwelen dorunner, datt et wäert esou sinn, datt elo op eemol grousstfortuniéiert Leit aus dem Ausland einfach esou hire Wunnsätz wäerte changéieren, fir op Lëtzebuerg ze kommen, d'autant plus, wou se jo am Moment Nische genuch hunn, wou se sech kënnen niderloossen, wou se dat do kënnen maachen, och innerhalb vum der Europäescher Unioun. Et

wär eigentlech méi intelligent driwwer ze diskutéieren, wéi mer e Schratt weiderkommen, fir do nach déi Nischen ofzebauen.

Ech mengen awer doriwwer eraus, datt mer éischter riskéieren duerch deen Akt hei – wann dat dann awer eng Kéier no bausse Gespréich gëtt, duerch vläicht deen een oder anere Fall, dee mer da wäerten heihinner kréien – erëm eng Kéier d'Scheinwerfer onnëtzweise op d'Finanzplaz Lëtzebuerg ze focaliséieren, nodeem mer jo elo endlech e bësse Rou haben, no deem Kompromëss, dee mer bei der Zënsbesteuerung fonnt hunn, fir Non-résidenten op europäeschem Niveau, an datt doduerch souguer éischter Risike fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg ze erwaarde sinn.

Op alle Fall, datt déi Risiken, déi ee sech do kann erwaarden, eiser Meenung no, a kengem Verhältnis stinn zu de Geschäfte, déi eventuell duerch déi doten Nisch kënnen ze maache sinn. Mir hu gréisst Zweiwelen, datt dat wäert funktionéieren. Wéi gesot, mir sinn éischter der Meenung, datt erëm éischter d'Scheinwerfer onnëtzweise nei op d'Finanzplaz Lëtzebuerg gericht gi vum Ausland hier.

Da muss ee soen, wann een d'Ausgestaltung vun deem Projet kuckt, datt och do enorm handwierklech Feeler gemaach gi sinn, wann een déi ganz Diskussioun ronderëm de fräie Betrag kuckt. Et ass jo dann elo laut leschte Präzisionen, déi ech kritt hunn an der Finanzkommission, Gott sei Dank e fräie Betrag an net eng fräi Grenz, déi mer festgeschriwwen hunn. Well wann et eng fräi Grenz gewiescht wär, wär et iwwerhaapt net unzewenne gewiescht fir d'Banken. Et ass emol wichteg, datt mer déi Präzisionen elo emol endlech hunn, och fir de Finanzsecteur, datt deen déi huet.

Mä et muss ee jo awer soen, datt dat Ganz verbonnen ass mat net onwesentleche Verwaltungsfraisé fir d'Banke selwer, fir dat doten ze suivéieren, datt et awer relativ komplizéiert ass oder wäert si fir d'Banken. An da muss ee soen, wat awer nach vill méi grave ass, dat ass duerch dee ganzen Duercherneen, duerch déi Diskussioun, déi mer do haben, datt mer d'Klengspuerer wierklech esou veronsécheren hunn, datt dat nach kann zu relativ komplizéierte Situatioune féieren. Firwat?

Majo, mir mierke jo de Moment, datt ganz vill Leit total veronsécheren sinn an elo wahrscheinlech bei d'Banken oder bei d'Finanzberoder wäerte rennen, fir ze kucken, wéi se hiert Geld kënnen aneschters placéieren, vu datt se de finanztechnischen Know-how net hunn an och nach ëmmer net kruten no deenen Erklärungen, déi elo hei gemaach gi sinn an deene leschte Woche vun der politescher Sait hier.

Esou datt de Risiko grous ass, datt d'Leit elo onnëtzweise hir Gelder ëmschichte ginn an aner Produkter, nëmme well se mengen, do géinge se da keen Cent Steiere bezuelen, a se sech dann eigentlech net bewosst sinn, datt, wa se hiert Geld ëmschichte ginn, dat éischters à la limite mat Fraisé verbonnen ass, respektiv datt déi Gelder, déi se da placéieren ginn, Gelder sinn, wa se se dann zum Beispill a Fonge ginn, iwwert déi se net méi esou einfach verfüge kënnen an datt dat mat Risike verbonnen ass.

Et kann ee sech d'Fro stellen, ob am Bankesector zu Lëtzebuerg dann elo d'Berodung esou gutt wäert sinn an deenen nächste Joren, haaptsächlech fir Klengspuerer, wann ee jo weess, wat d'Banken heirunner schlussendlech verdéngen. Ob mer net souguer Leit a Situatioune gedriwwen hunn, datt se hiert Geld onnëtzweise ëm-

schichte ginn, an domadder herno wäerten eng Kéier mat bloen Aen do stoen, wa se da merken, datt se hiert Geld a Produit gesat hunn, an dat net esou einfach méi fräi ze kréien ass. Oder respektiv, wa se et da wëlle fräi kréien, dat mat Verloschter oder mat groussen Fraisé verbonnen ass.

Dat heescht, mir hunn hei eigentlech onnëtzweise duerch déi schlecht handwierklech Aarbecht, déi geleescht ginn ass, well dat Gesetz bâcléiert ginn ass, och nach eng immens Veronsécherung an dee ganze Beräich vun de Klengspuerer bruecht, mat alle Konsequenzen, déi dat warscheinlech och wäert hu fir d'Aarbecht, déi d'Banke méi hunn an dese Wochen. Ech si bal iwwerzeegt, datt d'Telefonen do waarm gelaf sinn an deene leschte Wochen, an och nach an deenen nächste Woche waarm lafe wäerten, wéinst all méigleche Klengspuerer, déi wësse wëllen, wat se dann elo solle mat hirem Geld maachen; wat dann natierlech och erëm mat engem Käschtel verbonnen ass.

Et muss ee jo och soen, dass wann een déi Motioun genee liest, déi d'Majoritéit elo hei eraginn huet – ech schwätzen elo emol net vun deenen Tiren uewen, op déi ech nach ze schwätze kommen, wou se déi Feststellung do maachen, mä haaptsächlech, wat elo vun der Regierung verlaangt gëtt an der Motioun –, da stellt ee fest, datt dat sech quasiment liest wéi e Bilan vun engem Constat, dee vun der Majoritéit selwer gemaach gëtt, datt dat Gesetz hei eigentlech immens schlecht ass, an datt ee besser hätt, et géing een et einfach zrëckzéien.

Wann ech hei déi dräi Tirete liesen, datt éischters scho soll 2006 eng Evaluatioun gemaach ginn iwwert d'Envergure, wat de Projet hei bruecht huet. Mir wësse jo, wa mer am Finanzsecteur eppes maachen, dat ass e ganz sensibele Secteur. Da ginn ech emol dovunner aus, datt eng Regierung eigentlech am Virfeld misst genau evaluéiert hunn, wat d'Konsequenze si vun engem Projet, dee se an Opdrag gëtt. Datt et dann eigentlech relativ cocasse ass, wa mer hei eng Motioun virgulecht kréien, wou steet, datt schon Enn 2006 soll e Bilan driwwer gezu ginn. An dann: „à présenter, le cas échéant, des amendements au vu des conclusions de cet examen“.

Dat heescht, et kann ee jo awer hei dovun ausgoen, wann een dat liest, datt d'Majoritéit selwer der Meenung ass, datt se mat grousser Wahrscheinlechkeet Enn nächst Joer dee Projet hei wäert missen amendéieren. Esou datt eigentlech och op deem Gebitt eng ganz schlecht Aarbecht geleescht ginn ass.

Ech hunn och éischter d'Impressioun, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir ze berouegen. Ech wëll elo net behaupten, well ech meng gëscht hei eraginn hunn; esou vermesse wär ech jo net, fir dat ze behaupten.

(Hilarité)

Mä ech mengen awer éischter, datt se domat ze dinn huet, datt den Här Fayot a seng Fraktioun gefaart hunn. Ech géing emol zrëckkucke goen an d'Debatten hei vum Parlament ronderëm de Budget vum leschte Joer, wou ech jo och eng Motioun gemaach hat, Här Fayot, a wou deemools an där Motioun hei e bësselchen awer schon ähnlech Saachen drastoungen, wéi déi, déi Dir elo an Är Motioun geschriwwen hutt, mä déi awer natierlech méi wäit gaange sinn. Deemools hutt Dir hei am Parlament gesot, Dir hätt eigentlech guer kee Problem, fir déi Motioun hei mat ze droen, esou wéi mir se deemools erabruecht hatten.

A wéi ech dunn insistéiert hunn, wa kee Problem géing bestoen, fir déi Motioun mat ze droen, do hutt Dir

gesot, neen, dat géing jo kee Sënn maachen, datt mer iwwer eng Evidenz hei géingen ofstëmmen, datt mer iwwer eppes géingen ofstëmmen, wat d'Majoritéit souwisou net wëllt maachen. Do hutt Dir se einfach ofgesäbelt, mä wann ech awer kucken, wat Dir deemools alles hei gezielt hutt. Ech hätt mech elo hei kënnen ameséieren, lech hei eng hallef Stonn Zitater virzebréinge vun deene Wuertwiessel, déi deemools hei gelaf sinn. Dat ass ee Joer hier. Do wäert Der relativ schlecht op Ärem Stull hei dru gewiescht, wann ech lech dat alles zerwéiert hätt.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Här Bausch, Dir musst lech un d'Chamber adresséieren.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här President, ech adresséiere mech hei un d'Chamber, well eigentlech huelen ech jo nëmme Saachen erëm, déi an der Chamber virun engem Joer hei...

M. Ben Fayot (LSAP). - Här Bausch, datselwecht wäert lech och an der Stad Lëtzebuerg e puermol geschéien.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Ma, Här Fayot, firwat dann net?

(Interruptions)

Här Fayot, firwat dann net?

M. Henri Grethen (DP). - Den Här Fayot ass „en aveu“.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Firwat dann net? Ech hu kee Problem domadder, wann ee mer meng Feeler, wann ech der da soll gemaach hunn, virleet. Wann ech der da soll gemaach hunn, selbstverständlech!

Plusieurs voix. - Oohhhh!

Une voix. - Hal op elo!

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Wéi dann?

Här President, éischters emol si mer jo hei net am stater Gemengerot. Mir si jo hei an der Chamber. Mir schwätze jo awer hei iwwer e Gesetz, wat e bësse méi eng grous Envergure huet, wat iwwert d'Grenze vun der Stad Lëtzebuerg eraus eng Envergure huet.

Zweetens, Här Fayot, Dir könnt hei elo säuselen esou vill, wéi Dir wëllt, an Är Fraktioun och. Mir fällt keen Zack aus der Kroun eraus, wann ech effektiv e Feeler gemaach hunn an ech kréien dee bewise virgeluecht. Da fällt mir keen Zack do aus der Kroun. Ech mengen iwwerengs, kengem Politiker fällt do en Zack aus der Kroun. An ech gesi guer net an, firwat dat esou dramatesch soll sinn. Duerfir reegt lech och net esou vill op driwwer, datt ech lech...

(Interruption)

Dir hutt direkt ofgelenkt. Dir sidd mam Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg komm. Dat ass awer e classesche Mechanismus vun...

M. Ben Fayot (LSAP). - Neen, Här Bausch.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - ...Öfienkung, a vun net wëllen iwwert dat schwätzen, wat Der d'leschte Kéier hei gesot hutt.

M. Ben Fayot (LSAP). - Här Bausch, ech wollt just dee Procédé uschwätzen, deen Der wëllt gebrauchen, nämlech engem Saachen dohinner ze tesselen, déi een an der Vergaangenheet gesot huet, déi ganz oft aus engem Kontext erausgerappt sinn, an déi eben elo...

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Also,...

M. Ben Fayot (LSAP). - Jo, ech mengen,...

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Ech wollt awer soen...

M. Ben Fayot (LSAP). - Ech hunn hei rappeléiert, wat ech zu der Monaco-Affär gesot hunn. Dat ass an der Linn vun deem, wat ech z'joert bei der Budgetsdebatt gesot hunn. Dozou stinn ech.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Also, Här President, ech erlabe mer awer dann ze zitieren, wat an där Motioun vun deemools steet. Well, wann elo gemaach gétt, wéi wann dat aus dem Kontext gerappt wär, wat ech gesot hunn, dann zitieren ech lech, wat an der Motioun steet.

(Interruption)

„Considérant les déclarations du rapporteur“ – dat war den Här Mosar deemools – „concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005, proposant notamment de proposer l'abolition de l'impôt sur la fortune des personnes physiques rendant ainsi le Luxembourg d'autant plus attrayant pour les propriétaires de fortune importante“. Dat stoung deemools an der Motioun hei dran. Jo.

M. Ben Fayot (LSAP). - Dir musst dann och alles liesen.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - De Rescht...

M. le Président. - Jo.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här Fayot, ech wëll lech just soen, deemools hutt Der géint déi Motioun hei gestëmmt, nodeem Der virdrun zwar an der Diskussioun iwwert déi Motioun behaupt hutt, dass Der am Fong averstane wäert mat der Motioun, dass et duerfir kee Wäert hätt se ofzestëmmen. Ech hunn lech deemools och gesot, Dir wäert gesinn, et dauert kee Joer, dann hu mer esou ee Projet hei leien, dee genau an déi dote Richtung geet. A wann ech héieren, wat de Moien awer hei gesot ginn ass, wat den Objektiv ass vun deem Projet, dann ass dat jo en Deel vun deem Objektiv vun deem Projet.

Zumindest d'Demokratesch Partei ass sech konsequent. Den Här Meisch huet et virdrun hei gesot, et wär eigentlech zréckzeféieren op eng Urpropositioun vun hirer Partei, souguer nach an der leschter Legislaturperiode, an hien huet dee ganzen Aspekt do nach eng kéier hei beschriwwen. Si si sech weinstens konsequent; si stëmme herno hei eppes, wat total logesch ass.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, ech wëll dem Här Bausch awer rappéieren, dass ech virun enger Véierelstonn eppes kloer gesot hunn do dozou, an dat ass datselwecht, wat ech zejoert gesot hunn, a meng Fraktioun an ech bleiwen dobäi.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här Fayot, Dir hutt virun zéng Minuten hei gesot a wëllen de Leit dobausse verkafen, wéi wann dat, wat mer hei géinge maachen dës kéier, en Astieg an d'Steiergerechtheet wär, wa mer géingen eng 10%eg Quellesteier aféieren, wou d'Base imposable quasiment null wär. Dat hutt Dir virdrun hei de Leit wëlle verkafen als Neistieg an d'Steiergerechtheet. Also, wann ech gelift, dat huet awer näischt domat ze dinn, wat am Text steet, wat Dir hei zielt!

Ech hunn lech jo gesot, Dir hat emol net de Courage, esou wäit ze goe wéi d'europäesch Richtlinn, wéi dat Gesetz, wat 2005 ofgestëmmt gouf, wou zumindest en Deel vun de Fongen drastoungen.

An ech hunn lech och gesot, wann Dir hei hätt wëllen en Astieg maachen an d'Steiergerechtheet, dann hätt Dir net missen ennen

ufänken, mä uewen ufänke bei de Revenuen. Dat léist bei eiser Fraktioun awer e gréissert Erstaunen aus iwwert d'Aart a Weis vun Ärer Fraktioun, vun Ärer Partei, déi jo awer zumindest op deem dote Gebitt, wat hir Grondsätz ubelaangt, eng Rei aner Saachen an hire Grondsätz stoen huet wéi dat, wat Dir eis de Moien hei versicht hutt wäszemaachen.

Ech muss och soen, Här President – an duerfir ass et jo och kloer, dass mer déi Motioun hei net kënne matdroe vun der Majoritéit –, wann Dir déi Considérenten do liest, wann dann an deem Considérent steet: „Considérant que cette même retenue à la source“ – dat heescht déi, déi mer elo hei aféieren – „permet un traitement équitable de tous les contribuables et élimine ainsi les possibilités de fraude, source d'injustice fiscale et sociale; (...)“, ech muss lech soen, wann ech gesinn, wat d'Base imposable heivunner ass, dann ass et eng Frechheet, fir esou eppes dranzeschreiwen. Dat ass d'Lëtzebuurger fir wierklech net ganz intelligent gehalen, wann een esou eppes wéi dat doten an eng Motioun schreift.

Mir wësse ganz genau – ech hunn lech dat gesot elo –, Dir hat emol net de Courage esou wäit ze goe wéi se um europäeschen Niveau gaange sinn, wou mer jo do hu misse goen, an da wëllt Dir hei iwwer eng Motioun de Leit elo Steiergerechtheet verkafen. An och nach quasi e schlecht Gewëssen hutt Dir nach de Leit de Moien hei gemaach, deenen, déi elo hei be-traff sinn, fir ze soen, dat hei wier en Astieg an d'Steiergerechtheet um europäeschen Niveau.

Duerfir, Här President, ass et fir eis och kloer, dass, wann een et wëllt eescht huelen, fir an déi dote Richtung méi Steiergerechtheet ze kréien, da misst een déi Motioun stëmme, déi mir eraginn hunn, déi do vill méi eng kloer Sprooch schwätzt, em wat et hei an Zukunft muss goen, déi sech net verléiert an évasiven Erklärungen. Duerfir ass et och fir eis kloer, dass mir nach eng kéier gären hätten, dass eis Motioun, esou wéi ech dat gëschter verlaangt hunn, als Question préalable am Virfeld hei ofgestëmmt gétt, well ech wësst gär hei beim Vote électronique, wéi all einzelen Deputéierte sech verhält.

Ech si frou, dass d'Madame Vera Spautz haut de Moien hei ass. Si huet am Oktober, wéi mer hei den zweete Vote...

M. le Président. - Si ass dach ëmmer hei.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Si ass vläicht ëmmer hei, mä ech si besonnesch frou, dass ech se de Moien hei gesinn, Här President, well ech hir dat wollt virhalen, wat si gesot huet beim zweete Vote constitutionnel vun der Konstitioun, wou si eng laang Analys gemaach huet iwwer sozial Ongerechtheeten innerhalb vun Europa, si huet och iwwer Steiere geschwat a si huet deemools souguer gesot, si géing mech opfuerderen, méi kritesch ze sinn zu deenen Deklaratiounen, déi de Premierminister hei gemaach huet, an duerfir misst een och kucken, wéi ee beim Budget hei sech géing verhalte fir 2006.

Ech hoffen, dass d'Madame Spautz dësse Projet ganz gutt gelies huet, well soll si deen hei nämlech stëmme, da géing ech hir awer soen, da wär et fir d'leschte kéier gewiescht, mengen ech, wou si hei op d'Pult soll eropkommen, fir anere Lektionen auszedeelen, wann et em sozial Gerechtheet oder Gerechtheet par rapport zu de Steiere geet.

Op alle Fall, Här President, mir wäerten dee Bedruch hei net matstëmme; mir wäerten hei aus gudder Grënn géint dësse Projet stëmme.

Ech soen lech Merci.

Une voix. - Très bien!

M. le Président. - Da komme mer zu deem leschten ageschriwwene Riedner fir haut de Moien, dem honorabelen Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Rapportier huet de Moien hei ugefaangen, andeem hie gesot huet, dass schon d'lescht Woch, wéi mer hei iwwert de Budget geschwat hunn, verschidde Leit d'Waasser net hätten hale kënne, a schon aacht Deeg, ier de Projet hei zur Debatt géif kommen, scho gemengt hätten, doriwuer missen ze diskutieren.

Mir wossten, firwat datt mer virun aacht Deeg d'Waasser net konnten halen, Här President, well duerch datt net nëmme ech, mä ech mengen och déi gréng Kollegen heibannen an der Chamber scho bei de Budgetsdebatten op deen onsoziale Projet, dee mer haut hei virleien hunn, higewisen hunn, hu mer et zumindest fäerdeg bruecht, dass net nëmme an der Opinion publique dobaussen, mä och an de Majoritéitspartei selwer eng gewëssen Oppositioun, och hannert de Kulissen, entstanden ass, déi jo dann zum Ausdruck bruecht ginn ass, andeem datt d'Majoritéit haut de Moien hei eng Motioun deponéiert huet, déi déi Leit da soll quasi berouegen an hinnen d'Garantie ginn, dass se kënne mat engem gewësse séchere Gefill dee Projet hei stëmmen.

Dobäi wëll ech direkt soen, Här President: Wann déi Kolleginnen a Kollegen dat mengen, da kann ech hinnen haut awer scho soen, dass si um Holzwee sinn, well déi Motioun, déi se haut hei virgeleucht hunn, do kann ech hinnen dat schrëftlech op eng Salztut ginn, déi wäert och an engem Joer guer näischt drun änneren. Si stëmme haut schéi brav hei mat, an domadder hu se en Alibi kritt, mä um Fong wäerte se näischt änneren.

Här President, et ass elo...

(Interruptions)

Ech hunn et hei gesot, Här President, well jo ëmmer esou vill zitiiert gétt. An ech hunn dat hei mat Absicht gesot, dass et actéiert gétt, fir datt mer och no engem Joer oder anerhallwem Joer nach eng kéier kënne dat Ganzt erëm eraushuelen, an dann eben nach eng kéier déi Analys maachen. An da gesi mer jo...

(Interruptions)

Da gesi mer jo, wie Recht huet. Ech sinn iwwerzeegt, dass ech wäert heiranner Recht behalen.

(Interruptions)

Här President, den 21. Juni d'lescht Joer hu mer hei d'Gesetz gestëmmt iwwert d'EU-Direktiv iwwert d'Afierung vun der Quellesteier vun den Non-résidents. Lëtzebuerg huet d'Bankgeheimnis kënne bäibehalen. Et ass eng Quellesteier fir d'Non-résidents agefouert gi vu 15% bis 2007; 20% kënne laut der Direktiv bis 2009 a bis 35% 2011 agefouert ginn.

D'Gesetz vun haut huet awer dräi Haaptpunkten: Éischstens d'Afierung vun enger Quellesteier op den Zënsertrëg, zweetens d'Ofschafung vun der Verméigenssteuer fir Persounen an drëttens eng Amnistie fiscale.

D'Quellesteier vun 10% op den Zënsertrëg ass déi, déi hei am meeschten diskutéiert ginn ass. 10% libérateur, dass heescht, et ass eng definitiv Besteuerung. Déi gétt also net méi bei der Joresbesteuerung mat berücksichtig.

An och bleift d'Bankgeheimnis bestoen: D'Bank héft déi Steuer op, iwwerweist se un d'Steierverwaltung an de Bankeclient kritt vun der Bank en Zertifika oder en Extrait ausgestallt, wou drop festgehalten ass, wéi vill Zësen un de Stat iwwerwise si ginn.

De Fräibetrag ass deen, deen an de leschte Wochen am meeschten an d'Diskussioun komm ass. Am Abléck hu mer e Fräibetrag vu 1.500 Euro Zënse pro Persoun. Et kënne maximal pro Famill zwou Persounen dovunner profitieren.

Den initiale Projet, deen d'Regierung deponéiert hat, huet och dësse Fräibetrag vu 1.500 Euro Zënse mat iwwerholl gehat, op engem Konto oder op méi Konten, awer da bei verschidde Banken.

Déi éischt Versioun vun dem Projet huet also déi 1.500 Euro festgehalten op 10% op allen Zënsertrëg. An de Steierflichtegen hätt da kënne bei d'Steierverwaltung goen an déi 10%, déi hien ofgehele kritt hätt, zréckbezuelt kréien. Hien hätt déi verschidde Zertifikaen, déi e vun der Bank ausgestallt kritt hätt, misse bäileen, an 10% vu 1.500 Euro Zënse wieren also maximal 150 Euro Steiere gewiescht, déi eng Persoun hätt kënne zréckkréien, oder zweemol 150 Euro bei enger Famill.

Et war direkt gewosst, dass dat e grouse Verwaltungspowand géif ginn, an et ass op Grund, géif ech soen, vun enger Oppositioun, déi aus der Verwaltung selwer erauskomm ass, vun Personal, dat e Communiqué gemaach huet, an deem et gesot huet, dass déi politesch Responsabel an d'Regierung net géifen op et héieren, an dass et duerfir misst dee Wee huelen, fir dann eben iwwer e Communiqué un d'Öffentlechkeet ze goen a matzedeelen, dass d'Steierverwaltung misst 40 bis 50 Leit weider astellen, fir eleng déi dote Prozedur kënne ze bewällegen. D'Chamber vun de Fonctionnaires an Employés publics huet dogéint opposéiert, an den ADR huet och deemools eng Pressekonferenz gehalen, fir dorobber hinzewiesen.

Dat Ganzt zesummen huet dozou gefouert, dass d'Kommissioun en Amendement zu dem Projet ugeholl huet, an du ganz einfach de Fräibetrag fale gelooss huet, esou dass zum éischten Euro un oder quasi vun zwee Euro un, wat dunn op zéng Euro eropgesat ginn ass, d'Zësen awer praktesch ganz integral besteiert ginn.

(Interruption)

Här President, et ass duerno esou gemaach gi vum Här Statsminister, wéi wann d'Chamber deen Amendement gemaach hätt. Wuel huet d'Chamberkommissioun dee gestëmmt, mä en ass proposéiert gi vum Här Frieden am Numm vun der Regierung. An ech hunn d'lescht Woch hei gesot, den Här Statsminister huet freides owes am Pressebriefing nom Regierungsrot gesot, hien hätt Verständnis fir der Chamber hiren Amendement, en Amendement, wou hie Verständnis dovur hätt, wat awer am Fong säin eegenen Amendement war.

D'Regierung war esou onfair, fir dat net anzegestoen, a si wollt am Fong der Chamber dat ënnerjubelen, wéi wann d'Chamber hei deen Amendement gemaach hätt. Dobäi war et eng Propositioun, déi den Här Frieden am Numm vun der Regierung an der Kommissioun gemaach huet an déi, wéi gesot, vun der Kommissioun ugeholl ginn ass. Derfir hu gestëmmt: d'CSV, d'LSAP, d'DP an DÉI GRÉNG, den ADR huet deemools dergéint gestëmmt.

Här President, d'Sozialisten, déi am Fong eng ganz gelunge Roll an deem Gesetz hei spillen, hu sech souguer dunn dozou hiräisse gelooss, fir am Fong déi Décisioun, déi d'Finanzkommissioun geholl huet, nämlech fir d'ganz Zënsertrëg ze besteieren, och nach als gutt a vertretbar no baussen ze verkafen, andeem datt si am „Tageblatt“ geschriwwen hunn, ënnert dem Titel „Beschwichtigung“:

„Der Eindruck sei vermittelt worden, ab sofort ginge es Kleinsparern an den Kragen, sprich an das Ersparte. Nun wird der Freibetrag gestrichen. Die LSAP kann gut damit leben. (...) Durch die so genannte Textänderung würden Kleinsparer geschädigt. Beispill gefällig: Eine Person mit einem Sparguthaben von 100.000 Euro müsste beim Zinssatz von 2% mit der aktuellen Gesetzesvorlage rund 200 Euro an den Fiskus abführen, rechnet die LSAP vor. Ein Betrag, der erträglich ist.“

Also d'Sozialiste waren déi éischt Partei – déi éischt Partei! – vum Parlament, déi net nëmme an der Kommissioun den Amendement matgestëmmt huet, mä déi och nach un d'Press gaangen ass an de Leit erkläert huet, dass dat fir si erträglich wier, dass dat normal wier an dass dat gutt wier, dass d'Leit elo géife vum éischten Zënseuro u besteiert ginn.

An deemselwechten „Tageblatt“ huet deemools awer den OGB-L, a just iwwert deem Artikel, geschriwwen, „Kleinsparer muss es richten“: „...seien hier in erster Linie Kleinsparer visiert, die nun verstärkt zur Sanierung des Staatshaushalts beitragen müssen, klagt der OGB-L. Diese unsoziale Maßnahme sei umso unverständlicher, da die Reichensteuer für das Budgetjahr 2006 abgeschafft worden sei.“

Här President, dass wier jo alles net esou ee Problem, wann do den OGB-L eng aner Meinung hätt wéi d'LSAP, mä et kann ee sech awer Froe stellen, wéi et da méiglech ass, dass awer eminent OGB-L-Leit an där LSAP-Fraktioun hei setzen an op enger Spalt an der Zeitung eng kéier soen: Ma dat ass selbstverständlech, d'LSAP-Fraktioun fént dat vertrietbar, dass d'Leit elo müssen déi Steiere bezuelen, an dann een aneren Hutt opdoen an drënner schreiwen: Dat doten ass sozial ongerecht, an haut wahrcheinlech dann och nach déi sozial Ongerechtheet hei matstëmme.

De Fuuss bei der ganzer Saach war, wéi sou dacks, den Här Juncker. Deen huet sech erausgehale, hien huet den Här Frieden virgeschéckt, fir der Kommissioun den Amendement ënnerzejubelen. D'Kommissioun huet e gestëmmt, den Här Juncker huet Versteesdemech fir d'Kommissioun, dass si dem Här Frieden, nodeem hie vum Här Juncker den Optrag kritt huet, säin Amendement gestëmmt huet, a seet dann awer am „Wort“: „Die steuerliche Belastung der Kleinsparer war allerdings dem Premier ein Dorn im Auge.“

Dat heescht, nodeems d'Sozialisten dunn emol virgeprescht waren an der Natioun erkläert hunn, dass dat gutt wier, war dat dann op eemol dem Här Juncker erëm en Dar am A. Dunn ass alt erëm eng kéier geännert ginn an den Zënsertrëg, dee vun zwee op zéng eropgesat gi war, ass op 250 Euro eropgesat ginn. Dat war dunn awer eng Propositioun, déi och erëm vun der Regierung gedroe ginn ass.

De Fraktiounschef vun der CSV, den Här Wolter, war virsichtich genuch, well hien huet an der Finanzkommissioun gefrot: Wann et heescht, d'Regierung, heescht dat och, dass den Här Juncker mat där Propositioun averstanen ass? An hie krut du, dass Budgetminister confirméiert, dass och den Här Juncker mat där Propositioun vun der Regierung averstane wier, fir dann eben elo de Fräibetrag op 250 Euro eropzehiewen, wat engem Kapital vun 12.500 Euro oder 500.000 ale Lëtzebuurger Frang beim aktuellen Zënsefouss vun 2% entsprécht.

Et kann ee selbstverständlech e puer Spuerbicher opmaachen, dann awer op verschidde Banken, mä wann een déi Zënsertrëg vun 250 Euro nëmme em zéng Euro iwwerschritt an et kritt een 260 Euro Zësen, da ginn déi voll besteiert an net nëmme d'Diffe-

renz vun 250 op 260, mä déi 260 ginn da ganz besteiert, an da muss een op sengen Zënsertråg vun 260 Euro 26 Euro Quellesteier bezuelen, och déi kleng Leit, also 26 Euro Quellesteier, 13 fir den Här Juncker an 13 fir den Här Frieden.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Inflatioun hei am Land ass am Abléck 3%. D'Leit kréien 2% Zënse. Dat heescht, d'Leit verléieren am Abléck schonn. Déi Leit, déi hiert Geld normal op e Spuerbuch setzen,...

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Dat ass ganz richtig.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...déi kréien am Abléck schonn iwwert d'Zënse dat net eran, wat se duerch d'Inflatioun verléieren. Dat heescht, déi Leit ginn elo schonn, wa se hiert Geld placéiere vu Joer zu Joer, méi aarm, well d'Zënse net esou héich si wéi d'Inflatioun.

D'Zënse, déi kënnen net national festgeluecht ginn, mä d'Inflatioun gëtt awer national gemaach, a Lëtzebuerg huet momentan de Rekord an der Inflatioun. Dat ass jo net d'Schold elo vum Ausland, mä et ass d'Schold vum eiser Regierung, déi bis elo net am Stand war, hei eng Wirtschaftspolitik ze maachen, fir eben eng Inflatiounsbeämpfung ze maachen, mä au contraire beim Budget hei eng ganz Rei vu Moosname proposéiert, déi an Zukunft, wa se déi sollt durchsetzen, Här President, och nach d'Inflatioun géife weider an d'Luucht driewen.

Och d'Bauspuere fält hei drënner. Am Projet waren am Ufank d'Bauspuervertråg net dran, mä well mer wëssen, datt den Här Statsminister jo net dacks mea culpa mécht, mä hei beim Budget kloer gesot huet, datt dat dee gréisste politeschen Échec wier, deen hien erlieft hätt, datt mer hei zu Lëtzebuerg esou en Noutstand am Wunnengsbau hunn, géif een dach mengen, da misst d'Regierung elo higoen an déi Leit encouragéieren, déi spuerer fir kënnen ze bauen. Neen, am Projet am Ufank waren d'Bauspuervertråg ausgeschloss, si sinn awer elo im Nachhinein erëm ertageholl ginn.

Här President, d'Statsbeamtegewerkschaft huet zwee...

(Interruption)

...Amendementen zu deem Text hei proposéiert. Mir hunn eis erlaabt, déi zwee Amendementen hei ze deponéieren, fir datt mer kënnen doriwuer ofstëmme, fir datt d'Bauspuervertråg erëm aus deenen heite Satz erausgeholl ginn.

Amendement 1

L'article 4, paragraphe 2, lettre b), du projet de loi est complété comme suit:

„Les intérêts attribués sur un dépôt d'épargne auprès d'une caisse d'épargne-logement; à partir du 1^{er} janvier 2006 ces intérêts ne sont plus considérés comme des revenus au sens de l'article 97, paragraphe (1) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.“

(s.) *Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf, Robert Mehlen.*

Amendement 2

L'article 10 du projet de loi est complété comme suit:

„3° – À l'article 97, le paragraphe (3) est complété par un point f) ayant la teneur suivante:

„f) les intérêts attribués sur un dépôt d'épargne auprès d'une caisse d'épargne-logement.“

(s.) *Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf, Robert Mehlen.*

Här President, dann ass et awer ganz wichtig: Den Här Rapporteur huet gesot déi lescht Deeg, et wier elo emol endlech de Klengspuerer definéiert ginn. De Klengspuerer,

dat ass also elo deen, deen hei laut dësem Gesetz ënnert 250 Euro Zënse am Joer krit.

Här President, d'Regierung selwer huet awer, géif ech soen, de Klengspuerer elo schonn definéiert, well an eiser ablécklecher Situatioun hu mer 1.500 Euro Zënse steierfräi! An och am Projet, deen d'Regierung deponéiert huet, waren 1.500 Euro steierfräi! An dunn op eemol si se integral ofgeschaaft ginn, du vun zwee op zéng an dunn op 250 eropgesat ginn.

Här President, den Här Juncker ass de Moien e puermol hei zitéiert ginn, och vum Rapporteur, aus senger Deklaratioun, déi hien am Mee 2003 gemaach huet iwwert d'Lag vun der Natioun, wou den Här Juncker dat heite Gesetz ugekënnegt huet. Mä alleguer déi, déi en zitéiert hunn, hunn iergendwéi eng Kéier opgehale mat zitéieren, well den Här Juncker huet och deemools de kleng Spuerer definéiert.

Hien huet gesot: „Mir wëlle fréistens am Joer 2005, spéitstens am Joer duerno mat 10% un der Quell besteieren. Dat bedeit fir de Spuerer eng wesentlech Steiererlichterung. Mir verduebelen“ – lauschtert gutt! – „mir verduebelen och d'Steierabattementer. De Steierabattament geet beim Einzelne vun 1.500 op 3.000 Euro erop a fir déi bestuete Koppel geet e vun 3.000 op 6.000 Euro an d'Luucht. Kee Spuerer bezillt méi, mä all Spuerer bezillt manner.“

Dee Saz hunn alleguer déi, déi den Här Juncker vum Mee 2003 de Moien hei zitéiert hunn, vergiess fäerdeg ze liesen. Dat heescht, et war also eng Verduebelung vum Abatement ugekënnegt vun 1.500 Euro op 3.000 Euro, a fir d'Koppel vun 3.000 Euro op 6.000 Euro.

Här President, vun deene vum Här Juncker versprochenen 3.000 Euro sinn der 250 Euro bliwwen. A vun deene vum Här Juncker versprochene 6.000 Euro sinn der 500 Euro bliwwen. Ech wollt dat just hei emol mat erabrénge, fir deene Leit hir Mémoire e bëssen ze erfrëschen. Elo kann een natierlech, wéi den Här Fayot dat éischter gemaach huet, soen: Mir si vun der Oppositioun an d'Majoritéit gewieselt; mä den Här Juncker war deemools schonn an der Majoritéit, wéi en dat heiten ugekënnegt huet.

Zu der Quellesteier nach zwee Punkten, wou ech nawell gären hätt, wann den Här Budgetsminister eis herno och nach géif doranner méi Präzisioun ginn. Dat eent ass, wou een an der Kommissioun och net esou richtig eens ginn ass: Wann een am Laf vum Joer ophieft, wéi dann d'Zënsebesteierung ass.

An dat Zweet ass, wéi et sech mat der Retroaktivitéit bei dëser Besteierung op den 1. Juli 2005 huet. Wéini datt réckwierkend, also och an den Exercice 2005, mat besteiert gëtt, a wéini net. Ech muss lech soen, datt mer do eng Rei vun Diskussiounen haten, déi mer net ganz kloer geschéngt hunn. Duerfir wier ech frou, wann den Här Budgetsminister dat géing maachen.

Här President, wa mer dann also hei gesinn, datt déi kleng Leit elo mussen méi Steiere bezuelen, da gëtt et am Fong pervers, wann een dat gläichzäitig mat der Ofschaffung der Verméigenssteuer kombinéiert. Mir hunn alleguer virun e puer Wochen hei déi miserabel Finanzsituatioun vum Stat bei de Budgetsdebatte kënnen feststellen, an datt et d'nächst Joer an dat Joer drop nach méi schlëmm gëtt. Mir konnte feststellen, datt d'Regierung 22 Propositionen gemaach huet, bis elo, déi praktesch alleguer ee gemeinsaamt Zil haten: sozialen Ofbau.

Da steet hei am Rapport, datt d'Ofschaffung vum der Verméigenssteuer fir de Budget plutôt modest wier. Et ass modest. Et si jo nëmme 22 Milliounen Euro d'Joer, déi hei dem Stat verluer ginn. Dat ass einfach

modest. Am Géigesaz – dat ass och modest – mussen dann d'Klengspuerer 40 Milliounen iwwert de Wee vun der Quellesteier op den Zënsertråg erabrénge.

Här President, eppes muss een dem Rapporteur zegutt halen, dat ass déi Grondéierlechkeet, déi an em läit,...

(Hilarité)

...well hien ass net midd ginn, souwuel a sengem Rapport, wéi och haut am „Lëtzebuerg Wort“ an a sengem mëndleche Rapport, ëmmer erëm ze ënnersträchen, datt een déi zwou Saachen, d'Afféierung vun der Quellesteier op den Zënsertråg an d'Ofschaffung vum der Verméigenssteuer, muss zesumme gesinn, well se zesummegehéieren, well déi eng nämlech do sinn, fir dat auszegläichen, wat duerch déi aner ofgeschaaft gëtt.

An hien huet sech net ginn domat. Hien huet dat och geschriwwen: „D'autre part, les recettes provenant de la nouvelle retenue libératoire nationale sur les intérêts sont estimées à quelque 40 millions d'euros par an. Ces recettes sont censées compenser les moins-values de 37 millions d'euros résultant de l'abolition de l'impôt sur la fortune.“

Hien huet et haut am „Lëtzebuerg Wort“ gesot, an en huet et och haut de Moien nach eng Kéier hei a sengem mëndleche Rapport gesot. Also, muss een dat zesumme gesinn. D'Quellesteier op den Zënsertråg gëtt agefouert, fir am Statsbudget en Ausgläich ze kréie fir d'Ofschaffung vum der Verméigenssteuer.

An de Frënd Bausch huet et hei viru drun gesot: Mir sinn amgaangen eng Politik ze maachen, wou d'Kapital ëmmer méi entlaascht gëtt, a wou d'Aarbecht méi besteiert gëtt. Mat där heiter Politik ginn déi Räich ëmmer méi räich, an déi Aarm ëmmer méi aarm. An dann ass et eng gewëssen Hypokrisie, wann dann haut de Moien och hei den Här Fayot eng Motioun deponéiert, wou en dann am Fong seet, datt duerch dat Gesetz hei, wéinst der Fraude fiscale, géif Steiergerechtheet agefouert ginn.

Ech wëll just drun erënneren, Här President, datt déiselwecht Leit virun enger Woch heibanne géint eng Motioun vun eis gestëmmt hunn, wou mer dra gefrot haten – a si hu schonn zweemol dergéint gestëmmt, och déi gréng Kollegen –, fir datt d'Steierverwaltung an den Enregistrement géifen équipéiert gi mat enger Sektions Antifraude, fir grad d'Steierongerechtheet ze bekämpfen. Si hunn hei zweemol do dergéint gestëmmt. An elo gëtt hei erëm eng gréisser Steierongerechtheet agefouert, fir dann de Culot ze hunn, heihinner ze kommen an ze behaupten, Här President, datt dat einfach géif eng Steiergerechtheet bréngen!

Och de Statsminister huet an der Ried zur Lag vun der Natioun gesot: „Dat bedeit fir d'Spuerer eng wesentlech Steiererlichterung.“ De Koalitionsaccord huet dat och gesot.

Här President, ech ginn e bësse virun, fir datt ech a menger Zäit bleiwe kann.

Well eben och hei, wéi gesot, déi Verméigenssteuer mat dësem Gesetz ofgeschaaft gëtt. Domadder solle Leit, déi verméigend sinn, hiert Geld hei an d'Land bréngen. Här President, och do, mengen ech, ass et awer erlaabt an och noutwendeg an ubruecht, datt een eng Kéier an déi rezent Vergaangenheet zrëckkucke geet, well och do, mengen ech, hunn eis sozialistesche Kollegen, wéi se nach an der Oppositioun waren, duerch d'Hand vun hirem Generalsekretär jo awer net onbedeutend Aussoen zu där Ofschaffung vum der Verméigenssteuer gemaach.

Am „Tageblatt“ vum 27. Mäerz 2004, also ganz kuerz virun de Chamberwahlen, huet den LSAP-Generalsekretär, den Här Lux, geschriwwen: „Die Monaco-DP, so richtig konkret werden die programmatischen Vorstellungen der DP allerdings immer dann, wenn die ureigene Klientel, die Reichen und Schönen, bedient werden sollen. Weil Monaco...“

■ **M. Henri Grethen (DP).**- Sei dankbar für das Schöne!

(Hilarité)

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech verstinn, Här Grethen, datt Der dat wëllt ervirsträchen. De Rescht wosste mer.

(Hilarité)

„Weil Monaco so schön, sauber und teuer ist und dort die Superreichen nur Superreichen begegnen, tritt die DP allen Ernstes für die ‚Monacoisierung‘ Luxemburgs ein. Damit dieses Unterfangen gelingen kann, plant die DP, die Vermögenssteuer abzuschaffen. Die DP zeigt wieder Flagge, die Flagge der ultraliberalen Partei der Hochvermögenden. Wer mehr als 3 Millionen Euro, ein halbes Dutzend Bauplätze und monegassische Tischmanieren besitzt, ist demnach gut beraten am 13. Juni die DP zu wählen.“

Här President, d'DP wéi och aner Parteien hunn den 13. Juni net déi Stëmme krit, déi se sech erwaart hunn. D'Sozialisten...

(Interruption)

Bon, ech géif soen, Här Grethen, kommt mer loosson do dem Wieler awer de Choix. Et muss een ëmmer d'Resultat vum Wieler akzeptéieren. Op jidde Fall, d'Sozialisten...

(Interruption)

Jo, jo. Mir stinn, ech mengen, Här Spautz... All fénnef Joer ännert dat. Leet Äre Kapp a Rou. Wann Der esou virufuert, da sinn ech iwwerzeugt,...

■ **Une voix.**- Dann ass et eriwuer.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...datt et a fénnef Joer nach eng Kéier ännert, awer an déi aner Richtung.

Här President, d'Sozialiste sinn awer an d'Regierung komm. A genau dat, wat se hei der DP virgeworf hunn, maache se haut. Et muss een dann elo wëssen, wou „die Reichen und Schönen“ setzen. Dat heescht, iergendwéi ass do eng Wanderung amgaangen, a se mussen bei de Sozialisten och haut ukomme sinn. Dat heescht, vun där klenger, léiwiger, gudder Aarbechterpartei, déi et eng Kéier war, mengen ech, si mer elo bei, wéi se zu Esch soen, „d'Sozialiste mat de Krawatten“, oder, wéi se hei an der Stad soen, „d'Kavarsozialisten“ komm, déi elo einfach kënnen mat Iwwerzeugung, an den Här Fayot huet dat jo de Moien och hei versicht ze maachen, hei fir d'Ofschaffung vum der Verméigenssteuer lafen.

Här President, et war awer net nëmme den Här Lux, mä och eise gudder Frënd, den Här Castegnaro. Hien huet de 26. November um OGB-L sengem Kongress gesot – do huet hien opgehale als OGB-L-President, fir deen ech en héich schätzen –, an e war awer schonn Deputéierte vum der LSAP zu deem Zäitpunkt, dat ass net onwesentlech – mir hunn dat heiten um OGB-L sengem Site erausgezunn -:

„...die Abschaffung der Vermögenssteuer andererseits, um Luxemburg zu einer Nische, einem Monte Carlo für Reiche zu machen, respektive der Weg in die Zweiklassengesellschaft, wo nicht nationale Solidarität, sondern private Zusatzversicherungen soziale Absicherung in allen Lebenslagen garantieren sollen, entsprechen weder den Zielen noch den Visionen jener gerechten Gesellschaft, die

unsere Vorgänger und die wir anstreben, die wir als Modell für uns und alle Menschen auf dieser Erde als notwendiges Ziel sehen.“

(Interruption)

„Die Herausforderungen sind enorm, unsere Verantwortung ist groß und unsere Kampfbereitschaft notwendig: Nicht allein in Resolutionen, oder aus dem Sessel heraus, rhetorisch oder in Zeitungartikeln. Nein, sondern wie bisher, überall dort, wo wir gefordert sind und die Herausforderung erfolgreich annahmen.“

Här President, wéi gesot, dunn hatten d'Sozialiste schonn de Koalitionsaccord gestëmmt, wou d'Ofschaffung vum der Verméigenssteuer dra war, an den Här Castegnaro war schonn Deputéierte vum der LSAP, wéi hien dat doten um Kongress gesot huet. Do huet hien dat bei de Komerodinnen a Komeroden, déi Quellesteier bezuelen, gesot. An elo haut stëmmt hien hei mat de Kavarsozialisten géint dat doten, wat hien do esou haart an daitlech fir all Mënsch vun der ganzer Welt gewünscht huet.

Här President, ech mengen, et ass awer wichtig, datt een heiansdo emol esou kleng Detailer hei nach eng Kéier opfrëscht.

Dann nach zum Schluss, Här President – et bleiwe mer nach dräi Minutten –, zu der Amnistie fiscale. Iwwert d'Amnistie fiscale, Här President, stinn hei am Rapporteur sengem Rapport ganzer fénnef Reien. Dat gëtt engem esou ënnergejubelt, an et gëtt wa méiglech net driwwer geschwat.

Haut de Moien huet den Här Mosar nach hei versicht dat esou duerzustellen, wéi wann dat am Fong keng Amnistie wier, mä et ass eng Amnistie. Dat heescht, d'Steierverwaltung – dat seet den Artikel 9 ganz kloer – kann Informatiounen, déi se iwwert de Wee vum Erhiewe vun der Quellesteier elo kriht, net dozou benotzen, fir réckwierkend Steieren ze erhiewen.

Och haten d'Sozialisten dat virun de Wahle jo ganz kloer hei geschriwwen. Den Här Fayot huet haut de Moien zwar kloer hei gesot, d'Sozialiste wëllte kee Lëtzebuerg Monaco, mä et ass genau dat, wat awer den Här Lux virun de Wahlen hei gesot huet, et géif e Lëtzebuergescht Monaco ginn, an déi „Reichen und Schönen“, déi géife sech hei an der Péitrus an der Stad siedelen, fir awer bei Waasser ze sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei stellt d'Fro sech ganz kloer: Mussen dann d'Résideenten hei wunnen, oder ass dat fiktiv? Eiser Meinung no mussen se hei wunnen! An all Gemeng ass am Fong gehalen, fir keng Résideenten fictifs bei sech zuzeloossen. Wann eng Gemeng eppes vun engem fiktive Résideent weess, da muss se deen an der Populationslëscht strächen. Also, et kënnen nëmme wierklech Résideenten hei sinn. An dann, wann dann déi Invasioun vun deene Räche géif op Lëtzebuerg kommen, da kënn dat, datt mer dann op dee Wunnengsmaat, op deem schonn den Noutstand ass, nach méi Drock kréien.

Da soll een dat de Leit och hei soen, well, wa mer wëssen, datt, wéi d'Belsch dat agefouert huet, 8.000 Hollänner a 60.000 Fransousen an d'Belsch residéiere gaange sinn, da stellt lech emol vir, déi 68.000 bis 70.000 géife muer hei op Lëtzebuerg wunne kommen, well mir esou e Gesetz hei maachen, a mir géife soen, si mussen och nach heihinner wunne kommen – wat dat fir Konsequenzen op de Wunnengsmaat hei hätt!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerfir ass et onseriö, datt mer hei vu Steiergerechtheet schwätzen, datt mer d'Klengspuerer

rer hei zousätzlech belaauchten, datt mer d'Veerméigenssteuer ofschafen a gläichzäiteg och nach eng Amnistie fiscale aféiere fir déi, déi hei Steuerbedruch gemaach hunn.

A wann ech dann de Schlusszavum Här Thiel huelen, deen hei de Moien, géif ech soen, de Culot hat ze behaupten, datt déi, déi sech elo opreege wéinst der Aféierung vun der Quellesteier, wahrscheinlech déi sinn, déi bis elo Steuerbedruch gemaach hunn! Dat hunn ech e staarkt Stéck fonnt, datt ee bei de Klengspuerer de Culot huet, fir dat ze soen, a gläichzäiteg hei e Gesetz stëmmt, wou een eng Amnistie fiscale mécht fir déi, déi Steuerbedruch am grouesse Moossstab gemaach hunn. Dee Culot muss een hunn!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et versteeet sech, an et war scho laang gewosst, datt mir dat heite Gesetz net wäerten an net kënne stëmmen. Dat heiten ass en onsozialt Gesetz. An ech ginn dovun aus, datt alleguer déi Leit, déi dat heite Gesetz stëmmen, duerno ni méi hei wäerten als Sozialpolitiker oprieden.

Ech ginn lech dann nach, Här President, déi zwee Amendementer.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. D'Wuert huet elo fir d'Regierung den Här Budgetsminister Luc Frieden.

■ **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, dee Projet de loi hei ass am Fong d'Resultat vun der Aarbecht vun zwou Regierungen: där aktueller an där vu virun. Hei sinn eng Rei Zitater gemaach ginn, déi sech op déi zwou Legislaturperiode bezéien.

Et waren zweemol déi nämlecht zwee Ziler, déi d'Regierung verfollegt an déi och an dësem Projet de loi ganz kloer sinn. Dat éischt Zil ass, datt mer en einfachen a spuererfrëndleche System wëllen aféieren. An zweetens, datt mer wëllen e Gesetz maachen, wat am Intérêt ass vun den Aktivitéite vun der Finanzplaz. Déi zwee Ziler ginn duerch dëse Projet de loi erreicht, an duerfir sinn ech och frou feststellen, datt eng ganz breet Majoritéit sech an dësem Parlament ofzeechent, déi dëse Projet stëmme wäert.

Dee Projet ass in extenso erkläert ginn, an duerfir géing ech wëllen dem honorablen Här Thiel Merci soe fir déi Erklärungen, an och deenen anere Kolleegen, déi dat an der Finanzkommissioun mat gekuckt hunn. Dat erlaabt et mir net méi op dee ganzen Detail zrëckzuekommen, mä just zwou, dräi Remarquen op dëser Plaz nach ze maachen.

Déi éischt, dat ass, datt ee relativ Onverständnis huet, wann ee Budgetsminister ass, datt sech hei driwwer opgereeget gëtt, datt d'Leit elo op eemol missten op den Zënse Steiere bezuelen. Besonnesch och an där leschter Interventioun vum ADR kounn dat jo ervir.

Et ass esou, datt déi éierlech Leit haut am Land op den Zënse Steiere bezuelen, och um Bauspieren, och op anere Produkter. An all déi, déi elo soen: „Wat maacht Dir dann elo op eemol hei?“, déi vergiessen, datt dat Gesetz hei eent ass fir déi éierlech Leit, déi hei am Land wunnen, a fir déi ass et spuererfrëndlech, well, wann een haut en Taux moyen d'imposition vun 20% huet, gëtt hei gesot, mir kucken dofir, datt déi Suen, déi haut largement deklaréiert ginn, an Zukunft mat 10% Quellesteier beluecht ginn, mat Berücksichtigung vun deenen, déi ganz kleng Spuerbicher hunn; eng Millioun Lëtzeburger Frang fir eng Koppel, wou keng Steieren ufalen,

mä all déi, déi als Koppel méi wéi eng Millioun Lëtzeburger Frang hunn, déi bezuelen op deenen Zënse – net um Kapital, op den Zënse! – 10% Steieren.

Ech mengen, datt dat scho Steiergerechtgeek ass, well soss profitéiere just déi dovun, déi näischt deklaréieren. Déi, déi eppes deklaréieren, déi bezuelen eppes, an déi, déi näischt deklaréieren, déi bezuelen näischt.

Haut kommen an de Statsbudget duerch Zënse, déi deklaréiert ginn, 13 Milliounen Euro eran. Domat ass Lëtzebuerg dat Land, an deem am mannsten Erspuernisser wäere vun der ganzer Europäescher Unioun. Or d'Konte vun de Banke weisen – och bei de Résidenten – eppes ganz anescht aus. Hei ass also e System gewiescht, deen net fonctionnéiert huet. Duerfir mengen ech, datt dat heiten eng gutt Moossnam ass, déi dobäi – an ech soen dat nach eng Kéier – duerch déi 10% d'Spueren net discouragéiert, mä encouragéiert.

Duerfir muss ee sech jo awer déi Saachen do ukucken, wann hei gesot gëtt: „Wat gëtt dann hei gemaach?“ An do ware jo och de Moien, ech mengen, et war am „Wort“, ganz interessant Rechebeispiller mat den aktuellen Taxen.

Wann een an Zukunft als Koppel manner wéi eng Millioun Lëtzeburger Frang huet, da bezilt ee kee Frang Steieren. Wann een als Einzelperson 50.000 Euro huet, da bezilt een an Zukunft am Joer 75 Euro Zënse. Dat si sechs Euro de Mount, dat ass manner wéi eng Pizza, déi een iesse geet. Et muss een also gesinn, een deen zwou Milliounen huet, dee bezilt fir d'Kollektivitéit sechs Euro Steieren de Mount, deen zugläich awer och vun all den Infrastrukturen: Schoulen, Stroossen, Zich profitéiert.

Ech mengen, da kann een net soen, dat wär onsozial, an et kann een och net soen, dat wär eng Attack op d'Spuerbicher. Dat do ass einfach en normale Bäitrag vun engem Revenu, deen ee kritt, deen d'Spueren net discouragéiert, well, ech soen et nach eng Kéier, d'Regierung géing gâr hunn, datt d'Leit och spueren, well d'Spueren ass fir vill Besoinen, déi een an der Gesellschaft huet, wann ee schafft an duerno, noutwendeg.

Duerfir ass dat hei e gutt Gesetz. Een, deen 100.000 Euro huet, véier Milliounen Frang, dee bezilt 150 Euro d'Joer Steieren. Och dat ass extrem wéineg.

Dobäi kënnt, datt et awer noutwendeg ass, an dat hunn och e puer Kolleegen dankbarerweis de Moie gesot, déi europäesch Steierregerung net aus den Aen ze verléieren.

Mir mussen oppassen, an dat soen ech och duerfir de Kolleeg vun der grénger Fraktioun, deenen hir Motioun ech gelies hunn a mat där ech net kann d'accord sinn: An der Theorie ass et wuel richtig, datt een d'Kapital an d'Aarbecht soll d'nämlecht besteieren, an der Praxis geet dat awer net! Den Här Eichel huet dat och ëmmer gesot. Hien huet awer missen zugläich feststellen, datt domadder d'Kapital ofgewandert ass, well d'Kapital mobil ass.

Géing een also hei elo eng vill méi héich Steuer um Kapital maachen, da geet d'Kapital fort an Nopeschlänner, well an der europäescher Quellesteier hu mer 15% virgesi fir d'Non-résidenten. Wann also d'Lëtzeburger an Zukunft géinge mat hire Suen an d'Schwäiz goen, mussen se do 15% bezuelen, vun deene mir e Stéck zrëckkréien. Also maache mir en Taux vun 10%, fir eben ze évitieren, datt d'Lëtzeburger géinge fortgoe mat de Suen...

(**Interruption**)

Neen, ech soe just, Dir sot an Ärer Motioun, et soll een...

(**Interruption**)

...e Rééquilibrage ënnert den Impôts sur les revenus des salaires an de Revenus de capitaux maachen. Dee Rééquilibrage ass net méiglech, well een net kann déi nämlecht Systemer applizéieren op Kapital, wat mobil ass, an op Aarbecht, déi net mobil ass. Och wann ech vun der Theorie hier dat selbstverständlech verstinn, mä duerfir fonctionnéiert dat doten net.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President!

■ **M. le Président.** - Här Minister, erlaabt Der eng Fro vum Här Bausch?

■ **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Jo.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Mir hu jo net verlaangt, et misst een den Taux méi héich maachen, mä mir soten et soll ee wéinstens eng Base impossible huelen, datt och d'Verméigen erfaasst gëtt, an net dat wat mer hei maachen, well dat ass jo dat wat eis am meeschte stéiert. Mir si jo net géint d'Aféierung vun enger Quellesteier fir Résidenten. Mir sinn och der Meenung, datt den Taux an der Rei ass. Mä mir sinn der Lwervegung just, datt d'Base impossible näischt erfaasst.

Dir wësst jo awer, datt déi verméigend Leit gréisstendeels net hiert Geld einfach op en normaalt Spuerbuch setze ginn. Eleng schon aus deene Grënn, déi den Här Gibéryen hei virdu zu Recht beschriwwen huet, well een do näischt erakritt beim normale Spuerbuch oder och engem Compte à terme. Duerfir, wat eis hei stéiert, an duerfir soe mer, datt et net gerecht ass, ass, datt eigentlech d'Base impossible näischt erfaasst. Mir sinn emol net esou wäit gaange wéi déi europäesch Direktiv.

(**Interruption**)

■ **M. le Président.** - Jo.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Ech hunn eng Präzisioun gemaach, Här Fayot, ech hunn net gesot, ech géing eng Fro stellen.

■ **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Dozou kommen ech, well dat jo am Fong och an der Motioun vun der Majoritéit ebe just ugeschwat gëtt, wat d'Basiss vun där Besteuerung soll sinn.

Éischt Punkt also, halen ech nach eng Kéier fest: Hei gëtt e ganz favorabelen, spuererfrëndleche Steiersaz agefouert; e ganz groussen Deel vun der éierlecher Bevölkerung bezilt an Zukunft wäit aus manner.

Zweetens, wat d'Fongen ubelaangt, an dat féiert mech dann och zur Assiette. Hei gëtt sech driwwer opgereeget zum Deel, datt elo an Zukunft d'Fongen net géinge besteiert ginn an d'Intérëten, d'Zënse géinge besteiert ginn. Ech stelle just fest, datt ech an deene leschten dräi Joer heibanne kee bei de Budgetsdebatten oder soss an enger Ried héieren hunn, dee sech schon deemoools iwwert dee Punkt opgereeget hätt.

Firwat hu mir d'Sicav capitalisantes net heidranner gesat? Well et d'Intentioun war vun der Regierung, net eng Verschlechterung vun der aktueller Steierlaascht vun de Leit ze maachen, well déi Sicav capitalisantes, déi, déi also näischt ausbezuelen, och fir de Moment net an der normaler Kapitalertragsbesteuerung waren. An duerfir hu mer dat net gemaach.

Dat Zweet, dat ass, datt...

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Dat heescht, dat kënnt och an Zukunft net, wahrscheinlech.

■ **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Dat Zweet, dat ass, datt ee selbstverständlech muss kucken, wat mer an der europäescher Regelung gemaach hunn. An do stellen ech och d'Kontradiktioun an der Lëtzeburger Politik fest. Wéi de Statsminister, den deemolege Wirtschaftsminister an ech zrëckkomm si vun deene schwierige Verhandlungen an Europa, do krute mer heibanne félicitéiert, datt mer et fäerdeg bruecht hunn, e Champ d'application fir d'Quellesteier an Europa ze négociéieren, wou d'Fonge largelement net drënner waren, well déi e wichtige Piliere op der Lëtzeburger Finanzplaz sinn.

Wa mer also hei d'Fongen direkt drënner gesat hätten, da kéint Der sécher sinn, datt och an Europa d'Diskussioun erëm méi séier vläicht géing opgoen, fir och do d'Fongen an d'europäesch Kapitalertragssteuer eranzekréien.

Zweet Observatioun an deem Kontext, an ech mengen, déi ass och vu verschiddene Leit de Moie gesot ginn: D'Solutioun fir d'Leit ass net, aus dem Spuerbuch a Fongen einfach ëmzeklammen, well bei de Fonge gëtt et och Fraisën, an déi Fraisë sinn oft méi héich oder bal esou héich wéi dat, wat hei u Steieren ufält.

Duerfir hunn ech lech am Ufank gesot, an duerfir soll een déi Tableaue liesen, hei schwätze mer vun extrem wéinege Steieren. Dat sinn net honnerte vun Euroen, dat sinn e puer Euroen. A wann een also an esou Fongen eraklëmmt, da muss een och Fraisë bezuelen, wann een eraklëmmt, wann een erausklëmmt, et muss ee sech dat awer ganz gutt iwwerleeën. All Spuerer huet selbstverständlech d'Recht, an dat ze investéieren, wou hien et fir gutt fënnt. Ech biede just, datt d'Leit sech dat iwwerleeën.

Dat Drëtt an deem Kontext wëll ech soen, datt wann et sech géing erausstellen, datt d'Leit elo alleguerte géingen aus de Spuerbicher erauslafan a Fongen, dann ass et selbstverständlech, datt mer dee Moment missten d'Gebitt, de Champ d'application, vun eisem Gesetz nach eng Kéier iwwerkucken, an dat een dann déi Assiette misst méi breet maachen. An deem Sënn verstinn ech och d'Motioun vun der Majoritéit, an ech muss soen, ech fannen dat dat Normalst vun der Welt, well all Joer kucken d'Regierung a besonnesch och de Finanz- a Budgetsminister, ob déi Besteuerung vu vereenzelte Produkter déi richtig ass.

Duerfir mengen ech, wa mer beim Budget 40 Milliounen Euro agesat hunn, dann ass dat natierlech nëmmen eng Estimatioun. An da muss een déi Estimatioun kucken, ob déi herno der Realitéit entsprécht, an da schléissen ech net aus, datt mer an deenen nächste Jore mussen zum Beispill d'Sicaven dodrënner huelen. Dat muss ee sech dann awer gutt iwwerleeën, an och aner Produkter, an duerfir muss een eng Kéier d'ganz Revenus de capitaux iwwerkucken.

Och d'Loyeren, wat eng aner Zort vu Revenus ass. Ech mengen, dat ass souwiesou eppes, wat mer an der Regierung wëllen haten, an duerfir, mengen ech, ass dat eppes ganz Normales.

Zur Verméigenssteuer kann ech mech ganz deem ralliéieren, wat hei den honorablen Här Fayot exposéiert huet. Zu der Motivatioun, déi dozou gefouert huet, géing ech bäifügen, datt grad wéinst der Ongerechtegheet an der quasi Netbesteuerung oder Netberücksichtigung vun de Biens immobiliers dat däitscht Bundesverfassungsgericht scho virun zéng Joer gesot huet, déi Steuer wär net konform zur Verfassung, well se géint de Gläichheetsprinzip virun der Besteuerung wär.

Ech muss soen, mir sollen dach alles maachen, fir hei zu Lëtzebuerg där Finanzplaz, op där esou

vill Aarbechtsplaze sinn an ze erhale sinn, nei Méiglechkeeten ze ginn. A wann ech hei Leit héiere sech driwwer opreegen, datt eventuell duerch dës Moossnam géingen Auslänner hei hiert Kapital zu Lëtzebuerg uleeën, da kann ech dach awer nëmme staunen! Mir liewen zënter 30 Joer dovun, mat Auslänner, déi op Lëtzebuerg hir Sue bréngen, an duerfir konnte mer hei eng Sozialpolitik maachen an Infrastrukture bauen, déi keen anert Land fäerdeg bruecht huet.

Also duerfir, wann ech gelift, mir liewe largelement vun deene Suen, déi d'Leit hei op d'Banke bréngen, vun deene Sue fir déi d'Leit hei tanke kommen. Also solle mer dach frou sinn, wa mer hei eng Moossnam maachen, déi iwwergens eis net vill kascht, well op engem Budget vu 7,5 Milliarden ass d'Ofschafe vun der Verméigenssteuer fir d'Privatpersoun e Mini-deel. Wa mer awer d'Perspektiv hunn, datt mer domadder d'Gestion de patrimoine, den „private banking“ kënnen erweideren, datt mer nei Aarbechtsplaze kënnen schafen, ech mengen, dann ass et d'Flicht vun der Regierung, a ganz sécher déi vu mir als dee fir d'Finanzplaz zoustännege Minister, fir alles ze maachen, fir där Finanzplaz nei Perspektiven ze ginn.

Duerfir sinn ech och frou, datt mer et duerch intensiv Négociatiounen an deene leschte Woche fäerdeg bruecht hunn, virun e puer Deeg deen éischten internationale Pensionsfond vun enger multinationaler Grupp op Lëtzebuerg ze kréien, och grad duerch d'Ofschafe vun der Taxe d'abonnement op där Zort Produkter, virun kuerzem. Et ass deen hollännesche Grupp Unilever, deen decidéiert huet, säin internationale Pensionsfond fir seng international Beamten zu Lëtzebuerg opzeleeën. Dat ass fir d'éischte Kéier, wou esou eppes geschitt. Mir hu während eiser Visite an Amerika am Oktober intensiv Gespräicher doriwwer gefouert mat deem, deen dee Fong zu Lëtzebuerg géréiert, a mir si ganz frou, datt dat zu engem Erfolg gefouert huet.

Dat ass en anert Element vun där Finanzplaz, wat mer muss verweideren, an duerfir ass eist Engagement kloer, mir wäerten dat och weider maachen, an dëst Gesetz reit sech an déi Perspektiv an. Et dierf keen Effort ënnerloos ginn, fir nei Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg ze schafen. An do huet jiddfereen och heibannen eng Responsabilitéit. Duerfir mengen ech nach eng Kéier, datt dëst Gesetz en einfache System, e gerechten a spuererfrëndleche System aféiert an et ass am Intérêt vun den Aktivitéite vun der Finanzplaz an domadder vun den Aarbechtsplazen op der Finanzplaz.

Duerfir géing ech lech invitéieren, aus der Sicht vun der Regierung, dëse Projet ze stëmmen.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domadder ass d'Debatt ofgeschloss a mir kommen dann zu de Voten.

Motion 1

Mir si fir d'éischt konfrontéiert mat der Motioun, déi den Här Bausch déposéiert huet, à titre de question préalable. D'Fro ass also, ob d'Chamber bereet ass, déi Fro als Question préalable unzehuelen an iwwert déi Motioun ofzestëmme, ier mer iwwert déi aner Motioun respektiv ier mer iwwert de Projet de loi ofstëmme.

Ass d'Chamber domat d'accord fir direkt doriwwer ofzestëmme?

(**Assentiment**)

Gutt, da komme mer direkt zum Vote iwwert d'Motioun vum Här Bausch.

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 48 Nee-Stëmme, bei 7 Jo-Stëmme a 5 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Lucien Thiel), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Dann hu mer zwee Amendementer, déi vum Här Gibéryen déposiéiert goufen.

Amendement 1

Fir d'éischt de Vote iwwert den éischten Amendement zum Artikel 4, Paragraph 2 vum Projet de loi.

Vote

Den Amendement 1 vum Här Gibéryen ass ofgelehnt mat 38 Nee-

Stëmme, bei 4 Jo-Stëmme a 17 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Lucien Thiel), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. John Castegnaro), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roger Negri), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Den Artikel 4, Paragraph 2 bleift also esou bestoe wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Amendement 2

Dann de Vote iwwert den Amendement 2, deen den Artikel 10 vum Projet de loi betrëfft.

Vote

Den Amendement 2 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmme, bei 4 Jo-Stëmme a 17 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Lucien Thiel), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Fernand Diederich), Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Den Artikel 10 vum Projet de loi bleift also esou bestoe wéi d'Kommissioun e proposéiert huet.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung vum Projet de loi 5504 selwer.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass uegoll mat 48 Jo-Stëmme, bei 12 Nee-Stëmme a kenger Abstentiuon.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel

Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Lucien Thiel), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Fernand Diederich), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

M. Gast Gibéryen (ADR).- Neen.

M. le Président.- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Plusieurs voix.- Jo.

M. le Président.- Dann ass et esou decidéiert.

Dann hu mer nach d'Motioun 2, déi abuecht ginn ass vum Här Thiel.

Motion 2

Kënne mer do par main levée ofstëmme?

(Négation)

De Vote électronique ass gefrot, da maache mer dat.

Vote

D'Motioun 2 vum Här Thiel ass uegoll mat 38 Jo-Stëmme, bei 7 Nee-Stëmme a 14 Abstentiuonen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Lucien Thiel), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Fernand Diederich), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut de Moien. Déi nächst Sitzung ass haut de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 11.46 heures)

Ordre du jour**1. Débat de consultation au sujet des négociations au sein des réunions de la Tripartite ferroviaire**

(Exposé de M. le Ministre des Transports Lucien Lux - Débat - Motion - Vote)

2. 5465 - Projet de loi modifiant a) la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

(Rapport de la Commission des Transports - Discussion générale - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Mars Di Bartolomeo et Lucien Lux, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Neen, Här President.

M. le Président.- Mir fänken eisen Ordre du jour vun haut de

Mëtten u mat enger Konsultatiounsdebatt iwwert d'Eisebunnstripartite. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Grethen, Schreiner, Negri, Bausch a Gibéryen.

Mir fänken d'Debatt u mat engem Exposé vum der Regierung, vum Här Transportminister Lucien Lux. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Här President, et ännert eppes. Den Här Braz ersetzt den Här Bausch.

M. le Président.- Jo, okay. Déi gréng Fraktioun huet mir den Här Bausch gemellt. Dann ännere mer dat ëm, et ass den Här Braz.

Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

1. Débat de consultation au sujet des négociations au sein des réunions de la Tripartite ferroviaire

Exposé de M. le Ministre des Transports Lucien Lux

M. Lucien Lux, Ministre des Transports.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegeen a Kolleegen, gëschter si sech am Rahme vun enger CFL-Tripartite déi eenzel Partneren iwwer en Accord fir d'Zukunft am Frachtberäich vun der CFL eens ginn. Domadder entsteet d'CFL-Cargo, eng nei Gesellschaft, eng Lëtze-

buerger Léisung, e Mariage tëschent der CFL an der Arcelor, deen eis et erlaabt, fir in extremis eng Äntwert ze ginn op d'Ouverture am Frachtberäich op der Schinn, à partir vum 1. Januar 2007. D'CFL bleift dobäi an hire Grondstrukturen erhalen, hir Filial, d'CFL-Cargo also, soll als neien Opérateur um europäeschen Netz an deenen nächste Joren aktiv sinn.

Domadder geléngt eis eng Equatioun vun enger noutwendeger Kompetitivitéit am Rahme vun engem offenen europäesche Schinnemarché an awer och eng sozial Kohesioun, well mer d'Acquisé vun den aktuellen Eisebunner erhalen, a mir stellen eis nei op, wat déi nei anzestellend Eisebunner ubelaangt. D'Balance also tëschent enger houfreicher Traditioun vun der Eisebunnsgesellschaft – awer och Eisebunner –, déi am Laf vun de Joren a Jorzéngten eng Gesellschaft opgebaut huet, déi souwuel am Voyageurs- wéi am Frachtberäich fir d'Land ganz vill Efforte gemaach huet an déi fir hir Acquisé, déi mer also respektéieren, sech laang agesat huet, fir an hirem Langage ze bleiwen, laang dofir gekämpft huet.

D'Equatioun vun deenen zwou Lëtzebuerger Gesellschaften baut op e kompetent, engagéiert a qualifizéiert Personal, op héich Sécherheitsstandarden, déi fir déi zwou Gesellschaften an hiren Aktivitéiten ëmmer ganz wichteg waren, an och op en héije Sozialdialog, deen et erlaabt huet, fir Restrukturierungen, Konflikter ëmmer am Rahme vun de Regele vum sou genannte Lëtzebuerger Modell ze regelen. Déi zwou Kompetenzen also, déi sech hei fannen, sollen zesummen eng nei Success story am wirtschaftleche Beräich erreechen. Ech mengen, dass déi zwou Kompetenzen zesummenzeleeën den eigentlechen Erfolleg vun deser Tripartite duerstellt.

Dësen Accord ass a véierfacher Hisiicht eng gutt Saach:

En ass gutt fir d'Eisebunn, well mer hei eng nei Eisebunn kënnen op d'Schinn setzen, méi offensiv, méi selbstbewusst, méi flexibel, awer och couragéiert a sécherlech och bereet, mat Risiko an d'Zukunft ze goen.

En ass gutt fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg, well den Transport ouni Zweifel an eiser Ekonomie haut en enorm wichtege Standortvirdeel duerstellt an domadder mer also och en indus-

trielle Projet realisieren, deen Aarbechtspalzen erhält an an Zukunft Aarbechtspalze schafe soll.

Fir et méi cru ze soen: A sech gériere mer hei och eng Faillite a versichen et fäerdeg ze bréngen, d'Eisebunn op e bessere Fong ze setzen. Ech mengen, dat ass och wichteg fir d'Arcelor als Gesellschaft, fir déi och den Transportberäich – an dat hu si am Laf vun den Diskussiounen ëmmer kloergemaach – e ganz wichtige Kompetitivitätsfaktor duerstellt. Mir bréngen et also fäerdeg, fir muer net nëmmen d'Arcelor, mä virun allem doriwier eraus och déi aktuell aner Clienten, sou genannte kleng Clienten, ze bedéngen an natierlech och de Versuch ze maachen, engagéiert an offensiv duerfir ze suergen, dass mer hei zu Lëtzebuerg an an der Groussregion nei Clienté kréien, déi zu engem wirtschaftlechen Erfolleg vun der CFL-Cargo solle féieren.

Drëttens ass dës Décisioun gutt fir eis Ëmwelt. Den „modal split“ am Frachtberäich ass een, dee grad-sou verbesserungswürdeg ass, wéi am Voyageursberäich. Den Intérêt un der Schinn, voluntaristesche fir d'Schinn eis anzusetze par rapport zu der Strooss, ass och den Intérêt vu besserer Liewensqualität: Eis asetze géint onnëtzte Kaméidi, géint Emissiounen vun CO₂, Stébs a Stéckoxiden, dat ass eng modern Äntwert op de scheinbare Konflikt tëschent Ëkonomie an Ëkologie, hei voluntaristesche ze agéieren an net dobäi ze lamentéieren.

Véiertens ass dësen Accord gutt fir de Sozialdialog. Mir hu gewisen, dass mer am Rahme vu der Tripartite capabel sinn, Strukturformen unzegoen, an dat mam Accord vu Gewerkschaften, deenen oft hire Strukturkonservatismus virgehät ginn ass – zu Onrecht, weist et sech, well och si bereet waren, sech ze bewegen an eng Richtung, déi et erlaabt, fir nei Défiën unzegoen. De Modell Tripartite huet hei, mengen ech, eng Stärkung erfueren doduerch, dass mer gewisen hunn, dass mer fäeg sinn, ënnert deenen dräi Partneren an der Tripartite sécherlech laang an intensiv ze diskutéieren, mä och zu Resultater ze kommen, déi et elo géllt ëmzesetzen.

Ech wëll nëmme ganz kuerz op den Historique agoen, deen eis zu dëser Tripartite an zu deenen Décisiounen gefouert huet. E Liberalisierungsprozess, dee mer an Europa säit e puer Joer erfueren, ass déclenchéiert gi mat dem Usproch am Beräich vun der Schinn, de Secteur ze dynamiséieren, duerfir ze suergen, dass d'Schinn méi grouss Part-de-marché par rapport zu der Strooss kéint erreechen an erréngen. An och mat dem Usproch, dass d'Investitiounen géinge folgen, fir eis zum Beispill am Investitionsberäich vun de groussen Eisebunnsréseauen effektiv weiderzebréngen.

D'Realitéit gesäit an eisen Aen oft aneschtens aus. An duerfir hu mer eis net nëmmen während eiser Présidence, mä och an de Wochen a Méint duerno ganz staark agesat, dass d'Europäesche Kommission endlech déi Evaluatioun soll virleeën, déi am Paquet 1 souwisou virgesinn ass, fir eis emol ze soen, éierlech an an Zesummenaarbecht mat de Memberslänner, wat dann déi Liberalisierungsphasé bruecht hunn um Niveau vun hiren Auswierkungen op den „modal shift“, op den Environnement, op d'Sozialstandarde vun de Leit, op d'Sécherheitsstandarde innerhalb vun der Eisebunn.

D'Attitud vun de successivë Lëtzebuerg Regierung an den Transportministere an de Bréisseler Rouagë war zu dëser Liberalisierungsprozess ëmmer eng negativ. Trotz allem muss mer feststellen, dass et sech ëmmer méi gefestegt huet, dass an dem Conseil an och am Europaparlament eng Majoritéit, eng ëmmer méi kloer Majoritéit sech fir dee Liberalisierungsprozess ausgeschwat huet an eis duerfir

Fakte gesat huet, déi et géllt ze kucken an unzegoen an net einfach ze ignoréieren, well dat net am Intérêt vun der Saach wär.

Eis Angscht bleift ëmmer déi, dass mer fäerten, dass um Enn vun dësem Liberalisierungsprozess just net dat errecht gétt, wat sech domadder erhofft ginn ass, nämlech méi Konkurrenz an domadder eng Dynamisierung vun Secteur, mä eis Angscht ass grouss, dass um Enn vun dësem ganze Prozess sech zwou, dräi grouss Entrepreneuren, Oligopolen, wéi dat esou schéin heescht, wäerten de Marché opdeelen a sech nëmme wäerten interesséieren fir déi gutt Bifdecksstécker, wou et géllt Geld ze verdéngen, an de ganze Rescht am Zeeche vun engem falsch verstanenen Aménagement du territoire an och engem falsch verstanenen Ëmweltgedanke wäerten ignoréieren.

D'Beispill, wat mer ronderëm eis gesinn, weist, dass déi Angscht do ka begrënnt sinn. D'Fakte sinn awer déi, dass deen éischte Paquet ferroviaire a sengem Délai de transposition fir Lëtzebuerg den Datum vum 15. März 2003 virgesinn huet. Lëtzebuerg ass eng éischte Kéier condemnéiert gi wéinst Non-transposition vun deenen Direktiven, den 30. September 2004.

Déi zweet Procédure judiciaire, déi ouni Zweifel zu enger zweeter Verurteilung vu Lëtzebuerg géng féieren an da mat finanzielle Penalitéiten verbonne wär, déi dem Statsbudget an och der Saach wéi do géifen, ass entaméiert an ass duerch eng Décisioun vun der Europäescher Kommission de 6. Dezember – virun e puer Deeg also – gestoppt gi mat dem Versprechen un de Kommissär Jacques Barrot, dass Lëtzebuerg bis un d'Enn vun dësem Joer e contraignantë Kalenner géng virleeën, wéi et déi Transposition géng virhuelen an och géng weisen, wéi et am Rahme vun den Tripartite-Verhandlungen zu engem Accord géif kommen, dee kloer géng weisen, dass d'Bevölkerung géng bestoe fir déi Ëmsetzung endlech ze maachen.

Den zweete Paquet gesäit d'Ouverture am Fret-Beräich fir den 1. Januar 2007 vir – ech hunn dat scho gesot.

Den drëtten Paquet ass en cours vun der Diskussioun tëschent dem Conseil an dem Europaparlament. E gesäit éischters de Führerschäi fir Mécanicienë vir, deen eng gutt Saach an der Harmonisierung vun de Standarden tëschent deenen eenzelne Réseauen géng bedeiten; zweetens, eng Direktiv iwwer d'Rechter an d'Flichte vun de Passagéier an drëttens, schlussendlech eng Ouverture am internationale Voyageursberäich, wou sech de 6. Dezember am Conseil eens ginn ass, fir dat den 1. Januar 2010 ze maachen a wou ech versicht hunn am Numm vun der Lëtzebuerg Regierung, a réusséiert hunn, eng Derogatioun fir Lëtzebuerg erauszuschloen vun zwee Joer, also bis den 1. Januar 2012.

Dës Derogatioun – an dat wëll ech och ganz daitlech hei soen – ass keng Extrawurscht fir Lëtzebuerg. Déi Demande entsteet aus dem legitime Wunsch, fir der spezifischer Situation vu Lëtzebuerg Rechnung ze droen. Wann den internationale Voyageursberäich am Rahme vun de 25 Länner vun der EU eng Moyenne vun 10% ausmécht am Chiffre d'affaires vun Voyageursberäich insgesamt, esou mécht en zu Lëtzebuerg op Grond vun eiser extraer Situation, engem héijen Undeel vun transfrontaliërem Verkéier an och vun Transit, 70% aus. Dofir, mengen ech, war et rechtens, fir ze froen, fir eis op deem Gebitt Sutt ze ginn.

Ech muss soen, dass mer op d'Ënnerstützung konnten ziele vun Vizepräsident vun der Kommission an Transportkommissär Jacques Barrot, deem ech vun dëser Plaz wëll Merci soe fir seng Ënnerstützung. Ech wëll awer och soen,

dass et relativ onangenehm ass virun deenen Enceinten zwar eng Derogatioun ze kréien, mä awer och viru versammelter Mannschaft de Virwurf sech muss gefallen ze loossen, dass een et bei der Ëmsetzung vum éischten a vum zweete Paquet net onbedéngt ganz seriö mat den Délaië bis elo gemengt huet.

De véierte Punkt vun der drëtten Paquet ass dee vun der Qualitéit am Fret-Beräich. Et kann een haut dovunner ausgoen, dass dee véierten Deel wäert vun der Kommission abandonnéiert ginn, well souwuel d'Parlament, wéi och de Conseil gemengt hunn, et wär méi nétzlech d'Qualitätskritären am Fret-Beräich kontraktuell tëschent de Compagnien an hire Clienté sinn ze loossen, wéi dat europäesch ze regelen.

Egal, Dir Dammen an Dir Hären, wéi eis negativ Attitud an der Regierung an och hei am Parlament am Laf vun de Jore war, et ass net fir ze ignoréieren – et ass ënnert dem Zeechen, dass europäesch Recht dat nationaalt Recht priméiert –, wat an de Regeln an an de Bestëmmungen vun dem europäesche Kader geschitt. Dofir ass de Retard, dee mer geholl hunn an der Transposition, als irresponsabel ze bezeichnen. Déi, déi deen ze verantworten hunn, kënnen soen, datt se sech am Rahme vun hirer Verantwortung net mat Ruhm an deene leschte Jore bekleckert hunn.

Ech wëll an deem Zesammenhang de Bréif vum Kommissär Jacques Barrot – an dem contraignantë Kalenner, deen hien eis matgedeelt huet – vum 17. November 2005 zitieren: „Je suis toutefois conscient de l'importance pour le Luxembourg de mener à bien sur de telles questions le dialogue social qui aurait malheureusement dû être initié il y a plusieurs années.“ Deem ass net vill bäizefügen, d'Passivitéit, déi mer an deene leschte Jore an deem Dossier gewisen hunn, d'Inaktivitéit war net am Intérêt vun der Eisebunn, si war net am Intérêt vun Standuert Lëtzebuerg, si war schlussendlech net am Intérêt vum Statsbudget a vun de Steierzueler, si war net am Intérêt vun eisem Land.

Ee Wuert zur Method, déi mer an deene leschte Méint ugewannt hunn. Wie reforméiere wëllt, wie Strukturen bewege wëllt, dee mécht dat emol ganz sécher egal wéi net wann hien näischt mécht. E mécht et mat Sécherheit awer och net wann hien et duerch Mësstrauen, duerch Besserwësserei, fir ze mengen et kéint een et per Dekret, par la volonté du Moufti maachen.

De Constat am September 2004 war deen, dass mer net nëmmen an engem schudderengem Zustand vun Net-Preparatioun op d'Liberalisierung waren, mä och d'Tatsaach, dass Mësstrauen an deem Beräich iwwerall do war, wou een nëmmen higekuckt huet.

D'Erëmherstellen also vu Vertrauen, vun Offenheit, jiddereen op deeselwechten Informationsstand ze bréngen, awer och kloer zilorientéiert ze sinn, zu engem Resultat ze féieren an och, mengen ech, dat ze maachen an Zesummenaarbecht an Transparenz mat der Chamber, waren also déi Zilsetzungen, déi een huet missen ugoen.

D'Ukennung am Summer 2004, dass d'Regierung wëlles hatt déi Tripartite am Hierscht 2005 ze organiséieren, huet zu enger Rei – dat muss ee jo soen – vun negative Kommentare gefouert, souwuel hei an der Chamber, wéi och dobaussen.

Ech mengen, dass, an där Lag wou mer am Hierscht 2004 waren, dat Joer, wat mer elo investéiert hu fir eis ze preparéieren, den Accord

vu gëschter just eréischt méiglech gemaach huet. Haut gesinn, mengen ech, all déi, déi mam Dossier konfrontéiert waren an intensiv matgeschafft hunn, dass et richtig war net am Hierscht 2004 an eng Mauer ze rennen, onpreparéiert an ouni e Bléck op dat, wat mer wëllt maachen, mä dass et richtig war sech déi Zäit intensiv ze ginn, fir am juristeschen, finanzpoliteschen an organisationelle Beräich an natierlech och am Sozialdialog, déi Preparatioun ze maachen.

Natierlech si mer mat dem Accord vu gëschter nach laang net um Enn vun der Prozedur ukomm. Ech géng souguer soen, dass déi schwierigst Momenter an der Ëmsetzung eréischt virun eis sinn. De Pabeier ass gedéleg, mä et ass déi kloer Volontéit vun der Regierung a vum Transportministère alles ze maachen, fir keng Zäit ze verléieren a fir déi Décisiounen vun der Tripartite och schnell ëmzesetzen, souwuel um legale Plang, wéi och an der Ëmsetzung vun der Sociétéit. An net méi spéit wéi mar de Mëtze wäerten d'Partnere schonn zesummesetzen, fir déi sou genannten „To-do-Lëscht“ ze maachen, wou jiddfer Partner opgeschriwwen kritt a sech selwer opschreift, wat dann an engem contraignantë Kalenner fir déi nächst Wochen den Décisiounen wäerten ëmzesetzen sinn. An Dir hutt am Accord gesinn, dass mer e Comité de suivi agesat hunn, deen et erlaabt, dass déi eenzel Partner um Niveau vun de Membere vun der Verwaltung sech selwer ëm dëse Suivi wäerten këmmern.

Zum Inhalt, déi wichtegst Punkten: Mir grënnen – hunn ech gesot – mat dësem Accord d'CFL-Cargo, eng Privatgesellschaft mat majoritärem Kapital vun der CFL, mat engem Apport cash an en nature, souwuel vun der CFL, wéi och vun der Arcelor.

De Perimeter, dee mer laang diskutéiert hunn a wou mer eis och bis gëschter Moien net onbedéngt driwwer eens waren, ass dee vun net nëmmen den Aktivitéiten am Fret-Beräich tout court, mä och den Aktivitéiten am Triage zu Beebuerg, der Exploitatioun dovunner, wéi och den Aktivitéiten an der longue distance an enger Phase vun lwwergang tëschent der Mammengesellschaft an der CFL-Cargo, wéi och den Aktivitéiten vun der Visite als en Deel vun der Responsabilitéit vun deem neien Opérateur par rapport zu deenen Aktivitéiten, déi hie firt, mat awer der Noutwendegkeet dodriwwer en Inspectorat am Rahme vun der Mammengesellschaft ze hunn, deen déi Aktivitéiten zu all Moment nach ka kontrolléieren. Schlussendlech och den Atelier Péiteng, wou mer mengen, dass en am Perimeter vun der Gesellschaft ganz an der CFL-Cargo oder als eng Filial vun der CFL-Cargo erlaabt och déi Aktivitéiten an déi Reparatiounen, Renovierungen, kënnen ze fidelisieren, déi vun der CFL-Cargo gefuer ginn.

Schlussendlech war et eis wichteg, dass den Engagement vun der Arcelor net nëmmen een ass, deen à courte durée ass oder sech nëmme op hir Aktivitéit bezitt. Dofir ass et wichteg ze soen, dass d'Arcelor sech am Rahme vun der Lettre d'intention an och an deem wat mer an Zukunft ze maachen hunn engagéiert huet à long terme hir Aktivitéiten am Fret-Beräich mat der neier Gesellschaft ze fueren an et och kloer ginn ass, dass dës Gesellschaft net eng Transportgesellschaft eleng vun der Arcelor ass, mä dass se déi kloer wirtschaftlech Volontéit huet, fir och déi aner Clienten ze bedéngen, an och kommerziell iwwert dat erauszekucken.

Et ass och noutwendeg, dass mer eis an Zukunft konzentréieren d'Transitivitéiten am Frachtberäich am A ze behalen, wéi och ze participéieren un aneren Aktivitéiten. Ech denken un de „Projet Sibeli“, am Rahme vun der Zesummenaarbecht mat anere Gesell-

schaften, oder de „Projet Modalohr“, deen intermodale Projet, dee mer jo d'lescht Woch mat de Fransosen zesummen ënnerschriften hunn.

Mir hunn all Intérêt, an dem Gélinge vun där doter Gesellschaft, op eng gutt Kooperatioun mat eisen Nopeschréseauen an Nopeschgesellschaften ze setzen. Ech mengen awer, dass an där Konkurrenz, déi elo entsteet, et net drëm geet sech ze kuschen, mä och selwer selbstbewusst a couragéiert seng Aktivitéiten virzedroen an ëmzesetzen.

Mir hu schlussendlech an där Gesellschaft och kloer gemaach, well dat eng Maxime ass, déi souwuel bei der CFL wéi och bei der Arcelor géllt, dass d'Kogestiuon, d'Matbestëmmung vun de Leit, déi an där Sociétéit schaffen, an engem Zeeche vu moderner Geschäftsführung op allen Niveauen, vun der Verwaltung bis ënnen hinner, soll bestoen.

Mir hunn zweetens optéiert, net fir dat, wat laang an der Diskussioun stoung, eng Holding ze maachen, mä d'Grundstrukture vun der CFL, déi sech bewährt hunn, ze erhalen an eng Filial ze schafen.

Mir hunn doniewent duerfir gesuergt, dass déi sou genannte Fonctions essentielles aus dem éischte Paquet ferroviaire, d'Noutwendegkeet also, dass d'Verdeelung vun de Sillonen, dass d'Tarificatioun, déi herno ze geschéien huet, natierlech mussen onofhängeg vun dem Opérateur sinn, dass déi sollten an déi nei ze schafend Communauté des Transports kommen, an net an den ILR, wéi et geplangt war; an dass och d'Formatioun vun de Leit an der CFL-Gesellschaft net soll, wéi geplangt, bei d'Chambre de Commerce kommen, mä dass se an der Maison mère weider soll bestoe bleiwen. Ech mengen, dass zu enger Gesellschaft, déi all Facettë wichteg hält, souwuel d'Formatioun wéi och d'Weiterbildung zu den Aktivitéiten sollt zielen.

Mir hunn drëttens, an ech mengen, dat war sécherlech dee schwierigste Punkt, laang diskutéiert iwwer de Statut vun de Leit, déi haut op der Eisebunn schaffen, an deenen, déi muer sollen agestallt ginn. Mir hu schonn an der Regierungserklärung 2004 kloer gemaach, als Regierung an och als Majoritéit, dass mer d'Konditiounen vun den aktuellen Eisebunnen wëllten erhalen, wat hire Statut, wat hiren Emploi, wat hire Rémunéiratioun an dann och hir Pensiounsuspréich géng bedeiten.

Mir sinn eis driwwer eens ginn, an ech mengen dat war e wichtige Punkt, dass ee sech an enger Gesellschaft ka virstellen, dass do Leit niewentene schaffen, déi zwee verschidde Statuten hunn. Dass se och kënnen zwou verschidde Rémunéiratiounen hunn. Dass se och kënnen zwou verschiddearteg Pensiounsuspréich hunn.

Noutwendeg muss et awer sinn, fir déi gutt Organisatioun vun engem Betrieb, dass mer an den Aarbechtskonditiounen, an dem Repos journalier oder am Repos hebdomadaire an den Amplituden zu enger Harmonisierung mussen kommen, well soss e Betrieb net ordentlich ze organiséieren ass. Duerfir: Jo zu deem Statut, mä op där anerer Säit awer duerfir suergen, dass mer an den Aarbechtskonditiounen eppes zesumme fäerdeg bréngen kënnen.

Den Transfert vun de Leit an déi nei Gesellschaft geschitt iwwert d'Form vun der Affektatioun, wéi se vum Statut vun 1920 an dem Règlement grand-ducal, deen doraus entsteet, virgesinn ass. Den neie Statut vun deene Leit, déi nei anzestellen sinn an der CFL-Cargo, ass forcément an enger privater Gesellschaft dee vum Privatsecteur, baséierend op d'Gesetz vun 1989 mat duerno engem Sockel vu Rémunéiratiounen, dee mer prinzipiell virgesinn hunn, dee sech uleet

un de Kollektivvertrag vun der Sidérurgie, vun der Arcelor also, deen herno natierlech an der Tarifautonomie an dem Betrib selwer soll weider opgeschafft an ausgehandelt ginn. An, ech mengen, dass dat e wichtige Punkt ass, virgeschloe vun de Gewerkschaften, dass mir en herno d'obligation générale deklarieren, fir domadder e minimale Sockel fir all Opérateuren am Beräich vun dem Schinneverkier am Frachtberäich kënnen ze leeën.

Mir hu gëschter am Rahme vun engem generelle Kompromëss als Regierung akzeptiert, dass mer dat, wat déi kleng Léisung genannt gëtt – ech fannen et e komesche Sproochgebrauch, well dat, wat mer maachen, a sech eng grouss Strukturreform a Wierklechkeet fir de Beräich vun der Eisebunn duerstellt –, an enger éischercher Phase eleng fir de Frachtberäich maachen. Et wäre vill gutt Grënn ginn, fir et och direkt fir déi gesamt Gesellschaft ze maachen, a sech domadder wierklech proaktiv virzereeden op déi Liberaliséierung, déi zum Beispill am internationale Voyageursberäich op eis zoukënn. Ob et dann 2012 ass, wësse mer net, well mir sinn an der Codécision, an d'Diskussionen tëschent Conseil an Europaparlament zu deem Punkt sinn eréischt amgaangen unzefänken.

Et goufen awer och gutt Grënn vun de Gewerkschaften virgedroen, fir sech elo emol an enger éischercher Phase op d'Fracht eleng ze konzentrieren. Dat, wat mer an der Regierungserklärung gesot hunn, dat, wat elo wierklech net nëmmen usteet, mä am Prinzip scho paséiert ass a wou et héich Zäit gëtt, et ze maachen. Awer och, mengen ech, an engem Beräich, wou mer jo keng grouss Enthusiaste si vun der Liberaliséierung, net virun de Won ze lafen. Mä och d'Erfahrungen ze kucken, déi mer elo am Frachtberäich maachen a vun hinnen ze léieren, fir dat wat mer sollte kréien.

Ech hu gëschter bei der Virstellung vun den Décisionen vun der Tripartite symbolesch – mä ech mengen et soll een et och en fait esou huelen – gesot, mir hunn haut 30 Méint Retard op der Transposition am Frachtberäich. Mir sollten eis dann haut d'Wuert ginn, fir d'Transposition muer am Voyageursberäich mat 30 Méint Avance, wa méiglech, unzegoen. An ech mengen a Wierklechkeet, dass, wa mer eis op dat éischt Semester 2006 elo ze konzentrieren hunn, em d'Ëmsetzung vun deem Tripartitesaccord, dass mer schonn am zweete Semester 2006 eis sollen zesummesetzen, fir da schonn ze kucken: Wat kënnen d'Méiglechkeeten, d'Chancen am Voyageursberäich sinn, fir dass mer net nach eng Kéier esou domm aus der Wäsch musse kucken, wéi mer dat am Frachtberäich duerch d'Irresponsabilitéit vu politesche Mandatsträger an deene leschte Wochen a Méint gemaach hunn?

Ech mengen och, dass mer eng wichtig Responsabilitéit hunn, fir no der Restrukturierung ze kucken, wat mer – an heiansdo ass et mer schwierig, fir de richtegen Term ze fannen, deen een duerfir hält –, loosse mer emol soen, mat dem iwwerschëssege Personal maachen. Et ass kloer, dass deen Accord an der Restrukturierung och dozou féiert, dass mer Personal wäerten ofbauen, dass mer mat deem Personal do – 130, 140 un der Zuel – eppes Sënnvolles unzefänken hunn, well Entloossunge wäert et net ginn. Doriwwer brauche mer net ze diskutieren an ze streiden.

Dass mer also versiche sollte mat deem Personal Programmer ze maachen, déi eis erlaben e Sujet zum Beispill unzegoen, deen d'Gewerkschaften zu Recht an deene leschte Woche monéiert hunn, an dat ass dee vun der grasséieren-der Onsécherheet an dem Beräich vun den Zich, vun de Garen, och dem Vandalismus, deen do herrscht. Esou dass eng besser

Presenz vu Leit an de Garen, an den Zich eng ganz gutt Iddi wär, déi der Attraktivitéit vun der Eisebunn sécherlech géif zegutt kommen. Dat ass ee Beräich, wéi vill anerer, wou mer sënnvoll Aktivitéit kënnen maachen.

Véiertens, gëtt et an deem Accord natierlech et en Engagement vum Stat. An et ass e substanzien. En Engagement vum Stat, deen e finanziellen ass. Op dee kommen ech. Dee finanziellen, deen à court terme ze stemmen ass, wäert eis dozou bréngen, dass mer ganz schnell och en Ofbau vun den Defiziter, déi mer säit Jore matschleefen, kënnen erreechen, esou dass et jiddefalls à moyen terme schonn eng positiv Operatioun fir de Lëtzebuerger Stat a säi Statsbudget wäert sinn.

Voluntaristesche awer och deen Engagement zu Gonschte vun der Schinn par rapport zu der Strooss, aus deene Grënn, déi ech am Ufank scho genannt hunn, déi den Ëmweltberäich bedéngen. Mä ech mengen, dass et och wichtig ass um Niveau vun deem Mariage, dee mer hei fäerdeg bréngen, de Wirtschaftsstanduert insgesamt hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren.

Engagement, och eng Diskussion ze féieren iwwert d'Héicht vun der Redevance, déi haut d'Eisebunn bezilt, fir de Réseau vun der Eisebunn, dee Propriétéit vum Stat ass, kënnen ze benotzen, an déi jo eng Recette directe ass vum Fonds du rail. Eng Diskussion driwwer ze féieren a gläichzäitig och eng Diskussion ze féieren, inwieweit dass d'Recette vun der Eurovignette, déi mer also huelen aus dem Beräich vun der Strooss fir d'Benotze vun de Camionen, dass mer déi huele fir se an de Fonds du rail ze setzen.

Domat géife mer eng Iddi, mengen ech, déi och vill an der Diskussion ass op der Bréisseler Bühn, am Moment an der Eurovignette-s-Diskussion tëschent der Décision vum Conseil ënner eiser Présidence am Abrëll 2005 an op där anerer Säit dem Avis vum Europaparlament, dee vill méi staark dréckt fir effektiv duerfir ze suergen, dass d'Recette vun der Eurovignette net sollen duerfir do sinn, fir Lächer an de Keese vun de Statsbudgeten ze féllen, mä voluntaristesche solle genotzt ginn, fir an deem Beräich déi Konkurrenz méi fair, méi gerecht ze maachen, wéi se am Moment haut ass.

Haut gëtt sécherlech onnëtzweise d'Schinn penaliséiert par rapport zur Strooss, an dat ze versichen iwwert d'Recette vun der Eurovignette voluntaristesche ze attackieren, ass sécherlech de But, deen een doriwwer kann erreechen. Schlussendlech och voluntaristesche doduerch, dass mer eis am Accord och duerfir ausschwatzen, dass mer Contrat-de-service-publicé wëlle maachen, fir Clienten eng Kompensatioun ze ginn oder den Opérateuren eng Kompensatioun ze ginn, fir och do voluntaristesche duerfir ze suergen, dass éischercher mat der Schinn gefuer gëtt, wéi op der Strooss.

Muer huet keen en Intérêt drun, dass d'CFL-Cargo e Client wéi d'Intermoselle géing verléieren aus Käschtegrënn a mer dann d'Trafic géinge fuere mat de ville Camionen, amplaz dass mer dat mat der Eisebunn maachen. Deen Intérêt do soll dem Stat eppes wäert sinn, an duerfir soll en dat och par le biais vu Kontrakter mat den Opérateure kënnen positiv beaflossen.

Schlussendlech ass natierlech och den Investitiounsprogramm, deen am Rahme vun dem Fonds du rail a senger pluriannueller Finanzplanung virgesinn ass, de beschte Beweis, dass de Lëtzebuerger Stat, seng Chamber a säi Parlament dru gleewen, dass d'Eisebunn souwuel am Voyageursberäich wéi am Frachtberäich eng grouss Zukunft huet an engem moderne Mobilitéitskonzept, a mer duerfir, mengen ech, och kënnen richtstoe fir ze weisen, dass et eis do éierlech gemengt ass mat der Ënnerstützung vun der Bunn.

Ech mengen, wann ech déi Klammer dierf opmaachen, dass mer mat deemselwechten Esprit, wéi mer un d'Diskussion vun der Eisebunnstripartite erugaange sinn, mat der Diskussion vun Offenheet a vun alle Kaarten op den Dësch leeën, keen Drock maachen hei a keen Drock maachen do an och net besserwësseresch virzegoen, et och wäerte fäerdeg bréngen, Ufank 2006 an där ganz leideger Diskussion iwwert den Tram zu Lëtzebuerg och endlech zu Décisionen ze kommen, déi wierklech dann eppes duerstellen an déi och do dem Mobilitéitskonzept vun engem moderne Lëtzebuerg wäerte gerecht ginn. Ech sinn haut iwwerzeugt, dass mer dat mat deemselwechten Esprit och an e puer Woche wäerte fäerdeg bréngen.

Et ass awer och wichtig an deem Accord, dass mer eis duerfir ausschwatzen, fir zum Beispill e Projet wéi dee vu Modalohr, vun deem ech virdu geschwat hunn, deen et eis erlaabt an engem wichtige Beräich, wéi deem vum Intermodalen an der Route tëschent Beeteburg a Perpignan, op d'Schinn ze setzen an net op d'Strooss ze setzen, mat allen néfasté Konsequenzen, déi dat hätt. Modalohr ass e Projet, dee mat sengem Site zu Beeteburg iwwert de Fonds du rail finanziert wäert ginn.

Et ass och wichtig duerfir ze suergen, dass mer iwwert d'Investitiounen aus der Mammegesellschaft CFL en neien Hangar fir de Busbetrieb op d'Bee setzen a schlussendlech aus de Moyene vun der CFL-Cargo-Gesellschaft och d'Moderniséierung vum Atelier Péiteng virhuelen, well och da spillt deem am Rahme vu sengen Aktivitéiten eng wichteg Roll, net nëmme fir d'CFL-Cargo-Gesellschaft, mä och fir aner Gesellschaften, déi heihinner kënnen kommen a vu senger Service kënnen profitieren.

Schlussendlech geet et eis drëm fir déi zwee Contrats de gestion, engersäits de Contrat de gestion fir d'Infrastruktur, mä och dee fir de Fonds du rail an des routes, déi Enn 2007 auslafen, ze erneieren. Och fir hei d'Garantie ze weisen a Planungssécherheet der Eisebunn ze ginn, wëlle mer dat éischercher ugoen doduerch, dass mer déi Diskussionen schonn am Rahme vum Joer 2006 féieren an net waarde bis mer un den Term vun der Kontraktdauer, déi haut virgesinn ass, kommen.

Wat de Käschtepunkt ugeet, wëll ech deen an zwee Voleten ënnerscheiden: engersäits dee vun der Finanzstruktur vun der CFL-Cargo-Gesellschaft. D'CFL, hunn ech gesot, huet eng Participatioun vun zwee Drëttel un de Fonds propres vun der Sociétéit, d'Arcelor een Drëttel. Déi respektiv Apport setze sech zesummen aus Apports en nature a selbstverständlech aus Apports en numéraire, dat heescht cash.

(Coups de cloche de la Présidence)

D'Apporten en nature bestinn aus iwwer 3.000 Wagonen a ronn 40 Lokomotive vun deenen zwou Gesellschaften CFL an Arcelor. D'Apports en numéraire leien, wann een den Atelier Péiteng mat an de Perimeter vun der CFL-Cargo hält, bei ronn 76 Milliounen Euro vun der CFL a bei ronn 48 Milliounen Euro vun der Arcelor. Dat ass eng zolidd finanziell Basis fir éischtens d'Käschte vun der Restrukturatioun während deenen éischen drei Joer ze droen, déi mat dem Transfert vun den Aktivitéite souwéi mat der Formatioun an der Reaffektatioun vum Personal verbonne sinn.

D'Leit vun der CFL gi vun der Mammegesellschaft bei d'CFL-Cargo affektéiert, 2006, hunn ech gesot. Am Ufank vun der Restrukturatioun sinn et der méi wéi 2008; yu 530

geet déi Entwécklung do op 260 zum Schluss vun der Restrukturierung. De Surcoût, deen duerch des Differenz entsteet, gëtt also am Laf vun deene Joren duerch d'Rationaliséierung ofgebaut.

Zweetens ass déi zolidd Basis wichtig fir e Fonds de roulement ze hunn an der Héicht vu ronn 15 Milliounen; drëtens, eng Dosen télécommandéiert Lokomotiven ze kafe respektiv ze lounen; véiertens, en Désendettement vun den CFL-Lokomotive virzuehuelen, déi an d'Propriétéit vun der CFL-Cargo iwwerginn, also haut schonn do sinn; fënneftens, d'Restrukturationsfräis an d'Modernisatiounsinvestissementer vum Atelier Péiteng, wéi ech et scho gesot hunn, och an der Héicht vu ronn 15 Milliounen virzuehuelen. Et ass am Plan d'affaires virgesinn, fir den Defizit vun aktuell 34 Milliounen Euro d'Joer an Zäit vun dräi Joer an den Equilibre ze kréien, also den „break-even“ ze erreechen.

Des Weideren, op deem Gebitt d'Engagementer vum Stat. De Stat huet sech am Kader vun der Tripartite engagéiert, fir net déiselwecht Feeler ze maachen, wéi d'Briten, déi d'Schinneninfrastruktur privatiséiert hunn, mat all deene bekannten negative Suiten. De Lëtzebuerger Stat wëll duerfir gare Besëtzer vum ganzen Domaine ferroviaire ginn. Duerfir kafe mir...

(Interruptions diverses)

Dat berouegt mech.

(Interruption)

Duerfir kafe mir iwwert de Wee vum Fonds du rail déi fënnf Garé vun der CFL of, déi nach an hirem Besët sinn, dat heescht Lëtzebuerg, Ettelbréck, Péiteng, Esch a Beeteburg, an och d'Infrastructure ferroviaire, déi am Besët vun der Arcelor ass. De Finanzminister, deen duerfir zoustänneg ass, ass amgaange mat Hëllef vun Experten ze evaluieren, wat des Infrastructure wäert sinn. Soubal wéi déi Aarbechten ofgeschloss sinn, kommen ech mat engem Gesetzesprojet an d'Chamber, fir mer déi Acquisitiounen vun der Chamber autorisieren ze loosse.

Weiderhin engagéiert d'Regierung sech, fir onrentabel Giddertransporter vu Bréissel als Service public, wéi ech gesot hunn, unerkannt ze kréien. Wa mer domadder Succès hunn, wäert dat eis eng zwou Milliounen Euro pro Joer kaschten. Dir gesitt, et war de Souci vun der Regierung fir den Dossier esou ze ficelieren, dass d'Kommissioun zu Bréissel eis net ka virgeheien, verstoppten Hëllef an déi nei Gesellschaft ze ginn. Duerfir gëtt et och keng Subventionen, weder fir d'Arcelor nach fir d'CFL, nach fir d'CFL-Cargo.

Duerch den Ofbau vum Defizit wäerten um Enn vum Restrukturatiounsexercice eng 25 Milliounen pro Joer gespuert ginn am Statsbudget bei deem Apport, dee mer haut leeschten. Och gëtt de Statsbudget au sens strict nëmmen duerch déi eventuell zwou Milliounen Euro Contrat de service public belaascht, an dat fréiestens à partir vun 2007.

D'Acquisitiounen vun den Infrastructures ferroviaires wäerten, iwwer dräi Joer verdeelt, vum Fonds du rail virgeholl ginn, an et ass evident fir d'Regierung, dass domadder am Fonds du rail Méiglechkeete fir d'Investitionsprojeten net dierfe grefféiert oder léséiert ginn.

Ech hunn um Enn – an ech komme bal genau op déi 40 Minuten, déi mer zoustoungen – all Grund fir de Memberen, déi an der Tripartite an deene leschte Wochen a Méint matgeholfen hunn, um deem Exercice an un deem Accord ze schaffen, e Merci auszudrécken. De Merci geet un d'CFL, un hire Verwaltungsröt, un der Spëtzt den Här Jeannot Waringo, an un hir Generaldirektioun, mam Generaldirekter Alex Kremer,...

(Interruptions)

...déi an deene leschte Wochen a Méint gewisen hunn, dass dat Mësstrauen, wat hinne während Joren entgëintbruecht ginn ass vun de Responsabelen aus dem Transportministère, onberechtigt war. Wann ee mat deene Leit do zesummeschafft a se respektéiert, dann ass et méiglech, eng ganz gutt Aarbecht ze kréien. Ech muss soen,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...an ech mengen dat ganz éierlech, dass all Réunion vum der Tripartite mat enger exzellenter, enger professioneller Préparatioun vun den Dossiere verbonne war. Och dat war en entscheidenden Undeel vun der Réussite, déi mer gëschter konnt hunn. Ech wëll och de Responsabele vun der Arcelor e Merci auszudrécken, déi ganz professionell, wéi een dat vun hinne gewinnt ass, sech un deene Aarbechte vun engem gewëssene Moment u matbedeelegt hunn.

Ech wëll schlussendlech och de Gewerkschaften soen, dass déi Méfiance, déi hinne laang entgëintgestrotzt ass, net berechtigt war. Si hu gëschter gewisen, dass si am Rahme vun deem, wat hire legitimen Opdrag ass, sech anzesetze fir d'Leit op der Eisebunn, et fäerdeg bruecht hu sech matzebewegen an eng Richtung, déi hinnen esou weinég gefält ewéi eis, déi vun der grousser Liberaliséierung. Mä d'Fakten, étant très tôt, mengen ech, ass et richtig, wann een am Intérêt vun der Saach wëll schaffen, sech dann elo endlech virzereeden.

Ech wëll domadder och de Responsabelen am Ministère des Transports, un der Spëtzt dem Här Frank Reimen, an där ganzer Equipe Merci soen. A well ech 15 Joer hei an der Chamber oft de Géigendeel erlieft hunn, an zwar dass mer aus der Tripartite – wéi soll ech soen – net vill, fir net ze soe guer näischt – ne Diert, Här Glesener –, gewuer si ginn, a just nach herno mat fäerdege Gesetzesprojete konfrontéiert gi sinn, duerfir wëll ech soen, dass ech mengen, dass véier Sëtzunge mat der Transportkommission während den Tripartitesverhandlungen eis et erlaabt hunn, fir eis géigesäitig ze informieren, géigesäitig déi Froen an déi Suggestiounen mat op de Wee ze ginn, déi souwuel mir selwer, wéi mengen ech och der Chamber et erlaabt hunn an haut erlaben, fir dëst Resultat uerdentlech kënnen ze beuerteelen.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz apgeschrriwen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hu jo den Don, fir Saachen op eis zoukommen ze loosse, bis et dann heiansdo schonn e bëssen ze spéit ass. „An zwee Fäll, der Tripartite CFL an am Kyoto-Protokoll, hu mir gewaart, gewaart a gewaart, bis dann den Zuch schonn an der Gare steet, bis et dann heiansdo schonn ze spéit ass.“ Dëst Zitat vum Transport- an Ëmweltminister Lucien Lux vum 7. Dezember an enger Fernsehmission léisst déif blécken, wann e seet: „Mir hu gewaart, gewaart a gewaart.“

Do muss ee sech d'Fro stellen, firwat hei zu Lëtzebuerg esou laang gewaart ginn ass, bis mer endlech mat der Liberaliséierung, mat deenen Diskussionen ugefaangen hunn. Well et ass jo och esou, wéi de Minister gesot huet, dass Lëtzebuerg scho gesot kritt huet, wat et géif kaschten, wa mer bis den 31. Dezember vun deem Joer näischt uerdentlech a Gräifbares kéinten op Bréissel schécken.

Vill ze laang ass d'Schinn stéifmüterlech hei am Land behandelt

ginn, an et si méi Investissementen an d'Strooss, wéi op d'Schinn gefouert ginn. An deem leschte Joer ass et awer erëm, Gott sei Dank muss ee soen, opgrond vun den Ëmweltproblemer, vu Kyoto, vu Stauen op eise Stroossen a vun Accidenter zu engem Ëmdenke komm an d'Transportmëttel „Zuch“ ass erëm eng Kéier méi an de Mëttelpunkt gestallt ginn. Vill Zäit ass awer verluer gaangen. Duerfir wëll ech vun dëser Plaz aus dem Minister an all deene Leit, déi an där Tripartite dobäi waren, awer félicitéieren, dass se et fäerdeg bruecht hunn nach virum 31. Dezember deem Accord ze fannen, deen elo haut virläit.

Mä et ass awer och wichteg, dass déi néideg Investissementer gemaach ginn, esou wéi et am Koalitionsaccord steet, fir d'Streck Péiteng-Lëtzebuerg a fir den Ausbau vun deenen anere Strecken. Et ass wichteg, dass mer eng direkt Verbindung kréie vu Lëtzebuerg op Belval, Belval-Usines, en IVL-konformen Unisstanduert, wou et dann och wichteg wier, dass mer eng schnell Eisebunnslinn hätten, fir Lëtzebuerg mat Esch-Belval ze verbannen.

Et ass jo och dättelech ginn an der IVL-Etüd, dass d'Schinn d'Réckgrat ass vun dem öffentlechen Transport hei zu Schëffleng, entschëfflegt, hei zu Lëtzebuerg!

(Hilarité)

Elo war ech schonn op d'mental Gefill eriwergaangen. Gesitt Der, wéi et ass?

■ **Une voix.** - En ass och vu Schëffleng!

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Duerfir maache mer eng Unterführung zu Schëffleng. Gesitt Der, dass...

(Interruptions)

Här Gibéryen, duerfir maachen...

(Coups de cloche de la Présidence)

...mer eng Unterführung zu Schëffleng, fir dass och do den Zuch méi séier ka fueren. Da sinn dräi Barrièrë manner, dat ass dann och nach besser fir den öffentlechen Transport.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - A fir Schëffleng.

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - A fir Schëffleng. Voilà, Dir sot et!

Et ass awer och wichteg – an de Minister huet et schon ugeschwat –, dass mer eis mam Tram beschäftegen. Och wann ech e bëssen iwwerrascht war, wéi an de Budgetdiskussiounen geschwat ginn ass, et misst do iwwer e Private Public Partnership nogeduecht ginn ouni CFL. Ech ka mer awer virstellen, dass et op alle Fall wichteg ass, dass och d'CFL, wann deen Tram kënnt, an där ganzer Organisatioun eng wichteg Roll huet, dat virun allem wat d'Exploitatioun ubelaangt.

Den öffentlechen Transport an och de Gidderverkéier funktionéieren awer nëmme mat guddem Personal, mat motivéiertem Personal. Et kann net sinn, dass do de Mensch ze kuerz kënnt. Et ass awer och wichteg, an de Minister huet et ënnerstrach, dass de Client, de Voyageur, deen den Zuch hëlt, sech sécher fillt. Et ass och wichteg, dass déi Leit vun der Eisebunn, déi an deenen Zich sinn, sech sécher fillen. Do wësse mer jo och, dass déi lescht Joren a Méint ëmmer méi Randalen opkomm sinn.

Dass do méi Leit kënnen an dem Zuch sinn, fir dass souwuel déi Leit, déi hir Aarbecht maachen, wéi déi Leit, déi op den Transport zréckgräifen, sech do net weidere Gefore mussen aussetzen, well et ass wichteg, dass dee Reesender, dee gär mam Zuch fiert, och keen Onsécherheetsgefill huet, mä dass en e Sécherheetsgefill huet.

Bedéngt duerch d'Liberaliséierung an Europa, déi am Gidderverkéier

jo scho méi laang ass, krut d'CFL ëmmer méi Schwieregkeeten um Marché; 34 Milliounen Defizit, nëmme fir dat vum leschte Joer nach eng Kéier ze soen. Et ass wichteg, dass et elo erëm biergop geet an dass mer do kënnen investéieren an dass d'Eisebunn d'Méiglechkeet kriit matzehale bei deenen neien Erausforderungen, deem neie Wettbewerb, deem tëschent Schinn a Strooss besteet.

Heiansdo huet een d'Gefill et wier ëmmer e Krich gewiescht, en 100-jährige Krich, oder besser gesot e 50-jährige Krich zwëschent der Schinn an der Strooss. A wann een dat esou kuckt déi lescht Joren, dann hat een ëmmer méi oft d'Gefill, dass et d'Eisebunn war, déi déi Schluechten alleguerter verluer huet.

Awer Gott sei Dank ass an Europa en Ëmdenke komm, dass et drëm geet, fir méi aner Transportmëglechkeeten ze huelen. „Modalohr“ ass ugedeit ginn, wat eng fantastesch Saach ass, wou d'Camionen, fir et elo emol esou auszedrücken, huckepack matgeholl ginn an doduerch och manner Verkéier direkt op der Strooss ass. Et ass duerfir och positiv, dass et zu där Joint-venture zwëschent der Arcelor, wat den Hauptclient am Transport vun der Eisebunn am Fret ass, an der Eisebunn kënnt. An dëst neit Kand, wat jo elo CFL-Cargo heescht, huet eng grouss Verantwortung viru sech.

Et ass och wichteg, dass dat eng Firma ass, déi kompetitiv ass. An et war och gewosst, schonn am Joer 2003, dass d'CFL do misst zesummenaarbechte maache mat aneren. Ech zitieren en Interview vum deemolegen Transportminister aus enger Zeitung, hien huet deemools gesot: „Ich sehe keinen öffentlichen Transport in Luxemburg ohne die Eisenbahn. Ich kann mir auch nicht vorstellen, dass die Luxemburger Eisenindustrie auf die CFL verzichten könnte. Die Herausforderung, die auf die Bahn zukommt, ist die Liberalisierung der Schienennetze.“

Die CFL hat ein großes Know-how und ein gut ausgebildetes Personal und müsste deshalb in dem internationalen Umfeld berechnete Chancen haben. 1999 habe ich bei der Eisenbahn nach der Strategie des Unternehmens gefragt. Ich möchte die Stärken und Chancen der CFL sowie die Gefahren, die auf das Unternehmen zukommen, aus der Sicht des Managements kennen lernen. Eine Gefahr ist ohne Zweifel die große Abhängigkeit des Unternehmens. Im Frachtbereich macht die CFL 80% ihres Umsatzes mit Arcelor. Die Stahlgruppe ist in Belgien verantwortlich für 25% des Frachturnsatzes der SNCB und in Frankreich für 7% der SNCF.

Wenn Arcelor seine Frachtkapazitäten bündelt, dann sollte die Luxemburger Eisenbahn einen Weg finden, um das Bestehende, die 80% im Inland, zu retten. Ein Weg dazu ist sicherlich die Kooperation mit den Eisenbahnen der Nachbarregionen. Ich kann Denkanstöße geben, die kommerzielle Ausrichtung des Unternehmens muss aber vom Management ausgehen.“

Dat waren d'Wierder vum deemolegen Transportminister. Duerfir ginn ech jo dovun aus, mat deem Accord, deen elo virläit, dass och d'Zoustëmmung vun der DP-Fraktioun zum Projet do ass. Well et si jo am Fong indirekt Saache geschitt, déi den Transportminister vun deemools gefuerdert huet an déi elo den Transportminister vun haut ëmgesat huet, dass et nämelech zu enger Zesummenaarbecht kënnt mat deem gréisste Client vun der CFL an dass et duerfir jo dann och méiglech misst sinn, dass mer do d'Zoustëmmung vun der gréisster Oppositionspartei bei dësem Projet oder bei dëser Debatt kënnen kréien.

Ech wollt nach doriwwer eraus soen, dass schonn am Joer 2003

eng Gewerkschaft, déi Syprolux heescht, gefrot huet, fir dass eng Tripartite misst kommen. An dunn ass vu ville Leit, och aus dem Transportsecteur, gesot ginn: Wat maachen déi dann elo do fir eppes? Firwat lafen déi dann elo do vir? Do si Campagnë gemaach ginn, well se schonn 2003 gefrot hunn, dass eng Tripartite sollt kommen.

Haut gesinn ech: Déi Tripartite ass ofgeschloss an den Accord ass do, an dat bestätegt jo, dass déi Leit och schonn deemools Recht haten, wéi se 2003 eng Transport-Tripartite gefuerdert hunn, fir d'Problemer vun der Eisebunn kënnen unzegoen a fir d'Problemer op der Eisebunn kënnen ze bewältegen.

De Sozialdialog ass jo e Lëtzebuerger Modell, an et ass nach souwuel vum Transportminister wéi och vum Premier ënnerstrach ginn, dass deen Accord, deen elo zustane komm ass, jo nëmme op de Sozialdialog oder ënner anerem vill op de Sozialdialog zréckzeféieren ass.

Jo, d'Gewerkschaften – dat kann ech verstoen – sinn net frou a glécklech iwwer alles wat do geschitt ass, mä si si sech awer bewosst, dass et de Moment net aneschtens geet. Ech wëll do de Syprolux-President Georges Bach zitieren: „Wir wollten die Privatisierung nicht, wir sind aber auch nicht blind für die politischen und ökonomischen Zwänge.“ Fir och just dee Saz eng Kéier ze soen, wat awer beweist, och wa se net frou doriwwer sinn, dass se awer konstruktiv matgeschafft hunn, fir do en Accord ze fannen.

Et ass ëmsou méi verwonnerlech, well jo d'lescht Woch hei bei den Debatten zu anere Sujeten oft d'Tripartite an de Lëtzebuerger Modell kritiséiert gi sinn a well do esou komesch Bemierkunge komm sinn, wéi d'CSV an de Cercle Joseph Bech wëilten de Lëtzebuerger Modell ofschafen. Do wollt ech dem Här Bausch proposéieren, well hien ee vun deene war, deen dat gesot huet, hie soll emol iwwer d'Feierdeeg doriwwer nodenken, ob mer net sollen zesummen e Cercle Pierre Dupong grënnen!

(Hilarité)

E Cercle Pierre Dupong, e grouse Statsmann, wat och e Sozialpolitiker war, dass mer dann zesumme kënnen oppassen, dass et do net op där enger oder där anerer Säit wierklech zum Sozialofbau géif kommen.

(Coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.** - Här Spautz, den Här...

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Jo, jo.

■ **M. le Président.** - Ass et fir eng Fro?

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Ech ka se awer och herno maachen, mä et ass fir Fait personnel, Här President. Ech géing et méi sënnvoll fannen, wann ech dat direkt klären, well den Här Spautz huet do Saache matenee verwiesselt, déi ech net gesot hunn.

(Interruption)

Ech hunn an de Budgetsdebatten net gesot, d'Tripartite generell géing kee Sënn maachen – dat kéint ech net soen, well ech hu selwer nämlech virun zwee Joer an dësem Parlament eng Motioun erabruucht am Kader vun enger Interpellatioun iwwer d'Eisebunn, wou ech verlaangt hunn, dass eng Tripartite Eisebunn géing aberuff ginn, donc kann ech net generell géint d'Tripartitë sinn.

Ech hunn an de Budgetsdebatte gesot, dass Är Fraktioun an dann dee Geistesdëngen, deen do doriwwer schwieft iwwer Är Fraktioun an deen Der selwer zitéiert hutt, d'Chamber dozou bruecht hunn, dass d'Exekutioun vum Budget géing an d'Tripartite ausgelagert wär, dass d'Parlament géing d'Exekutioun vum Budget an eng Tripartite auslagere. Dat ass natierlech eppes wesentlech aneschtens.

Fir de Rescht, Här President, ass meng Fraktioun der Meenung, dass eng Tripartite grad a Krisensituatiounen e ganz gutt Instrument ass.

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Majo, Här Bausch, dat freet mech, dass Der och sot, d'Tripartite ass e gutt Instrument. Ech proposéieren lech dann awer, zesummen de Cercle Pierre Dupong ze grënnen, fir dass mer dann och do...

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.** - Jo, loosst elo de Cercle Joseph Bech hei aus dem Spill,...

(Hilarité)

...an den Här Spautz fiert weider!

(Hilarité et interruptions diverses)

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här President.

■ **Une voix.** - Elo gitt Der se net méi lass.

(Interruptions diverses)

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Wien, de Pierre Dupong? Neen, dat war e grouse Statsmann, Här Goerens.

■ **M. le Président.** - Da loosst elo den Här Spautz schwätzen. Den Här Spautz huet d'Wuert a soss keen, Här Gibéryen!

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - ...virfliesen, wat Äre Schutz-Engel an Är Ried...

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Bon, Här Bausch, do hutt Der awer elo Pech, ech schreiwe meng Rieden normalerweis ëmmer selwer.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Jo, dat do huet sech awer elo net duerno ugehéiert.

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech weess net wéi et bei lech ass, mä ech schreiwe meng awer nach ëmmer selwer.

■ **Une voix.** - Très bien.

(Interruption)

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Jo, Här Grethen...Här Goerens, soll ech elo schwätzen oder...

■ **M. le Président.** - Jo, Här Gibéryen, an Här Bausch och, wann Der elo vläicht wëllt den Här Spautz schwätze loosse!

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Wi-sou, Här Gibéryen, ech hunn nach näischt zu lech gesot. Dat kënnt nach.

(Coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.** - Ech free mech, firwat dass Der all esou opgereegt sidd! Jiddereen huet hei d'Recht fir seng Meenung duerzelleen.

(Brouhaha général)

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Et ass dach normal, dass mer opgereegt sinn! Wat schwätzt hien dann?! Hie seet Saachen hei, déi guer näischt mat der Debatt ze dinn hunn.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

■ **M. le Président.** - Här Goerens, wëllt Dir dem Här Spautz eng Fro stellen?

■ **M. Charles Goerens (DP).** - Neen, ech wollt...

■ **M. le Président.** - Här Spautz, loosst Der eng Fro vum Här Goerens zou?

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Jo, kee Problem.

■ **M. Charles Goerens (DP).** - Ech wollt den Här Spautz froen, ob hien aus Kohärenzgrënn net fir d'éischt wëllt de Joseph-Bech-Cercle ofschafen an dann eréischt deen anere grënnen.

(Hilarité)

■ **M. le Président.** - Et wier gutt, wann d'Froen, déi gestallt ginn, eppes mam Thema ze dinn hätten.

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Et huet zwar elo näischt mam Thema ze dinn, mä ech äntwerten lech awer drop. Ech hunn näischt gegrënnt, da brauch ech och näischt ofzeschaffen. Ech grënne gär e Pierre-Dupong-Cercle, an Dir sidd och häerzlech wëllkomm.

(Hilarité)

Deen Accord, deen awer elo virläit vun der Tripartite an deen hei vum Minister Lucien Lux virgestallt ginn ass, dat ass e gudden Accord an et ass deen éischte Schrëtt an déi richteg Richtung. Nei Weeër ginn ageschloen, Modalohr ass genannt ginn, déi rollend Landstrooss, den Huckepack am Verkéier, wou d'Camionen op den Zuch kommen, fir nëmme dëst Beispill ze nennen.

Awer och d'Personal, virun allem dat Personal mam Statut vum 1920, déi Leit behalen hiert Recht, och an där neier Firma, an dat ass wichteg an dat ass gutt esou.

Et ass och gesot gi vum Minister, dass iwwer aner Punkten nach misst geschwat ginn, wéi zum Beispill iwwer den Ordre général 24, an dass déi Verhandlungen do schnellstméiglech uginn, fir dass mer et och do fäerdeg bréngen, dass déi Aarbechtsbedéngungen, déi do sinn, wat och ëmmer geschwat gëtt, wéi héich do déi Sécherheetskonditiounen wieren, esou däreer een awer net vergiessen – an de Minister huet et och ëmmer an der Chamberskommission ënnerstrach –, dass trotzdem doriwwer eraus och regelméisseg Derogatiounen dozou do waren.

Et ass awer och wichteg, dass dës Diskussiounen iwwer déi Ännerungen am Ordre général am Dialog geschéien, an zwar zwëschent der Direktioun, dem Syprolux an dem Landesverband, fir dass mer et och do fäerdeg bréngen, deen néidegen Accord ze kréien.

Dobäi däreer awer och d'Sécherheet net ze kuerz kommen, well wann een nëmme kuckt wat d'Liberaliséierung bruecht huet – ech nennen nëmme verschidde Länner, wou ee jo déi Zäit matkritt huet wat vun Accidenter waren, virun allem op der englescher Eisebunn, fir nëmme déi ze nennen –, esou ass et och wichteg, dass de Sécherheetsvolet an d'Sécherheetskultur dobäi kee Problem kréien, mä dass do déi néideg Punkte gesat ginn an dass och déi néideg Moyenen an dat néidegt Personal virhande sinn, dass déi Sécherheet ka gewährleisten ginn.

Deen Accord, deen elo virläit, kascht och eppes. De Minister huet et zitéiert. E bréngt och Aspue rung mat sech. Et ass zwar d'lescht Woch nach bei de Budgetsdebatte vu ville Bänke gemengt ginn, deen Accord géif iwwerhaapt näischt kaschten, mä de Minister huet jo virdrun d'Chiffere genannt. Mir mussen eis awer bewosst sinn, dass mer längerfristeg domadder och eng Entlaaschung kréien, dass domat deen Defizit am Fret-Beräich wäert erofoen.

Et ass och ganz wichteg, obwuel et eppes kascht bei dësem Accord, dass dat en Accord ass, deen am Intérêt vum Land ass, an dass dat och en Accord ass, dee wichteg ass fir d'Zukunft vun der Eisebunn.

Wa mer schwätzen iwwert de Fret, esou wësse mer och, dass de Voyageur an deenen nächsten...

(Interruption)

Ech kann och ophalen.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Dir sidd e fréie Mënsch.

(Hilarité)

Dir musst maache wéi Der denk.

M. le Président.- Jo, mä d'Héiflechkeet verlaangt, dass een dem Riedner e bësselchen no-lauschtert. Här Spautz, fuert weider!

M. Marc Spautz (CSV).- Merci, Här President.

Wann elo zum 1. Januar 2007 de Fret dann op der Pist ass, dass do och nach déi néideg Diskussiounen a Verhandlung wäerte stattfannen – dat huet de Minister jo nach eng Kéier ënnerstrach –, esou d'äerfen awer och déi aner Erausforderungen net aus dem A verluer goen, déi bei der Eisebunn nach virun eis leien.

Dat ass ënner anerem de Voyageur. Och wa mer et elo fäerdeg bruecht hunn, wou een och dem Minister ka vun dëser Sait aus félicitéieren, dass Lëtzebuerg zwee Joer méi laang Zäit kritt fir de Voyageursberäich, wann elo iwwerall d'Zoustëmmung dofir kënnt, mä de Prinzip schéngt jo awer gebongt ze sinn, dann ass et och méiglech, dass mer elo do déi néideg Akzente setze kënnen an dass mer elo an all deenen Diskussiounen net vergiessen, dass mer do net erëm eng Kéier d'äerfe waarde bis den Zuch schonn an der Gare steet, bis mer dann och doriwwer ufänken nozedenken, wéi mer et elo kënnen fäerdeg bréngen, dass d'Eisebunn kompetitiv an deem Beräich ass, mä dass dat hei jo scho vläicht kann en Denkestouss sinn, e Modell sinn, wat déi nei Gesellschaft mat sech bruecht huet a wéi een dat da kann ugoen.

Wann een elo kuckt wat schonn alles geschitt ass: Mir wëssen, dass schonn eng Kéier probéiert gi war, 1997 mat der ELC, der Euro-LuxCargo, wou et och schonn dorëm gaangen ass fir Commercialisatioun ze maache bei der Eisebunn. Déi Gesellschaft geet jo och elo mat an déi nei Jointventure mat eran. Et ware schonn Accordé gemaach gi mat der NEG, der Norddeutscher Eisenbahn Gesellschaft, wou jo domadder och d'CFL d'Méiglechkeet hat, um däitsche Marché aktiv ze ginn.

Mir wëssen, dass de Sibelit-Projet leeft, zesumme mat der SNCF, mat der SNCB, mat de Schwäizer Kollegen an zwëschent der CFL. An dann eppes, wat jo manner gutt leeft, awer trotzdeem och schonn en Akzent war, dat war de Korridor Belifret, dee jo och schonn attackéiert ginn ass.

Et ass och ervirzesträichen an all deenen Diskussiounen, och wann et e bësse spéit war bis et zu der Tripartite ferroviaire komm ass, well 2003 hätt een och scho kënnen domat ufänken, esou muss een awer soen, dass déi Préparatioun am Virfeld, wat jo eng grouss Unzuel vu Sitzunge waren, dass mer do och am Virfeld als zouständeg Kommissioun – an dofir nach eng Kéier och Félicitatioun um déi responsabel Leit am Ministère – scho mat invitéiert waren op deen Hearing fir eng zukunftsfaeg Eisebunn, wou och do schonn a verschiddeenen Atelieren déi eenzel Positione virbereet gi sinn.

Et ass och wichtig, wa mer elo bei der Kooperatioun si vun der Arceol mat der CFL am Domän vum Fret – et ass dat wat och scho vir-drin hei gesot ginn ass –, dass et net d'äerf esou sinn, dass déi 20% Clients non rentables elo op der Streck bleiwen. De Minister huet vir-drin eng Firma genannt, déi zu Rémeleng läit. Et kann een och nach déi nennen, déi mam Pétrol hin- an hierfueren. Et ass do wichtig, dass dat Saache sinn. déi op

der Schinn bleiwen, an dass mer elo net op eemol ufänken, dat mussen op Camionen ze verlageren, wat douds'écher net interessant wier, wann déi Gefahrgüter op eemol vun haut op muer op eiser Strooss géifen opdauchen, mä dass et besser ass, dass och déi Lageren am Pétrolsberäich weiderhi vun der Eisebunn bedéngt ginn.

Et ass och wichtig, dass déi Aarbechtsplazgarantie, déi elo versprach ginn ass, agehale gëtt. Dovu si mer jo iwwerzeegt. Et ass och wichtig, dass de Punkt vun de Visiteuren, dat heescht, wou nach ëmmer déi Kritikpunkte waren, an de Punkt vum Triage vu Beetebuerg, dee jo och elo mat an déi Jointventure geet, dass do awer och kontrolléiert gëtt, dass do d'Jointventure sech un d'Spillregeln hält. Dass net déi aner, déi och Besoinen hunn um Triage vu Beetebuerg, d'Méiglechkeet hunn dat ze notzen.

Et ass och wichtig, dass et bei deem Punkt vun der Sécherheet vun de Visiteuren, déi kontrolléiert gi muss, an do mengen ech dann d'Verkéierssécherheet, et net d'äerf zu iergendwelleche Punkte kommen, dass een do seet aus Käschtegrënn, dat géif ze deier ginn; well fir d'Sécherheet d'äerf n'äischt ze deier sinn!

Et ass och wichtig, dass wann déi nei CFL-Cargo-Gesellschaft besteet, dass da gläichzäiteg direkt déi Verhandlung stattfanne vun deenen de Minister geschwat huet, an zwar déi zwëschent de Sozialpartner. Et ass och wichtig, de Personalstatut vun den Eisebunnen ass jo elo garantéiert, dass déi Effektiv doriwwer eraus, déi d'uerch d'Grënnung vun enger neier Gesellschaft kommen, agesat ginn, wéi vir-drin schonn als Beispill zitéiert, zum Beispill a Kontrollen an den Zich selwer, well mer jo do feststellen, dass de Vandalismus an och d'Onsécherheet ëmmer méi grouss ginn. Och dat ass e ganz groussen a wichtige Punkt.

Doriwwer eraus ass et wichtig, dass mer beim Stat, am Statsbudget, an do ass jo schonn drop higewise ginn, dass elo déi Maut, déi Eurovignette, déi besteet, dass déi och matgeholl gëtt fir dat Ganzt ze finanzéieren. An dass mer och net d'äerfe vergiessen, dass wann elo den Eurocap-Rail kënnt, nämlech d'Ubannung vu Stroosbuerg, Lëtzebuerg op Bréssel, dass mer do och mussen parat sinn, fir och do deenen neien Erausforderungen entgéint kënnen ze trieden.

Et ass vir-drin geschwat ginn, ech hat et „Modell Huckepack“ genannt, dass een iwwert dat eraus, wat am Pabeier steet vun der Tripartite, och muss drin denken, dass déi Linn vun Esch op Belval, Lëtzebuerg-Esch, gebaut gëtt, well dat wichtig ass fir d'Zukunft vun eisem Land an dat och wichtig ass fir d'Zukunft vum Süden.

Zum Schluss wollt ech d'uerfir nach eng Kéier soen, dass ech am Numm vun der CSV all den Akteure vun der Tripartite wëll félicitéieren. Et muss awer och elo esou séier wéi méiglech zwëschent de Sozialpartner zu Verhandlungen iwwer all déi Punkte kommen. An och d'Regierung d'äerf dës Kéier net waarde bis den Zuch vun der Voyageursliberalisatioun an der Gare steet, bis doriwwer verhandelt gëtt respektiv Strategien op den Dësch kommen. Wichtig ass et, dass mer och bei de Voyageure preparéiert sinn. A wichtig ass et, dass och do n'äischt dem Zoufall iwwerlooss gëtt. A mir d'äerfen do net erëm eng Kéier ënner Zäitdruck kommen, wéi dat d'äerf Joer de Fall war.

D'CSV op alle Fall gleeft un d'Eisebunn an d'CSV gleeft un eng kompetitiv Eisebunn hei zu Lëtzebuerg.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den nächste Riedner ass

den honorabelen Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou kuerz viru Chrëschttag hunn ech eigentlech net Loscht, fir hei vill ze streiden.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Henri Grethen (DP).- Ech weess, Här President, dass gëschter Eenzelner d'Schampsstépp knalle gedoen hunn an anerer Tonne Kräid hu misse jicken.

Wat mech traureg mécht, Här President, dat ass, wann e Minister hei op d'Tribün kënnt an da keck behaupt, den Dossier wier net preparéiert gewiescht. Wësst Der, dat kann een esou soen, och wann ee weess, dass et net wouer ass. Wéi ech am Ministère fortgaange sinn hunn ech mengem...

Une voix.- Et ass alles fäerdeg.

M. Henri Grethen (DP).- ...Successeur iwwer all Themefeld, wat am Transportministère géif ufalen, e kompletten Dossier hannerlooss. Vläch, an dat ass richtig, ech hat keng Ergebnheidsadresse vum Landesverband hannerlooss, well där hat ech keng kritt, mä den Dossier war preparéiert.

Här President, eng vun deenen éischte Saachen, déi ech als Transportminister, an ech hunn dat itérativement hei op der Chamberstribün an och a Kommissiounssitzung gesot, ee vun deenen éischten Dossier, déi ech initiéiert hunn a puncto Eisebunn, war, dass ech d'Eisebunnsdirektioun, well dat mäi Stil ass, déi Leit mat deenen ech zesummeschaffen, déi Entreprise, déi ech d'Charge hat ze kontrolléieren, ze superviséieren, dass ech déi gefrot hunn: Wéi stellt Dir lech, am Kader vun deem europäeschen Eenigungsprozess, national an europäesch d'Zukunft vun der Lëtzebuurger Eisebunn vir?

Ech hu si invitéiert, Här President, mir hir Virschléi auszuschaffen, net vun uewen erf ze soen, wéi et soll gemaach ginn, mä hinne gesot: Hei lauschtert, maacht Dir lech emol Gedanken a sot mer, wéi dat sollt goen.

An, Här President, ech hunn dee Bréif oft reklaméiert. Ech hunn dat och oft hei gesot, dass ech dee Bréif reklaméiert hunn. An ech weess, an ech hu mer déi Datumen erausgeschriwwen, fir dass kee Malentendu opkënnt. Ech weess, dass den 8. Juli 2002 am Conseil d'administration vun der Eisebunn fir d'éischte Kéier doriwwer geschwat ginn ass; eng Eisebunns-gesellschaft, déi um Niveau vun der Persoun vum Generaldirekter bis dohinner e bëssen an Turbulenze war.

An dono huet d'Eisebunns-Generaldirektioun a ville Sitzunge verschidde Strategiepabeieren ausgeschafft. Si hu mir en éischte Projet den 9. Juli 2003 ënnerbreet. Mir hunn dee Projet iwwert de Summer diskutéiert a si hu weider dorunner geschafft. En zweete Projet de 6. Oktober. Schliesslech hu mer eis géeneegt op e Projet, deen den 22. März 2004 am Conseil d'administration presentéiert ginn ass.

Här President, wann de Minister en net méi géif an den Archiven erëm-fannen, ech hunn nach eng Kopie dervun. D'Eisebunn huet sécherlech och Kopien. Ech si ganz gäre bereet, fir lech deen Dossier mat der Kopie zoukommen ze loosse, fir dass d'Chamber dann, wa se éieren dat wéilt, well et Schnéi vu gëschter ass, kéint se kucken, wat an deem Strategiepabeier dra-stoung a wat elo bei der Tripartite erauskomm ass. An da wäert Der feststellen, dass dat sech net schrecklech vill aus de Wee geet.

An d'uerfir sinn ech och, Här President, dem Kolleeg Marc Spautz esou dankbar, dass hien hei aus engem Interview zitéiert huet, hien huet net gesot, wou et war, mä ech mengen, et war am „Lëtzebuurger Wort“, deen ech do ginn hat, an un deem n'äischt ewechzehuelen ass. Dat, wat deemools gesot ginn ass, ass och haut nach richtig.

A wann een dann higeeet, wéi de Minister dat elo just gemaach huet, Här President, a seet, meng Relatioun mat den Eisebunnen a mat hirer Direktioun, déi hätt vu Mësstraue gestrotzt...

(Interruption)

Här President, ech weisen lech einfach nëmmen e puer Faiten op. Ech hat d'Méiglechkeet en neie Generaldirekter op der Eisebunn ze nennen: Haalt Der mech wierklech fir esou domm, dass ech géif eng Persoun nennen, där ech mësstraue géif, där ech net géif zoutrauen, déi Politik ëmzesetzen, déi d'Regierung gären an där Fro hätt? Wëssend dass dee Generaldirekter sécherlech net bei mir an der Partei wier. Ech hunn awer dee Mann, den Här Kremer, deen hei op der Tribün sëtzt, deen eng gutt Aarbecht mécht, hunn ech an där Funktioun...

(Hilarité)

...hunn ech an déi Funktioun genannt. An ech muss lech soen, dass ech mech iwwer seng Aarbecht an déi vu senger Mataarbechter, net ze bekloen hat.

Ech hätt jo och als Minister, wa mäi Mësstraue esou gewiescht wier wéi mäi Successeur dat wëllt duerstellen, emol kënnen de President vum Conseil d'administration auswiesselen, deen och hei op der Tribün sëtzt. Ech hunn dat net gemaach, well ech Vertrauen hat an nach ëmmer hunn an déi Aarbecht, déi hie bis elo gemaach huet.

Wann also hei vu Mësstraue geschwat gëtt, wann ee vu Mësstraue gestrotzt huet, a wann der vu Mësstraue gestrotzt hunn, da waren et déi Leit, déi am Landesverband versammelt sinn, besonnesch d'Spëtz vum Landesverband, déi keng Geleeënheet verpasst huet, fir all dat, wat fir d'Eisebunn gemaach ginn ass zwëschen 1999 an 2004, schlecht ze rieden.

An, Här President, ech kann et net beweisen, mä ech ginn d'Gefill net lass, dass wann ech d'Chance gehat hätt, nach haut Transportminister ze sinn an déi Verhandlungen do gefouert hätt, et dann net méindes moies um hallwer néng zu engem Protestpiqueet an der Enneschtgaass komm wier, da wier et ganz sécher zu Streikaktiounen komm. An deem Sënn kéint ee vläch soen – à quelque chose malheur est bon –, dass et gutt ass, dass net ech, mä awer den Här Lux Transportminister ass. Him hu seng Kollegen dat erspuert!

Mä ech muss lech soen, déi hei Resultater, wann ech déi virgeleucht hätt, wier d'Land ze kleng gewiescht an den Zuch wier net iwwert d'Schinn gerullt während engem oder e puer Deeg.

Här President, mir liewen an Europa, dat ass eng Evidenz. Dat Europa huet Lëtzebuerg bis elo ganz vill bruecht. An an dëser Debatt hei hunn ech mech ëmmer erëm drin erënnert, wéi ech vill méi kleng war wéi haut,...

(Hilarité et interruption)

...och e bësse méi gouerech, dat ass richtig – wann den Här Gleesener Recht huet, huet e Recht! - ...

(Hilarité et interruptions)

M. le Président.- Här Gleesener, kommt mir bleiwe beim Thema. Et ass alles an der Rei.

M. Henri Grethen (DP).- Här President, also wéi ech vill méi kleng war, hunn ech ganz gären Drauwe giess, an ech hat zwou Méiglechkeeten: Entweder ech hunn déck belsch Drauwe mat enger décker Schuel an décke Kären

aus belschen Zäre giess oder ech hu Chasselas-Drauwe giess. Mä et war ee grouse Problem. Wann ech gär Chasselas giess hunn, hunn ech missen op Däitsch-Oth goen déi akafen, well een hei zu Lëtzebuerg keng krut. De Marché war zou. Da si vill, vill Escher, vill Bieleser a Schëfflenger op Däitsch-Oth, op Réide getréppelt, fir sech do Drauwen ze kafen, a wann ee Pech hat, dann huet ee se missen op der Grenz iessen, well soss huet den Douanier engem se ewechgeholl.

Wat ech domadder...

(Hilarité et interruptions)

Wat ech domadder soe wëll, dat ass, datt nodeem mer an d'Europäesch Unioun erakoumen, nodeem déi geschaf war, een och Chasselas-Drauwen zu Esch kafe konnt.

An dee ganz klengen Avantage, dee géllt net nëmme fir d'Drauwen, dee géllt fir sämtlech Déngschtleeschungen an der Europäescher Unioun. An dat, wat hei ënner deem verpönte Schlagwuert Liberalisatioun geschitt, ass net méi an net manner wéi dass gesot gëtt, mä jiddferen, deen an Europa eng Lizenz huet, fir mam Zuch ze fieren, deen d'äerf och a Zukunft iwwer Lëtzebuurger Gleiser fieren. Et ass esou komplizéiert oder esou einfach wéi dat.

An Dir verstitt, dass dat léif Gewunnechten a Fro stellt, dass dat och historesch Rechter – erwerbener, erkämpfter an anerer – a Fro stellt an dass dat Einzelne wéideet, mä mir kënnen net nëmmen d'Avantage, net nëmmen d'Korinthen huelen an dat anert, dat drécht Brout deenen aneren iwwerloossen. Dat hei ass – an dat ass munchmol schmerzlech – eng Konsequenz vun deem groussen europäeschen Marché an huet mat Liberalisatioun h'äerzlech wéineg ze dinn.

A mir mussen wëssen, dass d'Lëtzebuurger Eisebunn op ville Punkten am Moment wéinstens nach net konkurrenzfaeg ass. Mir hunn, dat ass ganz sécher, mat déi beschten Infrastrukturen an och déi sécherst Infrastrukturen, déi et gëtt. An dës Chamber an déi viregt Chamber hu substanzieel Efforté gemaach, fir dass déi Infrastrukturen nach weider kënnen verbessert ginn.

A wann ech, Här President, an deem Accord tripartite, dee mer zugestallt kritt hunn, op der Sait 7 liesen, wat d'Engagementer vun der Regierung sinn, ënner anerem, wat d'Infrastrukturen ugeet:

- eng Mise à double voie de la ligne ferrée de Pétange à Luxembourg;

- eng nouvelle gare ferroviaire à Belval-Usines et de l'antenne ferroviaire Belval-Usines/Belvaux-Mairie;

- la réalisation du raccordement ferroviaire du Kirchberg et de l'aérogare;

- la construction d'un nouveau viaduc à Pulvermühle et l'adaptation de la tête Nord de la gare de Luxembourg an

- d'Construction d'un nouveau centre de remisage et de maintenance, da sinn dat alles Projeten, déi vun der viregter Chamber gestëmmt goufen an déi vum viregten Transportminister op den Instanzwee komm sinn.

Ech brauch mer also do wierklech keng Gedanken ze maachen, well hei si jo dann d'Félicitatiounen vun der Tripartite fir déi Efforten, déi déi viregt Regierung gemaach huet.

A wa mer da soen, dass mer och nach neit Material hunn, a wann ee weess, Här President, dass, wann een Eisebunnsmaterial wëllt kafe goen, dat net ass, wéi wann een e Kostüm bei de Bram kafe geet, da weess een, wat geschafft ginn ass.

(Hilarité)

Dat ass nach vill méi komplizéiert, wéi wann ee sech een op d'Mooss beim Konsbruck maache léisst.

(Hilarité)

Well dat dauert schrecklech laang! Dat dauert dräi, véier Joer, bis een dat Material ausgelievert kritt. Ech freeë mech d'fir, dass d'Material an deene leschte Méint zu engem groussen Deel ausgelievert gouf. Dat ass ënnert der viregter Regierung vum viregtem Transportminister bestellt ginn, an den heitegen Transportminister, deen huet et ageweit. Mä dat geet engem ganz off esou!

Duerfir, Här President, akzeptéieren ech ganz einfach net, dass een heihinner kënnt an da seet, et hätt een den Dossier an engem État de non-préparation virfonnt. Dat ass einfach net richtig.

Wann een do wëllt eng Legend opbauen, da fënnt ee mech op alle Fall zu all Moment bereet, fir awer ze hëllef, dass d'Wourecht zum Duerchbroch kënnt an dass et net bei deene Legende bleift.

Här President, ech hunn deen Accord opmierksaamst gelies. An den Här Spautz, Här President, huet hei gemengt, ech misst kënnen zu deem Accord och mäin Averstännis ginn.

Här President, ech géif dat gäre maachen, wa mer méi Renseigner hätten! Wann et hei vun eppes strotzt, fir bei deem Wuert ze bleiwen – vu dass eise Frënd Nicolas net méi bei eis ass –, wann et hei vun eppes strotzt, dann ass et vun Absichtserklärungen! Dann ass et vu fromme Wënsch!

Ech wier frou, wann ech géif dann emol déi Accorden, déi mat der Arcelor gemaach si ginn, wann ech déi géif gesinn! Wann ech hei héieren, si engagéiere sech fir zéng Joer, da wéisst ech gär: Zu wat engagéiere si sech? Engagéiere si sech dozou, ënner egal wat fir enge Konditiounen mat där neier Gesellschaft ze schaffen, oder engagéiere se sech dozou, dass déi Gesellschaft hinne muss dee beschméigleche Präis ginn?

An de Benchmarking, fir dat Wuert ze gebrauchen, dee steet jo schon am Raum. Wann eng vun de Sidéurgie-s-Entreprisen, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, wa Mittal, déi zu Schëffleng operéieren, wann déi all Dag mat der franséischer Eisebunn hir Wuere fortifiéiere loossen, da muss mer jo wëssen, dass déi e gewëssene Präis hunn. An déi Leit schwätze jo mateneen: „Wéi vill bezils du d'Tonn, wéi vill bezuelen ech d'Tonn?“ An da wäerte se sech iergendwa soen: Majo, de Präis gëtt net vun iergendengem festgesat, mä de Präis gëtt vum Maart festgesat, an dat ass an deem Fall d'SNCF.

Ech wéisst also gären, Här President: Wat ass d'Substanz vun deem Accord oder där „letter of intent“, déi d'Arcelor geschriwwen huet?

Ech géif och gären, Här President, dee Businessplang gesinn, deen opgestallt ginn ass. Dir musst jo verstoen, et kann een net eng Kaz am Sack kafen! Et muss ee jo hei wëssen, wann d'Chamber, déi elo appelléiert gëtt an deenen nächste Méint substanzuell Montanten ze stëmmen, fir dass déi Operatioun hei ka lafen – eng Chamber, déi och nach gesot kritt vum Minister elo just, dass, wann dat alles géif gemaach ginn, een an deene Joer duerno 25 Milliounen Euro pro Joer géif aspieren –, dass déi informéiert si muss!

Wësst Dir, am Geschäft esou, wann een do mat engem Rendement vun 10% ka schaffen, da wier dat jo eng gutt Saach. Da géif ech soen, et misst een 250 Milliounen investéieren, fir all Joer 25 Milliounen Rendement ze kréien. Wéi ech d'lescht Woch hei vun 200 Milliounen emol geschwat hat, licht ugedeit hat, dunn ass scho vun engem gesot ginn, dat wier onverantwortlech.

Ech wéisst gären, Här President, ier ech mäin Accord zu deem Tripartite-s-Accord ka ginn, à quelle

sauce on sera mangé. Wat kascht dat Ganz? An Dir musst verstoen, Här President, ech liese keen ee Präis heidran. Ech hunn haut d'Zeitunge duerchgelies, ech hunn och dem Minister nogelauschert an och do gëtt een net richtig eens.

Eis gëtt gesot, dass den Ukaf vun deene fënnel Garen, déi dem Fonds du rail nach net gehéieren – an elo weess ech net ob dat alles ass oder ob och nach déi Infrastrukturen, déi am Moment der Arcelor gehéieren, an deem Montant mat dra sinn –, e Montant vun 124 Milliounen Euro ausmécht. Dat ass jo dann e Gesetz, wat muss an d'Chamber kommen. Et ass en Engagement, et ass en Ukaf vun iwer siwen an eng hallef Millioun. Mir kréien also do nach Geleeeënheet, fir driwwer ze schwätzen.

Et gëtt hei geschwat vum Désendettement vun der Eisebunn. Et gëtt dovu geschwat, dass déi 30 Lokomotiven, déi se wuel hunn, mä nach net richtig bezuelt hunn, och solle bezuelt ginn. Wat fir ee Montant ass do en jeu? 30 Milliounen?

Ech weess et net. Ech froen: Wéi vill Sue muss mer do op den Dësch leeën? Wie leet se op den Dësch? Wéi gëtt dat gemaach? All dat si Froen, déi net aus deem Tripartite-s-Accord, dee mer hei virgeluecht kréien, ervirginn.

Do kann ee vill Froen stellen zu dem Désendettement. Ass dat eng Restrukturatioun? Wann et – juristisch gesinn – eng Restrukturatioun wier, Här President, ënnerläit si dann de Regele vum europäesche Recht?

Et gëtt do eng Kommunikatioun vun der Kommissioun vum 1. Oktober vum leschte Joer iwwert d'„ligne directrice communautaire concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté“. Ass dat hei uwendbar oder net? Dat si Froen, déi op alle Fall net an deem Tripartite-s-Accord stinn. Si si vläicht diskutéiert ginn, mä si stinn net an deenen Texter, déi mir virgeluecht kruten.

Et gëtt och vun deenen Experienze geschwat, Här President, aus der Vergaangenheet oder vun deenen Initiativen, fir d'Zukunft vun der Eisebunn ofzesécheren. Ech stelle fest, dass do déi meeschte vun deenen Initiativen, well mer ëmmer nach vun der Impréparatioun schwätzen, ënnert der viregter Regierung geholl gi sinn; ob dat d'Kreatioun vun der ELC ass, ob dat d'Initiatioun vum Projet Sibelit ass, ob dat d'Acquisitioun vun NEG ass, ob dat NVAG an esou weider sinn, all dat si Saachen, déi, wéi nach déi viregt Regierung am Amt war, geholl gi sinn. Dofir wonneren ech mech ëmmer erëm, wat éineschters hei op der Tribün gesot ginn ass.

Här President, ech hunn och gelies, dass d'Rechter vun de Leit – an dat war eppes, wat mer ëmmer um Häerz louch – sollte gewahrt bleiwen. Déi iwwer 3.000 Leit, déi op der Eisebunn schaffen, mat hire Familljen, sinn zurecht beonrouegt a wéisste gäre wéi et weidergeet.

Här President, deene Leit muss een d'Wourecht soen. Ech hunn dat gemaach an dat ass e grouse Feeler vu mir, dat ginn ech éierlech zou an dat hunn ech och menge Kolleegen an der Partei gesot. Ech hätt besser gehat, ech hätt d'Haltschent vun der Zäit, statt op Dossieren ze schaffen, kommunizéiert, ech hätt d'Leit ageschleifert, ech hätt se agelullt, ech hätt se praktesch op der Intensivstatioun an der Anesthésie gehat. Dat wier mer besser bekommen, wéi dass ech hei op der Chambertribün Saache gesot hunn, wéi zum Beispill, dass d'Eisebunn eng grouss Zukunft zu Lëtzebuerg hätt, mä net onbedéngt d'Eisebunngesellschaft CFL oder dass d'Eisebunngesellschaft eng grouss Vokatioun hätt fir Zuch ze fueren, mä net fir Bus ze fueren.

Elo kënnt de Minister heihinner, Här President, a seet, dass en neie Centre de maintenance kënnt. Ech

hunn och gelies, dass d'Busservice – doriwwer ass nach net geschwat ginn – solle bäibehal ginn. Alles dat si Saachen, déi kann ee maachen, wann een Abstraktioun mécht vun deene Problemer, déi sech an e puer Joer stellen.

Ech hunn de Minister hei héiere soen, hie géif sech elo wënschen – an hien ass jo dann den Haaptacteur do derbäi –, dass d'„Liberaliséierung“ vum Persouneverkéier zügel an Ugrëff geholl gëtt an dass en eventuell net emol déi Period brauch, déi hien do ausgehandelt hätt, fir des ganz Saach en musique ze setzen. Ech muss lech soen, dass och dat eis schon deemools beschäftegt huet. A mir wäerten am Laf vum Dag nach dorobber zrëckkommen, wéi d'Zukunft vum Persouneverkéier soll ausgesinn.

Wann ech hei e Saz liesen, wéi: „L'État garantira un accès non discriminatoire au triage de Bettembourg et veillera à instaurer un inspectorat en matière de visite sous la responsabilité du gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire.“ Dat ass zimlech sibyllinesch. Wat heescht dat Accès non discriminatoire? Huet ee wëlles eng Diskriminéierung ze maachen? Well wa keen et wëlles huet, brauch och keen et dran ze schreiwen.

All dat si Froen, déi ee bewegen, wann een deenen Accord liest. En Accord, dee mech éischer un d'Orakel vun Delphi erënnert, wéi u soss iergendeppes. Mä mir wäerte jo awer an deenen nächste Méint relativ séier gesinn, wat fir eng Resultater dann des Tripartite wäert kréien. Wa mer eis dat hei ukucken „Les engagements de l'État“, well dat si jo déi, déi och eis als Chamber müssen interesséieren, da kënnt fir d'éischt emol „une meilleure prise en compte du coût réel en relation avec l'utilisation d'infrastructures de transport“.

Et kann een hei zu Lëtzebuerg d'Eurovignette ofschafen an eng Maut aféieren. Dat kann ee maachen. Fir déi Leit, déi sech dofir interesséieren, an Däitschland huet jo Mc Kinsey – dat ass jo verschidene bekannt – eng Etüd gemaach an ech zitéiere just een oder zwee Sätz: „Nach einer Studie der Unternehmensberatung Mc Kinsey wird eine Maut in der derzeitigen Höhe von in Deutschland durchschnittlich 12,4 Cent je Kilometer nicht ausreichen um den Marktanteil der Schiene in absehbarer Zeit zu erhöhen. Selbst bei einer Erhöhung auf 20 Cent, einer Restrukturierung der Bahnunternehmen und einer Liberalisierung des Schienenmarktes sei ein weiterer Rückgang des Marktanteils zu befürchten. Erst bei einer LKW-Maut von 49 Cent, wie in der Schweiz, soll eine leichte Erhöhung des Marktanteils der Schiene von heute 14 auf 16 bis 17% zu erwarten sein.“

Dat, wat an Däitschland richtig ass, wäert jo net hei zu Lëtzebuerg rotzfalsch sinn. Wa mer also wëllen an déi Richtung goen, wann dat gemengt wier, da muss een och soe wat do d'Konsequenze sinn.

Mäi Virriedner, Här President, huet elo e Beispill bruecht vu Bensinstransporter, wou hie mengt, déi sollen haaptsächlech iwwert d'Schinn goen. Dat kann ee maachen. Et misst ee just dofir surgen, dass och all Bensinsstatioun e Gleisuschloss hätt. A wann een dat net fäerdeg bréngt – an dat wäert net fäerdeg ze bréngen sinn –, jo, da muss een awer iergendwann erëm eng Keier op de Camion ëmklammen.

(Interruption)

Ech hu mech emol eng Zäit mat deem Secteur beschäftegt. Wann Dir aus dem Hafe vu Léck Bensin oder Diesel fortféiert an Dir musst e bis op Huldang transportéieren, dann hutt Der besser Dir huilt de

Camion. Well vun Huldang oder vun der Schmëtt bis op Léck an den Hafe ass et manner wäit oder bal gradesou wäit, wéi vu Bartreng oder vu Leideleng oder vu Mäertert bis op Huldang. Dofir mécht dat net ëmmer Sénn.

Ech sinn awer mat lech d'accord, dass ee soll kucke fir e Maximum vun Transporter iwwert d'Schinn ze kréien, wann d'Entreprise an der Logistik déi Performance bréngt a wann op där anerer Säit d'Tariffer, egal wéi ee se steiert, performant sinn.

Här President, et gëtt nach vill aner Saachen: „étudier les dérogations possibles à l'obligation de fixer une redevance égale au coût marginal afin de rééquilibrer les conditions de concurrence“.

Ech weess, dass déi Ausrechnung vun der Redevance net esou einfach ass. D'Eisebunn bezillt am Moment eng Redevance fir kënnen d'Streckennetz ze benotzen. Ech hu mech laang schwéier gedoen, fir esou eng Redevance anzeféieren an eng vun den Ursaache firwat ech mech op eemol geflass hunn, fir se anzeféieren, war, dass d'Contrepartie vun der Aféierung vun der Redevance d'Méiglecheheet war, fir d'TVA a Rechnung ze stellen. Dat heescht, déi Investissemter, déi mer fir d'Infrastrukture maachen, dass een déi TVA konnt récupéieren. Déi Redevance ass eigentlech dann och an engem gewëssene Mooss bis elo, wann een d'TVA mat a Rechnung stellt, en Nullsummespill gewiescht.

Här President, ech si schon dorop agaangen, op déi Infrastrukturearbechten, op déi de Stat sech engagiert. Ech hu schon dervu geschwat, vun deenen Acquisitiounen au bénéfice vum Fonds du rail, déi de Stat wëllt maachen, wann e Garé keeft. Mä em Gottes Wëllen, ech wëll dat haut scho soen, et soll keen dat ënnert de Sigel „Vermeidung von engleschen Zoustänn“ stellen.

Wann de Stat muer Propriétaire ass vun der Escher Gare, oder vun der Beeteburger, oder der Eitelbrécker, oder der Péitenger, oder der stater Gare, da gëtt doduerch den Zuch hei zu Lëtzebuerg net méi an net manner sécher. Et ass einfach eng Opération financière, wéi mer schon 1997 eng gemaach hunn, wou mer d'Eisebunn komplett désendettéiert haten. Ech muss lech soen, Här President, ech hu während fënnel Joer vum Stats- a Finanzminister virgeworf kritt, dass déi Schold, déi de Lëtzeburger Stat hätt, haaptsächlech géif resultéieren aus der Reprise vun der Schold, déi d'Eisebunn hat, wéi se désendettéiert ginn ass, a wéi de Stat déi Schold iwwerholl huet. Et soll een also och do bei de Realitéite bleiwen.

Eppes Leschtes, Här President, wou ech mer och vum Transportminister gewünscht hätt, dass méi Opklärung géif komme wéi der komm ass, dat sinn déi Compensations financières, déi d'Opérateure solle kréie „chargés sous forme de contrats de services publics“.

Wann dat dat ass, dass wa Wuere vu Bréissel an Lëtzebuerg kommen, dass dat soll e Service public ginn, an dass do sollen 2 Milliounen gefrot ginn, Här President, a wann een dat och dann nach wëllt konform maache mam Code des aides an esou weider, da kann ech mer et net anesch virstellen, wéi dass een dee Service public ausschreift. An da kéint et sinn, dass och anerer géife matmaachen an dass anerer géife dat Geschäft maachen. Dat steet elo schéin hei, mä wéi et herno an de Realitéiten ass, ass eng aner Fro.

Schliesslech stellt sech déi ganz grouss Fro, wann déi nei Gesellschaft gegrennt gëtt, an déi jo dann hir Leit zu finanziell méi schlechte Bedingungen engagiert wéi am Moment bei der Eisebunn, dann entstee do eng Differenz, déi zu Laaschte vun der CFL ass, wéi déi an deenen nächsten

20, 30, 40 Joer bezuelt gëtt. Dat geet jo net vun haut op muer. Een, deen dëst Joer engagiert gouf, dee läit jo dann nach esou vill Joer an deem System. Dat ass eng grouss Belaaschtung.

Wéi héich ass déi Belaaschtung? Wien iwwerhëlt déi Belaaschtung, deen Désendettement respektiv déi Refinanzéierung vun der Eisebunngesellschaft, déi elo virgeholl gëtt? Geet déi duer, fir bis zum Schluss déi Belaaschtung ze droen? Och déi Fro ass an deem Accord nëmme zwëschent den Zeilen ugeschwat.

Här President, duerfir muss ech lech soen, och wann deenen Accord d'Ënnerschréft vum Statsminister dréit – an deen ech méi Vertrauen hunn, dat muss ech soen, wéi an den aktuellen Transportminister –, och wann deenen Tripartite-s-Accord d'Ënnerschréft huet vun zwee Leit, déi ech héich schätzen, dem President an dem Generaldirektor vun der Eisebunn, an och vun eenzelne Gewerkschaften, wou ech deen ee méi oder deen anere manner schätzen,...

Dir kënnt och roden, wéi dat verdeelt ass.

(Hilarité)

...esou bleiwen ech äusserst skeptesch.

Hei ass en Effet de manches. Hei ass elo gesot ginn: Elo hu mer en Accord, d'Schampesstépp hu geknallt, d'Kräid ass gejickt. Mä ech muss lech soen, leet nach grouss Reserve vu Kräid un, well et mussen der nach vill der ganz vill erofschlecken.

Ech hoffen, Här President, dass deenen Accord de Wee opmécht zu enger gudder Zukunft fir d'Eisebunn hei zu Lëtzebuerg. Et muss awer eng Zukunft sinn, wou mir net de Kapp an de Sand steechen. Et muss eng Zukunft sinn, déi kompatibel ass mat deenen Défien, déi sech um europäesche Plang der Lëtzeburger Eisebunngesellschaft stellen. Wa mir versichen en eegene Wee ze goen, eis luewen, dass mer dat elo géifen op d'Schinn setzen, da fäerten ech, dass mer falsch gewéckelt sinn.

An ech géif hoffen, dass ee géif an Zukunft déi Politik maachen, déi een och anonciéiert, an net eng Politik maache vun de fromme Wënsch. Eng Politik, déi herno de Leit ganz vill Désillusione bréngt an déi d'Vertraue vum Bierger an d'Politik nach weider ofschwächt. Eng Politik, déi – wéi soll ech soen? – à long terme muss Bestand hunn, an net eng Politik, déi nëmme versicht sech iwwert den nächste Wahltermin erauszusetzen.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Grethen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions diverses)

M. Lucien Lux, Ministre des Transports. - Jo, dat wäert Der da gesinn.

M. Roland Schreiner (LSAP). - Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Eisebunnstripartite ass eriwuer. Si war am Virfeld vill kommentéiert ginn. Si ass erwaart gi mat ganz grousser Spannung an ass iwwert d'Bühn gaange mat engem Accord. Dat ass gutt esou. Dat ass gutt fir eis Land. Dat ass gutt fir eis Economie. An dat ass gutt fir eis Eisebunn.

Ouni an e Sozialkonflikt eranzeeroden, sachlech, mat vill Fanspëtzegefill, mat vill Responsabilitéit, hunn déi verschidden Acteuren et fäerdeg bruecht zu Konklusiounen ze kommen, déi dès le départ net esou evident waren. Och wann d'Tripartite eréischt ee Joer en Thema war, esou si jo awer an der Eisebunn d'Diskussiounen scho laang amgang gewiescht. Ech hat selwer d'Geleeeënheet,

während enger Rei vu Joren am Verwaltungsrot vun der Eisebunn déi Diskussiounen matzeféieren. Ech kann lech awer soen, dass während ville Joren, wou déi Diskussiounen a Kontroverse gefouert gi sinn, selbstverständlech, an dat ass och gutt esou, mä een Tenor ëmmer dee war: Ofbau, Ofbau, Ofbau!

Da brauch et lech net ze verwonen, dass, wa permanent vun Ofbau geschwat gëtt, vun Aspierungen, vu Rationaliséierungen, dass dann eng gewëss Onsécherheet beim Personal entsteet. Et ass hei scho vun där Onsécherheet geschwat ginn. Ech kann lech soen, als President vun der Délégation centrale op der Eisebunn, deen ech während laange Jore war, hat ech ganz vill Kontakt mat villen Eisebunnen, do weess ech vu wat ech schwätzen, dass et do Ängschte gi sinn an dass déi Onsécherheet, vun där hei och scho Rieds war, begrënnt war.

Dat Mësstrauen, wat entstanen ass, dat koom net dohier, well dat vum Landesverband, deen dem Här Grethen, Här President, esou un d'Häerz gewuess ass, geschürt ginn ass, mä dat Mësstrauen koom dohier, well ebe just vun der Politik, vun deene Leit, déi an der politescher Responsabilitéit waren, während Jore keng Signaler un d'Eisebunn an un d'Eisebunnen ausgesent gi sinn, fir hinnen ze soen, wéi si, déi, déi an der politescher Responsabilitéit awer schlussendlech waren, de Kader dann elo gesinn an deem sech d'Eisebunn an deenen nächste Joren an deem neien Ëmfeld soll bewegen.

Dat waren d'Ursaache vun der Onsécherheet a vun deenen Ängschten, déi d'Leit iwwer Joren a Joren haten, wou se eleng gelooss gi sinn a wou keen hinnen eppes iwwer hir Zukunft gesot huet.

Ech muss awer do soen, Här President, dass ech dem Här Grethen wëll soen, dass en a senger Qualitéit als deemolegen Transportminister hei sech net aus der Verantwortung ka stelen. Ech verstinn och e bëssen deen Neid, deen en elo dann huet par rapport zum aktuellen Transportminister, dass deen et elo fäerdeg bruecht huet dann am Sozialdialog, ënner verstännegen, responsabele Leit, en Accord ze kréien.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Duerfir gehéiert hinnen allegueren, deenen dräi Partner: dem Minister, der CFL-Direktioun an de Gewerkschaften, déi hei e ganz groussen Effort gemaach hunn, fir hire Bäitrag ze leeschten, fir d'Zukunft vun der Eisebunn ofzesécheren, en décken, décke Merci.

En décke Merci speziell un de Minister, och am Numm vun der Transportkommissioun, fir seng grouss Disponibilitéit, déi hien hat par rapport zur Kommissioun, dofir dass hien eis ëmmer informéiert huet a mat eis diskutéiert huet an deem Dossier, an duerfir och Félicitatiounen fir déi Aart a Weis wéi hien déi sécher net einfach Gesprächer gefouert huet.

Här President, de Kader, an deem sech eis Eisebunn a Zukunft an deem liberaliséierten Ëmfeld beweegt, ass also gesat. D'Weiße si gestallt. Ob se am Endeffekt an déi richteg Richtung gestallt gi sinn, mussen déi nächst Jore weisen.

Et ass elo wichteg, dass all Acteuren – an ech betounen all Acteuren –, déi implizéiert sinn, deen neie Kader esou notzen, dass d'Pérennitéit vun der CFL-Gesellschaft a vum Gidderverkéier iwwert d'Schinn och laangfristeg garantiéiert ass. Einfach gëtt et esou oder esou net – dat, well an Europa d'Weißen an déi falsch Richtung zënter dem Ufank vun den 90er Jore gestallt gi sinn an nach weider gestallt ginn.

Vum 1. Januar 2007 un ass de Gidderverkéier liberaliséiert a vum Joer 2010, voire fir eis hei zu Lëtze-

buerg spëtstens vun 2012 un, de Voyageurverkéier. D'Liberaliséierung ënner de Konditione, wéi se de Moment fonctionnéiert, an dat muss eis kloer sinn, ass – obwuel si als esou eng grouss Errongenschaft dobaussen oft duergestallt gëtt an Europa – awer Gëft. Si ass einfach Gëft fir d'Eisebunn, fir de Schinnentransport, well einfach d'Konditiounen, ënner deene se stattfënn, net équitabel sinn.

Wat ass geschitt? D'Liberaliséierung am europäeschen Eisebunnstransport ass jo 1991 mat der Direktiv 91/440 ageleet ginn. Zënterhier ass an Europa vill a Bewegung geroden, an net nëmme am Positiven an zum Wuel vum Outil socioéconomique Eisebunn.

Wat hu mer erlieft? Privatiséierung vun den traditionellen Eisebunnsgesellschaften, Käschterreduzierung, Zerstückelung vun Aktivitéitsberäicher, Ofbau vun Aarbechtsplazen an esou weider, awer net onbedéngt mat dem Resultat, dass se doduerch hir Performancë fir eis Gesellschaft verbessert hätt, mä awer mat der Konsequenz ganz oft, dass d'Betriebssécherheet, d'sozial Bedingunge vun de Leit, déi am Secteur schaffen, an den Usproch op eng gutt öffentlech Transportdängschtleeschung ganz op der Streck bliwwen sinn.

Dat ass sécher net déi Politik, déi eis glécklech mécht, an et ass och net déi Politik, déi de Schlüssel zum Erfolleg a fir d'Pérennitéit vun der CFL-Gesellschaft mat dem Erhale vun engem Maximum u Aarbechtsplazen duerstellt. An duerfir ass et och gutt, dass déi successiv Transportministeren, egal wou se hierkomm sinn, an Europa ëmmer defensiv par rapport zur Liberaliséierung opgetratt sinn an d'Interesse vun eisem Land an och vun eiser Eisebunn vertrauden hunn.

Mä wéi gesäit d'Realitéit aus? No deene leschte Statistiken ass den europäeschen Eisebunnsector weider réckleefeg. Tëscht 1970 an 2001 ass seng Part de marché am Gidderverkéier vun 21% op 7,8% zrëckgaangen. An den USA läit déi bei 40%. De Stroossen-transport absorbéiert haut ronn 44% vum Giddertransport mat alle Konsequenzen op d'Congestioun vun de Stroossen, op d'Ëmwelt, d'Gesondheet vun de Leit an d'Sécherheet op de Stroossen. Wa mer deesen Trend wëllen ëmkéieren, da brauche mer also an Europa an och hei zu Lëtzebuerg staark Eisebunnen an eng staark CFL, déi performant ass, déi e Service vu Qualitéit ubitt, déi sécher ass, déi attraktiv ass an déi an der Lag si muss, fir d'Mobilitäitsbedürfnisse vun de Leit, déi hei wunnen a schaffen, ze befriddegen an déi hire Bäitrag zur wirtschaftlecher an industrieller Entwécklung vum Land ka leeschten.

An dat muss virun allem och gëlle fir eng flächendeckend Beförderung vun de Gidder, well d'Verlagerung vun dem groussen Deel vum Giddertransport op d'Schinn haut enger absoluter gesellschaftspolitescher Noutwendegkeet entsprécht.

Ech erënnere och just am Kontext vun eisen Ziler am Kader vum Kyoto-Protokoll, nämlech der Reduktioun vun den CO₂-Emissiounen bis 2012 ëm 28%, dass just am Beräich vum Transportsector ganz grouss Aspierungspotenzialer bestinn, déi och sollen a mussen genotzt ginn, wa mer eis Ziler wëllen errechen oder zumindest eisen Ziler wëllen e bësse méi no kommen.

D'Eisebunn spillt also hei zu Lëtzebuerg vollekswirtschaftlech gesinn eng ganz bedeeitend Roll, an de Stat bleift an der Verantwortung gefuerdert, fir déi entspreche Moyenen zur Verfügung ze stellen an d'Rahmenbedingungen ze schafen, fir dass se deeser Roll och ka gerecht ginn.

Effektiv ass jo de Giddertransport dee Beräich, deen eis fir d'Zukunft

op Grond vun den europäesche Spillregelen am meeschte Suerge mécht. Haut féiert d'CFL 18 Milliounen Tonne Gidder am Joer, realiséiert ronn 620 Milliounen Tonnen/Kilometer pro Joer, enregistriert awer e strukturellen Defizit vu ronn 30 voire 34 Milliounen Euro bei engem Chiffre d'affaires vun 100 bis 110 Milliounen Euro. Et muss een och wëssen, dass déi international Traficer ronn 85% vum Chiffre d'affaires a vum transportéierte Volumen ausmaachen.

Den Defizit, ech mengen dat ass kloer, stellt also kuerz- bis mëttelfristeg e Problem duer. Als Lëtzebuerger Land muss mer awer natierlech en direkten Intérêt hunn, fir dass och an Zukunft e Maximum u Gidder iwwert d'Schinn transportéiert ginn. Et muss also drëm goen, fir eis Aktivitéiten am Gidderberäich net nëmme ze konsolidéieren, mä virun allem weiderzeentwéckelen.

D'Wäissbuch vun der Europäescher Kommissioun, dat d'Verkéisentwicklung bis d'Joer 2010 beschreift, geet bekanntlech dovun aus, dass de Gidderverkéier insgesamt nach weider an d'Luucht geet. Et muss also drëm goen an Zukunft, fir den Undeel vum Stroossenverkéier um prognostizéierte Wuesstum ze reduzéieren.

Am Wäissbuch gëtt et jo och positiv Usätz, fir déi extern Käschten, déi speziell am Stroossegidderverkéier vun der Allgemeinheit gedroe ginn, ze internaliséieren. An der Praxis ass an där Hisiicht allerdings bis haut reichlech wéineg geschitt, och wann d'Eurovignette natierlech en éischten Usatz ass. Am Géigendeel! Op Grond vun der Liberaliséierungspolitik stelle mer fest, dass an Europa an hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi Gidder vun der Schinn op d'Stroos ofwandere.

D'Stroos ass jo den Haaptkonkurrent vun der Schinn, och wa mer elo d'Eisebunnen openeen hetzen. Mä et ass d'Stroos, déi den Haaptkonkurrent vun der Schinn am Giddertransport ass, ganz einfach op Grond vun deenen ënnerschiddleche Konkurrenzbedingungen, déi et nach ëmmer gëtt.

Et ass en oppent Geheimnis, dass souguer déi minimal sozial Regeln am Stroossen-transport net agehale ginn. Eleng de Respekt vum Reglement iwwert d'Fuerzäiten an d'Rouzäite vun de Chauffeuré géif eng Erhéijung vun den Tarifier ëm ronn 20% am internationale Stroossen-transport mat sech bréngen.

Op Grond vun eben deenen ënnerschiddlechen Ausgangsbedingungen ass et llicht verständlech, dass praktesch a ganz Europa de Gidderverkéier op der Schinn defizitär ass. An hei zu Lëtzebuerg kënn dann natierlech nach de Problem vun de klengen Distanzen dobäi. Eng Solutioun, fir deem Handicap entgéintzotrieden, hätt kënnen dora bestoen, fir verstärk Synergien a Kooperatioun mat den traditionellen Eisebunnsgesellschaften aus den Nopeschlänner ze sichen. Dës Kooperatiounen hätten da misen natierlech zum Zil hunn, fir d'Traficer équitabel ze verdeelen, a fir méi eng rationell Organisatioun vun den Traficer iwwert d'Grenzen ewech ze garantéieren.

Schonn 1999 huet d'CFL-Direktioun an hirem Pabeier „Les perspectives des chemins de fer luxembourgeois“ geschriwwen, si wëllt hir Aktivitéiten am Giddertransport net nëmme bäibehalen, mä iwwert de Wee vun neie Clienté versichen dës nach weider auszubauen – eng Approche, déi net vun der Hand ze weise war. D'Praxis war awer éischer eng aner. An ebe just well d'Politik sech an deene leschte Joren aus der Verantwortung gestuel huet, steet haut d'finanziell Rentabilitéit am Vierder-

grond, wat net nëmme dozou féiert, dass weider Personal ofgebaut gëtt, mä och en Deel Réckzuch aus dem Giddertransport ageleet ginn ass an deene leschte Joren.

Dat ass natierlech à moyen terme, à long terme, eng fatal Entwécklung, well ganz Regiounen vum Schinnegidderverkéier ofgetrennt ginn, esou dass och eng industriell Diversifikatioun mat Hëllef vun der Eisebunn net méi méiglech wier respektiv gewiescht wier – esou muss een haut scho soen.

Et wier fir meng Begrëffer e fatale strategesche Feeler, aus gesamtgesellschaftlechen Ursaachen, fir en Ofbau vun de Capacitéiten an de Réckzuch aus dem ländleche Raum zouzeloossen. Anstatt sech de Clienté lass ze maachen, muss och déi nei Gesellschaft, déi elo gegrënnt gëtt, versichen duerch eng offensiv kommerziell Politik an eng flächendeckend Versuergung sech als héichwäertegen Transporteur ze profiléieren, deen och bei der Erschléissung vun heitegen an zukünftigen Industriebroochen eng wichteg Roll ze spillen hätt.

D'Defiziter am Giddertransport berouen jo och op vill ze niddregen Tarifier, ausgeléist duerch déi onlauter Konkurrenz vum Stroossen-transport. 1995 huet sech schon déi deemoleg Beroderfirma Systra am Opdrag vun der CFL-Direktioun mat der Problematik befasst an ass zur Konkusioun komm, dass de Giddertransport mat normale Rationaliséierungsmaßnahmen net ze rentabiliséiere wier. Eng Astellung vun deenen Traficer wier awer net ze recommandéieren, well doduerch e ganz bedeeitenden Deel vum Fretopkommes géif verluer goen, an déi Approche wier jo och net mat der Ëmweltpolitik vun der Regierung ze vereinbaren, well vill Transporter op d'Stroos géife verlagert ginn.

D'Systra huet duerfir de Stat an d'Flicht geholl a virgeschloen, Subventiounen ze beantragen, am Aklang mat den europäesche Regeln iwwert d'Konkurrenzbedingungen, déi nei Gesellschaften op dem Lëtzebuerg Maart natierlech net benodelegen dierfen a géifen. Ech si souwisou der Meinung, dass verschidde Giddertransporter aus Ursaache vun Ëmweltschutz a Landesplanung missten als Service public considéiert ginn, an de Pabeier, deen eis virläit, gesäit et jo och vir, dass hei no Léisunge gesicht gëtt.

Här President, d'Regierung huet sech an hirem Regierungserklärung duerfir ausgeschwat, fir mat alle Moyenen d'Viabilitéit an d'Kompetitivitéit vun den CFL och am Frachtberäich ze garantéieren. De Modell, deen d'Tripartite elo gewielt huet fir am Kader vun enger neier Gesellschaft den Hauptclient, d'Arcelor, ze fidéliséieren, mécht Sënn an ass e Modell, deen net onbedéngt muss réusséieren; dat muss d'Zukunft weisen. Et ass awer e Modell, deem ee seng Chance soll ginn.

Et ass en neie Modell, mat deem mer allegueren – a speziell déi Leit, déi an der Responsabilitéit an deem Betrib wäerte sinn an déi an deem Betrib wäerte schaffen – eis Erfahrung nach muss maachen. An et wäert duerfir och ganz vill Fingerspëtzegefill verlaangt sinn, fir dat zesammenzeféieren, wat de Moment nach net do zesammen ass. Ech sinn awer iwwerzeugt, dass déi nei Gesellschaft e gudde Départ geholl huet an deene Gesprécher, déi stattfonnt hunn, a mir sollen hir wierklech all Chancé fir d'Zukunft ginn, fir dass et déi Success story gëtt, vun där de Minister geschwat huet.

Als LSAP soe mir duerfir och Jo zu deemem Modell, grad wéi mer och Jo soen zu deenen aneren Accorden, déi an der Tripartite getraff gi sinn. Esou kënnen mer mat Satisfaktioun a mat zwou Hänne ënnerschreien an zur Kenntnis huelen, dass d'Eisebunn en integréierte Verkéisbetrieb bleift an dass et

keng Holding gëtt, esou wéi et de Strategiepabeier vun der Eisebunn virgeschloen hat, wat wichteg ass fir d'Effizienz, fir d'Wirtschaftlecheeet an d'Sécherheet vum Eisebunnbetrieb. Nëmme d'Unitéit vun der Entreprise garantiéiert e sécheren a qualitativ héichwäertegen Eisebunnstransport och an der Zukunft. An England hu se et deen anere Wee probéiert, an d'Konsequenzen hu mer op eng dramatesch Aart a Weis virun Ae gefouert kritt.

De Statut vum Eisebunnen gouf net ofgeschafft. Betriebssécherheet a Statut si ganz enk matenee verbonden, an duerfir ass et wichteg, dass d'Regierung hiert Versprechen aléist an néischt um Statut vun den aktuellen Eisebunnen ännert, an dat gëllt och fir déi zukünftige Eisebunnen, déi an d'Société märe am Kader vun der sou genannter klenger Léisung wäerten erakommen, och wann dat dann net méi gëllt fir déi nei Eisebunnen, déi an déi nei Frachtgesellschaft agestallt ginn.

Absolut d'accord si mer och mat der Externalisatioun vun de sou genannte Fonctions essentielles, dat heescht d'Tarifificatioun, d'Separatioun an d'Attributioun vun de Sillone bei deem neie Verkéisverbond, dat onofhängegt Gremium, wat sech ubitt a wat mer brauche fir de communautären Exigence gerecht ze ginn. Mir sinn och frou driwwer, dass et net beim ILR gelant ass.

Zefridde si mer och mat der Décisioun, fir d'Formatioun vun Personal, speziell vun de Lokomotivführer a vum Zuchbegleetpersonal, net auszulageren an net bei d'Chambre de Commerce ze ginn, wéi dat eng Zäit laang ugeduecht war, mä bei den CFL ze loossen, déi natierlech am beschten outilléiert sinn, fir déi Formatioun ze maachen. Hei geet et ëm d'Betriebssécherheet a mat där där net gespillt ginn. Esou eng Formatioun kann effektiv nëmme gemaach gi vu Leit, déi den entsprecheenden Know-how an d'Erfahrung mat deem Instrument do hunn, déi deen Know-how matbréngen.

Positiv ervirsträiche muss een awer och déi Intentionen an Engagementer, déi d'Regierung op enger Rei vun anere Punkte geäussert a ginn huet. Esou den Engagement fir an alle Punkten d'Sécherheet an d'Qualitéit an de Mëttelpunkt ze stellen, de Schinneréseau op engem Topniveau ze halen, wat natierlech eng Rei vun Investissementer no sech zitt, an och esou séier wéi méiglech eng nei Busgarage ze realiséieren.

Och d'Absicht vun der Regierung, déi verschidde Contrats de service public iwwert d'Schinn an iwwert d'Stroos respektiv iwwert d'Gestioun vun der Infrastruktur, déi jo den 31. Dezember 2008 auslafen, ze verlängeren, ass wichteg a gëtt der Eisebunn fir d'Zukunft déi néideg Planungssécherheet.

Dann ass et och wichteg fir d'Eisebunn an eist Land, dass d'Regierung nach eng Keier ënnersträicht, dass si gewëllt ass, déi grouss Infrastrukturprojeten ze realiséieren, déi scho bekannt sinn, dat nodeem a puncto Uschafung vun neiem Material an der rezenter Vergaangenheet grouss Efforte gemaach goufen. Et ass wichteg, dass déi elo esou séier wéi méiglech ugepaakt an ëmgesat ginn. D'Zäit vun den Etüde muss eriwwe sinn. Et gëtt elo wierklech Zäit, dass, wéi de Minister schonn des Öftere gesot huet, Neel mat Käpp gemaach ginn, wa mer esou séier wéi méiglech den Nohuelbedarf, dee mer aus der Vergaangenheet nach ëmmer matschleefen, wëllen ophuelen.

Ech mengen, véier grouss Chantiere si jo emol direkt geplangt, déi onbedéngt noutwendeg sinn an déi d'Eisebunn och wäerte weiderbréngen:

D'Zweegleisegkeet vun der Linn Péiteng-Lëtzebuerg fir 368 Milliounen

nen Euro bis d'Joer 2012, de Réaménagement vun der Nordsäit vun der Gare Lëtzebuerg fir 47 Milliounen Euro bis d'Joer 2009, den Uschloss vum Kierchberg a vum Findel un d'Schinnennetz mat engem neie Viaduc op der Polvermille fir e Gesamtkäschtepunkt vun 342 Milliounen Euro, an net ze vergiessen de Bau vun enger neier Gare op Belval mat engem Arrêt an engem ënnerirdesche Parking fir ronn 68 Milliounen Euro.

Dobäi kommen d'Etüden a wa méiglech och méi mëttelfristeg wéi laangfristeg d'Ëmsetzung vum Bau vun neie Linnen tëschent Lëtzebuerg an Esch a Lëtzebuerg a Beetebuerg, wat och fir d'Eisebunn an hir Zukunft vu grousser Bedeitung ass.

Kierchberg a Findel sinn och zwee Stéchwierder, déi schonn ugeschwat goufen. Dir wësst, dass hei zum Deel Train-Tram-Material soll agesat ginn, eng nei Philosophie hei zu Lëtzebuerg, déi mat ville Schwieregkeeten nëmmen aus de Startbléck kéint an awer lues a lues ufänkt, hire Wee ze maachen, an déi sech dann och hoffentlech um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg weider ausdehnt duerch d'Ulees vum neien Infrastrukturen, déi déi verschidden Aktivitéitszonen an a ronderëm d'Stad, haaptsächlech am westlechen Deel, dann och solle matenee verbanen.

Ganz wichteg fir eis sinn natierlech och eis international Eisebunnschlëss, souwuel am regionale Grenzverkéier wéi wat d'Ubannung un déi transeuropäesch Verkéiersnetzer ugeet. 2007 kéint den TGV Est-Europées an Lëtzebuerg, wat eis Paräis an an enger zweeter Phas och Stroossbuerg méi no bréngt. An da wier et ganz wichteg, wa mer esou séier wéi méiglech och de Projet Eurocap-Rail, dat heescht d'Interconnexioun mat anstännege Verbindungen tëschent Stroossbuerg, Lëtzebuerg a Bréssel realiséiert hätten, well hei muss ee wëssen, dass d'Menace vun enger méi schneller Verbindung Bréssel-Stroossbuerg via Paräis mam TGV reell ass.

Leider si mer hei als Lëtzebuurger Stat net eleng Meeschter, obscho mer d'Bereitschaft schonn zum Ausdruck bruecht hunn, um belschen Territoire ze investéieren, fir dee Projet weiderzedreiwien. Um belschen Territoire, ech erënneren drun, hu mer schonn eng Kéier investéiert, an zwar nach ronn 550 Milliounen Lëtzebuurger Frang, an der Gare Gouvy an tëschent Gouvy a Rivage, eng Linn, déi och fir eist Land vu gréisster Bedeitung ass, net nëmme fir eis Nordregioun, mä och an der Optik vun der Schafung vun enger direkter Verbindung tëschent dem TGV-Est an dem TGV-Nord zu Léck, an och der Schafung vu komfortabele Verbindunge mam Norde vun Däitschland.

Wat eis Verbindungen ebe just mat Däitschland ugeet, si mer jo net grad verwint, vläicht well déi Däitsch de Raum Tréier-Koblentz éischer als hir Provënz ugesinn. Et soll een awer soen, dass an deene leschte Joren op eiser Säit ganz vill an d'Linn Lëtzebuerg-Waasserbëlleg investéiert ginn ass a mir eis Hausaufgaben do gemaach hunn. Fir eis däitsch Frënn huet déi Linn op alle Fall keng Prioritéit. Duerfir mécht et och Sënn, dass eis Regierung an der Regierungserklärung geplangt huet, d'Opportunitéit vun enger neier Linn op Saarbrécken ze studéieren, fir esou verbessert Verbindungsméiglechkeete mam Süde vun Däitschland an dem Südoste vun Europa hierzestellen.

Et sinn elo eng ganz Rei vun Investitionsprojeten, déi ustinn, déi wichteg sinn, wa mer an deenen nächste Joren eis Schinneninfrastrukture wëllen ausbauen a fit maachen, fir esou dat zousätzlecht Transportopkommes kënnen ze bewältegen, wat op eis duer wäert kommen.

Wann een emol eng Kéier den Iwwerschlag mécht iwwer all déi In-

vestitionsprojeten – ech kéint och nach de Centre de maintenance, wou de Bau amgaang ass, nennen –, da stelle mer fest, dass mer bei engem globale Montant vu ronn 2,6 Milliarden Euro leien an engem Zäitraum vu 15 bis 20 Joer. Effektiv en impressionnantë Chiffer!

Hei ass natierlech elo och de Questionnaire vun der Eisebunnsinfrastruktur, d'CFL-Gesellschaft, déi dat jo och an der Zukunft am Kader vun integréierten Transportbetrieb wäert bleiwen, gefuerdert, fir dese scho bal revolutionären Investitionsprogramm zur vollster Zefriddenheet vun allen Acteuren kënnen ze assuréieren. D'Investissementen an d'Infrastrukture solle jo als Finalitéit hunn, d'Besoine vun de Clienté vum der Schinn zefridden ze stellen.

Duerfir ass et wichteg, fir eng Integratioun ze kréie vun de Kompetenzen an Experienzen am Eisebunnsberäich mat der Konzeption, der Planifikatioun an der Exekutioun vun deenen eenzelne Projeten. An dofir ass kee besser gestallt, fir dat kënnen ze vereeneegen, wéi d'CFL-Gesellschaft mat hirem Personal an hirem Know-how.

Ech wëll dann awer och nach eng Kéier ee Wuert zur neier Frachtgesellschaft, déi elo geschaf gëtt, soen. Dës Restrukturatioun, esou wéi se elo geplangt ass, wäert sécher net einfach ginn. Si huet hire Präis a beinhalte och eng Rei vu Geforen. Niewent den aktuellen an zukünftigen Eisebunnen, mat dann ënnerschiddleche Statuten, sinn och Sidéurgisten an där neier Gesellschaft, esou dass mer da praktesch dräi – ouni dass ech dat elo pejorativ soen – Kategorie vu Leit, déi zum Deel déiselwecht Aarbecht maachen, niewentenee schaffen hunn. Dass dat am dagdeeglechen Émgang matenee problematesch ka ginn, läit op der Hand. An do ass – wéi ech et éinescht scho gesot hunn – ganz vill Fangerspëtzegefill gefuerdert, vun de Leit selwer, awer och vun deene Responsabele vun där neier Gesellschaft, fir do mat Hand unzeleeën, dass sech dat a geuerdnete Bunnan entwéckelt.

Dann ass och virgesi fir d'Aarbechtskonditiounen am ganze Grupp CFL dem Privatsecteur unzepassen, fir iwwert dee Wee méi eng grouss Flexibilitéit um Niveau vun den Aarbechtsstonnen a méi eng grouss Polyvalenz ze erreechen. Wat d'Flexibilitéit ugeet, sinn ech souwisou der Meenung, dass déi haut scho ginn ass, wann ee weess, dass pro Joer praktesch 800, 900 Derogatiounen zu de reglementaresche Conditions de travail ugefrot an accordéiert ginn.

Wat d'Polyvalenz ugeet, esou muss een awer och wëssen, dass d'Eisebunnen vun Haus aus polyvalent sinn, soss géif déi Eisebunn net esou funktionéieren, net esou dréinen, wéi se dréint. Mä et muss een awer soen, dass déi Polyvalenz ëmmer bestanen huet an och an der Organisatioun vum Betrieb dra war, dass se awer duerch déi vill Restrukturatiounen an duerch d'Opsplitterung vun eenzelnen Aktivitéitsberäicher an deene leschte Joren, déi d'CFL-Gesellschaft gemaach huet, ganz wesentlech ageschränkt ginn ass.

Hei kéint also an der Zukunft eng ganz grouss Responsabilitéit op d'Sozialpartner duer an deenen Diskussiounen, déi elo sollen ugoe fir déi Aarbechtskonditiounen dann ze alignéieren op de Privatsecteur, an hei muss opgepasst ginn, dass et net zu engem Ofbau vun der Sozial- an der Sécherheetskultur bei der Eisebunn kéint, dat wier kontraproduktiv fir de ganze Grupp a kéint déi Objektiv, déi sech gesat ginn, wéi Aarbechtssécherheet, wéi Betriebssécherheet, Effikasitéit a Qualitéit, ganz séier a Fro stellen.

Do wëll ech ganz zum Schluss, Här President, nach ee Wuert soen zur Fro: Wat geschitt, wann dann och de Voyageurverkéier an der heiteger Hypothees fir eis zu Lëtze-

buerg 2012 liberaliséiert gëtt? Do si mer effektiv der Meenung, dass een dat net haut soll maachen, dass een dat och net mar soll maachen, dass een et en temps utile soll maachen, wann d'Spillregele ganz genee definéiert sinn. Dofir si mer och der Meenung, dass et eng richtig Décisioun war, fir elo déi kleng Léisung ungestriewen an alles wat een elo mécht op de Fretberäich beschränkt.

Et muss ee jo och wëssen, dass, wat de Voyageurverkéier ugeet, mer et net mat deeneselwechten Ausgangsprémissen ze dinn hunn, wéi dat am Güterverkéier de Fall ass. Ech wëll nëmmen einfach soen, dass de Voyageurverkéier haut net 30 Milliounen Euro Defizit ze verzechen huet, esou wéi dat am Fret de Fall ass. An da muss een och wëssen, dass praktesch dee ganze Reesendeverkéier hei am Land ënnert d'Rubrik „Service public“ fällt.

Et kann een also net onbedéngt elo haut dovun ausgoen, dass dee Modell, dee mer fir de Fret hei elo gewielt hunn, eent zu eent muss op de Voyageur applizéiert ginn. Do sinn awer nach eng Rei vun Diskussiounen, déi ech géif matféieren an deenen nächste Méint a Joren; wa se da gefouert ginn.

Här President, dat gesot wëll ech ofschléissend, ouni Kräid ze friessen, den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu de Konkursiounen vun der Tripartite ginn, verbonnen nach eng Kéier mat de Félicitatiounen fir all d'Acteuren fir déi ganz verantwortel Approche, déi si alleguerten hei un den Dag geluecht hunn.

An ech géif mer dann, Här President, zum Schluss erlaben am Numm vu véier Parteien – an ech brauch se wuel net hei opzezielen, den Henri Grethen huet jo am Numm vun der Demokratescher Partei geschwat – eng Motioun hei ze deponéieren, déi d'Regierung invitéiert esou séier wéi méiglech déi entsprechend Gesetzestexter zu dëser Eisebunnsreform ze elaboréieren an d'Eisebunnsdirektioun an d'Gewerkschaften an hirer Démarche appuyéiert fir déi verschidden Elementer vun dësem Accord am Kader vun engem offene Sozialdiallog ëmzesetzen.

Merci.

Une voix. - Très bien.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant l'accord de coalition annexé à la déclaration gouvernementale du 4 août 2004 qui prévoit que «le Gouvernement entend relancer le dialogue social propre au modèle dit luxembourgeois par l'organisation d'une Tripartite Ferroviaire». Celle-ci sera appelée à proposer des orientations et des mesures qui permettront aux CFL de s'assurer la viabilité et la compétitivité nécessaires, notamment dans le domaine du fret, tout en préservant le statut et les rémunérations propres aux agents actuels et en définissant la voie à suivre pour les agents futurs des CFL.»;*

- *considérant les deux procédures entamées par la Commission européenne à l'encontre du Grand-Duché de Luxembourg pour non-transposition du 1^{er} paquet ferroviaire et l'engagement du Gouvernement de faire parvenir aux services de la Commission au plus tard dans le courant du mois de décembre 2005, dès l'achèvement des travaux de la tripartite, le texte du projet de loi ainsi que le calendrier le plus ambitieux possible d'adoption définitive de ce texte;*

- *considérant que dans le cadre d'une trentaine de réunions préparatoires organisées après le hearing «Fir eng zukunftsfaeg Eisebunn» qui s'est déroulé à Bettembourg les 16 et 17 mars 2005, et à*

l'issue de six réunions de la tripartite ferroviaire qui se sont tenues entre le 24 octobre et le 20 décembre 2005, le Gouvernement, la direction de la SNCFL ainsi que les représentants de son personnel sont tombés d'accord sur un train de mesures substantielles permettant de définir le cadre pour entamer la réforme incontournable des CFL afin d'assurer la compétitivité du rail et la viabilité économique et sociale de l'entreprise dans un environnement libéralisé, notamment dans le domaine du fret;

- prenant acte des conclusions écrites de la tripartite ferroviaire et des déclarations y relatives du Gouvernement en séance plénière;

invite le Gouvernement

- à élaborer dans les meilleurs délais et en étroite collaboration avec les commissions parlementaires compétentes les instruments législatifs nécessaires à la réalisation de la réforme ferroviaire projetée, qui seront ensuite soumis à l'approbation de la Chambre des Députés;

- à appuyer les efforts de la direction des CFL et des syndicats de mettre en œuvre les différents éléments de l'accord dans un esprit ouvert de dialogue social, avec la détermination et l'engagement nécessaires pour aboutir le plus rapidement possible.

(s.) Roland Schreiner, Félix Braz, Gast Gibéryen, Roger Negri, Marc Spautz.

M. le Président. - Merci, Här Schreiner. Den nächste Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, et kéint ee sécher haut ganz villes soen iwwert den öffentlechen Transport am Allgemengen an et kéint een och domadder eng Ried vun enger hallwer oder enger Stonn ouni Problem féllen. Et kann ee sech awer och beschränken op dat, wat haut um Ordre du jour steet, nämlech eng Aschtzung ofzeginn iwwert deen Accord, deen an der Tripartite CFL fonnt ginn ass. Mir wäerten déi zweet Variant zrëckbehalen an eis eleng mat deem Punkt do beschäftegen.

Virausschécke wëlle mer awer – an de Kolléeg Schreiner huet dat jo scho mam Dépôt vun der Motioun, déi vu véier Parteien gedroe gëtt, kloergemaach –, datt déi Gréng och hir Zoustëmmung wäerte bréngen. Mir wëllen awer och erkläre wuerfir.

Éischtens emol wëlle mer dem Minister ganz einfach félicitéieren, well hien et fäerdeg bruecht huet deen Dossier, dee schwierig war, deen och héich politiséiert war – an net eréischt zënter sechs Méint, mä dee schonn zënter enger Partie Jore politiséiert war – op en Enn ze bréngen, ouni datt et zu engem Sozialkonflikt an deem Secteur komm ass. Well mir sinn der Meenung, datt e Sozialkonflikt an deem dote Secteur – et ass warscheinlech wouer fir all Secteur – zu dësem Zäitpunkt mat deenen Ännerungen, déi ustinn, mat Sécherheet eppes ganz Schlechtes gewiescht wär, mat Konsequenzen, déi een net onbedéngt alleguerten hätt kënnen ofgesinn.

Dofir fanne mir dat e Punkt, deen een och soll als Oppositionspartei därferen ënnersträichen, a soen, dass mer doriwwer frou sinn, dass et zu engem Accord komm ass. Mir wëllen dem Minister net seng Mériten huelen, doduerch dass mer awer och anerer begléckwünschen, mä mir wëllen och déi Leit begléckwünschen, déi soss nach um Dësches souzen. An dozou gehéiert fir eis an enger éischer Linn d'Generaldirektioun, och déi, menge mer, kënnen sech haut zu de Gewënner an deem Dossier zielen, well effektiv, wann een de Strategiepabeier vun 2002 kucke geet, stinn do ganz vill Saachen dran, déi elo an der Tripartite zrëckbehalen gi sinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et ass net alles zrëckbehalen ginn, et si selbsterständlech Verhandlung gefouert ginn, mä an de wesentlechen Zich louchen déi Leit deemools richtig mat hirer Aschtzung, mat de Virschléi, déi si gemaach hunn, an dat soll een och, ouni dofir dem Minister seng Mériten ze schmälere, dierfen ënnersträichen.

A mir wëllen awer och als Gréng Partei de Gewerkschaften soen, datt mer net d'Gefill hunn, dass et do Verlärer oder Gewënner soll ginn. Et kann een natierlech eng pointéiert Bilanz maachen a kucken, wien, wou méi noginn huet, op wéi engem Punkt, wien am Virfeld vläicht méi de Mond voll geholl huet a wien net, mä ënnert dem Stréch, mengen ech, ass et zur Éier vu jiddferengem, wann hien et fäerdeg bruecht huet um Enn vun engem schwierigen Dossier en Accord ze ginn, deen et méiglech mécht, dass mer elo kënnen soen, mer schléissen déi Phas vun de groussen Diskussiounen of a mir probéieren elo eriwuer ze goen an déi Phas, déi vill manner previsibel ass, a wou déi doten Acteuren, déi elo um Dësches souzen, mat Ofstand net déi eenzeg wäerte sinn, déi matschwätzen.

Réckbléckend wäerte mer vläicht an e puer Joer soen: Dat waren nach déi einfach Zäiten, déi licht Zäiten, wou nëmme de Ministère, d'Generaldirektioun an d'Gewerkschaften sech mat deem dote Thema beschäftegt hunn. Well vun deem Moment an, wou hei d'Engagement geholl ginn, fänkt e bëssen dat richtig Liewe vun där dote Sociéitéit, CFL-Cargo, un. An do, menge mer, wäerte mer an deenen nächste Méint a Joren nach munch Diskussiounen kréien an hoffen natierlech, datt déi esou wäerten ausgoe wéi d'Sociéitéit sech dat haut wënscht.

Et ass ganz wichteg aus der Vue vun der grénger Fraktioun, datt et elo ka virgoen an deem dote Beräich, well mer d'Schinn ganz einfach grad am Beräich vum Fret brauchen. A mer wëllen datt just mat engem Beispill ënnersträichen, nämlech ganz einfach aus ëmwelt-politescher Vue. Et gëtt extrem wichteg an deenen nächste Joren, dass mer zu Lëtzebuerg eng performant Schinn hunn, besonnesch – net eleng, mä besonnesch – och am Beräich vum Fret. An déi Optioun, déi elo zrëckbehalen ginn ass, ass eiser Meenung no och déi, déi sénnvoll ass, déi, déi rasonnabel ass. Et ass vläicht net dee ganz grouse Worf, et ass vläicht net all Fro dra beäntwert, mä et ass awer déi Optioun, déi eiser Meenung no déi Qualitéiten huet, fir kënnen de Match an Zukunft unzegoen.

A wa mer kucken, Stéchwuert „Kyoto-Engagement“, wa mer kucken, wat am IVL drasteet, da gesi mer, datt mer zu Lëtzebuerg am Secteur vun der Energie, vun den CO₂-Emissiounen, een Haaptschëllegen hunn, an dat ass den Transport. Et ass de Verkéier! Et ass do, wou alles aus dem Rudder gelaf ass déi lescht Joren.

Et ass och aus deem dote Grond, wou et extrem wichteg ass fir eis, datt mer am Beräich vun der Schinn net nëmme et fäerdeg bréngen eppes, wat mer hunn, ze behalen, mä datt mer et fäerdeg bréngen, eis Strukturen ze ginn, déi no vir kënnen kucken, mat der Ambitioun kënnen méi staark a méi grouss ze ginn. Dat ass eigentlech de Punkt, well soss befanne mer eis eenzeg an eleng an engem Rückzugsgefecht an net an enger Logik vu Marché, wou een och muss bereet sinn, fir fir Parts de marché ze kämpfen, a wou ee muss bereet sinn insgesamt Angeboter ze schafen, déi fir méi Clienté kënnen interessant sinn.

Zweet Stéchwuert, dat steet och an deem Kompromësspabeier vun der Tripartite, datt ass, datt d'Regierung sech engagéiert huet fir d'No-deeler ze behiewen, déi d'Schinn

par rapport zu der Strooss huet. Déi Nodeeler bestreit jo keen, déi si reell. Bei der Strooss kënnen eng Abberzuel vu Käschten an d'Allgemengheet ofgefiedert ginn, während bei der Bunn de Bilan verlaangt gëtt, datt se ouni Defizit funktionéiert. Si muss sech quasi selwer droen an hirer gesamter Aktivitéit. Eppes, wat beim Stroossen-transport vun de Camions mat Ofstand net de Fall ass. D'Regierung seet an deem Pabeier, si wëllt déi Nodeeler behiemen, Stéchwuert „Eurovignette“.

Op deem Punkt wiere mer frou, wann de Minister eis uschléissend nach eng Kéier kéint e bësse méi Detailler ginn, wéi sech d'Regierung virstellt, dat Engagement do aus dem Kompromésspabeier vun der Tripartite anzuléisien, fir d'Nodeeler vun der Schinn par rapport zu der Strooss kënnen ze behiemen. Dat Engagement, esou wéi et do formuléiert ass, hale mir politesch wuel fir richtig, mä e bësse méi Detailler géinge mer awer à ce stade scho gären héiere vun der Sait vum Minister.

Eise Standpunkt an dësen Diskussiounen an och an Zukunft, wann et ëm öffentliche Transport geet, och beim Persouneverkéier, muss schlussendlech ee sinn, an zwar deen: Wat hunn d'Leit dovun? Wat hunn d'Clienté vun deenen Ännerungen, déi mer maachen? Wat hunn d'Benutzer do dervun?

Deen Accord, dee mer elo fonnt hu mat der Jointventure mat der Arcelor, huet natierlech eng grouss Qualitéit, nämlech déi, datt mer den Hauptclient vun der aktueller CFL-Fret gebonnen hunn. Et soll een awer net aus den Ae verléieren, datt dee Client do, deen natierlech e ganz groussen ass, dass deem säin Undeel un der Aktivitéit vun der Sociéitéit duebel esou héich wäert sinn, wéi säin Undeel um Kapital, dat heescht, och wann en net majoritär ass beim Kapital, dann ass en awer natierlech très largement majoritär bei der Aktivitéit.

Hien huet also selbstverständlech e Poids am Alldag vun der Sociéitéit, deen enorm wäert sinn. D'Arcelor huet mat 70% awer net 100% vun den Aktivitéiten. Et gëtt nieft der Arcelor och nach aner Clienten; eng ganz Partie dovun, déi méi kleng sinn. An dat ass ee Punkt, wou mir eis e bësse Suerge maachen. Mir wäeren och frou, do méi Detailler ze kréien, wéi eng Garantien aner Clienté kënnen hunn, déi am Moment scho vun der CFL-Fret beliwwert ginn.

Well natierlech déi Gefor besteet, datt d'Arcelor mat hire 70% probéiert déi Sociéitéit herno am Alldag esou organiséiert ze kréien, datt si sech haaptsächlech dran erëmfënnt. D'Arcelor huet bis elo kee Partner gebraucht. Si ass bis elo och gutt gefuer mat hiren Aktivitéiten, ouni musse mat anere Privaten zesummeschaffen. Dat war net hire Besoin. Ech ka mer virstellen, datt opgrond vun deem doten Émstand am Alldag vun där Sociéitéit, d'Arcelor net e schrecklech ausgeprägte Besoin wäert hunn, fir aner Clienten och an deem Mooss zefridden ze stellen, wéi si et sinn.

D'Arcelor wäert och keen ausgeprägte Besoin verspieren, fir ënner Émstänn mat där dote Sociéitéit ze expandéieren, sech d'Fro ze stellen: Kënnen mer net nach méi maachen? Si wäert natierlech, wann hire Besoin gestéllt ass, d'Gefill hunn, datt déi Sociéitéit zefridde stellend funktionéiert. Mir mengen awer als gréng Fraktioun, datt et wichteg ass, datt mer och am Beräich vum Fret dynamesch probéieren opzestrieden, esou datt mer natierlech probéieren och nach anerer kënnen ze errechen an datt mer och nach anerer kënnen probéieren zefridden ze stellen.

Och zu deem doten Themekomplex wäere mer frou, wann de Minister eis nach kéint seng Erwaardungen a seng Virstellung se, wou a wéi d'Sociéitéit sech soll um Marché positionéieren par rapport zu

deene Clienten, déi si elo schon huet. An och, fir doriwwer eraus ze probéieren, méi grouss a méi staark kënnen ze ginn, an net nëmmen de Fournisseur unique de la Cour sidérurgique ze ginn, dee se elo zu groussen Deeler scho war.

Dat gesot, hunn ech nach hënnf, sechs Froen. Eng éischt huet den Här Grethen scho virdu gestallt. Ech hat se selwer an der Kommissioun scho gestallt, dat ass déi vun den Engagementer mat de Contrats à long terme vun der Arcelor.

Do huet de Minister sech an der Kommissioun, deen awer soss – dat wëll ech em och gären actéieren – eng zimlech korrekt Transparenz gespilt huet während deene Wochen, wou elo d'Tripartite amgaange war, mä bei enger Fro huet hie sech méi zougeknäppt gewisen, mam Verweis op intern Informatiounen. Zefridde gestallt huet déi Äntwert mech net. Ech wär frou, wann ech do kéint méi Äntwerte kréien, nämlech iwwert d'Qualitéit vun den Engagementer, déi d'Arcelor geholl huet, fir à long terme dann awer trotzdem privilegiéiert, fir net ze soen eleng mat dëser Sociéitéit ze schaffen, mat der CFL-Cargo, an dann awer en fonction vum Prix du jour dësen oder dee Marché bei en aneren ze ginn.

Eng zweet Fro, do ass de Minister virdu och scho kuerz drop agaan, datt ass déi vun der grousser an der klenger Léisung. De Minister huet virdu bei senger Virstellung selwer gemierkt, datt dat kee ganz gléckleche Choix war, well hie muss elo ee fir sech ganz gudder Komproméss mam Numm „kleng Léisung“ hei verkaufen. Dat ass natierlech kommunikationstechnesch net optimal fir unzefänken. Mä mir mengen awer och, a mir stelle gären déi Fro un de Minister: Firwat ass d'Regierung op deem dote Punkt net awer e Stéck méi wäit gaangen?

Well mir hunn awer d'Gefill, datt déi Léisungen, och wann de Fretberäich an de Persouneberäich, de Voyageursberäich, net eent ze eent ze vergläiche sinn – do huet den Här Schreiner natierlech Recht –, mä ech mengen awer, et wot ee keng grouss Behauptung, wann ee virusseet, datt mer an e puer Joer wäerten an den Diskussiounen beim Voyageursberäich, och wa mer do zwee Joer laang méi Zäit hunn, fir eis ze positionéieren, da wäert et awer an déi dote Richtung goen, well mir kënnen eis kaum virstellen, datt mer e Statut hu bei deenen, déi an der Eisebunn bis haut sinn, an datt mer en zweete Statut aféiere gi fir déi Leit, déi am Beräich vum Fret nei bäikommen, an datt mer dann och nach géingen en drëtten neie Statut entwéckele fir déi Leit, déi an Zukunft am Beräich Voyageur sollen agestallt ginn.

Duerfir, ouni dem Kollege Schreiner wëllen ze no ze trieden, wann hien d'Behauptung opstellt, datt et awer an e puer Joer net wäit aus de Féiss wäert leien, par rapport zu deem, wat mer elo scho festgehalten hunn, dann ass och d'Fro erlaabt, ob et net awer Sënn gemaach hätt, fir elo schon e Stéck méi wäit ze goen. Well mer jo schlussendlech elo just nach während e puer Joer Leit astellen an engem Statut, vun deem jiddferen heibanne weess, datt et dee Statut fir nei Leit an engem bestëmmten Datum an där Form souwiesou net méi wäert ginn.

Ech verstinn de Minister, wann hie seet: Mir hunn e politesche Komproméss gebraucht. Dat ass e valabelt Argument. Ech wëll dat guer net bestreiden. De Präis, fir e Sozialkonflikt ze évitieren, war vläicht deen doten. Mä op jiddfer Fall wäere mer och frou, wa mer doriwwer nach géingen e puer Erklärungen kréien, wéi sech d'Regierung dat doten an Zukunft ka virstellen.

Eng nächst Fro ass och déi, e bëssen aus deem eraus, wat ech virdu scho gesot hunn, mat den

anere Clienten, déi mer net wëllen negligéiert hu vun der CFL-Cargo. Et geet net nëmmen ëm d'Arcelor, dat ass dee wichtegste Client, duerfir klammen déi och mat an, mä dat ass net deen eenzeg. Mir mussen déi, déi mer elo schon hunn, och kënnen behalen. Da muss och probéiert ginn, fir anerer derbäizekréien.

Ass et fir d'Regierung envisageabel, datt eng Ouverture vum Kapital, déi am Moment jo net geschitt, et gëtt am Moment zwee Aktionären, mä ass et fir d'Regierung eng Optioun, déi se ausschléisst, oder ass et eng Optioun, déi d'Regierung awer wëllt opstoe loossen, datt an Zukunft eventuell aus d'erselwechter Logik eraus – hei huet jo de Stat eng Sociéitéit mat privatem Kapital gegrënnt, fir e ganz interessante Client ze behalen – anerer nach kéinten an d'Kapital erakommen? Oder ass dat eng Optioun, déi d'Regierung wëllt opstoe loossen, fir, le cas échéant vun d'erselwechter Suerg gedroen, an Zukunft kënnen ze reagieren, wéi se dat elo gemaach huet am Beräich vun der Arcelor?

Eng weider Fro ass un eis eruge-dro ginn am Virfeld vun dësen Diskussiounen, datt ass, datt mer riskéieren de Projet „Sibelit“ e bëssen ze compromettéieren duerch deen Accord, deen haut fonnt ginn ass; wat eis awer elo net derzou bréngt, fir duerfir den Accord net ze wëllen. Mä gesäit de Minister déi Suerg do och, datt mer aner Partner, déi mer am Beräich vun der Kooperatioun, deem traditionellen Instrument téschent den Opérateuren, a mat deene mer a gudder Verhandlung stinn, déi scho relativ wäit gegriff hunn, datt mer déi riskéieren ze verléieren? Well de Projet „Sibelit“ ass och en Deel vun deem Accord tripartite. Mä ass deen nach op esou zolitte Been an esou zolitte Féiss wéi bis elo?

Well do gëtt et ënner Émstänn Suergen, datt eng Privatfirma, déi och anerwärts nach aktiv ass, iwwert den Émwee vun der CFL-Cargo kéint Abléck kréien a strategesch Accorden. D'Fro vun eis ass, inwiewäit dass de Minister déi Suergen haut scho kann ausraumen; inwiewäit dass de Minister eis ka versécheren, dass mer et awer wäerte fäerdeg bréngen dat, wat am Beräich vum Accord „Sibelit“ an der Diskussioun ass, zu engem Enn ze bréngen, well och deen Accord mécht eiser Meenung no absolut Sënn.

Dann eng lescht Remarque, well verschidde Virriedner virdu beim Investitionsprogramm, dee soll virgeholl ginn, och gesot hunn, dat wär déi nei Streck vun Esch an d'Stad oder vun der Stad op Esch oder op Belval. Ech mengen, d'Kollegen hunn dee Passus am Accord tripartite net esou genee gelies. Mir wäere selbstverständlech frou, wann déi dote Linn och am Koalitionsaccord géing drastoen, mä wat am Accord tripartite drasteet, dat ass d'Gare op Belval-Ouest an déi Antenn bis op Belvaux-Mairie. Leider steet d'Linn vun der Stad op Esch – déi nei – net dran. Si steet iwwregens och net am Koalitionsaccord. D'Etüd steet dran, mä, wéi gesot, deene Kollegen, déi virdu gesot hunn, et wär een Deel vun Accord tripartite, dass déi géing gemaach ginn, soen ech, et ass awer „leider“ nëmmen d'Gare Belval-Ouest an net déi Linn vun der Stad op Esch.

Dat gesot, bréngt mer awer eis Zoustëmmung zu deem Accord, ouni trotzdem déi vill Froen, déi nach opstinn, aus den Aen ze verléieren. An et stinn der selbstverständlech nach op. Den Accord ka se net all beäntwerten, mä déi Froe wäerten eréischt an der Praxis an deenen nächste Méint a Jore kënnen beäntwert ginn.

Et ass elo un der Direktioun, et ass elo um Management vun där Sociéitéit ze weisen, wat si kann. Et ass un hinnen elo, fir dofir ze suergen, dass déi Sociéitéit wäert gutt funktionéieren. D'Politik wäert dat natierlech opmierksam suivéieren, mä eis stéiert dat à ce stade haut manner, datt all déi Froen net kënnen beäntwert ginn, well si eiser Meenung no nach net all kënnen beäntwert ginn.

Dat gesot, bréngt mer d'Zoustëmmung zu där Motioun, déi opgestallt ginn ass – där hire Vote ass jo deen eenzege, dee geholl gëtt –, a wënschen der neier Sociéitéit CFL-Cargo ganz vill Gléck an hiren Aktivitéiten.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här President, ech hunn an deene leschten Interventiounen, déi ech hei gemaach hunn, relativ vill Zitater vu Kollegen aus der recenter a méi laanger Vergaangenheet hei gemaach, an dofir wollt ech dës Kéier emol eng Kéier ufänken eis selwer ze zitéieren amplaz ëmmer déi aner.

(Hilarité)

Wann ech nämlech zitieren, wat mer heibanne gesot hunn 2004, uganks des Joers, dann hu mer gesot: „Wa mer och den Hierscht 2005 fir d'Tripartite ferroviaire als vill ze spéit ugesinn, esou widderhuele mer awer och, wat mer schonns verschiedentlech gesot a geschriwwen hunn, nämlech dass am Kader vun der europäescher Liberaliséierung vun öffentliche Transport an nei ze grënnende Gesellschaften, déi nom privatrechtliche Recht funktionéieren mussen, déi aktuell CFL-Beamten hire Statut behale mussen. Mir insistéieren awer och drop, datt net un der Carrière vun aktueller Personal gefréckelt gëtt, och dann, wann et d'Allgemengheet eppes kascht. Dat neit Personal soll am Géigenzuch ënner privatrechtliche Konditiounen agestallt ginn.“

Dat ass am Fong, Här President, och de Résumé vun dem Resultat vun der Eisebunnstripartite vu gëschter, zumindest wat den Deel iwwert d'Personal ubelaangt.

Ech kann dofir och soen, datt vun eiser Sait aus – an dofir hu mir och déi Motioun ënnerschriwwen – eng Zoustëmmung zu deem Resultat kënn, an ech wëll och vun eiser Sait aus dem Minister Lucien Lux Merci soe fir déi Dialogbereitschaft, déi hien um Niveau vun der Kommissioun an téschent de Partien iwwert déi Zäit vun der Tripartite gewisen huet, wat villes erlichert huet, während der Diskussioun an och haut hei. Wann de Klärungsbedarf virdu gestéllt gëtt, da brauch en net an d'öffentlech Debatt direkt mat eranzfléissen, an da gëtt och net Uelech op d'Feier geschott.

Eng Virbemierkung, Här President: Mir setzen hei eppes ëm, wat am Fong an enger europäescher Direktiv festgeschriwwen ginn ass. An ech wollt awer – an dat hunn ech schon heibanne gesot – dorun erënneren, datt et falsch ass, wa mer eis am Kader vun prakteschen Émsetze vun esou Direktiven ëmmer opposéiere géint d'Europäesch Unioun oder géint Bréissel.

Mir mussen wëssen, datt Bréissel näischt mécht, ouni datt et vun den Nationalstaten eng Kéier iwwert de Wee vun engem Traité déi Pouvoire kritt huet. An an dem Traité gëtt net nëmmen de Champ d'application festgehalten, firwat e géllt, et gëtt och festgehalten, wéi bei der Exekutioun d'Décisiounen geholl ginn: mat einfacher Majoritéit, mat qualifizierter Majoritéit oder mat Unanimitéit. A wann dat bis eng Kéier ofgeseent ass, dann trëtt et iergend-

wann, dacks Joren duerno, och eng Kéier an der Realitéit, an der Praxis an. An dann hu mer alleguer déi schlecht Tugend un eis, fir dann ze soen – wéi wa mir näischt méi domadder ze dinn hätten –: Mä et wier zu Bréissel, wou dat décidéiert gi wier, an et wier Bréissel, wat eis dat zougeschriwwen hätt.

Dofir solle mer realistesch sinn an ni vergiessen, datt mer Bréissel och eng Kéier dee Pouvoir ginn hunn, fir dat kënnen ze maachen, an datt mer eis net aus der Responsabilitéit kënnen erausstielen.

Dofir ass et wichteg, datt mer och an Zukunft – an dat ass dacks heibannen diskutéiert ginn –, wann déi Traitéen zustane kommen, dann am Ufank doriwwer diskutéieren an ons de Konsequenzen am Virfeld bewosst ginn. Ee gutt Beispill ass d'Bolkestein-Direktiv, iwwert déi jo elo iwwer Méint diskutéiert gëtt am Virfeld, fir eben ze verhënnern, wat dat spéiderhi kann als Auswierkung kréien.

A mer wäerten och als Parlament gefuerdert sinn, fir an Zukunft ëmmer méi eis mat den europäeschen Dossier ausenaner ze setzen, an zwar esou fréi wéi méiglech. Et ass jo an der Diskussioun, datt souwuel d'Administratiounen vum Parlament wéi vun de Fraktiounen solle verstärkt gi mat Leit, déi sech prioritär oder exklusiv mat den europäeschen Dossier ausenaner setzen, fir datt mer all déi Problemer kënnen diskutéieren an am Virfeld wëssen, wat fir eng Engagementer datt mer aginn, an dann och d'Konsequenzen herno wëssen, déi dorauer entstinn.

Zum Resultat vun der Tripartite, Här President, do si mer frou doriwwer, datt e Resultat zustane komm ass, datt dat Resultat och ouni sozial Konflikter an ouni vill gréisser Problemer zustane komm ass. Sécherlech, wa mer soen ouni gréisser Problemer, wësse mer, datt déi Diskussiounen, déi gefuert si ginn, bestëmmt intensiv an och haart waren an datt déi laang gefuert si ginn – dat geet op den Ufank vun dëser Regierung, an ech géing souguer soen, et geet och zum Deel an déi viregt Regierung zrëck.

Mir wëssen awer – an dat ass d'Realitéit, mat där mer eis mussen offannen –, datt nun emol eben den 1. Januar 2007 de Wuerentransport liberaliséiert gëtt, an 2010, spéitstens 2012 och de Persouneustransport liberaliséiert gëtt. Dat si Realitéiten. Doriwwer kann een elo frou oder net frou sinn, awer et ass eng Realitéit a mir mussen eis ebe mat där Realitéit offannen. Dofir hu mir als ADR ëmmer gesot, datt mer esou fréi wéi méiglech sollen ëmdenken an hei hu mer beim Fret laang gewaart. Mir hu gesinn, datt eis Nopere fäerdeg si mam Émdenken, elo wou mir an déi Schlussphas eréischt eraginn.

A mir hunn och festgestallt, datt elo de Minister huet missen d'Autorisation ginn, fir datt zum Beispill de Wuerentransport vum 16. Dezember hei op eisem Schinnennetz ka vun enger auslännescher Gesellschaft realiséiert ginn, wou mer einfach musse feststellen, datt déi aner scho fäerdeg sinn, während mir elo ufänken an déi konkret Phas ze goen.

Dofir wësse mir och net, ob et gutt war – et ass vläicht politesch net aneschters méiglech gewiescht –, fir zu deem Zäitpunkt de Persouneverkéier auszuschléissen, wësend awer datt mer och net derlaanscht kommen an deenen nächste Méint a Joren do deeselewichte Wee ze goen, wéi mer en elo am Fretberäich gaange sinn.

A mir wëssen och, datt de Frachtverkéier 2004 en Defizit hat vu 34 Milliounen Euro, a mir wëssen och, datt op den 1. Januar 2007 keng staatlech Énnerstützung méi, weder direkt nach indirekt, kënnen gelescht ginn. Dofir huet ee keen anere Choix an dofir huet och missen eben elo dësen Accord getraff ginn, deen als Resultat d'CFL-Cargo huet, déi den 1. Juli 2007

soll funktionéieren, eng Zesummenaarbecht tëschent der CFL an der Arcelor. D'Arcelor, déi haut schonn de gréisste Client mat 70 bis 80% vum Chiffre d'affaires duerstelt, geet mat engem Drëtzel an déi Gesellschaft eran, an d'CFL mat zwee Drëtzel.

Et ass virdrun hei ugeschwat ginn, datt d'Arcelor sech engagéiert fir eben zéng Joer exklusiv hir Wuere mat der CFL-Cargo ze transportéieren, a mer wësse jo, datt d'Arcelor net nëmmen e reng Lëtzebuerger Betrib méi ass, an d'Chiffere sinn och de Mëtteg scho genannt ginn, wat hire Prozentsaz ausmécht an den Nopeschlänner, deen do transportéiert muss ginn. Wa mer da vum Grupp Arcelor schwätzen, dann ass et fir eis och sous-entendu, datt dann all déi Transporter, esou wäit wéi et méiglech ass – et ka jo och sinn, datt se op Strecke mussen eppes transportéieren, wou d'CFL-Cargo net ka fueren, bon da mussen eben Accordë getraff ginn –, mä do wou et méiglech ass, datt eben déi Transporter do och mussen vun där neier Gesellschaft realiséiert ginn.

Et steet och am Text dran, datt déi aner Clienten – „non rentables“, steet dran – an enger Iwwergangsphas mussen vun där neier Gesellschaft betreit ginn, déi 24 Méint net dépasséiert. Do deelen ech e bëssen d'Suerg vu mengem Virriedner, datt de Risiko besteet,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...wann dat schonn esou explizit hei am Text steet – an doranner steet „qui ne dépassera pas les 24 mois“ –, dat heescht, dat ass en Engagement wat e maximaalt Engagement ass a wou een dann awer doraus och ka liesen, datt da vläicht duerno, well eben déi nei Gesellschaft no reng, laut Privatwirtschaft, ekonomesche Kritäre wäert misse fonctionnéieren, eng Rei vu Clienten, déi wéi gesot elo net rentabel waren, kënnen ewechfalen. A wa se fir déi nei Gesellschaft net rentabel sinn, da fäerten ech si se och net fir aner Transportgesellschaften rentabel, mat der Konsequenz, datt dann erëm een Deel vun deem Frachtverkéier kéint op d'Strooss verluucht ginn, wat sécherlech net am Interessi vun der Saach wär.

An och wa mer elo déi Gesellschaft hei d'nächst Joer den 1. Juli grënnen, Här President, solle mer awer realistesch bleiwen! Mir solle realistesch bleiwen a wëssen, datt mer europawäit net an enger Rei vu Jore wäerten 20, 25 national Frachtgesellschaften oder Cargo-Gesellschaften hunn. Mir wëssen haut schonn, datt eng ganz Rei vu Länner dat iwwerhaapt net méi hunn an datt déi dat schonn an aner Länner ofgetraff hunn, wéi déi Däitsch, déi zum Beispill scho vun anere Länner den Transport matmaachen.

Esou muss och dës Gesellschaft am Kader vun der Evoluitioun – an dat soll een net aus dem Abléck verléieren – eng Kéier vläicht dee Wee goen, datt si sech och a méi eng grouss international Gesellschaft integréiert, wat och eng ARBED gemaach huet – déi sengerzäit, wéi se ugefaangen huet, dat net wusst oder net doru geduecht huet, mä wou mer haut wëssen, datt aus enger ARBED eng Arcelor entstan ass –, an esou wäert och vläicht eng Kéier spéiderhin hei esou eng Gesellschaft an enger grousser internationaler Gesellschaft opgoen. Ech mengen, dat wëssen och alleguer déi Leit, déi an der Tripartite dobäi waren.

Déi nei Gesellschaft kriit selbstverständlech de privatrechtleche Statut. Et ginn ongeféier 300 Leit, déi vun den CFL drakommen, a 85 Leit, oder bal zesummen 400 Leit, déi an där neier Gesellschaft beschäftegt sinn. An och déi Zuel, Här President, dierft elo am Ufank eng Zuel sinn, déi sech eben elo ergëtt opgrond vun deem Potenzial vu Leit, déi do sinn an déi einfach an déi Gesellschaft mat erabuecht ginn.

Mä mie wäerten awer och sécherlech do eng Evoluitioun erliewen. Wann eng Arcelor haut hei am Land nach mat 3.500 Leit Stol produzéiert, ee Villfacht vun deem wou se virun 20 Joer nach 30.000 Leit gebraucht huet, dann dierft een net mengen, datt se fir dee Stol, deen 3.500 Leit hierstellen, mar nach 400 Leit misst beschäftegen, fir dee Stol ze transportéieren. An och do wäert eng Evoluitioun kommen, wéi mer se nun emol eben an der Privatwirtschaft kennen, wou iwwer eng Rei vu Joren och déi nei Gesellschaft wäert Struktüre kréien, wou da manner Leit beschäftegt sinn.

Mä et ass een Iwwergang, dee mer hunn. Déi Leit sinn elo do, déi Leit gi lues a lues an d'Pensioun – mir kennen dat aus anere Betriber – an iwwer eng Rei vu Jore wäert d'Zuel vun Personal vun där Frachtgesellschaft bei darselwechter Leeschtung, et sief d'Leeschtung géif an d'Luucht goen, sécherlech méi wéi halbéiert ginn.

Déi Leit, déi vun den CFL kommen, behalen hire Statut: d'Conditions d'emploi, du travail, de rémunération et de mise à la retraite. Wéi gesot, domadder kënnen mir averstane sinn, mir hunn dat ëmmer gesot a mir hunn och gesot, wann dat eppes kascht, da si mer och bereet, datt d'Allgemengheet do hiren Apport bréngt.

Mä, Här President, et ass de Mëtteg vläicht awer net esou richtig hei aus der Debatt erausgaangen: Deen Text geet awer méi wäit wéi dat doten. E seet och dann direkt am Saz hannendrun: „...sous réserve des conditions de travail“ – do komme mer dann nach eng Kéier op d'Conditions de travail zréck, déi virdu garantéiert si ginn – „qui seront alignées pour les agents actuels et futurs du groupe CFL sur celles du secteur privé et ainsi adaptées aux besoins d'une entreprise performante, afin d'assurer la pérennité des CFL.“

Ech mengen do muss een awer da wëssen, datt hei d'Gewerkschafte bereet waren, e risegrousse Schratt matzemaachen. Well de Knackpunkt war jo deen, datt se éischtens géint eng Privatiséierung waren, wou se elo domat d'accord sinn, datt de Fret privatiséiert ginn ass; den zweete Knackpunkt war deen, datt se dergéint waren, datt zukünfteg Personal net méi géif ënnert de Statut falen, si sinn elo domat d'accord, datt déi ënnert de Privatstatut falen; an deen drëtte war, datt un dem aktuelle Statut näischt dierft geschéien.

Wann ech dat heiten awer elo liesen – an d'Realitéit wäert dat awer elo beweisen an den nächste Joren –, datt mer hei net nëmme méi vun deene Leit schwätzen, déi beim Fret engagéiert sinn, mä mir schwätze vun deene Leit, déi beim Grupp CFL beschäftegt sinn, datt déi bannent sechs Méint un déi aarbechtsrechtlech Konditiounen vum Privatsektor adaptéiert ginn...

(Interruption)

Ech wollt dat just hei festhalen, datt dat och an deem Accord hei mat drasteet. Et ass also eng Evoluitioun,...

(Interruptions diverses)

...déi sech do gemaach huet, wou een nach viru Wochen net doru gegleef hätt, datt esou eppes méiglech gewiescht wär. An ech soen och haut ganz gären, datt dat dote sécherlech mat engem Transportminister Henri Grethen net gaange wier. Net well den Transportminister et net gewollt hätt, mä zu deem Zäitpunkt hätte sécherlech d'Gewerkschaften et net gewollt, woubäi elo, wou si ënner Genossen diskutéiert hunn, si vläicht éischer en Accord fonnt hunn, dee soss net méiglech gewiescht wier.

An ech war frou, hei de Kolleg Roland Schreiner ze héieren, dee sécherlech, wann ech elo zréckliese wéi den Här Grethen nach Transportminister war – ech si jo elo net hei de Porte-parole vum Här Gre-

then oder vum Här Lux, mä et ass eng einfach Feststellung –,...

(Interruptions)

...wann ech do zréckliesen, wat am Landesverband senger Zeitung geschriwwen ginn ass, déi Zäit wéi ënnert dem Här Grethen am Fong d'Thema genau datselwecht war, wou vum Landesverband kloer gesot ginn ass: Mat eis gétt et dat doten net! Ech stellen awer elo fest, datt den Här Schreiner hei dat Ganz, wat genau datselwecht ass, am Fong als en Erfolleg dohinner stellt, d'Resultat...

(Interruption)

Här Schreiner, Dir hutt awer der ganzer Tribün douewe félicitéiert an och dem Minister, fir...

(Brouhaha général)

...dat gutt Resultat, wat gëschter hei erauskomm ass. Also...

M. Roland Schreiner (LSAP). - E puer Punkte gefale mer.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Jo, wat heescht hei gefalen?

M. Roland Schreiner (LSAP). - Dir hutt net richtig nogesaut.

M. Gast Gibéryen (ADR). - D'Resultat ass dat wat um Pabeier steet a wat ënnerschriwwen gétt, an et ass dat Resultat...

M. Roland Schreiner (LSAP). - Et geschitt jo nach eppes an deenen nächste sechs Méint.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Jo, ma genau dat wat hei drasteet gétt an deenen nächste sechs Méint emgesat! Duerfir wëll ech dorop opmierksam maachen, wat heidra steet. Duerfir wëll ech just soen, datt hei e risegrousst Emdenke komm ass, an et kann een dat awer nëmme begrëissen, datt déi Asiicht komm ass, an datt mer elo endlech an deem Dossier weiderkommen, an zwar an engem Dossier wou mer scho jorelaang – déi eng oder déi aner heibannen – datt ugeschnidden hunn a wou dat dann awer net esou hei appréciiert ginn ass.

Déi Verhandlungen do fir eben de Grupp an d'privatrechtlech Situation erunzeféieren, wat d'Flexibilitéit ubelaangt, wat d'Amplitude ubelaangt, wat d'Polyvalence oder wat d'"moderniser les méthodes de travail au niveau de la productivité" ubelaangt, dat soll am Fong am zweeten Trimester, also an engem Joer ofgeschloss ginn.

Déi Leit vun der Arcelor, Här President, déi behalen och hire Statut, dat ass selbstverständlech, an déi Leit, déi eng Kéier dierften agestallt ginn, déi kommen ënnert de Privatstatut a kréien d'Gehälter vun der Siderurgie. Ech sinn zwar der Meinung, datt mer do net méi wäerten esou séier Leit astellen, wéinst, wéi ech virdu gesot hunn, deem Quorum, deen do ass. Dee wäert menger Meinung no, wann dee Betrib eng Kéier bis richtig fonctionnéiert, Leit ze vill hunn an da wäert iwwer eng länger Zäit kee méi agestallt ginn.

D'Fro, déi ee sech muss stellen: Dat kascht natierlech och eppes! Duerfir, mengen ech, sollt een dat dann och hei e bëssen esou soen, wéi et ass. Wann een déi Gesellschaft do muss un d'Fonctionnéiere kréien, a si muss och deene Leit, déi dann an déi nei Gesellschaft erakommen, deenen Agente vun der CFL, wou da jo eng Differenz vum Gehalt entsteet, déi bezuelen, an et kann net méi vum Stat subventionéiert ginn, esou ass hei am Fong en elegante Wee fonnt ginn, deen awer eis Zoustëmmung fënn, wou dann eben de Stat elo Garen oder vun der Arcelor Schinnennetzer ofkeeft, an dann eben an déi Gesellschaft iwwert dee

Wee eng 120 Millioune Euro mat erabrängt. Domat kënnen dann eben op där anerer Säit och déi Differenze vun de Gehälter bezuelen ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass en Accord, wat e Kader ass. Et ass e Kader, deen an deenen nächste Méint a Joren am Fong an d'Realitéit emgesat gétt. Et ass vun enger grousser an et ass vun enger klenger Léisung geschwat ginn. Et ass déi kleng Léisung zréckbehale ginn, woubäi ech awer grad elo gesot hunn, datt een Deel vun der grousser Léisung awer schonn heiranner agefloos ass. Wa mer nämlech soen, mer géifen d'Aarbechtskonditiounen vun de Leit, vum Grupp, lues a lues op de Privatsektor emänneren, esou geschitt och schonn op deem Niveau eppes an déi dote Richtung.

Et hätt ee sech natierlech kënnen d'Fro stellen, ob an deem Deel Eisebunn, deen de Personentransport ubelaangt, ob een net hätt sollen do direkt higoen a soen, datt, wa bis zu deem Punkt, wou mer den Deel vun der Eisebunn och liberaliséieren oder privatiséieren, Leit missten agestallt ginn, déi direkt missten ënnert dem private Statut agestallt ginn, well ee soss jo awer, wéi et jo virdrun och ugeklungen ass, déi Differenz nach 40 Joer herno muss do mat weiderzéien. Et ass eis gesot ginn, datt elo nach esou vill Leit en surnombre wieren, datt dat am Prinzip domadder kéint bis dohinner ausgeglach ginn. A wann da vläicht deen een oder deen anere géif dodrënner falen, mä Gott, dat wier keng Diskussion wäert. Mir kënnen och domadder liewen.

Mir mussen awer wëssen, Här President, dat, wat mer elo hei am Wuerentransport gemaach hunn, muss mer muer och am Personentransport maachen. A mir hu scho viru Joren heibanne gesot, datt een e gutt Beispill kann huelen: Dat ass de Bustransport bei der Eisebunn. Wa mer déi lescht zéng, 15 Joer zréckkucken, wat do eng enorm Progressioun an de Bussen hei am Land geschitt ass, wéi vill honnerte vu Bussen, datt haut fueren, a mer kucken da wéi vill Privatgesellschaften eng Progressioun gemaach hunn – enorm, wat déi haut méi Busse lafen hunn –, a mer kucken dann d'Progressioun bei der Eisebunn, da stinn déi absolut net an de Relatiounen vis-à-vis.

Wann d'Eisebunner awer vläicht méi fréi bereet gewiescht wieren hire Busservice, hir Leit ënnert de Konditiounen, wéi se am Privatsektor sinn, ze beschäftegen, da sinn ech iwwerzeegt, datt och d'Eisebunn haut méi Busstrecke kéint fueren, wéi se der an der Realität fiert. Et ass also, kéint ee bal soen, am Intérêt vun de Busentrepreneuren aus dem Privatsektor, wann d'Eisebunn do esou lues mécht wéi méiglech, dann iwwerhuelen déi ëmmer méi un Terrain, an den Eisebunnsbusservice, dee gétt vis-à-vis vum ganze Secteur ëmmer méi kleng.

An dorunner gesäit een, an esou engem Beispill, datt et falsch ass, wann ee waart. Wat mer méi laang waarden, wat een den Terrain méi ofgëtt. Esou wéi mer en am Bussektor elo ganz un de Privatsektor ofginn hunn, esou lafe mer och de Risiko, wat d'Schinnennetz an d'Zich ubelaangen – wa mer net mat Zäiten do de Schrack maachen –, datt mer net preparéiert sinn an datt d'auslännesch Konkurrenz eng Rei vu Schinnennetzer wäert iwwerhuelen a besser preparéiert ass.

Duerfir, wéi gesot, Här President, ass et falsch, fir laang ze waarden. Et ass einfach eng falsch Rücksicht, déi mer do huelen, vläicht aus politesche Grënn. Wa mer dat kucken, wat mer haut hei maachen, dann ass dat vu verschiddene Leit während Joren heibannen diskutéiert a proposéiert ginn. Et ass einfach aus elektoralen Grënn – géif ech emol soen – ëmmer

zréckgesat ginn. Et wusst awer jiddfereen, datt et eng Kéier géif kommen. An duerfir weess och jiddfereen, datt dat, wat mer haut am Fret gemaach hunn, datt mer dat iergendwann eng Kéier am Personeverkéier maachen. Duerfir muss mer dee Schrack huelen.

Haut gétt also mat dësem Accord vun de Sozialpartner de Fret privatiséiert. Muer gétt och de Personeverkéier privatiséiert. A mir hoffen, datt mer och dee kënnen privatiséieren an engem selwechte gudde soziale Klima, wéi dat mat dësem Accord geschitt ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Gibéryen. Als Ieschte Riedner ass den honorabelen Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri (LSAP). - Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, als alleréischt wëll ech eisem Transportminister Lucien Lux meng Komplimenter ausdrécke fir dee gudden Ausgang vun der CFL-Tripartite, an him och perséinlech félicitéiere fir säi groussen Asaz, fir dass d'CFL-Tripartite zu engem Erfolleg ginn ass; an dëst nom bewährte Lëtzebuerger Modell vum Sozialdialog. Dësen Erfolleg huet eisen Transportminister a ville Gespréicher mat alle concernéierte Partner erreecht, wou hie säi Verhandlungstalent a säi Fingerspitzegefühl fir all Sensibilitäten ëmmer erëm konnt ënner Beweis stellen.

Zu enger Tripartite gehéieren dräi Partner. Duerfir wëll ech och der Regierung, der Generaldirektioun vun der CFL an deenen zwou Gewerkschaften, dem Landesverband an der Syprolux, félicitéieren, dass si sech gëschter no méintelaangen, intensive Verhandlungen zu enger gudder Léisung fir d'CFL konnten eens ginn. Mä dëst ass net nëmmen eng gudd Léisung fir d'CFL, mä och fir...

(Coups de cloche de la Présidence)

...eist Land, fir den öffentlechen Transport hei am Land, an net zulescht fir eis ARBED respektiv fir d'Arcelor.

Et war jo gewosst, dass fir den Eisebunnsgridtrafic eng Léisung huet misse fonnt ginn, well den Eisebunnsfret ab dem 1. Januar 2007 sech EU-wäit der direkter Konkurrenz stelle muss. Duerfir ass et och ze begrëissen, dass mir hei zu Lëtzebuerg eng Léisung mat der Arcelor gesicht a fonnt hunn, well d'Arcelor jo mat 70% dee gréisste Client vun der CFL ass.

De Mariage vun dem CFL-Fret mat engem vun deene gréisste Stolproduzenten op der Welt, mat der Arcelor, ass fir eist Land insgesamt positiv ze bewäerten, well domadder engersäits de Fortbestand vun der CFL-Gesellschaft als integrierte Betrib konnt ofgeséichert ginn, wat souwuel aus transportpolitesche Grënn, mä och aus betriebliche Sécherheetsgrënn eng essenziell Nécessitéit ass; an anersäits duerch dës Hochzäit mat der ARBED hei am Land – esou hoffe mer et all –, dëst ee vun de Bausteng zu der Ofsécherung vum Standuert Lëtzebuerg an der Stolindustrie ass, wou d'Fro vun de gutt organiséierten a sécheren Transportstrukturen eng wichteg Etapp op dësem Wee ass.

Merci wëll ech och der Transportkommissioun vun der Chamber soen, fir hiert grousst Verständnis fir dës CFL-Tripartite ënnert der Présidence vu mengem Frënd an Eisebunnerskolleg Roland Schreiner, wou mir zwee och nach vill a gutt Gespréicher mat eisem Transportminister Lucien Lux haten. Ech ënnerstëtzen dat voll a ganz, wat si zwee hei elo gesot hunn. Duerfir wëll ech just nach e puer Bemerkunge maachen.

Här President, d'Schafe vun der CFL-Cargo ass dee beschtméigleche Kompromëss, dee konnt erreecht ginn. Domat ass dann och

deen éischte Paquet ferroviaire, deen den Transport vum Fret op der Schinn regelt, wéi e vu Bréissel verlaangt gëtt, ëmgesat.

Wat de Persounentransport ugeet, also den drëtte Paquet ferroviaire, do huet eisen Transportminister jo mat vill Geschéck en Aufschub bis d'Joer 2012 erreecht, wuerfir ech him hei och nach wëll félicitéieren. Et bleift der CFL zesumme mat dem Transportminister elo déi néideg an déi richteg Zäit, fir dës Problemer unzegoen, dëst opgrond vun deenen Erfahrungen, déi elo am Fretberäich solle mat ausgewäert ginn, woubäi am Persounentransport, fir den drëtte Paquet ferroviaire ëmzesetzen, ganz aner Viraussetzunge spillen, well hei am Contraire zum Fret deen allgréissten Deel Inlandsverkéier duerstellt an als Mission publique vum Stat ze bewäerte misst sinn, zumools, wa mir eist grousst Zil vun engem vill méi héijer Undeel vum öffentlechen Transport mat engem „modal split“ vu 25/75 erreeche wëllen.

Domadder ass elo den öffentlechen Statut op der Eisebunn ofgesécher, deen ech perséinlech fir esou essentiell halen, fir d'betriebelech Sécherheet op der Eisebunn ze assuréieren. Ze vill schwéier leien engem nach déi schro Biller vun 1997 am Kapp. Dass Accidenter ëmmer erëm méiglech sinn, hu mer gëschter an Italien gesinn. Mir sollen eis och net vun der Liberaliséierungswell vu Bréissel dreiwe loossen. Denke mer nëmmen un d'Bolkestein-Direktiv a wat sech do zesummebraut!

Här President, den Outil vun der Eisebunn huet eng grouss Zukunft. Dat gesi mer am beschten um Bau vum TGV Est, wou mer hei vu Lëtzebuerg ab dem Joer 2007 an zwou Stonnen a 15 Minuten iwwer eng nei Streck iwwer Metz Richtung Paräis mat iwwer 300 Stonnekilometer kënnen fueren.

Och d'Lëtzebuerg Eisebunn huet vill a gutt Projéit fir d'Zukunft ausgeschafft an ass amgaang der schonn eng Partei dovun ëmzesetzen. Stellverdiend wëll ech dat neit zweet Gleis vu Péiteng op Lëtzebuerg nennen, wat niewent deem besteende Gleis gebaut gëtt an dat a vollem Betrib bleift fir d'Zich, déi mat 130 Stonnekilometer fueren, an dëst op enger Distanz vun deem besteende vun nëmmen dräi Meter.

Dëst alles weist, wéi geféierlech d'Aarbechten op der Eisebunn sinn, a wéi wichteg et ass, déi néideg Sécherheitsmoosnamen ze huelen, déi néideg Leit ze hunn, déi déi néideg Qualifikatioun hunn, an déi déi néideg performant a permanent Formatioun hunn a weider kréien. Dëst alles mécht de Beruff vun den Eisebunnerinnen an Eisebunner aus, an dee soll eis erhale bliwen.

D'Regierung huet jo ee ganze Pak vu Prioritéiten am Beräich vum öffentlechen Transport gesat. Dëst ass gutt an och néideg, wa mir eist gesat Zil vun engem „modal split“ vu 25/75 wëllen erreechen, fir eis Gesellschaft no de Kritäre vun der Strategie vu Lissabon méi ekonomesch, méi sozial a méi ökologesch wëllen ze organiséieren.

Ee „modal split“ vu 25/75 heescht, datt ee Véirel vun eiser Mobilitéit, also 25%, vun den öffentlechen Transportmëttelen sollen erleedegt ginn, an an deem Fall fannen nach ëmmer 75% vun all eise Bewegung mam Auto statt. De Moment sti mir bei engem „modal split“ vu ronn 14%.

Fir also eng substanzuell Augmentatioun vun eisem „modal split“ ze erreechen, net zulescht am Sënn vu Kyoto, mussen nach vill Projéit op der Eisebunn realiséiert ginn, well den Transport iwwer d'Eisebunn d'Reckgrat an d'Kärstéck vun enger effikasser Mobilitéit duerstellt, wat souwuel d'Capacitéit wéi och d'Geschwindigkeit duerstellt.

Zesumme mat dem Projet vun der zweegleiseger Streck vu Péiteng

op Lëtzebuerg ass de Bau vun engem zweete Viaduc am Norde vun der Gare Lëtzebuerg niewent deem besteende Viaduc vun der Polvermillen eminent néideg, fir d'Produktivitéit vum Fahrbetrieb ze erhéijen, well hei zwee Fläschenhäls – op Franséisch Goulots d'étranglement, oder, wéi vun der Bréisseler Kommissioun unerkannt, „bottleneck“ bezeechent – op dem Réseau vun der Lëtzebuerg Eisebunn bestinn. Dës zwee Projéit sollen esou séier wéi méiglech realiséiert ginn, well duerch déi zwee Enkpäss Retarden am ganze Fahrbetrieb op dem CFL-Netz generéiert ginn.

Wa mer awer wierklech een transportpolitesche Quantessprung am Hibleck op ee „modal split“ vu 25/75 géint d'Joer 2020 wëlle fäerdeg bréngen – an dat ass bei esou Projéiten net méi laang! –, musse mir à terme och nei Strecken zwéischen Esch a Lëtzebuerg, zwéische Beetebuerg a Lëtzebuerg bauen an och substanzuell Verbesserungen op der Nordstreck realiséieren, woubäi d'Projéit vum Tram, souwuel an der Stad wéi och zu Esch um Belval, musse virugedriwwen ginn.

Här President, d'Eisebunn, als CFL zesumme mat der neier CFL-Cargo, huet eng grouss a sécher Zukunft viru sech.

Dofir, wann Der erlaabt, léif Kolleginnen a Kollegee vun der Lëtzebuerg Eisebunn: D'Regierung zesumme mat der Chamber setzen op Äre vollen Asaz fir dëst alles ze realiséieren. An Dir packt dat och, ech weess dat! A mir wäerten lech dobäi ënnerstëtzen um Wee, mam Zil vun enger zukunftsfaeger Lëtzebuerg Eisebunn am Kader vun engem wuelverstanenen Europa, wou mir eis Intérëten hei zu Lëtzebuerg net aus den Ae verléieren, well et ass keen aneren, deen et fir eis mécht.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Negri. Dann huet d'Wuert nach eng Kéier den Transportminister Lucien Lux.

(**Brouhaha général**)

D'Reglement ass däitlech, wat den Temps de parole ugeet.

(**Interruption**)

Dach! Ech mengen zwar, dass et däitlech wär. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Jo, Här President, Kolleginnen a Kollegee, ech wëll kuerz, well ech kee Sträit hei iwwer d'Reglement wëll provozéieren, ganz kuerz op eenzel Saachen agoen.

Ech mengen, dass, wann ech elo op all Froe géif agoen, déi gestallt gi sinn, a berechteterweis gestallt gi sinn, misst ech soen, och mir stelle sech nach Froen, an dass sécherlech den Accord net alles integral zu honnert Prozent beäntwert. Ech denken awer, dass mer an der Kommissioun, an der Transportkommissioun an deenen nächste Wochen a Méint, esou wéi mer dat an deene leschte gemaach hunn, roueg déi Froen do au fur et à mesure vun den eenzelnen Entwécklungen kënnen diskutéieren. Jiddefalls ass dat fir mech kee Problem.

Ech wëll Merci soe fir déi grouss Ënnerstëtzung, déi vu véier Fraktiounen zu deem Accord komm ass. Ech géif och mengen, dass et schlëmmer hätt kënnen kommen, an dem Här Grethen sengen Appréciatioun, déi hie gemaach huet, déi mengen ech net esou grondleeënd negativ war – och, wann hie sech eng Rei vu Froen stellt a sécherlech och d'Fro gesäit, dass an der Ëmsetzung vun deem, wat mer elo maachen nach vill Stoff läit fir ze kucken, souwuel am Sozialdialog wéi och an der Relatioun tëschent der Direktioun an de Gremien, de statutaesche Gremië vun der Co-

gestioun innerhalb vun der CFL an herno och vun der neier Gesellschaft. Do hu mer vill Efforten ze maachen, fir dat ëmzesetzen.

Ech mengen, dass déi Froen, déi gestallt gi sinn, wat d'Sécherheitskultur ubelaangt – elo och nach zum Schluss vum Kollege Roger Negri –, ee roude Fue dem duerstellen an alle Rieden, wat weist wéi wichteg dat ass.

Fir mech war et wichteg an där Tripartite och ze gesinn, dass et net richteg ass an net inhärent ass, fir ze soen, alles wat öffentlech-rechtliche Statut ass, heescht Sécherheet, an alles, wat Privatsecteur ass, heescht Onsécherheet.

Ech mengen, dass et och bei der Arcelor en héije Standard gëtt an e grouss Wëlle gëtt, fir eng Sécherheitskultur duerchzusetzen an anzehalen, déi wichteg sinn. Ech mengen och dat soll een de Mëtten hei soen.

Ech huelen zur Kenntnis, dass mer am Voyageur opgeruff sinn, fir proaktiv un d'Fro erunzegoen.

An, Här Braz, zu der Fro vun der Eurovignette an der Redevee: Wann den Accord Eurovignette zu Bréissel definitiv ënnert Dach und Fach ass, wat en nach net ass, da gesi mer dat. Dir hutt gesinn, dass d'Europaparlament säin Avis ofginn huet viru kuerzem an elo d'Diskussioun musse stattfannen. Ech mengen, dass mer dann iwwer déi Fro vun där Relatioun mat de Contrats de service public schwätzen, wat sech op d'Méiglechkeete baséiert, déi d'Altmarkt-Uerteel ginn huet, fir bestëmmte Politiken ze ënnerstëtzen. Dat wëlle mer jo an deene 24 Méint zu Bréissel fäerdeg bréngen, fir op der Basis dovunner eis déi Méiglechkeeten ze ginn, fir esou kënnen ze agéieren.

An ech mengen, Dir hutt d'Äntwert e bësse selwer ginn an der Fro, firwat mer op déi sou genannte kleng Léisung gaange sinn. Ech mengen, dass ee vun den Haaptpunkten deen ass, deen Dir gesot hutt – a vill heibannen -: Ech mengen, dass et dorëm gaangen ass, och een Accord général ze fannen an ze verhënneren, dass mer ee Streik oder aner Konflikter hätte kënnen kréien. Dat hätt de Projet och par rapport zu dem Partner Arcelor ganz schwéier geschiedegt. Dofir, mengen ech, war et schonn derwäert, fir ze kucken e globalen Accord ze fannen.

D'Fro ass och gestallt gi vun der Ouverture vum Kapital. Ech wëll hei ganz däitlech soen, dass mer déi Gesellschaft do wäerte grënnen tëschent den CFL an der Arcelor. Mä ech wëll awer grad esou däitlech soen, dass mer op sinn, fir aner Partner an déi Gesellschaft mat eranzehuelen. An ech kann lech och elo scho verroden, dass et där Partner scho gëtt, déi sech interesséieren, fir hei mat eranzeklammern, a mir sinn op fir déi Diskussioun ze féieren, well mer dat de richtige Wee fannen, och weider Standbeen ze sichen, fir d'Gesellschaft op fest Féiss ze setzen. Dat ass de Wëllen, dee mer hunn.

De Wëllen ass och do, bei där Angst, déi ausgedréckt gëtt, fir d'Kooperatioun mat deenen anere Gesellschaften am Rahme vum Projet „Sibeli“, am Rahme vum Projet Modalohr an esou weider, ech mengen, dass mer do – ënnert deene Prämissen, déi ech viru gesot hunn – sollte kooperéieren ouni awer ze kuschen. Ech mengen, déi aner kucken och net onbedéngt ëm an där Konkurrenz, déi sech am Moment op de Mäert an den Netzer mécht, an duerfir sollte mir, esou wéi mer eis et virgeholl hunn, och vis-à-vis vun anere Clienten, neie Clienten, Clienten hei zu Lëtzebuerg a Clienten dobaussen, duerfir Suerg droen, dass mer do Réussite hunn, dass et

wierklech eng Success story gëtt, dass et eng Nisch gëtt tëschent deene groussen Opérateuren, déi schonn do sinn an amgaang si sech ze maachen.

Ech wëll och soen, Här Braz, wann déi Streck Esch-Lëtzebuerg oder Lëtzebuerg-Esch net an deem Text hei drasteet, esou hu mer eis hei beschränkt ze schwätze vum Investitiounsprogramm esou wéi et am Pluriannuel vun 2004 bis 2009 steet. Dat ass also kee Wäerterteel iwwer Investitiounen, déi an Zukunft solle gemaach ginn, mä déi Prezisioun steet, mengen ech, wann ech et nach gutt am Kapp hunn, am Text dran, fir kloer ze maachen, dass mer eis dorobber wollte beschränken.

Ech mengen, et ass och esou – an ech wëll dat och ofschléissend soen zu deene Froen, déi gestallt gi sinn –, dass ech versicht hunn an deene leschte Wochen a Méint, och vis-à-vis vun der Chamber, esou transparent an offe wéi méiglech ze sinn. Et gëtt awer eng Rei vu Saachen – an ee Riedner huet hei dorop higewisen –, déi awer och enger gewëssener Confidentialitéit ënnerleien. Ech mengen, dass d'„letter of intent“, dass de Plan d'affaires, dass de Pacte d'actionnariat, dass och do strategesch Informatiounen dra sinn, déi een net einfach op d'Place publique ka leeën.

Deementspriedend hunn ech oft mëndlech op déi Saache geäntwert, mä ech mengen, dass och bei den CFL an natierlech och bei der Arcelor, wou et Leit gëtt, déi sech vill investéiert hunn dodraner, de Wonsch besteet vis-à-vis vun deenen aneren dobaussen, net alles op den Dësch ze leeën.

Ech kann awer soen, dass déi zwee aner Aktionären an der Eisebunn, déi belsch an déi franséisch Aktionären, och iwwer dat heiten intensiv informéiert gi sinn, an ech kann och soen, dass de Moien de Verwaltungsrot zesumme war vun der Eisebunn an net iwwer déi Resultater hei ofgestëmmt huet, mä déi Resultater awer unanime wohlwollend zur Kenntnis geholl huet, fir feststellen, dass dat dee richtige Wee ass. Esou sollte mer mat all deene Leit kooperéieren a weiterfueren an dat wäerte mer och am Projet „Sibeli“ maachen.

Wat déi Fro ubelaangt vun den aktuellen Eisebunner, wou heibanne jiddferree sech duerfir ausgeschwat huet, dass mer den Acquis social vun de Salairen an den Avance-menter a vun de Pensiounsuspréich vun den aktuellen Eisebunner solle respektéieren, do huet ee richteg gesot: Da musse mer eis och d'Moyenen duerfir ginn am Rahme vun deem Accord hei, mä virun allem och am Rahme vum Artikel 7 vum Gesetz vun 1997, wou mer dat ze leeschte wäerten hunn. Ech menge wa jiddferree heibannen där Meenung ass – an ech hu keen héieren, deen de Géigendeel gesot huet –, da musse mer déi Moyenen zur Verfügung stellen, en sachant bien dass sech fir déi nei Eisebunner, wa mer se esou kënnen nennen, dann aner Konditiounen wäerte stellen.

Ech wëll zum Schluss, Här President, nach eng Kéier zrëckkommen op déi Aussoe vu mengem Virgänger am Transportministère, dem Här Grethen, zu der Fro vun der Preparatioun vun dëser Tripartite. Och ech sinn an der Tëschenzäit virbereet op déi besënnelech Deeg, déi elo kommen, an hunn duerfir och keng Loscht nach laang doriwwer ze polemiséieren, wéi ech dat iwwerens och an deene vergaangene Méint, an deem annerhallwe Joer net gemaach hunn.

Ech wëll trotzdem nach eng Kéier dorop zrëckkommen, dass ech dach an dauerhafter Erënnerung behalen, dass ech schonn am Oktober 2004 vun der DP virgehäit kritt hunn, dass ech déi Tripartite do net direkt géing aruffen. Wann ech also fir dräi Méint am Amt Kritik

hu missen astiechen, dann dierf ee sech net an de Frack getréppelt fillen, wann een, fir fénnef Joer keng Tripartite anzeruffen, och haut eng gewësse Kritik muss erdroen. Ech mengen, dass do Zäit genuch war. A wann Der sot, alles war virbereet, d'Dossiere ware prett, da soen ech lech, et gouf e Strategiepabeier vun den CFL, et gouf en Avant-projet iwwer d'Verdeelung vun de Sillonen an d'Richtung vun dem ILR-Projet, deen ofgelehnt ginn ass an der Tripartite, an et gouf e Projet, dee beim Conseil d'État läit fir d'Formatioun bei d'Chambre de Commerce ze leeën an esou virun, e Projet, deen och an der Tripartite ofgelehnt ginn ass.

Dat war den État de préparation innerhalb vum Ministère. Dobäi wëll ech et beloossen an trotzdem feststellen, dass een awer e gewëssene Culot muss hunn, fir heihinner ze kommen an dat mat enger gewëssener Polemik – Kräid giess hunn a Schampes gedronk ginn ass – ze soen. Ech hunn och gëschter Waasser gedronk, wéi ech dat an der Woch ëmmer maachen.

(**Interruption**)

Ech wëll just soen, Dir hutt vergiess feststellen – an ech hunn dat bei all Geleeënheet gemaach –, dass ech ëmmer zrëckbehalen, dass ech lech an der Acquisitioun vun neiem Material – an dat steet iwwerens och an deem Accord – déi Efforten, déi gemaach gi sinn an deene leschte fénnef Joer, schonn honoréiert hunn, grad ewéi eng Rei vu Projéiten, déi hei gestëmmt gi sinn an esou virun. Do hutt Dir ni vu mir iergendeen negatiiv Wuert héieren. Ech soen lech awer: Mir sinn den 30. September 2004 condemnéiert gi weinst Ärer Inaktioun a mir hätten de 15. März 2003 dat heite missen ëmgesat hunn, wat mer elo maachen.

Ech wäert ufank Januar scho Projet-de-loien an d'Regierung bréngen an dann hei deponéieren, déi d'Ëmsetzung vun dem Paquet eent wäerte mat sech bréngen. Mir hätten dat de 15. März 2003 solle gemaach hunn. Et hu Gott sei Dank an deenen Diskussiounen, déi mer elo hei haten, keng Streike stattfonnt. Et konnte während deene fénnef Joer, wou Dir Responsabilitéit hat an lech net gezappt hutt, keng Streike stattfannen. Géint wat hätten d'Gewerkschaften och gestreikt, vu dass Der näischt gemaach hutt.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Domat ass d'Debatt ofgeschloss.

(**Motion 1**)

Mir hunn eng Motioun virleien, déi den honorabelen Här Schreiner abruecht huet. Kënnen mer par main levée doriwwer ofstëmme?

(**Négation**)

De Vote électronique ass gefrot. Da maache mer...

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Neen, neen, ech wëll nach eppes zu där Motioun soen, Här President!

■ **M. le Président.** - Pardon!

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Ech hu jo nach vill Minuten.

■ **M. le Président.** - Dir hutt nach zéng Minuten.

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Maja.

Här President, fir d'éischt wollt ech am Kader vun eisem Règlement da Parole après ministre froen, just fir an engem Saz ze soen: Ech hu selten op dëser Tribün esou e lamentabelt – esou e lamentabelt! – Optrieden erlieft, an erlaabt mir, dass ech dozou absolut net Stellung huelen!

Plusieurs voix. - Très bien!
(Interruptions)

M. Henri Grethen (DP). - Zu der Motioun, Här President, wëll ech lech soen, dass meng Fraktioun selbstverständlech hiren Accord net ka ginn. Wann een an de Considéranzé seet a rappeliert wat an der Regierungserklärung vum 4. August steet, och wann et net richteg ass: „le Gouvernement entend relancer le dialogue social“, wéi wa bis dohinner kee bestanen hätt, da verstitt Der, dass ech mäin Accord zu esou engem Considéranzé net ka ginn.

A wann am Dispositif, dee leschte Saz, „à appuyer les efforts de la direction des CFL et des syndicats de mettre en œuvre les différents éléments de l'accord dans un esprit ouvert de dialogue social, avec la détermination et l'engagement nécessaires pour aboutir le plus rapidement possible.“, steet, da verstitt Der, dass ech och dozou mäin Accord net ka ginn, well ech net wëll eng Kaz am Sak kafen.

Deen Accord, deen ënnerschriwwen ginn ass, ass wishfull thinking. Et ass agegant ginn, dass nach ganz vill Négociationsbedarf besteet. Heibannen ass keen, dee mat Präzisioun ka soen, wat déi Saach eis kascht. Fir dann elo schonn enger Regierung e Blankoscheck ausstellen, a besonnesch engem Transportminister, an dee mir kee Vertrauen hunn, verstitt Der, dass dat net méiglech ass. Mir wäerten des Motioun oflehen.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Freet nach een d'Wuert zu der Motioun?

Dat ass net de Fall.

Vote

D'Motioun 1 ass uegell mat 49 Jo-Stëmmen, bei 10 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Thiel), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Nancy Arendt), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Betten-dorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner.

Mir kommen elo zum nächsten an zum leschte Punkt vum eisem Ordre du jour fir haut, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5465 iwwert den öffentliche Transport. D'Rie-dezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Spautz, den Här Grethen, den Här Braz an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Roland Schreiner.

2. 5465 - Projet de loi modifiant a) la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'im-pôt sur le revenu

Rapport de la Commission des Transports

M. Roland Schreiner (LSAP), rapporteur. - Merci, Här President.

Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 5465, dee mer haut hei diskutieren an deen d'Gesetz vum 29. Juni 2004 iwwert d'Organisatioun vum öffentliche Transport hei zu Lëtzebuerg modifizéiert, ass den 21. Abrëll 2005 vum Transportminister déposéiert ginn. De Statsrot huet de 25. Oktober 2005 en éischten Avis dozou ofginn. An hirer Sitzung vum 9. November 2005 huet d'Transportkommissioun de Projet an den Avis vum Statsrot analyséiert a mech als Rapporteur agesat. Den 29. November huet d'Kommissioun de Rapport zum Projet uegell. Well awer de Statsrot de 6. Dezember op eegen Initiativ hin en Avis complémentaireit verfaasst huet, huet sech d'Kommissioun den 8. Dezember mat deem Avis befaasst, fir da finalement de 15. Dezember e Rapport complémentaireit unzehuelen.

D'Basis vum dësem Projet de loi ass d'Regierungserklärung vum 4. August 2004 an de Koalitiounsaccord, dee virgesäit: „Pour ce qui est de l'organisation de la gestion et de la coordination des transports publics ainsi que de l'autorité organisatrice de ces tâches, le loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics détermine les conditions-cadres nécessaires pour améliorer la mobilité au Luxembourg. Les modalités d'exécution ainsi que la détermination exacte des missions et de la composition de l'autorité organisatrice de ces tâches feront l'objet d'une révision en vue d'une organisation commune des différents réseaux d'exploitation, respectueuse du principe de codécision entre instances responsables.“

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech erënneren drun, dass d'Gesetz vum 29. Juni 2004 iwwert d'Transports publics ënnert dem Numm „Régie Générale des Transports Publics“, kuerz RGTP genannt, en Établissement public geschafen huet, dat als Mission huet den öffentliche Transport hei zu Lëtzebuerg ze organisieren, also d'Fonction vum der Autorité organisatrice huet. Déi verschidden Operateuren, déi fir d'Gestaltung vum öffentliche Transport eigentlech zoustänneg sinn, waren domadder automatesch aus den Décisionsorganer vum der RGTP ausgeschloss, well déi europäesch Reglementatioun eng kloer Trennung tëschent der Autorité organisatrice an den Opérateure virschreift.

De Projet de loi, deen eis hei virläit, bréngt awer elo d'Erkenntnis vun dëser Regierung zum Ausdrock, dass dësen Établissement public seng Aufgab nëmme séinnvoll kann iwwerhuelen an och am Kader vun enger integréierter Approche den öffentliche Transport hei zu Lëtzebuerg nëmme déi noutwendeg nei Impulser ka ginn, wa souwuel déi national Opérateuren, CFL an RGTR, wéi och déi regional a lokal öffentliche Opérateure wéi TICE an AVL mat agebonne sinn.

An deem Sënn seet och de Programme directeur d'aménagement du territoire a senger Versioun vum 27. Mäerz 2003 aus: „L'amélioration de l'efficacité du transport en commun exige la création de structures adéquates qui permettront de réunir les différents partenaires impliqués dans l'organisation des transports en commun.“

Fir dësem Usproch gerecht ze ginn, gesäit dëse Projet de loi dann och vir, fir d'Fonction vum der sou genannter Autorité organisatrice nees zréck un de Minister ze ginn an dës Fonction no dem Prinzip vum der Complémentaritéit ze ergänzen duerch eng nei Entitéit, déi virun allem d'Concertatioun an d'Kooperatioun tëschent allen Acteure fördere soll. Dës nei Entitéit ass d'Communauté des Transports, de sou genannte Verkéiersverband, deen dann d'RGTP ersetzt. De Verkéiersverband ass grad wéi säi Virgänger en Établissement public, deem e Verwaltungsrot vum zwoelf Leit virsteet mat sechs Vertrieeder vum Stat, véier Leit, déi d'Opérateure vertrieeden, a jee ee Représentant vum de Gemengen a vun den Usageren, déi och schonn an der RGTP hir Plaz haten.

De Gesetzesprojet, deen eis virläit, zielt dann am Detail d'Missionne vum der neier Communauté des Transports op. Si koordinéiert den öffentliche Transport op nationalem Plang an iwwert d'Grenzen eraus. Doniewent behält de Minister d'Méiglechkeet onofhängeg vum dem Verkéiersverband mat de Gemengen a mat Gemengesyndikater, déi als Haaptaufgab den Transport public hunn, Konventiounen ofzeschleissen.

De Gesetzesprojet suert also fir eng kloer Aufgabeverdeeling tëschent de Partner. De Stat, vertrueden duerch den Transportminister, fungéiert als Autorité organisatrice, d'Opérateure maachen d'Exploitatioun vum öffentliche Transport, an de Verkéiersverband bréngt de Stat, d'Gemengen, d'Opérateuren an d'Clients zesummen a schaaft d'Konditiounen fir eng gutt Zesummenaarbecht tëschent de Partner.

Eng ganz wichteg Mission fir d'Communauté des Transports ass jo och d'Kommunikatioun mam Public. Si géreiert dofir och d'Mobilitéitszentral, déi op d'Gare an der Stad sollt kommen, an do an de Centre d'accueil et de vente vum der heiteger CFL-Gesellschaft integréiert gëtt. An enger zweeter Phase ass da geplangt och eng Annex dovun am Zentrum vum der Stad Lëtzebuerg ze installéieren. D'Mobilitéitszentral soll Enn 2006 operationell sinn, mat als Haaptaufgab de Leit all méiglech Informatiounen iwwert den öffentliche Transport ze ginn, awer och en enger zweeter Phase zousätzlech Services unzebidden; sou och am Beräich vum der sou genannter Doucer Mobilitéit.

De Conseil d'État huet a sengem Avis vum 6. Dezember 2005 gemengt, d'Gestioun vum der Mobilitéitszentral wier am Fong geholl d'Käraufgab vun dësem neien Établissement public, dat ass awer effektiv net esou. De Kontakt mam Client an d'Informatioun sinn natierlech ganz wichteg Elementer fir den öffentliche Transport ze stäerken, mä mir mengen awer, dass d'Haaptmission vum neie Verkéiersverband déi ass, eng gutt Koordinatioun an d'Zesummenaarbecht vun deene verschiddenen Acteuren ze assurieren; dofir steet och déi Aufgab un éischer Plaz bei der Opléschung vun deenen eenzelne Missiounen.

Insgesamt schéngt de Conseil d'État d'Bedeutung vun dëser Koordinatiounsroll ënnerschätzt ze hunn, vu dass e schonn a sengem éischten Avis vum 25. Oktober net erkannt hat, dass déi nei Communauté des Transports méi wier wéi iergendee konsultatiivt Organ.

Wann ech elo scho beim Statsrot sinn, da wëll ech awer och nach ee Wuert iwwert säin éischten Avis soen. D'Transportkommissioun war effektiv zimlech iwwerrascht, wéi si den éischten Avis vum 25. Oktober analyséiert huet. De Conseil d'État ass an deem Avis vu falschen Pré-

missen ausgegangen an huet sech dorop baséiert, dass d'Gesetz vum 2004 net applizéiert géif ginn, wat jo nachweisbar net richteg ass. Do fir huet hien deemools proposéiert, fir dass, wa mer da schonn eng Ännerung an der Philosophie vum deem Gesetz géife maachen, d'Gesetz vum 2004 réckgängig soll gemaach ginn an en neit Gesetz soll élaboriert ginn. Opbauend op dëser Iwwerleeung huet hie sech da selwer vum enger Analys vun deenen eenzelnen Artikelen dispenséiert.

D'Kommissioun huet doropshi wuel den Avis vum Conseil d'État zur Kenntnis geholl, well en awer op falsche Premissé berout huet a well och vum Minister eng bestëmmt Urgence évoquéiert gouf, fir sech budgetär an esou weider konform ze setzen – eng Urgence, déi och haut nach besteet –, huet d'Kommissioun ouni Amënderer ze maachen de Rapport finaliséiert an den 29. November uegell.

Entre-temps huet de Statsrot awer säin lertum agesinn an ass aus eegener Initiativ higaangen an huet en Avis complémentaireit gemaach, wou hien dann am Detail op déi eenzel Artikelen ageet. An der Kommissioun hu mer dann och dee gréissten Deel vun den Ännerungsvirschléi uegell an notament hu mer och deenen zwee Punkten, wou hien eng Opposition formelle ausgeschwat hat, Rechnung gedro mat als Resultat deem Text, deen eis elo virläit.

Et ass dann och wichteg ze soen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass dëse Gesetzesprojet net nëmme garantéiert, dass all déi bedeelegt Acteuren an den Décisionsstrukture vum Verkéiersverband e Matsproocherecht hunn, mä dass en och déi lokal a regional Dimensionen an der Organisatioun vum öffentliche Transport substanzuell stäerkt.

Sou ginn d'Gemengen an d'Gemengesyndikater encouragéiert, zesumme mam Minister sou genannte Plans de déplacement locaux et régionaux ze élaboriieren, an et ginn, ganz am Sënn vum Programme directeur iwwert den Aménagement vum Territoire an an der Logik och vum IVL-Konzept, regional Konferenzen an d'Liewe geruff, déi d'Bindeglied tëschent de Gemengen an den nationalen Autoritéite solle sinn.

Dëse regionale Konferenz kënn tëschent eng ganz bedeutend Roll zou, well si d'Mission vum engem Katalysator kënnen iwwerhuelen, fir eng optimal a koordinéiert Zesummenaarbecht tëschent de lokalen an den nationalen Autoritéiten an Entscheedungsdréier ze assurieren.

Da mécht dëse Gesetzesprojet och nach e puer Präzisiounen zu de Regelen, no deenen d'Arrëten, d'Halten an Garen, déi vum öffentlichen Transport bedéngt ginn, améngéiert respektiv ënnerhale ginn. E bréngt och eng Vereenheetlechung vum der Terminologie, fir déi Transporter ze definieren, déi als Services de transports publics anzestufe sinn.

Ee Wuert dann och nach vläicht zum finanziellen Impakt vum dësem Projet de loi. Aus der Fiche financière geet ervir, dass dëst Gesetz keng zousätzlech Käschte par rapport zum Gesetz vum 2004 generéiert. D'Fontionnementskäschte vum der RGTP waren am Régime de croisière op ongeféier 3,8 Milliounen Euro d'Joer estiméiert ginn. Fir deen neie Verkéiersverband leie se bei ronn 1,5 Milliounen Euro.

Während d'RGTP mat 35 Leit sollt fonctionnéieren, dovun acht vum Transportministère a fënnef vum der Eisebunn, begnügt sech d'Communauté des Transports mat ronn 14 Leit, wuelwëssend dass déi Leit vum Transportministère a vun der Eisebunn an hire respektive Fonctionne wäerte bleiwen. Als Autorité organisatrice muss den Transportministère wuel säin Effektiv opstocken, mä insgesamt bleiwen d'Personalkäschten ënnert deem Ni-

veau, deen duerch d'Mise en place vum der RGTP erreecht gi wier.

Här President, ech wëll dann och nach soen, dass niewent dem Conseil d'État och verschidde Beruffschamberen an och de Syvicol offiziell Avisen eraginn hunn. Si hunn an hirer Gesamtheit déi nei Approche a Philosophie vum dësem Projet de loi begréisst, awer och eng Rei vu konstruktive Virschléi gemaach, déi fir d'Zukunft Matière à réflexion solle bleiwen, wou ee sécher ka le moment venu op deen een oder deen aneren zréckkommen, a spéitstens dann, wann d'Konklusiounen vum der CFL-Tripartite an dëst Gesetz hei sollen afléissen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wäit vläicht zum Rapport selwer. Ech wëll dann awer och nach e puer Wuert zu dësem Gesetzesprojet am Numm vu menger Fraktioun soen, a fir d'éischt emol eis Satisfaktioun zum Ausdrock bréngen iwwert déi Ännerungen, déi mer elo zum Gesetz vum 2004 virhuelen. D'LSAP hat den 19. Mee 2004 hei an der Chamber géint dat Gesetz gestëmmt, a mer waren net déi eenzeg, déi iwwert dat Gesetz net frou waren. Och déi gréng Fraktioun huet dergéint gestëmmt, an den ADR huet sech enthalen.

D'Mängel vum deem Gesetz lounge deemools scho kloer op der Hand, zum Deel hunn och déi verschidde Beruffschamberen dorop higewisen, notament d'Privatbeamtechamber, déi sech ganz daitlech dergéint ausgeschwat huet, géint deen deemoleg Gesetzesprojet, virun allem mam Argument, dass déi verschidden Opérateuren net mat agebonne wieren. Kritiséiert gouf virun allem och d'Betounung vum dem kommerzielle Charakter vum der RGTP. Eenzel Beruffschambere waren och der Meinung, an zu Recht, dass d'Koordinatioun am Beräich vum öffentlichen Transport net komplett ka sinn, wann de regionalen a lokalen Niveau net berücksichtegt gëtt.

Eise leider verstuerwene Kolleeg Marc Zanussi hat am Kader vum der Debatt hei an der Chamber den 19. Mee 2004 erkläert, wat mer an deem Gesetz deemools vermésst hunn. An en huet seng Aussoe baséiert op eng Proposition de loi, déi en e Mount virdrun déposéiert hat, eng Proposition de loi, vun där mer ganz vill Elementer, an notament d'Iddi vum Verkéiersverband, an dësem Projet de loi erëmfinden. Et kann ee soen, dass de Gesetzesprojet an der Logik vun där Proposition de loi läit.

Duerfir huet Der mer et sécher net iwwel, Här President, wann ech hei op dëser Plaz dem Frënd Marc postum quasi Merci soe fir déi Gedanken an déi Aarbecht, déi e sech deemools schonn an dësem Kontext gemaach huet.

Ech hunn éinescht vun der kommerzieller Orientatioun vum der RGTP geschwat. De Marc Zanussi huet deemools schonn dorop higewisen, an zu Recht, dass den öffentliche Transport net no kommerzielle Kritäre ka géreiert ginn, an dass d'Rentabilitéit an deem RGTP-Gesetz dominéiert, mä dass et eise Souci muss sinn, en öffentliche Transport ze assurieren an ze organisieren, dee qualitativ héichwäerteg ass, dee sécher ass, dee regelméisseg ass, dee confortabel ass, deen accessibel fir e Maximum vun Utilisateuren ass, an deen all Regione vum Land an och grenziwwerschreidend soll ofdecken. Et ass och nëmme esou, wéi mer deen unzestriewende „modal split“, zu deem mer jo nach ëmmer stinn – dovunner ginn ech emol aus –, vu 25/75 kënnen bis d'Joer 2020 errechen.

Onofhängeg dovun, dass mer e souwisou net errechen, wa mer et net fäerdeg bréngen, d'Schinnenetz mam Tramsnetz, dat an der

Stad soll entstoen, ze verbannen, wëll ech awer soen, dass mer onbedéngt e Qualitéits- an e Quantitéitsprung am öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg brauchen, wa mer net wëllen an Zukunft am Verkéierschaos total ënnergoen.

Den öffentlechen Transport brauch en zousätzlechen „Incentive“, deen duerch d'Schafe vum Verkéisverband geleescht gëtt, mam Zil d'Grondprinzipië fir eng kohärent Netzgestaltung am Lëtzebuerg Land an doriwwer eraus ze maachen, mam Zil eng Grondversuerung fir all Gemengen a Regioune ze definéieren an ze garantéieren, dat zesumme mat deene regionale Verkéiserskonferenzen, an deenen d'Gemengen alleguerte vertruete sinn, wou no de Kritäre vun der Bevëlkerungsdicht, vun der Verkéisersstruktur, vum Verkéisersopkommes a vun der Siedlungsentwécklung d'Grondversuerung soll definéiert ginn.

Da si mer och frou, dass d'Mobilitéitszentral ënnert der Responsabilitéit vum Verkéisersverband soll fonctionnéieren, an dass hir Missioune par rapport zum Gesetz vun 2004 ausgebaut ginn. Et ass wichteg ze gesinn, dass d'Mobilitéitszentral d'Méiglechkeet och elo kritt, an deem neie Gesetz Analysen ze maache vun de Besoinen a vun den Déplacements, an doduerch eng méi aktiv an innovativ Roll ka spillen. Mer mengen, dass d'Mobilitéitszentral e wichtegt Element ass, fir de „modal split“ hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht ze setzen.

Här President, d'Gesetz vum Joer 2004 huet d'Diere fir d'Privatiséierung vum öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg ganz grouss opgemaach, well en d'Kritäre vun der Wirtschaftlechkeet an de Virdergrond gestallt huet, wuelwëssend dass d'Privatentreprisen an der Produktioun en anere Präis kënnen hu wéi déi öffentlech Betriber – wëssend awer och, wat d'Ursachen dovunner sinn, dass d'Aarbechtskonditiounen bei de Privatentreprisé vill méi schlecht sinn, dass d'Salairé vill méi niddreg sinn, an dass d'Aarbechtskonditiounen mat enger Amplitude vun zwielef bis 14 Stonnen natierlech aner Präisser erlaben, wéi déi vun den öffentlechen Transportbetriber.

Wa mer vu Wirtschaftlechkeet a vu Konkurrenzsituatioun schwätzen, da muss mer awer och wëssen, dass et net nëmme d'Konkurrenz zwëscht deenen öffentlechen an deene privaten Entreprisen hei zu Lëtzebuerg gëtt, mä dass et och déi Konkurrenz gëtt zwëscht de private Betriber hei zu Lëtzebuerg an de privaten Entreprisen am noen Ausland. A wa mer wëssen, dass do d'Aarbechtskonditiounen ganz oft nach vill méi schlecht si wéi bei eise Privatbetriber, da wësse mer, wéi dat Spill do ausgeet. Et war jo och net vun ongeféier, dass d'Privatentreprisen och Schwierigkeete mam Gesetz vum Joer 2004 haten.

Mir si frou, als LSAP, dass dese Projet de loi d'Notioun vum Service public nees an de Virdergrond setzt, dat ëmsou méi et och bis haut nach ëmmer keen europäeschen Text a keen europäescht Règlement gëtt, wat déi obligatoresch öffentlech Ausschreiwung verlaangt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mer mengen, dass dese Projet de loi d'Ambitioun dierf hunn, an de Kader setzt, fir de gemeinschaftlechen öffentleche Personentransport qualitativ a quantitativ ze verbessern, fir d'Aufgabeverdeelung tëschent privaten an öffentleche Betriber esou ze loosseren, wéi se de Moment ass, fir d'Kompetenzen, déi elo bei den öffentleche Betriber sinn, och do ze loosseren, wou se sinn, a fir d'Regiounen an d'Gemenge matanzubannen. Mer brauchen hei zu Lëtzebuerg en öffentlechen Transport, dee performant ass, deen e Service vu Qualitéit ubitt, dee sécher ass, deen attraktiv ass, an deen an der Lag muss sinn, och an der Zu-

kunft d'Mobilitéitsbedürfnisser vun de Leit, déi hei wunnen an déi hei schaffen, ze befriedegen.

Dese Gesetzesprojet bréngt eis ganz sécher e gudde Schratt no vir an der Organisatioun vum öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg. Duerfir wëll ech och am Numm vun der LSAP-Fraktioun eisen Accord zu deemem Projet de loi ginn.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Schreiner. Éischtens ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischte wëll ech dem Rapporteur, dem Roland Schreiner, Merci soe fir déi Aarbecht, déi hien am Kader vun deemem Projet de loi geleescht huet, an och fir säin ausféierleche schrëftlechen a mündleche Rapport. Bevir ech Bemierkungen zu deemem Projet de loi maachen, wëll ech nach eng Kéier e kuerzen Historique zu deem aktuelle Gesetz maachen.

D'Zilsetzung vum Gesetz vum 29. Juni 2004 war et, eng koordinéiert Struktur ze schafen, déi fir d'Organisatioun vum öffentlechen Transport op der Schinn an op der Strooss zoustänneg ass. Mam Prinzip vun enger Reorganisatioun vum öffentlechen Transport zu Lëtzebuerg waren, souwäit wéi ech mech erënnere kann, all Parteien hei am Haus d'accord.

Et goufen haaptsächlech Divergenzen iwwert d'Missiounen, d'Kompetenzen an d'Kompositioun vun der Autorité organisatrice, der sou genannter Régie Générale des Transports Publics. Och mir als CSV-Fraktioun hunn eis deemools Gedanken zu deemem Text gemaach an hunn e schlussendlech gestëmmt, well mer der Meenung waren, dass dee Projet deen éischte Schratt an déi richteg Richtung war, fir den öffentlechen Transport besser ze organiséieren a besonnesch ze koordinéieren a fir eng optimal Mobilitéit bei eis am Land kënnen ze assuréieren.

D'Gesetz aus dem Joer 2004 huet eis ee Gerüst geliwwert, op dat ee kann opbauen, wat awer step by step verbessert an optimiséiert muss ginn. Während de Koalitiounsverhandlung gouf eleng an den Diskussiounen festgestallt, datt eng optimal Koordinatioun vum öffentlechen Transport mat Abannung vun alle concernéierten Acteure mam Gesetz aus dem Joer 2004 awer net ze erreechen ass. Dofir gouf decidéiert, d'Organisatioun vum Transport public, sou wéi et duerch dat aktuell Gesetz virgesinn ass, ëmzeänneren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen! Wat sinn elo déi prinzipiell Neierungen oder besser gesot Émännerungen an deemem Projet de loi? Éischtens fält d'Autorité organisatrice, also alles dat, wat d'Organisatioun vum öffentlechen Transport betrifft, erëm zréck ënnert d'Responsabilitéit vum Stat, méi genee ënnert d'Responsabilitéit vum Transportminister. Op deemem Punkt kann ee vun engem totale Revirement par rapport zum Gesetz vun 2004 schwätzen, well et zu enger Trennung vun de Missiounen an de Responsabilitéiten am Beräich vun der Organisatioun vum öffentlechen Transport kënn.

De Minister als Autorité organisatrice gëtt a senger Missioun assistéiert vun der Communauté des Transports, dem Verkéisersverband, engem Établissement public, deen déi bestoend Régie Générale des Transports Publics wäert ofléisen. De Verkéisersverband iwwerhëlt ee groussen Deel vun den Aufgabe vun der RGTP an huet deemno ënner anerem als Missioun den Développement, d'Promotioun an d'Koordinatioun vum öffentlechen Transport.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nei ass och de Fait, dass elo d'Acteuren aus dem öffentlechen Transport, also d'Opérateuren, d'Benutzer an d'Gemengen am Verwaltungsrot vum Verkéisersverband vertruete sinn. Si sinn am Gesetz vun 2004 deemools bausse bliwwen, eng Tatsaach, déi sengerzäit och zu groussen Diskussiounen – an de Roland Schreiner huet et scho gesot – mat deene concernéierten Acteure gefouert huet.

Zumools d'Transporteuré sinn elo net méi einfach Exécutant vun Décisiounen; si setzen umselwechten Dësch, wann iwwer Planung, Verkéisersverbesserungsméiglechkeeten an d'Koordinatioun am Transport public diskutéiert gëtt. Et si jo schliesslech si, déi um Terrain aktiv sinn, déi wéi keen Zweeten d'Mobilitéitsproblemer an -defiziter an eise Land kennen. Mat dëser neier Dispositioun hu mir elo all déi Leit an engem Boot setzen, déi dofir responsabel sinn, dass mer och an Zukunft op een effikassen an effizienten öffentlechen Transport kënnen zréckgräifen.

Ënnert d'Responsabilitéit vum Verkéisersverband fält och d'Mobilitéitszentral, déi de Kontakt an d'Koordinatioun mam Public fleegt a sech mat der Analys vun den Déplacements beschäftigt. Si wäert am Enn 2006 operationell sinn. Bei där Mobilitéitszentral gëtt den direkte Kontakt am Dialog mam Bierger ganz grouss geschriwwen. Sief et am Guichet, iwwert Telefon, iwwer Internet oder op all deenen anere Plaze fannen d'Utilisateuren all Méiglechkeet, déi si brauchen, fir d'Informatiounen iwwert den öffentlechen Transport ze kréien, fir dass mer eist Zil zum „modal split“ 75/25 och an Zukunft kënnen erreechen.

Här President, am Exposé des motifs steet geschriwwen, ech zitieren: „Le présent Projet de loi se distingue de la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics par le renforcement de la dimension locale et régionale de l'organisation des transports publics.“ D'Iddi, déi hei hannendrun hänkt, ass, dass et eng besser Zesummenaarbecht soll ginn zwëscht de Gemengen an de staatlechen Instanzen am Beräich vum öffentlechen Transport.

Wéi soll esou eng verstärkte Kooperatioun ausgesinn? Am Artikel 18 kréien esouwuel d'Gemenge wéi och d'Gemengesyndikater d'Méiglechkeet, net nëmme lokal, mä och regional Déplacementspläng auszuschaffen. Si sinn am beschte gestallt, fir dem Minister matzedeelen, wou de Schung dréckt, fir dass de Minister d'Méiglechkeet huet, och déi Problemer am öffentlechen Transport am beschte kënnen ze léisen.

Des Weidere solle regional Verkéiserskonferenzen ageruff ginn, fir dass mer och do d'Méiglechkeet kréien, op regionalem Niveau alles dat ze maachen, dass déi jeeweileg Regioune deen néidegen Transport hunn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss nach vläicht ee Punkt, deen an Zäite vun enger ugespaanter Finanzsituatioun net ze negligéieren ass. An de Roger Negri hat nach a sengem Rapport dorun erënnert, et misst een enorm spueren. Hei an deemem Projet geléngt et eis dann och elo e bëssen ze spueren. Mä de Budget, dee virgesinn ass, mécht elo nach 1,5 Milliounen aus – dat sinn ëmmerhin 2,3 Milliounen manner wéi dat bei der RGTP-Zentral virgesi war bei deemem Gesetz, wat den 29. Juni 2004 gestëmmt ginn ass.

Dës Aspuerung dréit sécherlech net dozou bäi, de Statsbudget an d'Sonnelliicht ze bréngen; et ass zwar nëmme eng Dréps op de

waarme Steen an awer een éischte Schrëtt an déi richteg Richtung.

An deemem Sënn wëll ech och domadden d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu deemem Projet de loi ginn.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Spautz. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Henri Grethen.

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, do bausse gëtt jo oft gemengt, zwëscht deenen eenzelne Parteien gëif et keng Ennerscheeder ginn an et wier alles Speck a Schwéngfleesch.

Dese Projet, Här President, dee gëtt eis d'Geleeënheet, erëm eng Kéier d'Ennerscheeder...

(Interruption)

■ **M. le Président.** - Här Bettel!

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Här President, den Här Bettel hat mech net ënnerbrach, mä den Här Spautz huet dat elo gemaach. Et ass nach op hien zréckzekommen an dëser Interventioun.

■ **M. le Président.** - Jo, ech géing jiddferree biede sech zréckzehalen an den Här Grethen net ze ënnerbriechen.

■ **Une voix.** - Très bien.

(Hilarité)

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Här President, dese Projet erlaabt et, d'Ennerscheeder zwëscht eenzelne Parteien erauszeschleien, a ganz besonnesch d'Ennerscheeder zwëscht enger Partei wéi menger, der Demokratescher Partei, an der Sozialistescher Aarbechterpartei.

Eis Politik berout op de Prinzipië vu Fräiheet, Verantwortung, Solidaritéit, Fortschrëtt, Participatioun, Courage an och Diversitéit. An, mir wëllen de staatlechen Interventio-nissem esou kleng wéi méiglech halen. Mir wëllen, dass de Stat wuel lenkt an uerdnet, mä dass en sech net ëm alles këmmert, a ganz besonnesch net ëm déi Saache këmmert, déi anerer vill besser kënnen maachen.

Dat viregt Gesetz, Här President, hat véier Ziler, an ech dierf do de Conseil d'État zitieren a sengem Avis zum viregte Gesetz, wat haut soll ëmgeännert ginn. De Conseil d'État huet déi véier Ziler opgezéit: „...créer des structures coordonnées en vue d'une organisation commune des transports publics par rail et par route, concevoir des structures d'organisation distinguant entre les compétences d'une autorité organisatrice, d'une part, et des missions des opérateurs, d'autre part, liés par ailleurs par des contrats de service public, ...“ – dréttens – „...instituer une centrale de mobilité qui selon les vues des auteurs du projet de loi sera rattachée à l'autorité organisatrice...“, a véiertens „...mieux intégrer les relations transfrontalières régionales dans l'organisation des transports publics“

De Rapporteur, Här President, an ech wëll och deen zitieren, de John Schummer deemools, hat déi siwen Haaptiddië vum Projet zesummegefaasst: „1. Eng integréiert Approche zréckzehalen, déi d'Gemengenautonomie respektéiert wat déi lokal Transporter ueget. De Stat wäert weider de Pouvoir hu wat d'Autorisatioun vun neie Linnen ueget, déi ebenfalls den Transport transfrontalier betreffen.“ – Et war also ganz kloer Aufgabentrennung an deemem viregte Gesetz virgesinn. – „2. En neie gesetzleche Kader fir d'Organisatioun vum Transport public intercommunal a régional ze schafen, deen op eng Trennung vun den Organisationsmissiounen baséiert, déi enger Autorité organisatrice ënnerstinn, an den Opérateuren, déi d'Exekutioun vum öffentlechen Transport virhuelen. 3. Eng nei Organisatioun definéieren,

déi d'Form vun engem Établissement public huet an déi néideg Autonomie huet, fir de Pouvoir politique bei der Mise en œuvre an der Gestioune ze assistéieren an ze ënnerstëtzen. (...) 4. Dësen Établissement public muss de Rôle vun enger Mobilitéitszentral iwwerhuelen a fir d'Informatioun an d'Promotioun awer iwwer a fir den öffentlechen Transport kompetent ginn. 5. D'Gemenge mat abannen, duerch hir Transportdelegéierten, duerch hir Responsabilisatioun, wat d'Créatioun an den Entretien vun Arrêten an Haltestellen sinn, an duerch hir Méiglechkeet all Zorte Partenariat mat deem Établissement public anzegoen, wat de lokalen Niveau ueget. 6. D'Clients, also déi Leit, déi och den öffentlechen Transport gebrauchen, mat ze associéieren, andeems e „Comité des usagers des transports publics“ agesat gëtt. (...) 7. D'Sécherheet an d'Surveillance am öffentlechen Transport (...)“

Dat Gesetz gëtt elo a mengen Aen a wesentleche Punkten ofgeännert. An et ass domadder, Här President, wou mer eigentlech e Prinzip opginn, e fundamentale Prinzip: dee vun der Continuité gouvernementale. An, Här President, ech ka mech erënnere, gëschter huet den honorabelen Här Mosar hei op der Tribün déi Kolleegen aus menger Fraktioun a mech selwer, déi an der viregter Regierung waren, gefrot, ob mir eis bei deemem Projet de loi, dee gëschter ofgestëmmt ginn ass, geiirt hätten.

Ech muss him haut, Här President, déi Fro stellen, mä mat enger ganz grousser Nuance. Als Regierung proposéiert een e Projet de loi, als Législateur decidéiert een iwwer e Gesetz, an duerfir, Här President, kommen ech net derlaanscht, d'Madame Arendt, den Här Clement, d'Madame Frank, den Här Glesener, den Här Hauptert, den Här Meyers, den Här Mosar, den Här Santer, den Här Sauber, den Här Schank, den Här Sunnen an lech selwer, Här President, ze froen: Konnt Dir lech d'lescht, virun annerhallwem Joer esou iren? Wéi ass et méiglech, dass et zu deem Sënneswandel koum? Oder awer hutt Dir gemengt, iwwerloosse mer eise Koalitionspartner emol eng Spillwiss, fir dass se sech kënnen austoben a fir dass se en Erfolgerserlebnis hunn,...

(Interruption)

...well mir hunn hinne schon esou vill virgesat, dass se och heiansdo müssen eng Satisfaktioun kréien? Well soss ass jo net ze erklären, dass Der an esou kuerzer Zäit esou e Sënneswandel matmaacht.

Well dëst Gesetz, Här President, wéi mer et elo virgeschloer kréien, dat bréngt zwou fundamentale Ännerunge par rapport zum viregte Gesetz:

An Zukunft wäert et net méi deen Établissement public RGTP sinn, an deen Numm, deen hat ech gewielt, well en e bëssen den RGTR rappeliert, fir dass een net ze vill géif duerjernee kommen. Elo gëtt dat erëm duerch Communauté des Transports – et sollt sécher op Däitsch Verkehrsverband domadder gemengt sinn. Mä deen Établissement public huet an Zukunft net méi d'Responsabilitéit vun der Gestioune organisatiounelle a finanziere vum öffentlechen Transport, déi erëm direkt an d'Kompetenze vum Ministère eriwerginn.

An deen zweete fundamentale Prinzip vun enger kloer Trennung zwëscht Autorité organisatrice an deene Missiounen, déi deenen eenzelnen Opérateure confiéiert ginn, déi ass och net méi ginn, well deen Établissement public elo an Zukunft e Konsultatiounsorgan ass, wou de Stat, d'Gemengen, d'Usageren an d'Transporteur zesumme sinn.

Am Endeffekt kënn dat jo dorober eraus, Här President, dass de Verkehrsverband oder d'Communauté des Transports e Gremium gëtt, déi brauchen nëmme ze

fuerderen, an den Transportminister, dee soll exekutieren. A wann et net geet, dann ass et jo dem Transportminister seng Schold a soss kengem seng. Ech wollt déi Responsabilitéit bei déi Leit droen, déi géife fuerderen, dass si och chargéiert wieren, fir dat ze exekutieren, wat si sech selwer géife virstellen.

Mä dat ass elo eng Attitud, déi bräicht mech eigentlech net ze stéieren. Hätt ech nach eng Kéier d'Chance, erëm an deen Departement zrëckzekommen, da géif ech erëm zrëckrudere par rapport zu där Proposition, déi eis haut hei virläit, an ech géif erëm dat maachen, wat ech deemools fir richtig fonnt hunn.

A wann een dee Rôle vun deem Verkéiersverbund op dat beschränkt, wat elo am Gesetz hei proposéiert gëtt, Här President, da wier et eigentlech net noutwendeg, dëst Gesetz ze stëmmen. Well mir hunn nach e Gesetz vum 14. Juli 1978, portant institution d'un conseil national de coordination de la politique des transports, 1978 gestëmmt ginn, de Josy Barthel hat dat op den Instanzewee bruecht.

D'Aufgabe vun deem Conseil si folgend: „Le conseil est un organe consultatif qui a pour mission d'émettre un avis sur toutes les questions importantes posées par la coordination de la politique des transports de marchandises et de voyageurs par route, par chemin de fer et par voie d'eau. Pour autant que ces questions sont de la compétence des organes nationaux luxembourgeois, la compétence du conseil s'étend à toutes les relations de transport à l'intérieur du Grand-Duché du Luxembourg, à l'exception des relations de transport qui se confinent au territoire d'une seule commune et qui sont d'un intérêt purement communal, à moins que l'autorité communale compétente ne requiert l'avis du conseil. Sa compétence s'étend également aux relations de transport avec l'étranger pour autant que ces relations sont de la compétence des organes nationaux luxembourgeois.“

Déi Communauté des Transports huet net vill méi ze maache wéi dat, wat an dësem Text steet. De deux choses l'une: Entweder mir behalen elo dat do bäi, oder awer mir kënnen am Kader vun der Simplification administrative an am Kampf géint d'Pollution législative dann d'Gesetz vum 14. Juli 1978, Här President, ouni weideres suppriméieren.

An, Här President, déi Communauté des Transports: Näischt méi justificéiert, dass et en Établissement public ass, well se all déi Kompetenzen, déi se virdrun hat, déi wichteg waren, ewechgeholl kritt. Do huet de Conseil d'État Recht, dass hie seet, dass dat einfach net méi noutwendeg ass.

Ech sinn der Meenung, wann déi Communauté des Transports herno soll esou en Dépotoir ginn, well dat jo och e Resultat ass vun der Eisebunnstripartite – wann ech dat richtig verstän hunn, soll et jo och nach en Dépotoir gi fir eng Rei Aufgaben, déi engem aneren Organismen müssen iwwerdroen ginn, well d'Eisebunn dat net méi ka maachen, d'Attribution régulatrice zum Beispiel en matière de gestion du trafic ferroviaire oder den Accès vun den Entreprises op d'Schinnen –, wann dat och nach soll dohinner kommen, da gëtt dat, Här President, eng Verméschung, déi a mengen Aen net gutt ass, an ech froe mech och, ob mer net herno vu Bréssel gesot kréien, dass dat, esou wéi elo déi Communauté des Transports opgebaut gëtt, iwwerhaupt net geet.

Mä wann dann dëst Gesetz schonn émgännert gëtt, Här President, da géif ech awer gäre wëssen, wéi et da mat der Ausféierung vun dësem Gesetz ass, och an deem Torso, deen nach iwwerreg bleift. Dat Gesetz ass jo vun der Chamber am Mee 2004 gestëmmt ginn a sollt

den 1. Januar 2005 a Kraaft trieden. Ech wollt do froen: Wéi ass et mat der Exekutioun vum Artikel 22 vun dësem Gesetz, dee jo net émgännert gëtt, ausser an engem klengen Punkt, ausser wou RGTP duerch Ministere ersat gëtt. Wéi wäit si mer do? Gëtt schonn eng Formation organiséiert? Wéi vill Leit sinn an der Formation? Gëtt et eng Structure hiérarchique fir déi Sécuritétsregelen, fir déi Règles de police?

Haut ass jo am Kader vun der Tripartite-Diskussionn annoncéiert ginn, dass déi iwwerschësseg Leit bei der Eisebunn solle besonnesch esou Missions de surveillance iwwerdroen kréien, déi iwwer 100, déi do ze vill sinn. A voir encore, ob si dat kënnen maachen oder net. Mä duerfir ass et esou wichteg, dass deen Artikel 22 exekutiert gëtt, an Dir gesitt wéi virausschauend een eigentlech war, dass een esou en Artikel scho virgesinn huet, fir kënnen dann deene Leit déi Aufgaben ze ginn.

Ech hat de Souci, Här President, vun der Sécherheet am öffentlichen Transport, vun der Sécherheet fir déi Leit, déi den öffentlichen Transport benotzen, an déi Leit, déi am öffentlichen Transport schaffen. Duerfir hate mer deen Artikel hei virgesinn an deem Text, an ech bedauern, dass deen nach ëmmer net ausgeschafft ass.

Datselwecht gëllt fir den Artikel 21, de Comité des usagers: Wéi wäit si mer do? Och do ass nach kee Reglement geholl, an ech wollt vum Minister wëssen, wéini hien da géif dee Comité des usagers op d'Beesetzen.

An datselwecht gëllt fir den Artikel 25 vun deemselwechte Gesetz, dee jo och bestoe bleift, a wou et em de Katalog vun den Avertissements taxés geet, wéi wäit Der do sidd. Ech huelen un, dass dat alles an deenen nächsten Deeg, wann elo dëst Gesetz gestëmmt ass, an Dir domadder déi Satisfaktion kritt hutt, dass Der da wäert déi Reglementer, toutes affaires cessantes, op den Instanzewee bréngen.

Här President, dëst Gesetz ass konträr zu deene Prinzipien, déi mir um Häerz leien, an déi ech aganks zitiiert hunn. Dee Projet, dee mir ofstëmme gelooss haten, huet sécherlech eenzel Kolleegen, besonnesch an der LSAP, gestéiert. Den Här Rapporteur, a senger Eegenschaft als Spriecher vu senger Partei, huet et jo op de Punkt bruecht, wéi e gesot huet, dass de Privatsektor méi kompetitiv ass wéi de sou genannten öffentliche Sektor. Dat viregt Gesetz, esou wéi et elo nach besteet an dese Minuten, dat hätt ze vill Transparenz bruecht. Do hätt ee ganz sécher gesinn, dass ee fir deeselwechte Präis kéint duebel esou vill Kilometer fueren, jee nodeem wie se exekutiert.

Dat jëtzezt Gesetz hat de Virdeel, dass mer déi Flexibilitéit haten, déi mer brauchen, fir eng Mobilitéitszentral richtig am Funktionéieren ze loossen. Doduerch dass elo erëm eng ganz Rei Organisationskompetenzen an de Ministère zrëckginn, musse mer erëm hoffen, dass mer an all Zukunft daper an asazfreedeg Fonctionnaire behalen, déi deen öffentlichen Transport organisieren. Ech konnt mech nëmme luewen iwwer Mataarbechter, déi ech am Transportministère hat, an déi heibanne jiddereen kennen.

Wéi oft ass, Här President, zum Beispill de Buergermeeschter vu Steesel bei mech komm, an huet mer da gesot: „Ech hu mam Här Weicherding geschwat, hien ass d'accord.“ Den Här Weicherding ass deen, dee mat senger Equipe de ganzen öffentlichen Transport organiséiert, an dee vun all Buergermeeschter, a villen aneren nach, harceléiert gëtt, fir an där betreffender Gemeng nach weider gutt Leeschtungen ze kréien. Mä da brauch een awer esou Beamte wéi den Här Weicherding a seng Mataarbechter, fir dass dat iwwerhaupt méiglech ass siwen Deeg op siwen.

Oder am Handicapéiertentransport, e Secteur, dee mer wierklech um Häerz läit. Do brauch een da Beamte wéi den Här Erwin Kalme a seng Mataarbechter, déi, wann d'Gefor besteet, dass et mueres glat ass, déi da schonn um dräi Auer op hirem Büro sëtzen. Déi Situation kennend a wëssend, dass et eenzeg an eleng vum Asaz vun deem Eenzelnen ofhänkt, wollte mer méi Flexibilitéit ginn duerch dat Gesetz, fir kënnen am öffentlichen Transport siwen Deeg op siwen ze funktionéieren. Ech fäerten, jee nodeem wéi d'Exekutioun hei geschitt, a wa mer eng Kéier Leit hätten, déi net déi Motivatioun hätten, dass dann dat alles net méi méiglech ass, oder vill méi schlecht méiglech ass.

Här President, dëst Gesetz ass e Schrack an déi falsch Richtung. Dëst Gesetz ass e schlecht Gesetz, well et net zukunftsorientéiert ass, well et e konservatiiv Gesetz ass, wat erëm no hanne kuckt, wat versicht sou genannt Droit-acquises ze respektéieren, déi finalement ënnert dem Drock vun den Tatsaache vun de Realitéite wäerten iwwerrullt ginn. Et wäert lech net wonnen, Här President, wa meng Fraktioun zu dësem Gesetz hir Zoustëmmung net gëtt.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Grethen. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz.

M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Här President, ee Punkt wonnert mech e bësse bei den Ausféierung vum Spriecher vun der Demokratescher Partei, nämlech dat en op een Émstand net agaangen ass, nämlech op deen Émstand, datt d'Gesetz, wat am Mee 2004 votéiert ginn ass, a wat op dem 1. Januar 2005 a Kraaft getrueden ass, fir laang Zäit e Vide juridique hei am Land provoziert huet. Dat Gesetz ass a Kraaft getrueden den 1. Januar 2005, an huet domadder de plein droit d'Gesetz iwwer den RGTR ofgeschafft. An et huet laang gedauert bis dat neit Gesetz mat deenen noutwendeg Reglementer e bësse mat juristeschem Hannergrond gefëllt ginn ass.

Et wonnert mech e bëssen, datt de Kolleeg Grethen dat net opgeworf huet, well, och wa mir dat neit Gesetz wäerte stëmmen – an ech wëll och duerno nach eng Kéier erkläre woufir –, ass dat awer en Émstand gewiescht, deen eigentlech net akzeptabel ass. Dat ass e krasst Versoew gewiescht vun der Regierung op deem dote Punkt, a vun der Verwaltung hannert der Regierung, fir net duerfir ze suergen, datt e Gesetz, wat a Kraaft trëtt, kann en bonne et due forme exekutiert ginn.

Do hate mer während enger Partie Zäit e richtige Vide juridique, a mir hunn als Gréng selwer eng Proposition de loi gemaach gehat, fir aus där Situation erauszekommen, nämlech eng Proposition de loi, déi proposéiert huet dat Gesetz einfach emol fir e Joer auszusetzen, an domadder zumindest emol déi antérieure Situation juridique ze behalen, fir datt och déi Leit, déi an deem Secteur schaffen, wëssen, op wéi enger legaler Grondlag datt se amgaange wäer mat schaffen.

D'Regierung huet doropshin déi éischt Reglementer geholl, fir e bëssen där ganzer Saach eng Basis ze ginn. Dat war eiser Meenung no awer schonn en Émstand, deen net normal war. Wou mer e bëssen iwwerrascht waren, dat ass dunn, wou den Avis vum Statsrot zu deem neie Gesetz komm ass, wat du vun der Regierung déposéiert ginn ass. Mer hu jo dann d'RGTP iergendwéi awer un d'Rulle kritt. Et ass en neie Projet vun der Regierung deposéiert ginn. Do koum dann den Avis vum Statsrot zu

deem neie Projet de loi, an awer och zu eiser Proposition de loi, déi mer gemaach hunn op deem dote Punkt.

Wann d'Regierung aus liicht novollzëibare Grénn mat deem Avis vum Statsrot net konnt d'accord sinn, esou ware mir et eigentlech awer och net. Well mir kruten, wat eis Proposition de loi betrëfft, vum Statsrot virgehale, datt et en interessanten Usazpunkt wier, dee mer do gewielt hätten, mä datt eis Solution keng richtig Solution wier. Fir dann awer zwee Abschnitter méi spéit ze schreiwen, et hätt een eigentlech missen dat Gesetz vun 2004 einfach em ee Joer emol auszusetzen, wat eigentlech texto dat war, wat mir selwer proposéiert hatten.

Dat huet eis dann och – ech muss scho soen – e bëssen iwwerrascht vum Statsrot, deen eise Virschlag net gutt fonnt huet, fir en dann awer selwer ze formulieren. Mä gutt, vu datt mer elo en neit Gesetz virleien hunn, wat elo geschwé wäert gestëmmt ginn, da gehéiert dat alles zu der klenger Historie, an da si mer op enger neier méi zoliter a geregelter Basis.

De Gesetzesvirschlag, dee mer haut virleien hunn, ass keen, deen eis elo géing komplett zefridde stellen. Mer müssen awer soen, als gréng Fraktioun, datt mer deem Gesetz wäerten zoustëmmen aus zwee Grénn.

En éischte Grond, well mer folgender Meenung sinn: Den Här Grethen huet virdrun och e bëssen déi Wieder genannt, déi fir déi Politik stinn, déi seng Partei verfolgegt, en huet awer ee wichteg Wuert vergiess. Dee Secteur, vun deem mer hei schwätzen, dem Busbetrieb, och, wann den Här Grethen Recht huet, wann e seet, datt selbstverständlech d'Produktivitéit bei de private Betriber méi héich ass, déi Präisdifferenzen, déi et gëtt, déi sinn deelweis begrënt op den Énnerscheeder an de Salairen. Déi si gewollt, dat ass näischt, wat een entdeckt.

Déi Differenzen an de Salairen téscht dem Service public an dem Service privé, déi gëtt et iwwereng net nëmme am Beräich vum Transport, déi gëtt et a ganz ville Secteuren. Och d'Stad Lëtzebuerg, déi zënter ganz laange Jore vun engem liberale Buergermeeschter gefouert gëtt, huet och haut nach en öffentliche Busbetrieb, deen och mat Fonctionnairen hannert dem Lenkrad de stater Leit ganz gutt Déngschter leescht. Et ass also net, mengen ech, eppes, wat d'liberal Partei géing prinzipiell a Fro stellen.

Et gëtt allerdéngs och, an do ginn ech dem Här Grethen Recht, Differenzen an de Coûten, déi zrëckzeféieren sinn op d'Produktivitéit an deene Secteuren. An do müssen déi, déi öffentlech Betriber féieren, zouginn, datt do effektiv Differenze bestinn. Nun ass awer de Punkt: Wat mécht een dann, fir do besser ze ginn? Einfach dem Marché dat elo wëllen ze iwwerloossen ass awer e bëssen, den Här Grethen huet dat jo och bestäetgt, e Stéck Philosophie, déi hannert sengem Projet de loi stoung.

E verkennt awer een Element, nämlech datt an deem ganze Secteur, privat oder öffentlech, net een eenzege Kilometer ouni Subventionne gefueert gëtt. Och déi privat Busbetriber am Land fueren déi Linne just, well et d'staatelech Intervention gëtt. Et gëtt keng rentabel Linn an deem Sënn, déi géing eleng bestoe bliwen. Dach, et géing der vläicht e puer ginn um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, déi ganz gutt funktionéieren, well hei einfach dagsiwwer vill Opkommes vu Leit ass. Mä generell ass den RGTR eng Aktivitéit, déi no normale Kritäre vun der klassischer, comptabel Wirtschaftlechkeet net ka funktionéieren.

Mir sinn also net an engem Secteur, wou ee kéint all d'Froe beantwerten eleng mat der Konkurrenz

tëschtent de privaten Anbieter an den Anbieter, déi nach vun öffentlecher Hand bedriwwen ginn. An et gëtt der jo net vill: Et ass d'Stad Lëtzebuerg, et ass den TICE an et ass d'Eisebunn. An déi Differenzen, iwwer déi muss ee kënnen schwätzen – och, dass et Produktivitéitsdifferenze gëtt. Déi kritt een awer net eleng ewech mat der Antwort: „Loosst de Marché dat dote géréieren. Loosst d'RGTP kucken, dass se dat, wat se bestellt, och assuméiert kritt.“ Dat ass awer iergendwou e Stéck, dass d'Politik sech erausgehale hätt.

Dat ass wuel d'Visioun gewiescht vum viregten Text. Et ass awer eng Visioun, déi, eiser Meenung no, d'Froen net all beantwert. Mir sinn awer och gären d'accord, fir ze soen, dass och deesen Text d'Froen net all beantwert. Et ass sécher net en Text, dee formidabel wär. En ass op verschiddene Punkten net prezis genuch. Do hätt ee kënnen méi prezis sinn.

Mir sinn awer der Meenung, dass an där heiter Matière Schluss soll si mam Palaver. An et ass grondsätzlech duerfir, wou mer eis Zoustëmmung och bréngen, well mer der Meenung sinn, dass mer elo laang genuch iwwer Detailer diskutéiert hunn, iwwer ënnerschiddlech Approchen, iwwer Philosophien. An dat Gespräch kann een nach laang weiderféieren, mä et bréngt eis net virun. Wat eis virubréngt ass, dat ass, dass mer ophalen doruwwer ze philosophéieren, wéi ee sech am beschte ka mat politeschen Usichten zu deem doten Thema ennerhalen.

Mä mir hätten eigentlech just nach gären eppes, nämlech dass déi Struktur esou séier wéi méiglech kann ufänke mat schaffen, dass mer esou séier wéi méiglech all Hannergronddiskussionne stoppen, an einfach deene Leit, déi d'Responsabilitéit kréien an der CdT, an der Communauté des Transports, am Verkéiersverbund, erluben, sech domadder beschäftegen, wat d'Problemer sinn zu Lëtzebuerg am öffentlichen Transport, trotz deenen Imprecisionne vum Gesetz, wat awer och gläichzäitig kann eng Chance ginn, well dat, wat am Gesetz net prezis virgeschriwwen ass, kann och am Gespräch an an der Aarbecht vun der CdT mat engem Sënn gefëllt ginn, dee vläicht net am Detail virgesi war.

An eis Zoustëmmung zu dësem Text heescht am Wesentlechen, dass mer gären hätten, dass op dësem Thema Schluss ass mat deene jorelaange Gespréicher, déi mer elo scho féieren, an dass mer déi Leit encouragéiere wëllen, hir Aarbecht einfach elo emol unzufänken. Da wäerte mer nach méi wéi eng Kéier an den nächste Méint an och Joren d'Geleehheet kréien, fir e Bilan ze maachen, eis mat deene Punkten ze beschäftegen, déi da méiglecherweis ënnert deem neie Gesetz och net zefridde stellend funktionéieren.

Mä d'Haaptaufgab vun deene Leit ass, eng dynamesch Aarbecht ze maachen, eng Aarbecht, déi an der Logik vum IVL, an regionale Souci probéiert, all déi Punkten do opzegräifen a mat Sënn ze ennersträchen. Dat wäert awer nëmme funktionéieren, wann d'Zesummespill mat der Regierung propper funktionéiert. Do hänkt Wesentleches dovun of, a mer wäerten d'Regierung dann och dorunner jugéieren, wéi d'Regierung domadder emgeet. Wann d'Regierung elo par rapport zu där CdT mat enger gewëssener Offenheet an ënnerstëtzend déi Aarbecht begleet, da kann dat eng ganz wäertvoll Zesummenaarbecht sinn. Wann awer d'Regierung d'CdT doduerch net ënnerstëtz, dass se all Virschléi, déi kommen, probéiert kleng ze halen a falsch ze maachen, da geschitt eventuell dat, wat den Här Grethen virdu gesot huet.

Wann een also d'CdT déresponsabiliséiert, well hir Virschléi net ugeholl ginn, da kann et duerchaus

passéieren, dass déi CdT eng Fuerderungsmaschinn géng ginn, déi dann aus evidente Grénn hiren Zweck verfeelt hätt. Et soll schon esou sinn, dass déi Leit an der CdT d'Verantwortung fir dat, wat se proposéieren, spieren. Mä dat geet och doduerch, dass déi Virschléi, déi se formuliert, ugeholl ginn an dass d'Regierung mat Offenheet un déi Virschléi do erugeet. Duerfir wäert ganz villes dovunner ofhängen, wéi d'Regierung dësen Text interpretéiert. Dat kann eng Schwächt vum deem Text sinn, dass en net esou prezis ass. Et kann awer och eng Stärkt si vun deem Text.

A mir hoffen natierlech, dass d'Regierung duerch hiert wäert duerfir suergen, dass dësen Text herno an der Realitéit zum öffentlechen Transport senger Qualitéit wäert bäidroen. Sollt dat net passéieren, wäerte mir d'Regierung un hir Responsabilitéit op deem dote Punkt erënneren, well et ass eiser Meenung no schlussendlech awer ganz vill bei der Regierung, wou et läit.

Déi méi kloer Trennung, déi virdu bestanen huet, huet awer och eiser Meenung no ee Schwaachpunkt gehat. Nämlech deen, dass „Autonomie“ e ganz schéint Wuert ass, mä spéitstens, wann et ëm d'Geld gaangen ass, ass een awer iergendwann eng Kéier dann um Punkt, dass ee mat der Regierung muss eens ginn. Do héiert d'Autonomie dann op – spéitstens bei de Finanzen. An dat hei ass, wéi gesot, e Secteur, wou net ee Kilometer, och net vun engem private Betrieb, ouni Subventionne gefuer gëtt.

Duerfir ass eiser Meenung no dee Clivage, dee soll bestoen tëschent deenen zwou Philosophien, op deem dote Punkt schlussendlech net esou grouss, wéi e kann erbäigieret ginn. Well schlussendlech gëtt et eng öffentlech Hand, déi an der Verantwortung ass, nämlech, wann et drëms geet an der Keess ze passéieren an déi ganz Angeboter ze finanzéieren.

Duerfir si mer der Meenung, als Gréng, dass mer mat deem Text kënne liewen. Mir kréien, wéi gesot, d'Geleeënheet nach eng Kéier doriwwer ze schwätzen; dofir hu mer och e formellt Engagement vum Minister an der Transportkommission, an ech widerhuelen dat duerfir hei, fir dass de Minister dat ka bestätegen, dass dëst Gesetz, spéitstens, wa mer wëllen d'Ëmsetzung maachen och vum Accord tripartite, erëm opgeholl gëtt.

Woubäi ech awer op engem Punkt do d'Bedenke vum Här Grethen och deelen – mir hunn dat och an der Kommissioun scho gesot: Den Ëmstand, dass d'Attributioun vun de Sillonnen och deelweis hei soll matgemaach ginn, do hu mir och Bedenken, ob et méiglech wäert sinn, dat juristesches esou hinze kréien, dass et mam communautaire Recht kompatibel ass. Mir loosse eis gäre vum Konträr iwwerzeegen, wann Är Leit an Är Juristen dat ronn bréngen. Mir hunn einfach do Bedenken, an hunn déi och artikuliert an der Kommissioun. Mir maachen dat och hei nach eng Kéier a soen, dass dat net esou evident wäert sinn.

Mä mat deene Remarquë bréng mer, wéi gesot, eis Zoustëmmung zu deem Text, mat der Zousso, dass e kann an nächster Zäit ofgeännert ginn, wa mer mierken, dass eng Piste, déi mer verfolgegen, net déi richtig war. Mä mir hoffe just eppes, dass déi Leit nämlech elo ufänke mat schaffen, dass dat eng héich qualitativ Aarbecht gëtt, an dass déi Diskussiounen iwwert d'Organisatioun an iwwert de Wéi an den Hannergrond réckelen, an dass dat, wat mer maachen, an de Virdergrond réckelt, well deen eenzege Mot d'ordre, dee wierklech ënnert dem Stréch zielt, ass dat ze bidden, wat d'Leit dobaussen erwaarden: En héich qualitativen öffentlechen Transport, an all Mëtzel, fir deem Zil méi no ze kommen, sollen eis Recht sinn.

Ech soen lech Merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Leschte Riedner ass den honorebelen Här Gibéryen.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President, Dir Dammen an Härén, erlaabt mer fir d'éischt dem Kolleeg Schreiner Merci ze soe fir säin ausféierleche Rapport.

D'Transportpolitik ass ee vun deene wichtigste Politikfelder an engem Stat och wéi Lëtzebuerg. Mir si kleng, wat den Territoire an d'Populatioun ugeet; wat d'Ekonomie ugeet, si mer awer méi grouss. Dëst mat Sécherheet an der Groussregioun, déi vun eisem Succès als souveräne Stat profitéiert – dat an éischter Linn duerch déi wuessend Participatioun vun der aktiver Populatioun vun de Grenzregiounen an eisem konstant wuessenden Aarbechtsmaart. 112.000 Salariéë waren et 2004, déi all Dag aus der Grenzregioun an eise Stat eran- an erausgependelt sinn. Haut stellen d'Frontalierë ronn 40% vun eiser Aarbechtskraaft duer. Tëscht 1988 an 2004 ass d'Zuel vun de Frontalieren all Joer am Schnëtt ëm ronn 10% gewuess, an et ass unzuehuelen, dass dës Phenomeen och weider wuesse wäert, wa vläicht och manner staark.

Dat huet natierlech eminent transportpolitesch Konsequenzen. Dës Problematik hu mir scho viru Joren erkannt, an mir hunn en Transportkonzept fir déi verschidde Regiounen vum Land ausgeschafft. Fir d'éischt fir de Süden an de Südwesten, dee jo haaptsächlech vum Verkéier vun de Frontalieren aus der Belsch a Frankräich betraff ass. Den 13. November 2001 hate mer dësen Transportkonzept virgestallt, an an enger Serie Informatiounsversammlungen um mir deen och mat de Leit zesammen duerchdiskutiert.

Déi viregt Regierung ass och méi spéit, Enn 2002, mat hirer mobilitéit.lu mat esou engem Konzept komm. Begréissenswäerterweis huet d'Regierungskonzept déi wesentlichst Léisungsusätz, wéi mir se och an eisem Konzept haten, iwwerholl, wann een de Problem vun der Hauptstadt eemol ausklammert. Do hu mer jo bekanntlech ëmmer de Projet „Schummer“, eng Zort Metro ënnert der Stad erduerch, verteidegt.

Déi transportpolitesch Hauptfuerderunge vum ADR, déi hat och perséinlech hei den 12. März 2003 virgestallt, an a sechs Motiounen hei zur Ofstëmmung bruecht. Am Kader vum Gesetzesprojet, dee mer haut hei diskutéieren, ass besonnesch eis deemoleg Motioun 4 wichtig. Do hu mir als ADR d'Regierung invitéiert e „système performant de transport public transfrontalier régional qui assure l'acheminement rapide des frontaliers belgo-français vers les centres d'activité économique actuels et en voie de création du Grand-Duché de Luxembourg“ ze schafen.

Mir haten do eise grenziwwerschreidende Shuttle-System proposéiert. D'Sozialisten hunn deemools eis Motioun matgestëmmt, genau sou wéi déi gréng Kolleegen. Mir ginn also dervun aus, dass och d'Sozialisten an deem Gescht an iwwert de Verkéiersverbond wäerte wierken. Dowéinst, a wann ee ganz vill Detailkritik um vireiende Projet kann üben, wäerte mir de Projet hei och net riichter aus oflehen. Mir gesinn de Verkéiersverbond, ee System, dee mer am Ausland jo scho laang kennen, als en éischte kleng Schratt, awer an eng gutt Richtung.

Well den Haaptobjektiv vum Verkéiersverbond ass jo, wéi d'Kommissioun an hirem Rapport complémentaire extra nach eng Kéier betount huet, bei wäitem net nëmmen de weideren Opbau vun der Mobilitéitszentral, mä d'Entwécklung vun der Offer vum öffentlechen Transport, an d'Verbesserung

an d'Koordinatioun vun den offéierte Servicere.

An deem Kontext soll jo eng vun den nächsten Aufgabe vum Verkéiersverbond zum Beispill d'Realisatioun vun enger Etüd iwwert d'Veereinfachung vun der Tarificatioun am öffentlechen Transport sinn. Déi soll d'nächst Joer realiséiert ginn, grad sou wéi eng aner Etüd, dës Kéier an Zesummenaarbecht mat den CFL, iwwert d'Ubanung vu Saarbrécken an den nationalen Eisebunnsréseau. Béides krut iwwregens mä Kolleeg Koepp op eng rezent parlamentaresch Ufro vum 24. November dëst Joer vum Transportminister matgedeelt.

No eiser Transportphilosophie wier déi genannt Ubanung iwwregens méi wéi wünschenswäert. An deem Sënn ass et fir eis och vun eminenter Wichtigkeit, dass de Verkéiersverbond a senger Aarbecht iwwer eis Statsgrenzen eraus denkt. Déi Iddi ass jo schonns am ursprüngleche Gesetz als ee vu senger véier Objektivier festgehale ginn, mä dorobber kommen ech nach ze schwätzen.

Den Aarbechtskräftepotenzial vun der Grenzregioun muss op alle Fall méi effikass a méi ëmweltbewusst erschloss ginn. En effiziente grenziwwerschreidende System vum öffentlechen Transport ass vun nationalem Intérêt. Dat ass, wéi aganks scho gesot, eng laangjäreg transportpolitesch Fuerderung vun eiser Partei, déi vun eis och konkret ënnermauert gouf. Un deem Challenge wäerte mir och d'Transportpolitik vun deser Regierung moossen.

Haut soll d'Chamber also iwwer eng Ännerung vun engem Gesetz ofstëmme, dat eréischt d'lescht Joer am Mee vun der viregter Regierungskoalitioun hei stëmme gelooss ginn ass. Deemools, den 19. Mee 2004, hu mir als ADR schonns gesot – ech zitieren: „...“, dass den Text vun der Regierung net ausgeräift an net duerchdiskutiert ass. Dës wichtige Thema däreft een net ënner esou ondemokratesche Methoden nach fënné vir zwielf duerch d'Chamber baatschen.“ Dat war virun de Chamberswahlen.

(**Interruption**)

Eisen deemoleg Spriecher, de Kolleeg Fernand Greisen, huet dunn d'Schwächte vun dem Transportgesetz opgewisen, an den ADR huet et och duerfir net gestëmmt, hien huet sech enthalen.

Den Débat haut ass d'Konsequenz vun deem Gesetz, wat mer deemools hei, wéi gesot, kuerzfristeg hu missen duerchhuelen. Déi, déi an de Wahlen nach – ech zitieren – en öffentlechen Transport „attraktiv und zum Nulltarif“ versprach hunn, maache säit hirer Wiel näischt aneschtens, wéi un de Projeten an de Konzepter vun hire Virgänger erëmzebastelen. Just verkafe se dëst aneschtens.

Wann dat nëmmen eng noutgedrungen Ausnahm wier, da kéint ech nach driwwer ewechgesinn, mä dat doten ass scho symptomatesch. Et ass jo net nëmmen am Beräich Transport, wou ons Kolleeg kaum nach erëmzeerkenne sinn. Ech erënnere just un d'Ofschaffung vun der Verméigenssteuer.

(**Hilarité**)

Also, ech war elo mat de Säiten hei duerchernee komm.

(**Hilarité**)

■ **M. le Président.** - Dat mécht näischt, Här Gibéryen. Dat ass...

(**Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence**)

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, wann ech déi Sait bis zum Schluss zrëckfannen, da leeën ech se erëm dertëscht.

(**Hilarité et interruptions**)

Jo, jo, dat ass wann een ze vill an engem Dag gefuerdert gëtt...

(**Hilarité et interruptions**)

■ **Une voix.** - Da kann een emol duerchernee kommen.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...an et muss een dann owes och nach eng Ried hei...

■ **Une autre voix.** - ...erofliesen.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...erofliesen, jo.

(**Hilarité et coups de cloche de la Présidence**)

■ **M. le Président.** - Sou, da loosse mer elo den Här Gibéryen weiderlesen.

(**Hilarité**)

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President.

(**Interruption**)

Zwee Punkten, déi eis un deemem Projet stéieren, wëll ech awer nach besonnesch ervirhiewen:

Éischtens déi fir eis esou wichtig grenziwwerschreidende Organisatioun vum Persounentransport. Schonns am Mee 2004 hate mir bemängelt, dass an deem Gesetz net geregelt gëtt, wéi déi gewöhnlechen enk Koordinatioun mat den Nopeschlänner organiséiert gëtt. Ech hu geduecht, mat deemem Gesetz géife mer dee Schwaachpunkt klären. Dat ass awer leider net geschitt.

Zweetens gëtt eng finanziell Verschlechterung, déi d'Transportgesetz vum leschte Joer fir d'Gemenge mat sech bruecht huet, duerch dëst Gesetz net réckgängig gemaach, am Géigendeel, et gëtt nach eng Schépp dropgelleucht. Dat bestätegt eis Aschtzung, dass et finanzpolitesch lwwerleeunge sinn, déi systematesch versichen, méi Laaschten op d'Gemengen ofzedrécken, ouni d'Gemengen duerfir awer finanziell besser ze stellen.

Esou eng Politik féiert noutwendigerweis zu onsozialen Taxenerhéijungen op Gemengesait. Dowéinst kritiséiert de Syvicol an eisen Aen zu Recht déi heiten Ofännerung vum Artikel 20 vum Gesetz.

Virun 2004 hate mer kloer Verhältnisser: D'Gemengen haten d'Arréten am Kader vum Stroossentransport ze ënnerhalen, de Stat déi a Saache Schinnentransport. Dat war de Prinzip. Du gouf dem Stat seng Responsabilitéit op d'Gemenge gedréckt, dëst iwwer e Käschtendeelungsprinzip. De Stat huet sech bereet erkläert, bis zu 50% vun de Käschten ze subventionéieren.

Elo gëtt et iwwerhaupt keng Präzisioun méi, wat den Taux vun der finanzieller Participatioun vum Stat u Busarréten ugeet, a bei den Eisebunnsarréte geet d'Entscheidungsgewalt bei de Stat. Déi betraffe Gemenge muss sech awer „à raison de 50%“ un de Käschte bedeelegen. Also: Eng absolut Onsécherheet gëtt geschafft, wat d'finanziell Participatioun vum Stat ueget. An d'Gemengen, déi un den Eisebunnsréseau ugeschloss sinn, kréien e Kado vu gewaltege künfte finanzielle Méibelaaschtungen, hunn awer a Saache Garen näischt méi matzedecidéieren.

A souguer wann deen opgezeechten neie System fir de Stat finanziell neutral sollt sinn, kann ee sech d'Fro stellen,...

(**Interruption et hilarité**)

■ **Une voix.** - Bravo!

■ **M. John Castegnaro (LSAP).** - Elo ass de Schaum gläich um Mond. Ekelhaft!

(**Hilarité**)

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo.

■ **Une autre voix.** - Dir wësst, vu wat Der schwätzt, Här Castegnaro.

(**Interruptions, hilarité et coups de cloche de la Présidence**)

■ **M. le Président.** - Kommt, loosse mer eis elo packen, et dauert jo net méi laang.

(**Hilarité**)

Ech mengen net dem Här Gibéryen seng Ried, mä d'Sitzung ass elo geschwënn eriwuer. Mir komme sou lues zum Enn vun der Sitzung.

(**Interruption**)

Ech hu vollt Vertrauen an den Här Gibéryen.

(**Hilarité**)

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, gläichfalls, Här President.

A souguer wann den opgezeechente neie System fir de Stat finanziell neutral sollt sinn, kann ee sech d'Fro stellen, aus wéi engem Grund en dann iwwerhaupt agefouert gëtt. Eis Äntwert hunn ech lech jo scho ginn: Et huet System. Et ass eng Finanzpolitik mat bekannten onsoziale Konsequenzen, déi hei op d'Gemengen ëmgeleucht ginn.

Eng weider Lacune an deemem Kontext ass dee leidege Problem vun den Opfangparkinge bei de Garen. Och hei gëtt keng Kloerheet geschafft a Saache Participatioun vum Stat. An eisen Aen ass et ongerecht, hei d'Käschten integral déi betraffe Gemengen droen ze loosse, well déi Leit, déi do jo stationéieren, si majoritär net aus deene concernéierte Gemengen. An et ass jo just eist nationaal Zil, en „modal split“ vu 25% bis allerspéitstens 2020 ze errechen.

Erlaabt mer eng Remarque zum schaarf eischen Avis vum Statsrot. Esou Feeler dierfen, am Intérêt vun deem héijen Haus hei, an Zukunft net méi virkommen. Op en Avis vum Statsrot muss ee sech verlooosse kënnen. Den Auteur hätt just missen nokucken, fir ze gesinn, dass dat Gesetz, dat d'Chamber hei am Mee decidéiert hat, bel et bien schonns seng Konsequenzen an der Praxis huet.

Nach e Wuert zu engem weidere wesentleche Changement. D'Autritéit fir d'Organisatioun vum öffentlechen Transport geet erëm zrëck vum Établissement public RGTP, elo CdT, un de Minister. Am Sënn vun kloer politesche Verhältnisser a Verantwortlechekeete begrësse mir dee Retour. Dëst besonnesch, well et hei ëm Fonctioun geet, déi mam Exercice vun eiser nationaler Transportpolitik zesammenhänke kënnen.

Konsequenterweis hätte mer awer och gäre gesinn, wa mer nach e Schratt weidergaange wieren, nämlech wat d'Zesummesetzung vum Conseil d'administration vun der Communauté des Transports ueget. Dee soll paritéitesch besat ginn. An eiser Logik hätt ee fir de Stat awer op d'mannst eng Stëmm lwwergewicht misse festschreien. Dës Paritéit däreft net kënnen zum Prétexthe geholl ginn, fir dass de Minister sech aus senger politescher Verantwortung kann erausstielen. Déi Leit, déi fir de Stat do um Dësch sëtzen, sinn ëmmer Représentantë vun der Regierung a muss sech am Eeschtfall, egal wéi d'Meenung um Dësch ass, am Intérêt vun der Allgemeinheit och géint eng Koalitioun vu privaten, an deem Fall wuel reng pekuniären Interessi vun zum Beispill den Transportbetriber kënnen duerchsetzen.

Eng weider an eisen Ae bedauernswäert Omissioun am Gesetz ass, dass net festgeschriwwen gëtt, dass all Transportentreprisé, déi um Lëtzebuergger Marché vun öffentlechen Transport wëllt participéieren, muss eis Aarbechtsge-

setzung respektieren. An engem europäesche Kontext vu Privatisierung vum öffentlechen Transport wier dat eng Garantie géint e méigleche Phänomene vu sozialem Dumping an deem Secteur. D'Aarbechter- an d'Privatbeamtechamber gesinn dat och esou. Ech bedauern, datt hirer Proposition net Rechnung gedroe ginn ass.

Eise Fazit also: De Verkéiersverbond u sech ass eng gutt a wichtige Nobesserung vum Gesetz iwwert den öffentlechen Transport. Eng Rëtsch wichteg Nobesserung sinn awer net gemaach ginn. Eng Verschlechterung, besonnesch fir d'Eisebunngemengen, ass souguer do erakomm, wéi se awer fir d'Finanzpolitik vun de Rezenten an och vum kommende Joer typesch ass, an déi negativ sozial Konsequenze vun dëser Politik an de Gemenge verstärker wäert.

Dowéinst, Här President, wäert d'ADR-Fraktioun sech bei dësem Projet enthalten.

(Hilarité)

Une voix. - Uff!

M. le Président. - Merci, Här Gibéryen. Dann ass d'Debatt ofgeschloss. D'Wuert huet elo nach d'Regierung, den Här Transportminister Lucien Lux. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

M. Lucien Lux, Ministre des Transports. - Wann een dat hebbanne weess, da sinn ech et.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll wierklech ganz kuerz agoen op déi Kommentaren, déi de Mëtze gemaach si ginn. Ech mengen, op d'Inhalter vum Gesetz an och hir Ennerscheeder zu deem bestehende Gesetz brauch ech net anzegoen; de Rapporteur, deem ech fir seng Aarbecht, och an der Kommissioun virun allem, félicitéieren, huet dat en long et en large gemaach.

Ech géif och nach eng Kéier soen – fir den Här Braz, ech weess net, ob hien et da wierklech gleeft –, dass ech d'Engagement an der Kommissioun an och hei nach eng Kéier huelen, dass mer le moment venu, wa mer och iwwert d'Transposition vum der Direktiv Premier paquet ferroviaire diskutéieren, eis déi Geleeënheet huelen, fir op eenzel Saachen zréckzekommen. Ech mengen, et ass eis elo drëm gaangen, fir Klortext ze maachen, och fir eng gewësse Sécherheet erëm

hierstellen an den eenzelne Kompetenzen, déi am Ministère si respektiv déi am Moment an der RGTP sinn.

Ech wëll och soen, well den Här Grethen hei grouss ausgeholl huet, fir hir Prémissen ze soen,...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

...mat deem si un dat bestehend Gesetz gaange sinn: Ech mengen, dëst Gesetz, wat mer haut stëmmen, ass e Gesetz, wat op Concertéierung, op Verantwortung an op Vertraue setzt. An ech wëll och direkt hei soen, par rapport zu deem Virwurf, deen hie gemaach huet un d'Adress vun der CSV, dass ech am Géigendeel fannen, dass et d'CSV éiert, dass se sech an deene laangen Diskussiounen, déi mer an de Koalitionsverhandlungen iwwert deen Deel hei gefouert hunn, en long et en large mat de Vir- a mat den Nodeeler vun deem engen an deem anere Konzept auserne gesat huet. An ech wëll och drun erënneren, dass de Riedner, de mandatéierte Spriecher vun der CSV, anlässlich vum Gesetz 2004 schonn op de Schwaachpunkt, den essenzielle Schwaachpunkt an eisen Aen higewisen huet: dee vun der mangelnder Concertéierung mat den Opérateuren.

Dat ass d'Häerzstéck vun deem, wat mer hei maachen, nämlech wierklech déi Concertéierung grouss opmaachen, fir dass déi, déi all Dag Responsabilitéit um Terrain droen, déi responsabel sinn, fir dass mer all Joer, bal all Dag, bal 200.000 Leit iwwert de Wee vun dem Bus an dem Zuch hei zu Lëtzebuerg op hir Aarbecht oder op déi aner Plaze féieren, mat an déi Responsabilitéit eragezu ginn.

An et muss ee wierklech mat enger Annahm, déi ëmmer ugeholl gëtt, opraumen, wann hei gemaach gëtt, wéi wann elo an deem bestehende Gesetz all Responsabilitéite beim RGTP wäeren. Nächst ass méi falsch wéi dat! Och an deem bestehende Gesetz sinn, ausser der Responsabilitéit, fir d'Contrats de service public ofzeschléissen, all déi aner Responsabilitéiten en fin de compte ëmmer beim Minister.

Den RGTP kann zwar Propositione maachen, mä déi lescht Décisioun läit bei dem gréissten Deel vun de Responsabilitéiten, och an deem heitegen Text, beim Minister, esou dass een also net soll maachen, wéi wa mer elo hei eng grouss Kehrtwendung géife maachen. An och déi Annahm, dass

déi fënnf Leit, déi hei bestëmmt ginn, fir dat ze maachen, waméiglech hanner zouene Maueren, net déi Ouverture, net déi Transparenz hunn, wéi wa mer d'Opérateuren um Dësch hunn, ass eng falsch Annahm. Et ass unzweifelhaft, dass mer hei eng vill besser Concertéierung kréien.

Et ass och falsch, fir nach eng Kéier ze behaupten, dat wat de Conseil d'État scho gemaach huet, dass déi Communauté des Transports, wéi se elo virgesinn ass, en fait zréckkënn op esou eng Form vu Conseil supérieur oder iergendeen Berodungsorgan. Haut scho schaffen an dem RGTP fënnf Leit, an haut scho gëtt do eng Responsabilitéit gedroe fir vill Initiativen, déi geholl gi sinn, fir Mobilitéitspläng mat Entreprises ze maachen, fir Mobilitéitspläng mat Gemengen ze maachen, net ze schwätze vun der Mobilitéitszentral selwer. Fënnf Leit schaffen do! Duerfir dat mat iergendengem Berodungsorgan ze vergläichen, mengen ech, ass dach awer niewent dem Dill, well mer hei an der Tëschenzäit schonn eppes opgebaut hunn, wat ganz wesentlech wäert sinn.

Ech wëll och nach eng Kéier drop zréckkommen – obscho Wourecht de Mëtze jo vun enger gewësener Säit net esou verdroe ginn –, dass dëst Gesetz, wat den 1. Januar 2005 a Kraaft getratt ass, an och dat als Äntwert op den Här Braz, dass et bal schonn an der Onméiglechkeet, souguer an der theoretescher Onméiglechkeet war, fir dat Gesetz den 1. Januar 2005 a Kraaft ze setzen, well dann hätt een ëm Mëtternuecht missen de Conseil d'administration a Kraaft setzen an esou virun, fir d'Organer ze hunn, fir d'Kreditter ze hunn, déi iwwregens an de Preparatiounen och net virgesi waren, sou dass, mengen ech, och dat net bis zum Enn geduecht war, fir déi Ëmsetzung direkt den 1. Januar 2005 ze kréien. Duerfir huet et e bësse gedauert, bis mer de Conseil d'administration – ech mengen, et war Ufank Februar – agesat hunn an da Schrëtt fir Schrëtt un d'Ëmsetzung vum Projet gaange sinn.

Mä ech mengen, den Här Braz wollt awer eng Bemierkung maachen.

(Interruption)

Neen? Et ass an der Rei.

Ech wëll och par rapport zu deem, wat virdu gesot ginn ass, nach eng Bemierkung maachen. Et sinn

hei zwee Nimm genannt gi vun zwee Fonctionnaires aus dem Transportministère, fir all déi aner stellverriedend, wou ech kann ënnerschreiw, dass et déi sinn, déi grouss Responsabilitéit droen an eng ganz gutt Aarbecht maachen. Et ass just vergiess ginn ze soen, dass se allen zwee grouss Opponente ware vun deem Gesetz, wat Dir gemaach hutt, an immens enttäuscht waren, dass ni eng seriö Concertéierung och mat deene Beamten am Ministère stattfont huet.

Dat waren déi gréisst Oppositionell. Wann also déi Leit, déi wierklech während Jore Responsabilitéit am Ministère gedroen hunn an eng gutt Aarbecht gemaach hunn, hei genannt ginn, da muss ech fir d'historesch Wourecht awer hannelndu soen, dass déi Leit do mat deem Gesetz, wat mer haut hunn, guer net zefridde sinn a guer net zefridde waren, an duerfir frou sinn, dass mer eng Reform hei maachen. Et ass mer wichteg, dat bei dëser Geleeënheet awer och ze soen.

Duerfir mengen ech, dass et wichtig ass, dass mer elo – an dat ass vun eenzelne Riedner gesot ginn – eng Kloerheet kréien um Niveau vun de Kompetenzen, dass mer duerfir Suerg kënnen droen, fir an der Ëmsetzung déi ganz wäertvoll Aarbecht, déi haut scho vun deene fënnf Leit gemaach gëtt, déi ech genannt hunn, déi am RGTP, muer an der Communauté des Transports schaffen, kënnen weiderzemaachen.

Ech wëll och bei där Geleeënheet hei soen, dass ech mech ganz positiv muss aussprechen iwwert déi Relatiounen, déi mer hate mat de Responsabele vun der Stad Lëtzebuerg iwwert d'Fro vun der Mobilitéitszentral, wou et méiglech war, relativ schnell eis eens ze ginn iwwert den definitive Site vun där Mobilitéitszentral, an och dass mer déi Mataarbecht, déi do scho virdu gelescht ginn ass, wëlle weiderféieren, fir dass mer do endlech elo an d'Konkretiséierung kommen. Nächst läit mer méi um Häerz, wéi dass mer do elo schnell kënnen Neel mat Käpp maachen, dass mer d'Opérateuren un en Dësch kréien a wierklech eng Communauté des Transports kréien, déi sech auszeechent duerch déi Begrëffer vu Concertéierung, Verantwortung a Vertrauen.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Debatt. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5465.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 43 Jo-Stëmmen, bei 10 Nee-Stëmmen a 4 Abstentionen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. François Maroldt), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Sauber, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnar, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Collette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vu eiser Sitzung. Nächst Sitzung ass muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.02 heures)

Ordre du jour

1. Communication
2. Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la mise en œuvre du Protocole de Kyoto
(Exposé - Débat)
3. 5146 - Projet de loi modifiant 1. différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance 2. les articles 12, 92, et 97 du Code des assurances sociales 3. la loi du 25 juillet 2005 modifiant 1) le Code des assurances sociales; 2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois; 3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension 4. la loi du 8 juin 1999 relatives aux régimes complémentaires de pension
(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion - Vote)

4. 5478 - Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, le 17 octobre 2003
(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 5485/5486 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État
(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président. - D'Sëtzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement. - Neen, Här President.

1. Communication

M. le Président. - Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 21 décembre 2005, le projet de loi N° 5524 relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du Statec.

Fir haut de Mëtteg hunn den Här Henri Grethen an den Här Emile Calmes am Numm vun der Frak-

tion vun der DP eng Aktualitéitsstoun iwwert de Kyoto-Protokoll ugefont. D'Riedezäit ass folgendermoosse festgeluecht: zéng Minutte fir d'Fraktioun vun der DP, jee weils fënnf Minutte fir déi aner Fraktiounen a 15 Minutte da fir d'Regierung. Et si schonn ageschriwwen bis elo: den Här Oberweis, den Här Calmes, den Här Negri, den Här Gira an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Emile Calmes, Verrieder vun der Fraktioun vun der DP. Här Calmes!

2. Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la mise en oeuvre du Protocole de Kyoto

Exposé

M. Emile Calmes (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer déi Aktualitéitsdebatt hei ugefrot hunn, dann ass et net fir iwwer een neie Moment u sech an der Klimaproblematik ze diskutieren. Ech mengen, mir kënnen all Dag op der Televisioun gesinn, datt déi Katastroph, wou jo dann dach behaupt gëtt, datt se vu Mënschenhand geschafene ass, hire Wee virugeet, an d'Ausmoosse kann ee jo do erliwien. Et brauch een also net hei laang doriwwer ze schwätzen, mä et geet a sech ëm dee Protokoll, ëm déi Konventioun mat där d'Mënschheit preventiv versicht, dëser Situatioun entgéintzewierken.

Net méi spët wéi virun dräi Woche war eng Konferenz zu Montréal, wou doriwwer diskutiert ginn ass, wéi et mam Kyoto-Protokoll virugeet. Ech hat d'Chance, mam Här Oberweis do derbäi ze sinn, a mir konnte mat all deene Leit, déi do waren, zum Schluss dann och feststellen, datt et awer e positiv Laf geholl huet, an deem Sënn, datt schlussendlech dann awer decidéiert ginn ass, Verhandlungen opzehuelen, déi dann och bis 2009 sollen ofgeschloss ginn, en vue da fir dee Kyoto-Protokoll ëm weider siwe Joer weiderzeféieren.

Wien an deem zweeten Deel do derbäi ass, weess een net, mä d'Aussichte si jo dann awer gutt, datt Entwécklungslänner wéi Indien oder China zum Beispill kënnen derbäi sinn. D'Aussichte sinn awer och schlecht, datt d'Amikaner net derbäi sinn. Mä do schéngt sech jo awer een Drock vu bannen aus dem Land auszemaachen, sou datt een do net all Hoffnung muss opginn.

Ech muss soen, datt et d'Europäesch Unioun war, déi dorop gehal huet, datt an der nächster Engagementsperiod nach méi streng Engagementer mussen geholl ginn. Dëst gouf decidéiert ënner Lëtzebuurger Présidence, an eisen Ëmweltminister kann eis vläicht Explikatiounen herno doriwwer ginn, wéi Lëtzebuerg nach méi streng Engagementer zu deem, wat mer haut hunn, an Zukunft ka konfrontieren.

Dat, wat och decidéiert oder bestätegt ginn ass, datt sinn d'Accordé vu Marrakesch, déi a sech de Länner virginn, oder de Partie virginn, wéi ee mat deene flexibele Mechanismen ëmgeet. Finalement ass dann och festgehale ginn, fir déi, déi déi Engagementer net respektieren, datt solle Strofen agefouert ginn.

Fir Lëtzebuerg bedeiten dës dräi Décisiounen a sech, datt mer gehale sinn, eist Engagement, wat mer zu Kyoto vu -28% geholl hunn, ze respektieren. Ech kommen net méi op dat zréck, wéi et dozou komm ass. Ech mengen, 2001 hu mer d'Gesetz hei gestëmmt, mat deem de Kyoto-Protokoll dann an eise Land hei ëmgesat ginn ass. Et géif eis och direkt erëm zréck an de Beräich vun der Polemik féieren, an et bréngt eis sécher net virun, wa mer versichen hei een deem aneren d'Schold zouzeweisen.

Domat, wéi gesot, mussen mer eis Engagementer respektieren a wëssen och zanter elo, datt, wa mer déi Engagementer an der Period vun 2008 bis 2012 net wäerte respektieren, mer d'Gefor lafen, Strofen ze kréien. Déi Strofe gëllen net eleng fir eis – dat ass vläicht en Trouscht –, mä och fir all déi aner, déi d'Engagementer net respektieren, an et sinn der net wéineg, bal all. Dat ass awer nëmme den Trouscht.

Mä dat, wat zu Montréal diskutiert ginn ass, gëtt eis awer och d'Méiglechkeet, fir op flexibel Mechanismen zréckzegräifen, flexibel Mechanismen, déi mer elo versiche mat engem Gesetz deemnächst hei a Lëtzebuurger Léiglatioun ëmzesetzen.

Bon, déi Aktualitéit wier a sech duergangen, fir de Sujet hei ze diskutieren, wier dunn net och nach dem Wirtschaftsminister seng Ausso derbäikomm, deen Aussoen do bausse gemaach huet, déi ech elo net hei wëll kommentieren, iwwer Atomstrom, déi a sech guer näischt mam Kyoto-Protokoll awer ze dinn hunn, well souwiso hunn d'Partie sech jo engagiert, datt all Efforten um Niveau vum Atomstrom net zu de Reduktiounen dierfe gëllen. Dat géif Lëtzebuerg och absolut guer net virunhëlfen, wa mer och elo nach géifen eng Atomzentral hei zu Lëtzebuerg bauen. Dat géif eis an der Kyoto-Problematik kee Millimeter virbréngen.

Den Här Krecké, de Wirtschaftsminister, huet awer och gesot, wéi hien dat liest, datt mer déi Engagementer, déi mer am Kader vum Kyoto-Protokoll geholl hunn, kaum kënnen respektieren, an et huet een a senger Wierder awer e bësse Verzweiflung konnte liesen, vläicht e bësse Defätismus. Et hätt een a sech kënnen vun him e Constat verlaangen, datt et dach relativ schwéier ass, dat do ze erreechen. Op där anerer Säit hätt awer vläicht kënnen e Signal vun him ausgoen, wou hien a sech seet: Hei kommt, mir stréppen d'Ärmel erop a mir versichen awer alles ze maachen, wat eis méiglech ass. Ech weess jo dann, wéi wäit den Ëmweltminister déi Vuen do deckt, datt et praktesch onméiglech ass, eis Engagementer ze respektieren oder net.

Wann een d'Chifferen allerdéngs liest, da kann et engem bal Angscht ginn. Mir hunn a sech opgrond vun deem, wat mer zegutt hunn, an opgrond vun deem, wat mer wëssen, hei an der Period vun 2008 bis 2012 45 Milliounen Tonnen zegutt, déi mer kënnen austoussen. Mir sinn elo, wann ech dat richtig gelies hunn, op 13 Milliounen Tonnen, a wa mer dat och nach géifen halen, wat mer dann dëst Joer verbrauchen, da wiere mer op praktesch 65 Milliounen Tonnen, déi mer géife brauchen. Et géifen eis also 20 Milliounen Tonne fir d'Period vun 2008 bis 2012 féieren.

Mä wann een do dann de Wirtschaftswuesstum a sech nach derbärechent, dee mer jo an allen Hypothéiken ëmmer matrechnen, da leie mer éischer méi no bei 75 Milliounen Tonnen, déi mer géife brauchen. Et feelen eis also zwéischent 20 an 30 Milliounen d'äi Tonnen, fir an deene Joren do iwwert d'Ronnen ze kommen, wéi gesot. A wann näischt sech géif änneren an nach alles esou wier, wéi et elo ass, dann hätte mer déi schonn Enn 2009, ufanks 2010 opgebraucht.

Dat heescht, mir hunn a sech véier Joer Zäit, fir där Situatioun hei entgéintzewierken, a wann een dat dann einfach emol esou liest, ech mengen, da mussen mer awer heibannen eens sinn, datt d'Situatioun op d'mannst an deem Domän do relativ eescht ass an datt mer eis awer misste seriö domat beschäftegen, finalement hei zu Resultater ze kommen.

Et versteet een dann och déi Verzweiflung, déi den Här Krecké hei zum Ausdrock bruecht huet, zumol wann een dann emol nach déi Dis-

kussioun vun der leschte fënnf Joer noliest, wou allze oft hei vu ganz ville Leit, virun allem aus den eegene Reie vum Ëmweltminister a vum Wirtschaftsminister, gesot ginn ass, datt mer dat mat nationale Mesurë misste maachen, da mengen ech kritt den Här Krecké ëmmer méi Recht fir ze soen, datt et praktesch onméiglech ass, dat hei ze realisieren.

Den Ëmweltminister, do weess ech net, wéi hien dat gesäit, ob hien nach doru gleeft, datt do alles mat nationale Mesuren ze maachen ass, sou wéi den Här Bodry dat während fënnf Joer hei gepriedegt huet. An ech géif och wierkelech dorop verzichten, dat hei virzeliesen, wat den Här Bodry déi lescht fënnf Joer hei vu sech ginn huet, well soss wiere mer och erëm an der Polemik dran, an ech mengen, déi brauche mer net méi hei.

Datt et ganz schwéier ass, mat nationale Mesuren hei ze operieren, dat seet deen Här Ewringmann eis, deen eisen nationalen Allocationsplang gemaach huet a mat deem mer jo wëlle virschaffen, fir dee Problem hei ze léisen. Hie seet, et wieren eng Partie Aspuegung méiglech bei der Isolatioun vu Gebaier, öffentleche Gebaier, private Gebaier oder gewerbleche Gebaier; duerfir misste mer awer och e sensibelen Effort maachen, fir déi al Gebaier ze isolieren. Déi nei missten no neie Standarde gebaut ginn.

Or, wann ee weess, datt mer nach ëmmer mat enger uraler Wärmeschutzverordnung hei fueren, datt mer eis net eens sinn, wéi mer de Leit wëllen hëlfen, fir ze isolieren, ob Carnet de l'habitat, Carnet de l'énergie oder wat och ëmmer. Ech mengen, den Här Boden, deen ass schonn zéng Joer amgang un deem Carnet de l'habitat hei ze dokteren, hien ass nach kee Millimeter méi wäit komm.

Ech weess och net, ob mer bereet wieren, déi Dampgasturbin zouemaachen, mat 1,3 Milliounen. Wa mer eis awer schonn eens wieren, datt mer déi ni méi géife bauen an dee Feeler emol géifen zouginn, dat wier jo awer och scho vill. Bei erneierbaren Energie maachen d'Leit gär mat, wa si nach eppes erauskréien, ech mengen dat huet d'Fotovoltaik bewisen. Sou datt ech awer mengen, datt eise Spillraum bei den nationale Mesuren, op jidde Fall op deem Niveau, wou techesch Moosnamen ze maache sinn, relativ kleng ass.

Et bleift also de Verkéier. Fir am Verkéier awer iwwerhaupt kënnen ze diskutieren, misste mer d'Donnéen um Dësch hunn. Mir hate probéiert déi lescht fënnf Joer, um Niveau vun der Ëmweltkommissioun ze versichen, Donnéeën hei ze kréien; dat ass e Gebitt, dat am Beräich vun der CSV läit. Beim Finanzminister an der Zwëschenzäit ass et jo och praktesch eng finanziell Fro, dee ganze Kyoto-Protokoll.

Mä ech muss soen, hei gëtt geknautert. Ech si mer bewosst, datt et schwéier ass, déi Donnéeën an den Dësch ze leeën, well dee ganzen Zingelabumm vun den Accisé jo mat de Belschen ofgerechent gëtt, mä ech mengen, fir awer kënnen ze soen, ob mer kënnen am Verkéier an um Niveau vum Bensin awierken, missten awer déi Donnéeën hei an den Dësch kommen, soss léisst sech ganz schwéier heiriwwer diskutieren. Duerfir wollt ech den Ëmweltminister froen, ob dat do och a sengem Beräich ass oder en Deel ass vu senger Potenzialitéitsstudé, déi hien elo an Ausiicht gestallt huet.

Géife mer et net fäerdeg bréngen, um Niveau vum Bensin Reduktiounen virzehuelen, da bleiwen nach just déi flexibel Mechanismen, déi ee vun elo u ka kafen an

dei an der Period vun 2008 bis 2012 kënnen ugerechent ginn, mä och dat kascht an och do mussen mer wëssen, wéi mer déi bezuelen. Kënnen mer déi zum Beispill nom System oder nom Prinzip vum Pollueur-payeur bezuelen an eng Tax, zum Beispill um Niveau vum Bensin oder vum Diesel, aféieren, ouni den Différentiel vläicht a Fro ze stellen, fir dat do kënnen ze bezuelen? Et bleift dann och nach ëmmer d'Fro, wéi vill datt mer mat de flexibele Mechanismen kënnen erreechen, ob mer 50% kënnen gebrauch, 60% oder 70% oder manner.

Ech mengen, hei misst den Ëmweltminister eis opgrond vun deenen Diskussiounen, déi um europäeschen Niveau lafen, vläicht kënnen Opschloss ginn, ob hei Verhandlungsspillraum dran ass fir eis oder net, wéinst eiser atypischer Situatioun, déi mer hei hunn, an ech wëll de Minister einfach froen, awéiwäit datt mer sinn, fir eis Gedanken ze maachen iwwert de Gebrauch vun deene flexibele Mechanismen, ob dat „emission trading“ ass, en „clean development“-Mechanism oder awer och „joint implementation“. Mir wësse jo vun engem Projet am Salvador. Do gëtt et nach aner Projeten och um Niveau vun „joint implementation“, wou mer amgang sinn.

D'Fro, déi sech stellt, wa mer op „clean development“-Mechanismen iwwerginn, déi jo gréisstendeels an den Entwécklungslänner solle stattfannen, ass, ob den Ëmweltminister dat wëll selwer maachen, ob zum Beispill virgesinn ass, fir eis national Entwécklungsagence, d'Lux-Development, do mat eranzehuelen.

Wéi wäit kéint een de Kooperationsminister do mat abannen, fir dës Problematik ze léisen? A wéi wäit kéint een de Wirtschaftsminister hei mat abannen, fir zum Beispill no Betriber am Ausland ze kucken, déi spezialiséiert sinn an Ëmwelttechnologien, well fir déi Investitiounen an Drëttlänner ze maachen wier et jo gutt, wann déi vu Lëtzebuurger Entreprisé géife gemaach ginn?

Dat sinn alles Froen, déi mer jo awer relativ schnell mussen diskutieren, well, wéi gesot, mer vum nächste Joer un op d'flexibel Mechanismen, op d'mannst op „clean development“-Mechanismen kënnen zréckgräifen, fir da kënnen iwwert dee Wee eis Engagementer ze respektieren. Fir mech ass dee Sujet vun de flexibele Mechanismen net nei.

Da kommen ech zum Schluss scho vum Rapport. 2001 hunn ech drop higewisen, datt ee sech nu wierkelech Gedanken iwwert dat Thema do soll maachen, an ech hat e relativ groust Kapitel a mengem Budgetsrapport 2002 zum Budget vun 2003 doriwwer geschriwwen. Ech weess net, ob mer an der Zwëschenzäit elo méi wäit virukomm sinn oder net, mä eent steet op jidde Fall fest: Haut kréie mer dat net an allem diskutéiert, mä mer kréien d'Geleeënheet jo awer deemnächst, wa mer dat Gesetz, déi europäesch Direktiv, wat de Gebrauch vu flexibele Mechanismen hei an Europa regelt, ëmsetzen, eis vläicht e bësse méi laang doriwwer ze ënnerhalen.

Ech soen lech Merci fir d'No-lauschten.

■ Une voix. - Très bien.

■ M. le Président. - Merci, Här Calmes. Den éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Débat

■ M. Marcel Oberweis (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren.

De Protokoll vu Kyoto rifft bei munche Leit déckt Kappzerbrieches ervir. Firwat? Well se d'Käschte fäerten, déi op ons zoukommen. Mä fir ganz vill Leit – an dat ass d'Mehrheit mëttlerweil – fänkt eng ganz grouss Chance un,

endlech eppes géint de Klimawandel ze maachen. D'Temperaturerhéijung vun der Atmosphär ass eng direkt Konsequenz vun den Treibhausgasen.

D'Auswierkung vum dem Klimawandel erliden awer hautdësdags déi schonn, déi am mannsten dofir kënnen: d'Drëttweltlänner. An hei weisen d'Wëssenschaftler dorop hin, dass och mëttlerweil Europa seng éischt Konsequenzen ze spiere kritt, an dat wäert passieren am schlechtesten Fall, andeem eis de Golfstrom kéint kippen. Dat war schonn do, dat ass net nei. An d'Unzuel vun de Stierm wäert och klammen. Dat erliewe mir dann am Nordweste vun Europa ganz dramatesch.

D'Klimakonferenz zu Montréal huet dräi kloer Décisiounen getrafft: D'flexibel Mechanismen trieden a Kraaft; d'Industrielänner mussen doriwwer nodenken, no der Period 2012 nach weider ze reduzieren – bis 2050 ëm 60%, dat ass net näischt; an dat Land, dat seng Reduktionszuel net erreecht, dat gëtt da mat Strofe beluecht. Ech hoffen, mir sinn net derbäi.

An de leschte Joren huet d'Industrie eng staark Reduktioun vun hiren Treibhausgasen duerchgefouert. Leider mussen mer feststellen, dass dat awer an den Haushalten, an de Gebaier an notamment am Verkéier net méiglech giewiescht ass, au contraire, mir sinn do total aus dem Rudder gelaf. Et goufen awer couragéis Mesuren ergraff, an dat speziell bei den erneierbaren Energien, an do sinn déi éischt Resultater ganz villversprechend.

Déi nei Regierung huet dann och déi zwee Reglementer iwwerschaaft an huet eng ganz Rei vun neie Mesuren ergraff, an dat dann speziell am Beräich vun der effizienter Energienotzung, der Biomassnotzung, der Albusanëierung a speziell, dat ass nei, an dem Bau vu Passiv- an Niddregenergiehaiser. Duerch déi nei Wärmeschutzverordnung, déi mer elo deemnächst wäerten hunn – bis 2006 muss se jo ëmgesat ginn –, kann een deenen nächste Joren honnertausende vun Tonnen CO₂ aspieren an doniewent awer och dem Handwierk eng grouss Chance ginn, sech do eranzekréien.

Interessant ass Folgendes och: Mir schwätzen ëmmer vum Dräi-Liter-Auto, wat e Wonschdenken ass, awer kënnt. Esou mussen mer och op dat higoe vun engem Dräi-Liter-Haus. Dat heescht, e Verbrauch vun thermescher Energie vun 30 Kilowattstonnen op dem m² op d'Joer.

Duerch d'Cogénération produziéiere mir hei am Land massiv elektresch Energie an och Wäermt mat engem héije Rendement. Leider gëtt dat ons ugerechent. Wa mer awer elo nei Heizzentrale baue wëllen an och Nowärmenetze, sollte mer spezifesch do op d'Biomass, an hei speziell op Holz, zréckgräifen. Doniewent sollte mer d'Kombinatioun maachen: Sonn iwwer Solarkollektoren an Holz.

Mir mussen awer staark op den öfentlechen Transport setzen, wa mer iwwerhaupt de sou genannte „modal split“ erreeche wëllen. Der Eisenbunn fält hei eng ganz grouss Roll zou. Dozou brauche mer awer och d'Hëllef vun onse Pendler, ouni déi dat net geet.

Et ass hei scho gesot ginn: Wa mer et ausrechnen, kënnen mer am schlechtesten Fall 2012 bei 14 Milliounen Tonnen CO₂ leien a mir dierfen der nëmme néng emetteieren. Dat heescht, fënnf Milliounen sinn ze vill doriwwer. A wann ee bedenkt, dass mer hautdësdags bei 27 Tonnen CO₂ op de Kapp leien, da kënnst Der lech virstellen, wéi vill mer mussen reduzieren!

Mir sollen awer ophalen hei, Scholdzouweisungen ze maachen. Dat bréngt jo alles guer näischt. Et

huet och guer kee Sënn, d'Ëmwelt géint d'Wirtschaft ëmmer auszuspielen. Béid Partner, Wirtschaft an Ëmwelt, sinn zwee Elementer vun därseelwechter Medail.

Mir musse ganz einfach eis Hausaufgab elo resolut ugoen a probéieren, eis Aufgab ze erfüllen, an ech denken, grad do kann den effektiven Tanktourismus, wa mer deen an d'Diskussioun bréngen, eng Roll spillen.

Ech hunn et scho gesot, d'Dramatik dobaussen ass ganz grouss un der Klimafront. D'Wëssenschaftler hunn et an de leschten Etüden ervirgehuewen: 2005 war dat wärmste Joer vun den Opzeechnungen zënter 1861.

Une voix. - Neen?!

M. Marcel Oberweis (CSV). - An 2006 kann nach méi schlémm ginn. Eischt Tendenzen si schonn do. D'Konsequenzen erleide mir, an nach vill méi schlémm ons Kanner an ons Kandskanner. Et ass eng Tatsaach, dass d'Mënschen an der Drëtter Welt am meeschten dorënner leiden.

Leider musse mer och feststellen, dass vill Leit an eise Géigenden dat iwwerhaupt net interesséiert.

Mir mussen also dorop higoen, dass mer déi flexibel Mechanismen – si sinn ugesprach ginn hei – elo asetzen. Dat kann den „joint implementation“ sinn oder awer den CDM. D'CSV-Fraktioun wëllt sech awer enger Diskussioun net verschléissen, wa mer doriwwer nodenke wëllen, wéi mer dat kënne maachen, de Klimaschutz an och d'Drëttwelthëllef beieneen ze kriegen.

Dat brauch seng Zäit, an déi Zäit muss räifen. Mir sollen awer doriwwer nodenken. De sou genannte Mechanismen fir eng nohalteg Entwécklung kann hei vill hëllefen.

Mir mussen eng Visioun entwéckelen, wou mer eng Strategie bis 2012 op d'Bee setzen, an déi soll mat vill Courage gedroe ginn. Aus deem Haus hei eraus muss no baussen déi Strategie entwéckelt ginn, dass d'Mënschen dobaussen och verstinn, wat mer hei mengen.

M. le Président. - Dir musst zum Schluss kommen.

M. Marcel Oberweis (CSV). - Jo, Merci, Här President.

Dee Bewusstsin em de Klimawandel muss bei eis e Mentalitéitswandel ustoussen.

Erlaabt mer zum Schluss e Saz ze soe vum Saint-Exupéry. Hien huet gesot gehat: „Mir hunn dës Welt net vun onsen Eltere geierft, mä nëmme vun onse Kanner geléint.“ An dat bedeit ganz einfach en Engagement. D'CSV-Fraktioun wëllt sech hei integral erabrëngen, well et geet jo hei em ons Kanner an och d'Kanner aus der Drëtter Welt.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Oberweis. Den nächste Riedner ass den Här Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri (LSAP). - Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, d'UNO-Konferenz zu Montréal am Dezember 2005 huet eemol méi verdäitlecht, dass am Post-Kyoto-Zäitalter no 2012 de Klimaschutz nach weider verstärkt gëtt, a wou de Premierminister vu Kanada e globalt Gewësse vun alle Länner gefuerdert huet, a wou et elo un der Zäit wär, dorop ze lauschten.

De Kyoto-Protokoll ass de 14. Dezember 2004, also genau virun engem Joer, an nationaalt Recht ëmgësat ginn. Vun elo u kaschten ze vill CO₂-Emissiounen de Statsbudget Suen. Domat ass d'Regierung opgefuerdert, ze handelen, an net ze diskutieren, ob oder ob net.

Mir hunn eis am Kader vum Kyoto-Protokoll engagéiert, bis an d'Joer

2012 d'Emissiounen vun eisen Zäregaser, haaptsächlech vun CO₂, op den Niveau vun 1990 zrëckzeschrauwen. 1998 hu mir gemengt, dat wier kee Problem fir eist Land. Dëst gouf an der Chamber eestëmmege uegeholl an enger Motioun mat enger Reduktioun vun den CO₂-Emissiounen vun 30%.

Jiddereen heibanne weess och, firwat dat esou war. Duerch d'Ëmstellung vun den Héichwien um modern Elektrostolwierker huet sech eise Kyoto-Bilan um Niveau vun den Emissiounen, déi vun der Industrie stammen, drastesch verbessert. An der Industrie, wou den Energieverbrauch als Käschfaktor betruecht gëtt, spillt d'Energieeffizienz haut schonn eng wichtige Roll. D'Industrie ass vu 7,21 Milliounen Tonnen CO₂ vun 1990 op 2,6 Milliounen Tonnen am Joer 2004 zrëckgaang a ka Mission accomplie mellen. Sou dass een net ka soen, et kéint ee keng Industrië méi hei op Lëtzebuerg huelen. Doriwwer muss sech nach ëmmer diskutieren loosse.

Am Joer 2004 hu mir mat 12,6 Milliounen Tonnen Zäregaser den Niveau vun 1990 nees iwwerschritt. D'Prognos vum Kölner FiFo-Institut weist, dass eis Emissiounen riskieren, nach weider an d'Luucht ze goen, op iwwer 14 Milliounen Tonnen am Joer 2012. Deen déckste Batz vun Emissiounen, d'Halschent ongeféier, geet op de Kont vum Stroosseverkéier, an apaart op de Kont vum Tanktourismus, oni dee mir eist Kyoto-Zil och haut nach respektieren kéinten an dättlech ënner néng Milliounen Tonne leie géngen.

An deem Kader wollt ech den Ëmweltminister froen, wéi wäit d'Regierung mat där an der Ëmweltkommissioun initiierter Etüd iwert den Tanktourismus ass.

Mä am Transportberäich läit de Problem net eleng beim Tanktourismus. Vum Referenzwäert vun 1990 si mir am Transportberäich vun 2,59 Milliounen Tonnen CO₂ am Joer 2004 op 6,76 Milliounen Tonnen CO₂ an d'Luucht gaang. Do kënne mir nëmme eppes errechen, wa mer elo konsequent den öffentliche Transport ausbauen.

En aneren Deel vu Kyoto, wou mir hei am Land ganz vill Energie spuere kënnen, ass bei de gebaulechen Infrastrukturen, sief et bei de Privathaushalter wéi um Niveau vun den Entrepreneuren oder den öffentliche Arichtungen. An de private Stéit hu mir en Aspuerpotenzial, wat op 200 bis 300.000 Tonnen CO₂-Equivalenten d'Joer geschat gëtt. Mir kënne spueren duerch eng besser Isolatioun vun den Haiser, d'Ersetze vun alen Heizungen, zum Beispill duerch Brennwaertkesselen, d'Förderung vun Niddregenergie- a vu Passivhaiser, duerch d'Ersetze vun elektrischen Apparater an esou weider.

An deem Kontext läit d'EU-Direktiv 2002/91/CE vum 16. Dezember 2002 vir, iwwert d'Performance énergétique des bâtiments. Den Objektiv vun dëser Direktiv ass folgenden: d'Schafe vun enger Recherchmethode iwwert déi energetesch Performance vu grouss Gebaier; d'Anhale vun de minimalen Exigencez a Saachen Energie bei neie Gebaier; d'Anhale vun de minimalen Exigencez bei Renovatiounen vu bestehende grouss Gebaier; Zertifikatioun vun der „performance énergétique“ bei de Gebaier.

Dës Direktiv misst der EU no bis den 1. Januar 2006 ëmgësat ginn. Hei wollt ech den Ekonomiesminister froen, wéi wäit mer domat sinn, an ob hie rechent, dass dee respektive Projet de loi vun där Direktiv op den Instanzewege geet, fir an nationaalt Recht ëmgësat kënnen ze ginn.

Mir mussen also hei zu Lëtzebuerg eis Hausaufgabe maachen an eis net nëmme op déi flexibel Mechanisme vu Kyoto verloossen, ënner welcher Form och ëmmer. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschten.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Negri. Den nächste Riedner ass den Här Camille Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei engem Mazoutspräis vu 50 Cent gëtt et en deiere Wanter fir Locataire, déi mat der Mindestrent an enger schlecht isolierter Wunneng hiert Liewe verbréngen. Bei engem Bensinspräis vun iwwer engem Euro ass et en deiert Joer gi fir zwee Leit mat Mindestloun, déi wéinst Mangel u guddem öffentliche Transport op hir Autoen ugewise sinn, fir op hir Schaff ze kommen.

Elo froet Dir mech, Här President: Wat huet dat do da mat Kyoto ze dinn? Abee, mat deenen zwee Beispiller wëll ech illustréieren, dass d'Zäite längst eriwuer sinn, wou Klimaschutz, an domat och d'Energiefro just eng ekologesch Erausforderung duerstellen. D'Energiepräisser hu längst eng sozial Dimensioun kritt, a gläichzäitig kréie se ëmmer méi eng wirtschaftlech Bedeitung. Ëmsou dramatescher fanne mir als Gréng d'Tatsaach, dass déi zwou lescht Regierungen den Dossier Kyoto total ënnerschat a vernoléisseggt hunn, an ëmsou onverständlecher ass fir eis och d'Positioun vum Här Krecké, dee behaupt, d'Applikatioun vu Kyoto wier eng Gefor fir eis Wirtschaft an eise soziale Fridden.

Mir sinn der Meinung, Här President, dass genau de Géigendeel de Fall ass. An zéng bis 15 Joer, wann de Baril mindestens bei 100 Dollar wäert leien, da wäerten déi Wirtschaften am beschten do-stoen, déi pro produziert Unitéit am mannsten Energie verbrauchen, an an zéng bis 15 Joer wäert de soziale Fridden am gréissten sinn an deene Länner, déi mat Zäiten dofir gesuert hunn, dass e gudden öffentliche Transport funktionéiert an dass d'Haiser den neisten Isolatiionsstandarden entsprechen. An, Här President, vun deene Standarden do si mer de Moment zu Lëtzebuerg nach wäit, ganz wäit ewech.

Dofir plädéieren déi Gréng och weiderhin dofir, fir e Maximum, wierklech e Maximum vun eisen Engagementen heiheem ze realisieren. A sollt dann an der éischter Period vun 2008/2012 en Deel vun eisen Engagementen wierklech missen iwwer „clean development“-Mechanismen oder „joint implementation“ akaaft ginn, da soll dat awer wierklech op en absolute Minimum reduziéiert ginn.

Dat ass an eisen Aen net nëmme aus moralesch-ethesche Grënn esou noutwendeg, mä och aus ganz egoistesche Grënn. Well wann d'Enn vum bëllegen Uelech-Zäitalter ufänkt – a wann ee ganz e bëssen d'international Press liest, da mierkt een, dass bal all Dag ewell en Artikel an der Zeitung ass, deen eis propheet, dass den Uelechpeak, dat heescht, do wou am meeschten Uelech produziéiert gëtt, net méi wäit ewech ass –, da wäerten déi Ekonomie, déi Gesellschaft am beschten do-stoen, déi am mannsten Uelech brauchen. An no den Amerikaner si mir de Moment déi Gesellschaft, déi pro Kapp am meeschten fossill Energie verbraucht.

Dofir, Här President, bei Kyoto geet et fir Lëtzebuerg also net nëmme em Klimaschutz, et geet mëttelfristeg och em eng wirtschaftlech Produktivitéit a laangfristeg em de soziale Fridden. Héich Zäit also, fir ze handelen!

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Gira. Den nächste Riedner ass den Här Roby Mehlen. Här Mehlen, wann ech gelift.

(M. Lucien Weiler prend la Présidence)

M. Robert Mehlen (ADR). - Merci, Här President. Zur Introdution e puer generell Bemierkungen. Et ass vläicht méisseg, déi grondsätzlech Fro nach eng Kéier opzuerwerfen, ob eppes muss geschéien, fir den CO₂-Ausstouss ze bremsen. Mä et gëtt jo ëmmer nach dobaussen an der Populatioun a Fro gestallt. D'Äntwert kann nëmme a ganz kloert Jo sinn!

Mir stelle fest, dass de Klimawandel net nëmme kënnt, mä datt e scho voll amgaangen ass. An datt déi Schied, déi all Joer entstinn, uweussen, datt se gewaltig Dimensiounen unhuelen, och hei an Europa. Den Temperaturstieg ass wesentlech méi héich, wéi en ursprénglech erwaart gi war.

E Rapport vun der IPCC, dem wëssenschaftleche Gremium vun der UNO-Klimakonventioun, ass 1995 nach dovun ausgegangen, datt an deem Jorhonnert den Temperaturstieg duerchschnëttlech géng em 3°C op der ganzer Welt ausweisen. Si sinn haut bei 6°C. Zu wat fir enge Katastrophen datt dat féiert, kënne mer eis haut iwwerhaupt net virstellen, wann ee sech virun Aen hält, datt dat ganz Äis wäert ofschmelzen an de Mierespiegel dramatesch wäert uweussen.

D'Klima, Här President, ass eent. Eleng dat misst eis jo forcieren, esou séier wéi méiglech ze handelen. D'Uelechreserven, a mäi Virriedner huet et just ugeschnidden, sinn en anert. Mir hunn an 100 Joer et fäerdeg bruecht, praktesch d'Halschent vun de Reserven ze verbrauchen, déi et op der Welt gëtt. An deenen nächste 50 Joer, wa mer esou virufueren, ass de Rescht och opgebraucht. An da brauche mer souwisou eng Solution de rechange. Dat heescht, et ass illusoresch fir ze mengen, mir géngen iergendeppes gewinnen, wa mer Zäit verléieren.

Kyoto ass déi néideg Konsequenz aus dëser Situatioun. Mä Kyoto kann nëmme den Ufank sinn! D'Fro ass: Huet Lëtzebuerg sech d'Lat ze héich geluecht? Ech géif soen, aus deemoleger Siicht net! Mer gesinn, datt mer laang Zäit gëtt louchen, datt et haaptsächlech déi dräi lescht Joer, duerch d'Uwuesse vun dem Spritverbrauch am Transport, datt mer do erëm iwwert d'Linn erauskommen, an datt mer riskieren, wäit doriwwer erauszueschëssen.

Iwwert den Tanktourismus gëtt dobaussen eng Polemik gefouert: Et wär jo egal, wou géng getankt ginn. Wann dann a Lëtzebuerg géng getankt ginn, géng jo dorfir net manner insgesamt verbraucht ginn. Dat ass zum groussen Deel richtig. Mä wa mer éierlech sinn, musse mer leschten Enns och eisen CO₂-Verbrauch mat Stromimporter géintrechnen. Dann ass déi Differenz guer net méi esou barbaresch.

Durfir, Här President, bei allem Versteedsdemech, mengen ech, datt eisen Ekonomiesminister falsch läit, wann en do d'Schell zitt, a mengt, dat géng eis wierklech an eng schwierig Situatioun bréngen, a mir missten alles maachen, fir aus där Kyoto-Verpflichtung do erauszekommen. Mir mussen eis Hausaufgabe maachen, grad wéi aner och. Och wa mer d'accord sinn, datt Lëtzebuerg eleng, an och d'Europäesch Unioun eleng d'Klimaproblematik net léise kann. Leider ass hei während wéinstens zéng Joer geschlof ginn.

D'Tanktourismusrecetten, déi gewaltig sinn, si gebraucht ginn, fir de lafende Budget ze finanzieren, fir Konsumentenausgaben ze finanzieren, an och fir grouss Investissemter a Luxusprojeten, am plaz datt se geholl gi wären, fir eisen CO₂-Ausstouss ze bremsen an eis

Bilanz ze verbessern. Mir hu vill Geld investiert an eng deier Fotovoltaiktechnik, déi schrecklech deier ginn ass, awer wéineg effizient, praktesch null Effizienz an der CO₂-Bilanz. Hätte mer mat deem staatlechen Opwand d'Energieeffizienz an aner erneierbar Energie gefördert, da stéinge mer haut besser do. Och d'Investitioun an d'TGV-Zentral zu Esch war eng falsch Investitioun aus där Siicht.

Här President, mer mussen aus de Feeler vun der Vergaangenheet léieren, an an alleréischter Linn d'Energieeffizienz fördern an de Gebaier, bei der Belichtung, bei den Apparater. De Stat muss do mam gudden Beispill virgoen. Den Transportsektor ass eise gréisste Problem. Am öffentliche Transport ass geschlof ginn. Do muss richtig investéiert ginn. Dat, wat elo virläit vu Plangen, ass zum Deel nëmme richtig, muss erëm iwwerschafft ginn.

Mir brauche bei den Autoen a bei de Camione vill méi Effizienz. Et gëtt de Moment wéinstens duebel esou vill Sprit gebraucht, wéi dat normalerweis däreft sinn. Energiespuere muss Prioritéit kriegen, an duerno eréischt den Développement vun erneierbaren Energien, woubäi ech dat net wëll ze wäit hannen ustellen.

D'Landwirtschaft huet eng grouss Roll do ze spillen. Mir hate kierzlech e Virtrag bei de Jongbaueren a Jongwänner, wou e Wëssenschaftler ganz kloer fir d'Waasserstofftechnik plädéiert huet, well dat héchstwahrscheinlech d'Technik vun der Zukunft ass.

Mir sollen eis och net schummen eis Projeten, déi mer an den Entwécklungslänner maachen, déi d'CO₂-Bilanz insgesamt verbessere, unzerechnen. Mir veruieren eis géint déi Diskussioun, wou mer méi helleg wëlle si wéi de Poopst, an eenzel Saachen dann net wëllen an déi Bilanz do materanzeeien. Do musse mer och d'Recht hunn, fir dat ganz materanzeeien.

Generell, Här President, ass d'Léiung vun der CO₂-Fro d'Erausforderung schlichtweg vun der Zukunft. Si ass net konträr zu enger nohalteger ekonomescher Entwécklung, mä se ass eng Chance fir d'Ekonomie, fir eis Zahlungsbilanz a fir d'Schafung vun Aarbechtsplazen. Ekonomie an Ekologie stinn net am Géigesaz zueeneen, héchstens de Minister fir d'Ekonomie an de Minister fir d'Ekologie vun dëser Regierung. Si kënnen engem, Här President, Leed doen, wa se sech hire Misär net selwer gesicht hätten. Mä wien „A“ gesot huet, Dir Hären, muss och „B“ soen.

Mir jiddefalls als ADR ënnerstëtzen d'Regierung op dem Wee, fir d'Kyoto-Ziler ze errechen, an och doriwwer eraus. Mä fir d'éischt muss d'Regierung hir Hausaufgabe maachen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Ëmweltminister Lucien Lux.

Schwätzt nach ee vun der Regierung?

Une voix. - Neen, hie ganz eleng.

M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, dës Aktualitéitsstonn gëtt eis d'Geleeënheet, am Numm vun der Regierung kloer ze maachen, dass mer integral an onmissverständlech hannert deenen Zilsetzungen, déi mer eis zu Kyoto ginn hunn, stinn an dass mer an deenen nächste Joren och alles wäerte maachen, fir déi Zilsetzungen ze errechen.

Ech mengen, hei geet et em eis Ënnerschréft an em d'Glaubwürdigkeet vun der Ënnerschréft, déi mer geleescht hunn zu Kyoto. Et geet

schlussendlech och, mengen ech, ëm eng Problematik, där mer eis alleguer, an esou hunn ech déi fënnel Riedner hei verstanen, bewusst sinn. Well mir sinn amgaangen heiansdo e bëssen an eisem nationalen Débat ze vergiessen, ëm wat et eigentlech an der Fro hei geet. Nämlech ëm de Klimawandel, an net heiansdo ëm déi – ech soen dat mol e bëssen esou cru – Épicierdiskussiounen, déi mir eis leeschten.

D'Regierung huet dat an deene leschte Wochen, ech wëll bal soen, an deene leschten Deeg, an enger Rei vu Kontributiounen och kloer gemaach. Net méi spéit wéi bei der siwenter Aktualiséierung vun eiser Kontributioun zum Pacte de stabilité huet d'Regierung zu Bréissel kloer gemaach, dass se déi Zilsetzungen am Rahme vum „burden-sharing agreement“ um Niveau communautaire integral wäert respektéieren.

An ech géing lech och verweisen op eis Kontributioun am Rahme vun der Lissabonner Strategie, wou och kloer gemaach gëtt an dem Beitrag 11 vun där Kontributioun, dass mer virun allem drop hiweisen, dass d'Inaktioun am Émweltschutzberäich an am Klimaschutzberäich fir d'Ekonomie, fir eis volkswirtschaftlech vill méi Schued wäert ouch wéi déi Moyenen, déi mer elo brauchen, fir Preventioun an där Richtung ze maachen. Ech mengen, och dat ass relativ kloer.

An deenen Zuelen, déi engem virléien, gëtt et och evident, dass d'IPCC, déi e bëssen de „Kontroll-Panel“ um Niveau vum „climate change“ ass, kloer gemaach huet, dass d'Käschte vun enger Erhéijung vun der Temperatur ëm 2,5°C hin zu ongeféier 4°C säit der Industrialiséierung géif ongeféier 1,5% bis 2% vum globale BIP duerstellen.

D'Association of British Insurers – dat ass also net Greenpeace – huet nach viru kuerzem kloer gemaach, dass eleng de verursachungen an Europa 150 Milliarden US Dollar pro Joer u Käschte wäert provozéieren. Ech mengen, domadder gëtt et kloer, dass mer um Niveau vun eiser Volkswirtschafte mussen oppassen, dass mer d'Inaktioun net vill méi déier bezuelen, wéi wa mer elo versichen eis Ziler, natierlech prioritär duerch national Moosnamen, awer och doriwwer eraus, anzehalen.

Ech wëll dräi kuerz Bemierkunge maachen. Déi éischt, dass et mech wierklech ëmdreift, wat ech viru gesot hunn, dass mer net méi gesinn, ëm wat et schlussendlech beim Klimawandel geet. Et sinn hei eng Rei vun Entwécklungen aus deene leschte Jore vun de Virriedner kloer gemaach ginn.

2005 war och an Europa eng Period vu Rekordreeën um Niveau vun den Alpen, verheerend Iwwerschwemmungen a Bulgarien, eng Hëtzeperiod an eng Drécheperiod, wéi nach ni gesinn, a Spuenien an a Portugal.

D'Max-Planck-Institut huet klorerweis festgestallt, dass 2005, an de Kolleege Oberweis huet et scho gesot, dat wuel wärmste Joer iwwerhaupt wäert sinn, an dass bis 2100, wa mer net géigesteieren, mer eng Äerderwärmung wäerte kréie vun 2,5°C bis 4,1°C an en Usteige vum Mieresspiegel vun 21 cm bis 28 cm, wat verheerend Folgen op d'Landwirtschaft an och op d'Délocaliséierung vun honnerttausende vu Mënsche wäert hunn.

Net méi spéit wéi virun zwou Wochen huet d'Weltgesundheitsorganisatioun kloer gemaach, dass elo schon eng Erwärmung vun 0,7°C, a mir sinn an Europa bei 0,9°C an der Tëschenzäit ukomm, pro Joer 150.000 virzäitig Doudesfäll provozéiert, a fënnel Milliounen Erkrankungen op de Konto vum Klimawandel ginn.

Ech mengen och, dass et dobaussen, ouch elo domadder Iwwerdrei-

wungen ze maachen, déi et jo scheinlech an där Diskussioun och heiansdo gëtt, eestëmmege feststellen ass, dass d'Gletscheren amgaange sinn ze schmëlzen – dat weisen all Fotoen, déi an deene Beräicher gemaach ginn –, dass d'CO₂-Konzentratioun an der Atmosphär nach ni esou héich war, an dass déi global Erwärmung weidergeet. Dëst net zur Kenntnis huelen, wär net nëmmen naiv, mä virun allem irresponsabel. Dëst hunn iwwerens am Juni dëst Joer d'Wëssenschaftsakademië vun alle groussen Industrienatiounen festgestallt. Fir d'éischte Kéier hunn deen Text an dee Constat och d'Akademie aus China, aus Indien an och aus Brasilien ënnerschriften a matgedroen.

Et gëtt och en Däiwelskrees, an dat ass de Mëtten hei scho gesot ginn, tëschtent Aarmut, Émweltzerstéierung an Hunger. Ech mengen net, dass dat eis kal soll loossen, an och net kal soll loossen déi ongerecht Verdeelung vun den Energieressourcen, wann ee gesäit, dass 20% vun der Mënscheheet am Occident 80% vun de Weltressourcé verbrauchen, an dass haut nach e Chinees ongeféier e Véierel vun deem émettéiert, wat mir hei zu Lëtzebuerg pro Awunner an d'Loft eraus émettéieren.

Zweetens, ech mengen, dass et ze vill einfach ass, an de Kolleege Mehlen huet dat och nach eng Kéier dätlech gemaach, déi -28%, zu deene mer eis verschriwwen hunn, haut dohinne ze stellen als deemools naiv oder als e Feeler. Herno alles besser ze wëssen, dat ass jo bekanntlech ëmmer méi einfach. Et muss een awer vläicht drop hiweisen, an heibanne wäerten déi meescht Kolleegeinnen a Kolleegeen schon eng Kéier eng Motioun oder e Gesetz matënnerzeechent hunn, wou déi -28% festgeschriwwen waren. Fir d'lescht war dat den 31. März 2004 beim Hearing iwwer den éischten Allocatiounsplang. Eng zweete Kéier war dat d'lescht Joer am Dezember, wou mer hei d'Direktiv iwwer Kyoto ugeholl hunn.

De Kolleege Negri huet zu Recht festgestallt, dass 1997 bei der Diskussioun iwwer Kyoto hei am Haus souguer d'Chamber eng Motioun eestëmmege ugeholl huet, fir -30% ze fuerderen. Duerfir, mengen ech, wär et gutt, wa jiddferen hei eng gewësse Bescheidenheet un den Dag leet, fir haut op déi mam Fanger ze weisen, déi deemools d'Ënnerschréit zu Kyoto gelescht hunn.

Ech wëll och dätlech maachen, dass 2004 an der Diskussioun iwwer den éischten Allocatiounsplang, dat mat eisen Entreprene, déi ënnert d'Direktiv fale, an engem ganz gudden Dialog an enger ganz gudder Concertéierung geschitt ass. Ech mengen, et ass keng Entreprise deemools lésiert ginn. An och haut nach hu mer eng Reserv vun 125.000 Tonnen Emissiounen an eisem Allocatiounsplang drastoen. Dat entsprécht ongeféier där neier Walstrooss, déi mer zu Belval viru kuerzem ageweit hunn.

Ech denken, dass mer eis och d'nächst Joer mat de Betriber zesammesetzen, fir den zweeten Allocatiounsplang, deen da fir 2008-2012 géllt, virzebereeden an a Partnerschaft mat den Entreprene zesummen ze maachen, an och zesumme mam Wirtschaftsminister, deen, mengen ech och kënnen ze soen, déi Ziler vu Kyoto ganz kloer matënnerschreift – och wann en d'Recht huet, an dat respektéieren ech och, fir hinzeweisen, dass et immens schwierig wäert sinn, fir net ze soen onméiglech, an doriwwer gëtt et keen Zweifel, – dat hunn ech iwwerens op der Ökofoire a menger Ried ganz dätlech gesot –, fir mat rengen nationale Reduktiounen zu deenen Zilsetzungen do ze kommen.

Déi drëtt Bemierkung, déi ech wëll maachen, sinn d'Ziler. D'Situatioun ass e bësse beschriwwen ginn. Mir

wäerte wahrscheinlech am Moment bei ronn 13 Milliounen Tonnen Emissiounen d'Joer leien. Dovuunner kann een ausgoen. Dat ass +5% par rapport zu 1990. Mir wëssen, an och dat ass de Mëtte gesot ginn, dass et de Secteur vum Transport ass, net dee vun der Industrie, deen eis déi gréisste Problemer schafft.

Wann ee gesäit, dass d'Industrie an der Period vun 1990 bis 2004 vu 7,2 Milliounen Tonnen zréckgaangen ass op 2,6, an an deemselweche Rahmen den Transport ëm 54% an d'Luucht gaangen ass, da weist dat, wat eisen eigentleche Problem duerstellt. Duerfir gëtt et eng kloer Rechnung, dass mer wëssen, wa mer 9 Milliounen Tonnen nëmmen dierfen erreechen, dat ass dann -28% par rapport zu der Situatioun vun 1990. Dat heescht, dass mer ronn 5 Milliounen Tonnen d'Joer wäerten dépaséieren. An där Period 2008-2012, déi fir eis déi eigentlech Kyoto-Period ass, heescht dat, dass mer 25 Milliounen Tonnen iwwer där Zilsetzung leien.

Et ass och keen Trouscht lech ze soen, dass och vill aner Länner an Europa an darselwechter Situatioun sinn. Mir hunn haut +5% par rapport zu der Zilsetzung, mat engem Reduktiounsziel vu -28%. Ech wëll lech soen, dass Éisträich en Objektiv huet vu -13% par rapport zu 1990, an haut bei +16,6% läit; dass Dänemark en Objektiv huet vun 21%, wat also no un eis erugeet, an och haut bei engem Plus steet vu 6,3%; dass zum Beispill Italien en Objektiv huet vu -6%, haut bei +11,6% läit; oder dass Spuenien – an dann halen ech op – bei engem Objektiv läit vun enger Reduktioun vu -15%, an haut läit bei engem Plus vu 40% par rapport zu Lëtzebuerg, déi bei 5% leien. Ech mengen, et ass also wichtig och ze gesinn, dass déi Diskussioun, déi mir hei féieren, net eleng eng Situatioun ass, déi hei zu Lëtzebuerg herrscht.

Mäi Fazit ass also, mir mussen, engersäits aus völkerrechtliche Grënn, well eis déi Ënnerschréit eppes wäert ass, awer virun allen, well mer der Iwwerzeugung sinn, dass de Klimawandel ee vun de gréissten Défien am 21. Jorhonnert wäert sinn, eng politesch, mä virun allem och eng gesellschaftlech Kraaftustrengung maachen, fir déi Ziler do ze erreechen.

En attendant déi potenziell Studie, déi mer amgaange sinn zesumme mam Professor Ewringmann an dem ifo-Institut auszeschaffen, mengen ech, sinn zéng Piste wichtig, un déi mer an deenen nächste Wochen, Méint a Jore mussen schaffen.

Déi éischt Pist ass ouch Zweifel déi vum Wunnengsbau. Si ass hei de Mëtteg scho gesot ginn, e Programm fir den Assainissement énergétique vun de Gebaier, d'Promotioun vun den Niddregenergiebauweisen. Ech kann hei soen, dass deen neie Förderprogramm op e ganz groussen Echo, besonnesch am Beräich vun Niddregenergie- a Passivhäiser, amgaangen ass ze stoussen.

Mä, ech mengen och, dass d'Gemengen eis mussen hëllef, fir Virgabe bei der Planung vu Lotissementer all am Rahme vun hire P.A.G.en ze maachen, fir hei Standarden an Niddregenergieberäich mussen festzeleeën. Dat wëlle mer an deenen nächste Wochen och mat de Gemengen diskutéieren, souwäit et och kloer ass, dass déi zwou Direktiven iwwer d'Performance énergétique an déi vun der Wärmeschutzuerdnung vum Wirtschaftsminister ufanks 2006 virgeluecht ginn, fir zu enger Ëmsetzung dann ze kommen.

Zweetens ass et wichtig, am Beräich vum Energiespueren all

Ustrengungen ze maachen, zesumme virun allem och hei mat de Gemengen.

Drëttens wäert et wichtig sinn d'Partnerschaft mat de Betriber ze sichen. Net nëmme bei dem zweeten Allocatiounsplang, mä ech mengen och bei den Energie-Auditen, oder bei den Accord-volontairen, déi et an deem Beräich gëtt. Workshoppen, déi mer amgaange sinn ze maache mat der OAI, mat der Federatioun vun den Industrielien a vun den Artisanen, weisen, dass et hei e ganz groussen Besoin u Formatioun an u Weiterbildung gëtt.

Véiertens, d'erneierbaren Energien, wou mer méi gesat hunn an deem neie Regime op thermesch Anlagen, well déi eis an der Kyoto-Bilanz och tatsächlech eppes bréngen.

Mä, ech mengen, et gëtt och déi Potenzialen um Niveau vun der Strategie. An hei mengen ech, fënnel, dass mer am IVL all Plansectorielë mussen och der Zilsetzung vum Klimawandel ënnerleeën. Souwuel, wa mer iwwer de Plan sectoriel „logement“ schwätze wéi iwwer dee vum Transport, muss et kloer sinn, dass mer d'Zilsetzungen dann och där Zilsetzung vun 28% Minus mussen ënnerleeën. Am Plan sectoriel „logement“ geet et also net nëmmen drëm ze kucken: Wuer kënnen mer weider bauen? Mä et geet och drëm: Wéi wëlle mer an Zukunft bauen? An ech mengen, dass déi Froen da wichtig sinn.

Sechstens ass deen Aarbechtsgrupp, deen ugefaangen huet ze schaffen iwwer d'Taxatioun vun den Autoen, wou et elo drëm geet no Schadstoffemissiounen ze taxéieren, an net méi no Kubikgréissten.

Siwintens, natierlech dee vun der Promotioun vun dem öffentlechen Transport.

Aachtens, déi Diskussioun, an ech mengen, hei kéint ech dem Här Calmes soen, dass den Institut vum Här Ewringmann amgaangen ass all Donnéeën zesammenzeleeën, fir iwwer dee sou genannten Tanktourismus eng Analys ze maachen, an och ze kucken, wat fir eng Diskussioun an Décisiounen mer mëttel- a laangfristeg doraus kënnen zéien.

Néngtens sinn natierlech d'Utilisatioun vun de flexibele Mechanismen, CDM- an „joint implementation“-Projeten.

Et ass hei gesot ginn, am El Salvador si mer amgaangen deen éischten hei fir Lëtzebuerg esouzesoen op der Bourse ze kafen, wéi dat haut geschitt. An ech géing virun enger liichtfankeger Diskussioun warnen, fir elo eis Beiträg am Rahme vu Kyoto ze verwieselen an ze vermésche mat dem Beitrag, dee mer leeschte fir eis Entwécklungshëllef. Dat ass net gutt méiglech, fir net ze soen iwwerhaupt net méiglech, fir hei praktesch eng duebel Berechnung ze maachen.

Et geet net dorëm an d'Regierung denkt net dorunner, fir iwwer dee Wee hei elo eis Entwécklungshëllef erfzesetzen. Wat mer kënnen maachen a wat mer haut scho maachen – an der Direktiv ass dat jo decidéiert ginn –, dat ass, dass am Comité vum Kyoto-Fong och Vertreter vun der Kooperatioun do derbäi sinn, fir dass mer eis um Terrain géigesäitig kënnen hëllef. Mä ech mengen, mir mussen an deem, wat mer als Beitrag leeschten, net eng Verméschung maachen an dass dat liichtfankeg an och net richtig wär.

A schlussendlech als zéngte Pist ass d'Participatioun u multilaterale Fongen. Mir hunn dofir zwou Missé gezeecht an Héicht vu 15 Milliounen US-Dollaren insgesamt bei der Banque mondiale fir dat ze maachen.

Ech mengen, dat sinn zéng Pisten, souwuel där nationaler wéi där dobaussen um Niveau vun de flexibele Mechanismen, déi eis wäer-

ten erlaube weiderzekommen. Ech mengen awer virun allem, dass et dorëm geet eng gemeinsam Strategie, eng gemeinsam Zilsetzung ze hunn, fir déi -28% ze erreechen. Net wéinst eisen – wann ech dat nach eng Kéier dierf soen – Épicierdécisiounen an -diskussiounen, mä um Niveau vun dem Klimawandel, well mer mengen, dass dat eng reell Gefor ass fir d'Mënscheheet a virun allem fir déi zukünftige Generatiounen.

Mir sollten elo un d'Ëmsetzung goen a mir sollte profitéieren elo gläich an der Kommissioun an dann och hei am Plenum, wéi den Här Calmes et gesot huet, wa mer bei d'Ëmsetzung vun der sou genannte Linking-Direktiv, wou den Avis vum Conseil d'État elo virläit a wou mer d'Ëmsetzung vun där Direktiv an nationaal Recht maachen, hei kënnen ze diskutéieren fir weiderzekommen, ze agéieren an zwar – wéi den Här Oberweis et gesot huet – resolut ze agéieren.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun an dee Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5146 iwwer d'Fleegeversécherung. D'Riedezeit ass nom Modell 2 festgeluecht, et si bis elo ageschriwwen d'Madame Stein, den Här Wagner, den Här Braz an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch.

Voilà, d'Madame Lydia Mutsch huet d'Wuert.

Huet lech Är Zäit.

(Brouhaha général)

Voilà, ech bieden ëm Opmierksamkeit fir d'Rapportrice.

3. 5146 – Projet de loi modifiant 1. différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance 2. les articles 12, 92, et 97 du Code des assurances sociales 3. la loi du 25 juillet 2005 modifiant 1) le Code des assurances sociales; 2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois; 3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension 4. la loi du 8 juin 1999 relatives aux régimes complémentaires de pension

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice. - Entschëllegt, Här Präsident.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et haut mat engem wichtige Gesetz ze dinn, et geet hei nämlech ëm Adaptatiounen, déi mer virhuelen, zum Fleegeversécherungsgesetz.

„D'Afféierung vun der Fleegeversécherung ass sécherlech fir d'sozial Sécherheet zu Lëtzebuerg en historesche Schrott“, mat dese Wieder huet de 26. Mee 1998 den deemolege Rapporteur Lucien Lux säi mëndeche Rapport iwwer de Gesetzesprojet fir d'Afféierung vun der Fleegeversécherung ageleet.

D'Aféiere vun dësem neie Pilier vun der Sécurité sociale kann een effektiv als historesch bezeichnen. D'Kritiken an d'Polemiken, déi de Projet deemools ervirgeruff huet an déi sech vläicht aus deem politesche Kontext eraus erklären loosse – ëmmerhi stoung mer ganz kuerz viru Wahlen –, goufen eigentlech Lige gestroft. Well haut, sechs Joer méi spéit, no éischte Kannerkrankheeten, mä och no enger ganzer Rétsch vun Diskussiounen, Consultatiounen a Concertatiounen, kënnen mer soen, dass eis Fleegeversécherung gutt funktionnéiert an dass d'Grondprinzipien zu kengem Moment a Fro gestallt goufen.

De Projet de loi 5146 war d'Geleeënheet, fir e Bilan ze zéien, fir verschidde Punkte op eenzel Kritikpunkten anzugeen, awer och a virun allem fir déi néideg Adaptatiounen virzehuelen.

D'Gesetz iwwert d'Assurance dépendance vum 19. Juni 1998 ass – wéi Der all wësst – den 1. Januar 1999 a Kraaft getrueden. Wéi ofge-maach huet déi deemooleg Ministesch vun der sozialer Sécherheet, d'Mady Delvaux-Stehres, schonn am März datselwecht Joer en éischten Tëschebilan gezunn, deen am Abrëll 1999 hei an der Chamber diskutéiert gouf. Zwee Joer méi spéit gouf dann no Consultatiounen mat den implizierten Acteuren e globale Bilan gezunn, deen dann och uganks Mee 2001 hei an der Chamber debatéiert gouf.

Déi verschidde Remarquen a Kritike sinn dunn an de Projet de loi 5146 agefloss, deen den 20. Mee 2003 deponéiert gouf. Am Laf vun de leschte Méint huet de Minister vun der sozialer Sécherheet de Projet duerch eng Rei Amendementer nogebessert an d'Chamberskommissioun huet no de Stellungnahme vun de Chambres professionnelles a vu verschiddene concernéierten Acteuren – ënner anerem hu mer och d'COPAS bei eis an d'Chamber geruff, d'Confédération luxembourgeoise des prestataires et ententes dans les domaines de prévention, d'aide et de soins aux personnes dépendantes – eng weider Serie vun Amendementer an der Kommission ugeholl.

Ech wëll op dës Plaz ënnersträichen, dass et am Nachhinein schonn e bëssen erstaunlech ass, wéi d'Opmierksamkeet fir esou e wichtegt Gesetz wéi d'Fleegeversécherung an de Wëllen, fir permanent um Ball ze bleiwe mat deem Gesetz, wann et ëm d'Fro geet, ob ee misst nobesseren, op eemol an de leschte Joren zimlech ofgeholl huet. Mir wëllen heimadder eis Hoffnung ausdrécken, fir dass mer an deenen nächste Joren nach hei mam Minister kënnen iwwert d'Fleegeversécherung diskutéieren. Mä et ass am Fong schonn anticipéiert, well de Minister huet schonn an der Kommission dorop geäntwert, dass mer an deenen nächste Joren hei nach méi oft kënnen mat him zesummen iwwert d'Fleegeversécherung diskutéieren a kontinuéierlech, falls et noutwendeg ass, Adaptatiounen duerchzéien an och Diskussiounen iwwert dës Gesetz hei féieren.

Dir sidd sécherlech mat mer d'accord, dass dës wichteg Pilier vun der sozialer Sécherheet hei zu Lëtzebuerg et derwäert ass, dass d'Chamber sech regelméisseg domadder befaasst an och regelméisseg um Ball bleift.

Wéi scho gesot, goufen a gi weder d'Grondausrichtung vun der Assurance dépendance nach déi véier Grondprinzipien, déi och fir eis an der Diskussioun maassgeblech bliwwen sinn, bei allen Diskussiounen, déi mer gefouert hunn, a Fro gestallt.

Et sinn dës: Éischtens, d'Prioritéit vun der Rehabilitatioun virun der Prise en charge vun der Dépendance; zweetens d'Prioritéit vum Maintien à domicile virum Placement an enger Institutioun; drëtzens

d'Prioritéit vun den Naturleesch-tungen virun de Geldleeschungen; a véiertens d'Kontinuitéit vun der Prise en charge.

Wat d'Detailer vum Projet ugeet, sou muss gesot ginn, dass et sech ëm wichteg Ermänerungen an Adaptatiounen dréint, déi zum Deel ganz technesch sinn, dofir awer net manner wichteg, wat déi be-traffe Leit um Terrain ugeet, an och virun allem wat déi concernéiert, déi mat deene fleegebedürftege Persounen am Alldag ze dinn hunn, ugeet.

Ech wëll op dës Plaz als Rapporteur net op all einzelnen Detail vun deem Projet agoen, dat ka jiddferen, dee sech dofir interesséiert, nach eng Kéier noliesen, well mir hunn eis wierklech an der Kommission mat all deenen Detailer befaasst a si och zu Pabeier bruecht, sou dass si och am schrëftleche Rapport nogelies kënnen ginn, mä just op e puer Hauptpunkten, op e puer Haaptzich vun deem Projet de loi.

An deem Zesammenhang ass un alleréischter Plaz de Volet vun der Qualitéit ze nennen, déi eng zentral Roll an deem Projet spillt.

Virgesinn ass d'Kreatioun vun enger Commission de la qualité des prestations. Dat ass ganz wichteg, well hir Roll wäert et sinn, fir d'Referenzstandarde auszeschaffen, fir Normen ze definéieren, deenen d'Leeschungen, d'Hëllef an d'Fleeg, mä awer och déi technesch Hëlfelefen oder d'Adaptatiounen vum Logement sollen entsprechen. Dës Kommission huet also eng virrangeg wëssenschaftlech Missioun.

D'Kontroll, ob dës Normen am Prakteschen och agehale ginn, gëtt vun der Cellule d'évaluation et d'orientation iwwerholl.

An do derniewent funktionnéiert och weider d'Commission consultative, déi éischter méi eng politesch Vocatioun huet. Erhale bleift awer och – an dat ass wichteg ervirzeesträichen, well si huet eng ganz wichteg Funktioun – d'Action concertée, dat ass e Comité de pilotage, deen zesumme gesat gëtt vun de betraffene Ministären, vu Vertrieeder vun den Organisatiounen, déi am Beräich vun der Fleegeversécherung schaffen a Vertrieeder vun den Ayants droit. Dës Comité, dee soll de Fonctionnement vun der Assurance dépendance an hire verschiddenen Intervenanten ënnersichen an eventuell och Verbesserungsvorschläg ausschaffen.

En zweete grouss Punkt an eng grouss Neierung an deem Gesetz betrëfft déi méi grouss Flexibiliséierung beim Zougang zu verschiddene Leeschungen, déi duerch dës Gesetz erméiglecht gëtt. Esou sinn Dérogatiounen virgesinn zu der Konditioun vum minimale Seuil vun 3,5 Stonn Soinen. An Zukunft ass eng Prise en charge unni dës minimale Seuil méiglech, net nëmme wéi bis ewell fir déi technesch Hëlfelefen, mä och fir d'Upassung vum der Wunneng oder Projets d'actions expérimentales. Dat ass ganz besonnesch wichteg fir eenzel Fäll an der Praxis.

Doriwwer eraus soll et och an Zukunft weider méiglech bleiwen, fir bei verschiddene Krankheeten oder Behënnerungen déi néideg Zäit op forfaitaire Basis flexibel ze definéieren. Dat ass besonnesch bei schwierigen oder bei ganz schwéieren Erkrankungen noutwendeg.

Eng aner wichteg Neierung ass, dass am Kader vun den Naturalleeschungen beim Maintien à domicile an exceptionnel gravé Fäll déi maximal Stonnenzuel vu 24,5 Stonn bis op 38,5 Stonne kann eropgesat ginn, a bei Fluktuationen vun der Ofhängegkeet vun der fleegebedürftege Persoun wäert et méiglech sinn, op dës Verännerung méi prompt ze reagieren. De Prestataire kann an deem Fall an a gewëssene Limiten d'Leeschungen eropsetzen.

Dann en drëttes grouss Volet: Am Sënn vu méi enger grousser Transparenz definéiert de Projet déi verschiddene Etappe vun der Prozedur méi prezis, duerch déi d'Besoine vum der fleegebedürftege Persoun festgesat sinn. Och déi verschiddene Dokumenter, déi am Kader vun dëser Prozedur gebraucht ginn – de Rapport médical, de Relevé-type, de Plan de prise en charge an de Plan de partage –, ginn hei méi kloer festgeschriwwen, wat fir all Acteur vu besonnescher Wichtigkeet ass a wat och fir déi néideg Transparenz an deem Beräich suergt.

Véiertens. Dës grouss Beräich betrëfft d'Relatiounen mat de Prestatairen. Och hei wäert et an Zukunft méi kloer Regele ginn. De Projet ënnerscheet dowéinst tëscht dräi grouss Kategorien vu Prestatairen, jee nodeem, ob et sech ëm Réseauën dréint, déi am Beräich vum Maintien à domicile schaffen, ëm Établissements d'aide et de soin à séjour continu oder Établissement d'aide et de soin à séjour intermittent. Fir dës dräi Beräicher sollen all Kéiers Kaderkonventiounen ausgehandelt an ofgeschloss ginn, an deenen ënner anerem och d'Obligatiounen vun de Prestatairen a Saache Qualitéit festgeschriwwen ginn.

An dann e fënnefte grouss Beräich an och e ganz wichtige: Dat ass dee vun der Prestation en espèces fir den Aidant informel, wou decidéiert ginn ass, an zwar unanime an der Kommission, dës Prestation en espèces op der aktueller heiteger héijer Valeur, nämlech 25 Euro d'Stonn, anzefréieren, wat ongeféier dräimol de Salaire social minimum ausmécht. Allerdéngs waren dat elo net déi Haaptkonditiounen, mä et ass einfach gesot ginn, mir wëllen déi Leit, déi dës onermesslech wichteg Aarbecht um Terrain leeschten, mir wëllen déi net strofen a mir wëllen, dass deen héije Sockel vun de Prestations en espèces bäibehale ka ginn.

Dat war eng grouss Suerg, déi Chamberskommissioun hat, an duerfir si mir och net op de Wee gaangen, deen eng Rei vu Berufskummere proposéiert hunn, fir drun ze denken, entweder dës, vu ville Leit als ze héich ugesinn an eisen Aen awer net ze héich ugesattene Sockel eventuell, esou wéi de Statsrot et proposéiert huet, un e bestëmmtene Sockel zréck unzepassen. Si hunn dovu geschwat, mengen ech, op 1948 oder 1950 zréckzegoen an dann eng kontinuéierlech Indexéierung virzehuelen. Dat hätt bedeit, dass an deem Secteur dës Leeschungen, un déi d'Leit awer gewinnt waren a mat Recht gewinnt waren, dass dës Kontributioun vun deenen, déi dës Aarbecht geleescht hunn, also hätt missen erofgesat ginn an dass trotz enger kontinuéierlecher Indexéierung se awer ni oder net schnell op dee Sockel komm wieren, deen haut op deem héijen Niveau agefruer gëtt, an dat schéngt eis absolut ze justifiéieren ze sinn.

Loosst mech dann um Enn nach e puer Wuert zu der finanzieller Situatioun vun der Fleegeversécherung soen. Mir hunn och doriwwer en détail Opschloss kritt an eiser Kommission. Am Kader vun den Diskussiounen ronderëm dës Projet huet de Minister d'Chamberskommissioun nämlech doriwwer informéiert, dass d'Assurance dépendance d'lescht Joer, also 2004, eng éischte Kéier en Defizit enregistriert huet vu 16 Milliounen Euro respektiv 21 Milliounen Euro no der Alimentatioun vun de Reserven. Dat betreffend Joer hat de Stat allerdéngs seng Participatioun exceptionnellement vu 45 op 40% erofgesat. An e Gruppe de pilotage soll jo elo d'Grënn vun deem Defizit nach e bësse méi en détail ënnersichen.

D'Fleegeversécherung huet awer Reserve vun net manner wéi 80 Milliounen Euro. Dat ass e gutt Stéck méi wéi déi 10 bis 20% vun de jährechen Dépensen. Dës positiv Finanzsituatioun hat iwwregens déi eng oder déi aner Berufskummer dozou verleet, fir den Taux de contribution no ënne wëllen unzepassen, mä dës war awer weder fir de Minister nach fir d'Chamberskommissioun zu deem Moment en Thema. Eëmmerhi geet et jo awer fir eis drëm, fir hei mat der néideger Wäitsicht ze operéieren, fir esou d'Ofsécherung vun enger qualitativ héichwäerteger Prise en charge vun de fleegebedürftege Mënschen hei zu Lëtzebuerg och an Zukunft ze garantéieren.

Ofschléissend ass et meng Aufgab als Rapporteur, fir de Member vum der Kommission Merci ze soe fir déi konstruktiv Aarbecht, déi mir an de leschte Méint zesummen haten, a fir natierlech och den Accord vun eiser Fraktioun zu deem wichtige Projet mat op de Wee ze ginn.

Merci.

Plusieurs voix - Très bien!

M. le Président - Merci, Madame Mutsch. Éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Stein. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen (CSV) - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Rapportrice et scho betount huet, ass dës Gesetz eent vun deenen, déi mer wierklech ganz grëndlech an der Gesondheetskommisioun analyséiert hunn. Enfin, ass et – säitdeem ech op d'mannst an där Gesondheetskommisioun sinn – dat, mat deem mer ons wierklech am meeschten Aarbecht gemaach hunn. Duerfir ass dee schrëftleche Rapport zimlech laang ausgefall an huet 45 Säiten. Ech wëll der Madame Mutsch och am Numm vun der d'CSV-Fraktioun villmools Merci soe fir dës wierklech Fläiss-aarbecht. Ech huelen et un, dass jiddferen de Rapport gelies huet. Awer besonnesch och wëll ech hir Merci soe fir hir excellent mëndlech Syntees vun där komplizierter Matière.

Ech wëll och betounen, dass d'Kommissioun sech et net liicht gemaach huet. Op Initiativ vun der CSV zum Beispill hate mer gefrot, fir nach eng Kéier mat de Leit um Terrain ze schwätzen, haaptsächlech och well elo zum Deel aner Memberen an där Kommission sinn, a fir och ze kucken, ob säit där Zäit, déi awer entre-temps scho vergaange war, eventuell nei Aspekter dobäikomm sinn.

Ech wollt och eemol drun erënneren, Dir Dammen an Dir Hären, dass dës Fleegeversécherung scho ganz laang eng Fuerderung vu menger Partei war an dass, wann d'Gesetz schlussendlech – bedéngt duerch seng Sécurité-sociale-s-Natur – vun der Madame Mady Delvaux deponéiert gouf, där deemooleger Sécurité-sociale-s-Ministesch, dass et awer och e Mérite vun onser Familljeministesch Marie-Josée Jacobs ass, dass et iwwerhaupt dozou kommen ass.

D'Gesetz iwwert d'Fleegeversécherung ass vun 1998. Et huet eng grouss Neierung duergestallt. Schon am Joer drop – d'Rapportrice huet et scho gesot – ass an der Regierungserklärung vun 1999 beschloss ginn, en éischte Bilan ze zéien. Dee Bilan ass 2001 virgeluecht ginn; en ass diskutéiert ginn, an aus dës Konklusiounen eraus huet den deemooleger Sécurité-sociale-s-Minister Carlo Wagner dës Gesetz deponéiert, wat mer elo haut ofstëmme.

Also ouni d'Philosophie vum 1998er Gesetz a Fro ze stellen, sollen eng Rei vun technesch Detailer verbessert ginn, besonnesch och am Sënn vun enger nach besserer Qualitéit vun de Prestatiounen.

nen, wéi d'Rapportrice et scho gesot huet. Un déi grouss Errungenschaft gëtt also net gëriert.

1998 ass fir d'Éischt an onsem Land de Risiko vun der Ofhängegkeet op een Niveau gesat gi mat anere Risiken aus dem Domän vun der Sécurité sociale, der Krankheet, dem Aarbechtsaccident oder der Invaliditéit.

D'Ofhängegkeet vu friemer Hëllef, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dat fir déi elementar Akte vum deegleche Liewen, déi engem Validé ganz natierlech schéngen, déi en och säi Liewe laang, ouni sech Froen ze stellen, ausféiert, fir dann op eemol an eng Situatioun ze geroden, wou hie sech net méi wäsche kann, sech net ernähren kann oder/an, wou hien net méi dohinner ka goen, wou hie wëllt, ass vläicht schlëmmer wéi d'Krankheet eleng, déi dann och nach parallel dozou besteet.

Hei ass ganz kloer eng Fro vu mënschlecher Intimitéit, vu Fräiheet a vu mënschlecher Dignitéit. D'Gefill, senger Famill eng Laascht ze sinn, oder d'Gefill, doduerch datt een op friem Hëllef muss zréckgräifen, finanziell op aner vläicht och elementar Bedürfnissen müssen ze verzichten, ass schrecklech. An aus menger berufflecher Erfahrung weess ech, dass esou Situatiounen vill zu Depressiounen féieren, an och heiansdo déi eng oder déi aner Kéier mat engem Selbstmord kënnen ausgoen.

Et war an et ass jiddferen sech eens, dass d'Introductioun vun der Assurance dépendance eng Lacune vun onsem Sozialstat geféllt hat. D'Organisatioun par contre war och mat Ausbléck op ons Nopeschlänner eng däreg Affär. Detailer iwwert den Evaluatiounssystem, dee relativ komplizéiert ass, well d'Evaluatioun soll esou individuell an esou gerecht wéi méiglech sinn, an iwwert d'Errechnen an d'Verrechnen vun de Prestatiounen wëll ech och elo hei net bréngen.

Am Ufank war et einfach déi grouss Mass vun den Untrüg, déi déi zoustänneg Leit iwwerfuert huet, an déi och erkläert huet, dass nach am Bilan vun 2001 e groussen Délai d'attente bestanen huet. Dat war iwwregens och déi heefegst Ursach, firwat dass d'Leit sech bei hiren Doktere beschwéiert hunn.

Nun, entre-temps sinn d'Equipen opgestackt ginn an et ass eng Vitesse de croisière erreecht. Dës Joer huet d'UCM pro Mount tëscht 400 a 500 Dossieren an Demandé krut, an et ginn och pro Mount eng 500 Dossieren traitéiert. Et stinn der zwar nach eng 2.500 op, mä et ass ons verséichert ginn, dass déi méi urgent Dossieré mat Prioritéit géife behandelt ginn. Et ass de Réseauen och méiglech, Leeschungen am Virfeld vun der Décisioun ze erbréngen, a se da réckwierkend ze verrechnen. An der Realitéit kann een also soen, dass do, wou Nout um Mann ass, e schnell Agräife méiglech ass, an an Zukunft wäert sinn.

Ier ech elo zu deene puer méi punktuell Bemierkunge kommen, déi menger Fraktioun um Häerz leien, wëll ech nach ernimmen, an dat ass net onwesentlech, an d'Madame Mutsch huet et och scho gesot, dass et an deene leschte Joren zu enger Käschtenexplosioun komm ass, an dass d'Fleegeversécherung fir d'Éischt dat lescht Joer Defizit gemaach huet. Dat Gesetz, dat mer haut stëmme, probéiert och an deem Problem dësער Entwécklung entgéintzesteieren.

D'CSV ass awer der Meenung, dass een, soubal dës Moosname gräifen, an de Minister huet dat och schonn an der Kommission gesot, ganz schnell erëm muss een neie Bilan zéien.

Gegebenenfalls, a wann d'Entwécklung sollt esou weidergoen, wäerte mir wahrscheinlech op dës Plaz ganz séier erëm iwwert dës Gesetz diskutéieren, a vläicht

op eng méi fundamental Aart a Weis. D'Ursaache vun der Käschtentexplosioun missten da vläicht méi déif gräifend analyséiert ginn, well d'Participatioun vum Stat jo a 45% vun der Fleegeversicherung festgeluecht ass, a wann den 1% Contribution dépendance, dee mer alleguete bezuelen, net méi duergeet, fir d'Ausgaben ze decken, wäerte mer mussen iwwer eng Erhéijung vun de Beiträg nodenken.

Wéi mer déi lescht Woch héieren hunn, wäert et jo kaum méiglech sinn, dass de Stat seng Participatioun héicht, aus deene budgetäre Grënn, déi mer kennen. An dee Moment musse mer dann och d'Leeschungen iwwerdenken an den Utile an den Nécessaire – fir eng Lieblingsformulatioun aus der Sécurité sociale aus dem Krankekeeseberäich ze benotzen – vläicht nei définieren. All d'Acteure musse op eng responsabel Aart a Weis mat deem Instrument ëmgoen, an zur Zäit kënnen Moossnahmen huelen, wann et noutwendeg ass, well onofhängeg vun deene ville Leit, déi op dës Leeschungen ugewise sinn, an deem Domän ëmmerhin 3.210 Leit an den Etablissementen schaffen, an 1.708 Aarbechtsplaze gëtt et am Domän vun de Prestataire doheem.

Ech wëll awer elo zu deene puer Punkte kommen, déi onsem CSV-Grupp méi um Härz leien. Mir hunn ons d'Fro gestallt, wéi dat da mat der Nuetsbetrieung géif goen, wann am alen Artikel 293 de Saz-deel „de jour et de nuit“ géif gestrach ginn. An der Kommissioun ass ons vun de Fachleit dese Punkt ausenaner geluecht ginn.

Et ass esou, dass eischtens emol d'Réseauen an hirer jetzeger personeller Zesummesetzung dës Leeschung net kënnen bréngen. Da missten nei Leit agestellt ginn, an da kënn en erëm mat de Bilanen net hannen a vir aus.

Zweetens ass d'Zuel vun de Fäll, déi esou eng Nuetsbetrieung bräichten, ganz kleng, wann dee Besoin iwwerhaupt besteet. Déi Persounen, déi an esou engem schlëmme Zoustand sinn, si meeschtens net am Maintien à domicile, a wa se dann do sinn, da sinn déi Besoinen oft Urgencen, an hei hu mer jo dann och nach d'Spideeler, d'Ambulanzen, an net ze vergiessen, de Service nocturne vun den Dokteren.

Fir awer en eventuelle Besoin auszeloten ass och am neie Gesetz virgesinn e Projet am Kader vun der Action expérimentale unzesiedelen, deen e ganz interessanten Aspekt vun deem neie Gesetz ass. Zum Beispill sollt an deem Kader och nogeduecht ginn iwwer Centre-de-jouren a Saachen, déi eben nach net integréiert ware bis elo. D'CSV-Fraktioun huet sech dese ganz op d'Praxis ausgeluechten Argumenter dann och net verschloss.

En anere Punkt, dee vun ons an der Kommissioun laang diskutéiert gouf, deen och scho vun der Rapportrice ugeschwat gouf, dat ass dee vum Afréiere vum Tarif, fir déi informell Hëllef vun der Familljen am Kader vun de Prestations en espèces. Dëst Afréieren um Niveau vun haut huet ganz sécher Noddeeler, déi och an enger Rei Avise vun de Beruffskummere ganz kloer zur Sprooch kommen.

Mir haten do awer e flotten Tableau presentéiert krut, dee gewisen huet, dass, wa mer op der Basis vum heitegen Tarif d'Entwécklung weiderlafe loosse, da kéime mer am Joer 2020 op e Stonneloun vun 38 Euro. A wa mer d'Situatioun vun haut kucken, a mir rechnen déi 25 Euro Stonneloun op e Mountsloun héich, da komme mer ëmmerhin op e Brutto vu 4.325 Euro, wat jo awer fir net qualifizéiert Personal ganz beträchteg ass, besonnesch wou een et quasi muss als Netto bezechnen, well d'Pensionsbeiträg jo och nach vun der Fleegeversicherung iwwerholl ginn.

An der Philosophie ass d'Prestation en espèce eng Unerkennung fir déi Familljen, déi hir flegebedürfteg Ugehörig doheem versuerge, well dem Maintien à domicile jo kloer eng Prioritéit gesat ass. Et soll awer net ausseren, an den Appât du gain sollt eraus aus de Considératiounen. An der Praxis gesäit een dat oft. Fir net op d'Geld ze verzichten, komme Leit, déi eigentlech net méi kënnen doheem versuerge ginn, well hire Fall ze vill schwéier ass, oder wann d'Familljen einfach net déi Kompetenzen entwéckelt, déi eigentlech verlaangt wieren, net an e Fleegeheim an da gi se ebe mat der Ambulanz vun enger Klinik an déi aner geschleeft.

Och ausgoend vum Fait, dass mer et hei mat enger plafonnéierter Stonnenzuel ze dinn hunn, op 24,5 Stonnen, am Extremfall kann déi awer bis op 38 Stonne gehéicht ginn, ass d'Kommissioun zum Schluss komm, dass dës Evolution op kee Fall sénnvoll ass. Et bestinn zwou Méiglechkeeten, fir de Problem ze léisen: Entweder dat gewieltend Afréiere vun der Prestation bei 25 Euro, oder awer eng Diminutioun vun der Basis fir d'Indexéierung, wat dann awer konkret fir déi Leit, déi elo haut déi Prestatioun kréien, zu enger Diminutioun vun hire Geldzomme geféiert hat.

Denke mer also un all déi Leit, déi mat all hire Qualifikatiounen manner Stonneloun fir hir Aarbecht kréien, an un de Fait, dass mer sécher kengem Aidant informel seng heiteg Situatioun wëlle verschlechteren, hu mer ons deser „Récupératioun douce“, wéi de Minister se genannt huet, kënnen ralléieren.

E leschte Punkt, deen ech wëll kuerz ufieren, dat ass dësen: Wat geschitt, wann zwar Prestatiounen fir e Réseau programméiert sinn, si awer aus där enger oder anerer Ursaach net kënnen prestéiert ginn?

Ech ginn lech e Beispill: Et ass eng Fra, déi normalerweis ganz wäit ewech wunnt, a si kënn zwou Wochen am Joer an d'Vakanz bei hir Mamm, déi se da selwer fleegt, wäscht a fiddert, an da kënn d'Infirmière, déi awer programméiert ass fir déi Aarbecht ze maachen, a si muss dann eben erëm heemgoen, well d'Aarbecht scho gemaach ass.

An dese Fäll, wann d'Réseauë sech dat opschreiwene, musse si nodréiglech déi Suen erëm zrëckginn un d'Fleegeversicherung. Hei kommen déi Réseauen awer heiansd, well et sech nämlech ëm méi Zommen handelt, wéi ee kéint mengen, a schlecht Dicher. Et ass och schwierig fir si, fir hir Programmierung an och fir hiert Personal anzustellen, mat esou Remboursementen. D'CSV-Fraktioun ass duerfir der Meinung, dass hei am Dialog zwëscht der UCM an de Réseauen eng geländegängeg a praktesch Léisung sollt gesicht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dësen alles an allem optimistesche Bemierkungen a mat der Reserv vun engem neien, schnelle Bilan, soubal wéi et da sénnvoll ass, wäert ech lech net iwwerraschen, wann ech lech soen, dass d'CSV dëst Gesetz wäert stëmmen. Ech bréngen also och den Accord vu menger Fraktioun, a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président. - Merci, Madame Stein. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll ufanks direkt der Rapportrice, der honorabelen Madame Lydia Mutsch, Merci soen a félicitéieren, fir deen excellente Rapport, souwuel dee schrëftleche wéi och dee mündlechen, a vun deem ech muss soen, e war och ganz, ganz objektiv.

D'Fleegeversicherung, an et ass scho gesot ginn, ass also age-

fouert ginn duerch d'Gesetz vum 19. Juni 1998. Mä et war esou, dass deemools sämtlech Fraktiounen heibannen an deem héijen Haus averstane ware mat deem Projet, och wa verschidde Parteien – an dorënner och d'Demokratesch Partei – awer drop higewisen hunn, dass mer géife mat deem Gesetz e bësselchen an d'Incertitude goen an dass sech munch Froe géife stellen an dass sech och vläicht kéinten Ongereimtheete am Laf vun der Zäit erginn.

Et huet een och duerno erausfonnt, dass beispillsweis ee vun deenen Haaptproblemer vun deem Gesetz – dat awer scho vun Ufank un – eben de Fait war, dass d'Zuel vun de Bénéficiaire vun deem heite Gesetz largement ënnerschat gi war an dass also déi zwou Cellules d'évaluation, déi deemools en place waren, ganz einfach net méi mat virukomm sinn, sou dass mer, mengen ech, ee Momentchen no u 5.000 Demanden do leien haten, déi net schnell genuch konnten traitéiert ginn, wat also mat sech bruecht huet, dass déi laang Waardelëschten trotzdeem awer dobausse bei de Leit net ganz gutt ukomm sinn.

Et ass och esou – an dat just pour rappel –, dass et awer richteg war, dass am deemolege Gesetz optéiert ginn ass fir sou genannte Prestations individualisées, wat – dat wusst een awer am Viraus – géif vill méi Zäitopwand mat sech bréngen, wéi wann ee standardiséiert Leeschungen ugebuert hätt.

D'Demokratesch Partei, wéi gesot, huet deemools op verschidde Problemer higewisen an huet och verlaangt, dass no enger gewësserer Zäit e Bilan misst gemaach ginn; an dee Bilan ass jo och am Koalitionsofkomme vun 1999 zrëckbehale ginn.

An d'Madame Rapportrice huet schonn drop higewisen, dass mer den 2. Mee 2001 hei an der Chamber e largen Débat parlementaire haten, wou jiddereen also d'Méiglechkeet hat, fir d'Exécution vun deem Gesetz ënnert d'Lupp ze huelen an effectivement Propositionen ze maachen, wou kéint verbessert ginn.

Ech wëll och erënneren un déi Action concertée, déi duerchgefouert ginn ass mat sämtlechen Acteuren um Terrain, dat heescht souwuel mat der COPAS wéi awer och der IGSS an der Cellule d'évaluation. Et ass also do, wou mer den Origine fannen zu deem Projet de loi, deen ech den 2. Mee 2003 am Numm vun der viregter Regierung déposéiert hunn.

Ech muss awer soen, dass an der Zwëschenzäit an en attendant dee Projet de loi ganz villes schonn um Terrain geschitt war, well mer deemools an der Sécurité sociale riicht virun d'Assurance dépendance op der Dagesuerdnung haten a gekuckt hunn, wéi ee kéint geziilt pragmatesch Léisunge fannen.

Ech wëll beispillsweis drun erënneren, dass mer deemools déi Équipes d'évaluation progressiv vun zwou op fënnf eropgesat hunn. Ech wëll och drun erënneren – an dat war e ganz ganz wichtige Punkt –, dass d'Leit net eréischt ginn sinn, wann hir Demande bis uegell war, wat oft e puer Méint duerno eréischt war, mä dass mer nach ee System agefouert hunn, nodeem d'Leit schonn ausbezuelt gi sinn op d'Date de demande; an dat war fir déi Leit ganz wichtig. Et ass och esou gewiescht, dass vun deem Moment u kee Mënsch méi huet brauche Sue virzestrecken, wann hie beispillsweis op d'Hëllef vun de Réseauen zrëckgegraff huet.

Mir hunn och ee Problem geléist, wou mer ganz vill Reklamatiounen kritt hunn, dass, well déi Bear-

bechtung vun den Dossieren esou laang gedauert huet, dann entretemps scho Leit gestuerwe waren, wat bedauerlech ass, mä net ze évitéiere war, duerch déi Lenteur, déi mer deemools kann hunn. A mir hunn deemools décidéiert, fir déi Familljen vun deene Verstuewenen ze indemniséieren an zwar mat engem Montant vun déi Zäit 4.560 Lëtzebuerger Frang d'Woch, wat also trotzdeem ëm déi 22.000 oder 23.000 Frang de Mount gi sinn. Och déi Mesuren, mengen ech, hunn dozou bäigedroen, dass mer awer deemools konnten dobaussen d'Leit, dat heescht d'Demandeuré vun deene Prestatiounen, largement berouegen.

Et war awer deemools och klar, dass ee misst am Kader vun där Assurance dépendance e sou genannte neie legislative Kader schafe fir sämtlech Mesuren, déi utile an nécessaire geschéngt hunn, kënnen mat erafléissen ze loosse.

Dofir, wéi gesot, dee Projet de loi, deen déi viregt Regierung déposéiert huet, deen awer, muss ech soen, am Geescht war vum Basisgesetz vum 1998, dat heescht an anere Wierder, dass net un de Grondprinzipie vun deem Gesetz geréckelt ginn ass, mä dass eng ganz Rei vun utilen Ajustementen envisagéiert si ginn.

Deemools wéi och haut – wéi och d'Madame Rapportrice et gesot huet – ass un den Hauptprinzipie festgehale ginn an ech erlabe mer si nach eng Kéier ze répétéieren.

Dat heescht Prioritéit vun der Réhabilitatioun par rapport zur Prise en charge, dat heescht an anere Wierder och do si mer op de Wee vun der Preventioun gaangen. Prioritéit awer och fir de Maintien à domicile, Prioritéit fir d'Prestations en nature par rapport zu de Prestations en espèces a finalement d'Continuitéit vun der Prise en charge. Weider Elementer an deem Projet de loi kéint ech ernimmen, wéi dass beispillsweis misst méi Flexibilitéit drakommen an dass och misst zousehends méi Wäert op d'Multidisziplinaritéit geluecht ginn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Och besonnesch vill Wäert selbstverständlech sollt weiderhin an och verschäerft op d'Qualitéit vun de Soine geluecht ginn. Dofir si sou genannte Kaderkonventionen virgesi ginn, déi sollte Qualitätsreferenzen, Qualitätsstandarde festleeën, an déi Konventionen sollten dee Moment verhandelt gi vun der UCM mat dem Organisme représentatif fir d'Prestataire. Et ass awer och gesot ginn, dass misst onbedéngt, nodeem dass och d'Cellule d'évaluation Standarde fixéiert hat, d'Applikatioun vun dene Standarde kontrolléiert ginn, fir dass mer sollte Garantien hunn, dass um Terrain géif applizéiert ginn, wat d'Cellule d'évaluation fir néideg fonnt huet. Dofir hu mer deemools déi sou genannte „Commission de qualité des prestations“ chargéiert, déi Missioun ze iwwerhuelen.

Leider, muss ech soen, huet et laang gedauert bis de Statsröt den Avis ginn huet zu deem Projet de loi 5146, deen, wéi gesot, schonn 2003 déposéiert ginn ass, sou zwar dass déi jëtzege Regierung dee Projet iwwerholl huet.

Déi jëtzege Regierung – an d'Madame Rapportrice huet et och scho gesot – huet eng Rei vun Amendementen bruecht, Amendementen, vun deenen ech awer muss soen, datt se och net déif gräifend Grondprinzipie vun deem viregte Projet de loi a Fro gestallt hunn, sou zwar dass ech muss soen, dass meng Partei, d'Demokratesch Partei, keng Schwierigkeete mat deenen Amendementen huet.

Vläicht nach just zwee, dräi Punkten, déi ech wëll oppicken: een Amendement ass net zrëckbehale ginn, et ass dat den Amendement zu der Schafung vun der Commis-

sion de qualité des prestations an dat haauptsächlech op d'Dränge vum Statsröt. Dat muss ech och soen, dass d'Kommissioun vun der Santé an der Sécurité sociale à l'unanimité awer där Meinung war, dass sollt dee Moment op deen Amendement verzicht ginn, sou zwar dass deen Amendement nees – wann ech mech däréif sou ausdrécken – amendéiert ginn ass.

En zweete Punkt – an d'Madame Mutsch huet deen och schonn ugeschnitten – ass deen, wéi gesot, vum Afréiere vun engem feste Montant vu 25 Euro fir d'Aidant-informelen, ee Montant, deen also sollt désormais ageféiert ginn. Ech mengen, mir hu Grafike virgeluecht kritt an der Commission parlementaire, duerch déi kloer an dätlich bewise ginn ass, dass mer mat deem Montant de base, deen deemools agefouert ginn ass, awer ganz grouss Inégalitéen an Déséquilibre geschafen hu par rapport zu anere Leeschungen. An notament kann ech mech erënneren, dass mer beispillsweis mat 25 Euro fir d'Aidant-informelen deemools bei iwwer dräimol dem Mindestloun louchen, sou zwar dass dat net ze veräntwert war.

Ech muss och soen, dass ech honnertprozenteg ka begréissen, dass elo net versicht ginn ass, de Montant no ënnen ze ajustéieren, dat heescht mat vill méi engem déiwe Montant unzefänken an deen dee Moment ze indexéieren, fir e lues a lues erëm an d'Luucht ze bréngen, mä dass mer, wéi gesot, op deem jëtzege Niveau bleiwen an deen afréieren.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass mer deen awer elo net dierfen afréieren – dat kënn heiansdo vir, net nëmmen an der Politik, och op anere Plazen – a während zéng, fofzég Joer vergiessen. Et ass d'ëinescht gesot ginn, dat heite wäert net dee leschte Bilan sinn, dee mer zéien. Mir mussen also zur gegebener Zäit en temps utile dorun denken, fir dee Montant dee Moment nees ze ajustéieren.

Een drëtten Punkt ass dee vun dem Retard beim Traitement vun den Dossieren, deen ech schonn deelweis ugeschwat hunn. Et stëmmt, de Moment leien eng 2.500 Dossieren do en attente de traitement. Esou wéi d'Leit vun der Assurance dépendance, vun der Cellule d'évaluation eis gesot hunn, sinn am Schnëtt 500 nei Demandé pro Mount do a si kréien der beschtefalls 500 bis 600 bearbecht, sou zwar dass mat deem liichte Surplus an der Bearbechtung par rapport zu den Demanden et awer géif enorm laang daueren, bis een dee Retard resorbéiert hätt.

Dofir, vu dass jo deen heite Projet de loi och virgesäit, dass och eng sechst Equipe op d'Bee gesat gëtt, eng sechst Cellule d'évaluation, där hir primär Missioun awer de Contrôle de qualité wär, froen ech mech, Här Minister, ob et net utile wär, wann an enger eischter Phas déiselwecht Equipe sech vläicht géif mat dem Resorbéiere vun den Dossieren och beschafen, bis si un hir primär Missioun géif erugoen, well ech mengen, et wär awer wichtig, dass mer esou schnell wéi méiglech dee Retard resorbéiert kréien.

Ee lescht Wuert nach zur finanzieller Situatioun. Ech mengen, déi Situatioun ass bei wäitem net dramatesch, net nëmmen, wa mer dat vergläiche mat Nopeschlänner wéi Däitschland an esou virun, mä och de manière objective. Och, wa mer duerch eng Situation exceptionnelle dat lescht Joer, dat heescht 2004, ee lichten Defizit vu 16 Milliounen haten, mat fënnf Milliounen méi, wa mer och déi fënnf Milliounen, déi an d'Reserv gestach gi sinn, mat a Kaf huelen, sou ass dat keen iwwerdrüwenen Defizit, dee sech, wéi ech gesot hunn, och nach duerch ee spezielle Motif erkläre léisst.

Ech mengen, mir sollen elo mol kucken, wéi mer dat heite Joer ofschléissen, während deem mer

nees op deen ale Mode de financement zréckkomm sinn. Ech sinn iwwerzeegt, dass dann den Defizit bei wäitem net méi wäert esou grouss sinn.

Et ass jo och esou, dass ee Groupe d'accompagnement soll geschafte ginn, deen déi dote Situatioun net nëmme suivéiert, mä déi awer och dee Moment wäert Propositione maachen, fir deem opzehliefen, wann ee Besoin sollt sinn.

Mir sollen net vergiessen, dass mer trotzdeem Reserve vun der 80 Milliounen Euro hunn, wat scho verschidde Organisatiounen dozou verleet hat, fir de Prozentsaz vun der Cotisation erfsetzen ze wëllen. Ech hu mech deemools dergéint gewiert. Sou wéi ech verstane hunn, Hår Di Bartolomeo, sidd Dir darselwechter Meenung. Ech mengen, mir sollten do virsiichteg sinn, bis mer dee richteg Rythme de croissance fonnt hunn.

Mir mussen wëssen awer och, dass an deem Domän vun der Dépendance nach wäert ganz villes op eis zoukommen. Ech wëll beispillsweis nëmme just hei ernimmen – ouni elo an den Detailler doranner ze goen, dat géif ze wäit féieren –, dass mer onbedéngt müssen am Domän vun der Spezialisatioun vun der Psychogériatrie nei Weeër ugoen, dass mer also müssen déi Psychogériatrie vill, vill méi pousser, wéi dat de Moment de Fall war.

Ech wëll awer och dorun erënnere, dass beispillsweis am Projet de loi vum Accompagnement de fin de vie, deen déi vieregte Regierung schonn ufanks 2004 déposiert huet, ee grouse Chapitre dran ass iwwert d'Assurance dépendance an dass och do grouse Fraise op eis zoukommen. Dat just pour rappel. Wéi et elo mat deem Projet de loi ass, weess ech net. Den Hår Minister ka vläicht herno a senger Stellungnahme eis doriwuer opklären.

Alles an allem awer, Hår President, Dir Häre Minister, oder Hår Minister – et setzen der véier do, mä et ass nëmme ee Minister, gesinn ech...

(Interruptions)

Ah, zwee. Pardon, Dir Hären!

Une voix. - An zwee, déi et gär wieren.

(Brouhaha général)

Dann also am Pluriel; zwee effektiver an zwee Potenzieller, sou wéi mer hei geflüstert gëtt!

Wéi gesot, mir sinn um richtige Wee mat där heiter Saach. Mir müssen eis Précautioun fir d'Zukunft huelen. Egal wéi et awer ass, mengen ech, därfe mer awer, wat d'Richtung vun der Assurance dépendance ugeet, näischt ännere goen. Et heescht also an Zukunft, dass mer op där enger Säit müssen op deem Wee bleiwe vun enger Optimisatioun vun der Qualitéit vun de Soenen, an op där anerer Säit awer och vun enger Minimisatioun, an enger strikter Minimisatioun vun eventuellen Abusen.

Dat gesot, Hår President, Dir Häre Minister, Dir Dammen an Dir Hären, wäert ech selbstverständlech den Accord vun menger Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu deem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Hår Wagner. Ageschriwwen ass elo den Hår Félix Braz. Hår Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Merci, Hår President. Déi Novelléierung vun Gesetz vum 19. Juni 1998, déi mer haut virhuelen, ass eng Novelléierung, déi och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun wäert fannen.

Mer hunn eis deemools beim Vote vun Gesetz am Juni 1998 enthalen. Net well mer géint d'Fleegeversicherung gewiescht wären, am Géigendeel, mer hu wéi all d'Frak-

tiounen hei am Parlament den absolute Besoin vun där Neierung agesinn.

Mer haten allerdéngs verschidde Bedenken: Ee Problem hate mer mat der Qualitéit vun de Services, déi eiser Meenung net genuch assuréiert war. Mir haten och deemools ee Problem mam Finanzeement vun der Fleegeversicherung, wéi et sollt zustane kommen, nottamment mat deem drëtten Volet vun Finanzeement, där sou genannter Loi spéciale. A mir haten och ee Problem, well mer insgesamt d'Gefill haten, dass am Beräich vun der Fleegeversicherung dem Volet Preventioun net genuch Stelleraum géng zougedeele ginn.

Mir hunn och bei der Diskussioun vun 2001 iwwert deen éischten Zwëschebilan, dee gemaach ginn ass, an och haut bei der Novelléierung vun Gesetz deelweis Recht behale mat eise Kritike vun deemools. Mer mussen awer trotzdeem fairerweis soen, dass d'Gesetz, wat 1998 gestëmmt ginn ass, sech an de ganz grouse Linne bewäert huet. Et ass richtig gewiescht, dass d'Fleegeversicherung agefouert ginn ass, a mer hu ganz vill Leed, Misär, schwieereg Situatiounen zu Lëtzebuerg domadder kënnen wesentlich verbesseren. An et soll een och net stéieren, wann ee bei esou enger grousser Neierung wéi der Fleegeversicherung e puer Joer brauch, bis een definitiv all Problemer am Grëff huet.

Ech wëll just dorun erënnere, dass d'Gesetz iwwert den Unfall vun Joer 1901 mëttlerweil méi wéi ee Joerhonnert um Bockel huet, an trotzdeem gëtt et och do nach ëmmer a permanent a regelméisseg Bedarf fir nozebesseren. Dat läit an der Natur vun där do Zort Gesetzer. Dofir fanne mer dat do och gutt, dass mer haut esou ee Bilan iwwert eng Novelléierung vun Gesetz virhuelen, mä mer si wéi gesot der Meenung, dass d'Gesetz insgesamt sech bewäert huet. An dofir kann een e puer Beispiller uféieren: Et ass haut kloer, dass vill Leit, déi fleegebedürftig sinn, haut méi laang kënnen doheem wunne bleiwen, wéi dat nach virun 1999 de Fall war.

Et ass och esou, dass den Alter beim Accès an d'Maison de soins considéabel eropgaangen ass an der Moyenne. Och do gesäit een un där Zuel, dass et funktionéiert huet, dass et gewierkt huet, esou wéi ee sech dat konnt erhoffen. Et gesäit een och, dass déi professionnell Servicer, déi an deem Secteur aktiv sinn, wéi Hëllef doheem oder Help, massiv nei Leit konnten astellen, ganz einfach well et vill méi Aarbecht gëtt, déi endlech ka finanzéiert ginn. Déi Aarbecht war nach ëmmer do, mä si konnt virdrun net esou assuméiert an assuréiert ginn, wéi dat haut de Fall ass, an doduerch, dass mer e Gesetz an e Finanzeement zu Lëtzebuerg agefouert hunn, konnten déi dote Servicer Leit astellen.

Just ee Beispill: Hëllef doheem hat am Joer 1998 nach esou plus oder minus 250 Leit beschäftegt; am Joer 2005 läit dat bei ongeféier 1.300 Leit. Dat ass eng méi wéi Verfénnefachung vun Personal vun deenen Associatiounen, wou ee wierklech gesäit, wat d'Entwécklung duergestallt huet an deem dote Secteur.

Et ass awer och esou, dass vill behënnert a schwéier krank Leit elo ee besseren Accès hunn zu technesch Hëllefsmittelen, well déi och méi abordabel gi sinn. E Beispill: Virdrun huet d'Krankeversicherung ronn 800 bis 900 Euro fir ee Rollstuhl bäigeluecht. Haut ass et esou, dass bei engem schwéierbehënnerte Mënsch e Rollstuhl mat engem Contrôle de l'environnement e puer 1.000 Euro kascht bis hin zu 10.000 Euro an nach méi. Dat sinn natierlech gewaltig Käschtepunkte, déi awer elo kënnen integral iwwerhol ginn, an där gesamter Envergure vun deem Chiffer. Fréier hunn déi Leit

meeschtens misse kucken, fir eens ze ginn. Entweder si hate selwer d'Moyenen, fir sech dat ze finanzéieren, oder si waren op Spenden ugewise vun drëtten Leit, déi se mühsam selwer, oder iwwer Bekannten hu mussen zesummekrazen. Déi Erfahrung geheieren haut glécklecherweis der Vergaangenheet un.

Leschte Punkt, wou ee gesäit, wéi positiv d'Entwécklung ass, ass d'Adaptatioun vun de Logementer. Do kann een haut eng Prise en charge vu bis zu 22.000 bis 23.000 Euro kréien. An dat ass schonn e Montant, dee ganz considéabel Émbaute méiglech mécht. Domat kann een nach ëmmer vläicht net alles méiglech maachen, mä trotzdeem gëtt ganz villes mat esou engem Montant méiglech gemaach.

Besonnenes gëtt et méiglech gemaach, dass een individuell op d'Leit kann agoen, an net, dass ee muss verschidde Pauschalleeschungen just ubidden, an da sollen d'Leit kucken, dass se dobäi passen. Hei ass et ëmgedréint. Duerch déi dote Montanten ass et wierklech méiglech, eng relativ individuell Approche vun der Fleegeversicherung méiglech ze maachen, déi dann och relativ prezis a selektiv de Problemer vun de Leit kann entgéintkommen.

A Fonctioun vun den Experienze vun dese leschte sechs bis siwe Joer ass dann och d'est Gesetz fir eis e gudden Text, och wann ee bestëmmt iwwert deen een oder aneren Detail nach streide kann.

Dat neit Gesetz, wat mer haut stëmmen, bréngt awer op deene Punkten, déi am Gesetz solle modelléiert ginn, positiv Ergänzungen an eisem Sënn. Duerfir bréngt mer och eis Zoustëmmung zu deem dote Gesetz. Ech wëll awer contrainement zu menge Virriedner, déi schonn op déi Aspekter do agaange sinn, nach op e puer Aspekter agoen, déi nach net diskutéiert gi sinn, wou awer nach vläicht deen een oder anere Problem bestoe bleift.

Et ass esou, dass au départ geduecht war, fir den Accès zu de Better méi transparent ze regelen. An zwar esou, dass et eng Zort Liste d'urgence géng ginn, fir um Niveau vun der Assurance dépendance kënnen Leit prioritär ze aigüillieren, wa se wierklech vun de Besoinen hir esou missten agestuift ginn. Déi Missioun kritt d'Assurance dépendance elo ofgeho. Dat erkläert sech och doduerch, well et ni funktionéiert huet. Dat war an der Praxis eng Missioun, déi net wouergeho ginn ass, esou dass dat einfach elo am Text un d'Realitéit vum Terrain ugepasst gëtt, an déi Missioun ewechfällt.

Ganz zefridde stellend ass dat awer net. Och wann ee versteet, firwat dass et do gestrach ginn ass, esou ass et awer net ganz zefridde stellend, wann een näischt amplaz bréngt. Wann een elo erëm all déi eenzel Haiser sech selwer iwwerléisst, da weess een, dass an der Praxis um Terrain ganz oft dann awer een erëm ee muss kennen, deen ee kennt, deen ee kennt, fir eventuell eranzekommen, quitte dass et an der Praxis net de Manktem u Better ass. Dat schéngt zimlech korrekt ze funktionéieren. Mä et ass och heiansdo e Problem, wouhinne een da riskéiert verluucht ze ginn.

Do menge mer awer, dass d'Regierung sech nach eng kéier misst Gedanke maachen, wéi ee kann där Saach do trotzdeem eng Äntwert ginn, zum Beispill, andeem dass mer d'COPAS A.s.b.l., déi jo de Gros vun den A.s.b.l.en an deem Secteur regroupéiert, kéint domadder betrauen esou eng Lëscht ze féieren, eng Zort „Liste d'urgence“ net iwwer sämtlech Better, mä iwwer en Deel vun de

Better, déi verfügbar sinn – 15%, 20%, 25%.

Dass een do awer kéint eng Lëscht opstellen, wier trotzdeem déi richteg Iddi, well se war jo am vieregte Gesetz net vun ongeféier ageschriwwen ginn. Et goufen deemools ganz gutt a ganz valabel Grënn, firwat dass déi Lëscht sollt gefouert ginn. Mir fannen et eigentlech bedauerlech, dass déi Lëscht ersatzlos soll gestrach ginn, och wa mer verstinn, firwat dass se um Niveau vun der Assurance dépendance net gefouert gëtt. Mä et wär beispillsweis eng Ureegung, dass um Niveau vu COPAS déi dote Lëscht kéint gefouert ginn.

Da wär et allerdéngs och net schlecht, wann de SERVIOR kéint der COPAS eventuell bäitrieden, an aus senger – wéi soll ech soen – Isolation an deem Secteur e Stéckche géng zréckrieden, a méi Kooperatioun géng mat der COPAS ustriewen. Mir fannen et nämlech net gutt, dass déi Pensionäre vun den Haiser, déi de SERVIOR géréiert, beispillsweis bei de Verhandlung mat der UCM net vertruede sinn. Dat ass einfach sou, well déi sech an deenen Diskussiounen, eiser Meenung no, net genuch bedeelegen. Dat sinn elo wuel keng fundamental Kritiken um System, wéi e funktionéiert. Mir mengen awer, dass et do nach kënnete Verbesserung ginn.

Eng aner Fro, op déi mer gären eng Äntwert vun Minister hätten, dat ass de Punkt, firwat dass d'Assurance dépendance nach ëmmer muss ënnert der IGSS lafen. Och do gëtt et jo Kritiken, zum Deel vun de Leit aus der Administratioun selwer, déi fannen, dass et net ganz glécklech ass, wann d'IGSS, déi am Prinzip jo eng Kontrollmissioun huet, an deem heite Secteur, an nëmme an deem Secteur, „à la fois juge et partie“ ass. Si exécutéiert zum Deel iwwert den Émwee vun der Assurance dépendance, an ass awer och gläichzäitig mat enger Kontrollmissioun behaft.

Dat huet net nëmme Nodeeler, dat kann och Virdeeler hunn. Et funktionéiert jo och, mä et wier eigentlech eng méi propper Léisung, wann d'Assurance dépendance eng eegen Administratioun kéint sinn, beispillsweis um Niveau vun der Gestiou vun Personal, wou se am Moment ëmmer an de Pool vun der IGSS mat dran erafalen. Bei der Attributioun vun neie Posten ass natierlech deen Émstand vun Nodeel, besonnenes, wann ee kuckt wéi eng nei Missioun d'Assurance dépendance elo kritt am Beräich vun der Qualitéit a vun der Kontroll vun de Leeschtungen, déi geliwert ginn.

Do riskéiert elo d'Assurance dépendance eng Ulaßplaz ze gi fir all d'Reklamatiounen. Et wär jo och gutt, wann all Reklamatiounen kënnen Gehéier kréien, a kënnen iergendwou déposéiert ginn. Dat ass sécher noutwendeg. Mä mat engem zousätzleche Member am Personal, wann eis Informatioun stëmmen, hale mir dat mat Sécherheet net fir ausräichend, fir déi doten nei Missioun, déi d'Assurance dépendance kritt, kënnen ze bewällegen. Dat schéngt eis effektiv illusoresch, ze mengen, dass een déi noutwendeg Kontrollen do mat enger eenzeger Persoun kann eeschtaft wouerhuelen. Dobäi wier et mat Sécherheet ubruecht a positiv, wann dat kéint gemaach ginn.

En zweetleschte Punkt ass dee vun de Leit, déi nach ëmmer am Ausland sinn. Mir hu wuel eng däitlech Verbesserung, mä et ass awer net esou, wéi wann elo keng Leit méi vu Lëtzebuerg an d'Ausland géinge goen. Et gëtt aus engem Rapport général vun der Sécurité sociale aus dem November 2003 Zuelen, a méi rezent Zuele gëtt et net, aus deene geet eraus, dass am Moment – also zum Zäitpunkt November 1993, wéi gesot déi aktuellsten Zuelen – am Ganzen 241 Demandeuré vu Leeschtungen vun der Fleegeversicherung nach ëmmer am Ausland sinn an engem

Établissement d'aide et de soin. Iwwer 130 dovun an Däitschland, no bei 100 dovun an der Belsch an nach méi e klengen Undeel a Frankräich.

An dat sinn och méiglecherweis d'Leit net all, well et ass jo och net gewosst, ob jiddferen eng Demande mécht. Also, et ass net, wéi wa mer domadder d'Problemer alleguerte geléist hätten.

Do wäere mer och frou, wann de Minister nach eng kéier kéint dorober agoen an eng Erklärung ginn, firwat dass dann nach ëmmer en Deel vu Leit am Ausland sinn. Do sinn der bestëmmt dobäi, wou et gewollt ass, déi dat bewosst maachen, déi keen anere Choix wëllen. Mä et ass awer och bestëmmt nach en Deel vu Leit derbäi, déi dat maachen, well se einfach net zu Lëtzebuerg en Angebot kritt hunn, wat zefridde stellend wär. Doriwuer hätte mer och gäre vun Minister nach eng Erklärung, firwat dass mer dee Phenomeen nach ëmmer net ganz aus der Welt kritt hunn.

E leschte Punkt ass deen, dass mer och mengen, dass um Niveau vun der Kollaboratioun tëschent de Maisons de soin an de Réseauen an de Kliniken och nach Saache kënnen verbessert ginn. Notamment een Aspekt schéngt eis ganz wichtig. Mir hunn och an deem Sënn eng Motioun virbereet. Nämlech deen, dass mer et fir absolut wichtig halen, dass den Dossier, de Plan de prise en charge, deen um Niveau vun der Assurance dépendance opgestallt gëtt vun de Bénéficiairen, dass deen am Spidol ëmmer misst bekannt a gewosst sinn, wann e Bénéficiaire vu Leeschtungen vun der Assurance dépendance muss hospitaliséiert ginn.

Dat geschitt wuel an der Praxis a ganz ville Fäll – vläicht souguer an de meeschte Fäll –, mä de Problem ass eben, dass et net ëmmer geschitt. An et ass eben net datselwecht, ob ee mat enger Häerzkrankheet am Spidol läit an dat ass deen eenzege Problem, oder, wann ee mat enger Häerzkrankheet am Spidol läit an et ass ee pour le reste och nach e Bénéficiaire vu Soigné vun der Assurance dépendance. Dat bedéngt ganz oft aner Beweegungen: Et kann een net esou laang am Bett leien, et kann een net esou laang op darselwechter Plaz leien; fir nëmme déi Beispiller ze ginn. Do wär et gutt, wann ee sech do méi kéint vergewësseren, dass déi Informatiounen vun de Plans de prise en charge och an de Spideeler, bei den Dokter an den Infirmiären an Infirmière bekannt wäeren.

Mir hu wéi gesot an deem Sënn eng Motioun preparéiert, an där mer d'Regierung opfuere, duerfir Suerg ze droen, dass déi Informatiounen do kënnen tëschent de Maisons de soin an de Réseauen op där enger Säit, an op där anerer Säit de Spideeler an Dokter an Infirmiere besser kënnen iwwerdroe ginn.

Déi Motioun huet och d'Ennerstëtzung vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Madame Mutsch, vun der DP-Fraktioun iwwert den Hår Carlo Wagner a vun der CSV-Fraktioun iwwert d'Madame Stein-Mergen. Et ass nach eng Ennerschrëft op. Wann d'Kolleege vun ADR eis och wëllen ennerstëtzen, da kënnen se dat nach gäre maachen. Soss bréngen déi Gréng nach eng fënneft Ennerschrëft dobäi.

Motion 1

La Chambre des Députés

- *considérant que les personnes bénéficiant des dispositions de la loi sur l'assurance dépendance ont souvent besoin de soins médicaux et hospitaliers;*

- *considérant que ces personnes ont des besoins spécifiques qui peuvent aller au-delà du traitement habituel de la pathologie pour laquelle elles ont été hospitalisées;*

- *considérant que faute de transmission de ces informations aux*

médecins et au personnel hospitalier ceux-ci ne peuvent pas disposer de toutes les informations spécifiques aux patients bénéficiant des dispositions de la loi sur l'assurance dépendance;

invite le Gouvernement

- à veiller à la transmission du plan de prise en charge de l'assurance dépendance (desquels disposent les maisons et les réseaux de soins) aux structures hospitalières en cas d'hospitalisation d'une personne bénéficiant des dispositions de la loi sur l'assurance dépendance.

(s.) Félix Braz, Robert Mehlen, Lydia Mutsch, Martine Stein-Mergen, Carlo Wagner.

Dat gesot bréngt mir eis Zoustëmmung zu deem Gesetz, a soen awer och nach der Rapportrice, der Madame Mutsch, Merci fir hire ganz detaillierte schrëftleche Bericht an och hire concisen a verständleche mëndleche Bericht. Merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Braz. Nächste Riedner ass den Här Gibéryen. Dir hutt d'Wuert, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och vun eiser Säit aus der Rapportrice, der Kollegein Lydia Mutsch, Merci soen, virun allem fir dee schrëftleche Rapport, dee si gemaach huet, an och haut fir hire mëndleche Rapport.

Ech mengen, mir wëssen allegueren hei, déi Debatten, déi mer 1998 haten, an déi Zäit, mengen ech, war de Minister Member vun der Kommissioun, wéi dat Gesetz ausgeschafft ginn ass, dat mer déi Zäit alleguerte vun engem historresche Gesetz geschwat hunn, vun engem Meilestein an eiser Sozialgesetzgebung. Mir hunn am Fong de Krees, fir eng komplett Versécherungsstrategie opzebauen, niewent den Unfallkeesen, niewent de Krankekeesen, niewent de Pensiounskeesen, mat der Fleegeversécherung 1998 zougemaach.

Mir woussten alleguer, wéi mer dat Gesetz 1998 gestëmmt hunn – wou mer jo och zum Deel an d'Ausland kucke gaange sinn, wou mer eis awer hei gréisstendeels och un Däitschland inspiréiert hunn, awer an de wesentleche Punkten, wat d'Fleeg ubelaangt huet, en eegent Konzept opgestallt hunn, wat méi persounebezu war –, dass dohanert sech natierlech och e grouss Fragezeiche géif opdoen, ob dee System géing fonctionnéieren an ob e finanzéierbar wär.

Mir waren eis och deemools heibannen eens, dat bei esou engem grouss Gesetz wéi dat eent war, dat, wéi all déi aner grouss Gesetzer aus der Sozialgesetzgebung, ni wäert zu honnert Prozent perfekt sinn, a wéi all déi aner Gesetzer och a regelméissegen Ofstänn erëm frësch op de Leescht muss geholl ginn an erëm ugepasst muss ginn un déi aktuell Situatioun.

Duerfir hate mer och en éischten Débat, en éischten Zwëschebilan am Mee 2001 schonn hei iwwert dat Gesetz. Haut gétt dann erëm eng nei Etapp an deem Gesetz hei geschriwwen, wou, wéi d'Madame Rapportrice et hei opgezielt huet, am Fong fënnf Haaptziler mat deem Gesetz verfollegt ginn, op déi ech net méi brauch weider anzegeen, well meng Virriedner dat gemaach hunn.

Dat ass d'Commission de la qualité des prestations; et ass d'Flexibilitatioun vu verschiddene Leeschtungen, virun allem d'Ofschafe vum minimale Seuil fir d'Leeschtungen, well am Fong, géif ech mengen, mir alleguer, déi mir jo ganz dacks vu Leit ugeschwat ginn, wann iergendwéi e Besoin besteet bei de Fleegeversécherungen oder eng Reklamatioun besteet, gemierkt hunn, dat dat ee vun deene

Punkte war, op deem ee regelméisseg vun de Leit gesot krut, dat se net richtig averstane waren oder net verstanen hunn, dat eng Fleege eben esou prezis géing ofgerechent ginn, wéini dat se géing ulafen.

D'Naturalleeschunge gi vu 24,5 op 38,5 Stonnen eropgesat; et ginn d'Etappe vun der Prozedur nei definéiert; d'Relatioun mat de Prestataire ginn nei formuléiert; an dräi Beräicher kënne Kaderkonventionne gemaach ginn, an d'Prestation en espèces.

Här President, wéi mer dat Gesetz hei 1998 geschaf hunn, war eng vun de Froe déi vun der Finanzéierung. Mir waren eis deemools parteiwwergräifend eens ginn, wéi mer deen 1% Cotisatioun agefouert hunn, dat mer dee géifen op alle Revenuen aféieren. Mir waren deemools an der Kommissioun der Meenung, dat dat a verschiddene Kreeser géif op eng Opposition stoussen, a mir waren zwar dunn iwwerrascht, dat ee bis haut nach néierens am Fong eng Opposition géint déi Iddi fonnt huet. Et war awer dat e wesentleche Schratt, dee mer deemools decidéiert hunn, dat mer déi eeprozenteg Cotisatioun op alle Revenuen agefouert hunn, an eis och domadder erlaabt hunn, eis e finanziell Polster ze verschafen, dat déi Fleegeversécherung hei finanziell op sécher Féiss setzt.

Wat nach wichteg war deemools, wou mer am Fong aus der Erfahrung eraus geléiert haten, dat ass, dat mer direkt nëmme méi eng Kees gemaach hu fir sämtlech Assuréeën aus dem ganze Land, egal a wat fir engem Secteur se schaffen. Wa mer kucken, wat fir ee Wee mer mat eise Krankekeese gaange sinn, déi fréier, uganks vum leschte Jorhonnert, am Fong als betrieblech Krankekeesen entstanen sinn, da war dat ee laange Wee, dee mer gaange sinn, bis mer haut eng Union des caisses de maladie hunn an awer doniewent nach administrativ déi eenzel Keese bestoen hunn, obscho se alleguer ënert déiselwecht Gesetzgebung falen. Mir hunn et bei de Pensiounskeese gesinn, wou mer wuel nach déi verschidde Pensiounskeesen hunn, mä awer och alleguer ënnert ee Gesetz falen.

Ech mengen, aus all deem hu mer geléiert, a mir hunn, wéi mer d'Fleegeversécherung agefouert hunn, direkt nëmme méi eng Versécherung fir sämtlech Leit aus dem Land gemaach. Mir konnten an den éischte Jore Reserven uleeën. An et muss ee wëssen, dat deemools, wéi dem Stat seng Participatioun fixéiert ginn ass 1998, dat am Fong de Revers war vun deem, wat de Stat virdrun iwwer verschidde Budgetsartikelen, verschidde Ministären fir d'Fleeg bezuelt huet. Déi Participatioun ass deemools chiffriert ginn, a mir sinn dunn op dee Prozentsatz komm vu 45. An dat huet zesumme mat där eeprozenteger Cotisatioun dozou gefouert, dat mer zolidd Finanzsituatioun konnt kréien.

2004 hu mer elo déi éischte Kéier en Defizit gemaach vu 16 Milliounen Euro. Wann een dat kombinéiert mat der Alimentatioun vun de Fongen, sinn et der 21. A mir mussen awer och wëssen, dat ebe grad an deem Joer och iwwert de Statsbudget d'Participatioun vu 45 op 40% erofgesat gi war fir ee Joer.

Ech mengen, et muss ee wëssen, dat mer eise Sozialversécherungssystem ëmmer mëttel- a souguer laangfristeg mussen ofsécheren. Déiselwecht Diskussioun hu mer bei de Pensiounskeesen, wou mer net midd ginn, fir och dorop hinzeweisen, wann ëmmer erëm Leit mengen, well do grouss Reserve wieren, da wier eben elo vläicht bei enger staatlecher méi schwieriger finanzieller Situatioun e Grëff an d'Pensiounskeesen dann einfach toleréiert. Mä et muss een dann ëmmer wëssen, dat een domadder mëttel- oder laangfristeg déi Pensiounskeese belaascht an

dann eben d'Leeschungen a Fro stellt.

An datselwecht ass, mengen ech, hei bei der Fleegeversécherung de Fall. Doduerch dat de Stat also eng Kéier seng Participatioun erofgesat huet, ass och direkt déi Pensiounskeess defizitär an deem Joer ginn. Mir hunn also alleguer en Intérêt, dat déi Reserven, déi am Abléck 80 Milliounen Euro ausmaachen, bestoe bleiwen, fir och mëttel- a laangfristeg deene Leit, déi e Besoin hunn, eng Fleege vun héijer Qualitéit kënne unzebidden.

Mir wëssen alleguer, deemools wéi mer vun der Fleegeversécherung geschwat hunn, si Chiffere genannt gi vu 7 bis 8.000 Leit – dorunner kann ech mech erënneren –, vun deene mer gemengt hunn, déi géifen eng Demande maachen, fir vun der Fleegeversécherung ze profitéieren. Mir wëssen, dat déi Zuel eropgaangen ass.

An ee vun de Problemer, deen zwar domat zesummenhänkt, dat ass, dat et eis bis haut ni richtig gelongen ass, fir d'Waardezäiten ofzeschaffen an op e wierklech verstännegen Délai ze reduzéieren, während deem d'Leit waarde mussen, bis se eng Äntwert oder eng Décisioun fir hir Demande kréien.

Mir hunn haut nach, wéi gesot, 2.500 Dossieren do leien. Mir wëssen, wat pro Mount verschafft gétt, an ech géif och do den Appel un de Minister maachen, dat mer wierklech mat alle Méiglechkeete versichen, fir déi Délaien erfzesetzen, well et sinn am Fong dat nach déi eenzeg Reklamatiounen, oder de Gros vun de Reklamatiounen, déi un een erudedroe ginn, dat d'Leit einfach ze laang op eng Äntwert op eng Demande waarden.

Et muss een awer soen, dat déi Leit, déi responsabel sinn an der Verwaltung mat relativ vill Mënschlechkeet un déi Dossieren eruginn, an dat och net do – wéi soll ech soen? – à la lettre vum Gesetz mardic agéiert gétt, mä dat déi Leit och gesot kréien, dat dat retroaktiv op Grond vum Délai, wou se hir Demande maachen, zréckgeet. Och do, mengen ech, muss ee feststellen, dat zwar e Maximum gemaach gétt, mä dat Optimaalt wier selbstverständlech, wa mer et géife fäerdig bréngen, dat op vernünfteg Délaien zréckzeschrauben.

Eent vun den Haaptziler deemools war, fir der Fleege doheem eng gewisse Prioritéit ze ginn. Dat ass eis, mengen ech, mat deem Gesetz gelongen. Well, wa mer wëssen, dat mer haut bal 5.000 Leit an deem Secteur beschäftegen, a wann een duerch d'Land geet, gesäit een all Dag där Autoe vun deene Réseauen doruechter zirkuléieren, da gesäit een, wat do eppes entstanen ass, wat mer eis sécherlech net an där Gréisstenuerdnung 1998 virgestallt hunn, mä wat enorm wichteg ass, well esou vill Leit haut doheem, do wou se am léifste sinn, kënne hir Fleeg kréien. Se kréien eng gutt Fleeg; si kréien eng optimal Fleeg, an dat war wierklech e wäertvolle Schratt, dee mer hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn. Wäertvoll ass och, dat d'Leit net nëmme, wa se fleegbedürftig sinn, Kierperfleeg kréien, mä dat se och, wann Nout um Mann ass, doheem iwwerall do Hëllef kréien an Infrastrukturen, fir sech a Better, Rollstill oder fir sech vun engem Stack op deen aneren ze bewegen.

Wann een dat haut virun zéng Joer gesot hätt, hätte wahrscheinlech vill Leit net gemengt, dat mer eng Kéier sou wäit géife kommen. Et ass also insgesamt eng ganz positiv Entwécklung, déi een am Kader vun der Fleegeversécherung muss feststellen. Ech mengen, mir hätten alleguer en Intérêt, dat mer eis als

Gesellschaft dee Moyen ginn, well et muss ee jo och wëssen, dat ëmmer méi Leit, vu dat mer méi all ginn, fleegbedürftig ginn. An alleguer mir, déi d'Chance haut hunn, net an deem Fall ze sinn, kënne awer zu engem gudden Deel selwer och eng Kéier an dee Fall kommen, vun där Fleegeversécherung hei muss Gebrauch ze maachen.

Dofir hu mer also en Intérêt, dat mer eng Fleegeversécherung opbauen, déi laangfristeg finanzéierbar ass, déi eng optimal Konditioun gétt an déi all Mënsch, egal a wat fir enger sozialer Schicht hie sech beweegt, déiselwecht qualitativ héich Fleeg zoukomme léisst. Dofir wëll ech och vun eiser Säit aus all deene Leit Merci soen, déi an deem Domän schaffen, souwuel deenen, déi um Terrain schaffen, an den Häiser schaffen, wéi deenen, déi an de Verwaltunge schaffen, dat se hei eng wierklech gutt Aarbecht maachen.

Eleng d'Tatsaach, dat mir heibannen haut wéineg Reklamatiounen, oder bal keng Reklamatiounen méi iwwert de Fonctionnement vun der Fleegeversécherung hunn, bedeit, dat op där anerer Säit déi Fleeg vis-à-vis vun deene Leit, déi et néideg hunn, optimal ass, an dat déi Leit domadden zefridde sinn.

Duerfir eise Merci un alleguer déi Leit, déi dagdeeglech do eng wuel schwéier awer nobel Aarbecht vis-à-vis vun deene Mënschen do alleguer maachen. Duerfir ass et eng Selbstverständlechkeet, Här President, dat mir d'Zoustëmmung zu deem Projet wäerte bréngen.

M. le Président. - Merci, Här Gibéryen. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister, wann ech gelift.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass näischt zu deem bäizéifügen, wat vun alle Bänken hei festgestallt ginn ass, wann et ëm de Prinzip selwer vun der Fleegeversécherung geet. D'Fleegeversécherung ass a bleift e wichtege Piliere vun eisem Sozialsystem.

D'Fleegeversécherung huet sech bewäert, a si ass net méi ewechzedanken. D'Gesetz iwwert d'Fleegeversécherung ass awer ee Gesetz, dat wahrscheinlech ni fäerdig wäert sinn, mä dat dauernd un nei Realitéite muss ugepasst ginn, esou wéi dat bei anere fundamentale Gesetzer an der Sécurité sociale ass. Wann een do stoe bleift, geet een zréck. Esou dass dat hei eng weider Etapp an der Fleegeversécherung ass, sécher awer net déi lescht.

De Projet, iwwert dee mer haut schwätzen, huet sécher net déiselwecht Envergure wéi den urspréngleche Projet, mä bréngt eng Rei vun Adaptatiounen, déi sech um Terrain als noutwendeg erweisen hunn. De Projet soll d'Méiglechkeet ze engagéieren an eng méi stark Flexibilitéit, do wou se noutwendeg ass, eranzebréngen, méi Kontrollméiglechkeeten och ze schafen, souwuel wat d'Quantitéit vun de geleeschten Akten, mä och wat d'Qualitéit vun de geleeschten Akten ugeet. De Projet soll och d'Verantwortung an d'Partnerschaft promovéieren, déi noutwendeg sinn, fir dese fundamentale Projet, dat Regelwierk, um Liewe kënne ze halen.

De Projet consacréiert och eng Rei vun Initiativen a Saachen Innovatioun, déi och hir Plaz an der Fleegeversécherung huet, iwwert d'Projets d'actions expérimentales, an eppes, wat mir besonnesch um Häerz läit, wat ee vläicht nach net an deem Mooss am Beräich vun der Fleegeversécherung erëmfënnt, dat ass de Punkt vun der Preventioun vun der Dépendance. D'Rehabilitatioun kritt vill Gewicht

an der Fleegeversécherung, mä d'Preventioun insgesamt an alle Liewensphasen, déi kann derzou bäidroen, dass een d'Dépendance verhënnert, oder jiddefalls wäit erausschiebt. Dat ass ee vun deene Punkten, déi mer an nächster Zukunft nach méi staark mussen besetzen.

Ech wëll just eng Rei vun Detailer zum jëtzege Zäitpunkt iwwert de Succès vun der Fleegeversécherung ginn, duerch déi an der Zwëschenzäit iwwer 8.000 Leit profitéieren vun deene verschiddenste Prestatiounen. Dat sinn ëmmerhin 1,7% bis 1,8% vun der Gesamtbevölkerung. Wann ee Leit hëlt, déi iwwer 80 Joer al sinn, esou ass ee vu véier, dee vun de Prestatiounen vun der Fleegeversécherung profitéiert.

Wann een elo kuckt déi Ayant-droit, déi Leit, déi an de Genoss vun der Fleegeversécherung kommen, esou liewe 65% weiderhin doheem an hirer Famill a 35% sinn an Institutiounen, sinn an Infrastrukturen. Esou dass een haut scho ka soen, dass eent vun den Haaptziler, déi d'Fleegeversécherung hat, wéi mer se an den 90er Jore preparéiert hunn an 1998 gestëmmt hunn, dass dat Zil erreicht ginn ass. A wann een och de Bilan zitt vun dem Käschtepunkt vun de Soins à domicile an de Soenen an den Institutiounen, esou muss ee feststellen, dass een och do um richtege Wee ass, wann een den Akzent op de Maintien à domicile leet.

Zënter dass d'Fleegeversécherung a Kraaft ass, sinn 38.000 Demandé fir Hëllef an Rahme vun der Fleegeversécherung agereecht ginn. Et muss ee soen, dass mer elo de Rythme de croisière erreicht hunn, wou ëm 500 bis 600 – an der leschter Zäit ëm 600 – Demanden de Mount erakomme fir d'Hëllef. Wéi d'Gesetz a Kraaft gesat ginn ass, louche mer tëschent 300 a 400.

Wann een elo déi Period tëschent 2001 an haut kuckt, wéi et mat der Evolutioun vun den Demanden ass, da muss ee feststellen, dass haut 57% méi Demanden erakomme wéi am Ufank. Ronn 30.000 Leit vun deenen 38.000, déi Demandé gemaach hunn, sinn an der Zwëschenzäit an iergendenger Phas vun hirem Liewen an de Genoss vun de Prestatiounen vun der Fleegeversécherung komm. Do gesäit een also, dass vill vun deenen, déi eng Demande maachen, och an de Genoss vun den Hëllef kommen.

Wann een elo kuckt, wéi d'Evolutioun an den Etablissementer war, esou si mer tëschent 1999 an 2004 vun 2.300 Leit, déi an den Institutiounen waren, op 3.200 haut an d'Luucht gaang. Beim Domicile ass d'Progressioun nach vill méi spektakulär. Do hate mer am Joer 1999 ron 2.700 Leit, déi dovou profitéiert hunn. Haut sinn et der 5.500. Et ass also eng ganz spektakulär Evolutioun. D'Zuel vun deene Leit, déi an de Genoss vun der Fleegeversécherung kommen, déi steigt am Rhythmus vun 12% bis 13% am Joer. Se steigt méi staark am Domicile wéi an den Institutiounen.

Bei den techneschen Hëllef, wat och ee wichtege Volet ass vun der Fleegeversécherung, wou Leit déi technesch Hëllefsmëttele kréien, déi se brauchen, fir besser kënne ze liewen, esou muss ee soen, dass och do zënter der Aféierung vun der Fleegeversécherung ganz vill Leit dovou profitéiert hunn: Iwwer 20.000 Leit.

Wann een elo kuckt, an et ass vläicht awer interessant, fir eng Kéier e bësse méi gräifbar ze gesinn, wat d'Fleegeversécherung deem Eenzelnen da pro Mount am Duerchschnitt bréngt, esou ass dat Resultat och zimelech spektakulär. An de Centres intégrés ass dee Beitrag vun der Fleegeversécherung vun Joer 2000 op d'Joer 2004 vun 2.700 Euro de Mount op 3.500 Euro de Mount an d'Luucht gaang. Bei de Maisons de soin ass

se vun 3.200 Euro op 4.100 Euro de Mount an d'Luucht gaang. Dir gesitt also, dat ass ganz spektakulär!

An och, wann d'Leit d'Frais d'hébergement dann nach ze bezuelen hunn, déi relativ héich sinn – dat muss ee soen, an doriwwer därer eene och eng Kéier a Rou diskutieren –, esou ass et awer spektakulär, wat de Soinsvolet an den Hëllefsvolet ausmécht. Dat kéint kee vu sech selwer iwwerhuelen. Deen 1% Cotisation, deen haut all Stot oder jiddferen, deen an Zukunft dovou profitéiert, investéiert, ass gutt investéiert Gelder.

Wann een dat hei emol esou plastesch géintwuer gesäit, da sinn och fir d'Zukunft, wann een iwwert d'Stellen hannert dem Komma schwätzt, déi een adaptéiere muss, da sinn déi ze relativéieren an ze nuancéieren, wann ee gesäit, wat ee vu Leeschtungen duerfir kritt.

Bei de Prestatiounen doheem ass d'Evolution och net onbeträchtlech. Am Joer 2000 louch den Duerchschnittsmontant bei 1.935 Euro – kommt mer soen 1.950 Euro – an am Joer 2004 bei ronn 3.000 Euro. Dir gesitt also och do, wat de Betrag oder de Géigewärt an Euro vun deene Leeschtungen ass, vun deenen d'Leit profitéieren, an och – an et ass virdu vun der Rapportrice gesot ginn –, wéi d'Geldleeschtungen evoluéiert sinn. Vum Joer 2000 u sinn d'Geldleeschtunge vu 560 Euro am Duerchschnitt am Mount op 732 Euro am Duerchschnitt fir d'Aidant-informellen an d'Luucht gaang; och do kann een also net soen, dass et keng seriö Evolution géif ginn.

Wann een dann elo kuckt, wéi vill Leit dass just vu Prestatiounen nature, wéi vill der just vu Geldleeschtungen a wéi vill der kombinéiert zu Geldleeschtungen an Naturalleeschtunge profitéieren, sou sinn et der bei reng eleng Naturalleeschtungen 13,8%; bei renger Geldleeschtunge ronn 40% a bei kombinéiert Leeschtunge sinn et der ëmmerhi 46,8%.

Spektakulär ass och d'Evolution vun dem Personal. An do erlaabt Der mer awer vläicht eng Kéier e bësse méi kloer op eng Diskussion anzegoen, déi mer ëmmer d'Tendenz hunn, souwuel an der Gesondheet wéi bei de Services sociaux ze féieren.

Mir hunn d'Tendenz, fir heiansdo ze vergiessen, dass Liewensqualität, souwuel wat d'Gesondheet ugeet wéi wat d'Dépendance ugeet, net nëmme eppes kascht, mä ganz vill bréngt.

Éischtens bréngt et deene Leit, déi déi Prestatiounen kréien, ganz vill. An déi Services sociaux oder déi Services d'intérêt général sinn net nëmme e Käschtefaktor, mä sinn an der Tëschenzäit ee ganz wesentlechen ekonomesche Faktor ginn a sinn e ganz eminente Faktor a Saachen Emploié ginn. Wann een deen heite Beräich kuckt, wéi do déi sécher Aarbechtsplazen vun Personal an deene leschte Joren evoluéiert hunn, ass dat ganz spektakulär. An den Etablissementer ass d'Zuel innerhalb vu fënnf Joer vun 2.400 ronn op 3.500 ronn an d'Luucht gaang.

Wann een elo d'Vollzäitleit hëlt, dann ass d'Zuel vun 1.200 Vollzäitbeschäftegten, équivalent am temps plein ETP – mä dat ass relativ schwéier fir mat deene Begrëffer do ronderëm sech ze werfen –, och relativ spektakulär vun 1.216 an den Etablissementer op iwwer 2.000 eropgaangen.

A bei de Réseauen ass d'Evolution nach vill méi spektakulär, souwuel bei der Gesamtzuel vun de Leit, déi do schaffen, wou innerhalb vu fënnf Joer d'Zuel vun de Beschäftegte vun 1.120 op 1.890 an d'Luucht gaangen ass, wéi och a Saachen équivalent Vollzäitbeschäftegt, där hir Zuel sech méi wéi verdreifacht huet. An dat ass spektakulär!

Et muss een also soen, dass mer engersäits d'Liewensqualität hunn, déi ganz vill bruecht huet fir d'Leit – selbstverständlech och mat engem Käschtepunkt, ech kommen herno nach kuerz dorop zréck –, mä anerersäits och eng Evolution am Emploi hunn, déi ganz positiv ass, an déi een net soll vergiessen, wann ee vum Käschtepunkt vun der Gesondheet, vun der Dépendance schwätzt, well dann ass dat een Element, dee leider allze oft ënnert den Teppech gekiert gëtt; an ech mengen, dofir si mir do, fir dorop hinzewisen.

Ech wëll och dorop hiweisen, dass bei där Steigerung vun der Aarbecht, déi op eis Leit zoukomm ass, déi Zuel vun de Leit, déi an der Cellule schaffen, also do schaffen, wou d'Bewäertungen, wou d'Kontroll gemaach ginn, nach ëmmer relativ bescheide bleift. Et si ronn 40 Vollzäitbeschäftegter, a wann een d'Deelzäitbeschäftegter hëlt, da sinn et der 42, déi op deenen doten Dossiere schaffen.

An do soll een emol eng Kéier dovou profitéieren, fir ze soen, dass eng excellent Aarbecht do geleescht gëtt, och wann heiansdo vu Retarde geschwat gëtt. Jo, do kann een driwwer schwätzen, mir hunn déi Retarden, déi mer am Ufank haten, net voll konnte resorbéieren, mä si sinn awer elo stabil.

An dat, wat de Carlo Wagner virdu gesot huet, ass ganz richtig: Mir hunn zwar nach ëmmer Retarden, mä mir hunn eis d'Instrumenter ginn, fir d'Retarden, déi do sinn, fir d'Leit ouni Konsequenzen oder ouni gréisser Konsequenzen ze halen, doduerch dass an der Praxis mat ganz grousser Flexibilität op déi Problemer kann agaange ginn, wéi vum éischten Dag un Droit op d'Leeschtungen, urgent Fäll, déi gutt opgefaang kënnen ginn an esou weider, ech vergiessen der sécher, mä do ass um Terrain der Situatioun Rechnung gedroe ginn.

A wann een déi Waardezäite kuckt, oder wann een déi Zuel vun deenen Dossieren, déi a Bearbechtung sinn, kuckt, da kënt een heiansdo zu falsche Konklusiounen, well et kéint een zur Konklusioun kommen, dass déi Leit net Recht op Leeschtungen hunn. Dat ass awer net esou, dat sinn éischter statistesch Zuelen, déi awer net de Problemer um Terrain entsprechen, déi Problemer ginn opgefaangen. Also, ech hu gesot, dass bei Urgencé flexibel reagéiert ka ginn, a selbstverständlech och bei der Ouverture vum Droit op d'Leeschtungen, déi vum éischten Dag un entstinn.

Vu mir aus vläicht nach eng Kéier drop insistéiert, dass d'Fleegersecherung also sonder Zweifel engem reelle Besoin entsprach huet an dass d'Introductioun ganz ville Leit an hire Familljen, also net nëmme de Leit, mä och hire Familljen, eng ganz seriö Verbesserung bruecht huet.

Da vläicht eng Rei vu Stellungnahmen zu deenen eenzelne Riedner, wou ech fir d'éischt der Madame Lydia Mutsch wëll een häerzleche Merci soen an der ganzer Kommissioun, selbstverständlech och dem Martin Bisenius, fir déi excellent Aarbecht an déi Flexibilität, déi si haten, an enger komplizierter Matière, fir kënnen eenzel Amendementen nozeschéissen, déi eis et awer erlaben, mengen ech, dass mer elo een anstänneg Gesetz hei hunn.

Vun der Madame Stein an och vum Carlo Wagner ass op d'Käschtenentwicklung agaange ginn. D'Madame Stein huet eng Rei vun Iwwerleeunge gemaach, déi a Richtung Action concertée oder Steiergrupp ginn, an de Carlo Wagner huet zu Recht festgestallt, dass den Defizit, mat deem mer éischtmoleg am leschte Joer konfrontéiert waren, net dramatesch ass.

Alles ass richtig, mä mer müssen oppassen. An ech mengen, dass mer Intérêt hunn an der Fleegersecherung eng ähnlech Démarche

ze maachen, wéi mer si bei der Krankeversécherung entaméiert hunn, also a Rou – dat kënnen mer eis elo nach erlaben, well mer nach Reserven hunn – ze kucken, wou et sech ganz gutt entwéckelt, wou Evolutione sinn, déi net esou glécklech sinn, an och do, wou vläicht d'Ham heiansdo an der Mëllech gekacht gëtt, oder wou ee Feulentwécklung ka feststellen, awer a Rou, net mam décken Humer a virun allem net verfréit Saachen a Fro stellen, déi een net soll lichtfankech a Fro stellen.

Ech wollt lech just ee Wuert soen iwwer eis Démarche. Mir hunn zënter enger Rei vu Méint e Steiergrupp agesat vun de Leit vum Terrain, déi en detailléierte Bilan iwwert d'Entwécklung solle maachen, an dann, wa mir dee Bilan hunn, kënt d'Action concertée – wou ech frou sinn, dass se verankert bleift an dësem Gesetz – an d'Spill, wou mer mat de Partner alleguer déi Problemer, déi mer opdecken, wëllen ugoen an och Äntwerten dorop ginn. Mir kënnen si vläicht net alleguer ginn – et bleiwen der –, mä et ass jiddefalls eng Démarche, déi sech bewäert huet.

Ech mengen, dass d'Defiziter effektiv net ze dramatiséieren sinn. Déi vum leschte Joer sinn zur Halschent dorop zréckgeféieren, dass am Joer 2004 de Stat seng Participatioun vu 45 op 40% gesenkt huet, déi ass an der Zwëschenzäit vum 1. Januar 2005 erëm op 45% erhéicht ginn, esou dass ech haut – ech hunn dat bis elo net gemaach – menge Kollege vum LCGB, déi mech am Oktober dozou opgefuerdert haten, oder d'Regierung opgefuerdert haten, fir erëm op déi 45% zréckzekommen, ka soen, dass ech ganz gär déi dote Fuerderung retroaktiv op den 1. Januar 2005 ugeholl hunn.

Mir ware vläicht ze diskret an deem doten Dossier. Et sinn Einzelner, déi mengen, mir wäeren ze séier an deem doten Dossier gewiescht, mä bon, ech mengen, do loosse mer eis kee schlecht Gewesse maachen.

Bei der Nuetsbetrieung, do ass et esou, dass mer amgaange si mat de Partner an engem klengen Aarbechtsgrupp ze kucken, wou déi Nuetsbetrieung a wierkech ganz haarde Fäll noutwendeg ass, a mir wäerte kucken, no wat fir enge Kritären een déi Nuetsbetrieung ka maachen, fir dass et net zu enger Explosioun op deem dote Punkt kënt. Dat wäert ee vun deene Projets d'actions expérimentales ginn, wou d'Projekt gedeckelt si mat mat engem Betrag, dee järelech kann zur Verfügung stoen.

De Carlo Wagner huet drop higewisen, dass et keng fundamental Divergenzen zwëschen deem urspréngleche Projet, deen abruecht ginn ass, an deem jëtzege gëtt. Et ass eng Nuance, nämlech dass déi puer spezifesch Krankheeten, déi ënnert dem Seuil vun 3,5 Stonne en considératioun geholl gi sinn, an dësem Projet bäibehale ginn – wat, mengen ech, och keng grouss Protester wäert ginn.

Zu deenen Aussoen, déi de Félix Braz gemaach huet, géif ech mengen, dass d'Regierung d'Motioun kann unhuelen. Allerdéngs ass dat hei een Element nëmme vun deenen Donnéeën, déi ee brauch, an ech wëll drop hiweisen, dass an de Réseauen, an den Haiser eng Rei vu ganz gudden Initiative bestinn, wou iwwer e Carnet vun de Patienten dat do weidergeleet gëtt. Ech weess dat, well ech virun e puer Wochen dorop higewise gi si vu mengem Kolleg, dem John Castegnaro, dass dat bei Help besteet. Ech ginn dovun aus, dass et an anere Formen och an anere Réseauë besteet. Wann dat net sollt de Fall sinn, dann exemple jiddefalls à suivre.

Dann, mengen ech...

M. le Président. - Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen; ech hunn lech schonn e bësse Zäit dobäiginn.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Ech sinn direkt fäerdeg, Här President, ech kommen direkt zur Konklusioun. Dat ass ganz léif.

De Mëssverständnis beim Här Braz: Et ass ni eng Liste unique ginn. Mir hunn déi ëmmer gefuerdert, mä si ass ni komm. Ech wëll lech awer soen, dass ech zesumme mat de Réseauen, dass ech zesumme mat den Institutiounen de Wonsch geäussert hunn, fir esou e „Samu dépendance“ kënnen op d'Been ze setzen, wou mer sollen zesumme kucken, dass mer an extreme Fäll, déi direkt mussen erakommen, do eng Méiglechkeet kréien, fir dat ze maachen.

Dann zu den Auslandspatienten ass richtig gesot ginn, dass nach ëmmer Patienten am Ausland sinn – Personnes dépendantes am Ausland. Genee ze chiffrieren ass et net. Et sinn eng Rei vu Leit, déi fräiwëlleg, och wéinst Käschtegrënn an d'Ausland ginn. Anerer hu vläicht net zum richtigen Zäitpunkt eng Platz kritt, hunn hire Familljemember an d'Ausland ginn an huele se vläicht net méi gär direkt zréck. Bei anere Fäll wär d'Bereetschaft do, fir hei op Lëtzebuerg ze kommen, an do musse mer effektiv duerno kucken.

Als Konklusioun wollt ech alle Kollegen, déi hei eng ganz nuancéiert an och eng ganz engagéiert Positioun pro Fleegersecherung geholl hunn, en häerzleche Merci soen. Deene Leit, déi um Terrain schaffen, drécken ech meng Unerkennung aus fir hien Asaz an engem net einfachen Domän. A meng Freed wëll ech och doriwwer ausdrécken, dass mer deen heite Projet nach virum Enn vum Joer konnte stëmmen.

Villmools Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Neestëmm a kenger Abstentiuon.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

Mir hunn nach d'Motioun, déi déposéiert ginn ass vum Här Braz. Kënnen mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wien d'accord mat der Motioun, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Vote

Ech gesinn, dass d'Motioun eestëmmegeg ugeholl ass.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, der Diskussioun vum Projet de loi 5478 iwwert de Patrimoine culturel. Bis elo sinn ageschriwwen d'Madame Flesch, den Här Scheuer, den Här Adam an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Martine Stein. Madame Stein, wann ech gelift.

4. 5478 – Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, le 17 octobre 2003

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Mme Martine Stein-Mergen (CSV), rapportrice. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet de loi ass also ënnert der Nummer 5478 den 23. Mee 2005 vum delegéierten Ausseminister Nicolas Schmit an der Chamber deponéiert ginn an dat Gesetz besteet aus engem eenzegen Artikel: „Est approuvée la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, le 17 octobre 2003.“

Bei dësem Projet de loi handelt et sech also ëm d'Approbatioun vun enger internationaler Konventioun vun der UNESCO iwwert déi immateriell Kulturgidder, déi vun der Generalkonferenz vun der UNESCO zu Paräis vun enger écrasanter Majoritéit ugeholl ginn ass. Ech brauch lech net ze soen, dass mir als Land säit 1947 Member vun der UNESCO sinn.

Den Avis vum Conseil d'État ass de 25. Oktober 2005 ukomm, an an hire Réunioun vum 12. Dezember 2005 huet d'Kulturkommissioun de Projet diskutéiert a mech als Rapportrice nominéiert. De Rapport ass de 14. Dezember vun dësem wechtere Kommissioun ugeholl ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat versteet een ënnert dem Patrimoine culturel immatériel? Et handelt sech hei ëm Praktiken, Spektakelen – net am Sënn vu Kaméidi, mä am franséische Sënn vu Spectacle –, Expressiounen, Wëssen awer och Savoir-fairen, déi zum kulturelle Patrimoine vu Communautéiten, Länner, Gruppe gehéieren, déi vu Generatioun zu Generatioun weidert ginn, an déi dese Gruppen eng gewëssen Identitéit an och eng gewëssen Kontinuitéit vermëtteln.

Heizou gehéiere Sproochen, Museksformen, Theater, sozial a rituell Praktiken, esou wéi d'Fäerdegkeet vu verschidene lokal gebonnenen Handwierken. Wie sech fir eng Illustratioun vun dëser Opzielung interesséiert, dee kann op den Internetsite vun der UNESCO goen – //portal.unesco.org. Do gesäit een all déi Elementer; et sinn der am Ganze bis elo 47, déi schonn op esou enger Lëscht stinn.

Ech ginn lech e puer Beispiller. Bei verschiddenen Nomadepopulationen an der Mongolei gëtt et säit iwwer 2.000 Joer d'Traditioun – ech bieden lech mech ze entschëllegen, ech huelen un, dass meng Prononciatioun net richtig wäert sinn – vum „Urtiin duu“ – dem „laange Lid“ – Dës Lidder si vun den Nomadepöplere bei grouse Geleeeënheeten opgefouert ginn, an duerch d'Veerännerung vun hirer Liewensweis, dem Verloscht vun hirem Weideland an domadder der Sédentaritéit, riskéiert dës traditionell Ausdrucksform verluer ze goen.

A Südmarokko hu sech säit éiweg Beduinstämm periodesch getraff an engem Moussems, enger Zort Foire fir kulturell, ekonomesch a sozial Échangen. Dës Moussems sinn awer och a Gefor, an domat all déi Bräich, déi domat a Verbindung stinn, duerch och erëm d'Ännerung vun hirer Liewensweis. Säit e puer Joer fénnit zu Tan Tan elo erëm all Joer esou e Moussems statt.

Am Bangladesch, a Westbengalen gëtt et d'Traditioun vun de Baul, vergläichbar mat de Minnesänger, déi et bei ons am Mëttelalter ginn ass, déi vun Duerf zu Duerf zéien an do sängen, danzen a Musek maachen. Dës Form vu Musek gëtt vun engem Sänger zum anere vermëttelt an dat säit dem 15. Johonnert. Si drécke mat hirer spezieller Musek eng Relioun awer och eng Philosophie aus, déi am ländleche Bengalen déif verwuerzelt ass. Dës Traditioun ass awer a Gefor, well d'Landbevölkerung mëttlerweil esou aarm ass, dass se sech selwer net méi kann ënnerhalen, a scho guer net hir Minnesänger.

Ech kommen elo e ganze Schrëtt méi no. An Europa, a Sardinien, hei gëtt et och eng Gesankstraditioun, an zwar den A Tenorgesank, e polyphoneschen A-cappella-Gesank, dee vu véier Männerstëmme virgedroe gëtt. Hei ass et net de Mangel u finanzieller Fongen, mä den Tourismus, deen derzou féiert, dass dës Opféierungen ëmmer méi aus de klenge Réuniounen op d'Bühne verluecht ginn, an et doduerjer zu enger Veraarmung vum Repertoire kënn.

A Spuenien, zu Berga a Katalonien, gëtt et eng Traditioun vu Prozessionen, déi heesche „Patum“, déi op d'Corpus-Christi-Prozessionen aus dem Mëttelalter zrëckzeféiere sinn. Et ass eng Parad vu Masken, awer et gehéiert och eng speziell musekalesch Ausdrucksform dozou. Et ass e reliéise Brauch, dee sech aus der heednescher Zäit iwwerdroen huet.

Ech kéint och nach laang weiderfueren, mä ech mengen dës puer Beispiller illustréieren zimlech genee, wat een ënner immaterielle Kulturgidder versteet. An ech mengen och, et ass elo kloer, wat den Intérêt vum Ënnerhale vun dësen Traditiounen ass.

Firwat sinn awer elo schonn déi 47 Elementer op dëser Lëscht, wou ons Konventioun eréischt dann a Kraaft trëtt, wann 30 Länner ratifizéiert hunn? Nun, et ass säit 2001 eng biennial Proklamatioun vun immaterielle Kulturgidder op enger provisoirescher Lëscht ginn. Dës Lëscht gëtt bei der Entrée en vigueur vun der Konventioun automatesch op där representativer definitiver Lëscht iwwerholl.

Wéi soll dat funktionéieren? D'UNESCO kritt d'Kandidatur fir seng zwou Lëschten eran, ënnersicht se an decidéiert, ob se op dësen Inventaire solle kommen oder net. Et ginn zwou där Lëschten, wéi gesot, eng méi eng „klassech“ representativ Lëscht vum Patrimoine culturel vun der Mënscheit, ze vergläiche mat der Lëscht fir déi materiell Kulturgidder, wou jo zu onsem groussen Houfent och ons Wenzelsmauer an d'Family of Man dropstinn. Donieft gëtt et eng zweet Lëscht, wou déi Elementer dropgesat ginn, där hiert Erhalen dréngend ass, déi an akuter Gefor sinn.

D'Konventioun gesäit vir, dass zwee Organer dës Prozeduren assureieren: eng Assemblée générale vun de Länner, déi all zwee Joer zesummekënn, an ee Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. An dësem Comité setzen 18 Représentanten, déi op der Assemblée générale gewielt ginn, mat engem Mandat vu véier Joer. All zwee Joer gëtt dës Gremium zur Halschent erneiert. D'Memberszuel gëtt op 24 Memberen eropgesat, wa 50 Staten der Konventioun bäigetruede sinn.

Wat sinn de Länner hir Obligatiounen? Nun, si verfluchte sech:

- op hirem Territoire eege Mesuren ze huelen, fir hire Patrimoine immatériel ze erhalen;

- op hirem Territoire och dës Elementer ze erfaassen, an zwar zesumme mat de concernéierte Communautéiten, Gruppen, an ONGen, an dann en Inventaire opzestellen, a schliesslech

- eng Politik ze féieren, déi generell eng Mise en valeur vun hirem Patrimoine assureiert, awer och dee legalen, finanziellen an Erziéungskader heifir ze schafen.

D'UNESCO selwer gëtt sech eng Rei Instrumenter, fir op internationalem Plang anzegräifen, ausser der Gestiou vun deenen zwou Lëschten, déi ech virdrun ernimmt hunn. Si mécht selwer Promotioun vu Programmen a Projeten, déi d'Philosophie vun der Konventioun erëmispigelen, a soll sech heibäi besonnesch ëm d'Entwécklungslänner këmmere; aus verständlechen Ursachen. Si bitt dann och international Assistenz a Form vun Expertise, Formatioun, Élaboratioun vun Normen a schliesslech souguer Équipementen un, do wou dat néideg ass.

Ech wëll dës Méiglechkeete besonnesch ervirsträichen, well, wa mer vum immaterielle Kulturgutt vu verschiddenen ethnische Gruppen, a besonnesch Minoritéiten, schwätzen, da schéngt et kloer, dass dës Gruppe vläicht net ëmmer esou vun deene Länner, zu deene si gehéieren, ënnerstëtzt ginn. Wa mer hei en Instrument kréien, fir an esou Fäll eng international Hëllef kënnen unzëbieden, da schéngt d'ëst eleng mer schonn eng ganz wichteg Ursach dëser Konventioun bäizetrieden.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt awer nach aner Ursachen, firwat mir als Lëtzebuerger net nëmme iwwerhaupt, mä grad elo dëser Konventioun sollte bäitrieden: Mir hunn nämlech an onsem Land esou eng eenzegearteg immateriell kulturell Manifestatioun, an dat ass déi lechternacher Sprangprozessiou.

D'Madame Hennicot-Schoepges hat duerfir och scho mat engem Groupe de travail ad hoc en Dossier préparéiert, fir si op déi Lëscht, also déi no den ale Modalitéiten, anzëdroen. Iwwert dës Preparativen ass et dunn zu där neier Konventioun komm, an et ass dem Kulturministère no geluecht ginn, de Wee vun där neier Prozedur ze goen. Dat awer net, well d'Sprangprozessiou net géif op d'Lëscht passen. Au contraire, Lëtzebuerg ass vun der UNESCO encouragéiert ginn ze kandidéieren, wann och net schrëftlech, Madame Flesch.

(Hilarité)

Ech wëll hei net op Inhalten an Ursprung vun der Sprangprozessiou agoen. Dat mécht sécher deen een oder deen anere Politiker, dee sech méi an déi Géigend zougehéierig spiert, besser. Ech wëll hei just kuerz op den Agenda agoe vun där Kandidatur.

(Interruption)

Well da versteet een och, firwat, hic et nunc, an nach virum Joreswiesel, dës Konventioun solle duerch eis Chamber ugeholl ginn.

Wa mer elo direkt d'Konventioun ratifizéieren, gehéiere mer nach zu

deenen éischten 30 Länner. Déi Responsabel rechne sech doduerjer eng gutt Chance aus, dass Lëtzebuerg och an deem éischte Comité vertrauen ass. Et ass de Wonsch vu Lëtzebuerg, an dat ass an der Diskussioun an der Kommissioun kloer gesot ginn, fir an dësem Comité och aktiv un der Élaboratioun vun de Kritären, fir op dës Lëscht ze kommen, matzeschaffen.

Déi zweet Ursach, firwat elo, ass déi, dass wann dat neit Joer 30 Länner ratifizéiert hunn – et sinn der bis elo 27 –, si dräi Méint duerno kënn en vigueur trieden, an da géifen d'Kandidaturen ënnersicht ginn, an zwee Joer no der éischter Generalversammlung kënn dann d'Sprangprozessiou op dës Lëscht agedroe ginn, zäitgläich mam Willibrord-Joer 2008, wat dann e wichteg Joer, net nëmme fir lechternach, mä fir onst ganz Land wier.

Et interesséiert lech gradesou wéi virdrun d'Membere vun onser Kommissioun, awer ganz sécher och, wat de Käschtepunkt vun dëser Aktioun ass. Et ass esou, dass d'Memberstater all zwee Joer eng Kontributioun an dës Fong wäerte bezuelen, no engem uniformem Pourcentage, deen awer net méi wéi 1% vun deem Stat senger Kontributioun um Budget ordinaire vun der UNESCO d'äerf bedroen. Dat si fir Lëtzebuerg héchstens 2.000 Euro. An ech géif mengen, souguer no de Budgetdiskussiounen vun der leschter Woch, dass mer ons dat kënnten an och sollte leeschten.

Ech géif lech gär wëllen am Numm vun der CSV-Fraktioun dës Projeten un d'Häerz leeën. Et ass nämlech fälschlech verschiddentlech an der Kommissioun esou duergestallt ginn, wéi wann den Intérêt vun dësem Projeten ganz eleng un der Unerkennung vun der lechternacher Sprangprozessiou géif léien. Ech hoffen, dass ech dat duerch dës Ausféierungen entkraaft hunn, ganz besonnesch am Intérêt vun all deene Minoritéiten, deenen hir immateriell Kulturgidder wierklech, a vläicht méi, a Gefor sinn, wéi ons Sprangprozessiou.

Ech wëllt awer och am Numm vun der CSV-Fraktioun nach eng Kéier betounen, dass mir d'lechternacher Sprangprozessiou net eleng als reliéis, mä als kulturell Manifestatioun wëlle gesinn, als Traditioun. Wann ech déi Leit dann iwwerzeegt hunn, dass dat d'Approche ass, déi ee soll zu dësem Problem hunn, hoffen ech, dass se dës Projeten wäerte matstëmmen. Ech kann hinnen, ouni dem Här Scheuer wëlle virzegräifen, versécheren, dass d'Ursprung vun der Sprangprozessiou och an heednescher Zäit leien.

Ech bréngen also den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projeten a soen lech villmools Merci fir d'Nolauschten.

■ **Plusieurs voix** - Très bien.

■ **M. le Président** - Merci, Madame Stein. Éischt Riednerin, d'Madame Colette Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **Mme Colette Flesch (DP)** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischte wëll ech der Rapportrice, der Madame Stein-Mergen, Merci soe fir hire Rapport. Engersäits fir hire schrëftleche Rapport, dee se wierklech an enger Rekordzäit virgeluecht huet – an ech gi vläicht e bëssen dorober an –, an och ganz besonnesch awer fir hire mëndleche Rapport, wou ech mengen, dass se wierklech genee drop higewisen huet, wat de Wäert an d'Portée vun där Konventioun ass, ouni an deem Zusammenhang vun der lechternacher

Sprangprozessiou ze schwätzen, op déi ech awer nach duerno ze schwätze kommen.

Wat ons frappéiert huet bei deem Projeten, dat ass, dass en de 25. Mee vun dësem Joer déposéiert ginn ass, dass en de 25. Oktober vum Conseil d'État aviséiert ginn ass an dass du Funkstille war. An dunn op eemol si mer uganks Dezember Hals iwwer Kapp an eng Kommissioun geruff ginn, den 12. Dezember. An de 14. Dezember hu mer de Rapport ugeholl. Dat heescht also, dass mer do enorm züegegeschafft hunn.

D'Regierung seet ons, dee Projeten wär urgent, well Lëtzebuerg wär gäre bei deenen éischten 30 Länner derbäi, déi déi Konventioun ratifizéieren, an dass doduerjer och Lëtzebuerg eng Chance hätt, e Siège ze kréien an deem éischte Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel et immatériel.

Här President, well ech scho laang an dësem Geschäft dobäi sinn a weess, wéi déi Saache ginn, seet mäi kleng Fanger mir, dass warscheinlech d'Urgence dorop zrëckzeféieren ass, dass eng Person – egal wie si ass – net kann dorop waarden, dass si an dee Comité genannt gëtt. Esou ginn d'Saachen zu Lëtzebuerg an esou ginn d'Saachen dann op eemol urgent.

Ceci dit, Här President, wëll ech awer ganz kloer soen, dass ons Fraktioun wäert dee Projeten stëmmen, aus all deenen Ursachen, déi d'Madame Stein elo an hirem mëndleche Rapport évoquéiert huet. De Patrimoine culturel immatériel ass ee wichtige, an et schéngt ons richtig, dass Lëtzebuerg no där Traditioun, dass Lëtzebuerg ëmmer an der UNESCO Member war, och dëser Konventioun bäitritt.

Wat awer bei ons oder bei mir verschidde Froe suscitéiert, dat ass den Exposé des motifs. Fir d'alleréischte wëll ech hei festhalen, wéi d'Madame Rapportrice et scho gesot huet, dass de Projeten déposéiert ginn ass am Numm vum Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, duerch de Ministère délégué, den Här Nicolas Schmit.

Ech wëll si ausdrécklech félicitéieren, dass si am Numm vun der Regierung proposéiert hunn, d'lechternacher Sprangprozessiou an déi zukünfteg Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité anzuschreien an datt si domadder sech débarrasséiert hu vun deem, wat ech géing nennen, Anticléricalisme primaire, deen ons sozialistesche Frënn heiansdo dozou beweegt, bei hire Parteikongresser fir Animatioun ze suergen.

Also, Här Asselborn an Här Schmit, villmools Merci, dass Dir do – wéi soll ech soen? – ee Statsakt poséiert hutt.

(Interruption et hilarité)

Ech hunn, Här President, perséinlech guer näischt géint d'lechternacher Sprangprozessiou, mä ech muss d'Regierung awer froen: Wuerfir dee Choix? D'Madame Stein huet elo dorop higewisen, dass et ee wichtige Element ass an onsem Patrimoine culturel immatériel – an ech kommen nach drop zrëck –, mä ech halen awer fest, dass am Exposé des motifs d'Regierung als Ursachen der nëmme zwou ugëtt. Si seet, d'Responsabele vun der UNESCO hunn ons verschiddentlech assureiert, dass d'Inscriptioun vun der lechternacher Sprangprozessiou wichtig wär. An déi zweet Ursach, déi am Exposé des motifs ugeféiert gëtt, dat ass, dass d'Madame Erna Hennicot-Schoepges sengerzäit ee Groupe de travail ad hoc instituéiert hat, deen den Dossier scho préparéiert hat.

Nu gutt, mä ech wär awer frou, wa mer géingen e puer Ursache quant au fond vun der Regierung kréien, wat hir Décisioun moti-

véiert. Sécherlech gesäit d'Konventioun vir, dass de Patrimoine culturel immatériel sech notament duerch Sozialpraktiken, Ritualen an Événements festifs materialiséiert. Sécherlech sinn an der Lëscht vun de Chefs-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel vun der UNESCO, déi jo automatesch an d'Liste représentative integréiert sinn, schonn eng ganz Partie Événements à caractère culturel – ech soe wuel culturel, net culturel –, a wann een d'Lëscht kuckt vun deene 47 Manifestatiounen an Événementen, déi schonn ënnert deene Chefs-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel dobäi sinn, da gesäit een effektiv, dass eng ganz Partie rituell Événementen virgesi sinn.

Ech hunn och an den Internet eragekuckt. Ech sinn op eng aner Lëscht komm wéi déi, déi d'Madame Stein hei évoquéiert huet, mä ech wëll hei dorop hiweisen, dass zum Beispill bei deene culturellen Événementen ee kann areien: „Babië“ vu Bistrisa a Bulgarien; de „Ramlila“, wat déi traditionell Representatioun vum Ramayana an Indien ass; de „Vimbuza“ a Malawi; oder de „Kankurang“ am Senegal an a Gambien.

(Brouhaha général)

An ech sinn iwwerzeegt, dass ech nach Saachen net richtig interpretéiert hunn an dass ech warscheinlech och aner Événementen vergiess hunn.

D'Madame Stein huet gemengt, d'lechternacher Sprangprozessiou wär eng eenzegearteg Manifestatioun. Si ass sécherlech anzeieren an d'Pratiques sociales, d'Ritualen an d'Événements festifs vun onsem Land. Mä et gëtt och nach aner. Wéi ass et zum Beispill mat der Oktavprozessiou?

■ **Une voix** - Très bien!

■ **Mme Colette Flesch (DP)** - D'Procession dansante vun lechternach huet zwar vis-à-vis vun der Prozessiou vun der Oktav de Privilage vun der Anciennetéit. 1497 géint 1624. En revanche muss ech awer dorop hiweisen, dass d'Trösterin der Betrübten säit 1666 Schutzpatrounin vun der Stad Lëtzebuerg ass...

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG)** - Kräie mer elo kuerz viru Chrëschttag e Geschichtscours hei gehalen?

■ **Mme Colette Flesch (DP)** - ...a säit 1678 Schutzpatrounin vum ganze Land, während den Hellege Willibrord, dee jo zu lechternach vénéréiert gëtt, laut Site Internet vun der katholescher Kierch zu Lëtzebuerg, nëmme den zweete Schutzpatroun vu Lëtzebuerg ass.

(Hilarité)

Also, wuerfir net d'Oktav?

Mä et kann een natierlech och, Här President, an ee ganz aneren Domän eriwergoen, mä ëmmer dann awer bei den Événements festifs bleiwen. Ech denken zum Beispill un d'Schueberfouer, déi 1340 vum Blanne Jang gegrënt ginn ass an déi all Joer zwou Milliounen Visiteuren op Lëtzebuerg bréngt. An d'Schueberfouer huet bien entendu par rapport zu lechternach de Privilage vun der Anciennetéit.

An, Här President, ech wëll awer och nach hei bemierken, dass an der Lëscht vun de Chefs-d'œuvre vun der UNESCO mer Événementen fannen, déi vläicht méi Ähnlechkeete mat der Schueberfouer hu wéi mat deene reliéise Manifestatiounen, vun deenen ech virdru geschwat hunn.

Ech denken zum Beispill un d'„Samba de Roda“ vun Recôncavo Baiano a Brasilien; ech denken un déi Prozessiouen, déi mer hei besser kenne vu Risen an Draachen an der Belsch an a Frankräich; ech denken u verschidde pastoral Traditiounen am Costa Rica, déi mam Ursprung vun der Schueberfouer enk verbonne

sinn; ech denken un de Carnaval vu Barranquilla a Kolumbien, an ech denke vläicht och un de „Gule Wamkulu“ am Malawi, am Mozambique an a Sambia.

M. le Président. - Här Bettel, wann Dir der Madame Flesch no-lauschtert, kënnt Dir eppes bäilée-eren.

Mme Colette Flesch (DP). - Ech sinn iwwerzeegt, ech hunn do nach aner Événementer iwwersinn.

Also dofir meng Fro un d'Regierung: Wat sinn déi déif gräifend Grënn, déi Argumenter quant au fond, wuerfir de Choix just op lechternach gefall ass?

Ech soen et nach eng Kéier, mir hunn näischt dergéint, mä mer géingen awer gären d'Ursaache kennen, déi d'Regierung dozou geféiert huet, just dat Événement ze proposieren.

Här President, am Exposé des motifs hält d'Regierung weider fest, dass d'Inscriptioun vun der Procession dansante, also vun der Sprangprozessioun, op des Lëscht représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité eng zousätzlech Distinction fir Lëtzebuerg wär, am Zousaz zu deenen zwou Distinctionen, déi mer scho vun der UNESCO kritt hunn, déi vu 1994, déi de Site vun der Stad Lëtzebuerg, déi al Quartieren an d'Fortificatiounen, op d'Lëscht vum Patrimoine mondial gesat huet, an anerersäits 2003 d'Décision vun der UNESCO d'Expositioun vum Edward Steichen senge Fotoe Family of Man an de Register vun der Mémoire du Monde anzuschreiben.

Ech wëll zwee Wieder soen iwwert d'Inscriptioun vun den ale Quartieren aus der Stad Lëtzebuerg an de Fortificatiounen op der Lëscht vum Patrimoine mondial, well an der lescht esou vill vun der Cité judiciaire geschwat gëtt.

Gott sei Dank hu mer eng gewësse Garantie gehat vun der UNESCO, déi huet doduerjer d'Dégâts esthetescher an urbanistescher Natur limitéiert, mä nach deet et mir perséinlech Leed, dass d'UNESCO sech hei breetschloe gelooss huet, an nach deet et mir Leed, dass et ons an der Stad Lëtzebuerg net gelongen ass, trotz villen Efforten, déi Konstruktiv op deem Site ze verhënnern. Wann ech elo gesinn, wat aus dem Buedem eraus-schéisst, da sinn ech net iwwerzeegt, dass mer do esthetesch an urbanistescht gutt gehandelt hunn. Mais enfin...

(Brouhaha général)

...let's not cry over spilled milk, a loose mer nëmmen hoffen, dass mer bei deem Chantier net déi Surprise kréien, déi verschidden Nouvelles, déi ech de Moien um Radio gehéiert hunn, mech erahne loos-sen. Ech wënschen dem Bauteminister, dass do alles leeft, wéi et soll.

Här President, no all deene Remarqué wëll ech awer nach eng Kéier dorop hiweisen, dass mir dee Projet de loi wäerte stëmmen, dass mer ons awer scho freeën op déi Explikatiounen, déi d'Madame Statssekretär vun der Kultur ons bestëmmt gëtt, fir d'Décision vun der Regierung, déi am Exposé des motifs steet, ze motivieren.

De Projet de loi ass, wéi d'Madame Stein gesot huet, jo ganz einfach nëmmen d'Approbativ vun der Konventioun. Do kënne mer ouni Hésitatioun e ganz kloren „Jo“ bréngen.

Merci, Här President.

M. le Président. - Merci, Madame Flesch. Den nächste Riedner ass den Här Jos Scheuer. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

Une voix. - Wat geschitt dann elo?

Une autre voix. - Den Optrétt vum Liewen.

(Interruption)

M. Jos Scheuer (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert zum Schluss vu mengem klengen Exposé dann op d'Madame Flesch zrëckkommen, an ech mengen, déi puer Minutten, déi ech mer geholl hunn, déi gi schonn eng Serie vun Äntwerten, ouni datt ech der Madame Statssekretärin virgräife wëll.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg war ëmmer eng Terre de passage. D'Häre si komm. Se si bliwwen, e puer Joer, e puer Jorzéngten. Se si gaang. Lëtzebuerg war ëmmer e Stéck, en Element vu méi engem grouse Land, an eis eege Kultur ass un de Buedem gebonnen. Dat ass net aussergewéinlech. Si ass och net eenzegaarteg. Si ass sympathesch. Si ass noutwendeg. An dem Drock, an deem Bräi vun Aflëss, deem mer ausgesat sinn an ëmmer nach ausgesat waren, ass et émsou méi noutwendeg, fir se ze ënnerhalen.

Och déi grouss kulturell Geeschter waren de passage zu Lëtzebuerg. De Goethe war hei. De Victor Hugo war hei. Si hunn e puer Spuren hannerlooss. Se si gaang. Mir si multikulturell gepräegt ginn. Mir hunn eis eege Kultur gepräegt kritt, an eis eege Kultur ass un de Buedem gebonnen. Dat ass net aussergewéinlech. Si ass och net eenzegaarteg. Si ass sympathesch. Si ass noutwendeg. An dem Drock, an deem Bräi vun Aflëss, deem mer ausgesat sinn an ëmmer nach ausgesat waren, ass et émsou méi noutwendeg, fir se ze ënnerhalen.

All déi Aflëss vun deene sou genannten Hären, déi de passage hei waren, hu Spuren hannerlooss, Madame Flesch.

(Interruptions)

Réimer waren hei, bis zum Occupant vu viru 60 Joer. Et ass ëmmer eppes Rescht bliwwen. Lëtzebuerg verfügt schonn iwwer e Patrimoine culturel matériel – am Kloertext: iwwer Architektur an deem Fall –, deen eenzegaarteg ass, deen erhale gi muss an deen och säi Wäert a seng Wäerteschätzung fonnt huet bei der UNESCO. An ass meeschtens awer eng Kombinatioun vum Site mat der Architektur, mat de Gebailechkeeten. En Ensemble also ass et, wat d'Typeschkeet vum Lëtzebuerg Patrimoine matériel ausmécht.

(Interruption)

Am Joer 698 ass den angelsächs-esche Mönch Willibrord op lechternach komm. En huet e Benediktinerklouschter gegrënnt. En ass Bëschof ginn. E war zweemol beim Poopst. En ass zrëckkomm op lechternach. An en ass 739 do gestuerwen. Et war e Mann, deen huet Benelux missionaresch erfaasst. En huet d'ganz Groussregion erfaasst.

Aus der Presenz vun deem Mann, deen einfach dokumentaresch erfaasst ass, huet sech eng nohalteg Entwécklung erginn, am richtege, am wierkleche Sënn vum Wuert. Nohalteg fir d'Stad lechternach, nohalteg fir d'Grenzregion, souguer nohalteg fir Benelux, a virun allem och nohalteg fir Lëtzebuerg. Wat ass entstan?

1. Entstan ass en architektonesch Patrimoine: Kierchen, Kapellen, natierlech eng Basilika. Et sinn herrlech Dépendancen entstanen uechtert d'ganz Region: Kleng Schlässer mat enger äusserst raffinéierter Architektur, déi zu de Fleuroné vun der Architektur hei zu Lëtzebuerg gehéieren. Et sinn Ensembles entstan, vu Steen a vun Natur. Entstan ass och eng Stad do ronderëm mat enger ganz eegener Urbanisatioun.

2. Et ass e Kulturschaffen aus där Presenz entstan. E Kulturschaffen, wat eenzegaarteg fir Lëtzebuerg war an ass, an och aussergewéinlech fir Europa. Zu lechternach ass e Skriptorium opgemach ginn. E Skriptorium vun der Abtei. Dat war eng Produktiounsplaz fir Codices, eng Produktiounsplaz fir Évangéliaren, an esou weider. Am 8. an am 9. Jorhonnert, a besonnesch méi bekannt, am 11. Jorhonnert sinn do Prunkbicher gezecht

ginn, gemoolt ginn, geschriwwen ginn, déi haut zu de beschte Stécker an de Muséeën an an de Bibliothéiken uechter Europa gehéieren.

Mir hunn näischt méi. Mir hunn déi Chance verpasst fir dee leschte Codex, den „Codex Aureus“, ze kafen, wéi en an de 50er Joren op de Maart komm ass. Deen ass haut zu Nürnberg. Mir hunn nach Facsimiléen. All Fac-similé ass nach méi wäert wéi dee beschte Péckvilchen.

(Hilarité)

Oder de beschte Rousekranz, deen deierste Rousekranz, deen Der um Oktavmäertchen oder op der Schueberfouer ze kafe kritt.

(Interruption)

Och op der Schueberfouer kritt ee se ze kafen.

3. Entstan ass och e Patrimoine immatériel culturel. Nämlech de Kult vum Grënner vun der Abtei, de Kult vum Willibrord. An zu deem Patrimoine gehéiert eben och d'Sprangprozessioun. An zu deem Patrimoine gehéiert och dat, wat de Pierre Frieden genannt huet – et deet mer elo e bësse Leed, datt den Här Henri Grethen net do ass – den „Esprit d'Echternach“. Wann ech esou ronderëm mech kucken, d'Madame Statssekretärin, de Fernand Boden, de Jean-Marie Halsdorf, den Henri Grethen virun allem, de Paul-Henri Meyers a meng Wéinegkeet, vläicht si mer e bësse gepräegt vun deem „Esprit d'Echternach“. Vläch kéint ee vun hinne en definieren; ech kann et net.

Madame Stein, ech soen lech Merci fir de Rapport, deen Der gemacht hutt. Dir hutt d'Konventioun duergeluecht. Dir hutt iwwert d'Konventioun geschwat. Et ass eng Konventioun, déi äusserst prezis ass. An et ass eng Konventioun mat Obligatiounen fir déi Communautéiten, déi dee Patrimoine immatériel halen an ënnerhalen wëllen. Et sinn och Obligatiounen dra fir déi Institutiounen, déi domadder befaasst sinn, datt heescht an deem Fall fir d'Gemeng. An deem Fall, wou den Term „culturel“ gebraucht gëtt, bestëmmt och fir d'Kierch, an net onbedéngt fir d'Kierchefabrik – well da si mir et nees, de Pouvoir public –, a bestëmmt awer och fir de Stat.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

D'Sprangprozessioun entsprécht nämlech alle Kritären, déi an där Konventioun festgehale sinn – alle Kritären an ausnahmslos alle Kritären. An ech huele mer just nëmmen déi haauptsächlech eraus:

Éischtens, d'Sprangprozessioun ass haut eenzegaarteg zu Lëtzebuerg. Si ass eenzegaarteg an Europa a wahrscheinlech och, ënnert där Form, weltwäit.

Zweetens, d'Sprangprozessioun ass e liewegt Element vum Lëtzebuerg kulturelle Liewen a Kulturliwen. Se ass reliéis verwuerzelt, net nëmmen op enger klenger Plaz, mä an der Groussregion. Ech hu vu Benelux geschwat. Et ass eng Manifestatioun, déi all Joer 11.000 Leit unzitt fir matzesprangen, an dat Duebelt, 11.000 a méi Leit, fir kënnen nozekucken. Hiren Impakt geet eriwuer op Rheinland-Pfalz. Dir wësst, datt zu Prüm virdu gesprong ginn ass, éier zu lechternach gesprong ginn ass, an datt se haut nach vu Prüm a vu Waxweiler dohinner kommen.

Drëttens, et ass eng Manifestatioun, déi dokumentéiert ass duerch vill Publikatiounen. Déi Publikatiounen, déi reeche wäit iwwer Lëtzebuerg ewech. D'Sprangprozessioun ass Objet vun enger geschichtlecher Forschung. Dir braucht lech nëmmen d'Internetsäiten unzékucken, ob dat an

däitscher, franséischer, englescher oder hollännescher Sprooch ass, et ginn e puer dausend Referenzen, déi Dir ugewise kritt, wann Der „Sprangprozessioun“ an deene verschiddene Sproochen eragitt.

Véiertens, hire Charakter huet sech am Wesentlechen erhalen. De Ritual gëtt respektéiert vu Sprénger, vu Sänger, vun deene Leit, déi bidden. Een Organ – och dat ass noutwendeg –, dat ass de „Willibrordus-Bauverein“, waacht mat Argusaen driwwer, datt keen Unfug do entsteet. D'Sprangprozessioun ass konservativ, a se ass konservéiert vu konservativer Leit.

(Hilarité)

Fënneftens, den Zesammenhang tëschent der Stad lechternach an hirer Ekonomie, tëschent der Stad lechternach an hirer ganzer sozialer Entwécklung, mat hirem ganze Kulturliwen ass do. An deen héije Bekanntheetsgrad vum Numm „lechternach“ kënnt duerch d'Sprangprozessioun – haauptsächlech duerch d'Sprangprozessioun. Et ass en Element, wat eben net austauschbar ass, dat gëtt et soss néierens an et kann een et emol net ausbauen. Et ass e séchere Wäert och fir den Tourismus vun der Region. Dat sinn d'Haaptkritären, déi mussen erfüllt ginn, wann eng Manifestatioun op d'Lëscht vun der UNESCO gesat gëtt.

Ergo schwätzt näischt dergéint, fir dat do ze maachen, an ech fuerdere jiddferen eraus, eng entspreche Manifestatioun nach zu Lëtzebuerg opzedriwwen, déi déi do Kritären esou integral erfüllt wéi d'Sprangprozessioun.

An der heiteger Form ass se sécher net ze trenne vum Willibrorduskult. Si ass sécher och a Verbindung ze bréngen mat erhoffte Wonner, mat Mythen, mat Awerglawen a mat Glawen, mat Krankheeten a mat Epidemien – dat ass esou. Si ass bis 1777 ganz bestëmmt ouni Musek ofgelaf. An déi heiteg Melodie, déi huet vill Texter...

(Interruptions)

Här Gibéryen, Dir fannt ähnlech Melodien, wann Dir d'Fuesent erausgitt. Et ass eng Polka. An déi Texter, déi mat där relativ trivialer Melodie sech verbannen, sinn och esou trivial. Dat si keng Arien, dat ass och kee reliéist Lidd, den Text ass „Abraham hatte sieben Söhne“, anerer soen „Alle meine Entchen“, an am Franséischen – huet en Historiker nogekuckt – gëtt et ee Lidd op déiselwecht Melodie, an déi heescht: „Allons chercher des moules.“

Dat, fir lech ze weisen, datt dee reliése Geescht, deen där Sprangprozessioun zu Grond läit, awer verwuerzelt ass am Alldagsliewe vun de Leit. 1786 ass se souguer verbuede ginn, an zënter 1830 fënnt se statt op Péngschtdénschdeg.

Une voix. - Firwat ass se verbuede ginn?

M. Jos Scheuer (LSAP). - Firwat ass se verbuede ginn? Well se net méi disziplinéiert genuch war – drécke mer et emol esou aus!

(Hilarité)

Si ass net ëmmer esou rigid gespronge gi wéi haut; si ass gespronge gi vum Krich u bis haut ëmmer no darselwechter Form – wien anescht spréngt, dat ass en Häretiker. Mä dräi Schrëtt no vir, zwee Schrëtt no hannen, dat ass et ëmmer ginn, an et sinn och nach aner Forme gi vum Danzen, wéi zum Beispill och dat, wat een an England fënnt, e Ringdanz, deen op der Maartplaz opgefouert ginn ass. Dat ass et also alles ginn. Et ass wéi spréchwierlech de Prinzip zrëckbehale ginn, oder d'Iddi zrëckbehale ginn: dräi Schrëtt no vir, zwee zrëck.

Ech war eng Kéier zu Dakar, do hunn ech nogelauschert, wéi iwwer Entwécklungshëllef geschwat ginn ass. Do huet en Universitäts-

professor vun Dakar gesot, d'europäesch Entwécklungshëllef géif virgoen nom Prinzip vun der lechternacher Procession dansante: dräi Schrëtt no vir an zwee Schrëtt no hannen, a ganz oft zwee Schrëtt no vir an dräi Schrëtt zrëck.

Ech mengen, ech war deen Eenzenge, deen et verstanen hat, mat Ausnahm vum Här Goerens, dee war dobäi.

(Interruption et hilarité)

Voilà.

An all déi Varianten dinn där Sprangprozessioun a mengen Ae keen Ofbroch. Hire Wäert bleift erhalen, an et deet hir och keen Ofbroch, wa mer se mat areien, oder ureien un déi Gebräicher, un déi Riten, un déi Traditiounen, déi sech net gehalen hunn, mä déi sech historesch dokumentéiere loos-sen, an zwar un heednesch Gebräicher, Prozessiouen zu Éiere vu Götter, Prozessiouen zu Éiere vu Götter, déi ee mat der Hand gräife konnt, déi net abstrakt ware wéi eiser Här, mä an deem Fall huet sech déi Veréierung vun deene Götter iwwerdreien op Helleger, op Fester mat mysteschem Hannergrond.

An zur Erënnung: Just déi zoliddste Kierche si gebaut ginn op réimesche Kasteller, op heednesche Fundamenter, an d'Parkierch zu lechternach ass esou grouss an esou schéin a si steet esou fest, well si op engem réimesche Kastell steet.

D'Sprangprozessioun vun lechternach ass e mëttelalterleche Brauch, dee seng Wuerzele méi wäit zrëck an der Vergaangenheet huet. Si ass, wat an der Konventioun genannt gëtt, ech liesen lech et vir: „L'univers que les communautés, groupes et individus se transmettent de génération en génération et considèrent comme partie intégrante de leur patrimoine culturel.“

Dir Dammen an Dir Hären, an där Konventioun stinn awer och Obligatiounen, an zwar Obligatiounen fir d'Gesellschaft, fir de Stat, déi Traditioun ze fleggen an déi Manifestatioun ze ënnerhalen. Déi Sprangprozessioun, déi gëtt ënnerhalen éischtens duerch eng Organisatioun, déi sech Willibrordus-Bauverein nennt. Et ass déi Organisatioun, wou politesch Differenze misse schmëlzen, wou et keng dierft ginn, an datselwecht gëllt och fir d'Sprangprozessioun, ënner där Konditioun, datt d'Préséance an der éischer Rei gekläert ass.

■ Une voix. - Ah!

M. Jos Scheuer (LSAP). - Da falen all Differenzen zesummen an da geet d'Prozessiou hire Wee ronderëm d'Graf vum hellege Willibrord, mä den Ufank ass munchmol ganz schwéier.

Dee Willibrordus-Bauverein, deen dirigéiert déi Organisatioun a mécht och deen heiten Dossier op eng diskret Aart a Weis, op eng effikass Aart a Weis, a si ass en charge fir den Dossier ze presentieren.

Ech soen deene Leit Merci, déi et maachen, a félicitéiere se, an hoffen, datt am Joer 2008 dann deen Dossier erëm ass an datt mer dann op der Lëscht vun deem Patrimoine culturel stinn.

Gefuerdert ass awer och d'Öffentlecheit. Gefuerdert sinn an deem Fall d'öffentlech Hand, de Stat, d'Gemeng an awer och d'Par. De Stat ass verflicht, fir dee Kult ze ënnerstëtzen. Et gëtt zu lechternach keng Plaz, wou d'Sprangprozessiou presentéiert ass, eng Presentatioun vun hir gemaach gëtt, déi hirem Wäert entsprécht. An déi Plaz muss geschaaft ginn, Madame Statssekretärin! An zwar muss se geschaaft ginn an deem Raum, deen tëschent der Basilika an tëschent deem Musée läit, datt heescht am Bannenhaff.

Eréischt wann déi Plaz geschaaft ass, dann hu mer och dee Geescht

vun der Konventioun oder den Artikel 14 vun der Konventioun erfüllt, dee seet, aus där Konventioun ergëtt sech d'Verpflichtung fir net nëmmen ze ënnerhalen, mä fir Educatioun ze maachen, fir Sensibilisatioun ze maachen, fir d'Capacités ze renforcéieren „et pour assurer la reconnaissance de la manifestation“, a fir e Programme éducatif opzestellen.

Dowéinst wär et mäi Wonsch, an ech mengen de Wonsch vun allen lechternacher, fir datt eng Kommissioun agesat gétt, déi dann intensiv schafft, fir dee Bannenhaff an d'Rei ze setzen.

Här President, ech weess, datt Dir net nëmmen en Esthet sidd, mä datt Dir och nach...

M. le Président. - Merci!
(*Hilarité*)

M. Jos Scheuer (LSAP). - Da maache mer et esou. Ech wollt dat der Chamber iwwerreechen.

Ech hu vollt Vertrauen an den Här Mosar, deen natierlech eng Kombinatioun mécht vu Sprangprozeessioun an Oktavprozeessioun, fir op näischt ze verzichten, an ech géif dat dann dem Här Mosar iwwerreechen an hie bidden, dat da weiderzeginn un de President, an der Hoffnung, datt de President dat och ophänkt.

Et ass ee vun deene schéine Facsimilés, déi entstane sinn an der lechternacher Abtei, an ech mengen dem chrëschtliche Gemitt vum Här Weiler géif dat entgéintkommen, wann hien dat géif ophänken.

M. le Président. - Merci.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Ech géif deem dote President dann e Buch iwwerreechen, wou hien de Wäert vun der lechternacher Sprangprozeessioun noliese kann. Wann ech gelift.

Ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Ech soen dem Här Scheuer Merci fir seng excellent Interventioun a fir déi zwee ganz schéi Cadeauen. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam (DÉ GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et fält mer natierlech elo e bësse schwéier, fir och nach als Mierscher hei no deem Geschichtsunterrecht Stellung ze huelen. Duerfir wäert ech mech dann och e bësse kuerz faassen.

Lëtzebuerg ass also eent vun deenen éischte Länner, dat déi Konventioun hei ratifizéiere wëllt; ech hunn allerdéngs festgestallt – wéi ech dat am Rapport gelies hunn –, datt schonn 23 Länner virun eis dat gemaach hunn. Also, mir wëllen dat jo extra fréi maachen, mir wëlle bei deenen 30 éischte sinn. 23 Länner hu schonn ënnerschriwwen, zum Beispill: Mali, Indien, Nigeria oder Bhutan. Déi sinn dann am Fong geholl nach méi op Zack wéi mir.

Datt mir wëlle bei deenen éischten 30 sinn, ech huelen un – an do hat ech déiselwecht Iddi, wéi d'Madame Flesch –, datt sech do e Mënsch wëllt an engem Comité betätegen. Do hunn ech am Fong geholl och näischt drun auszesetzen. Dat ass jo flott, wann ee Mënsch sech fir esou eppes interesséiert.

(*Hilarité*)

Et geet also drëm, fir de Patrimoine culturel immatériel ze schützen. Dat fanne mir Gréng natierlech eng gutt Saach. Besonnesch an Zäite vu Globaliséierung a vu puren ekonomisteschen an ultraliberalen Tendenzen ass et och flott, wa mer eis e bëssen ëm d'Kultur gidder an all hire Facettë këmmen. Dat ass jo och dann een Instrument, dat

bäikënnert bei déi Konventioun vun 1972, wou et ëm d'Sauvegarde du Patrimoine culturel et naturel geet.

Wa mer iwwert de Patrimoine culturel immatériel schwätzen, da wësse mer, datt mer do an enger Evolution constante sinn. Den Här Scheuer huet dat jo och elo ganz flott hei opgezeechent unhand vun der lechternacher Sprangprozeessioun, wou mer jo och am Laf vun de Joren eng Evolutioun gesinn hunn.

(**M. Lucien Weiler reprend la Présidence**)

D'Madame Flesch an och d'Rapportrice, d'Madame Stein-Mergen, hu ganz flott opgezielt, wat et nach vu Beispiller do gétt. Ech fannen dat och ganz interessant, datt dann niewent de Minnesänger a Westbengalen an de polyphoresche Männergesang op Sardinien, d'lechternacher Sprangprozeessioun da vu lëtzebuergescher Säit derbäikënnert. Ech géing mengen, ech hunn et op alle Fall net esou verstanen, datt mer géinge bei der lechternacher Sprangprozeessioun stoe bleiwen. Mir kënnen bestëmmt nach eng Kéier iwwert d'Oktav oder iwwert d'Schueberfouer diskutéieren.

An deem Sënn der Madame Stein-Mergen Merci fir hiren ausféierleche Rapport. Deenen anere Riedner Merci fir den historeschen Exkurs. Ech bréngen domat den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projet de loi.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Adam. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR). - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech mengen, et ass deem, wat hei gesot ginn ass, net méi ganz vill unzufügen. Ech géing duerfir och am Numm vun eiser Fraktioun begréissen, datt mer déi Konventioun haut hei kënnen stëmmen.

Mir liewen an engem gemeinsamen Europa, wat sech doduerch auszeechent, an dat gétt bei all Geleeënheet ënnerstrach, datt mer d'Villfalt, virun allem eis kulturell Villfalt, wëllen erhalen a se net an engem Dëppe vun Uniformitéit lues a lues ënnergoe wëlle loossen.

Duerfir kënnen mir eis mam Objet vun dëser Konventioun voll a ganz d'accord erklären, dat, wéi gesot, ganz besonnesch an enger Welt, déi an enger Vitesse evoluéiert, wéi ni virdrun. An enger Vitesse, déi et mat sech bréngt, datt viles, wat zur kultureller lerschaft gehéiert, a besonnesch dat, wat immatériel ass, lues a lues verluer geet. Och an enger Welt, déi duerch déi modern Kommunikationsmëttelen ëmmer méi Gefor leeft, datt viles uniforméiert gétt. Duerfir wëlle mir och d'Noutwendegkeet vun dëser Konventioun ënnersträchen.

Ech wollt just op ee Punkt agoen. Mir liewen, datt déi nei Konventioun, ech zitieren: „traite des traditions et expressions orales, y compris la langue“ betrëfft. An et ass do, wou ech op dëser Plaz wollt Wäert drop leeën. Och eis lëtzebuergesch Sprooch, déi vun net ganz ville Leit geschwat gétt, ass, eiser Meenung no, et wäert erhalen ze ginn.

Eis lëtzebuergesch Sprooch leeft Gefor aus deene Grönn, déi ech elo grad schonn ugefouert hunn, och lues a lues ze erodéieren. Si ass amgang ze erodéieren. Engersäits duerch den Afloss vun der Francophonie hei zu Lëtzebuerg, wou mer wëssen, wou d'Grënn hierkommen, awer nach vill méi duerch d'däitsch Televisioun. Mir erliewen dat bei eise Kanner ëmmer méi, datt do, wou mer wirklech originell Lëtzebuergesch Ausdréck hunn, se lues a lues duerch däitsch Ausdréck ersat ginn.

Duerfir wollt ech hei Wäert drop leeën, datt mer eiser Sprooch an der Konstitutioun dee Wäert emol

sollen araumen, wéinstens symbolesch, dee mer er wirklech zoumoossen. Datt mer se sollen an der Konstitutioun verankeren. Datt mer eis sollen duerfir asetzen, datt se als offiziell Sprooch an der Europäescher Unioun soll unerkannt ginn. Woubäi mer net insistéieren, datt alles soll op Lëtzebuergesch misse gedréckt ginn, mä datt se awer, esou wéi Malta dat zum Beispill och duerchgesat huet, soll als eng vun den offizielle Sproochen an der Europäescher Unioun unerkannt ginn.

Ech fannen och, datt mer an eise Kommunikatiounsinstrumenter, nottamment Radio an Televisioun, solle Wäert drop leeën, datt e propert Lëtzebuergesch geschwat gétt, wat, an dat muss ee bedauren, vläicht an der Hektik vum Alldag nach laang net ëmmer de Fall ass. Vläch soll ee sech emol iwwerleeën, ob een do net Mëttele fënnt, fir der Erhaltung vun der Originalitéit vun eiser Sprooch vläch e bësse méi kënnen zum Duerchbroch ze verhëlfen.

An dann, last but not least, mir selwer, déi mir vill an der Öffentlichkeet stinn, ech mengen, sollen eis permanent e bëssen um Rimm rappen, a probéieren net dat, wat effektiv d'Gefor ass, ganz séier an aner Sproochen ze verfallen oder bei aner Sproochen léinen ze goen, well dat natierlech heiansdo e bësse méi einfach ass.

Ee Wuert, awer nëmme ganz kuerz, zur Aussicht, déi mer elo hunn, datt d'Sprangprozeessioun soll an dee Patrimoine culturel do opgeholl ginn. Ech mengen, déi Saach huet net nëmmen de Sege vum hellege Willibrord. Ech kann och hei soen, datt se de Sege vun der ganzer ADR-Fraktioun huet.

(*Interruption*)

Ech mengen, ech brauch hei, no all deem, wat gesot ginn ass, net méi ze begrënne woufir datt dat de Fall ass. Och déi 2.000 Euro, déi dat viraussichtlech kascht, fir do kënnen bäizetrieden, do denken ech, datt mer déi, trotz der ëmmer méi prekärer finanzieller Situatioun an deem Land, och nach wäerten opbréngen. Wann dat vläch eng Kéier net méi sollt de Fall sinn, da kënn ech mer souguer virstellen, datt am allerschlämmste Fall den Deche vun lechternacher bereet wär aus dem Willibrordus-Affer eppes bäizestieren, fir datt mer...

Une voix. - Deen ass och net méi esou déck.

M. Robert Mehlen (ADR). - Oh! Dir géngt lech nawell wonnen.

(*Hilarité*)

Wann et dann hannen um Enn net méi sollt opgoen.

Dat gesot, Här President, wëll ech nach eng Kéier widerhuelen, wat ech schonn ugedeit hunn: Mir wäerte selbstverständlech dëse Projet stëmmen.

M. le Président. - Voilà, Merci, Här Mehlen. Dann huet nach d'Regierung d'Wuert, d'Madame Statssekretärin Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, elo wär ech jo ganz gär op d'Aart a Weis vun där lechternacher Sprangprozeessioun, och als ee vun deenen, deen do an der Schoul war – awer nëmmen an der Schoul war –, heihinner komm, andeem een zum Beispill hätt kënnen dräi Schrëtt no vir an zwee no hanne maachen, mä ech fäerten, da wär meng Riedezäit wahrscheinlech schonn ofgelaf gewiescht, éier ech hei gewiescht wär.

An dobäi sinn esou vill Froe gestallt ginn. Ech wëll do och sämtleche Riedner a ganz besonnesch der Reporterin villmools Merci duerfir soen, datt si esou prezis an detailléiert waren, historesch flott Saachen opgestallt hunn, esou datt ech trotz allem ka soen: Op déi vill Froen, déi gestallt gi sinn, sinn och schonn e ganze Koup Antwerten hei bruecht ginn.

Mir war et wichteg, dräi Saachen heizou ze soen:

Éischtens, mengen ech, datt d' Ratifikatioun vun där Konventioun hei wichteg ass, wann ee kuckt, wat d'Roll vu Lëtzebuerg an der UNESCO ass.

Zweetens, mengen ech, muss een op d'Bedeutung an de Räichtum vum Lëtzebuergesche Kulturgut hiweisen, wat sécherlech hei als Ausdrock ubruecht ass.

An drëtzens e puer Bemierkungen zur Sprangprozeessioun u sech, déi trotz allem e kulturellen an touristeschen Atout ass – méi wéi ee mengt.

Als éischt iwwert d'Roll vu Lëtzebuerg an der UNESCO: Mir sinn dëst Joer zënter engem Mount Member gi vum Conseil exécutif vun der UNESCO. Mir hätten dat iwwregens scho kënnen d'lescht oder d'virescht Joer ginn, mä mir hunn awer den Amerikaner, wéi déi zréck wollt kommen an d'UNESCO – wat jo net onwichtig war, datt si erëm an de Schouss vun där wichteger Organisatioun zréckkomm sinn – Plaz gemaach an hunn dofir gewaart bis dëst Joer. Lëtzebuerg ass elo fir déi éischte Kéier Member vum Conseil exécutif vun der UNESCO.

Zweetens huet déi Lëtzebuergesche Présidence eng ganz erfollegräich Roll gespillt bei der Virbereedung vun der Adoptioun vun där vill diskutierter a ganz wichteger Konventioun iwwert d'„Protection et Promotion de la diversité des expressions culturelles“. Et wär net méiglech gewiescht, fir déi elo am Oktober unzehuelen, wa mir dat net esou gutt virbereet gehat hätten.

Drëtzens, wëlle mer onbedéngt ënner deenen éischten 30 Länner sinn, déi dës Konventioun ratifizéieren. Mir wäerten elo dat 28. Land sinn, 27 sinn der virdrun. D'Fro war gestallt gi virdrun: Firwat?

Mä et sinn 30 Länner néideg, fir datt d'Konventioun kann a Kraaft treden, also 30 Länner, déi musse ratifizéiert hunn. Mat engem méi – iwwregens ee vun deenen net esou heefegen europäesche Länner, déi scho ratifizéiert hunn – hu mir dann domadder eng Virreiderroll gespillt.

Déi zweet Saach, wou ee kann drop agoen, dat ass: Wa mir déi Konventioun hei ratifizéieren an och gläich Projeten hunn, fir schützen ze loossen, dann ass dat och en Element woumat de Lëtzebuergesche kulturelle Räichtum an eis kulturell Villfalt vun der internationaler Gemeinschaft unerkannt ginn.

Mir mussen e bësse méi bekannt maachen, datt mer esou vill hunn, well mir hu vill méi, wéi am Ausland heiansdo geduecht gétt; wat si awer wëssen, wa si bis hei sinn. Mä wann awer eppes bekannt ass, ass et ganz sécherlech déi lechternacher Sprangprozeessioun, déi als Spréchwuert a ganz Europa an nach wäit doriwwer eraus bekannt ass, an dat kann ee vu ganz villen anere Saache guer net esou soen. Ob mer haut nach zwee Schrëtt no hanne maachen, wa mer der dräi no vir maachen, datt ass jo net méi de Fall, weder zu lechternach nach sécherlech op anere Plazen, mä et gétt net vill Länner, déi esou wäit iwwert d'Grenzen eraus bekannte Spréchwuert kënnen soen.

Mir hunn also hei dräi agedroen UNESCO-Kulturgidder: Mir hunn ee Projet, dee vun der Festung Lëtzebuerg, als Patrimoine mondial op där Lëscht vun der UNESCO agedroen. Mir hunn op där anerer Säit d'„Family of Man“, déi am Regéster

vun der „Mémoire du Monde“ agedroen ass. A mir hunn hei mat dëser Konventioun iwwert den immaterielle kulturelle Räichtum den Triptychon kompletéiert.

A wa mer dann am Joer 2007 europäesch Kulturhauptstad sinn, dann hu mer mat dësem neien immaterielle Patrimoine eng Attraktioun méi fir an d'Feld ze féieren.

Dann nach e puer Wuert zur lechternacher Sprangprozeessioun als solches. Wéi gesot, si ass iwwert d'Grenzen eraus bekannt. Firwat hu mer grad d'Sprangprozeessioun geholl? Majo d'Kritäre fir kënnen ee kulturell Gutt unerkannt ze kréien ënner dëser Konventioun sinn, datt et éischtens aussergewéinlech an eenzegaarteg muss sinn an datt et näischt Vergläichbares an de kulturellen Traditione gëtt. Dat ass natierlech dann den Ënnerschied zu enger – wann ech dat dierf esou soen – normaler Pilgerprozeessioun, wéi d'Oktav, oder enger normaler Amüsemensfouer, wéi d'Schueberfouer, déi wuel national vu Bedeitung sinn, mä am Sënn vun der UNESCO-Konventioun net kënnen a Betracht gezu ginn.

Et kann een och nach soen, datt wann de Willibrord zwar nëmmen den zweete Schutzpatroun vum Land ass, da probéiere mer alt heiansdo als Regierung de Prinzip vun der „Décentralisation concentrée“ anzehalen. Esou kann een och soen, datt zu lechternach méi fréi en héich entwéckelte kulturellen a spirituellen Zentrum war, éier d'Stad Lëtzebuerg mat der Festung um Bock gegrennt ginn ass. Mä et ass awer eng flott Iddi, fir ze soen d'Oktav och schützen ze loossen an op déi Lëscht aschreiweden ze loossen, grad esou wéi d'Schueberfouer. Mir géifen dat jo ganz gäre probéieren, mä ech weess net, ob dat akzeptéiert gétt am Sënn vun de Kritäre vun der Eenzegaartegkeet,...

(*Hilarité et interruptions*)

...awer mir probéiere ganz gäre nach e bëssen do ze sprangen, fir dat hinzekréien. Mir si ganz dankbar fir all Virschléi an Dir kënn roueg nach anerer bréngen. Mir hunn och nach anerer am Kapp.

Déi zweet Saach: Firwat d'lechternacher Sprangprozeessioun? Well et eng Propos war, déi um Terrain souzesoe gewuess ass – „bottom-up“ nennt een dat haut –, also eng Bottom-up-Propos. Si ass vun lechternach selwer ausgegangen, an dat ass och dat, wat d'Konventioun virgesäit, d'Abanne vun de lokalen a regionale Gemeinschaften, och vun ONGen, an déi Proposen, fir immateriell Kulturgüter schützen ze loossen.

D'Bedeitung dovunner, wann d'Sprangprozeessioun an d'Konventioun ageschriwwen gétt, ass natierlech fir lechternach selwer ganz grouss, well et hir nach vill méi eng grouss Resonanz a Bedeitung gétt. A grad am Virfeld vum Willibrordusjoer 2008 ass dat net onwichtig an et wäert wahrscheinlech och an deem Joer sinn, wou déi lechternacher Sprangprozeessioun definitiv an d'Lëscht ageschriwwen gétt. Kulturell ass dat wichteg, touristesch huet dat eng Bedeitung, a Kultur-tourismus ass och ëmmer erëm en ekonomesch Argument.

Aner Saachen, wéi gesot, déi mer eis kéinte virstellen, un déi mer scho geduecht hunn, dat wär, wa mer den Inventaire mussen opstelle fir Reflexiounen ze maachen iwwert de Patrimoine linguistique, also een immaterielle Patrimoine – Sproochgebild a Sproochgebrauch zu Lëtzebuerg, wär vläch eppes wat géif dragoen. Eng Sprooch, déi net minoritär ass, dat ass allerdéngs eng aner Diskussioun, ob mer se opgeholl kréien.

Bref, ech mengen, datt domat op déi meescht Froe geäntwert ass.

Am Fong ass jo elo nach Riedezäit Rescht, vläch kéint een elo nach eng Kéier e bësse Sprangprozeessioun virdanzen. Ech weess net, ob de Jos Scheuer dat géif wëlle maa-

chen als lechternacher, mä ech hunn och de Fernand Boden net matbruecht, ech hunn deen an enger Réunioun gelooss. Mä fir déi zwee lechternacher elo hei dat danzen ze loosenen, dat wär jo ganz flott. Mir, déi zu lechternach an der Schoul waren – an et sinn der vill heibannen, nach méi, mengen ech, wéi déi, déi genannt waren –, ware jo nëmme Beobachter vun der Saach, mir hunn dodranner maner Erfahrung.

(Interruption)

Jo, mir kommen och heiansdo dohinner.

Bref, ech mengen, dat hei ass ee weidere wichtege Mosaiksteen, egal ob et ee klengen oder ee groussen ass. Et ass vläicht méi ee klengen am kulturelle Mosaik vu Lëtzebuerg och a besonnesch fir de kulturelle Rayonnement vu Lëtzebuerg iwuer eis Grenzen eraus ze weisen an ze droen. A sécherlech ass et an dëser besënnelecher Virchrëschtagszäit wichteg a flott fir sech heiansdo op déi immaterielle Wäerter ze besënnen, wat mer jo heimadder gemaach hunn.

Ech soen lech domadder Merci fir déi ganz eestëmmeg Zoustëmmung zu der lechternacher Sprangprozedioun.

Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Statssekretärin. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Abstentiuoun a kenger Nee-Stëmm ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnar, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Roger Negri), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Collette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, zur Diskussioun vum Projet de loi iwwert de Statsbeamtestatut. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Bettel, den Här Diederich, den Här Adam an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

5. 5485/5486 – Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Média et des Communications

■ **M. Paul-Henri Meyers** (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et deet mer jo Leed, wann ech virun deene besënnelechen Deeg lech elo nach vun deem kulturellen Exkurs muss zrëckhuelen op de Buedem vun engem Sujet, dee méi terre à terre ass, de Statut vun de Statsbeamten.

Den 8. Juni 2005 huet de Minister vun der Fonction publique de Projet 5485 hei an der Chamber deponéiert. Dee Projet huet als Haaptzil déi ieweschte Altersgrenz fir den Zougang zu der Fonction publique ofzeschaffen; déi Altersgrenz läit elo bei 45 Joer.

Den 30. Juni 2005 huet deesewechte Minister an der Chamber de Projet de loi deponéiert, deen déi verschidde gesetzlech Mesuren am Zesummenhang mat dem Accord salarial virgesäit. Zu deemem Projet huet de Statsrot de 5. Juli 2005 säin Avis ofginn, deen Avis huet sech awer nëmme mat der Erhéijung vum Punktwäert befasst. De Statsrot war net bereet kuerzfristeg déi aner Mesuren, déi an dem Accord salarial virgesi waren, ze aviséieren. Dofir konnt och d'Chamber de 14. Juli vun deemem Joer nëmme deen Deel vun dem Projet de loi 5486 stëmmen, deen am direkten Zesummenhang stoung mat der Erhéijung vum Punktwäert.

Déi aner gesetzlech Moosname vun deem Projet, dat heescht vum Accord salarial, déi am Juli net konnte gestëmmt ginn, huet de Statsrot a sengem Avis vum 11. Oktober 2005 aviséiert, zesumme mat dem Projet 5485. De Statsrot huet och an deem Avis vum 11. Oktober virgeschloen, déi zwee Projeten an engem eenzegem Text zesummenzefaassen. D'Kommissioun huet de Virschlag vun dem Statsrot iwwerholl, esou dass haut déi zwee Projeten an engem eenzegem Text virleien.

Ech mengen, ech brauch net méi op den Accord salarial anzegoen, ech hunn dat am Juli gemaach. Dir kënnt dat och a mengem schréfleche Rapport noliesen. Dofir beschränken ech mech och dorop, fir déi Mesuren, wéi si haut am Text virleien – an ech baséiere mech do op den Text vum Statsrot –, kuerz ze exposéieren.

Den Artikel 1 vum Gesetz gesäit véier Mesurë vir: Éischtens, den Text erlaabt, dass an Zukunft d'Stagbeamte vun der Deelzäit-aarbecht profitéiere kënnen, an zwar mat 50 oder 75% vun der normaler Aarbechtszäit. D'Stagiäirë vun der Fonction publique kënnen also och hiert Berufsliewe besser mat dem Privat- a besonnesch mat dem Familjeliewe vereinbaren.

De Statsrot an och d'Beruffskammer vun de Statsbeamte si mat där Neierung averstanen. De Statsrot féint allerdéngs, datt d'Stagiären ongläich behandelt géife ginn am Verglach mat de Statsbeamte selwer, déi och vun der Deelzäit-aarbecht kënnen profitéieren. An de Statsrot proposéiert, dass den Artikel 31-1 Paragraph 4 vun dem Statut, dee sech op d'Beamte bezieht, déi eng Deelzäit-aarbecht leeschten, dass deen Artikel soll op d'Stagiären uwendbar ginn. De Statsrot huet gesot, e géif sech, wann dat net géif geschéien, dem Text opposéieren; hien huet awer net gesot, hie géif eng Opposition formelle maachen.

D'Kommissioun an och d'Regierung hunn dee Virschlag vun Statsrot net akzeptéiert, an zwar aus gudder Grënn. Wann een näm-

lech den Artikel 31-1 Paragraph 4 nokuckt, da gesäit een, dass dat een Text ass, dee virgesäit, dass de Service à temps partiel, dat heescht d'Deelzäit-aarbecht, ugerechent gëtt fir d'Avancementer a fir d'Promotiounen bei de Beamten an der Fonction publique. Or, et gëtt zwou Ursachen, fir dat doten net bei de Stagiären unzewenden, engersäits well d'Promotiounen erëischt ugerechent gi vun deem Moment un, wou een eng definitiv Nominatioun kritt, an net an der Stagezäit, also bréngt deen Artikel fir d'Stagiäirë sënngeméis näscht. Eng zweet Ursach ass déi, dass déi Stagiären, déi voll schaffen, och net kënnen vun där selwechter Dispositioun profitéieren an dass keen Text do ass, deen de Stagiären, déi voll schaffen, déi do Dispositioun géif erlaben.

Dofir si mer der Meenung, dass mer eng Ongläichheet géife schaffen, wa mer deen Artikel op d'Stagiäirë géifen uwenden, an dofir huet och d'Kommissioun proposéiert, de Statsrot net ze suivéieren an den Artikel 31-1 Paragraph 4 net op d'Stagiären unzewenden.

Wa mer et géife maachen, géife mer eng Ongläichheet schaffen. Dat hunn ech och a mengem schréfleche Rapport gesot, an ech huelen un, dass de Statsrot dann och kann noliesen, dass mer gutt Grënn haten, fir him an deem Punkt net ze follegen.

Eng zweet Measure ass déi, dass d'Délai, déi virgesi sinn am Kader vun de Reklamatiounen, déi ee Beamte géint säi Virgesetzte ka maachen, eenheetlech op ee Mount fixéiert ginn. Wann ee Beamten eng Reklamatioun mécht, muss hien déi an engem Mount maachen. De Virgesetzten huet awer dräi Méint Zäit, fir ze äntweren. Dat, fanne mir an och d'Regierung, wier e laangen Délai. Et soll een all déi Dispositiounen an deem Text op ee Mount einheitlech festsetzen.

Een drëttes Volet vum Artikel 1 betrëfft verschidden Uppassung vum Text. Déi Inkohärenz sollen aus dem Statut erausgeholl ginn, déi entstanen sinn duerch d'Uwendung vum Gesetz vum 19. Mee 2003. Ech nennen lech eng: An deem Text war virgesinn, dass all Posten an der Fonction publique sollten ausgeschriwwen ginn, déi Dispositioun wier och uwendbar op d'Employéen am öffentlechen Déngscht. Dat ergëtt sech awer net kloer aus dem Text a muss also an dem Text bäigesat ginn, oberschonn d'Gesetz vum 2003 dat virgesinn huet.

Eng véiert Moosnam, déi am Artikel 1 virgesinn ass, betrëfft d'Ofschaffung vun der ieweschter Altersgrenz, fir an d'Fonction publique anzetrieden. Déi Altersgrenz läit elo bei 45 Joer, déi war viru Jorzéngt bei 30 Joer, déi ass no an no eropgesat ginn a läit also elo bei 45 Joer. Se gëtt ganz ofgeschaaft, well an enger Direktiv, der Direktiv 2000/78 vum 27. November 2000, déi do Altersgrenz als diskriminatoirech considéiert gëtt. Dofir gëtt se duerch deen heiten Text abrogéiert. Domat ass de Stat deen éischtens, deen déi Direktiv uwent fir seng Servicer.

De Statsrot an d'Kommissioun vun der Fonction publique hunn och hiert Bedauern ausgedréckt, dass déi do Direktiv nach net ugewannt gëtt an dass och keng Measure virläit fir d'Gemengeservicer. Mir hunn de Wonsch ausgedréckt, dass den zoustännege Minister fir d'Gemengen, den Innenminister, och déi Direktiv do soll an engem Text fir d'Gemenge virgesinn.

Wat de Privatsecteur ugeet, wëll ech dorop hiweisen, dass den zoustännege Aarbechtsminister den 22. November vun deemem Joer de Projet de loi 5518 déposéiert

huet, deen enner anerem fir de Privatsecteur och d'Uwendung vun der Direktiv 2000/78 vum November 2000 virgesäit. Et wier also och ze wënschen, dass dee Projet do séier den Instanzzewee kéint duerchlafen an a Kraaft trieden.

Den Artikel 2, wéi de Statsrot dee virgesinn huet, ass eng Dispositioun aus dem Accord salarial. E gesäit vir, dass d'Beamten, déi während zwielef Joer keng Promotioun konnte kréien, een Avancement en traitement géife kréien. Déi Moosnam sollt nëmme uwendbar sinn op déi sou genannte Carrière hiérarchisée, dat heescht op d'Beamte vun der Zentralverwaltung, vun der Douane a vun der Force publique. All aner Carrière wieren ausgeschloss.

De Statsrot, deen eigentlech mat der Mesure d'accord war, huet awer proposéiert déi do Mesure och uwendbar ze maachen op d'Magistratur, wat net virgesi war am Gesetz. An de Statsrot huet seng Propositioun, déi hie gemaach huet, mat engem Textvirschlag ennermauert an huet och gedreht, dass, wa seng Propositioun net géif ugeholl ginn, hien, de Statsrot, deen heiten Text net kéint vum zweete Vote entbannen.

D'Regierung war net mat där Ännerung vum Statsrot averstan. D'Kommissioun selwer huet doriwier während verschiddene Réuniounen diskutéiert, a mir sinn zur Schlussfolgerung komm, dass een deen Artikel do aus dem Gesetz sollt sträichen, engersäits wéinst der Opposition formelle vum Conseil d'État, well een net wëllt Gefor lafen, dass dann de Projet no dräi Méint nach eng Kéier misst erëmkommen, mä och well mer fonnt hunn, dass mer keng Donnéeë geliwwert kritt hunn, déi d'budgetär Konsequenze vun där Mesure duergeluecht hätten. Et war also keng Berechnung do, wat déi Mesure géif bréngen. Dat waren d'Grënn, firwat dass d'Kommissioun do proposéiert huet deen Text ze sträichen.

Den Artikel 3, nom Statsrot, deen dann elo den Artikel 2 vun dem Projet gëtt, ännert eng lwwerganksbestëmmung aus dem Gesetz vum 19. Mee 2003, an zwar an deem Sënn, dass verschidde Beamten, déi zweemol de Promotiounsexame gemaach an net gepackt hunn, sech nach eng Kéier engem Promotiounsexame kënnen stellen. An dem Gesetz vum 2003 war virgesinn, dass deen Examen an engem Délai vun zwee Joer misst stattfannen. Dat Gesetz ass am Juli 2003 a Kraaft getrueden. Den Délai ass Enn Juni 2005 ofgelaft.

Déi Beamten, déi a Fro komm sinn, konnten awer an deenen éischte sechs Méint vun deemem Joer deen Examen net maachen, well all Exame wéinst der Présidence ofgesot waren. Well d'Regierung also déi Leit gebraucht huet, hu keng Exame stattfonnt. Dat kann een als e Fait du prince considéieren, wou also d'Beamten u sech net schëlleg waren, dass se den Examen net konnte maachen. Duerfir huet d'Regierung proposéiert hinnen nach eng Kéier en neien Délai ze ginn.

Or, d'Gesetz vum 2003, wou virgesinn ass, dass déi Leit, déi nodeem dat Gesetz a Kraaft wär och deen Examen nach an Zukunft kënnen maachen, wa se méi Échecen hätten, gesäit awer fir d'Zukunft keng Délai méi vir, während an der lwwerganksbestëmmung en Délai vun zwee Joer drastoung. D'Chambre professionnelle huet duerfir proposéiert, och an der lwwerganksbestëmmung den Délai falen ze loosenen. De Conseil d'État an och déi zoustännege Kommissioun vun der Fonction publique ware mat deem Virschlag averstan, esou dass elo déi Dispositioun an där Form, wéi de Statsrot se proposéiert huet, ugeholl gi kann.

Dir Dammen an Dir Hären, den Text vun deemem Projet de loi, wéi en lech proposéiert gëtt vun der Kommis-

sioun, ass an der Kommissioun selwer eestëmmeg ugeholl ginn, an ech géif och d'Chamber bieden, deem Text hiren Accord ze ginn. Deenen, déi an deene leschte Méint ëmmer gemengt hunn, et misst een all Texter och nach ënersichen an analyséieren, ob net nei Dépensen dermat verbonne wäeren, kann ech hei d'Versécherung ginn, dass déi heiten Dispositiounen u sech, esou wéi se virleien, keng nei Dépensë mat sech bréngen.

(Interruption)

Här President, den Här Grethen féint, dass dat seele wär.

Déi, déi gemengt hunn, et wier eng Dépende dran, déi Dispositioun hu mer erausgeholl, esou dass do och keng État-d'amë méi ze si brauche bei deene Leit, déi also och nach op d'Ausgabe kucken.

Ech kann och heimat, Här President, den Accord vun der CSV zu deemem Projet bréngen.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Meyers. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Bettel. Här Bettel!

Discussion générale

■ **M. Xavier Bettel** (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Här Meyers Merci soe fir säi komplette Rapport. Hien huet déi verschidde Punkten opgezielt.

Ech mengen, fir ganz séier driwwer ze fueren, bon, deen éischten ass dee mat de Stagiäirë mam Temps partiel. Et kéint ee soen, et wier schued, dass se et net kënnen. Ech si ganz averstan, dass et eng Discriminatioun wier, wann een, deen en Temps partiel huet, et géif ugerechent kréien, an een, deen keen Temps partiel huet als Stagiäire, et net géif ugerechent kréien. Mä da wier et vläicht opportu gewiescht op jidde Fall de Stagiären och Dispositiounen ze ginn, fir kënnen hiert Privatlieue mat der Aarbecht ze conciliéieren.

Zweete Punkt, dee vun der Réponse vun engem Supérieur hiérarchique an der Administratioun an Zäit vun engem Mount. Ech mengen, et ass normal, wann een nëmme ee Mount huet, fir ze äntweren, da kann och de Supérieur ee Mount hunn, fir ze äntweren. Dat ass, ech mengen, eng gutt Propositioun, an dat erlaabt jo och dem Beamten, deen d'Fro gestallt huet, méi séier eng Äntwert ze kréien.

D'Suppressioun vun der Limite d'âge vu 45 Joer. Ech mengen, verschidde Leit waren net beegeschtert vun där Initiativ. Ech mengen, et ass eng Direktiv, déi do ass, a mir hunn net vill Choix. Mä et muss een awer och soen, dass een net versteet, firwat eng Persoun, déi 46 Joer al ass, net esou gutt wär, wéi een, dee 44 Joer al ass, fir en Job ze akzeptéieren.

A virun allem, wann een haut d'Situatioun kuckt, mir schwätze jo vum Chômage, dass vill jonk Leit am Chômage sinn, ech muss lech soen, dass fir eng eeler Persoun, déi eng Aarbecht sicht, mat 47 oder mat 50 Joer et nach méi schwéier ass haut eng Aarbecht ze fannen, wéi fir e Jonke vun 20 oder vun 21, an deen dann net versteet, firwat een hien dann automatesch aus der Fonction publique ausschléisst. Ech mengen, dat war wierklech eng Discriminatioun, an et ass Zäit ginn, dass déi opgehuewe ginn ass.

Point de vue Avancement en traitement. Et ass décidéiert ginn an der Kommissioun, dass dee Punkt jo zrëckgezu gëtt. Ech muss lech awer soen, Här Minister, dass et e Problem gëtt bei verschiddenen Administratiounen, zum Beispill bei der Brigadierscarrière vun der Police: Dir maacht de Promotiounsexamen, Dir hutt e gepackt an Dir musst awer dräi, véier Joer waarden, well et e Cadre fermé ass. All Grad huet jo eng gewëssen Zuel vu Leit. Wann dann déi aner Leit net weiderréckelen, da bleibt een, obwuel ee säi Promotiounsexamen

huet, während dräi, véier oder fënnef Joer nach ëmmer op deemselwechte Grad mat d'ärselwechter Pai, wat net ganz gerecht ass.

An dann dee leschte Punkt, Här President, ass dee vun der Période transitoire. Ech muss lech soen, dass ech zimlech iwwerrascht sinn. Firwat iwwerrascht? Sechs Polizisten hunn de 7. März iwwert de Syndicat vun der Police reklaméiert. Den Här Weydert huet e Bréif geschriwwen. De Minister huet den 22. März geäntwert.

De Bréif ass zimlech sec, Här President. Den Här Frieden seet nämlech: „Quant aux épreuves organisées cette année-ci, vous savez qu'elles ont dû être portées respectivement au mois d'octobre et au mois de novembre prochain au regard du surplus de travail qu'engendre actuellement la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, plaçant les candidats dans l'impossibilité de préparer maintenant l'examen de promotion.“

Also, si soen hei an deem Bréif – il faut le faire –, dass déi Poliziste keng Zäit gehat hätten, fir den Examen ze maachen. D'Poliziste sinn net gefrot ginn, ob se genuch geléiert hätten oder net. D'Regierung hat decidéiert sechs Méint näischt ze organiséieren. Also, et soll een net an engem Bréif awer hypokritesch sinn a soen, d'Regierung hätt geduecht, et wier besser fir déi sechs Persounen, dass se den Examen net sollte maachen, well se net genuch Zäit hätten, fir en ze preparéieren. Also dee Bréif ass zimlech witzeg.

An dann, wann den Här Frieden och nach duerno seet: „Cette mesure dictée par l'intérêt du service a malheureusement pour corollaire que les six personnes susvisées ne remplissent plus les conditions légales pour se présenter aux prochaines épreuves de l'examen de promotion.“

Här President, ech hunn dunn den 22. März eng Question parlementaire gestallt, an dunn huet den Här Frieden mer geäntwert, et géif en Examen organiséiert gi fir den Oktober. Dat heescht, dass se am Oktober kéinten am Examen sinn. Ech gesinn elo, dass am Oktoberexamen nach ëmmer näischt ass an et gétt gesot, et wier, well d'Gesetz jo nach net éischter gestëmmt gi wär, wat richtig ass.

Mä tèschent dem 7. März, wou dee Bréif komm ass, wou déi Reklamatioun komm ass, wou de Minister opmierksam gemaach ginn ass iwwert déi sechs Fäll, an dem 15. Juni 2005 ass en Délai. Wann den Här Frieden e Projet de loi am März eraginn hätt fir déi sechs Examen oder fir déi Période transitoire, dann hätten och des sechs Polizisten hiren Examen dëst Joer am Oktober kënne maachen. Hien huet vu März oder vun deem Dag un, wou hien et wosst, awer bis de 15. Juni gebraucht, fir et ze maachen. Ech verstinn, de Statsrot huet gesot: Sot eis elo net, mir missten dat an dräi Woche stëmmen. Mä wann de Projet am Abrëll déposéiert gi wär, dann hätte mer scho kënne am Mee oder am Juni den Text gestëmmt hunn. Dann hätten des Polizisten och kënne am Oktober hiren Examen gemaach hunn.

Vläicht wäert den Här Minister Wilseler, deen elo hei muss fir dem Här Frieden seng Erreure riichtstoen, mer erklären, dass se geduecht hunn, wéinst der Présidence hätten se net genuch Zäit gehat fir ze léieren, an dowéinst wier et besser gewiescht hinne méi Zäit ze loossen. Ech zweifelen drun.

Här President, wéi gesot, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäert och dësen Text stëmmen. Mä erlaabt déi puer Kritiken, déi ech awer hei hu missen der Regierung maachen, well den Text muss awer konform zur Realitéit sinn. Et

kann een net einfach egal wat soen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Bettel. D'Wuert huet elo den honorebelen Här Schreiner.

■ **M. Roland Schreiner (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen de Rapporteur, de Kolleeg Paul-Henri Meyers, huet zu deem Gesetz oder zu deem Projet de loi dat Meescht gesot, deem mer eigentlech näischt méi bäizefügen hunn. Ech wëll him och duerfir am Numm vu menger Fraktioun ganz häerzlech Merci soen, fir säi souwuel schrëftleche wéi mündleche Rapport, deen hie gemaach huet, an och déi vill Aarbecht, déi hie sech an der Kommissioun domat gemaach huet.

Ech wëll just op e puer Punkten nach eng Kéier kuerz agoen. Fir d'alleréischte emol nach eng Kéier op deen éischten Deel vum Projet de loi, wat ursprünglech de Projet de loi 5485 war, wou et drëm geet d'Altersgrenz an der Fonction publique ofzeschaffen, opbauend op enger Direktiv 2000/78, déi eis laut de communautaire Bestëmmungen da konform setzt. Mir hu jo d'Obligatioun dat ze maachen, wat u sech jo och den diskriminatoire Charakter, deen am Fong geholl an der Altersgrenz bestanen huet, eraushëlt.

Et muss een awer hei vläicht nach eng Kéier drop hiweisen, dass d'Chambre des Fonctionnaires an och de Conseil d'État zu Recht drop hiweisen, dass eng Rei vu Geforen an där Dispositioun do leien, déi sech net ëmmer vu Virdeel fir déi Leit, déi am spéiden Alter an d'Fonction publique erakommen, mussen ausweisen. Effektiv ass et esou, dass, wann dee Fall sech do stellt, de Problem mat Circonspectioun muss ugepaakt ginn, fir dass et net zu deene Problemer

kënn, déi och d'Berufschamber umahnt um Niveau vun der Hierarchie, um Niveau vun dem Développement vun der Carrière, vun de Salären an der Rémunératioun.

Ech wëll och u Folgendes erënneren, wat de Statut hei ugeet: Et ass jo keen Automatismus, mä normalerweis ass et esou, dass d'Émännerunge vum Statut an der Fonction publique vun de Statsbeamten och op d'Fonction communale iwwerdre ginn. Do ass eng Procédure virgesinn an den Innenminister muss e Gesetz do virleeën. Ech erënneren drun, dass mer eng éischt grouss Reform vum Statut vum Fonctionnaire den 19. Mee 2003 op dëser Plaz decidéiert hunn an dass d'Dispositiounen vun där Reform nach net op de Gemengesecteur iwwerdre sinn.

Den Innenminister ass elo net hei, duerfir, ech weess net, ob de Minister vun der Fonction publique mer elo ka soen, wéi de Stand vun där Émsetzung ass. Mä et ass op alle Fall esou, dass et och vläicht gutt wär, wann déi Dispositiounen do géifen esou séier wéi méiglech op de Gemengesecteur iwwerdre ginn.

Ech mengen, zu deem Deel gehéiert och dann dat, wat mäi Virriedner, de Xavier Bettel, hei gesot huet, déi Dispositioun aus dem Text, dass hei den Délai vun deenen zwee Joer komplett ofgeschafft gétt, wat eng drëtze Kéier de Leit d'Chance gétt, de Promotionsexamen ze maachen, wa se virdrun zweemol en Échec haten.

Et wier effektiv cocasse gewiescht, wann op Grond vun deem Surplus un Travail am Kader vun der Présidence en Examen net hätt kënne stattfannen an doduerch Leit léiséiert wäeren. Ech fannen duerfir dat hei positiv, dass iwwert dat Gesetz hei elo, net nëmmen dee Fall do aus der Welt geschafte gétt, mä och ähnlech Fäll, déi sech an der Zukunft nach kënne stellen.

Zum zweeten Deel vum Projet de loi, dee mam Accord salarial direkt ze dinn huet, mengen ech, ass net vill ze soen. E komplettéiert eben um législative Plang den Dispositif, deen zu deem Accord salarial vum 31. Mee 2005 gehéiert. Souwuel d'Ausdehnung vum Temps partiel op d'Stagiairen, fir domadder hinnen och d'Méiglechkeet ze ginn, wéi gesot ginn ass, d'Ve familiale mat der Vie professionnelle ze conciliéieren, ass positiv, wéi och d'Erofsetze vum Délai, wat d'Äntwert op Reklamatiounen ugeet vun dräi Méint op ee Mount, ass natierlech eppes Positives, wat zu méi Gerechtegkeet féiert a wat och eis Énnerstëtzung fënnt.

Net zrëckbehalen ass da schlussendlech dat ginn, wat och de Paul-Henri Meyers gesot huet, déi Dispositioun aus dem Accord salarial, dass déi Leit, déi an enger Carrière hiérarchisée sinn a während zwielef Joer an hirer Carrière blockéiert sinn, vun engem Avancement en traitement kéinte profitéieren; dat wéinst enger Opposition vum Statsrot, déi kënn, well d'Magistratur ausgeschloss ass, wat jo awer eng Carrière plane ass.

Et ass eigentlech schued, dass duerch déi Opposition formelle aner Carrièren elo och doduerch penaliséiert ginn an net d'Méiglechkeet kréien, vun där sozialer Moosnam awer do ze profitéieren, wat ze bedauern ass. Dat ass ëmsou méi schued, well et jo och e Bestanddeel war vum Accord salarial, deen den 31. Mee mat der Statsbeamtegewerkschaft ofgeschloss gi war – och wa mer dann, wéi hei gesot ginn ass, duerch des Mesure keng nei Dépenses am Budget generéieren.

Fir de Rescht, mengen ech, kann ech, well et jo awer lauter positiv Punkte sinn, déi mer dann hei definitiv zrëckbehalen hunn, den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

M. le Président. - Merci, Hâr Schreiner. Den nächste Riedner ass den honorablen Hâr Adam. Hâr Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam (DÉI GRÉNG). - Hâr President, Dir Damen an Dir Hâren, mir stëmme also haut de Projet 5485/5486. Dat ass ënner anerem den zweeten Deel vum Accord salarial vun der Fonction publique, esou wéi en den 31. Mee 2005 festgehale gouf. Ech soen dem Hâr Paul-Henri Meyers villmoos Merci fir säin ausféierleche Rapport, deen dat alles erkläert huet a wuerfir ech dat och net méi widderhuele muss.

Mir votéieren awer och oder mir stëmme och der Verlängerung vum Délai zou, wou sech Kandidaten no zwee Echechen nach eng drétt Kéier zu engem Examen kënnen presentéieren. Ech ginn am Numm vun der grénger Fraktioun och do der Kritik vum Hâr Bettel Recht: Et ass ganz schued, dass d'Leit weinst der Présidence am Fong geholl op eng Warteschinn gesat ginn, déi se jo wierklech net selwer verschëllt hunn. Bon, heimat maache mer dann eng spéit Wieder gutmachung fir déi Leit, déi be-
traff sinn.

Mir schafen haut och d'Alterslimite of, fir kënnen bei d'Fonction publique schaffen ze goen. Déi Gréng bedauern, dass d'Ëmsetzung vun der europäescher Direktiv 2000/78 vum November 2000 eréischt elo ëmgesat gëtt, an ech ginn och ganz kuerz op déi Stellungnahme vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an. Ech bedauern am Fong geholl de Vocabulaire, deen d'Chamber hei gebraucht, andeem se seet, déi Direktiv, dat wier eng Mesure dictée (dans le sens de „dikta“ bien évidemment) par la technocratie bruxelloise.

Ech fannen, dat ass eng ganz bedauerlech Vue, déi een eigentlech net soll hunn. Dat ass net eng Décisioun vu Bréissel. Et ass eng Décisioun vun eis alleguer. A mir mengen, dass grad just an Zäiten, wou de Chômage ëmmer eropgeet, dat gutt ass.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Mir hunn ënner anerem zwee Problemer: de Jugendchômage, wou mer müssen eis Formation vum deene Jonken a Fro stellen, mä awer och héich Chômagezuele bei eelere Leit, déi eng Aarbecht sichen. An et ass schon einfach ee Signal, wat net däerf sinn, dass een ab 45 Joer bei der Stat net méi däerf schaffe goen.

Wann dat da solle Problemer ginn an der Carrière vun de Statsbeamten, da muss een déi Problemer analyséieren an da muss ee kucken, fir eng Äntwert op déi Problemer an der Statscarrière ze fannen. An duerfir si mir op alle Fall frou, a mir fannen et och richtig, dass déi Alterslimite ofgeschafft gëtt, fir bei d'Fonction publique schaffen ze goen.

Wéi gesot, ech bréngen dann den Apport vun der grénger Fraktioun fir dee Projet de loi.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Hâr Adam. Den Hâr Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Hâr President. Dir Damen an Dir Hâren, ech mengen de Kolleeg Paul-Henri Meyers, deem ech vun eiser Säit aus wëll Merci soen, war wéi ëmmer esou komplett a sengem Rapport, virun allem a sengem mëndleche Rapport, dass am Fong, wéi hie fäerdeg war, näischt méi zum Projet ze soe war. A fir net de Risiko anzegoen eng véierte Kéier nach Deeler vun deem ze widderhuelen, wat hie schonn hei an allen Detailer gesot huet, géif ech mech da kuerz faassen a soen, ech géif d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun bréngen.

M. le Président. - Merci, Hâr Gibéryen. Den Hâr Henri Grethen huet nach d'Wuert gefrot.

M. Henri Grethen (DP). - Hâr President, Dir Damen an Dir Hâren, de Rapporteur huet ënnerstrach, dass wéinst enger Opposition formelle vum Conseil d'État d'Chamberskommissioun proposéiert, eng Dispositioun aus deemem Text erauszehuelen.

An, Hâr President, ech wollt déi Ausso opgräifen, fir awer op en institutionellen, fir mech institutionelle Problem hinweisen. De Conseil d'État, dee jo an d'Lëtzebuerger Verfassung koum, op déi fräiheetlech Verfassung hin, déi mer 1848 haten, als Reaktioun dorobber, fir d'Chamber ze museléieren an ze kontrolléieren, deen also e Relikt zum Deel aus dem 19. Jorhonnert ass, an deem seng Basis, a mengen Aen op alle Fall, diskutabel ass, och wann d'Chamber en Dréitel vun de Memberen däerf proposéieren, hält sech eigentlech Rechter eraus, déi a mengem Versteedemech iwwert dat erausginn, wat mer als Institutionen ofgemaach haten.

Ech hat verstan, dass de Conseil d'État géif eng Opposition formelle maachen, wann de Risiko géif bestoen, dass eng Dispositioun vun engem Gesetz verfassungswidrig wier, mä net d'politesch Opportunitéit géif diskutéieren. Ech stellen awer fest, dass de Conseil d'État ëmmer och an der Vergaangenheet an ëmmer méi oft eigentlech d'Opportunité politique vun enger Mesure matdiskutéiert an duerch eng Opposition formelle sanktionéiert.

A wat ass dann d'Konsequenz vun der Opposition formelle? Dat muss een emol eng Kéier rappeléieren! An eiser Verfassung steet jo eigentlech och, dass all Gesetz zweemol muss an der Chamber ofgestëmmt ginn an dass een Délai derzweeschent ass vun dräi Méint, ausser et gëtt eng Dispens sowuel vun der Chamber wéi vum Conseil d'État gesprach.

Ech hu kee Problem, Hâr President, fir entweder d'Verfassung op där Dispositioun ze änneren, oder awer fir mam Conseil d'État ze diskutéieren, dass d'Instrument vun der Opposition formelle esou gesat gëtt, wéi ee sech dat soll eigentlech virstellen, oder dréttens, dass een iwwert déi Opposition formelle ewechgeet, dann einfach no dräi Méint de Projet nach eng Kéier esou stëmmt, wéi eigentlech eng Majoritéit vun de Memberen vun der Chamber där Meinung wier.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mä et ass, Hâr President, e Problem. Ech weess, dass Dir an der lescht eng Entrevue hat: Ech hunn d'Foto gesinn am Chambersblatt, wou Dir mam President vum Conseil d'État zesumme waart. Ech wier frou, wa mer eng Kéier, entweder als Büro oder als Conférence des Présidents oder an der Commission des Institutions dee Problem géifen diskutéieren an da kucken, wat fir ee Modus Vivendi mer mat där héijer Kierperschaft, dem Conseil d'État, kéinte fannen.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Hâr Grethen. Den Hâr Meyers huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot. Hâr Rapporteur, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur. - Ech muss awer op déi Interventioun vum Hâr Grethen, net als fräie Member vum Conseil d'État, mä als Jurist eng Stellung huelen.

Am Text vum Conseil d'État ass net virgesinn, wéini dass de Conseil d'État eng Opposition formelle däerf maachen oder net däerf maachen. Wann een allerdeings an d'Vergaangenheet bliedere geet a kucke geet, wéi dat gehandhaabt ginn ass, dann huet de Conseil

d'État a mécht de Conseil d'État eng sou genannt Opposition formelle – dat wëllt heeschen, dass hien net d'accord mat enger Dispens vum zweete Vote ass –, wann effektiv, wéi hei gesot ginn ass, d'Text vum der Verfassung risikéiere violéiert ze ginn oder kloer violéiert ginn, wann international Traitée violéiert ginn, wa Grondrechter, mënschlech Grondrechter – d'Droits fondamentaux – violéiert géife ginn, oder wann et sech ëm ee Punkt handelt, wou de Conseil d'État géif mengen, déi Dispositioun wier net am Intérêt vum Land.

An ech géif dorop hiweisen, dass am Livre du Centenaire vum Conseil d'État – dat läit och elo scho 50 Joer zréck – deen deemoolige Statspräsident, den Hâr Bech, ausdrécklech – ausdrécklech! – drop higewisen huet, dass de Conseil d'État déi do Rechter huet. De Conseil d'État huet sech an der Vergaangenheet och ëmmer déi Rechter geholl.

Wa mer der Meinung wären, de Conseil d'État dierft nëmme méi een Text refuséieren, eng Dispense du second vote refuséieren, wann d'Grondrechter oder d'Verfassung violéiert géife ginn, misst een a mengen Ae gegebenenfalls souguer d'Verfassung an deem Sënn ännere goen.

Mir hunn ee Projet de loi virleien, deen an den nächste Méint wäert hei diskutéiert ginn, iwwert de Statsrot. Dee Projet läit an der Verfassungskommissioun. Ech kann dem Hâr Grethen versécheren, dass mer och iwwert dee Punkt an der Verfassungskommissioun wäerten diskutéieren, an da wäerte mer och der Plénière déi Meinung soen, déi do erauskënn.

Plusieurs voix. - Très bien!

Une voix. - Macht, dass Der do keng Opposition formelle risikéiert!

(Hilarité)

M. le Président. - D'Wuert huet elo fir d'Regierung de Minister vun der Fonction publique, den Hâr Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative. - Merci, Hâr President. Just zu deem leschte Punkt eng kleng Remarque. Déi Motivatioun, déi de Conseil d'État an deemem Fall uginn huet, fir déi Opposition ze maachen, ass eng Motivatioun, déi op der Égalité de traitement baséiert, well een a sech gesäit, dass eng aner Carrière, déi vun der Magistratur, seet, dass déi Carrière ähnlech strukturéiert wär wéi déi Carrièren, fir déi hei déi Proposition gemaach gi wär, an doduerch a sengen Aen dee Punkt vun der Égalité de traitement net respektéiert gi wär. Déi Opposition formelle motivéiert sech also dorop.

Elo kann een, wann ee wëllt, doriwwer diskutéieren. Mir haten och eng laang Diskussioun an der Kommissioun doriwwer. Op där anerer Säit wëllt ech just awer hei an deemem Fall elo – am Allgemenge schwätzen ech elo net doriwwer – d'Motivatioun vum Conseil d'État nach eng Kéier ernimmen.

M. Henri Grethen (DP). - Hâr President, ech hätt gär d'Wuert nach eng Kéier.

M. le Président. - Jo, Hâr Grethen.

M. Henri Grethen (DP). - Hâr President, däerf ech de Minister dorop hiweisen: Souguer an der grossherzoglecher Regierung si Memberen, déi scho méi wéi zwielef Joer eng Carrière plane hunn.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative. - Dat gesot, komme mir dann zum Text, Hâr Grethen! Jo.

Wéi gesot, ech soen dem Hâr Meyers fir d'éischt Merci fir säi gudde Rapport. Ech hu wierklech näischt dozou nach ze soen; just e puer Remarquen, déi ech wollt maachen, éischstens zu der Abrogatioun vun der Limite d'âge, déi hei geschitt ass.

Ech mengen, dass déi Abrogatioun vun deene 45 Joer gutt ass, an ech si sensibel dorop, well ech elo 45 Joer hunn, mä ech war och scho virdu ganz sensibel op déi do Problematiken. Am Fong, och wa si kritiséiert gëtt, bréngt si der Fonction publique eng ganz Rei Avantage. Si bréngt eis méi Flexibilitéit; si bréngt eis eng méi grouss Ouverture; si bréngt eis och dozou, Leit net ze diskriminéieren – dat ass gesot ginn. Mä si bréngt eis awer och d'Méiglechkeet, eng Rei Kompetenzen an d'Fonction publique eranzekréien, déi mer an der Fonction publique ganz oft brauchen. An an deem Sënn gesinn ech dat als eng extrem positiv Mesure a wëll dat och esou momentan duerstellen.

A wa gesot gëtt – den Hâr Schreiner an och anerer hunn dat gesot –, dass dat méiglecherweis kéint déi eng oder déi aner Schwierigkeet bréngen, esou soen ech: Déi Leit, déi no 45 Joer an d'Fonction publique kommen, mä déi wëlle jo an d'Fonction publique kommen, an dat ass ee Choix vun hinnen, an ech mengen, déi meescht, déi da kommen an déi erakommen, mä déi si frou, wa si kënnen eng Plaz do fannen. Dat ass, mengen ech, awer hei prioritär, an et bréngt der Fonction publique och eppes. Dofir gesinn ech et am Allgemenge als eng ganz positiv Saach.

Dir gesitt och, wann Dir e weineg den Historique kuckt vun der Evolution an deene leschte Joren, dass originäreméi déi Limite jo bei 30 Joer war an 1985 fir d'éischt emol op 35 eropgesat ginn ass. Dann 1994 ass si eng zweete Kéier op 40 Joer eropgesat ginn an 2003 eng drëtte Kéier op 45 Joer eropgesat ginn. Dir gesitt also, wou d'Evolution higeet an elo brauch si net méi eropgesat ze ginn, well mir si elo ofgeschaf hunn. Also, ech mengen, dass ass méi Flexibilitéit, an et bréngt eis Kompetenz.

Mir hunn och nach eng Rei aner Mesuren, duerch déi mer am Fong probéieren, de Recrutement an d'Fonction publique am Allgemenge méi der Zäit an de Besoin vun haut unzepassen. Mir hunn déi Ouverture vun der Fonction publique fir d'Responsabilitéit vun der Europäescher Union iwwer ee Gesetz vun 1999 gemaach. Mir hunn d'integral Computatioun vun den Déngschzäiten an engem communautair Service public bei Astellung am öffentliche Déngscht gemaach, och an der Reform 2003.

Mir hunn an der Reform vun 2003 erlaabt, dass mer Experten aus dem Secteur privé, wa si eng aussergewöhnlech Berufserfahrung hunn, erahuelen. An ech muss soen, fir mech ass dat een extrem wichteg Element, dass mer kënnen Leit, déi eng Experienz erabréngen, déi mer net tel quel an der Fonction publique hunn, mat all där Erfahrung, eis kënnen huelen, well dat bréngt eis enorm vill.

Mir hunn Ännerunge vun de Conditions d'études fir d'Carrière supérieure gemaach, och 2003. Mir hunn d'Détachement vum Fonctionnaire an Établissement-publicen oder international Organisations gemaach. Dat sinn eng ganz Rei Modifikatiounen an deene leschte Joren, déi am Fong an déiselwecht Richtung ginn an déi dohinner ginn, fir d'Fonction publique ze flexibiliséieren, fir eis d'Méiglechkeeten ze ginn, fir aner Ressourcen, aner Kompetenzen zousätzlech mat eranzekréien. Ech

mengen, dass ass de richtige Wee, fir fir d'Fonction publique och déi Qualitéit an Zukunft zousätzlech ze assuréieren, déi mer einfach hunn an déi mer och weider musse behalen.

Déi zweet Saach, iwwert déi ech e puer Wuert wollt soen, dass ass déi Neigkeet vun der Méiglechkeet, déi d'Beamten hunn, fir direkt als Stagiaire à temps partiel agestallt ze ginn op 50 a 75%. Ech mengen, dass ass och allgemeng begréisst ginn, mä ech wëll och soen, dass ass och eng Moosnam, wat net eng eenzeg Moosnam ass, mä déi sech an eng ganz Rei vu Moosnamen aschreift, déi am Laf vun deene leschte Jore geholl gi sinn. Et muss een einfach gesinn, dass den Temps partiel eréischt kuerzfristeg agefouert ginn ass. Déi Méiglechkeet 25, 50 oder 75% ze schaffen, vun där elo d'Beamte kënnen profitéieren, ass eng rezent Aféierung. Dat ass och eppes, wat mer eben elo komplettéieren, andeem mer d'Stagiairen och dovunner bénéficiéieren loosse.

Aner Saachen, wéi d'automatesch Réintégratioun no spéitstens engem Joer, sinn agefouert ginn. D'Bonificatioun vun zéng Joer, am Fall vun Congé sans traitement, fir travail à mi-temps oder temps partiel fir d'Kannererzéiung ass och kierzlech agefouert ginn. An ech kéint aner Répartitiounsméiglechkeeten vun der Aarbechtszäit bei Congé pour travail à mi-temps oder Service partiel ernimmen, wou een déi kann op d'Joer réparéieren, net méi op d'Woch réparéieren – eng ganz Rei Moosnamen, déi an deeselwechte Kader passen, an déi einfach weisen, dass mer och der Fonction publique hir Aarbechtszäiten wëllen op dat Liewe vun de Leit vun haut, op d'Famillie vun haut upassen. Dat hei gehéiert dozou. Dofir fannen ech et eng extrem positiv Moosnam, déi ofgemaach ginn ass.

Eng Remarque zu där Problematik vun den zwielef Joer, no deenen een dee Moment vun engem Avancement en traitement hätt kënnen bénéficiéieren, wat elo net an den Text mat iwwerholl ginn ass.

Et ass gesot ginn, dass eng Rei Beamten dat mat Schmäerzen erwaart hunn an et regretéieren. Mä ech soen: Mir regretéieren et och, dass mer et net kënnen ëmsetzen! Dat ass eben duerch déi Circonstances, déi mer elo beschriwwen hunn, iwwert de Conseil d'État, esou gemaach ginn. Mä de Regret ass och eisersäits an de Regret ass evident, well soss hätte mer et selbstverständlech net ofgemaach an den Ofkommensen, déi mer mat der Fonction publique geholl hunn.

Wat dem Xavier Bettel seng Remarque iwwert d'Examen ugeet, do ass d'Situatioun déi, dass d'Regierung déi do Moosnam an deen éischten Text drageschriwwen hat, deen iwwert d'Fonction publique gaangen ass, fir et nach matzekréien an am Juni gestëmmt ze kréien. Et si jo och zu engem Deel schonn eng Rei vun deenen Texter, déi zur selwechter Zäit déposéiert gi sinn, zum Schluss vun oder virun der grousser Vakanz gestëmmt ginn. Mir hate gehofft a gemengt, dass dat hei och géing aviséiert gi vum Conseil d'État, dass mer et könnte matstëmme loosse, wéi mer den éischten Deel vum Accord salarial gestëmmt hunn. Dat ass awer leider net d'Realitéit giewescht.

Ech hätt och léiwer gehat, et wär esou geschitt. Et war net esou. Mä, ech mengen, de Wëlle vun der Regierung ass awer duerch deesen Text kloer dokumentéiert, dass mer deene Leit duerch déi Mesure, déi mer hei maachen, wëllen hëllefen. Mir hunn och doraus eng generell Mesure gemaach, déi an Zukunft fir jiddereen gültig ass. Ech mengen, dass ass och de richtige Wee.

Voilà, déi puer Explikatiounen, déi ech nach zousätzlech wollt ginn. Ech soen lech alleguer Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Debatt. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement (par M. Lucien Thiel), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaës, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Ben Fayot), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Collette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

6. Discours de fin d'année de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Joer 2005 geet lues a lues op en Enn. Et war e Joer mat enger Rei vu schéinen a spannende Momenter, mä et gouf och eng Rei Stonnen an Deeg, wou mer d'Häerz méi schwéier haten.

Mir hunn d'Joer mat trauregen Evénementen ugefaangen. Et huet eis wéigedoen, wéi an deenen éischten Deeg vum Joer d'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte eis fir ëmmer verlooss huet. Mir hunn d'ganz Joer iwwer gemierkt, datt si eis feelt, och wa si nach ëmmer op eng gewëssen Aart a Weis ënner eis ass.

Mir hunn och d'Deputéiert Nelly

Stein net vergiess, e geschätzte Member aus eisen eegene Reien, deen am Summer onerwaart gestuerwen ass. A mir schléissen d'Joer of mam Verloscht vun der Vëlolegend, dem Charly Gaul.

Um internationale Plang hu mer dëst Joer zwo schlëmm Naturkatastrophen gesinn. Virum Joreswiessel war et en Tsunami a Südostasien, deen eng enorm Well vun Zerstéierung, Péng a Misère mat sech bruecht huet. Och zwo Lëtzebuurgerinnen hunn hiert Liewe bei där Katastroph gelooss. Am Summer hate mer den Hurrikan Katrina, deen et fäerdeg bruecht huet zeg Mënschen an den Doud ze rappen an eng Stad praktesch vun der Landkaart ze strächen.

Mä nieft deenen däischtere Säite soll een awer net déi schéi Momenter vergiessen, déi et och an dësem Joer gouf. Et war e schéine Moment, wéi eise Statschef säi ronne 50. Gebuertsdag gefeiert huet, an ech denken, dass et Land a Leit gutt gedoen huet, no deene schwéiere Stonnen am Ufank vum Joer, e schéint Fest zesumme mat der groussherzoglecher Famill ze feieren.

Een anere vun deene schéine Momenter war deen, wéi mer den 1. Juli, wéi mer d'Présidence un d'Engländer ofginn hunn, Luef an Unerkennung vu ganz Europa krute fir d'Aart a Weis, wéi mer eis Présidence gemanagt hunn. An e Moment vu Satisfaktioun war et, wéi mer d'lescht Woch, mengen ech war et, gesinn hunn, datt d'Léiung, déi fonnt ginn ass, wat d'Perspectives financières ubelaangt, sech nëmme onwesentlech vun de Lëtzebuurger Propositionen, déi mer am Summer gemaach haten, ofgewach ass.

En anere schéine Moment war et, wéi mer d'Nouvelle kruten, datt eise Statsminister de Lauréat 2006 fir de Karlspräis ass. An der Begrënnung heescht et iwwert den Här Juncker: „(...) un grand Européen qui, selon la meilleure tradition luxembourgeoise, agit comme moteur du processus d'intégration grâce à sa crédibilité, sa compétence, sa persévérance et sa passion et qui sait comme seulement peu d'autres enthousiasmer les citoyennes et les citoyens pour le processus d'unification européenne“.

Ech profitéiere vun dëser Geleeënheet, fir am Numm vun der ganzer Chamber dem Premierminister Jean-Claude Juncker ze félicitéieren. Mir sinn houfrech a mir freeën eis mam Lëtzebuurger Vollek, wat dese Präis jo schon eng Kéier kritt huet, iwwert déi grous Eier, déi him an domadder och eis zudeel gëtt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 2005 huet eis och eng Rei vu spannende Momenter bruecht. Spannend war et, wéi am Juli d'Lëtzebuurger no méi wéi 60 Joer am Kader vun engem Referendum an d'Wahlkabinn geruff goufen. Nom franséischen an hollänneschen „Neen“ huet Europa gespaant op Lëtzebuerg gekuckt. Den 10. Juli 2005, den Dag vum Referendum,

an de „Jo“ vun de Lëtzebuurger ginn an d'Geschicht vu Lëtzebuerg an, ginn och an d'europäesch Geschicht an a ginn och an d'Geschicht vun dësem Parlament an, opgrond vun där spezieller Roll, déi mer am Kader vun deem Referendum gespillt hunn, mir als Chamber ënnert der Leedung vun eise Kolleeg, dem Ben Fayot.

Am Kapitel vun deene méi nodenklechen an eeschte Momenter wëll ech besonnesch dem Statsminister seng Deklaratioun iwwert d'politisch Prioritéit vun der Regierung ernimmen, eng Deklaratioun, déi d'ganz Lëtzebuurger Gesellschaft staark interpelléiert a wou ech eis alleguerten eng glécklech Hand wënschen, fir dass mer déi richteg Konklusioune zéien.

Nodenklech gestëmmt hunn eis sécher och d'Feierlechkeete fir de 60. Anniversaire vum Enn vum Zweete Weltkrich. Et ware ganz bewegend Momenter an deenen d'Lëtzebuurger sech erënnert hunn an hire Merci ausgedréckt hunn. Mir hunn all deene Merci gesot, déi sech fir de Fridden an d'Fräiheet agesat hunn, an dacks mat hirer Jugend, hirer Gesondheet oder hirem Liewe bezuelt hunn. Dankbar si mer awer och, datt mer zanter 60 Joer a Fridden heiheim kënnen liewen, wou mer jo wëssen, datt dat op villen anere Plazen, an och an Europa, net iwwerall de Fall ass.

Dir Dammen an Dir Hären, 2005 war en aussergewöhnlech Joer, och wat eis parlamentaresch Aarbecht ugeet. An duerfir wëll ech vun dëser Geleeënheet profitéiere fir jiddferengem vun lech, den Deputéierten, de Membere vum Greffe, der Press an och dem Sécherheetspersonal en häerzleche Merci ze soe fir Äre gudden Asaz, virun allem während der Présidence an an der Campagne ronderëm de Referendum, mä och elo, wat den Alldag ubelaangt.

Fir dat neit Joer wënschen ech der Chamber an och der Regierung vill Aarbecht, vill interessant a lieweg Debatten an och weiderhin enk a gutt Relatiounen mat deenen aneren Institutiounen, de Membere vun der Regierung, och dem Statsrot an de Beruffschamberen. Hinne gëllt e grouse Merci, genauso wéi de Mataarbechter vun de Fraktiounen an all deenen, déi um legislative Prozess deelhuefen.

Ech wënschen lech alleguerte schéin a friddelech Chrëschtdeeg, a fir dat neit Joer vill Freed, vill Courage a virun allem eng gutt Gesondheet.

Plusieurs voix. - Merci!

(Applaudissements)

M. le Président. - Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, d'Fraktiounspräsidenten hu mech beoptraagt, fir an onser aller Numm lech Merci ze soe fir Är léif Wënsch, déi Dir ausgedréckt hutt fir e glécklecht neit Joer 2006. Ech wollt och am Numm vun alle Kolleeginnen a Kolleegen lech Merci soen, lech perséinlech, och fir déi ofgeklärten a roueg Manéier, wéi Der ons Débaten hei leet a wéi Der d'Chamber och féiert.

Ech wollt selbstverständlech och dem Personal, dem Generalsekretär, dem Secrétaire général adjoint an dem ganze Personal, wat ons an de Kommissiounen a ronderëm accompagnéiert, Merci soe fir déi Aarbecht, déi se an dësem Joer gemaach hunn, an hoffen, dass mer och an Zukunft mat hinnen eng gutt Zesummenaarbecht hunn.

Ech hoffen och, dass mer am Joer 2006 ons parlamentaresch Aarbecht weider kënnen entwéckelen. D'Parlament ass eng wesentlech Institutioun am Land. Ech wën-

Sommaire des séances publiques

Hommage à la mémoire de M. Jean-Pierre Schank, ancien Député page 156

Communications page 156

Dépôt d'une résolution par M. Marco Schank page 156

Dépôt d'une motion par M. François Bausch page 156

5437 - Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

5302 - Proposition de loi modifiant la loi du 3 avril 1996 portant création d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile pages 156-168

Résolution de M. Marco Schank relative à la politique de l'Iran page 168

5504 - Projet de loi portant

1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;

2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques;

3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu pages 168-178

Débat de consultation au sujet des négociations au sein des réunions de la Tripartite ferroviaire pages 178-189

5465 - Projet de loi modifiant a) la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu pages 189-193

Communication page 193

Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la mise en oeuvre du Protocole de Kyoto pages 194-196

5146 - Projet de loi modifiant 1. différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance 2. les articles 12, 92, et 97 du Code des assurances sociales 3. la loi du 25 juillet 2005 modifiant 1) le Code des assurances sociales; 2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois; 3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension 4. la loi du 8 juin 1999 relatives aux régimes complémentaires de pension pages 196-201

5478 - Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, le 17 octobre 2003 pages 201-205

5485/5486 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État pages 205-208

schen, dass déi Institutioun ëmmer méi Poids kritt, well et ass wesentlech fir eng Demokratie, dass dat Parlament seng Onofhängegkeet och vis-à-vis vun deenen aneren Institutiounen, a besonnesch vis-à-vis vun der Exekutiv kloer ausdreckt.

An deem Sënn hoffen ech och, dass mer am Joer 2006 weidermaachen, esou wéi mer am Joer 2005 zesumme gemaach hunn, op eng tolerant Aart a Weis, dass Opposition a Majoritéit sech respektéieren an dass mer op déi Manéier, wéi gesot, ons Institutioun stäerken a se zu engem wesentleche Piller vun der Demokratie zu Lëtzebuerg maachen.

Merci also nach eng Kéier, a schéi Feierdeeg an e glécklecht neit Joer.

Plusieurs voix. - Très bien.

(Applaudissements)

M. Alex Bodry (LSAP). - Dir wiert e gudder President am Fong.

M. le Président. - Merci, Här Fayot. Da kritt den Här Claude Wiseler d'Wuert am Numm vun der Regierung.

M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative. - Merci,

Här President. Ech wëll mech ganz einfach deene Wieder, déi elo den Här Fayot un lech gericht huet, uschléissen. Dir hutt an deem leschte Joer déi Chamber hei gutt geleet. Mir hunn och duerch déi Aarbechten, déi Kollaboratioun, déi mer mat der Chamber haten als Regierung, an all deenen Décisiounen, déi geholl gi sinn, an all deene Réuniounen, déi mer zesummen haten, mengen ech, eng gemeinsam gutt Aarbecht gemaach.

Ech hoffen och, datt déi gutt Aarbecht, déi mer gemeinsam maachen an der Independenz vun där enger a vun där anerer Institutioun, och an deem nächste Joer kann esou weidergoen, wéi se dëst Joer gelaf ass.

Ech wënschen lech, ech wënschen allen Deputéierten och schéi Feierdeeg an e gutt neit Joer.

Merci.

(Applaudissements)

M. le Président. - Voilà, Merci. Merci, Här Wiseler. Domadder si mer um Enn vun där leschter Sitzung vun dësem Joer ukomm. Nach eng Kéier schéi Feierdeeg an e gudder Rutsch.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.53 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0615	M. Gast Gibéryen	Usage de la langue luxembourgeoise dans les relations avec les institutions européennes
0664	M. Ben Fayot	Réunions du Conseil des Affaires générales de l'Union européenne
0719	M. Aly Jaerling	Protection des données biométriques
0732	M. Robert Mehlen	Commerce de bois exotiques
0737	M. John Castegnaro	Accidents de travail
0739	M. John Castegnaro	Taux des suicides au Luxembourg
0742	M. Jean-Pierre Koepp	Passage à niveau pour piétons
0743	Mme Claudia Dall'Agnol	Frais de garde et d'accueil des enfants
0745	M. Laurent Mosar	Reconnaissance des permis de conduire délivrés dans certains États de l'Europe centrale et orientale
0746	M. Laurent Mosar	Règlements d'exécution de la loi du 9 juillet 2004 modifiant 1. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, 2. le Code des assurances sociales
0755	M. Henri Grethen	Régression du fret ferroviaire
0756	M. Marcel Oberweis	Participation de la SNCI au «Klimaschutzfonds der Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)» à Francfort
0758	M. Carlo Wagner	Équipement des voitures de pneus d'hiver
0760	M. Aly Jaerling	Remboursement des analyses médicales
0769	M. Gast Gibéryen	Accouchements prématurés
0774	Mme Claudia Dall'Agnol	Soins psychiatriques à domicile (SPAD)
0775	M. Aly Jaerling	Fonctionnement de l'Inspection du Travail et des Mines (ITM)
0776	M. Aly Jaerling	Rayonnement électromagnétique des antennes de téléphonie mobile (GSM)
0779	M. Jean-Pierre Koepp	État du toit du tunnel à la sortie de la gare vers le Nord
0783	Mme Marie-Josée Frank	Congés extraordinaires accordés en cas de décès
0788	M. Xavier Bettel	Effets légaux de certains partenariats
0790	M. Xavier Bettel	Séparation des détenus mineurs des détenus majeurs

Question 0615 (21.9.2005) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant l'usage de la langue luxembourgeoise dans les relations avec les institutions européennes:

Den 13. Juni 2005 huet den europäesche Ministerrot zu Lëtzebuerg net nëmmen d'Irescht zur 21. offizieller EU-Sprooch gemaach, mä doriwwer eraus gouf och eng Regelung fir de Gebrauch vun de manner benotzten an an hirem Hierkonftsland offiziell unerkannte Sproochen, wéi zum Beispill Lëtzebuergesch, Schottesch, Walisesch an esou weider festgeleucht.

De Conseil huet a senger Konklusioun festgehalen, datt „Le Conseil considère que, dans le cadre des efforts déployés pour rapprocher l'Union de l'ensemble de ses citoyens, la richesse de sa diversité linguistique doit davantage être prise en considération.

Le Conseil estime que la possibilité pour les citoyens d'utiliser des langues additionnelles dans leurs relations avec les institutions est un facteur important pour renforcer leur identification au projet politique de l'Union européenne.“

Dëst bedeit konkret, datt eng Regierung dem europäesche Parlement an dem Conseil kann eng Iwwersetzung an esou enger Sprooch vun engem europäeschen Akt zoukomme loossen. Dësen Iwwersaten Text gëtt dann archivéiert

an op Ufro als Kopie erausginn. Doriwwer eraus gëtt deen iwwersaten Text op dem Internet Site vun der EU publizéiert.

Des Weidere kann eng Regierung ufroen, datt hir Verrieder sech an hirer Sprooch un d'Institutionen an d'Organer vun der EU adresséiere kënnen. Zu gudder Lescht kann all Bierger seng Ufroen a Kommunikatiounen un d'EU a senger Sprooch stellen an och eng Antwort an der Sprooch zréckkréien.

Den Ament treëft dës Regelung allerdéngs just fir dräi Sproochen zou: Baskesch, Katalanesch a Galizesch. Just Spuenien huet also esou eng Demande eragereecht.

An dësem Zesammenhang hunn ech dofir folgend Froen un den Här Ausseminister:

1. Wa schonns keng offiziell Unerkennung op EU-Niveau vun der Lëtzebuurger Sprooch an d'A gefaast gëtt, ass da weinegstens domadder ze rechnen, datt eis Regierung eng Demande mécht, fir datt eis Sprooch och vun dëser neier Regelung profitéiere kann?

2. Wa jo, wéi gesäit dat ganz konkret aus, a wann neen, firwat doe sech déi lëtzebuergesch Regierung sou schwéier fir der Lëtzebuurger Sprooch am Kontext vun der EU méi eng grouss Unerkennung zoukommen ze loossen?

3. A wann neen, bedeit dat dann och, datt Lëtzebuerg d'Konklusioun

ne vun dem Conseil betreffend d'Diversitéit vun de Sproochen an Europa an déi domadder verbonne méi staark Identifikatioun vun de Bierger mat der EU net deelt an dëst aus wéi enge Grënn?

Réponse (23.12.2005) de M. Nicolas Schmit, Ministère délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:

Betreffend d'parlamentaresch Ufro vum 21. September 2005, gestallt vum Deputéierte Gast Gibéryen iwwer de Sproochenëmgang zwëschen den EU-Bierger an den EU-Institutionen, wëllt d'Regierung folgend Stellungnahm maachen:

D'Regierung steet natierlech zu deene Konklusiounen vum 13. Juni 2005, déi ënnert hirer Présidence zustane komm sinn an déi den Här Deputéierten a senger Ufro zitéiert. D'Unerkennung vun der Sproochendiversitéit an den Usaz, d'EU-Institutionen den EU-Bierger méi no ze bréngen, sinn Ziler, déi dës Regierung ënnerstëtzt.

Déi Konklusiounen leeë fest, a wéi enge Konditiounen an ënnert wéi enge Bedéngungen e Bierger seng Kontakt zu den EU-Institutionen an enger Sprooch gestalte kann, déi keng offiziell Sprooch vun der EU ass.

Geméiss de Konklusiounen muss allerdéngs fir d'éischt en Arrangement zwëschen dem État demandeur an den europäeschen Institutionen getraff ginn, an deem sech den État demandeur engagéiert, fir all direkt an indirekt Käschten opzekommen, déi duerch d'Ëmsetzung vun dëser neier Sproocheregelung entstinn.

Zwou vun eisen dräi administrative Sproochen, déi am Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwer de Sproocheregime zu Lëtzebuerg festgeschriwwen sinn, si schonn haut offiziell EU-Sproochen. Wueltwëssend, datt hir Äntwert no de Konklusioun vum 13. Juni keng «valeur juridique» huet, stellt d'Regierung am Kontext vun der neier Sproocheregelung d'Fro, wéi grouss de reelle Besoin zu Lëtzebuerg ass, fir sech och op Lëtzebuergesch un d'EU-Institutionen wenden ze kënnen.

D'Regierung wäert d'Entwécklung an der neier Sproocheregelung am A behalen an analyséieren, wéi an der Union allgemeng vun dëser neier Regelung Gebrauch gemaach gëtt. Am Fall wou d'Développement dat géife verlaangen, wäert d'Regierung d'Sachlag selbstverständlech nei bewäerten.

Question 0664 (17.10.2005) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant les réunions du Conseil des Affaires générales de l'Union européenne:

Récemment, le Médiateur européen a adressé un rapport au Parlement européen constatant que le Conseil n'avait pas de raison valable pour continuer de refuser de se réunir en public lorsqu'il fonctionne comme législateur.

Le caractère public de la fonction législative est propre à toutes les démocraties, et selon l'analyse du Médiateur aucune disposition du Traité en vigueur ne s'oppose à ce que le Conseil en fasse autant quand il exerce ses fonctions législatives.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois en la matière?

Réponse (5.1.2006) de M. Jean Asselborn, Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration:

Le rapport que Monsieur Fayot cite dans sa question parlementaire et que le Médiateur européen vient de remettre au Parlement européen le 4 octobre dernier se réfère aux faits suivants: une plainte déposée par un membre du CDU, député européen, soutenu par un groupe de jeunes du même parti, auprès du Médiateur quant à la publicité de toutes les activités du Conseil de l'Union européenne en tant que corps législatif.

Des échanges entre les plaignants, le Conseil et le Médiateur européen, l'on pourra retenir les éléments suivants:

- Les plaignants font valoir que les articles 8 et 9 des lois de procédure interne, qui règlent la question de la publicité des activités du Conseil en se basant sur l'article 207 du traité sur l'UE et qui ont été décidées dans un compromis lors du Conseil européen de Séville de juin 2002, manqueraient au principe général du fonctionnement de l'UE retenu dans l'article 1 (2) du Traité sur l'UE, qui stipule que toutes les décisions de l'UE «sont prises dans le plus grand respect du principe d'ouverture et le plus près possible des citoyens». Finalement, les plaignants avancent qu'il s'agit en l'occurrence d'un problème administratif relevant donc de la compétence du Médiateur européen.

- Le Conseil, dans ses réponses des 19 novembre 2003 et 17 février

2005, fait remarquer que le principe dans l'article 1 (2) du Traité sur la question de la publicité des activités du Conseil doit davantage être compris comme un objectif à long terme exprimé en des termes vagues, et que la question de la mise en œuvre dudit principe dépasse le domaine de compétences du Médiateur européen dans la mesure où il s'agit d'une question de nature plutôt politique qu'administrative.

- Le Médiateur européen suit les plaignants en arguant que d'un côté sa compétence n'est pas dépassée dans la mesure où il ne considère pas que la question du degré de publicité des activités du Conseil ne relève pas d'une volonté politique, indépendamment de l'interprétation de l'article 1 (2), d'un autre côté, l'article 1 (2) du Traité sur l'UE ne laisse pas de doute sur la direction que l'évolution des pratiques du Conseil en matière de publicité devrait prendre.

Par ailleurs, dans les échanges, il est fait mention du fait que le traité établissant une constitution pour l'UE, qui a été accepté par tous les États membres en signature, contient un principe de publicité totale des activités du Conseil comme acteur législatif dans la première partie, à son article 49 (2). Alors que le Conseil fait savoir que le lieu d'inscription de ce principe est bien la preuve qu'il s'agit d'une question politique, le Médiateur européen et les plaignants rétorquent que ce consensus constaté entre les États membres ne devrait plus empêcher le Conseil à procéder à la publicité de ses activités en tant que législateur en modifiant ses règles de procédure interne.

Le Gouvernement se permet de faire le commentaire suivant en réaction à l'honorable Député Monsieur Fayot:

- Il est dans l'intérêt de tous ceux qui veulent promouvoir la chose européenne de rendre l'Union européenne et ses institutions plus proches de ses citoyens. Cette nécessité est d'autant plus aigue que les derniers sondages eurobaromètres effectués par la Commission européenne montrent une défiance croissante des citoyens européens, et notamment du Grand-Duché, envers les institutions européennes.

- Sur la voie vers une Europe plus politique est-il, selon l'opinion du Gouvernement, absolument indéniable que les processus décisionnels politiques soient publics. La publicité des décisions publiques est bien un principe fondamental d'une démocratie moderne. Mais la construction européenne suit des logiques politiques peut-être un peu plus complexes: une certaine prudence serait néanmoins de mise dans la recherche d'un équilibre entre les impératifs de transparence dignes d'une démocratie moderne et les soucis d'efficacité de la décision publique. La collégialité au sein du Conseil est un bien précieux qui doit être préservée, il faudra éviter toute dérive d'une polarisation des positions des États membres à travers une presse et des opinions publiques tentées à l'heure actuelle par la voie du protectionnisme et des replis de tout genre.

- C'est pourquoi le Gouvernement tend à suivre l'argumentaire du Conseil qui affirme que l'opportunité d'une publicité totale des activités législatives du Conseil touche à des considérations politiques. Toutefois, le Conseil ne pourra pas esquiver indéfiniment une réflexion plus approfondie sur la question. Le statu quo actuel ne serait pas une situation optimale.

- Entre-temps il revient à tous les acteurs concernés, institutions européennes, gouvernements natio-

naux, presses nationales, de faire connaître le fonctionnement des institutions européennes et l'élaboration de la décision collective européenne à leurs opinions publiques nationales. C'est ce que le Gouvernement luxembourgeois compte faire à travers la création d'un forum sur l'Europe, tel qu'annoncé par le Président du Conseil de Gouvernement lors de son discours sur l'état de la nation.

Question 0719 (7.11.2005) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant la **protection des données biométriques:**

Et ass mer als „bedenklech“ matgedeelt ginn, datt och hei am Land ëmmer méi privat oder parastaatlech Gesellschaften Fangerofdréck oder aner biometresch Donnéeën vun hire Clienten oder Salarieë benotze fir Zwecker wéi zum Beispill Entréesprozeduren.

Bis elo war ech der Usiicht, datt dëst nëmme vun autoriséierte staatlechen Administratiounen dierft gemaach ginn.

Kann den Här Justizminister mer duerfir dës Fro beäntweren:

- Ënner wéi enge Konditiounen ass et private Firmen erlaabt, perséinlech Donnéeën, wéi zum Beispill Fangerofdréck, de Bierger ofzehuelen an ze späicheren?

- Wéi bewäert den Här Minister déi genannt Entwécklung?

Réponse (23.12.2005) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre délégué aux Communications:*

All Traitementen vu perséinlechen Donnéeën, dorënner och d'Traitementen vu biometreschen Donnéeën, falen ënner d'Bestëmmunge vum Dateschutzgesetz vum 2. August 2002. D'Dateschutzkommissioun ass rezent mat engem prezise Fall am Beräich vun der Biometrie befaasst ginn. Et ass un hir ze préiwen, ob am Kader vum bestehende Gesetz d'Aféierung vun esou engem System eng lwwerwachung am Sënn vum Artikel 10 ass. Et ass och un der Dateschutzkommissioun fir ze kucken, ob esou e System legitim, noutwendeg a proportional zum gesaten Zil ass. Mengen Informatiounen no huet d'Dateschutzkommissioun nach keng Décisioun am prezis ugesprachene Fall geholl.

Aus der Siicht vum Dateschutz si biometresch Donnéeën sensibel Donnéeën, well se direkt vum mënschleche Kierper kommen an domat eng eendeiteg Identifikatioun vun der Persoun erméiglechen. Fir absolut Kloerheet ze verschafen, huet d'Regierung wëlles, eng Ännerung zu dësem Punkt am Dateschutzgesetz virzegesinn: An Zukunft soll all Traitement vu biometreschen Donnéeën, déi zur lwwerprüfung vun der Identitéit vun Persoune genotzt ginn, eng Autorisatioun vun der Dateschutzkommissioun brauchen.

Question 0732 (11.11.2005) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant le **commerce de bois exotiques:**

Dat illegaalt Ofholze vun den Tropëbëscher gehéiert zu deene gréisste vu Mënsche verursaachten Ëmweltzerstéierungen a wierkt sech net nëmme katastrofal fir déi betraffe Länner, mä fir d'ganz Mënschheet aus. D'Auswirkung vum dëser gigantescher Ëmweltzerstéierung sinn all Dag méi däitlech ze gesinn. Si sinn irrëversibel an net méi guttzemaachen. Si sinn e Verbriechen un der Natur an un der Zukunft vun eise Kanner.

Et ass bewisen, datt dëse Raubbau un der Natur, dee gréissten deels op Basis vu Korruptioun an Illegalitéit geschitt, duerch déi op-

pe Mäert vun de räichen Industrielande favoriséiert gëtt. Duerfir ass et onbegreiflech, datt dëse kriminelle Machenschaften net duerch eng streng Reglementatioun, verbonne mat deenen néidege Kontrollen a Strofen, en Enn gemaach gëtt. Hei geet et ëm d'Crédibilitéit vun enger Politik, déi engersäits vill Steiergelder an d'Entwécklungshëllef stécht, anersäits awer zouléisst, datt kriminell Elementer méi futtimaachen, wéi mat der Entwécklungshëllef kann opgebaut ginn.

Duerfir géif ech lech gären dës Fro stellen:

1. Wéi grouss sinn d'Chancen, datt et um Niveau vun der EU zu enger strenger a wierksamer Kontroll vun den Importer vun Tropenholz kënn, an a wat fir engem Délai? Wou sinn déi haaptsächlech Widerstänn géint esou eng Législatioun ze situéieren?

2. Wat huet den Agrarministerrot vun Enn Oktober an dës Fro decidéiert, a wat war d'Haltung vun Lëtzebuerg an dës Fro?

3. Ass et méiglech, datt Lëtzebuerg an dës Saach méi wäit geet wéi d'EU, a wéi grouss ass de Wëlle vun der Regierung, fir hei Neel mat Käpp ze maachen; noutfalls souguer eng juristesche Ausenansetzung mat den EU-Instanzen a Kaf ze huelen?

Réponse commune (5.1.2006) de **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* et de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En octobre 2005, le Conseil des Ministres de l'Agriculture de l'Union européenne a adopté à l'unanimité le règlement et le mandat de négociation FLEGT (Forest Law Enforcement, Governance and Trade). Le Gouvernement luxembourgeois a soutenu l'adoption de cette législation qui instaure un régime volontaire de licences FLEGT pour l'importation de bois dans l'UE à partir de pays partenaires. Cet accord constitue une avancée notable dans le domaine de la lutte contre le commerce du bois illégal, car il propose une solution au problème social à la base de ce fléau, c'est-à-dire la pauvreté et la corruption qui en découle.

Selon ce régime, les importations de produits dérivés du bois sur le territoire de la Communauté seront soumises à un système de vérifications et de contrôles destinés à garantir l'aspect légal de l'exploitation des forêts et des procédures d'exportation. Le régime d'autorisation FLEGT est basé sur des accords de partenariat volontaires conclus entre l'Union européenne et des pays/régions tiers. Ces accords sont négociés par la Commission européenne sur base du mandat de négociation adopté par le Conseil. Le bois en provenance des pays/régions partenaires est mis en circulation exclusivement sur présentation de documents faisant preuve d'une telle autorisation ou licence.

Les premiers accords de partenariat de l'UE sont en cours de négociation avec l'Indonésie, la Malaisie et le Ghana. D'autres pays ont déjà montré leur intérêt (Cameroun, RDC, Brésil, Gabon,...).

Pour assurer le succès de FLEGT, il faut parvenir à signer des accords de partenariat avec les principaux pays producteurs et transformateurs afin d'éviter notamment le contournement du système. Il est essentiel de souligner que le point fort du régime d'autorisation FLEGT est sa dimension sociale. Les accords de partenariat volontaires entre l'Union européenne et les pays producteurs visent à mettre en place une coopération au développement pour une bonne gouvernance dans le domaine forestier et à soutenir les populations les plus pauvres qui tirent leurs revenus de la forêt.

Le Gouvernement luxembourgeois va analyser dans quelle mesure il peut soutenir les efforts de coopération au développement dans ce domaine.

Les États membres de l'Union considèrent le régime d'autorisation FLEGT comme une première étape pour lutter contre l'exploitation forestière illégale et espèrent obtenir un impact rapide et décisif sur les pratiques les plus dévastatrices du commerce illégal du bois. Sur demande des États membres, la Commission européenne a été chargée de fournir un rapport sur les autres mesures à prendre dans ce domaine (conclusions du Conseil d'octobre 2003 - doc. 13439/03). Ce rapport devrait inclure, notamment, une analyse d'options dans des domaines connexes tels que la réglementation des achats publics de produits forestiers et la lutte contre le blanchiment d'argent.

Le rapport devrait aussi analyser les options législatives contraignantes, comme la conclusion d'accords multilatéraux ou l'adoption de législations déclarant illégale l'importation de bois de source illégale, prônée par les organisations non gouvernementales et environnementales, mais qui pose des problèmes de compatibilité avec des règles de l'OMC. Cependant, le rapport de la Commission européenne n'a toujours pas été délivré.

Le Gouvernement luxembourgeois n'entend pas entreprendre de démarches particulières avant la publication de ce rapport.

Question 0737 (15.11.2005) de **M. John Castegnaro** (LSAP) concernant les **accidents de travail:**

Entre le 7 et le 10 novembre 2005 deux travailleurs ont trouvé la mort suite à des accidents de travail survenus à Luxembourg et à Esch-sur-Alzette, portant ainsi le nombre des accidents de travail mortels survenus depuis le début de l'année 2005 à dix - niveau atteint à l'issue des douze mois de l'année passée.

Nonobstant la diminution des accidents de travail et des accidents de travail mortels au cours de l'année 2004, Messieurs les Ministres conviendront que les accidents de la semaine passée font état d'une situation inquiétante dans le domaine de la sécurité au travail et remettent la question de la prévention à l'actualité.

Dans le cadre du «Plan d'action de lutte contre les accidents de travail 2003-2007» les signataires - l'Inspection du Travail et des Mines, la Division de la Santé au Travail, le Service national de la Sécurité dans la Fonction publique, l'Administration des Douanes et Accises, l'Association d'Assurance contre les Accidents ainsi que les partenaires sociaux - se sont engagés à mettre en place une nouvelle stratégie pour améliorer la sécurité et la santé au travail.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- À part la commémoration de la «Journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail» et la nouvelle édition du «Guide de sécurité» dans le domaine du travail, qui constituent des actions positives - quelles sont les initiatives concrètes prises pour améliorer la sécurité et la santé au travail?

- Quelles initiatives et mesures concrètes Messieurs les Ministres pensent-ils prendre suite aux acci-

dents mortels survenus ces derniers jours dans le domaine de la construction?

Réponse commune (23.12.2005) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Député Monsieur John Castegnaro parle du «Plan d'action de lutte contre les accidents de travail 2003-2007» qui a été signé par le Ministre du Travail et de l'Emploi, l'ITM, l'Association d'Assurance contre les Accidents, le LCGB, l'UEL et l'OGB-L. Même si à l'époque la Division de la Santé au Travail ne figurait pas parmi les signataires, elle en endosse pleinement les objectifs. Le Ministre du Travail et de l'Emploi et le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale collaborent étroitement dans ce dossier.

En 2005, le nombre d'accidents de travail mortels a dépassé celui de l'année 2004. Le but du service de prévention de l'Association d'Assurance est évidemment de prendre toutes les mesures de nature à éviter les accidents mortels, notamment dans le domaine de la construction.

En ce qui concerne cependant les accidents non mortels dans ce domaine, la baisse de 16% du taux de fréquence (nombre d'accidents par rapport à 100 salariés-unité occupés à plein temps) de l'année 2004 à l'année 2003 et la diminution de 12,8% de leur nombre absolu montrent qu'on est sur la bonne voie.

En guise de remarque liminaire, nous aimerions vous assurer que

les onze accidents mortels de 2005 font état d'une situation inquiétante dans le domaine de la sécurité au travail et notamment dans le secteur de la construction.

Conscient du fait qu'un accident mortel n'est que la pointe émergente d'un iceberg et que statistiquement, il cache 30 accidents graves, 300 accidents légers, 3.000 premiers soins et 30.000 conditions à risques et mal-adresses, le Gouvernement est d'avis que le concept de la prévention visant l'élimination de ces risques doit prendre toute son ampleur.

L'Association d'Assurance contre les Accidents

Suite à la série d'accidents graves, voire mortels dans le secteur du bâtiment, le service de prévention de l'Association d'Assurance contre les Accidents utilise des outils informatiques pour déceler les entreprises affichant un nombre d'accidents de travail au-dessus de la moyenne. Celles-ci seront contactées en vue de les rendre attentives aux problèmes rencontrés et de leur donner des conseils quant à la mise en place de mesures pour évaluer et éliminer les risques.

Par ailleurs, il est prévu de renforcer l'effectif du service de prévention par l'engagement d'un ingénieur technicien spécialisé en génie civil, afin de pouvoir augmenter la présence sur le terrain.

Ledit service participe aux actions «coup de poing» organisées par l'Inspection du Travail et des Mines et l'Administration des Douanes et Accises.

Les statistiques des accidents

Année	Accidents (tous)	Accidents du travail proprement dits et maladies professionnelles	Accidents de trajet
1960	27,44	25,86	1,58
1970	20,36	19,20	1,16
1980	13,46	12,49	0,97
1990	12,45	10,88	1,57
1991	12,43	10,58	1,84
1992	12,27	10,57	1,69
1993	11,84	10,06	1,78
1994	11,18	9,45	1,74
1995	10,92	9,09	1,84
1996	11,76	9,43	2,33
1997	11,24	9,22	2,02
1998	11,32	9,30	2,02
1999	11,34	9,16	2,20
2000	11,08	8,93	2,15
2001	10,83	8,51	2,32
2002	10,66	8,40	2,26
2003	10,18	8,01	2,17
2004	9,53	7,43	2,10

Évolution de la fréquence des accidents reconnus (nombre d'accidents par rapport à 100 salariés-unité occupés à plein temps)

Classe de risque	Libellé	2003			2004		
		Nombre de salariés-unité	Accidents Nombre	En %	Nombre de salariés-unité	Accidents Nombre	En %
1)	Commerce, alimentation et autres activités non classées ailleurs	86.843	8.558	33,0	89.790	8.562	34,2
2)	Assurances, banques, bureaux d'études, etc.	55.031	1.582	6,1	55.939	1.375	5,5
3)	Chimie, textile, papier (fabrication d'objets en caoutchouc, en matières synthétiques, de textiles)	11.470	1.116	4,3	11.182	1.098	4,4
4)	Travail des métaux et du bois (fabrication, traitement, etc. d'objets en métal; fabriques de machines; réparation et entretien machines et véhicules; scieries et fabriques d'objets en bois)	13.700	2.239	8,6	14.184	2.131	8,5
5)	Sidérurgie	4.627	393	1,5	4.510	336	1,3
6)	Bâtiment, gros oeuvre; travail des minéraux	14.032	3.184	12,3	14.426	3.005	12,0
7)	Travaux de toiture et travaux sur toit	1.748	554	2,1	1.825	532	2,1
8)	Aménagement et parachèvement de bâtiments (façades, isolations, plâtreries, peinture et vitrerie, revêtement de sols, menuiseries pour bâtiment)	6.079	1.176	4,5	6.421	1.154	4,6
9)	Équipements techniques du bâtiment, notamment: travaux d'installations électriques, de gaz et eau, etc.	7.161	1.443	5,6	7.488	1.370	5,5
10)	Abrogée	-	-	-	-	-	-
11)	Travailleurs intellectuels indépendants	5.676	34	0,1	5.948	40	0,2
12)	État (y compris bénéficiaires d'allocations de chômage)	11.631	748	2,9	13.114	834	3,3
13)	Communes	5.350	717	2,8	5.316	652	2,6
14)	Transport terrestre, fluvial et maritime	15.380	1.573	6,1	16.169	1.537	6,1
15)	Aviation	3.366	415	1,6	3.423	367	1,5
16)	Distribution de l'énergie et de l'eau	1.012	107	0,4	1.026	87	0,3
17)	Entreprises de radio-télédiffusion, théâtres et cinémas, carrousels, etc.	809	23	0,1	827	26	0,1
18)	Ateliers de précision (horlogeries, bijouteries, photographes, laboratoires dentaires, rémouleurs)	3.097	304	1,2	3.282	243	1,0
19)	Fabrication faïences et verre, etc.	1.886	133	0,5	1.822	119	0,5
20)	Fabrication par voie humide d'objets en ciment	676	153	0,6	660	155	0,6
21)	Fabrication ciment, chaux, gypse et dolomie	234	30	0,1	215	13	0,1
22)	Travail intérimaire	4.814	1.446	5,6	5.388	1.419	5,7
Total:		254.622	25.928	100,0	262.955	25.055	100,0

L'Inspection du Travail et des Mines

«Sans connaissances, pas de prévention.» L'Inspection du Travail et des Mines mise depuis dix ans sur la formation des acteurs clés dans le secteur de la construction, c'est-à-dire les coordinateurs sécurité et santé sur les chantiers et les travailleurs désignés - experts en prévention - au sein des entreprises.

Sécurité et Santé 89/391/CEE Loi cadre du 17 juin 1994

Formation coordinateurs sécurité/santé sur les chantiers	Personnes formées	Année
Formation des formateurs (ITM)	25	1995/1996
Formation des coordinateurs (ITM)	65	1996
Coordinateurs (Ch. de Commerce)	27	1998/1999
Coordinateurs (Ch. de Commerce)	29	2000
Coordinateurs (Ch. de Commerce)	28	2001
Coordinateurs (Ch. de Commerce)	21	2002
Coordinateurs (Ch. de Commerce)	28	2003
Coordinateurs (Ch. de Commerce)	22	2004
Total	245	9 ans

Formation des travailleurs désignés		Personnes formées	Année
Chambre de Commerce	Secteur industriel	52	1997
ASTF	Secteur financier	27	1997
Chambre des Métiers	Bâtiment gros oeuvre	31	1997
Chambre des Métiers	Bâtiment	55	1998
Chambre de Commerce	(indus., bâtiment, tertiaire)	82	1998
ASTF	Secteur financier	35	1998
Chambre de Commerce	(indus., bâtiment, tertiaire)	65	1999
ASTF	Secteur financier	46	1999
Chambre des Métiers	Mécanique	17	1999
Chambre de Commerce	Secteur industriel	72	2000
ASTF	Secteur financier	59	2000
Chambre de Commerce	(indus., bâtiment, tertiaire)	59	2001
ASTF	Secteur financier	16	2002
Chambre de Commerce	Secteur industriel	69	2002
ASTF	Secteur financier	12	2003
Chambre de Commerce	(indus., bâtiment, tertiaire)	110	2003
ASTF	Secteur financier	9	2004
Chambre de Commerce	(indus., bâtiment, tertiaire)	122	2004
Total		938	8 ans

Le nombre impressionnant de professionnels formés en matière de systèmes de prévention porte ses fruits au niveau du changement visible de l'état sécuritaire de la plupart des chantiers se traduisant par la baisse du nombre des accidents (hors accidents mortels) du secteur de la construction.

Les efforts déployés avec l'Association luxembourgeoise des coordinateurs ainsi qu'avec les maîtres d'ouvrages et les architectes et ingénieurs se sont inspirés en matière de passation de marché sur les orientations suivantes de l'Agence européenne pour la Sécurité et la Santé des Travailleurs:

- Le client doit avoir les rênes en mains pour garantir un bon niveau de sécurité et de santé;
 - les marchés, le budget et les délais doivent être réalistes;
 - la priorité doit être accordée à la qualité et à la meilleure valeur;
 - les concepteurs, les entrepreneurs, etc. devraient être sélectionnés de façon à garantir la compétence;
 - les marchés publics constituent une part importante des travaux de construction, et il est essentiel qu'ils soient le meilleur exemple à suivre par les autres.
- Au niveau de la conception et de la planification, les orientations prises furent les suivantes:
- La sécurité et la santé doivent être prises en compte pour l'ensemble du cycle de vie du bâtiment («sick building syndrom» et amiante);
 - la sécurité et la santé sont un facteur intégral de la conception et de la planification;
 - la désignation précoce des intervenants est importante pour garantir le respect de bonnes normes;

- la collaboration / coopération de l'ensemble des partenaires est vitale;
 - les meilleurs résultats sont enregistrés par des équipes intégrées;
 - il est plus facile et moins coûteux d'éliminer les risques dès la phase de conception que de traiter ceux-ci par la suite;
 - l'éducation des concepteurs doit être améliorée.
- Au niveau de la gestion de la sécurité / santé sur chantier, les accents mis sont les suivants:
- Propagation de l'outil de travail aisément accessible par CD-rom et le site Internet de l'Inspection du Travail et des Mines. Cette application spécifique pour les chantiers comporte: l'évaluation des risques, le formulaire d'autocontrôle, les risques et leurs préventions;
 - assurer la formation interne et augmenter les compétences grâce aux travailleurs désignés certifiés compétents (+/- 1.000 personnes);
 - développer et mettre en œuvre des outils faciles à utiliser pour surveiller et mesurer la performance sur chantier;
 - s'assurer du concours de la main-d'œuvre;
 - assurer une bonne coopération avec les sous-traitants;
 - assurer une formation de base des travailleurs intérimaires sur chantier;
 - impliquer activement le client / entrepreneur principal dans la sécurité sur chantier;
 - développer des procédures de gestion de la sécurité et de la santé;
 - les exigences légales constituent toujours un facteur important pour inciter les employeurs à améliorer

la gestion sécurité et santé au travail.

Les problèmes liés aux maladies professionnelles sont notamment les suivants:

- lourdes charges;
- postures forcées;
- bruit (point fort en 2005);
- vibrations;
- poussières;
- amiante (cf. plus loin);
- pression liée aux délais;
- longues journées de travail.

Les stratégies de prévention des maladies professionnelles sont les suivantes:

- évaluation systématique du risque;
- surveillance extensive de la santé;
- promotion collaborative de la santé;
- médecine du travail préventive taillée sur mesure.

Cette approche intégrée a été développée dans le contexte de l'année européenne pour le bâtiment en 2004.

La Division de la Santé au Travail

Le Ministère de la Santé, Division de la Santé au Travail, contribue à la stratégie d'amélioration de la prévention des accidents de travail. En effet depuis 2001 l'ensemble des entreprises luxembourgeoises doit remettre tous les trois ans un rapport concernant l'inventaire des risques dans les différents secteurs de chaque entreprise à la Division de la Santé au Travail conformément à l'article 17 (1) de la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant le service de santé au travail.

Jusqu'à ce jour plus de 700 entreprises parmi lesquelles beaucoup d'entreprises du secteur de la construction ont procédé à une telle évaluation. Il s'agit d'un pas important vers une prise de conscience des risques et une sécurisation dans les entreprises. Les premiers éléments statistiques rangent les problèmes dorsolombaires et le risque dû aux machines parmi les problèmes prioritaires à régler.

Amiante: Fort accroissement des dossiers d'assainissement

La fabrication et la mise sur le marché de produits contenant de l'amiante sont interdits au Luxembourg, seuls les travaux de désamiantage sont autorisés sous certaines conditions. Ces travaux sont soumis à la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et au règlement grand-ducal du 15 juillet 1988 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail (tel que modifié par le règlement grand-ducal du 21 avril 1993).

L'Inspection du Travail et des Mines a élaboré des prescriptions de sécurité et de santé types ainsi que des formulaires de demande type accessible au site Internet de l'ITM, classeur amiante.

Les organismes agréés chargés de la surveillance des chantiers d'enlèvement d'amiante sont Luxcontrol et AIB-Vincotte (Luxembourg).

On constate un nombre croissant de chantiers ainsi que le nombre des firmes qui interviennent dans des travaux qui impliquent des fibres d'amiante. Il devient dès lors très important d'assurer une information et formation adéquates des travailleurs.

Ainsi, sur initiative de la Fédération des Maîtres Couvresseurs, une journée de formation a été organisée sur le thème d'assainissement toitures, de toit en amiante, ciment, travaux en hauteur par la Chambre des Métiers en collaboration avec l'Inspection du Travail et des Mines.

Le service de prévention des accidents de l'Association d'Assurance contre les Accidents

Dans le cadre des attributions lui confiées par la loi, l'Association d'Assurance contre les Accidents dispose depuis longtemps d'un service de prévention des accidents dont le rôle se limitait à l'élaboration et des prescriptions de prévention et au contrôle de l'observation de celles-ci. Si ce service a encore procédé à 46 contrôles sur chantiers cette année, il fournit depuis quelques années avant tout des conseils et des informations pratiques aux entreprises, en vue de les soutenir dans le domaine de l'évaluation et de l'élimination des risques liés au travail.

Le service, comprenant actuellement un ingénieur et deux ingénieurs techniciens, s'est doté d'outils informatiques grâce auxquels il peut déceler les entreprises à risque. Il conseille celles-ci sur place dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail en leur expliquant la législation en vigueur et en mettant des outils à leur disposition pour organiser plus efficacement la prévention des accidents du travail. Ainsi, au cours de l'année 2005, 353 visites ont eu lieu dans différentes entreprises.

Le service de prévention accorde énormément d'importance à la formation des assurés. Parmi les 2.811 personnes qui ont bénéficié d'une des formations prises en charge par l'assurance-accidents au cours de l'année 2005, 352 personnes ont été formées dans le cadre de la convention sur le système de formation sectoriel du bâtiment mis en place par convention collective. Dans le cadre de ces formations, l'assurance-accidents prend entièrement en charge les frais découlant de la partie des cours consacrée à la sécurité.

Afin d'améliorer la sécurité et de la santé sur le lieu du travail, l'assurance-accidents vient de décider d'accorder des aides financières aux entreprises désireuses de mettre en place un système de management de la sécurité. Ces systèmes ont pour objectif une gestion rigoureuse et efficace de la santé et de la sécurité au travail, en dépistant les dysfonctionnements pouvant exister au sein d'une entreprise, en recherchant leurs causes et en prenant les mesures nécessaires pour les éliminer.

Année	Nombre de plan de travaux	Nombre de dossiers «Commodo-incommodo»
1999	32	/
2000	46	30
2001	62	34
2002	105	65
2003	149	104

Pour l'année 2006, le service de prévention a prévu de publier sur son site Internet des «flashs sécurité», détaillant les faits qui ont conduit à des accidents réels et indiquant les mesures qui auraient dû être prises pour les éviter. Ces flashs seront combinés avec une «Newsletter» destinée aux entreprises. Dans le cadre de la semaine internationale de la sécurité au travail pour l'année 2006, le service va lancer une campagne pour sensibiliser les travailleurs de moins de 24 ans à la sécurité et de la santé au travail, campagne où il est également prévu d'associer les lycées techniques.

L'Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment (IFSB)

S'articulant sur la convention collective de travail pour le bâtiment de juillet 2000, la Fédération des Entreprises de Construction et de Génie civil et le Groupement des Entrepreneurs du Bâtiment et des Travaux publics se sont inscrits dans la voie de la formation professionnelle en créant le 11 septembre 2002 l'IFSB S.A., Société anonyme de droit luxembourgeois. L'IFSB fut présenté le 18 septembre 2002 à l'ensemble des acteurs du secteur de la construction luxembourgeoise ainsi qu'aux partenaires sociaux. Cette date marquait ainsi l'entrée d'un secteur économique essentiel dans un processus de développement sectoriel de la formation. Sa création démontre pleinement la volonté de mettre en place un plan global de formation sectoriel pour toutes les catégories de salariés.

La formation spécifique des délégués à la sécurité

Le règlement grand-ducal du 27 septembre 2004 concernant la fixation des modalités de formation des délégués à la sécurité a rendu obligatoire cette formation. Au niveau de l'EST, les programmes de formation se préparent et il est attendu que les formations débiteront en 2006.

Au niveau des syndicats OGB-L et LCGB, un projet du Fonds social a été démarré en vue de la formation des délégués en entreprise.

Les contrôles sur terrain

L'inspection des conditions de travail des salariés détachés dans le secteur du bâtiment et du génie civil s'opère à titre essentiellement proactif (95%), par des équipes de fonctionnaires (OPJ et APJ dans leurs domaines de compétence respectifs), lors d'actions à cadence essentiellement irrégulière et à géométrie variable.

Des patrouilles de trois à quatre agents, opérant une à deux fois par semaine, en coopération notamment avec les brigades motorisées des Douanes ou les Services régionaux de la police spéciale, garantissent une certaine couverture territoriale des inspections.

Développée depuis l'an 2000 sur base de l'ancien «Groupe de travail: dumping social», coordonné en son temps par le Ministère des Classes moyennes, une «Cellule Inter-Administrative de Lutte contre le Travail Illégal» (CIALTI), capable de mobiliser, au besoin, plus de 200 agents de contrôle, issus de six à huit ministères, administrations ou établissements publics, a pratiqué nombre d'«actions coup de poing» sur des chantiers aux quatre coins du pays.

La Division de la Santé au Travail surveille en particulier l'aptitude physique et psychique des travailleurs aux postes à risques fort nombreux dans le secteur de la construction.

Le service détachement de l'Inspection du Travail et des Mines assume en général une fonction motrice et organisatrice dans ce contexte de même qu'une présen-

tation dans les médias, via la publication de communiqués de presse.

En 2004, six actions majeures et 18 actions de taille moyenne ont conduit à sept fermetures prophylactiques de sites en construction.

Remarque finale

À la suite de la conférence débat: «Prévention durable en matière de sécurité et de santé dans le secteur de la construction» organisée par l'Inspection du Travail et des Mines en collaboration notamment avec la Chambre des Métiers, en présence du Ministre du Travail et de l'Emploi François Biltgen et du Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Mars Di Bartolomeo, les Ministres ont convoqué les signataires de la déclaration du 24 janvier 2006 afin de faire un constat à mi-distance des résultats enregistrés dans le cadre du «Plan d'action de lutte contre les accidents de travail 2003-2007». À cette réunion les secteurs et actions prioritaires pour 2006 et 2007 seront ajustés.

Enfin, vu que l'honorable Député John Castegnaro fut dans une autre qualité un des signataires du plan d'action susmentionné, nous apprécierons son encouragement en tant que parlementaire.

Question 0739 (16.11.2005) de **M. John Castegnaro** (LSAP) concernant le **taux des suicides au Luxembourg:**

Selon les informations publiées dans la presse écrite trois adolescents ont choisi la mort par le suicide au cours de la semaine dernière, ce qui constitue une véritable tragédie.

Dans ce contexte il ressort de la publication du STATEC «Le Luxembourg en chiffres» de l'année 2005 que les décès par suicide s'élevaient à 77 cas en 1990, à 66 en 2000 et à 53 en 2003. Malheureusement, les chiffres pour les années 2004 et 2005 n'y sont pas mentionnés.

Mortalité par suicide par année, par sexe et groupe d'âge / chiffres bruts

Hommes (âge)	2000	2001	2002	2003	2004
0-24	3	3	6	8	4
25-49	22	26	21	16	28
50-74	16	18	31	11	10
>75	7	5	6	6	7
Total	48	52	64	41	49
Femmes (âge)	2000	2001	2002	2003	2004
0-24	1	1	1	1	
25-49	3	8	6	5	7
50-74	9	10	13	2	7
>75	2	5	3		3
Total	15	24	23	8	17

Or, dans le cadre de l'heure d'actualité relative à la psychiatrie du 15 novembre 2005,

Monsieur le Ministre de la Santé faisait savoir que le taux des suicides au Luxembourg se situait au-dessus de la moyenne européenne.

- Est-ce que Monsieur le Ministre pourra me fournir des chiffres précis sur l'évolution des suicides au cours des dernières années?

- Quelle est l'évolution de la ventilation du nombre de suicides selon le groupe d'âge?

- Pour autant que cette indication existe, quelles sont les raisons présumées qui expliquent ces suicides, surtout pour les jeunes et adolescents?

- Considérant que Monsieur le Ministre a plaidé au cours de son intervention susmentionnée pour une approche multidisciplinaire, qu'elles sont les réponses et mesures concrètes qui s'imposent par rapport à ce phénomène de société?

Réponse (19.12.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Pour évaluer et analyser les chiffres concernant certaines causes de maladie et de décès dans un pays à population réduite, on doit prendre en considération le problème connu sous «statistiques des petits nombres». Les chiffres d'année en année peuvent varier d'une manière considérable, sans que cela n'implique nécessairement une amélioration ou aggravation réelle et significative du phénomène analysé. Pour voir des tendances fiables et significatives, il est recommandé de faire des analyses sur des périodes de temps de trois ou cinq ans au moins.

Les chiffres annuels de mortalité d'une année spécifique ne sont disponibles qu'au cours de l'année qui suit. Actuellement nous ne disposons pas encore des chiffres de décès de 2005.

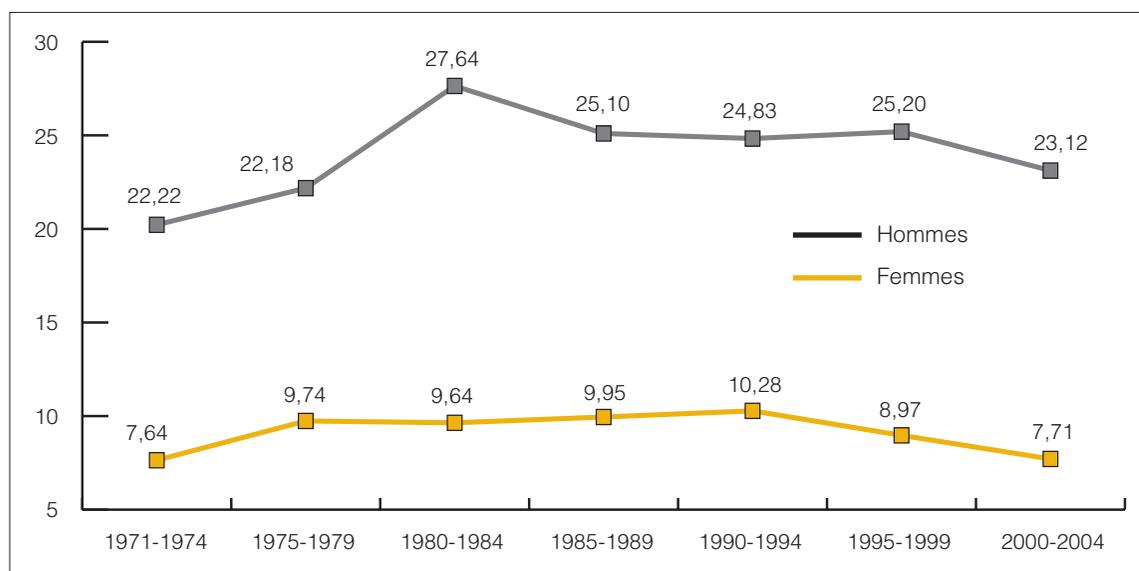
Ci-après un certain nombre de données statistiques:

Mortalité par suicide par période, par sexe et groupe d'âge / chiffres bruts

Hommes (âge)	1971-1974	1975-1979	1980-1984	1985-1989	1990-1994	1995-1999	2000-2004
0-24	9	22	26	21	29	24	24
25-49	51	86	116	107	105	131	113
50-74	61	79	81	80	75	79	86
>75	18	10	23	20	30	27	31
Total	139	197	246	228	239	261	254

Femmes (âge)	1971-1974	1975-1979	1980-1984	1985-1989	1990-1994	1995-1999	2000-2004
0-24	4	11	7	6	3	7	4
25-49	20	41	45	34	41	45	29
50-74	27	31	32	43	48	32	41
>75	3	6	6	12	11	12	13
Total	54	89	90	95	103	96	87

Evolution du taux de suicide par période et par sexe, population totale



Il est difficile de connaître les origines lointaines et proches du désespoir tragique qui pousse un jeune au suicide. Cela peut être la finalité d'une accumulation de circonstances difficiles ou une réaction de désespoir violente.

Un fait est que les jeunes ne sont pas si bien dans leur peau qu'on le suppose parfois, comme l'ont montré les résultats de l'étude sur le bien-être des jeunes, dont voici quelques exemples:

- 20% des jeunes âgés entre 13 et 19 ans présentent au moins 1x/semaine des plaintes corporelles; ceci sont en premier lieu des maux de tête, des insomnies, des maux de dos et des douleurs abdominales.
- Plus de 30% de nos jeunes se plaignent d'être tristes ou de mauvaise humeur au moins 1x/semaine.
- 14% disent se sentir toujours ou souvent seuls ou isolés,
- 11% disent être malheureux,
- 15% sont stressés par l'école,
- 10% étaient ivres au moins 10 x déjà,
- 9,5% disent avoir été victime d'une atteinte sexuelle punissable.

Les raisons du mal-être sont multiples: raisons individuelles, familiales, socio-économiques, culturelles, politiques...

Beaucoup de jeunes souffrent du manque de perspectives pour leur futur professionnel, beaucoup ne trouvent pas leur place dans cette société, où, il est vrai, souvent leur participation n'est pas ou seulement peu soutenue et promue, même dans les domaines qui les concernent plus particulièrement.

L'école peut aussi être un facteur de grand stress pour beaucoup de jeunes, vu le nombre élevé de re-

doublants dans notre pays: 42,3% des jeunes de 13 à 18 ans ont redoublé au moins une année scolaire.

La promotion et la protection de la santé mentale des enfants et des jeunes sont étroitement liées:

- à un réseau de services psychiatriques, psychologiques et psychosociaux de haute qualité, répondant au mieux aux besoins des enfants et jeunes présentant un problème ou un risque particulier;
- à une démarche intersectorielle et multidisciplinaire de tous les partenaires au contact avec les jeunes;
- à un aménagement de leurs lieux de vie, favorables au développement sain de leur personnalité. Au-delà des besoins spécifiques des jeunes en détresse il est important d'investir davantage au niveau de la prévention des perturbations mentales de tous les jeunes. La promotion de la santé mentale des enfants et des jeunes est étroitement liée à la promotion de leur bien-être, à l'influence protectrice et promotrice de tous leurs domaines de vie: famille, école, loisirs, santé, environnement...

Au cours des dernières années beaucoup d'efforts ont déjà été faits pour mieux répondre aux besoins de la psychiatrie et de la psychologie infantiles et juvéniles, tant au niveau stationnaire qu'ambulatoire. Aux services thérapeutiques proprement dits s'ajoutent des infrastructures d'information, d'orientation, d'aide et de soutien.

Dans le cadre de la réforme en psychiatrie un groupe de travail spécifique est en train d'être mis en place pour élaborer un plan d'action répondant particulièrement aux besoins des enfants et jeunes tant dans le domaine psychiatrique proprement dit que dans les domaines d'orientation et de suivi psychologique. Au-delà de

ces initiatives spécifiques, il est important d'étudier les initiatives interdisciplinaires à mettre en œuvre pour la promotion de la santé mentale et du bien-être tout au long de la vie de l'enfant et du jeune.

Question 0742 (17.11.2005) de **M. Jean-Pierre Koepf** (ADR) concernant le **passage à niveau pour piétons:**

Am Land gëtt et eng Rei vu Bunniwergäng fir Foussgänger. Wuel benotzen d'Leit des Iwwergäng op eege Gefor, mä dach misste mir ons Gedanke maachen, wéi een déi Gefor kënnt op e Minimum reduzéieren. Well et gëtt och Plazen, wou d'Sicht schlecht ass fir d'Foussgänger, dëst speziell fir eeler Leit, wéi den Accident zu Aangelduerf vun e Sonndeg, den 13. November, et weist.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

- Wär et net sënnavoll fir bei all Bunniwergäng fir Foussgänger eng rout Luucht ze setzen, verbonne mat engem Tounsignal?

- Wa jo, sinn an deem Sënn Verbesserung geplangt?

Réponse (6.1.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

A senger parlamentarescher Ufro vum 25. November 2005 hält den Här Deputéierte Jemp Koepf Referenz op en tragescht Accident, dat den 13. November 2005 um Eisebunniwergäng N°111 tëschent Ettelbréck an Dikrech geschitt ass, a proposéiert am Sënn vun der Sécherheet, op Foussgän-

gerbarrièren eng Anlag mat roude Luuchten, déi och kann akustescht Tëin vu sech ginn, z'installéieren.

Ech ka bestätegen, datt et den 13. November 2005 ëm 17.16 Auer zu engem trageschen Accident op der Héicht vum Eisebunniwergäng N°111 tëschent Ettelbréck an Dikrech komm ass. D'Enquête huet erginn, datt de betraffene Foussgänger iwwert d'Gleiser gaange war zu engem Moment, wou den Zuch schonn ze gesi war. En hat d'Gleis net direkt fräi gemaach, well en dem Autostrafic op der RN7, déi direkt nierz der Eisebunniwergäng verleeft, nogekuckt hat.

Dësen Eisebunniwergäng steet nëmmen de Foussgänger zur Verfügung. D'Reglement gesäit vir, datt fix Panneaeu bei sou Iwwergäng opgestallt sinn an datt den eenzege Kritär d'Visibilitéit ass, eventuell nach en akustescht Signal vum Zuch. Beim Accident vum 13. November 2005 war d'Visibilitéit ganz gutt.

D'Aménagement vun zousätzleche Luuchten ouni Barrière bei esou Eisebunniwergäng ass net virgesinn. D'Reglement vum 12. Januar 1970, esou wéi et duerch d'Reglement vum 19. September 1979 modifizéiert gouf, gesäit keen esou een Equipement, wéi den Här Deputéierten et proposéiert, vir.

Question 0743 (17.11.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **frais de garde et d'accueil des enfants:**

Dans son accord de coalition de 2004, le Gouvernement a défini la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle comme une de ses priorités. Dans ce contexte on peut estimer que la garde des enfants et les frais qui en résultent peuvent constituer un élément hypothéquant la conciliation de la vie professionnelle et familiale.

Le règlement grand-ducal du 31 décembre 1998 portant exécution de l'article 127, alinéa 6 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu a introduit un abattement maximal pour frais de garde d'enfant de 144.000 LUF (actuellement 3.600 euros par an, 300 euros par mois). Or, ni les frais réels à porter par les parents, ni le nombre d'enfants vivant dans le ménage ne sont pris en compte.

Selon les informations obtenues auprès de l'Entente des Gestionnaires des Centres d'Accueil (EG-CA), le prix d'une place à plein temps dans une crèche conventionnée se situe entre 100 euros minimum et 1.200 euros maximum par mois; la contribution des parents se calcule en fonction de leurs revenus. La garde à plein temps en crèche privée s'élève à 750-1.000 euros par mois.

- Considérant que les frais à porter par les parents pour la garde et l'accueil de leurs enfants risquent de dépasser dans une large mesure le montant de l'abattement forfaitaire prévu, est-ce que Madame la Ministre et Monsieur le Ministre n'estiment pas qu'une adaptation de cet abattement serait nécessaire?

- Dans le même ordre d'idées, ne devrait-on pas prévoir une majoration du montant déductible pour frais de garde d'enfants en fonction du nombre d'enfants à charge?

Réponse commune (2.1.2006) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La question parlementaire de l'honorable Députée Claudia Dall'Agnol traite de l'abattement pour «frais de garde et d'accueil des enfants» prévu à l'article 127, alinéa 6 de la loi modifiée du 4 décembre 1967.

Madame la Députée souhaite plus particulièrement savoir si une adaptation de cet abattement est nécessaire.

Le Gouvernement n'entend pas, de façon isolée, procéder à des ajustements d'abattements ou de forfaits existants.

Question 0745 (18.11.2005) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **reconnaissance des permis de conduire délivrés dans certains États de l'Europe centrale et orientale:**

D'après les informations diffusées par la chaîne de télévision allemande ZDF dans le cadre de l'émission „ZDF Reporter“ (9 novembre 2005), de plus en plus de citoyens allemands qui se sont vu retirer définitivement leur permis de conduire vont en Pologne pour y acquérir un nouveau permis de conduire.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir du Ministre des Transports si un permis de conduire, toutes catégories confondues, délivré dans un pays de l'Union européenne des 25, est reconnu par le Ministère des Transports luxembourgeois dans le cas où le retrait d'un permis de conduire luxembourgeois a été prononcé?

Réponse (23.12.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

L'honorable Député s'enquiert si un permis de conduire délivré dans un État membre de l'Union européenne est reconnu par le Ministère des Transports dans le cas où le retrait d'un permis de conduire luxembourgeois a été prononcé.

Selon l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques par voie judiciaire ou administrative le retrait du permis de conduire comporte l'obligation pour la personne intéressée de remettre son ou ses permis de conduire à la Police grand-ducale, chargée de l'exécution de la décision.

Cette disposition s'applique aussi bien aux titulaires d'un permis de conduire délivré au Grand-Duché de Luxembourg qu'aux titulaires d'un permis de conduire délivré par les autorités compétentes d'un État membre de l'Espace économique européen, s'ils ont leur résidence normale au Luxembourg, ainsi qu'aux titulaires d'un permis de conduire délivré par les autorités compétentes d'un pays tiers à l'Espace économique européen qui ont leur résidence normale au Luxembourg.

L'article 75 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 précité dispose par ailleurs que «Nul ne peut détenir plus d'un permis de conduire. Tout établissement d'un nouveau permis de conduire comporte l'obligation pour l'intéressé de remettre le ou les permis valables ou périmés qu'il détient le cas échéant.»

Il s'ensuit qu'une personne qui s'est vu retirer son permis de conduire luxembourgeois doit également remettre son permis de conduire étranger dès qu'elle l'obtient.

Question 0746 (18.11.2005) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les **règlements d'exécution de la loi du 9 juillet 2004 modifiant 1. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, 2. le Code des assurances sociales:**

Ces règlements grand-ducaux sont destinés à prévoir les modalités du test d'aptitude exigé pour l'accès aux professions de l'immobilier, la dispense à ce test ainsi que les modalités de la garantie financière exigée plus particulièrement des administrateurs de biens-syndics de copropriété.

Dans une réponse à ma question parlementaire N° 0213 du 16 décembre 2004 (cf. *compte rendu N° 5/2004-2005*), Monsieur le Ministre du Logement m'a informé que les règlements seraient adoptés au courant de l'année 2005. Or, je me dois de constater que leur adoption n'a pas eu lieu jusqu'à ce jour.

- Dans ce contexte j'aimerais connaître les raisons de ce retard ainsi que la date précise de l'adoption de ces règlements grand-ducaux qui s'avèrent de plus en plus importants dans l'optique de la faillite récente de l'entreprise AIL.

Réponse (23.12.2005) de **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement**:

Les règlements grand-ducaux destinés à prévoir les modalités du test d'aptitude exigé pour l'accès aux professions de l'immobilier, la dispense à ce test ainsi que les modalités de la garantie financière exigée plus particulièrement des administrateurs de biens-syndics de copropriété n'ont à ce jour pas encore été adoptés.

J'indiquais en réponse à la question parlementaire N° 0213 de l'honorable Député qu'il était prévu de les adopter en 2005 tout en rappelant cependant qu'au cours de cette période - et même au-delà en réalité - les personnes souhaitant accéder aux professions de l'immobilier resteraient encore très largement soumises à l'ancien régime en vertu des dispositions transitoires prévues à la loi du 9 juillet 2004 qui a modifié la loi d'établissement du 28 décembre 1988.

Je souhaite ajouter à cet égard que la loi elle-même renferme de manière déjà précise nombre de conditions et de modalités d'organisation du test d'aptitude ainsi prévu.

En l'état, la loi offre donc d'emblée des conditions d'accès et d'exercice à ces professions plus exigeantes qu'auparavant.

L'application pratique de la garantie financière nécessite une concertation très poussée avec les milieux concernés en vue de déterminer les ressources humaines, matérielles et fonctionnelles requises, ce que les règlements grand-ducaux en question n'auraient en réalité que formalisé.

Mes services ont activement examiné ces questions et des textes réglementaires ont été préparés dans ce sens.

Il s'avère cependant que des difficultés juridiques et pratiques considérables se sont posées, en particulier s'agissant de la garantie financière exigée de la part des administrateurs de biens-syndics de copropriété, difficultés prémonitoires que l'affaire AIL ne fait qu'illustrer.

Ainsi, le souhait des professionnels était de reprendre largement les principes et dispositions de la loi et du décret d'application français. Or, le système français a laissé apparaître dans la pratique tant de difficultés et de lacunes que la plus-value obtenue par une telle garantie financière ne peut actuellement justifier le surcoût qu'elle entraîne pour les copropriétaires.

La pratique française montre en effet que les syndicats indécidés évoluent, par hypothèse, dans une logique délictuelle dans laquelle la falsification ou l'absence de comptabilité constitue un instrument central. Dans ces conditions il est difficile d'apporter le moment venu la preuve comptable et de déterminer le montant précis des détournements de fonds.

Par ailleurs, même lorsqu'il est possible d'apporter la preuve du détournement de fonds, il apparaît le plus souvent que la garantie est plafonnée au montant déclaré qui bien évidemment dans de tels cas ne correspond en rien au montant réel, bien supérieur.

Il est encore apparu que le garant diffère les paiements jusqu'à vérification complète de toutes les demandes, qui seule permet d'actionner le mécanisme de répartition entre copropriétaires prévu selon la règle du «marc le franc» lorsque la créance est supérieure au montant de la garantie.

Enfin se pose la question de l'élément déclencheur qui actionne cette garantie. En retenant la faillite ou la défaillance du syndic comme dans le système français, on s'aperçoit que le garant, qui est souvent le mieux informé de la situation financière du syndic, dénonce la garantie dès que le syndic rencontre des difficultés.

Or, même en prévoyant une obligation d'information des copropriétaires, ces derniers sont dans l'incapacité de fixer à brève échéance le montant de leur créance, en particulier si la comptabilité est lacunaire ou falsifiée. De même, dans de nombreux cas, le garant omet de contacter les copropriétaires en prétextant que le syndic n'a pas mis à disposition de liste de ces derniers, ce qui est souvent vérifiable.

Au-delà des déboires du système français qu'il faut impérativement éviter, il convient tout de même de s'interroger sur l'objectif poursuivi par un tel système de garantie.

En effet, le dossier auquel l'honorable Député fait référence montre que l'on est confronté à une démarche délictueuse consistant à détourner des fonds qui appartiennent à autrui avec d'autant plus de facilité qu'un ensemble d'éléments aurait pu être vérifié par les copropriétaires eux-mêmes afin de se prémunir, mieux que ne le ferait une garantie, d'un détournement important de fonds.

Faut-il rappeler que les copropriétaires ont le devoir et la possibilité de superviser les activités du syndic, à intervalles réguliers? Des anomalies en ce qui concerne les décomptes, la comptabilité ou l'absence de compte bancaire propre aux copropriétaires doivent inspirer la méfiance de tout syndicat de copropriétaires normalement diligent et prudent et susciter une mise au point avec le syndic.

Le syndic n'est que le dépositaire des fonds qui lui sont versés, en tant que mandataire, par les copropriétaires pour couvrir des dépenses et des travaux précis. Cela signifie notamment que lesdits fonds sont parfaitement étrangers au patrimoine du syndic et devraient être déposés sur un compte bancaire du syndicat des copropriétaires. De manière corollaire, il est permis de s'interroger au sujet du rôle des banques qui devraient seulement accepter des mouvements de fonds sur ledit compte s'ils sont effectués dans l'intérêt et pour le compte des copropriétaires, sur présentation de factures notamment.

Il me semble évident que les copropriétaires ne peuvent pas verser leurs contributions sur des comptes propres d'un syndic, ce qui constitue une intolérable confusion non seulement du patrimoine du syndic avec celui des copropriétaires, mais encore une confusion avec les patrimoines des différents syndicats de copropriétaires.

Une telle situation ne permet pas de retracer l'affectation des fonds et de mettre en œuvre le moment venu une quelconque garantie.

Partant, il serait judicieux d'envisager l'utilisation obligatoire de comptes tiers pour consigner les sommes versées par les copropriétaires aux syndicats, ceci afin d'évi-

ter la confusion des patrimoines et, de manière subséquente, les possibilités d'un détournement de fonds, ou plus simplement, des difficultés inévitables en cas de faillite.

De même, un renforcement de la surveillance par les copropriétaires eux-mêmes, outre qu'il s'appuie sur les intéressés ce qui constitue un gage de fiabilité, présenterait l'avantage d'éviter dès en amont les difficultés.

La loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis pourrait ainsi contribuer utilement à une telle démarche, en particulier en appuyant le rôle des conseils syndicaux - en principe composés de copropriétaires - chargés aux vœux du législateur d'assister le syndic et de contrôler sa gestion.

Une modification de la loi dans ce sens, notamment à l'article 23, pourrait rendre obligatoire la nomination de cet organe, qui n'est actuellement que facultative, et prévoir une double signature pour le prélèvement sur le compte de la copropriété ou pour un virement d'une somme dépassant un certain montant.

Pour conclure, je rappelle encore que même en cas de faillite les comptes des copropriétaires ne doivent en principe pas être atteints. S'il en est autrement, ce serait alors en raison d'un délit de détournement de fonds.

La survenance d'une faillite ne saurait donc être l'élément déclencheur normal du mécanisme de garantie. Du reste, à qui profiterait cette garantie en cas de faillite et en présence d'une confusion des patrimoines? À la masse de la faillite dont les copropriétaires ne sont qu'une partie des créanciers et qui ne disposent pas d'un quelconque privilège. La garantie ne leur serait dans ces conditions d'aucun secours.

Je suis convaincu que l'honorable Député a connaissance des difficultés pratiques et des contraintes juridiques que je viens d'évoquer. Aussi comprendra-t-il qu'il est nécessaire de les résoudre minutieusement avec tous les milieux concernés afin de parvenir à mettre en place un cadre protecteur cohérent, efficace qui apporte une plus-value réelle sans occasionner des frais inutiles pour les copropriétaires ou leurs locataires qui en assument en définitive le coût. Par ailleurs, il faut en tout cas éviter que par l'exigence d'une garantie financière trop onéreuse, l'accès à la profession soit rendu financièrement insurmontable pour les futurs candidats à la profession du syndic.

Nonobstant ces contraintes et tenant compte des travaux préparatoires déjà effectués, il est prévu de soumettre un avant-projet de règlement grand-ducal au Conseil de Gouvernement dans les prochains mois pour approbation et de le transmettre ensuite au Conseil d'État pour avis.

Question 0755 (23.11.2005) de **M. Henri Grethen (DP)** concernant **la régression du fret ferroviaire**:

Confronté dès ma prise de fonctions au Ministère des Transports en 1999 à la perspective d'un détournement du trafic marchandises venant des Ports de la Manche et continuant en direction de la France grâce au projet belgo-français de l'aménagement d'un itinéraire permettant de contourner notre pays par le Sud-Ouest à proximité d'Athus et de Longwy, j'avais sans tarder pris l'initiative de négocier avec mes homologues

belge et français un modus vivendi qui a fait l'objet d'un memorandum of understanding signé le 11 décembre 2000 à Paris par les Ministres des Transports des trois pays concernés.

Ce mémorandum prévoit en substance la garantie accordée par la Belgique et la France de maintenir sur l'itinéraire classique passant par le Luxembourg un volume de trafic correspondant au niveau connu avant l'ouverture du nouvel itinéraire de délestage belgo-français.

- Au vu de la chute dramatique qu'a connue le niveau de fret acheminé par le réseau ferroviaire luxembourgeois, Monsieur le Ministre des Transports peut-il me confirmer que la régression enregistrée dépasse les 30% par rapport à 2004?

- Sachant que les deux composantes majeures du fret ferroviaire passant par le réseau grand-ducal sont, d'une part, le trafic sidérurgique en provenance ou à destination des sites luxembourgeois d'Arcelor et, d'autre part, le trafic de transit ne faisant que passer par le Luxembourg, quel est le facteur majeur responsable de cette diminution importante du trafic marchandises des CFL?

- Dans l'hypothèse où la régression du trafic de transit serait en premier lieu à l'origine de cette perte d'activité de notre compagnie ferroviaire, l'ouverture de l'itinéraire belgo-français précité y serait-elle pour quelque chose?

- Dans l'affirmative, quelles sont, le cas échéant, les initiatives prises ou envisagées pour rappeler à la Belgique et à la France leurs engagements et pour veiller à l'application de ceux-ci?

- Dans la mesure où cette régression du trafic marchandises risque d'être durable, ne faudra-t-il pas reconsidérer les investissements dans l'augmentation de la capacité de l'infrastructure du chemin de fer notamment en ce qui concerne le dédoublement de la ligne Pétange-Luxembourg et la construction d'une nouvelle ligne le long de l'autoroute A3 entre Luxembourg et Bettembourg?

Réponse (6.1.2006) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports**:

Par sa question parlementaire du 23 novembre 2005, l'honorable Député Henri Grethen souhaite obtenir des explications concernant la régression du transport de fret sur le réseau ferré luxembourgeois et demande s'il existe une relation éventuelle avec la mise en service de la nouvelle courbe de raccordement Athus-Longwy permettant de contourner le Grand-Duché de Luxembourg.

La régression du trafic fret empruntant le réseau ferré luxembourgeois est de 30%. Cette régression est notamment due à une chute du trafic transitant par le Grand-Duché de Luxembourg de l'ordre de 49%. Les causes de cette régression découlent des faits suivants:

- l'attribution du trafic Intercontainer (50 trains par semaine) depuis le 13 décembre 2004 à la SBB qui assure ce trafic par la rive gauche du Rhin et

- la déviation d'une partie du trafic de transit par la courbe de raccordement précitée (prix plus concurrentiels).

Le memorandum of understanding du 11 décembre 2001 que l'honorable Député a bien voulu évoquer dans sa question parlementaire donne au Grand-Duché de Luxembourg la garantie d'un maintien d'un volume de trafic transitant par notre pays équivalent au niveau connu avant l'ouverture de cet itinéraire de délestage.

Or, le Parlement européen et le Conseil ont adopté une série de mesures destinées à l'ouverture à une concurrence régulée du transport par rail. Il s'agit en l'occur-

rence des directives 2001/12/CE du 26 février 2001 modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement de chemins de fer communautaires, 2001/13/CE du 26 février 2001 modifiant la directive 95/18/CE du Conseil concernant les licences des entreprises ferroviaires et 2001/14/CE du 26 février 2001 concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire, la tarification de l'infrastructure ferroviaire et la certification en matière de sécurité. La directive 2001/14/CE précitée stipule en son article 20: «Le gestionnaire de l'infrastructure s'efforce, dans la mesure du possible, de satisfaire toutes les demandes de capacité de l'infrastructure, et notamment celles portant sur les sillons qui traversent plus d'un réseau, et de tenir compte de toutes les contraintes auxquelles les candidats doivent faire face, telles que l'incidence économique sur leurs activités.»

Il en ressort que les entreprises ferroviaires qui ont acquis un trafic sont libres de choisir l'itinéraire qui pour eux est l'itinéraire le plus favorable économiquement.

Il y a lieu d'ajouter que l'intérêt du nouveau raccordement Athus-Mont-Saint-Martin consiste dans le déchargement de l'axe surchargé Luxembourg-Thionville-Metz-Nancy, déchargement indispensable pour l'arrivée du TGV et l'extension de la desserte TER. Dans ce contexte il est à relever que depuis le changement d'horaire du 11 décembre 2005, 28 trains supplémentaires circulent quotidiennement sur le sillon lorrain.

Il échet aussi de constater que les CFL participent à la traction des trains passant via la prédite courbe de raccordement par le biais d'accords de traction entre la SNCB, la SNCF et les CFL.

Aussi, les trafics qui passent actuellement par la rive gauche du Rhin pourront-ils à l'occasion d'une nouvelle soumission de nouveau basculer sur l'itinéraire traversant le Grand-Duché de Luxembourg, si les CFL, la SNCB et la SNCF arriveraient à offrir ces trafics à un meilleur prix que les autres concurrents.

Au vu de ce qui précède, il paraît prématuré de parler de régression durable et de reconsidérer le dédoublement de la ligne Pétange-Luxembourg.

Enfin, il y a lieu de noter que la nouvelle ligne le long de l'autoroute A3 entre Luxembourg et Bettembourg et celle le long de l'autoroute A4 entre Luxembourg et Esch/Alzette sont actuellement encore à l'état de projets.

Question 0756 (23.11.2005) de **M. Marcel Oberweis (CSV)** concernant **la participation de la SNCF au «Klimaschutzfonds der Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)» à Francfort**:

Dans le contexte du protocole de Kyoto, les engagements souscrits par les pays développés sont ambitieux. Pour faciliter leur réalisation, le protocole prévoit pour ces pays la possibilité de recourir à des mécanismes dits «de flexibilité» en complément des politiques et mesures qu'ils devront mettre en œuvre au plan national.

Il existe trois mécanismes de flexibilité, à savoir les permis d'émission, la mise en œuvre conjointe MOC (en collaboration avec les pays développés) et le mécanisme de développement propre MDP (en collaboration avec les pays en voie de développement). Afin de pouvoir respecter les engagements pris dans le cadre du protocole de Kyoto, le Luxembourg doit aussi recourir aux mécanismes de flexibilité, d'où l'instauration d'un

fonds spécial «Kyoto», alimenté en 2005 avec cinq millions d'euros.

Il me revient par voie de presse que la «Société Nationale de Crédit et d'Investissement» vient de participer au «Klimaschutzfonds der Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)» à Francfort.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la participation de la SNCI au fonds susmentionné et le cas échéant me dire quel en serait le montant y investi?

- Est-ce que le Luxembourg envisage également de poursuivre les deux autres mécanismes de flexibilité, à savoir les MDP et le MOC?

- Dans l'affirmative, quels projets sont envisagés?

Réponse (23.12.2005) de **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement**:

Je n'ai aucune information précise concernant la participation de la SNCI au «Klimaschutzfonds der Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW)». L'honorable Député pourra certainement obtenir ces renseignements de la part de Messieurs les Ministres des Finances et de l'Économie qui ont des représentants au sein du conseil d'administration de la SNCI.

Le Ministère de l'Environnement est intéressé à utiliser les mécanismes de flexibilité que sont les activités de projets CDM et JI.

À ce stade, nous négocions notre participation à un projet CDM en El Salvador. D'autres projets pourront être envisagés si la dotation du fonds de financement des mécanismes de Kyoto le permet. Par ailleurs, nous participons à des fonds multilatéraux de la Banque Mondiale (BioCarbon Fund, Community Development Carbon Fund).

Question 0758 (23.11.2005) de **M. Carlo Wagner (DP)** concernant **l'équipement des voitures de pneus d'hiver**:

Des propositions visant l'introduction de l'obligation d'équiper les voitures pendant la mauvaise saison de pneus d'hiver ont jusqu'à présent toujours été réfutées au motif du bien-fondé discutable d'une telle prescription et des difficultés de son application pratique.

Or, le Gouvernement allemand semble maintenant décidé à introduire pareille prescription dans un pays où les conditions météorologiques s'apparentent de beaucoup à celles valant pour notre pays.

- Monsieur le Ministre des Transports peut-il confirmer ce projet des autorités allemandes?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que le risque d'accidents, avec des victimes blessées ou même tuées, augmente sensiblement en l'absence d'un équipement de pneus hivernal approprié?

- Peut-il aussi me dire quelles sont en termes d'accidents et de bouchons routiers, causés par des voitures non munies de bandages pneumatiques appropriés par temps de neige ou de verglas, les pertes pour l'économie nationale dues à cette négligence de certains automobilistes?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il une interdiction de conduire pour les voitures non équipées de pneus d'hiver pendant les mois de l'année ou le risque d'une hausse glissante est particulièrement élevé?

- Que pense-t-il de l'opportunité et de la faisabilité d'une prescription qui, sans rendre les pneus d'hiver obligatoires dès le début de la mauvaise saison, érigerait en infraction le fait de provoquer un ac-

cident ou un bouchon en raison de pneus non adaptés aux circonstances?

Réponse (2.1.2006) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports**:

La question de l'opportunité d'obliger les automobilistes à équiper leurs véhicules de pneus d'hiver pendant la mauvaise saison réapparaît régulièrement du moment que la circulation est rendue difficile notamment par les conditions hivernales.

Il est un fait qu'en toutes circonstances des pneumatiques présentant un profil suffisamment profond contribuent de façon essentielle à la sécurité du véhicule et, qu'abstraction faite des chaînes à neige, les pneus d'hiver répondent au mieux aux conditions de circulation sur une route hivernale alors qu'ils garantissent une meilleure tenue de route, une adhérence accrue et des distances de freinage réduites.

Jusqu'à présent l'accent en matière d'équipement avec des pneus d'hiver a été mis sur la sensibilisation régulière du public plutôt que sur une obligation réglementaire et ceci, d'ailleurs, avec un certain succès étant donné que le Grand-Duché de Luxembourg compte avec les pays nordiques et les pays alpins parmi les pays européens avec le plus grand nombre de véhicules équipés de pneus d'hiver.

Les pays de l'Union européenne ayant une obligation d'équipement des véhicules avec des pneus d'hiver sont pour le moment la Finlande, la Lettonie, la Lituanie, la Suède et la Slovaquie.

Selon mes informations, le Gouvernement allemand a l'intention d'introduire une obligation conditionnelle d'équipement des véhicules avec des pneus d'hiver. Le Code de la Route allemand sera modifié dans ce sens que l'équipement des véhicules routiers est à adapter aux conditions météorologiques.

Mon département ne dispose pas de données quant aux pertes qu'accuserait l'économie nationale par suite des accidents et bouchons causés par des voitures non munies de pneus d'hiver.

Étant conscient du fait que le risque d'accidents et de bouchons augmente sensiblement en l'absence d'un équipement de pneus approprié durant la période hivernale, je ferai examiner par la Commission de Circulation de l'État la question de l'équipement obligatoire des véhicules avec des pneus d'hiver, respectivement la possibilité d'ériger en infraction le fait de provoquer un accident ou un bouchon en raison de pneus non adaptés aux circonstances.

Question 0760 (24.11.2005) de **M. Aly Jaerling (ADR)** concernant **le remboursement des analyses médicales**:

Verschiede Rechnungen, déi de Versécherter am Zesammenhang mat medezineschen Interventiounen zougestallt ginn, iwwersteigen d'Zomm vu 600-700 Euro. Assuré mat klunge Revenuen, zum Beispill mat dem Mindestloun oder mat der Mindestrent, kënnen esou héich Zomme meeschten net direkt bezuelen a riskéieren esou dofir ugesicht ze ginn.

Nach virum 1. am Haartmount 2005 sinn d'Analysen an de Spideeler iwwert den Tiers payant geregelt ginn, an den Assuré huet keng Participatioun misse bezuelen. Elo ginn, no enger Ännerung vun de Statute vun der UCM, nëmmen nach zwielef Analysé bezuelt. Dat heescht, datt den Assuré all zousätzlech Analys integral aus senger Täsche bezuele muss. Déi finanziell Belaaschtung vum Assuré mécht dann all Kéiers bis zu 100

Euro oder méi aus. An deem Kontext muss ee sech an Erënnung ruffen, datt vill Patienten all sechs Méint eng grouss Analys maache mussen, an oft méi wéi zwielef eenzel Analysen néideg sinn, fir hire Gesondheetszoustand genee ze préieren a se viru Verschlechterungen ze schützen.

Déi genannt Mesure kann derzou féieren, datt betraffe Patienten an Zukunft zweemol bei den Dokter ginn, sech déi néideg Analysen an zwee Akte verschreibe loosse, fir esou déi héich finanziell Méibelaaschtung ze évitieren. Déi nei Aspueermoosnam riskéiert deemno och, sech als méi wéi kontraproduktiv ze erweisen.

Kann den Här Gesondheitsminister mer an deem Kontext folgend Froe beäntweren:

1. Wéisou gi Rechnunge vu medezineschen Akten an de Spideeler net iwwert den Tiers payant geregelt - zemoos wann et sech ëm Rechnungen an der virzitéierter Gréissenuerdung handelt?
2. Firwat ginn nëmmen nach just zwielef Analysé rembourséiert, esou datt den Assuré alles, wat dorüwer erausgeet, aus senger Täsche bezuele muss, ouni Remboursement vu senger Krankekeess?
3. Wéini gedenkt d'Regierung den Tiers payant ze generaliséieren?
4. Wéini gedenkt d'Regierung déi strukturell noutwendeg Reforme fir d'Krankekeessen unzuzéien, wéi zum Beispill d'Fusioun vun de Krankekeessen, amplat emmer méi Participatioun vum eenzelnen Assuré ze fuerderen?

Réponse (23.12.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**:

Ech mengen, et wier ubruecht, wann e puer Prémissen, op déi den Här Deputéierte Jaerling seng parlamentaresch Fro gestäipt huet, géifen anescht strukturéiert ginn, well et ginn hei e puer Saache mateneen verméscht:

Et geet emol fir d'éischt generell ëm d'Fro vum Tiers payant:

Anescht wéi den Här Deputéierte mengt, ass den Drëtzuelersystem weder virun nach no dem Haartmount 2005 ofgeschaaft ginn. D'Statutenännerung vun der UCM hunn heidrun näischt geännert.

Den Drëtzuelersystem ass weder an de Spideeler ofgeschaaft ginn, wéi den Här Deputéierte mengt, nach bei de Laboratoiren.

Den Drëtzuelersystem fir Dokteschrechnunge kann ugewannt ginn, wann den Dokter d'Rechnung selwer un d'Krankekeessenunioun schéckt, an zwar an deene Fäll, wou de Betrag fir eng stationär Behandlung iwwer 100 Euro ass oder wann d'Behandlung mindestens dräi Deeg gedauert huet.

Am Joer 2004 sinn iwwert dee Wee fir 76,7 Milliounen Euro bezuelt ginn an iwwer 300.000 Dokteschrechnunge bei der UCM eraagangen, déi d'Patienten net hu misse virstrecken.

Deen zweete Problem, deen den Här Deputéierten opgräift, ass deen vun der Statutenännerung vum 1. Januar 2005, wou vun de Labosanalysen, déi op enger Dokteschverschreiwung stinn, der nuren zwielef méi vun der Krankekeess gedroe ginn, an zwar déi zwielef, déi am deierste sinn.

Den Här Deputéierte mengt, dass d'Leit all Kéiers bis zu 100 Euro oder méi misse aus der eegener Täsche ausgi fir déi Analysen, déi iwwert déi éischt zwielef erausginn. Sou eng Ausso ass generell net richtig, well déi immens Majoritéit vun den Dokteren de Message, deen d'Krankekeessenunioun mat hirer Statutenännerung lassléisst,

richteg verstan hunn. Si verschreien nämlech haut däitlech manner Analysé wéi virun.

Dat heescht och nach laang net, dass d'Krankekeessenunioun iwwert zwielef Analysen eraus - näischt méi géif bezuelen. All Dokter ass fräi, no dem éischte Bilan nach weider Analysen op Käschte vun der Krankekeess ze verschreien. Dat entsprécht der „Stufen-diagnostik“ a gétt an der wëssenschaftlecher Literatur allgemeng als eng gutt Praxis beschriwwen.

De Begrëff vun der „grousser Analys all sechs Méint“ ass ee Begrëff, deen et an der Medezin esou net gétt. Ech kann och net novollzéien, wat den Här Jaerling domat mengt.

Et ass richtig, dass déi nei Regelen derzou féiere kënnen, dass Leit vläicht zréck bei hiren Dokter goe mussen, wann deen éischte Bilan vun zwielef Analysen net duergéet.

Der Angscht vum Här Deputéierte virun der „Méibelaaschtung“ vun der Krankekeess, well d'Leit nach eng Kéier bei hiren Dokter mussen zréckgoen, kann een entgéinhalten:

- dass d'Leit an der Regel no engem Labosbilan souwisou musse bei hiren Dokter zréckgoen, wann doduerch nei oder aner therapeutesch Moosname vum Dokter musse geholl ginn,

- dass der méiglecher finanzieller Méibelaaschtung duerch méi eng grouss Zuel vun Dokteschkonsultatiounen eng vill méi kleng Zuel vun Analysé géintwuersteet, déi awer medezinesch méi sënnavoll sinn a vun der Krankekeess bezuelt ginn.

Konkret zu deenen anere Froe vum Här Deputéierten ass ze soen:

1. Déi Zuel vun zwielef Analysen entsprécht méi oder wéineger dem statisteschen Duerchschnëtt, dee virun der Statutenännerung verschriwwen ginn ass. D'Dokteschassociatioun hat sech virun der Reform am Grondsatz mat dëser Zuel averstanen erkläert. Mat der Statuteregulung ass jo och just gewollt gewiescht, déi medezinesch zwecklos Analysen ewechzekeréien, déi wäit iwwert dës Zuel erausginn. Ausserdeem sinn an der Zwëschenzeit méi nuancéiert Regelen an d'Nomenklatur an an d'Statuten agefuert ginn (Analysébléck, wou méi Analysen zu enger eenzege Analys zesummeeschloe ginn) an och fir déi schwanger Fraen, fir hiren éischte „Bilan de grossesse“.
2. D'Fro, ob den Drëtzuelersystem generaliséiert soll ginn oder net, ass dem Gesetz no de Sozialpartner an de Verhandlungspartner vun der UCM iwwerlooss.
3. Eng méiglecher Krankekeessfusioun huet direkt mat der Eegebedeelegung vum Patient näischt ze dinn. Déi ass haut souwisou déi nämlech, egal a wéi enger Krankekeess e Patient verséichert ass. Mä iwwer eng Krankekeessfusioun wäert d'Regierung am richtege Moment sécher mat de Sozialpartner diskutieren.

Question 0774 (1.12.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)** concernant **les soins psychiatriques à domicile (SPAD)**:

La Clinique St-Louis à Ettelbruck est un des hôpitaux à assurer la psychiatrie aiguë depuis le 1^{er} juillet de cette année suite à la décentralisation de la psychiatrie au Luxembourg.

Dans ce contexte et suite aux réflexions formulées lors de la récente heure d'actualité sur la psychiatrie concernant les soins psychiatriques à domicile (SPAD), assurés actuellement par le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP), j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-il exact que la Clinique St-Louis a l'intention de créer de son côté un service de soins psychiatriques à domicile et qu'elle a demandé dans ce contexte à l'Union des Caisses de Maladie l'accord pour le remboursement de six équivalents «temps plein personnel»?

- Dans l'affirmative, ne serait-il pas mieux et financièrement plus avantageux d'envisager une convention entre le SPAD existant du CHNP et la Clinique St-Louis, comme d'ailleurs pour d'autres hôpitaux ou services intéressés?

Réponse (27.12.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Dans le cadre du financement de l'exploitation des établissements hospitaliers les différents hôpitaux négocient chacun son budget, y compris une éventuelle dotation pour un service de soins psychiatriques à domicile, avec l'Union des Caisses de Maladie. La matière ne relève dès lors pas directement du soussigné.

Cependant je puis rassurer l'honorable Parlementaire en ce sens que l'organisation des soins psychiatriques à domicile est un des sujets traités par la plate-forme «Santé mentale et réforme de la psychiatrie» que j'ai mise en place, aux travaux de laquelle sont associés entre autres l'Union des Caisses de Maladie et les différents hôpitaux concernés. Les propositions de cette plate-forme vont dans le sens d'une introduction progressive d'un service de soins à domicile dans les différentes régions hospitalières, à commencer par celle du Nord. Ce service serait à rattacher à l'hôpital de garde, donc l'Hôpital Saint-Louis pour la région du Nord.

Comme cependant le service de soins psychiatriques à domicile fonctionne actuellement à partir du CHNP et avec du personnel du CHNP, il est prévu de régler son organisation par convention entre le CHNP et les autres hôpitaux concernés. Les discussions se poursuivent au sein de la plate-forme sur les modalités de cette convention.

Question 0775 (1.12.2005) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant le **fonctionnement de l'Inspection du Travail et des Mines (ITM)**:

Kierzlech huet d'Press iwver en „Conseil syndical“ bericht, op deem Spëtzegewerkschaftler, ënner hinnen och e Volleksverrieder, de Fonctionnement vun der Inspection du Travail et des Mines (ITM) schaarf kritiséiert hunn, an de Generalsekretär vun dëser Gewerkschaft souguer gefuerdert huet, „que le Ministre fasse tomber des têtes“. Dem Här Aarbechtsminister gouf vum Gewerkschaftspresident fir säin Deel virgehait, „d'être trop conciliant avec l'ITM“. Dëst ass an der Presenz vum Här Aarbechtsminister geschitt.

Duerfir dës Froen:

1. Wéi steet den Här Aarbechtsminister zu de Behauptungen, an der ITM géif et „Dysfonctionnement“ ginn?

2. Ass d'Aarbechtsweis vun der ITM wierklech esou schlecht, datt musse personell Mesuren ergraff ginn?

3. Ass et net éischer esou, datt d'ITM ënnerbesat ass an der Evolution um Aarbechtsmaart guer net méi ka follegen?

4. Wéi wäit sinn d'Aarbechten un der längst fälliger interner Restrukturierung vun der ITM - ech erënnere un den Audit vum BIT - fortgeschratt?

Réponse (6.1.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Et gëtt sécherlech keng Dysfonctionnement op der ITM, mä et gëtt eng Rei Problemer, déi och mir net onbekannt sinn. Fir deem entgéintzewierken, musse keng personell, mä aner Mesurë geholl ginn.

An deem Kontext hunn ech d'ailleurs d'Direktioun vun dëser Administratioun mat deene Virwërf, déi ënner anerem vu Gewerkschafts- a Volleksverrieder formuléiert gi sinn, konfrontéiert a si opgefuerdert, eng Rei direkt Moossnamen ze ergräfen, fir kuerzfristeg deenen opgeworfene Problemer Rechnung ze droen.

Vu datt déi Mesuren awer nëmme kuerzfristeg Léisunge bidden, insistéieren ech weider op d'Wichtigkeet vun der Reform vun der ITM, déi onemgänglich ass, fir definitiv Ännerungen erbäizeféieren.

An deem Kader wäert sech mëttelfristeg dann och erweisen, wat déi reell Besoinen u Personal bei der ITM sinn.

Wéi Der jo wësst, hunn ech an deem Sënn véier Projets de loi hei an der Chamber déposéiert, déi an Zwëschenzäit och vum Statsrot aviséiert gi sinn. Meng Servicer sinn amgaangen, déi Avisën ze analyséieren, an ech wäert nach Ufank 2006 der Chamber eng iwverschaffte Versioun vun deene véier Texter ënnerbreeden.

Question 0776 (1.12.2005) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant le **rayonnement électromagnétique des antennes de téléphonie mobile (GSM)**:

Aus Frankräich gouf gemellt, datt an enger Schoul eng Rei Kanner erwisenerweis u Kriibs erkrankt sinn, an dat wëinst der Strahlung vun enger GSM-Station, déi no bei der Schoul installéiert ass. An der Folleg gouf dës Station vum Bedreier zougemaach.

Zu Esch ass och eng GSM-Station um Daach vum Escher Theater installéiert, direkt niewent der Brillschoul. Des Weidere sinn an deemselwechten Theater elektresch Trafoen ënner Bürosraim installéiert.

Duerfir dës Froen:

1. Sinn den Hären Ëmwelt- a Gesondheetsministeren déi Kriibsfäll a Frankräich bekannt, a sinn och ähnlech Fäll hei am Land ze verzechnen?

2. Wat gedenken d'Häre Gesondheets- an Ëmweltministeren ze ënnerhuelen, fir eng ähnlech Heefung vu Kriibsfäll hei am Land ze verhënneren?

3. Gëtt et geziilt Analysen, besonnesch vu Schoulkanner, déi GSM-Antennestrahlung ausgesat sinn? Wann net, sinn esou Analysë geplangt?

4. Wier et net sënnavoll a preventiv noutwendeg, d'Schoulkanner z.B. aus der Escher Brillschoul an déi Leit, déi an der weiderer Ëmgéigend vum Escher Theater wunnen a schaffen, op de genannte Bestrahlungseffekt hin ze ënnersichen?

5. Wier et net iwverhaupt preventiv noutwendeg, ier d'Leit erkranken, déi GSM-Station um Daach vum Escher Theater ze schléissen?

6. Wéissou ass et méiglech, datt ënner Bürosraim am Escher Theater elektresch Trafoen installéiert sinn, wou dach gewosst ass, datt dëst e geféierlechen Afloss op d'Gesondheet vum Mënsch kann hunn?

Réponse commune (23.12.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

ad 1:

Ob Strahlungen, déi vu GSM-Stationen ausginn, gesondheets-schiedlech sinn, ass weiderhin international ëmstridden an on-

gekläert. Dee Fall aus Frankräich, wou laut dem éierewäerten Här Deputéierten „erwisenerweis“ Kanner wëinst esou Strahlungen u Kriibs erkrankt wieren, ass de Servicer vum Gesondheetsministère net bekannt. Och fir Lëtzebuerg ass esou eppes net bekannt.

ad 2:

D'Expositioun vun enger Persoun, déi ganz an der Noperschaft vun enger GSM-Basisstatioun wunnt, ass vill méi kleng wéi déi, déi sech duerch d'Benotze vum mobilen Endgeräit ergëtt. Och wann een dervun ausgeet, datt déi Persoun sech permanent an hirem Haus ophält, ass d'Expositioun net méi grouss, wéi wann ee säin Handy vill gebraucht. Sollt sech tatsächlech erausstellen, datt déi Strahlung geféierlech sinn, wieren net nëmme GSM-Basisstatiounen a Fro ze stellen, mä déi ganz Mobiltelefonie iwverhaupt.

ad 3:

Wann den éierewäerten Här Deputéierte mat senger Fro no geziilt Analysë bei Schoulkanner wierklech Blutanalysen oder Analysë vun anere Kierpersubstanze mengt, sou gëtt et keng esou Analysen, déi eng Strahlbelaschtung kéinten nowiesen. Mengt hien awer domat Miessunge vu Grenzwäerter, sou gëllen déi folgend Bemerkungen:

ad 4:

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg niewent der Schwäiz déi strengsten Oplagen, wat elektromagnetesch Felder vun der Mobilphonie (GSM, DCS oder UMTS) ubelaangt. Mir schreiwen hei am Land den Netzbedreier 3 V/m fir d'elektresch Feld vir pro strahlend Ele-

ment. Dëse Wäert muss iwverall do agehale ginn, wou Leit (och Kanner) sech permanent ophale kënnen. Soss doruechter an der Welt sinn dat 41,25 V/m fir de GSM-Réseau; 58,33 V/m fir den DCS-Réseau an 61,5 V/m fir den UMTS-Réseau. Dës genannte Wäerter sinn d'Wäerter vun der Weltgesondheetsorganisatioun (WHO oder OMS). Lëtzebuerg huet dee strenge Wäert vun 3 V/m festgeluecht aus Grënn vun enger «politique de précaution». D'Gewerbeinspektioun (ITM) huet d'Anhale vun dësem Wäert duerch eng grouss ugeleuchte Miesscampagne kontrolléiert a festgestallt, datt d'Netzbedreier sech un d'Spillregelen halen.

Eis Verhältnesser sinn also net onbedéngt mat deenen aus dem Ausland ze vergläichen an eng medezinesch Ënnersichung ass net zwéngend noutwendeg.

ad 5:

Déi politesch Responsabel hu sech zu Lëtzebuerg fir d'Mobilphonie entscheed, awer mat der Oplag, streng Grenzwäerter virzeschreiwen. Duerfir ass en Ofrappe vun den Antennen net noutwendeg.

ad 6:

D'Felder, déi vun den Trafoen ausginn, sinn Niederfrequenzfelder, also 50 Hz-Wiesselfelder. Hei leien d'Grenzwäerter an anere Beräicher, an zwar 10 kV/m (10.000 V/m) fir dat elektresch Feld an 0,64 mT (milli-Tesla) fir déi magnetesch Komponent vum Feld, an dëst fir Dauerbestrahlung. Et ass absolut kee Problem, fir dës Wäerter vun der OMS bei den Trafoen anzehalen.

Elektromagnetische Felder: Normenvergleich

Vergleich zwischen Bundesimmissionschutzgesetz vom 16.12.96, der „Recommandation du Conseil de la CE“ „der DIN VDE 0848 und der Norm ENV 50166-1/2 u. Richtlinie 2004/40/CE“ vom 24. Mai 2004

Hochfrequenzfelder										
f/MHz	Bundesimmissionschutzgesetz Conseil de la CE (t = 6')* Bundesamt für Umwelt ... Schweiz		VDE 0848 Teil 2 (t < 6')		VDE 0848 Teil 2 (t ≥ 6')		ENV 50166-1/2 (t < 6')		ENV 50166-1/2 (t ≥ 6')	
	E[V/m]	H[A/m]	E[V/m]	H[A/m]	E[V/m]	H[A/m]	E[V/m]	H[A/m]	E[V/m]	H[A/m]
10	27,5	0,073	614/f	4,9/f	275/f	2,35/f	614/f	1,6/f	275/f	0,7/f
400	27,5	0,073	61,4	0,163	27,5	0,073	61,4	0,16	27,5	0,07
400-2000	1,375 (f) ^{0,5}	0,0037 (f) ^{0,5}	3,075 (f) ^{0,5}	8,14 10-3 (f) ^{0,5}	1,37 (f) ^{0,5}	3,6410-3 (f) ^{0,5}	3,07 (f) ^{0,5}	8,14 10-3 (f) ^{0,5}	1,37 (f) ^{0,5}	3,64 10-3 (f) ^{0,5}
2000-150000	61	0,16	137,2	0,36	61,4	0,16	137	0,364	61,4	0,163
150000-300000	61	0,16	137,2	0,36	61,4	0,16	0,354 (f) ^{0,5}	9,410-4 (f) ^{0,5}	0,158 (f) ^{0,5}	4,21 10-4 (f) ^{0,5}
Niederfrequenzfelder										
f/Hz	BIMSCH	BIMSCH	Conseil de la CE * = Vorschr. Schweiz	Conseil de la CE * = Vorschr. Schweiz	VDE 0848 Teil 2 (t ≥ 6')	VDE 0848 Teil 2 (t ≥ 6')	ENV 50166-1/2 (t < 6')	ENV 50166-1/2 (t < 6')	ENV 50166-1/2 (t ≥ 6')	ENV 50166-1/2 (t ≥ 6')
	E[kV/m]	B[mT]	E[kV/m]	B[mT]	E[kV/m]	B[mT]	E[kV/m]	B[mT]	E[kV/m]	B[mT]
0	-	-	-	40	-	212.2				
50	5	0,1	5	0.1	6,67	0,42	30	1,6	10	0,64
50						Directive 2004/40/CE Travailleurs**	10**	0.5**		

E= elektrische Feldstärke in V/m
H= magnetische Feldstärke in A/m
B= magnetische Induktion = magnetische Flussdichte in Tesla [B=dF/dA = m H = m0 H da mr = 1]

Bemerkungen:

Für statische Felder galt in Deutschland bis jetzt ausschließlich die DIN VDE 0848, da die Bimsch. keine Werte lieferte; (*)Recommandation du Conseil de la CE du 12.07.99 relative à la limitation de l'exposition du public aux champs électromagnétiques (de 0 Hz (!) à 300 GHz). Für HF-Felder sind E_{zul} bzw. H_{zul} der Bimsch. identisch mit den Werten der «Rec. du Conseil de la CE», der ENV 50166-1/2 und den Schweizer Vorschriften (Ordonnance sur la protection contre le rayonnement non ionisant du 23.12.99).

Question 0779 (2.12.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** (ADR) concernant l'état du toit du tunnel à la sortie de la gare vers le Nord:

Mat Besuergnis hunn ech haut aus der Press missen zur Kenntniss huelen, datt d'Zuchstreck aus der Stad a Richtung Norden an Osten duerch d'Bauaarbechten un Ausgang vun der Gare bedréit soll sinn. Déi Schneis am Fiels, duerch déi den Zuch an d'Gare eran- an erausfiert, gouf jo mat enger Bëttonplack iwwerdaacht, fir dës Plaz wirtschaftlech kënnen ze notzen.

Dës Plack soll sech ëm 60 cm gesat hunn, esou datt den Artikelschreier behaupt: „Als Erstes muss nun der durch Überdachung der früheren Schneise geschaffene Bahntunnel mit einer Eisenkonstruktion seitlich und nach oben abgesichert werden, sonst ist demnächst der letzte Zug aus dem Bahnhof Richtung Mersch abgefahren.“

Folgend Froen dränge sech elo op:

1. Kann den Här Transportminister déi zitëiert Informatiounen bestätigen?
2. Ass den Zuchverkëier aus der Stad a Richtung Norden ouni déi genannt Sécherungsmesuren a Gefor - kuerzfristeg, mëttelfristeg oder laangfristeg?
3. Wie muss fir déi Sécherungskonstruktione opkommen - de Stat, d'Stad oder déi Entreprises, déi dee genannte Bëttonplaffong geplangt a gebaut hunn?
4. Iwwert dem Parkhaus si Chantieren amgang - bestinn elo schonns Konsequenze fir de Fortschrëtt vun dëse Bauaarbechten a riskéiert d'öffentlech Hand doduerch Entschiedungsfuerderungen?
5. Wéi deier kéint déi genannt Zousatzkonstruktione, no éischte Schätzungen, ginn?
6. Wäert duerch dës Bauaarbechten am Tunnel den Zuchverkëier a Richtung Norden ënnerbrach oder nëmme gestéiert ginn?

Réponse (6.1.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Den Här Deputéierte Jemp Koepp wëllt sech beim Här Transportminister iwwert déi eventuell Geforen am Zusammenhang mat der Senkung vun der Plack, déi den Nordausgang vun der Gare Lëtzebuerg iwwerdeckt, informéieren.

No enger Kontroll op der Plaz huet den zoustännegen Ingenieurbüro näischt Anormales un der Tranchée couverte, déi den Nordkapp vun der Gare Lëtzebuerg iwwerdeckt, festgestallt. Wéi dës Aarbechten an den 90er Joren duerchgefouert goufen, goufe sämtlech Normen agehalen. Déi ganz Aarbechte ware vun engem Kontrollbüro approvëiert ginn, sou datt zu kengem Ament en Zweifel bestanen huet, datt dësen Ouvrage kéint onstabil sinn.

Wéi dat hei am Land üblech ass, gouf dat Gebai vun der Stad Lëtzebuerg mat enger spezieller Isolatioun ausgerüst, well d'Gebai jo iwwert dem Eisebunnsstrank steet. An dësem Fall goufen dowéinst extra Placke vu 27 op 120 Zentimeter

mat enger Déckt vu 37 bis 75 Millimeter installéiert. Ënnert der Charge vum Gebai senken dës Placke sech bis op eng Déckt vu 6 bis 8 Millimeter. Bei der Struktur gouf schonns dës Senkung mat agerechent. Dëst Konzept huet scho seng Friichte gedroen, well bannen am Gebai héiert ee kee Kaméidi an et kann een och keng Vibratioun vun den Zich spieren.

Wat elo d'Plack u sech ueget, do ass ze soen, datt si - wéi am Viraus ausgerechent - sech an der Mëtt ëm 10 Millimeter deforméiert huet. Déi maximal Force vun 1.500 kN/m², déi ee kann dem Fiels zummuden, gouf zu kengem Ament iwwerschritt. Déi puer Fondatiounen vum Gebai sinn um selwechten Niveau wéi d'Eisebunnsgleiser, sou datt keen direkt Gewiicht op d'Plack dréckt.

Question 0783 (5.12.2005) de **Mme Marie-Josée Frank** (CSV) concernant les congés extraordinaires accordés en cas de décès:

L'article 16 de la loi modifiée du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés reconnaît aux salariés du secteur privé le droit à un congé extraordinaire en cas de décès de l'ordre de trois jours lorsqu'il s'agit du décès du conjoint ou d'un parent ou allié du premier degré, et d'un jour pour le décès d'un parent ou d'un allié au deuxième degré. Aucune disposition ne prévoit de congé extraordinaire en cas de décès d'un beau-père ou d'une belle-mère (Stéifpapp oder -mamm).

Or, il n'est pas rare que la belle-mère ou le beau-père soit devenu un membre de la famille à part entière remplaçant dans le coeur de certains enfants la mère ou le père biologique. Ces «enfants» ressentent comme une injustice le fait de ne pas pouvoir bénéficier d'un congé extraordinaire en cas de décès de leur belle-mère ou de leur beau-père, surtout s'ils se sont occupés d'eux jusqu'aux derniers instants allant jusqu'à organiser leurs funérailles. Il est rappelé que l'un des objectifs de ces congés extraordinaires est de permettre aux personnes d'accomplir les diverses démarches administratives liées aux différents événements qui donnent droit à de tels congés.

À noter dans ce contexte que la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général du fonctionnaire, à l'instar de la loi précitée du 22 avril 1966, prévoit également des congés extraordinaires au profit des fonctionnaires en cas de décès d'un conjoint parent ou allié au premier ou deuxième degré, mais ne règle pas non plus la situation du fonctionnaire qui viendrait à perdre un beau-père ou une belle-mère. Il en est de même de la situation des employés ou ouvriers de l'État.

À noter encore que la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats ne prévoit aucun congé extraordinaire. Il s'ensuit que dans le cadre d'un partenariat déclaré, si un partenaire venait à décéder, l'autre ne pourrait bénéficier d'aucun congé. Une telle situation est parfaitement injuste et intolérable.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Justice, du Travail et de l'Emploi et de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Si le Gouvernement entend modifier la législation en vigueur en introduisant un congé extraordinaire en cas de décès d'un beau-père ou d'une belle-mère?

- S'il n'y aurait pas lieu, lors de l'évaluation de l'application concrète de la loi du 9 juillet 2004 précitée, d'examiner l'opportunité de faire bénéficier les personnes qui ont déclaré leur partenariat, conformément aux dispositions de la loi de 2004, d'un congé extraordinaire en cas de décès du partenaire, voire s'il n'y aurait pas lieu de faire bénéficier les partenaires déclarés du régime des congés extraordinaires tel qu'il existe à l'heure actuelle au profit des personnes mariées?

Réponse (16.12.2005) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*, de **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Dans un souci de maintenir la compétitivité des entreprises, le Gouvernement actuel, tout comme le Gouvernement précédent, a décidé de ne pas introduire de nouveaux congés.

Toutefois le Gouvernement entend dans les années à venir revoir l'ensemble des congés extraordinaires, dans un souci d'harmonisation générale.

Question 0788 (8.12.2005) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les effets légaux de certains partenariats:

La nouvelle loi relative aux effets légaux de certains partenariats est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2004. Dans le programme gouvernemental, il a été retenu que «le Gouvernement évaluera l'application concrète de la loi du 9 juillet 2004 sur le partenariat pour y apporter, le cas échéant, des ajustements». Dans leur réponse commune du 18 janvier 2005 (cf. *compte rendu N°7/2004-2005*), Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et Monsieur le Ministre de la Justice ont fait savoir que cette évaluation aura lieu après la première année d'application de la nouvelle loi.

Dans ce contexte j'aimerais avoir de la part de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et Monsieur le Ministre de la Justice des réponses aux questions suivantes:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me dire combien de personnes ont opté pour le partenariat depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi?

- Est-ce qu'une évaluation de la loi susmentionnée a déjà été entamée?

- Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions qui ont été retenues lors de cette évaluation?

- Dans le cas où une telle évaluation n'aurait pas encore été commencée, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'informer pour quand cette évaluation est envisagée?

La loi relative aux effets légaux de certains partenariats ne prévoit aucune disposition relative à un éventuel congé extraordinaire pouvant être accordé aux partenaires qui occupent une activité rémunérée afin qu'ils accomplissent les différentes démarches liées à la déclaration de partenariat.

- Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il serait opportun de modifier la législation en introduisant un congé extraordinaire au bénéfice des personnes qui souhaitent faire une déclaration de partenariat?

Réponse (23.12.2005) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur les effets légaux de certains partenariats, 273 partenariats ont été enregistrés au Répertoire civil auprès du Parquet Général à la date du 15 décembre 2005.

L'évaluation de la nouvelle loi se fait de façon continue; à ce stade l'application satisfaisante de la loi n'impose pas une modification de celle-ci.

Concernant un éventuel congé extraordinaire accordé aux partenaires afin d'accomplir les démarches liées à la déclaration de partenariat, il est renvoyé à la réponse donnée récemment à la question parlementaire N°0783 de l'honorable Députée Marie-Josée Frank (cf. *ci-dessus*).

Question 0790 (8.12.2005) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la séparation des détenus mineurs des détenus majeurs:

Il me revient par voie de presse qu'à partir de janvier 2006 les détenus mineurs seraient placés dans le bâtiment F, à savoir celui réservé aux détenues de sexe féminin, du Centre Pénitentiaire de Schrassig. À ma question parlementaire N°2057 du 25 février 2003 Monsieur le Ministre de la Justice avait répondu qu'au courant du mois d'avril 2003 la section des mineurs serait installée au premier étage du bâtiment C et que ce bâtiment garantirait une capacité d'accueil suffisante ainsi que la séparation des mineurs et des majeurs.

Ainsi, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur les raisons ayant motivé cette mesure suite aux informations données dans ma question parlementaire précédente?

- Enfin, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas que cette mesure va à l'encontre de l'article 37 de la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies prévoyant notamment que «tout enfant privé de liberté sera séparé des adultes»?

Réponse (5.1.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Le Centre Pénitentiaire de Luxembourg (CPL) comprend une section «hommes», une section «femmes» et une section «médicale spéciale» (article 1er de la loi du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire). Une section spéciale et séparée pour les mineurs n'est pas prévue par la loi. Néanmoins, l'administration pénitentiaire a essayé dans le passé de garantir une séparation entre les mineurs placés dans le cadre de la loi sur la protection de la jeunesse et les détenus adultes. C'est dans cet objectif que les mineurs ont été placés depuis 2003 au premier étage du bâtiment C.

Le bloc C a une capacité d'accueil actuelle de 25 lits qui pourra être étendue à 35 lits en cas de besoin. Le bloc a été occupé en moyenne par une douzaine de mineurs et a été, par conséquent, sous-occupé dans les années 2003, 2004 et 2005.

Au vu de la surpopulation actuelle au CPL (quelque 670 détenus), il a été décidé de libérer le bloc C pour y loger des détenus condamnés et d'améliorer ainsi leurs conditions de détention. Les mineurs seront transférés du bloc C à la section «femmes» où ils occuperont au rez-de-chaussée sept cellules avec une capacité d'accueil de 14 lits et disposeront en outre de plusieurs locaux pour les activités communes. La configuration des lieux est telle que le bloc où logeront désormais les mineurs est fermé par deux portes. Les mineurs sont donc séparés des femmes.

L'administration pénitentiaire es-saiera de séparer, comme par le passé, et dans la mesure du possible les mineurs des adultes, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant, à laquelle le Gouvernement reste profondément attaché.

Une séparation stricte ne peut se faire qu'en transférant les mineurs dans une structure spécialisée (p. ex. unité de sécurité Dreibern) à l'extérieur de l'établissement pénitentiaire.

Le régime actuel des mineurs correspond à celui prévu par l'article 329, alinéa 1^{er} du règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires qui dispose ce qui suit:

«Les mineurs placés dans un établissement de détention à titre de mesure disciplinaire sont soumis à un régime particulier qui fait une large part à l'éducation et qui, dans la mesure du possible, les préserve de l'action nocive d'autres détenus et leur évite l'oisiveté.»

Il y a lieu de préciser que le Gouvernement n'a aucune influence sur le nombre de personnes mineures placées à Schrassig et sur la durée de leur placement; ces mesures relèvent de la seule compétence des tribunaux de la jeunesse.



Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un